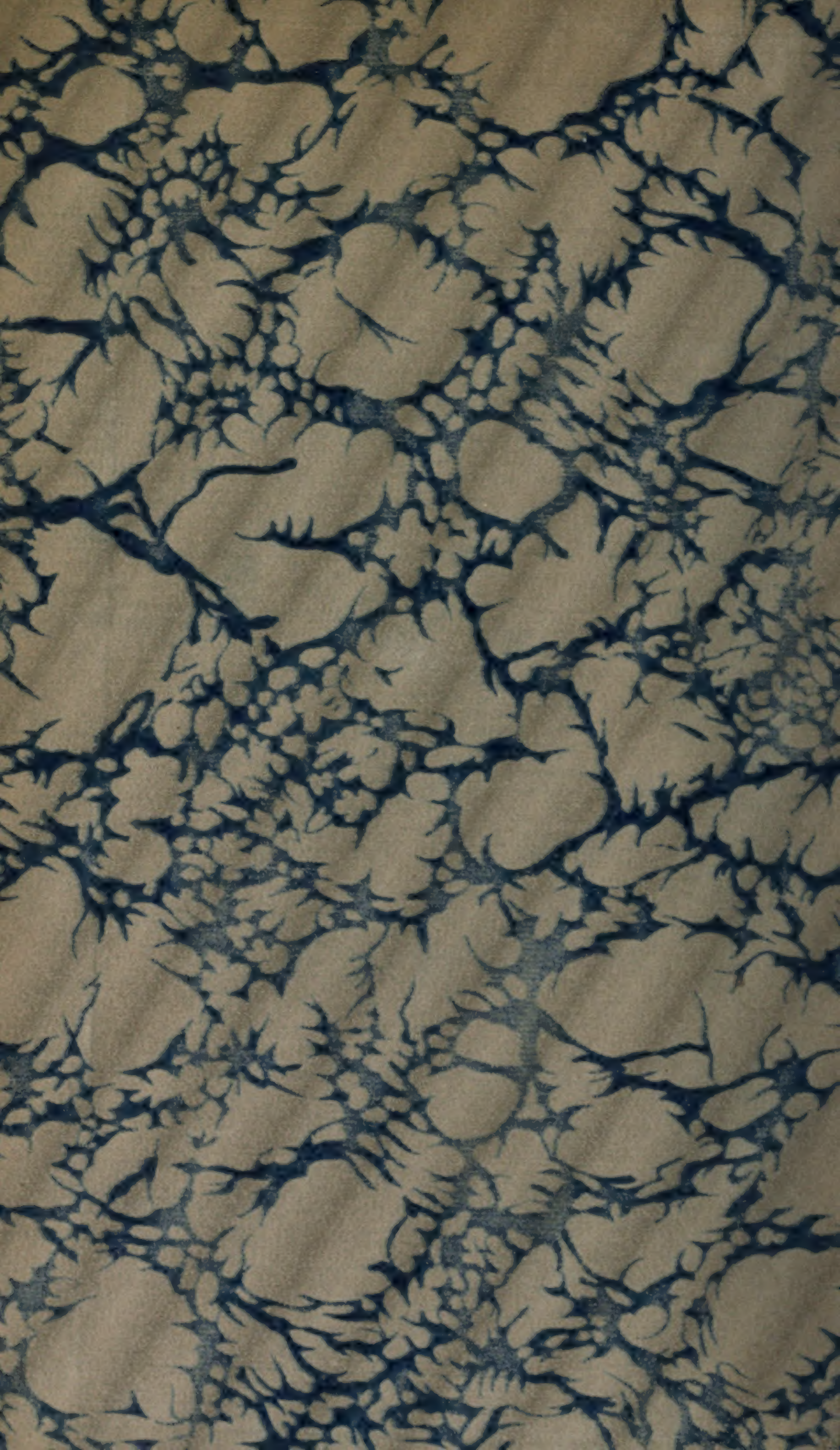
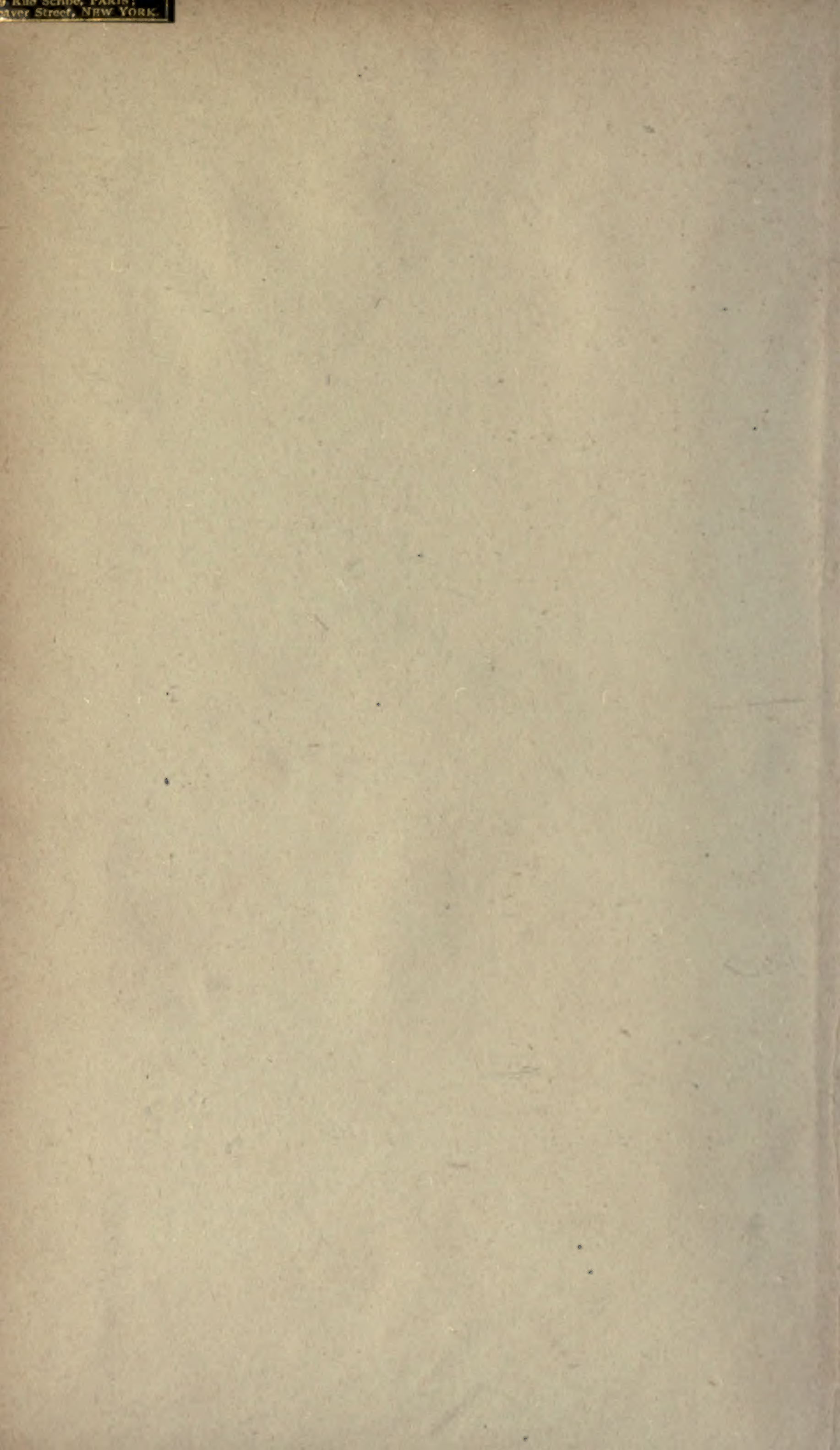








LA POLITIQUE ORIENTALE

DE NAPOLÉON

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

DU MÊME AUTEUR

La Question d'Orient, depuis ses origines jusqu'à nos jours. Préface de M. Gabriel Monod, de l'Institut. 2ᵉ édition. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.
(Ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques. Prix Audiffred.)

Les Problèmes politiques et sociaux à la fin du XIXᵉ siècle. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

ÉTUDES NAPOLÉONIENNES

Napoléon et la Société de son temps (1793-1821), par P. Bondois, professeur agrégé d'histoire au lycée Buffon. 1 vol. in-8°. . . . . 7 fr.

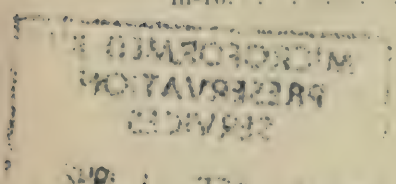
Les rois frères de Napoléon, par le baron Du Casse. 1 volume in-8°. . . . . 10 fr.

Bonaparte et les républiques italiennes (1796-1799), par P. Gaffarel, professeur à l'Université de Dijon. 1 vol. in-8°. 5 fr.

Bonaparte et les îles Ioniennes (1797-1816), par E. Rodocanachi. 1 vol. in-8° . . . . 5 fr.

Les campagnes des armées françaises (1792-1815), par C. Vallaux, professeur d'histoire au lycée de Brest. 1 vol. in-16 avec cartes . . . . 3 fr. 50

De Waterloo à Sainte-Hélène (20 juin-16 octobre 1815). *La Malmaison, Rochefort, Sainte-Hélène*, par J. Silvestre, professeur à l'école libre des sciences politiques. 1 vol. in-16. . . . . 3 fr. 50



ÉTUDES NAPOLÉONIENNES

—

LA POLITIQUE ORIENTALE DE NAPOLÉON

SÉBASTIANI ET GARDANE

1806-1808

PAR

ÉDOUARD DRIAULT
Professeur agrégé d'Histoire au Lycée Hoche (Versailles),
Lauréat de l'Institut.

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—

1904



A MON MAITRE

M. GABRIEL MONOD

Hommage de très affectueuse reconnaissance.

LA POLITIQUE ORIENTALE
DE NAPOLÉON

INTRODUCTION ET BIBLIOGRAPHIE

Le moment est venu sans doute, à un siècle de distance, d'étudier l'histoire de Napoléon avec une parfaite impartialité. Plus près de son personnage, il fut difficile, à en juger par les ouvrages que nous avons, de se dégager de tout sentiment de haine ou d'admiration à son égard, et la vérité en fut longtemps plus délicate à démêler. Il faut peut-être quelque indifférence à l'exactitude de l'observation historique.

Les Italiens, semble-t-il, parmi tous les peuples de l'Europe, auraient pu les premiers rendre à l'œuvre de Napoléon la justice qui lui est due. Car, s'il leur fit attendre l'unité et l'indépendance qu'ils espéraient de lui, ils lui doivent pourtant la renaissance de leur nationalité. Mais, retombés après lui sous le joug de l'Autriche et de la papauté, il leur fut difficile de témoigner leur reconnaissance à celui qui fut au XIXe siècle le premier roi d'Italie, et leur littérature historique fut pauvre jusqu'à ces derniers temps. L'histoire a besoin de la liberté.

Les Allemands peuvent oublier le mal qu'il leur a fait, maintenant que leur unité est achevée. Ils ont de la peine pourtant à admettre qu'il ait contribué en quelque manière à ce grand œuvre. Ils en veulent attribuer toute la gloire exclusivement à leurs grands hommes. Leur école historique ne doit pas ses meilleures qualités au caractère étroitement

national dont, depuis la mort de Gervinus, sous l'inspiration des illustres professeurs Treitschke et Mommsen, elle a tenu à se marquer. Elle gagnerait à s'abstraire de la complaisante contemplation de la Grande Allemagne des Hohenzollern.

Les Anglais font de l'histoire plus qu'ils n'en écrivent. Ils n'ont consacré à l'Empereur que de petits ouvrages, importants d'ailleurs par leur valeur, de Seeley à Lord Rosebery. Ils auraient pourtant quelque satisfaction sans doute à chercher comment ils l'ont vaincu, en considérant que leur gloire est grande d'avoir été ses plus constants et ses plus redoutables ennemis. Ils aiment mieux l'imiter que le raconter.

Quant à nous Français, qui avons plus de facilité pour l'étude de l'histoire impériale, qui avons le devoir de n'en pas laisser le soin à d'autres, nous n'oublions pas le mal qu'il a fait à la France, et qu'il l'a laissée plus petite qu'il ne l'avait reçue de la Convention, et que son héritier a continué son œuvre néfaste ; nous n'admirons pas sans réserve les institutions qui datent de lui et qui n'ont pas été imaginées pour assurer le développement de nos libertés. Mais nous nous dégageons lentement de la centralisation administrative qui fut par lui comme un harnais de servitude ; nous reprenons peu à peu les habitudes d'un gouvernement libre ; nous travaillons à la réparation des malheurs qui datent du premier Empire. Nous conservons malgré tout une secrète admiration de l'œuvre glorieuse qu'il a accomplie à la tête de la Grande Armée, en nous rendant compte qu'il a préparé, et nous par lui, la transformation révolutionnaire de l'Europe ; et nous aurions du regret que cet incomparable rôle, dont le monde subit encore l'action, n'eût pas été joué par un Français. Ainsi se produit en nous, à son égard, un mélange de colère et de reconnaissance qui peut se traduire en impartialité. Aussi bien, sans doute, l'amour de la vérité et le devoir d'y sacrifier toute considération même nationale, doivent-ils suffire à l'historien.

Car toute la grandeur de l'œuvre napoléonienne est dans son caractère international, plus européen et même plus

mondial que français. Nous ne sommes plus contre lui en France assez passionnés pour le nier ; ce serait nier l'évidence. Il a précipité sans le savoir, sans le vouloir, le dénouement d'une crise qui se préparait depuis plusieurs générations dans l'organisation politique et sociale de l'Europe moderne.

L'Italie était, depuis plusieurs siècles, sous le joug étranger. Mais, à la fin du XVIIIe siècle, elle n'y était plus résignée ; elle avait l'intime désir de revivre, et, depuis Henri IV et Richelieu, c'était une tradition de la politique française que d'en chasser les Espagnols, puis les Autrichiens. Il y avait eu déjà des résultats obtenus ; il y avait, par l'Espagne et Naples, une sorte de tendance à l'union latine que le pacte de famille avait manifestée. Mais cette évolution était lente et informe encore ; il fallait une secousse violente pour en déterminer les traits décisifs.

L'Allemagne avait été délivrée de la domination impériale des Habsbourg par les traités de Westphalie. Cela encore était le fruit d'une tradition française, qui remontait même à François Ier et Henri II, mais dont Henri IV, Richelieu et Mazarin furent les plus remarquables représentants. Alors les princes allemands furent souverains sur leurs terres, et, parmi eux, quelques-uns grandirent à la faveur de cette liberté nouvelle ; quelques-uns devinrent des rois en Pologne, en Angleterre ou en Prusse. Et Frédéric II brusqua cette évolution en posant les Hohenzollern en rivaux des Habsbourg, en énonçant le problème à résoudre : L'Allemagne resterait-elle aux Habsbourg ou tomberait-elle aux mains des Hohenzollern ? Beaucoup d'Allemands eussent voulu être Allemands seulement, et non pas plus Prussiens qu'Autrichiens. Cela compliquait encore, à la fin du XVIIIe siècle, la question difficile des Allemagnes. Il fallait une crise pour rapprocher tous ces éléments de la transformation de l'Allemagne, pour la dégager des débris de l'ancien régime, pour déterminer sa condition nouvelle.

La Russie marchait sur l'Europe centrale et vers la Méditerranée à pas de géant. Elle était lancée avec une effrayante rapidité sur le « chemin de Byzance ». Les chrétiens des Balkans en étaient tout émus et, par haine séculaire du

Turc, appelaient les tsars de Moscou. Cette haine était aveugle, leur cachait le danger du panslavisme ; ils n'avaient pas encore conscience de leur nationalité grecque ou bulgare ; ils étaient encore confondus dans l'unité de la religion grecque : les Russes, Grecs comme eux tous en ce sens, leur paraissaient frères de race aussi. Il fallait une grande crise pour éveiller ces nationalités endormies, pour déterminer l'histoire nouvelle de la péninsule des Balkans.

Toutes ces aspirations plus ou moins nettes étaient inspirées par le secret instinct de la liberté ; l'Italie, l'Allemagne, les chrétiens de la Turquie voulaient être indépendants, se délivrer de la domination des grands empires d'autrefois, plus ou moins théocratiques, le Saint Empire Romain Germanique ou la Sublime Porte Ottomane. Cette évolution des nationalités n'était qu'une forme de l'activité révolutionnaire qui gagnait peu à peu tous les esprits dans l'Europe occidentale. Les philosophes français travaillaient surtout à l'émancipation de l'homme ; mais l'émancipation des peuples en était l'immédiat corollaire, qui sortit instantanément du triomphe de la Révolution. Car la Révolution ne proclama pas seulement les droits de l'homme et du citoyen ; par là même et à plus forte raison, elle proclamait les droits des peuples, et elle fut accueillie avec enthousiasme par tous les peuples.

Elle fut la crise nécessaire et fatale où les nationalités italienne, allemande, balkaniques se déclarèrent. Napoléon fut l'agent de l'expansion de la Révolution à travers l'Europe ; il jeta à bas les derniers obstacles qui la contenaient, et surtout le Saint Empire Romain Germanique. Il fit la table rase où allait se construire l'Europe nouvelle. Un moment, par lui, presque toute l'Europe fut française, c'est-à-dire fut le domaine de la Révolution, le champ où les germes révolutionnaires allaient lever et grandir magnifiquement.

L'œuvre personnelle de Napoléon fut éphémère ; son empire est un des édifices politiques les moins durables qui aient jamais existé ; même l'Empire de Charlemagne avait eu une plus longue fortune. La France fut réduite par la défaite à ses frontières de l'ancien régime. L'Empereur avait voulu

étouffer l'Angleterre ; il avait presque détruit la Prusse, il avait vaincu la Russie à Austerlitz et Friedland, pris Moscou. Il n'avait fait ainsi que surexciter toute l'énergie de leur génie national, et après lui, aussitôt, l'Angleterre, la Prusse et la Russie furent les plus grandes puissances du XIX[e] siècle, comme le XVIII[e] les y avait préparées.

Mais l'œuvre de la Révolution a résisté à la réaction de la Sainte-Alliance des rois. Les peuples n'ont pas oublié les libertés qu'ils avaient espérées de la France, puis de leurs souverains. On les leur refusa ; ils les exigèrent, et la physionomie politique de l'Europe en demeura toute changée. Certes, ces libertés se seraient sans doute développées sans l'intervention de Napoléon ; elles renfermaient en elles une puissance invincible ; les nationalités nouvelles auraient conquis sans doute toutes seules leur droit à l'existence, car une nationalité qui veut vivre possède une irrésistible force. Mais la crise des guerres napoléoniennes accéléra en torrent la diffusion des principes révolutionnaires. Sans l'Empereur, peut-être la Révolution fût-elle demeurée française ; qui sait si elle n'eût pas été étouffée, en France même, par les rois, avant que les peuples n'eussent été conquis par elle ? L'humanité est ainsi faite que la force de l'épée est parfois nécessaire au triomphe des idées.

Alors, par la puissance de la Révolution et par l'action déterminante de Napoléon, sur les ruines qu'ils avaient faites, les nationalités grandirent, s'exprimèrent, transformèrent la carte de l'Europe contemporaine.

En Italie, les carbonari qui, dès le règne de Napoléon, avaient réclamé l'indépendance, l'exigèrent de la Sainte-Alliance, prirent les armes, furent vaincus, puis recommencèrent. Les libéraux de la Jeune-Italie entreprirent le « risorgimento », firent la révolution de 1848, furent encore vaincus, recommencèrent sous la conduite du Piémont, sous la protection de Napoléon III, l'emportèrent enfin, et firent l'Italie libre des Alpes à la mer de Sicile. Napoléon avait détrôné le pape ; les Italiens prirent aussi Rome au pape, et l'Italie nouvelle semble n'être que l'achèvement de la pensée napoléonienne.

L'Allemagne, écrasée par Napoléon, connut peu les bienfaits de la domination française, connut davantage les maux de l'occupation étrangère, conçut par là le besoin de l'unité, prit conscience de sa nationalité. La Germania sortit toute armée des haines soulevées contre Napoléon, et l'année 1813 fut comme la date de sa naissance. Puis les libéraux allemands oublièrent Napoléon pour détester l'Autriche et la Sainte Alliance, commencèrent à mettre leurs espérances en la Prusse, retrouvèrent tout à coup en 1840 leur haine endormie pour la France, pensèrent concilier en 1848 leur passion de la liberté avec l'unité de la Grande-Allemagne, furent abandonnés par la Prusse, vaincus par l'Autriche, « passèrent la tête enfin sous le joug prussien », et les Hohenzollern achevèrent à leur bénéfice la fondation de la nationalité allemande. Napoléon III laissa faire Sadowa; Sedan et l'Alsace-Lorraine cimentèrent l'union de tous les Allemands.

Napoléon Ier arrêta, par les armes et la diplomatie, la descente du « glacier russe » vers le Danube et la Méditerranée. Les tsars sous son règne ne firent aucun progrès vers Constantinople, et, depuis sa chute, n'ont pu reprendre la marche qu'il avait interrompue. Alors la Turquie eut encore quelques années de vitalité, assez pour être encore une barrière aux Russes, non pas assez pour empêcher la renaissance des nationalités chrétiennes. Bulgares, Serbes, Roumains, Albanais, Grecs, relevèrent la tête sous le joug moins pesant des Musulmans. La France de la Restauration contribua à la délivrance de la Grèce. La France de Louis-Philippe aida l'Égypte à se détacher presque complètement de la Turquie. Napoléon III, tout en défendant encore la Porte contre les tsars, favorisa la formation de la Roumanie. Les Turcs furent peu à peu enfermés dans Constantinople; comme il était dit au traité de Tilsit, « toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Romélie exceptées, furent soustraites au joug et aux vexations des Turcs ». Mais ce ne fut pas au profit des Russes, pas plus d'ailleurs que des Français. Néanmoins, quand on considère de nos jours le développement de

l'influence germanique, allemande ou autrichienne, sur les pays des Balkans, vers les Détroits et l'Asie Mineure, sur la grande ligne Hambourg-Constantinople, dans la direction de Bagdad, n'est-on pas disposé à y retrouver, mises en pratique par d'autres, les idées de Talleyrand et de Napoléon, quand ils voulaient pousser l'Autriche à l'Est, pour refouler la Russie en Asie? Car il y a bien peu des grands traits de l'histoire politique de l'Europe contemporaine qui n'aient été indiqués au temps du premier Empire.

Mais ce n'est pas seulement sur quelques points particuliers que l'influence de Napoléon et de la Révolution s'est fait sentir et s'est continuée dans les générations suivantes. C'est en vérité l'esprit général de l'Europe qui en a été profondément modifié. « Les armées de Napoléon ne semblent faire des trouées que pour ouvrir un passage aux souffles violents de liberté et d'émancipation humaine. Comme un chef de bandes révolutionnaires, il ne conquiert que pour détruire : régime féodal, corvées, juridictions seigneuriales, iniquités subies par les misérables vilains, monopoles des grades supérieurs militaires et civils réservés jusqu'ici à la noblesse. Ce fut la mission certaine de Napoléon de renverser, en Allemagne et en Italie, et partout où il passa, l'abominable système des petits princes, de réveiller l'esprit du peuple, de balayer les débris d'une féodalité épuisée et de laisser le champ libre au développement des formes nouvelles et meilleures de la vie publique[1]. » Dans les pays où la domination napoléonienne a duré assez longtemps pour permettre l'éclosion des idées révolutionnaires qu'elle y apportait, en Belgique, dans les provinces du Rhin, dans l'Allemagne occidentale, en Suisse, en Italie, la féodalité n'a pas pu se reformer, et l'établissement du régime de la petite propriété y a été comme le signe de la liberté d'une masse de petits propriétaires. Tous ces pays ont conservé au point de vue social une sorte de parenté avec la France nouvelle ; c'est la parenté révolutionnaire.

1. Arthur Lévy, *Napoléon et la paix*, p. 438. — James Bryce, *Le Saint Empire Romain Germanique*, p. 472.

Même, au-delà, qui pourrait fixer les limites de cette action? Quand l'Angleterre, par la réforme de 1832, entra dans les voies de la démocratie, après une longue agitation dont les débuts sont contemporains de la fin du premier Empire, l'influence des idées libérales venues de France n'y fut-elle pas pour quelque chose? — Ne serait-il pas possible de rechercher si le règne de Joseph Bonaparte en Espagne n'y a pas laissé de profondes traces? On appela « Joséphinistes » à Madrid les libéraux qui contribuèrent à la Révolution de 1820. Qui sait si l'Espagne n'aurait pas gagné une régénération véritable et dès lors complète à accepter la domination napoléonienne et les idées nouvelles qu'elle représentait? C'est peut-être une thèse à défendre. — La Russie si lointaine n'a-t-elle pas connu depuis ce temps des agitations d'un caractère libéral? Le mouvement de décembre 1825, qui en fut la première manifestation tumultueuse, n'est pas tellement postérieur à la mort de Napoléon, et la Révolution de Pologne reçut son signal de notre Révolution de juillet.

Napoléon n'a pas voulu tous ces grands changements; il ne les a pas compris. La Révolution dont il fut l'inconscient agent se retourna contre lui. Mais, parce qu'il avait renversé les institutions de l'ancien régime, détruit les privilèges, « courbé sur son passage de hautes herbes qui ne se sont jamais relevées » (E. Lavisse); parce qu'au moment du retour de l'île d'Elbe, les rois, ses ennemis, avaient déjà fait au congrès de Vienne la restauration du passé; parce que sa chute définitive fut le triomphe en France de la Restauration et des Bourbons, sa cause plus que jamais se confondit avec celle de la Révolution; la légende plus encore que l'histoire fit de lui l'homme de la Révolution: son neveu en profita. Ainsi il est au terme de ce qu'on appelle en Europe l'ancien régime, aux origines du régime moderne. La Révolution française avait été, non pas le début soudain et imprévu d'une époque nouvelle, mais comme la crise centrale de l'évolution politique et sociale qui, depuis le commencement du XVIIIe siècle, transforme le monde dans le sens démocratique. L'histoire de Napoléon fut la crise où se prépara, dans l'agitation la plus dramatique, le dénouement des grandes

questions nationales qui se posaient depuis plus de cent ans. Il semble qu'il soit impossible de faire l'histoire des transformations politiques de l'Europe contemporaine sans remonter presque toujours à Napoléon. La politique impériale en est comme l'assise fondamentale. L'Europe napoléonienne fut comme le premier dessin, l'esquisse de l'Europe nouvelle.

Cette sorte de philosophie de l'histoire de Napoléon ne pouvait pas être conçue par ses contemporains, ni même par les premières générations qui ont suivi la sienne. Ce n'est qu'avec le temps, et notamment après le grand mouvement des nationalités, sous Napoléon III et depuis, qu'il a été possible d'observer avec netteté les grandes lois de l'histoire contemporaine. C'est pourquoi l'historiographie napoléonienne a passé, depuis un siècle, par plusieurs périodes successives.

Ce fut d'abord la période de la légende. Elle est comme le prolongement de la période même des gloires du premier Empire. Elle est faite par ceux qui ont été élevés dans le grand bruit des victoires de l'Empereur; ils ont eu leur enfance et ils ont encore leur imagination toute pleine des merveilleuses histoires de la Grande Armée. Sans compter Victor Hugo et Béranger, ce fut l'époque du *Mémorial de Sainte-Hélène* (1840-1841) et de deux ouvrages qui sont restés très précieux pour l'histoire de la politique extérieure de Napoléon, car l'admiration n'est pas forcément aveugle: l'*Histoire diplomatique de la France depuis le* 18 *brumaire jusqu'à la paix de Tilsit*, écrite, sur mandat reçu de l'Empereur, par Bignon, lui-même fonctionnaire de l'Empire, chargé de missions à Berlin, à Cassel, donc historiographe officiel en quelque manière; — et l'*Histoire des Cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire,* par Lefebvre, le meilleur livre que nous ayons, encore aujourd'hui, sur l'ensemble de la politique impériale. Cependant tous deux sont vieillis; ils ne pouvaient qu'être insuffisamment documentés.

C'est le caractère aussi du grand ouvrage de Thiers, l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* (1845-1869). Les dates

indiquent à quelles sources il a pu être emprunté. Thiers n'a pas pu se servir, sauf à la fin, de la *Correspondance* de l'Empereur, ni des *Mémoires* ; il ne paraît pas qu'il ait beaucoup utilisé les Archives, dont le classement n'était pas achevé. Cependant le grand rôle politique qu'il a joué, l'admiration qu'il a toujours eue pour son héros, et surtout l'occasion de consulter quelques uns des officiers et ministres de Napoléon, Sébastiani, Soult, Mortier, Gérard, Talleyrand, etc., en un mot son âge (il était né en 1797), lui ont permis de recueillir un grand nombre de témoignages oraux d'une incontestable valeur. C'est pourquoi son livre est plutôt fondé sur la tradition orale que sur les documents écrits, naturellement plus sûrs. Il appartient presque encore à la génération impériale.

La légende napoléonienne fut infiniment précieuse à la renaissance du parti bonapartiste, et le second Empire en fut le fruit. Il éleva à la grandeur du premier Empire un monument historique de premier ordre, la *Correspondance de Napoléon*, dont l'impression fut commencée en 1856 et achevée en 1870. Elle n'est pas complète ; elle a été soumise, lors de la publication, à un triage méticuleux ; beaucoup de pièces, quelques unes très importantes, ont été oubliées ou écartées. Les plus graves lacunes ont été indiquées par Du Casse, dans une série d'articles de la *Revue historique*, tomes 31, 32, 34. Elles ont été en partie comblées par le même historien, *Supplément à la Correspondance de Napoléon* ; par de Brotonne, *Lettres inédites de Napoléon* ; par P. Bertrand, *Talleyrand, l'Autriche et la question d'Orient en* 1805, dans la *Revue historique*, tome 39 ; par Léon Lecestre, *Lettres inédites de Napoléon*[1].

1. Les publications des *Lettres inédites de Napoléon* par M. Lecestre (2 vol., Paris, 1897) et par M. L. de Brotonne (2 vol., Paris, 1898 et 1903) ont montré avec quelles précautions il faut utiliser la correspondance officielle de Napoléon Ier. Ils donnent eux-mêmes la preuve des difficultés qu'il y a à en fournir un texte définitif : par exemple ils insèrent tous deux dans leur recueil la même lettre du 13 novembre 1807 (Lecestre, tome I, no 194, p. 123 ; — de Brotonne, tome I, no 222, p. 93) et ils ne sont pas d'accord sur le destinataire : selon Lecestre c'est Elisa Bonaparte, princesse de Lucques et Piombino ; selon de Brotonne, c'est Marie-Louise, reine-régente d'Etrurie, à Florence. Je crois d'ailleurs que

Telle qu'elle est d'ailleurs, il est nécessaire de mettre de la prudence à l'emploi de la correspondance impériale. Napoléon n'y découvre pas toute sa pensée ; sa sincérité est parfois sujette à caution ; il ne répugne point toujours aux exagérations ni au mensonge ; par exemple, les *Bulletins* de la Grande Armée, qui ont quelquefois un grand intérêt politique aussi bien que militaire, ont été souvent arrangés dans le sens d'un continuel panégyrique. Il y a à faire ici des réserves analogues à celles que comporte le *Mémorial de Sainte-Hélène*. La Correspondance est néanmoins très précieuse ; on sait l'extraordinaire activité de l'Empereur : il n'y a que très peu de journées où nous n'ayons pas une ou plusieurs, parfois 15 ou 20 lettres de lui ; elles sont directement inspirées par les événements et en sont par suite le reflet à peu près fidèle. La plupart ont un intérêt diplomatique ou militaire ; parmi elles, il faut signaler particulièrement celles qui sont adressées à des souverains, notamment aux rois de la famille de Napoléon, qu'il réduit à n'être guère que les agents de sa pensée politique, surtout celles qui sont adressées à Talleyrand et à Champagny ; elles ont le caractère d'instructions diplomatiques presque confidentielles : quoique l'Empereur ne trahisse jamais toute sa pensée, on la retrouve quelque peu sous la forme écourtée qu'il voulait bien manifester par la plume de son secrétaire. Il y aurait un curieux travail à faire sur les modifications, du moins dans le ton, que Talleyrand introduisait dans les notes impériales confiées à sa rédaction définitive, sur les termes diplomatiques dont il savait habiller l'expression toute vive et toute nue de la volonté impériale ; ce serait une intéressante étude de caractères. Ainsi, depuis les bulletins de la Grande Armée, destinés à une publicité européenne, jusqu'aux instructions envoyées à Talleyrand, en passant par les lettres de Napoléon à ses lieute-

c'est M. Lecestre qui a raison, car en novembre 1807 le royaume d'Etrurie n'existait plus. — Voir encore là-dessus une récente publication de M. August Fournier, *Zur Textkritik der Correspondenz Napoleons I. mit* 5 *tafeln ;* il s'agit de nouvelles lettres inédites de Napoléon, qui sont aux Archives de Vienne et qui seront l'objet d'une prochaine publication de M. Fournier.

tenants et à ses frères, on a comme une série de traductions de la politique napoléonienne, de plus en plus précises et pourtant jusqu'au bout incomplètes. Il y a toujours un secret que l'on sent que Napoléon garde jalousement, et c'est tout le grand problème historique de son règne.

La légende fut définitivement tuée par la triste histoire de la chute du second Empire, et ce fut le commencement d'une nouvelle période de l'historiographie napoléonienne. Par réaction contre le gouvernement qui avait fait tant de mal à la France et contre les belles histoires qui en avaient favorisé le retour, ce fut le temps des pamphlets, et notamment de celui de Lanfrey, *Histoire de Napoléon* (1868-1875) ; la haine de Napoléon a maintes fois d'ailleurs singulièrement aiguisé son jugement.

Alors parurent, après la mort de leurs auteurs, et surtout lorsque l'éloignement des faits en rendit la publication moins redoutable, les Mémoires les plus utiles sur l'histoire du premier Empire. Ce furent surtout, après les *Mémoires de Wellington* (1867), après ceux de Metternich (1884), les *Mémoires de Talleyrand*, publiés en 1890 par le duc de Broglie. On sait la déception qu'ils causèrent ; ils apparurent pleins d'erreurs ; et, comme il fut prouvé qu'ils n'étaient qu'en partie originaux, ils perdirent aussitôt la plus grande partie du crédit qu'on leur avait d'avance réservé. Cela est très regrettable ; car on avait le droit de fonder les plus grandes espérances sur le récit de celui qui avait été, en matière politique, presque le rival heureux de l'Empereur. Pourtant, avec la Correspondance impériale, on eut dès lors deux importantes sources de l'histoire définitive à écrire.

Enfin, tout récemment en France, comme pour en célébrer le centenaire, on revint avec une nouvelle curiosité aux choses napoléoniennes. On aima de nouveau l'histoire des épiques chevauchées de la Grande Armée, des intrigues de la cour des Tuileries, les anecdotes piquantes. Ce fut comme la séduisante entrée d'une époque où sans doute enfin va s'organiser l'étude méthodique de l'histoire du premier Empire. Car déjà quelques excellents ouvrages ont paru qui en sont la très précieuse préparation. Ce fut d'abord la *Courte his-*

toire de Napoléon, par Seeley ; puis le *Napoléon Ier* du Dr August Fournier ; puis *Alexandre Ier et Napoléon* de Serge Tatistchef ; presque en même temps, le grand ouvrage d'Albert Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier* ; plus tard, le second volume du *Manuel historique de politique étrangère,* par Émile Bourgeois ; tout récemment enfin les ouvrages de M. Albert Sorel, *Bonaparte et le Directoire, la Trève,* et bientôt le *Grand Empire.*

Ainsi non seulement on tire désormais parti de la Correspondance impériale et des Mémoires ; mais on a commencé le dépouillement des Archives. Ce sont les sources essentielles, et elles sont bien loin d'avoir été complètement étudiées. En effet les Archives du ministère des affaires étrangères surtout renferment des trésors inestimables dans la *Correspondance diplomatique* classée par année et par pays, dans les *Suppléments* à la Correspondance, dans les *Mémoires et Documents* classés de la même façon [1]. Elles fournissent le récit des événements politiques rédigé par des témoins oculaires, presque des acteurs, ambassadeurs, ministres ou consuls. Elles renferment, dans les instructions données aux ambassadeurs, souvent sous la dictée de Napoléon, la pensée même de l'Empereur, du moins ce qu'il en voulait bien livrer à ceux qu'il employait. Tout est encore manuscrit. Le *Recueil des Instructions* données aux ambassadeurs et ministres de France, publié par la librairie Félix Alcan, sous les auspices de la Commission des Archives diplomatiques au ministère des affaires étrangères, ne va que jusqu'à la Révolution française.

D'ailleurs ces Instructions ne sont qu'une partie des richesses des Archives. La correspondance elle-même, entre les ambassadeurs et le ministère, est peut-être plus instructive, en tout cas plus vivante, image changeante et fidèle des variations presque quotidiennes de la politique. Les Archives des gouvernements étrangers ne sont pas moins importantes, quoique moins directement nécessaires à l'intelligence de la politique napoléonienne. Ce sont notamment : à Berlin, les *Archives*

1. Inventaire des Archives du Ministère des affaires étrangères, mémoires et documents, fonds France, 1 vol. in-8, Paris, Imp. nationale, 1883. — *Id., id.,* fonds divers, 1 vol. in-8, *id.,* 1893.

Centrales d'État (Königl. geheimes Staatsarchiv) ; à Vienne, les *Archives de la cour et de la maison de l'Empereur* (Kaiserliches und Königliches Haus-Hof und Staatsarchiv) ; à Londres, le *Public Record office* (ses Inventaires ou Calendars ne dépassent pas l'année 1760) ; à Rome, les *Archives du Vatican* et les *Archives de l'État Italien*[1]. L'*Archive russe*, revue historique privée, l'*Archive Vorontzof* commencée en 1870, mais sans classement, ont imprimé quelques-uns de ces documents. Ainsi l'Archive russe a publié en 1870 les Rapports du prince Kourakine à Alexandre Ier sur ses conversations avec Napoléon, au temps de son ambassade à Paris, de 1809 à 1812. La *Société Impériale d'Histoire de Russie*, fondée en 1867, a aussi fait connaître de curieuses pièces, comme les papiers de Savary ; la correspondance de Tolstoï, ambassadeur à Paris de 1807 à 1809 ; les papiers du duc de Richelieu ; les lettres de l'amiral Tchitchagof ; les rapports du colonel Tchernichef et du comte Kourakine. Sous ses auspices, M. Tratchevski a publié une importante collection de papiers diplomatiques sur les relations d'Alexandre Ier avec la France depuis son avènement en 1801. Nous n'avons encore en France aucune publication analogue, et ce sont jusqu'ici les Russes qui publient les rapports des ambassadeurs de France, tirés du ministère des affaires étrangères de France.

Il faudrait dépouiller tous ces documents abondants et riches pour pouvoir entreprendre de raconter la véritable et complète histoire de Napoléon. Car beaucoup de points en demeurent obscurs, et la plupart doivent être revus. Il faudrait avant tout une bibliographie raisonnée de l'époque napoléonienne. A. Lumbroso a commencé en 1893 sa *Bibliographia ragionata dell'epoca napoleonica* ; le cinquième fascicule n'en est encore qu'à la lettre B. En ce qui concerne les ouvrages nouveaux, parus depuis 1898, on trouvera des indications complètes dans le *Répertoire méthodique* de Brière et Caron. Heureusement nous aurons bientôt un précieux instrument de travail dans la *Bibliographie de l'histoire de France de 1789 à nos jours*, que vient d'entreprendre la *So-*

1. Cf. Langlois et Stein, *Bibliographie de l'histoire de France.*

ciété d'Histoire moderne, sous la direction de M. P. Caron. On voit que nous n'en sommes encore qu'à l'organisation des études d'histoire moderne. Et il n'est possible actuellement, sur l'époque napoléonienne, que de s'appliquer à des points de détail.

Pour cette étude de la politique orientale de Napoléon entre 1806 et 1808, il était relativement facile d'épuiser les sources; non seulement, elle ne renferme aucun des grands faits militaires qui retentissent bruyamment dans la carrière de l'Empereur ; mais elle fut, en quelque sorte, au delà de ses préoccupations immédiates ; elle fut en sa pensée la part du rêve, de réalisation réservée à l'avenir ; et ses historiens en ont profité souvent pour n'en rien dire. Je n'indiquerai ici que les sources principales d'où est sorti ce travail renvoyant aux notes les indications bibliographiques particulières.

Je n'ai presque rien tiré, à peine quelques faits, de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire,* de Thiers (tome VII), de Bignon dont l'*Histoire diplomatique* s'arrête à Tilsit, même de Lefebvre. Je me suis davantage servi, pour l'histoire de Constantinople à cette date, des livres de Juchereau de Saint-Denis, *Histoire de l'Empire Ottoman de* 1792 *à* 1844, et surtout *Histoire des Révolutions de Constantinople en* 1807 *et en* 1808 : ce dernier ouvrage est d'ailleurs entré à peu près tout entier dans le premier, dont la publication est postérieure ; son premier volume en particulier renferme des observations sur le Grand Seigneur et la dynastie ottomane, sur le corps ecclésiastique et judiciaire des Ulémas, sur les Janissaires et autres corps militaires, sur la marine, les finances, le commerce, les populations et le régime actuel de l'empire ottoman, sur Constantinople et le Bosphore de Thrace.

Les *Mémoires* de Metternich (tome II), ceux de Talleyrand (tome I[er]) m'ont permis d'éclaircir quelques points de la politique orientale de l'Empereur. Pour les faits, les *Mémoires du duc de Raguse* (tome III) contiennent quelques renseignements sur les travaux et les espérances de l'armée de Dalmatie. Sur la mission Gardane, il y a un *Journal d'un voyage dans la Turquie d'Asie et la Perse,* par Ange Gardane, frère du général et membre de la mission ; il y a

aussi beaucoup de documents officiels dans la *Mission du général Gardane en Perse*, publiée par Alfred de Gardane. P. Amédée Jaubert a aussi raconté son *Voyage en Perse en* 1805-1806. De Pouqueville, consul général en Grèce, nous avons un *Voyage en Grèce*, une *Vie d'Ali-pacha*.

La *Correspondance de Napoléon* (tomes XIV-XVIII) n'a pas un grand nombre de numéros consacrés aux affaires d'Orient, si ce n'est au début de la mission de Sébastiani, à la fin de 1806 (tome XIV) et au lendemain du traité de Tilsit, dont il s'agissait d'assurer l'exécution (tomes XV-XVI). En d'autres temps, Napoléon fut plus occupé, soit de la guerre contre la Russie, soit du blocus continental et des affaires de Portugal et d'Espagne. C'est une des originalités de cette histoire de la politique orientale à cette époque, que Napoléon y pensait peut-être beaucoup, mais qu'il en parlait peu, parce qu'il n'en avait pas le temps. Le *Moniteur universel* renferme beaucoup de récits et de pièces sur l'Orient il est nécessaire de les contrôler ; mais il convient peut être de conclure de cette abondance que Napoléon tenait à entretenir l'opinion de ce qui se passait dans ces lointains pays.

On trouvera les traités et conventions dans les recueils de Martens, *Les traités de la Russie* ; — de Clercq, *Recueil des traités de la France* (1713-1872), tome II ; — notamment dans Baron de Testa et ses fils, *Recueil des traités de la Porte ottomane*.

Mais les documents que j'ai surtout employés sont les documents manuscrits des *Archives nationales* et des *Archives du ministère des affaires étrangères de France*. Les archives nationales possèdent quelques rapports diplomatiques, quelques pièces de correspondance officielle, notamment les minutes des décrets impériaux, dans les séries AD, XV, 49, 54 et AF, IV, 1686-1688, 1702, 1705-1706. Aux affaires étrangères, il y a la *Correspondance de Russie*, vol. 144 à 146, qui fut la principale source de l'ouvrage de M. Albert Vandal ; la *Correspondance de Turquie*, vol. 212 à 217, un volume de *Suppléments* (1806-1810), n° 24, un volume de *Mémoires et Documents* (1800-1813), n° 16 ; la *Correspondance de Perse* (1806-1809), vol. 9 à 11. Les

volumes 63 et 64 des *Mémoires et Documents sur la Turquie* sont une histoire de la diplomatie française dans le Levant de 1792 à 1814, par M. Pellissier, consul général. C'est un résumé des principaux faits de la *Correspondance diplomatique du ministère avec ses agents*.

Ce n'est qu'un simple devoir que de dire les services qui m'ont été rendus par quelques-uns des ouvrages les plus récemment parus : Auguste Boppe, *La mission de l'adjudant-commandant Mériage à Widdin* (Annales de l'école des sciences politiques, 15 avril 1886) ; — Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère* ; — A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*. Cependant on verra que je ne me suis pas rallié tout à fait à l'opinion de ces deux derniers écrivains sur les caractères généraux de la politique impériale, que je ne crois pas, d'après les faits, à la sincérité, à aucun moment, de l'alliance de Napoléon avec Alexandre, ni surtout à la sincérité du projet de partage ottoman si longtemps agité, que je ne crois pas que la politique orientale renferme tout le secret de la pensée de l'Empereur, que j'ai par conséquent évité le danger de grossir l'importance de mon sujet. Pourtant, — est-ce la preuve du contraire ? — je pense qu'il est impossible de comprendre l'ensemble de la politique de Napoléon sans faire une très grande place à sa politique orientale.

Je sais ce que ce travail a d'imparfait. Il le doit, en partie, à l'éloignement du milieu où se passe cette histoire, à la complication de la question d'Orient dès lors si délicate, à ceci surtout que Napoléon n'a rien fini dans les Balkans et qu'ainsi le dessin de sa politique y demeure indécis. Constantinople est, avec Londres et Rome, la seule grande capitale de l'Europe où il ne soit pas entré. Ce livre aura du moins le mérite d'être un scrupuleux dépouillement des pièces qui sont les sources essentielles où il faut rechercher la pensée politique de Napoléon en cette matière ; on y verra que j'ai appuyé tout le récit sur des documents de première main et que tout ce que j'y avance est de témoins immédiats.

Et voici enfin à quels résultats je pense avoir apporté une contribution. Je ne parle pas de l'opinion personnelle que je

me suis faite de la politique orientale de Napoléon, qu'elle était le terme et le complément nécessaire de sa conception de la fonction impériale. L'Empereur n'ayant dit à personne son secret, il est difficile de prétendre le lui arracher et la discussion sans doute ne sera pas bientôt close sur ce point. J'ai seulement apporté une hypothèse nouvelle, j'admets bien qu'elle ne ferme pas tous débats.

Outre cela, on trouvera ici quelques traits de la décadence de l'empire ottoman qui jamais, même depuis, ne parut plus près de sa ruine, la suite des desseins ambitieux de la Russie sur Constantinople, les premiers desseins de l'Angleterre sur le Levant devenu la route la plus courte de la Méditerranée à l'Inde, les premières agitations et les premières tendances séparatistes des nationalités chrétiennes sujettes de la Porte, les origines enfin de la réforme militaire et de toute la politique du *Tanzimât*[1] avec laquelle si longtemps encore les sultans continrent les progrès de la Russie et des populations chrétiennes, c'est à dire presque tous les caractères qui ont marqué l'évolution des pays balkaniques au XIXe siècle. En cela encore la politique napoléonienne est le premier chapitre de l'histoire contemporaine.

1. On appelle *Tanzimât* en Turquie la politique des réformes, c'est-à-dire les efforts faits par quelques sultans pour introduire dans leur empire quelques institutions de la civilisation occidentale, et même pour accorder les populations musulmanes et chrétiennes. C'est une histoire qui, commencée par Sélim III, s'est déterminée à l'avènement d'Abd-ul-Hamid II en 1876. — Voir là-dessus les deux excellents volumes de E. Engelhardt, *la Turquie et le Tanzimât* ou *Histoire des réformes dans l'empire ottoman*, et mon histoire de *la Question d'Orient*, ch. 3 et 4.

CHAPITRE PREMIER

L'EMPIRE OTTOMAN EN 1806

I. — L'Empire ottoman. — Bonaparte et l'Orient.

Napoléon et l'Orient entre 1806 et 1808. — Étendue, à cette date, de l'empire ottoman. — Premières relations de Bonaparte avec la Porte (1798-1806). — Les premières missions de Sébastiani (1801-1802).

II. — Le « projet grec » de Catherine II.

Les ambitions russes sur la Turquie et le grand dessein de Catherine II. — Traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774). — Le « projet grec ». — Le traité de Yassy (1792). — Pénétration de l'influence russe dans les Balkans. — Les « barataires ». — Tentatives de réformes militaires par le sultan Sélim III. — Le *Nizam-Djedid*. — Insurrections des Janissaires (1805-1806). — Impuissance du gouvernement ottoman contre le danger russe.

III. — Démembrement de la puissance de la Porte.

Indépendance des pachas dans les provinces. — Kadi, pacha de Caramanie. — Les pachas de Bagdad. — Djezzar, pacha en Syrie. — Méhémet-Ali en Égypte. — Les Wahabites en Arabie, maîtres des villes saintes.

Les hospodars de Moldavie et Valachie. — Pasvan-Oglou en Bulgarie. — L'insurrection des Serbes déjà victorieuse, sous Kara-Georges. — Le Monténégro. — Les Grecs. — Ali, pacha de Janina.

IV. — Le général Sébastiani ambassadeur a Constantinople (juin 1806).

Les projets de Napoléon sur l'Orient après Austerlitz. — L'occupation française en Dalmatie, à Raguse, à Cattaro. — Relations établies entre les gouvernements français et ottoman. — Les instructions de Sébastiani. — Départ de l'ambassadeur.

I. — L'empire ottoman. — Bonaparte et l'Orient.

Depuis son retour d'Égypte jusqu'au lendemain d'Austerlitz, Napoléon n'avait jeté sur l'Orient qu'une attention distraite ; il avait été plus préoccupé de fonder son trône impérial ; il avait même sacrifié à cette pensée ses premières entreprises maritimes ; il avait renoncé aux îles Ioniennes, vendu la Louisiane aux États-Unis. Avant d'étendre au loin son action, il rassemblait fortement entre ses mains toutes les ressources de la France nouvelle. Puis Austerlitz lui ouvrit l'Orient ; le traité de Presbourg livra la Vénétie au royaume d'Italie, l'Istrie et la Dalmatie à la France ; tout l'héritage de Venise sur la mer Méditerranée parut réservé à l'empereur Napoléon. Pendant deux ans il y porta des efforts constants, une activité de plus en plus pénétrante ; pendant un moment, il consacra son génie à la solution de la question orientale. Puis d'autres soucis le rappelèrent en Occident, et plus jamais il ne put reprendre sérieusement l'œuvre interrompue. La politique orientale de l'empereur Napoléon tient entre le mois de juin 1806 et le mois de mars 1808 ; son principal agent fut le général Sébastiani, dont ce fut le plus brillant titre d'honneur.

Il faut, avant d'en esquisser le tableau, mesurer et étudier le terrain de cette histoire. L'empire ottoman comprenait en 1806 : en Asie, l'Asie Mineure jusqu'au mont Ararat, avec toute la côte orientale de la mer Noire jusqu'au Caucase et à l'entrée de la mer d'Azov; la Syrie, la Mésopotamie, jusqu'au golfe Persique, où ses relations étaient toujours très troublées avec l'empire persan son voisin ; l'Arabie et les villes saintes de La Mecque et de Médine, sans que les tribus nomades du désert fussent bien dociles ; — en Afrique, l'Algérie et la Tunisie, où les deys et beys ne reconnaissaient au sultan de Constantinople que de vagues droits de suzeraineté ; la Tripolitaine, mieux soumise ; l'Égypte, où la domination des Mameluks venait d'être détruite par les Français, en sorte que

les officiers du sultan, et parmi eux Méhémet-Ali, pouvaient entreprendre d'y rétablir l'autorité de la Porte ; — en Europe enfin, toute la péninsule des Balkans, y compris la Grèce et la Crète ; ses limites au nord étaient marquées par la Save, les Portes de fer, les Alpes de Transylvanie et la chaîne des Carpates, puis par le cours du Dniestr jusqu'à la mer Noire. La petite république de Raguse était sous le protectorat de la Porte ; les îles Ioniennes, depuis 1802, étaient soumises à la double suzeraineté de la Porte et de la Russie. Immense empire donc, l'un des plus vastes empires du monde, plus vaste que n'avait jamais été l'empire d'Orient ou l'empire Grec, capable de jouer un rôle considérable dans les affaires politiques de l'Europe, capable d'exciter toutes les convoitises dès le moment où sa décadence était jugée irrémédiable.

C'était l'opinion unanime au commencement du XIX[e] siècle. C'est encore l'opinion unanime au commencement du XX[e], et les faits lui ont donné quelque fondement ; on ne se trompait au commencement du XIX[e] siècle que sur la rapidité de cette décadence ; mais l'empire turc avait subi depuis trente années de si rudes coups, son démembrement avait fait au XVIII[e] siècle de tels progrès, que cette erreur était très explicable. Car la mer Noire avait cessé d'être tout entière ottomane, « cette fille des sultans avait été violée par les Russes ». Les frontières du monde ottoman avaient été reportées des portes de Vienne aux portes de Belgrade. Et la Russie et l'Autriche, de concert ou en concurrence, étudiaient assidûment le chemin de Byzance.

Aussi bien convient-il de préciser les traits de cette décadence, et de dire quelle était la condition exacte de ces pays, au moment où la politique napoléonienne allait s'y appliquer. Le sultan Sélim III, qui allait échanger avec Napoléon les termes de la plus cordiale amitié, était monté sur le trône le 7 avril 1789, au milieu de la seconde guerre conduite par Catherine II contre la Porte, pendant que Souvarov renversait les places fortes du Danube inférieur et massacrait leurs habitants. Il continua avec énergie la lutte commencée ; il retint ainsi la Russie en Orient au moment où la Révolution française produisait ses premières complications européennes ;

Catherine II d'ailleurs n'était pas de caractère à conduire contre les « Jacobins » de France, autrement qu'en paroles, une vigoureuse croisade du droit monarchique. D'autre part, la France révolutionnaire, en renversant Louis XVI, attira sur elle les armes de l'Autriche et contribua aussi à dégager les frontières turques. Comme au temps de François Ier, la France et la Porte avaient des ennemis communs ; il y eut de bonne heure de réelles sympathies entre la Porte et les gouvernements révolutionnaires de la France ; il se fonda des clubs Jacobins à Constantinople, on y chanta la Carmagnole, on y coiffa le bonnet rouge.

Dès les premières victoires des armées républicaines, Sélim III admira leur énergie et leur valeur et conçut la pensée de refaire à leur exemple la force guerrière des Turcs. Il eut le grand mérite de préparer la renaissance militaire qui a arrêté la décadence des Ottomans et prolongé pour plus d'un siècle leur séjour en Europe. En 1796, le général Aubert-Dubayet, chargé par le Directoire de l'ambassade de Constantinople, amena avec lui des ingénieurs et des officiers ; il avait été précédé de la renommée de son héroïque conduite au siège de Mayence en 1793, et il fut accueilli par les marques de la plus chaleureuse admiration. Sélim espéra qu'il lui referait une armée de héros ; il y aurait fallu plus de temps que n'en eut Aubert Dubayet, car il mourut quelques mois après.

En outre la République française ne tarda pas à inspirer au sultan plus de crainte que d'admiration. Il s'inquiéta, après le traité de Campo-Formio, de l'occupation des îles Ioniennes par les Français ; il préférait le voisinage de Venise à celui de Bonaparte. Que n'eût-il pas redouté, s'il avait connu la correspondance alors échangée entre Bonaparte et Talleyrand, celui-ci ministre des relations extérieures du Directoire : « Les îles Ioniennes, écrivait le général, sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. Je crois que si nous étions obligés d'opter, il vaudrait mieux rendre l'Italie à l'Empereur et garder ces îles. » — « Rien n'est plus important, répondait Talleyrand, que de nous mettre sur un bon pied en Albanie, en Grèce,

en Macédoine, etc.[1]. » Cet « etc. ». aurait fait rêver le sultan. Dès ce moment, Bonaparte fut en correspondance avec les pachas de Janina et de Scutari, les Grecs, les émirs du Liban.

Le sultan ne connut pas cette correspondance, ni toutes ces menées. Il ne s'en inquiéta pas moins des intentions du gouvernement français, et, quand l'armée de Bonaparte eut débarqué en Égypte, en vain le Directoire protesta-t-il de ses excellentes intentions à l'égard de la Porte, déclarant qu'il ne voulait que punir les Mameluks de leur continuelle désobéissance à l'égard du sultan ; Sélim ne comprit pas qu'on ne voulait que lui être utile : la guerre fut déclarée à la France, les Français établis dans l'empire ottoman furent emprisonnés en grand nombre et dépouillés de leurs biens. Ruffin, le chargé d'affaires de France, fut enfermé aux Sept Tours (12 sept. 1798).

Le « roman oriental » de Bonaparte fut aussi court que brillant ; la bataille des Pyramides souleva l'enthousiasme des Français ; la bataille du Nil ou d'Aboukir souleva l'enthousiasme des Anglais. Bonaparte ne prit pas Saint-Jean d'Acre ; il quitta l'Égypte ; la France perdit l'Égypte, puis Malte ; elle cessa d'être dangereuse aux Turcs ; ils avaient désormais plus à craindre de l'Autriche et de la Russie et même de l'Angleterre, qui, dès lors établie dans la Méditerranée, n'en voulait plus sortir, surveillait la route de l'Inde, et tenait à protéger le sultan, justement inquiet d'une si nouvelle et si ardente amitié. La France, cessant d'être voisine, cessait d'être l'ennemie, et les anciennes relations purent être renouées.

Ce fut l'objet des préliminaires de paix signés à Paris, le 9 octobre 1801, et de la paix définitive signée le 26 juin suivant[2]. Le Premier Consul restituait l'Égypte au sultan ; il n'y avait plus en Égypte un seul soldat français. Il garantissait l'intégrité de l'empire ottoman ; il rendait même les îles Ioniennes, qui devaient former la République des Sept-Iles, sous le protectorat de la Russie et de la Turquie. Par contre, le

1. Lavisse et Rambaud, *Histoire générale*, tome IX, p. 661.
2. Testa, *Recueil des traités de la Porte*, II, 146-148.

gouvernement ottoman rendait aux Français leurs biens confisqués, confirmait en termes exprès les anciennes capitulations favorables au commerce français et surtout les capitulations de 1740, donnait aux marchands français le droit de naviguer dans la mer Noire. Ruffin sortit de sa prison des Sept-Tours. Le général Brune fut nommé ambassadeur de France à Constantinople et s'y rendit en janvier 1803. Mohammed-Sayd Halet-effendi fut envoyé comme ambassadeur de la Porte à Paris.

Bonaparte n'avait pas renoncé à l'Orient sans esprit de retour. Deux jours après la signature des préliminaires du 9 octobre 1801, le 11 octobre, ou 21 vendémiaire an X, le colonel Sébastiani partait pour Constantinople, porteur d'une lettre du Premier consul à Sa Hautesse. Il passa par Munich, Vienne, Routchouk, et arriva à Constantinople le 5 frimaire (24 novembre 1801). Il fut bien reçu, malgré l'opposition des ambassadeurs de Russie et d'Angleterre, M. de Tamara et Lord Elgin : Lord Elgin surtout exerçait « à Constantinople un despotisme presque absolu ». Sébastiani voulut se présenter au sultan en uniforme de colonel français ; ce fut toute une affaire ; il menaça de s'en aller sans remettre la lettre de Bonaparte ; à la fin il l'emporta.

Il avait trouvé sur son passage toutes les provinces ottomanes déchirées par des insurrections et par le brigandage. « La révolte et l'anarchie désolent non seulement la Bosnie et la Servie, mais la presque totalité de l'Empire... Cette puissance, jadis si formidable, s'écroule de toutes parts et il me paraît démontré que son existence touche à son terme. » Pasvan-Oglou était particulièrement puissant dans les pays du Danube, autour de Widdin ; à Constantinople, le capitan pacha, l'aga des Janissaires étaient ses amis, à cause de son opposition aux réformes militaires du Sultan. « Il n'est point douteux que si ce gouvernant insurgé avait eu la pensée hardie de s'emparer de Constantinople et même de l'Empire, il n'eût pu réaliser son dessein. Mais Pasvan est aussi borné dans ses projets que dans ses moyens moraux ; il ne sait faire ni la paix ni la guerre. » Et Sébastiani voyait dans ces désordres une occasion favorable à l'action de la France :

« Peut-être un négociateur habile parviendrait-il à obtenir de la Porte qu'un petit corps français fût employé à pacifier ou à soumettre tous les insurgés... Il est très difficile de faire marcher les janissaires conscrits, et, comme ils sont presque tous pères de famille, artisans, laboureurs et surtout domestiques, ils redoutent infiniment la guerre et ne sont terribles qu'à leurs chefs... La Porte ne cache point que les habitants de l'Égypte sont attachés à la République et particulièrement au Premier Consul. Lord Elgin lui-même, en me parlant de ce pays, m'a avoué que les Français y étaient vivement regrettés[1]. »

Trois mois après la paix définitive de Paris, en septembre 1802, Bonaparte chargea encore le colonel Sébastiani d'une mission commerciale dans la Méditerranée, de Tripoli en Égypte et en Syrie. Ce singulier agent commercial devait « noter l'état des ports, les ressources des arsenaux, visiter et gagner les cheikhs du Caire en offrant la médiation française entre le pacha turc et les beys des Mameluks, étudier les fortifications de Jaffa, de Saint-Jean-d'Acre, et de Jérusalem ».

Sébastiani s'embarqua à Toulon, sur la *Cornélie,* le 29 fructidor an X (14 sept. 1802). Il était à Tripoli le 8 vendémiaire an XI et obtenait du pacha la reconnaissance de la République italienne. Il arrivait à Alexandrie le 24 vendémiaire pour en exiger l'évacuation par les troupes anglaises du général Stuart, conformément aux stipulations du traité d'Amiens. Il reçut de grands honneurs à son entrée au Caire. Le pacha Kourchid-Ahmed promit le meilleur accueil aux agents commerciaux de la France. Le colonel visita les cheikhs, leur distribua des portraits de Bonaparte; cela excita parmi eux le plus vif enthousiasme : « Lorsque nous passions dans les rues, dit Sébastiani, tout le monde se levait et nous saluait; les astrologues du Caire font tous les jours des prédictions sur ce qui concerne le premier Consul. »

Il en fut de même, paraît-il, à Saint-Jean-d'Acre. Le

1. Testa, *Recueil des traités de la Porte,* I, p. 504-513. — P. Coquelle, *La mission de Sébastiani à Constantinople en* 1801 (Revue d'histoire diplomatique, juillet 1903).

colonel revint par Zante. Il y nota la même admiration de la France : « Je ne m'écarterai point de la vérité, dit-il, en assurant que les îles de la mer Ionienne se déclareront françaises dès qu'on le voudra. » Il releva l'état des forts, de l'armée anglaise, de l'armée turque, et conclut : « Six mille Français suffiraient aujourd'hui pour conquérir l'Égypte[1]. »

Son rapport fut inséré au *Moniteur* du 30 janvier 1803 et excita l'indignation de l'Angleterre.

Le sultan aussi resta en défiance à l'endroit du gouvernement français. Brune ne réussit pas à obtenir son alliance contre la troisième coalition ; Sélim ne consentit même pas tout d'abord à reconnaître en 1804 Napoléon comme empereur ; ce nouveau titre l'inquiétait ; il craignait que l'ambition impériale ne se portât bientôt sur l'Orient, plus redoutable encore qu'en 1798. Brune quitta alors Constantinople et y laissa Ruffin comme chargé d'affaires. Ruffin était toujours chargé de ces missions agréables.

Les ambassadeurs de Russie et d'Angleterre à Constantinople, M. d'Italinski et sir Stratton, ne manquaient pas d'encourager les mauvaises dispositions de la Porte à l'égard de la France. Ils affectaient du reste le plus complet mépris pour le nouvel Empereur ; ils annonçaient la prochaine déroute de ses ambitions ridicules ; ils vantaient l'invincible puissance de la troisième coalition, toute l'Europe (car la Prusse, disaient-ils, allait se joindre aux alliés) soulevée contre l'usurpateur corse, prête à venger par sa chute les souverains depuis longtemps insultés ; ils pensèrent obtenir l'alliance turque, comme en 1799.

Mais les Français n'étaient plus en Égypte ; Sélim III ne crut pas qu'il fût urgent ni prudent de se prononcer contre Napoléon. Il attendit. Il eut lieu de s'en féliciter. Au moment où on lui annonçait la prochaine invasion de la France par les alliés, il apprit la bataille d'Austerlitz, puis le traité de Presbourg, la Russie vaincue, la Prusse contenue, l'Autriche écrasée, la France maîtresse de la Vénétie, de l'Istrie et de

1. Testa, *Recueil des traités de la Porte*, II, 46-61. — *Moniteur officiel*, 30 janvier 1803.

la Dalmatie, du royaume de Naples, toute voisine de la péninsule des Balkans, Napoléon capable de punir le sultan de sa mauvaise volonté. Sélim se hâta de reconnaître Napoléon comme Empereur, lui envoya à cet effet un ambassadeur extraordinaire, Muhib-effendi, qui fut solennellement reçu le 5 juin 1806 et salua dans l'Empereur « le plus ancien, le plus fidèle, le plus nécessaire allié de l'empire ottoman[1] ». Napoléon répondit à l'ambassadeur : « Tout ce qui arrivera d'heureux ou de malheureux aux Ottomans sera heureux ou malheureux pour la France. » Le même jour, en présence de l'ambassadeur ottoman, Louis Bonaparte fut proclamé roi de Hollande, le cardinal Fesch, oncle de Napoléon, fut désigné comme coadjuteur et successeur de l'électeur archichancelier de l'empire germanique; Talleyrand fut nommé prince de Bénévent, et Bernadotte prince de Ponte-Corvo; quelques jours après, Napoléon était reconnu comme protecteur de la Confédération du Rhin. « Tout cela, écrivait Talleyrand à Ruffin, est destiné à montrer à la Porte la puissance de la France. »

Il ne faut pas accorder une confiance aveugle aux paroles les plus solennelles de l'Empereur. Il n'est pas certain cependant qu'il n'ait pas été sincère le jour de la réception de l'ambassadeur ottoman. Ce fut du moins le point de départ d'une alliance intime entre la France et la Porte; elle fut très précieuse à la Porte; elle la protégea contre l'ambition russe; et, quand on aura lu les pages qui suivent, on trouvera peut-être qu'il n'est pas si paradoxal de dire que Napoléon a sauvé l'empire ottoman d'une ruine imminente.

II. — Le « projet grec » de Catherine II.

Car il faut se reporter par la pensée un siècle en arrière et calculer la gravité du danger russe pour l'intégrité de l'empire ottoman; il faut mesurer le chemin parcouru par

1. *Moniteur*, 6 juin 1806. — Affaires étrangères, Corr. de Turquie, Talleyrand à Ruffin, 12 juin 1806.

les Russes dans le dernier quart du XVIII[e] siècle, et considérer que la vitesse acquise paraissait devoir les porter en quelques années au Bosphore.

C'est par là surtout que le règne de Catherine II est grand, que presque au même titre que Pierre le Grand elle fut une fondatrice de la politique russe ; son projet grec, plus encore que le testament de Pierre le Grand, a inspiré les tsars du XIX[e] siècle, et il n'est pas sûr qu'il ne sera pas au fond des plus intimes pensées de ceux du XX[e] siècle.

Ce fut une révélation surprenante pour l'Europe, ce fut un fait historique d'une importance capitale que l'apparition de la flotte russe dans la mer Méditerranée en 1771. Elle était partie de Saint-Pétersbourg ; elle avait emprunté des pilotes et des officiers à l'Angleterre, qui alors ne se défiait pas encore de l'ambition moscovite. Elle était venue sur les côtes de la Grèce ; elle avait appelé les Grecs à la liberté et à la croisade ; puis elle les avait abandonnés à la vengeance des Turcs et était allée brûler la flotte du capitan pacha dans la rade de Tchesmé. Toute l'Europe attendait la nouvelle de l'arrivée des Russes devant Constantinople, peut-être de l'occupation de cette ville et de la délivrance de Sainte-Sophie : car il y a dans l'histoire des hommes de ces événements soudains auxquels tout le monde s'attend. Les Russes n'osèrent tenter cette fortune ; ils ne parurent pas devant Constantinople que le baron de Tott et les officiers de l'ambassade de France s'étaient hâtés de mettre en état de défense.

La Porte pourtant resta comme frappée de stupeur, et elle signa, le 21 juillet 1774, le traité de Koutchouk-Kaïnardji, le premier et le plus caractéristique des contrats où s'est peu à peu déterminée la politique russe dans les Balkans[1]. Il est utile d'en rappeler les termes essentiels, dont quelques-uns avaient encore, au commencement du XIX[e] siècle, tous leurs effets : Les Tatars de Crimée, du Kouban, du Boudjak et de l'Iédissan sont désormais indépendants de la Porte ; le sultan de Constantinople reste leur

1. Martens, *Les traités de la Russie*, VI. — A. Sorel, *La question d'Orient au XVIII[e] siècle*, ch. XX.

chef religieux ; mais ils éliront librement leurs khans ; la Russie et la Porte n'entretiendront dans leur pays ni armée ni fonctionnaires. — La Russie obtient Kertch, Iénikalé, Azov, Kinburn et les deux Kabardies. Elle évacue la Géorgie et la Mingrélie, au sud du Caucase. — Elle restitue les îles de l'Archipel occupées par ses vaisseaux ; mais elle obtient pour les Grecs une amnistie entière, le libre exercice de leur culte, l'exemption des impôts arriérés et une exemption d'impôts pour les deux années à suivre, afin qu'ils puissent consacrer toutes leurs ressources à réparer les ruines faites par leur rébellion et par la répression. — La Russie évacue les deux Roumanies, en partie conquises par ses armées ; mais elle obtient pour elle les mêmes conditions que pour les Grecs ; en outre, les monastères reprendront les biens qui leur ont été enlevés et tous les avantages dont ils jouissaient sous Mohammed IV, « d'heureuse mémoire ». Les hospodars des deux Roumanies ont l'autorisation d'accréditer des chargés d'affaires près de la Porte, ce qui leur donne des airs de princes indépendants ; et la Russie aura le droit de « parler en leur faveur ». — Le traité accorde encore la liberté du commerce russe dans tous les ports turcs, le droit au gouvernement russe d'établir des consuls et des vice-consuls partout où il le jugera nécessaire, le libre exercice de la religion orthodoxe russe dans tout l'empire ottoman, le libre accès aux Lieux-Saints, le droit d'ouvrir une église russe à Galata. — Le souverain russe, reconnu Padischah, prendra rang, dans l'étiquette, immédiatement après l'autre empereur d'Europe. — La Porte paiera une indemnité de guerre de quatre millions et demi de roubles, en trois termes. — En résumé, l'indépendance de la Crimée, l'occupation d'Azov, de Kertch et de Kinburn, ouvraient à la Russie une fenêtre sur la mer Noire, c'est-à-dire sur un domaine que la Porte s'était jalousement réservé depuis des siècles. Surtout la Russie apparaissait comme la protectrice des chrétiens de l'empire ottoman, en particulier des hospodars des Roumanies ; or, si l'on considère que la population de la péninsule des Balkans était en énorme majorité chrétienne, on est disposé à comprendre ces mots de Thugut, agent diplomatique

de l'Autriche près de la Porte : « Tout l'échafaudage des stipulations du traité de Kaïnardji est un modèle d'habileté de la part des diplomates russes et un rare exemple d'imbécillité de la part des négociateurs turcs. Par l'adroite combinaison des articles de ce traité, l'empire ottoman devient dès aujourd'hui une sorte de province russe. » Il faut y voir aussi une preuve de l'effacement de la politique française à cette date, une atteinte grave à ses privilèges religieux, au prestige de son gouvernement, puisqu'il est solennellement déclaré que, devant la Porte, le souverain russe viendra immédiatement après l'Empereur. De là datent les entreprises des orthodoxes en Palestine en concurrence avec les droits anciens des Latins, et la rivalité entre les protégés de la France et de la Russie : l'histoire en devait remplir tout le siècle suivant. On peut donc regarder le traité de Koutchouk-Kaïnardji comme la base essentielle de toutes les entreprises postérieures de la Russie dans l'empire ottoman.

Dans l'intérêt de « l'équilibre des Balkans », formule diplomatique qui, si ancienne qu'elle soit, n'a pas encore disparu du langage des gazettes et des protocoles, le traité du 4 mai 1775 donna la Bukowine à l'Autriche : c'était le paiement de son intervention au lendemain de l'affaire de Tchesmé ; elle avait alors détourné les coups de la Russie sur la Pologne ; elle y avait gagné la Galicie. La pieuse Marie-Thérèse prenait de toutes mains.

Catherine II fut encouragée par ces brillants résultats ; elle n'était pas femme à négliger les avantages que renfermait le traité de 1774 : elle était bien plutôt disposée à une hâte excessive. Comme Thugut, comme la plupart des contemporains, elle crut qu'il n'y avait qu'un effort à donner pour résoudre ce qui allait s'appeler la question d'Orient. Elle trouva dans l'empereur Joseph II un correspondant complaisant, et ils dressèrent le projet grec, dont les termes définitifs ressortent des lettres échangées entre les deux souverains en 1781 et 1782. Il faut aussi les rappeler, pour établir tout le bilan des dangers dont la Russie menaçait la Porte et contre lesquels la Porte cherchait des appuis. La Russie et l'Autriche ne s'attribuaient que de petits morceaux de l'em-

pire ottoman qu'elles traitaient déjà comme une proie tombée : la Russie ne devait prendre que le pays entre le Bug et le Dniestr, Otchakof, et une ou deux îles de l'Archipel dans l'intérêt de son commerce ; l'Autriche ne prendrait que Khotin, la Petite-Valachie, Nicopolis, Widdin, Orsova, Belgrade ; elle enlèverait aussi aux Vénitiens l'Istrie et la Dalmatie, et ils recevraient en échange la Morée, la Crète, Chypre et la plupart des autres îles de l'Archipel. Les intérêts de la France dans le Levant étaient tenus dans le plus parfait oubli.

De l'ensemble des possessions européennes du sultan, les deux impériaux rêveurs faisaient deux États chrétiens : — La Valachie, la Moldavie et la Bessarabie formeraient un état autonome chrétien sous le nom de Dacie : on laissa dans l'ombre le nom de celui qui en serait le souverain : la tsarine ne voulait peut-être pas le désigner trop clairement, toute prête sans doute à y exercer l'intérim de la souveraineté, en attendant que ce détail fût réglé. — Le reste de la péninsule était destiné à former l'empire grec, dont le souverain devait être le grand-duc Constantin, petit-fils de Catherine II, né le 8 mai 1779 ; il était bien entendu que cet empire grec ne serait jamais réuni à la Russie. — Ces deux nouveaux États, Dacie et empire grec, devaient former une confédération, fortement établie sur le Danube inférieur, mais sans pouvoir grever le commerce autrichien sur le fleuve d'aucun droit de douanes jusqu'à son embouchure.

Le projet grec ne fut qu'une manifestation vaine ; il n'a qu'un intérêt historique et précise les caractères de l'ambition russe. Catherine II tenta pourtant énergiquement de le réaliser ; ce fut le grand dessein de son règne ; elle crut que c'en devait être l'incomparable gloire. Elle ne se mit même pas en peine de prétextes pour commencer l'exécution de son plan, elle n'eut pas les moindres égards pour le gouvernement ottoman, l'ayant dans sa pensée d'avance condamné.

Le 8 janvier 1784, la Crimée fut annexée à la Russie, violation formelle du traité de Koutchouk-Kaïnardji. Les fortifications de Kherson furent augmentées. Sébastopol fut fondé et solidement armé. La flotte russe de la mer Noire

fut développée dans des proportions menaçantes. Une armée de 130 000 Russes, à la fin de 1786, fut massée dans la Russie méridionale. Un archevêque grec, Boulgaris, fut intronisé à Kherson et eut mission de se tenir en relations constantes avec ses coreligionnaires de l'empire ottoman : il était l'agent du protectorat religieux de la Russie dans cet empire. Le ministre russe à Constantinople, Boulgakof, entretenait au divan des intrigues suspectes, corrompait à prix d'argent quelques-uns des principaux fonctionnaires turcs. L'action russe pénétrait au cœur de l'empire turc selon un plan audacieusement conçu et fermement poursuivi.

Cependant, après la répression de la révolte de Pougatchef, le gouvernement de Pétersbourg entreprenait avec la même énergie et la même constance la colonisation de la Nouvelle-Russie. Potemkine régnait, au nom de sa souveraine, sur « l'empire de Tauride », en faisait étudier et exploiter les richesses agricoles, en peuplait de colons les solitudes jusque-là silencieuses, en faisait sortir, comme d'un coup d'une baguette féerique, des villages et des villes, y traçait des routes, y aménageait les rivières et les fleuves en voies navigables, jetait les fondements de la brillante fortune d'Odessa. Déjà les produits de la Terre-Noire descendaient sur les fleuves vers la mer Noire, y cherchaient des débouchés vers l'Europe. Le glacier russe glissait, comme une force fatale, vers le Sud.

Catherine II vint constater ces premiers résultats, reçut à Kherson la visite de l'empereur Joseph II, voyageant sous le nom de comte de Falkenstein, passa sous des arcs de triomphe où elle avait fait écrire « Chemin de Byzance », refusa de répondre aux demandes d'explications qui lui vinrent à ce sujet de la Porte, et fut heureuse enfin de recevoir de Constantinople une déclaration de guerre, le 26 juillet 1787.

Elle espéra que c'était le signal de la croisade suprême ; elle lança avec une ardente foi les troupes de Souvarov sur le Danube. Elle avait l'alliance de l'Autriche, sa plus redoutable rivale, dont les armées entamèrent la Serbie. Elle ne craignait point la France, préoccupée de ses difficultés finan-

cières et sociales et bientôt bouleversée par la Révolution. Frédéric II venait de mourir (1786) et son successeur n'avait pas son génie. L'Angleterre n'avait encore aucun intérêt dans la Méditerranée. Il n'y avait pas d'obstacle sur le chemin de Byzance. Le bruit des premières victoires de Souvarov parut annoncer la fin de l'empire turc en Europe.

Mais Joseph II mourut en 1790. Son frère Léopold II ne se nourrissait pas de chimères ; il craignait que la Russie, maîtresse des Balkans, ne fermât à l'Autriche la route de la Méditerranée, les débouchés naturels du bassin du Danube ; il portait son attention sur les événements de France ; il prenait intérêt à la situation de son beau-frère Louis XVI ; il surveillait les intrigues de la Prusse sur le Rhin ; il avait à réprimer la révolution du Brabant. Il renonça aux rêves grandioses de son prédécesseur ; il fit de la politique pratique. Il signa avec la Porte, le 4 août 1791, le traité de Sistova : il ne garda, comme fruit des victoires de ses troupes, que Vieil-Orsova et le district de l'Unna.

Il ne voulait point permettre non plus que Catherine II réglât la question d'Orient sans lui ; il offrit sa médiation, agit de tout son pouvoir pour faire cesser les hostilités, montra à la tsarine, comme au roi de Prusse, la nécessité de prendre des mesures de défense ou d'attaque contre les idées révolutionnaires venues de France. L'occasion, dont Catherine II avait espéré tant de profits, était manquée. Elle dut signer avec le sultan Sélim III la paix de Yassy (9 janvier 1792). Ce ne fut, sauf quelques détails, qu'une confirmation du traité de 1774 : les Russes ne gardaient, de leurs conquêtes, qu'Otchakof et le pays compris entre le Bug et le Dniestr, avec la Crimée, obtenaient le renouvellement des traités antérieurs, notamment la confirmation des privilèges des principautés roumaines. La Porte s'engageait en outre à s'abstenir de toute hostilité contre le tsar de Géorgie et ses vassaux, et assurait au commerce russe des garanties contre les déprédations des corsaires barbaresques.

Le traité de Yassy ne marque donc pas un important progrès de la Russie vers le Sud ; il est plutôt comme un temps d'arrêt. Les succès de Catherine II en ce sens se résument

ainsi presque entièrement dans le traité de Koutchouk-Kaïnardji : les clauses en étaient d'ailleurs si heureuses pour la Russie qu'il suffisait d'en attendre les effets naturels ; le développement en fut encore favorisé par l'alliance de la Porte avec la Russie et l'Angleterre en 1799 contre la France. Alors la décadence de la puissance du sultan parut se précipiter.

Les hospodars de Moldavie et de Valachie, des Grecs du Phanar, Morousi et Ypsilanti, étaient des agitateurs aux gages de la Russie[1]. « Ils jetaient l'or au divan à pleines mains, ils préparaient la révolution dans tout l'Empire, » écrivait Sébastiani à son arrivée à Constantinople en 1806. Toute la population grecque y était appelée ; le premier signal venait d'en être donné en Serbie ; toutes les autres provinces, le long du Danube, devaient se soulever à leur tour ; Morousi et Ypsilanti étaient très intimement liés avec l'évêque grec du Monténégro. De la mer Noire à l'Adriatique, il y avait une conspiration générale des populations chrétiennes, sous la direction du gouvernement russe et de ses agents.

Ce n'était pas tout. Le traité de Koutchouk-Kaïnardji avait étendu à la Russie un droit que les capitulations de 1740 avaient réservé à la France, celui de donner à des sujets ottomans, dans l'empire même du sultan, des « barats », c'est-à-dire des patentes de naturalisation ; ces « barataires » devenaient ainsi des sujets du gouvernement français ou du gouvernement russe, échappaient aux impôts et aux lois de la Turquie. Depuis 1774, la Russie avait usé de ce droit dans d'énormes proportions ; elle distribuait chaque année des milliers de barats, enlevait ainsi à la Porte et s'attribuait des milliers de sujets ; elle menaçait d'établir sa souveraineté, sinon sur le territoire du sultan, du moins sur le plus grand nombre de ses habitants ; elle absorbait peu à peu, en vérité, toute la substance de l'empire ottoman.

Pour comble d'infortune, Sélim III, en voulant se défendre par de nouvelles institutions militaires, de plus en plus nécessaires en ces pressants dangers, excitait contre lui les colères

1. Affaires étrangères, Corr. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 25 août 1806.

des Vieux-Turcs ennemis de toutes réformes, des ulémas et des janissaires, et avait grand'peine à défendre son trône contre les insurrections musulmanes. Comment la Porte, ébranlée par les assauts des chrétiens et par la rébellion des Turcs, pouvait-elle ne pas être renversée ?

La Renaissance militaire de la Turquie avait été entreprise depuis longtemps. Depuis que les janissaires étaient fixés au sol, ils n'étaient plus des conquérants, même ils défendaient mal les frontières, et l'Empire devenait une proie chaque jour plus facile pour ses voisins. Quand les sultans se voyaient menacés de près par les Russes ou les Autrichiens, ils se mettaient en hâte à lever des troupes nouvelles, à fondre des canons, à garnir les murailles des villes ; puis, dès que le danger s'éloignait, ils retombaient dans leur torpeur, rentraient dans le harem, oubliaient leur devoir. Il semblait même qu'ils ne fussent capables de quelque courte énergie que sous l'inspiration des officiers français qui se trouvaient toujours à Constantinople : ainsi, au temps des guerres contre l'Autriche, au début du XVIIIe siècle, c'était le pacha Bonneval qui avait préparé les victoires de l'année 1739 et la reconquête de Belgrade, dernier grand succès des armes ottomanes[1] ; plus tard, lors de l'arrivée de la flotte russe dans la mer Méditerranée, c'était le baron de Tott qui avait mis précipitamment Constantinople en état de défense. Ce fut encore avec des officiers et des ingénieurs français que Sélim III entreprit de refaire la force épuisée de son empire. Avec les ingénieurs Roy et Benoît, il construisit des vaisseaux sur le modèle des vaisseaux français[2].

Aubert-Dubayet lui amena des officiers, des canonniers, des ouvriers d'artillerie et même des pièces toutes montées La fonderie de Top-Hané fabriqua des canons du système Gribeauval. Le corps des bombardiers, créé par le baron de Tott, fut augmenté. Les canonniers turcs ou *topadjis* eurent un matériel à peu près européen et surent s'en servir.

1. Cf. A. Vandal, *Une ambassade française en Orient sous Louis XV : la mission du marquis de Villeneuve* (1728-1741).

2. Lavisse et Rambaud, *Histoire générale*, IX, 669-673.

Mais il fut presque impossible de modifier l'organisation de l'infanterie ; on se heurta aux privilèges et à la mauvaise volonté des janissaires. A peine put-on mettre sur pied un faible bataillon qui fut presque exclusivement composé d'étrangers sous le commandement du rénégat anglais Campbell, désormais appelé Inglis-Mustapha. Avec un escadron de cavalerie exercé à l'européenne, cela fit une petite brigade de troupes régulières. Elle se distingua bientôt à la défense de Saint-Jean-d'Acre contre Bonaparte, elle s'y comporta avec beaucoup d'adresse et de solidité, pendant que les autres troupes turques étaient dispersées ou écrasées au Mont Thabor et à Aboukir. Les ennemis de la réforme militaire durent reconnaître la supériorité des nouvelles troupes, et, à leur retour à Constantinople, elles furent accueillies en triomphe par toute la population.

Sélim III en profita pour créer tout un corps d'armée sous le nom d'*ordonnance nouvelle* ou *Nizam-Djedid*. Un de ses ministres, Tchélébi-effendi, exprimait ainsi la nécessité de la réforme : « Les défaites des Ottomans par les Russes dans les dernières guerres doivent être attribuées à la mauvaise instruction des anciennes milices turques, composées de marchands de pâtisserie, de mariniers, de pêcheurs, de teneurs de cafés et de maisons de prostitution, et d'autres qui sont engagés dans les trente-deux espèces de commerce. »

... « Les infidèles, dit-il encore, s'amusent de ces multitudes d'Ottomans qui encombrent les compagnies sans savoir même charger un fusil, mettant d'abord les balles dans les mousquets et la poudre par-dessus, bons tout au plus à dévorer les magasins et à ruiner le pays, à propager les faux bruits de trahison et les paniques... Au contraire, les troupes nouvellement levées, au lieu de se livrer au commerce, restent jour et nuit dans leurs quartiers, s'appliquent journelment aux exercices militaires, conservent leurs armes, canons, mousquets, équipages de guerre de toute espèce, en état de servir immédiatement, pratiquent une discipline convenable à leur nom de soldats du nouveau règlement. » Le nouveau corps d'armée comprenait deux escadrons de cavalerie et douze régiments d'infanterie : deux près de Constantinople,

deux à Kutayeh, et huit en Caramanie sous le commandement d'Abd-er-rhaman Kadi-pacha qui avait toute la confiance du sultan. Les janissaires en furent profondément irrités, mais ne se soulevèrent point. Le sultan pensa qu'il pouvait achever son œuvre.

Au mois de mars 1805, un hatti-chérif généralisa l'institution du Nizam et y absorba les anciennes troupes : il décréta que les plus jeunes janissaires et les plus solides parmi les jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans seraient incorporés dans les formations de la « nouvelle ordonnance », armés et disciplinés à l'européenne. Comment le sultan et ses conseillers ont-ils pu croire que les janissaires allaient renoncer aussi vite et aisément à leur privilèges séculaires ? Sélim eut conscience de son imprudence après la promulgation du décret ; car il n'en fut pas donné connaissance aux Janissaires de Constantinople. A Andrinople, le héraut qui alla lire le décret du sultan fut à moitié assommé. A Rodosto, le cadi chargé d'en commencer l'exécution fut tué sur la place. Nulle part le hatti-chérif ne fut obéi. Sélim dut se contenter d'augmenter les effectifs des régiments de Kadi-pacha en Asie Mineure.

Dans l'été de 1806, quand la Porte commença de s'inquiéter des dispositions des Russes au Nord du Danube, le sultan appela Kadi-pacha à Constantinople : 15 ou 16 000 réguliers furent dirigés sur le Danube. Quand ils arrivèrent à Andrinople, ils furent arrêtés par les janissaires qui s'y étaient massés en une armée considérale ; ils furent enveloppés, décimés, refoulés sur le Bosphore jusqu'à Silivri ou Selymbria ; leurs débris repassèrent péniblement en Asie Mineure. Toute la Roumélie à cette nouvelle s'agita jusqu'au Danube ; les pachas se levèrent et s'indignèrent contre les réformes du sultan, contraires à l'esprit du Coran et à toutes les traditions les plus sacrées. L'ayan de Routchouk, Terzenik-Oglou, réunit 80 000 hommes pour marcher sur Constantinople et renverser Sélim ; il fut tué par ses soldats au moment de partir[1]. C'était une sorte de guerre sainte sou-

1. Affaires étrangères, Corresp. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 25 août 1806.

levée contre le trône du sultan. Ce fut un coup mortel porté au prestige du nizam. Sélim effrayé céda, s'efforça de calmer les colères des janissaires, prit leur aga pour grand-vizir. Ils se contentèrent pour l'instant de cette satisfaction, convaincus qu'il ne serait plus question du nizam. Toute cette émotion était à peine apaisée lorsque Sébastiani fut envoyé en ambassade à Constantinople. La Roumélie était encore toute frémissante.

III. — Démembrement de la puissance de la Porte.

Ainsi dans le temps même où l'influence russe pénétrait comme un poison jusqu'au cœur de l'empire ottoman, le sultan était désarmé ; les janissaires n'obéissaient plus, n'avaient plus les vertus guerrières d'autrefois et refusaient de permettre la réforme militaire nécessaire. Jamais, même de nos jours, l'empire turc ne parut aussi près de sa ruine.

C'est à peine si Sélim III régnait vraiment sur Constantinople et ses environs immédiats, sur la côte toute proche de l'Asie Mineure. Partout, en Asie, comme en Europe, son autorité s'en allait en lambeaux. Partout des pachas ou des peuples rebelles ; il n'était pas besoin de l'intervention hostile des grandes puissances européennes pour accomplir le démembrement. C'était chose déjà faite.

En Asie, Kadi-pacha est le maître de la Caramanie, c'est à dire du pays de Konieh ; du moins est-il un ami de Sélim, un partisan et le principal instrument de la réforme militaire. Les pachas qui se succèdent à Bagdad sont indépendants, ont des allures de souverains, pensent peut être tenir la place des illustres califes Abbassides, disputent cependant les riches fruits de la Mésopotamie au brigandage des Kurdes, reçoivent souvent par le golfe Persique des agents anglais, acceptent d'eux de l'argent ; nul en ce temps, parmi ces pachas, n'eut de grands talents et ne tira parti de l'opposition qu'il y a entre les populations arabes de la Mésopotamie et les populations turques de l'Asie Mineure ; nul n'essaya

jamais de restaurer les splendeurs d'Haroun-al-Raschid. Bagdad restait presque aussi morne que les ruines de Babylone.

Djezzar-pacha vient de mourir (1804) en Syrie. Ahmed-Djezzar ou Ahmed le Boucher[1] était de race bosniaque et de l'origine la plus misérable. Longtemps esclave, il passa de main en main au hasard du commerce, tomba ainsi en la possession d'un chef Mameluk, Ali-Bey, puis de l'émir des Druses, Yousouf, dont il gagna la confiance. Pour le compte de son maître, il enleva Beirout et la garda; Yousouf voulut la lui reprendre, fut battu. Ahmed s'y fortifia, excita le fanatisme des musulmans contre les chrétiens, ordonna de féroces massacres de Maronites, maçonna vingt chrétiens vivants dans sa muraille pour la rendre plus solide, se baigna dans le sang. Il attira sur lui l'attention, et les faveurs du sultan; elles furent aussi déterminées par la crainte qu'on avait de lui, par l'argent de ses victimes dont il envoyait une part à la Porte. Il devint pacha de Saint-Jean-d'Acre et de Saïda, puis de Damas et de Tripoli. Vers 1790, il était tout-puissant dans le Levant. Il s'illustra en 1799 en défendant victorieusement Saint-Jean-d'Acre contre Bonaparte. Il fut jusqu'à sa mort comme le sultan de la Syrie et de la Palestine. Il n'eut pas de véritable successeur.

Méhémet-Ali était un Albanais, né à Cavala, près de Salonique. Marchand de tabac dans cette ville, il s'enrôla dans l'armée qui fut envoyée contre Bonaparte en Égypte, se distingua à Aboukir, s'éleva de grade en grade, devint le commandant de la garnison albanaise que le sultan laissa au Caire après la paix d'Amiens. Chargé à ce titre de soutenir le pacha contre les prétentions des Mameluks, il s'allia avec les Mameluks contre le pacha Khosrew, l'obligea à quitter l'Égypte. Il rendit encore la vie impossible au nouveau pacha Kourchid et ne fut satisfait que lorsque, le 9 juillet 1805, il fut proclamé pacha du Caire par ses soldats. Quelques rondes bourses envoyées à Constantinople lui valurent un firman d'investiture. Il fut le maître de l'Égypte;

1. Cf. E. Lockroy, *Ahmed le Boucher*.

on sait qu'il devait être plus tard pour les sultans de Constantinople un redoutable rival.

L'Arabie, la terre sainte de l'Islam, elle même échappait aux sultans, aux successeurs du prophète. Presque tout le désert était soumis aux chefs des Wahabites, nomades de race arabe qui avaient entendu parler des défaites et de la décadence des sultans et qui prétendaient refaire la puissance de l'Islam comme au temps de Mahomet.

Cette nouvelle secte, qui travaillait à « saper les fondements de l'empire d'Othman », selon les expressions de Jean Raymond, consul de France à Bagdad, avait d'assez lointaines origines. Elle était née au commencement du XVIIIe siècle, au cœur même de l'Arabie, dans le pays d'oasis qui se trouve à peu près à égale distance de La Mecque et de Bassorah. Alors Soliman, un Arabe de la tribu des Nedjis ou du Nedjed, pauvre et simple de mœurs, vit en rêve une flamme sortir de son corps, et, comme une colonne de feu, parcourir et embraser la campagne. Les vieillards annoncèrent que son fils fonderait une nouvelle religion. La prédiction s'accomplit. Abd-ul-Wahab, fils de Soliman, laissa son nom à la secte et « planta le germe de la nouvelle doctrine ». Il mourut vers 1740 et ce fut seulement son fils, le cheikh Mohammed, qui « fit fermenter et éclore le germe ».

On sait que les Arabes sont fort différents des Turcs venus de Mongolie, et qu'ils ont conservé à leur égard des sentiments de haine passionnée ; ils les considèrent comme des usurpateurs, entre les mains desquels la pure doctrine de l'Islam est menacée de périr. On pourrait considérer à cet égard l'empire ottoman comme divisé en deux régions très distinctes de part et d'autre d'une ligne qui de l'ouest à l'est longerait le Taurus depuis Chypre jusqu'au mont Ararat. Au nord, les Turcs sont les plus nombreux ; au sud, tout le pays de la Mésopotamie, de la Syrie, de l'Arabie est habité par des Arabes surtout. Cette constatation dit l'importance de tous les mouvements de réaction contre le sultan de Constantinople, quand ils partent de l'Arabie, berceau de l'Islam.

Le cheikh Mohammed se donnait aux Wahabites pour le

descendant de Mahomet le prophète. Il reprenait le Coran dans toute sa pureté, écartait les miracles ajoutés par la Sunna, c'est-à-dire par la tradition orale, déclarait que Mahomet n'avait pas accompli de miracles, était seulement un homme sage et juste. Aussi le culte n'était-il dû qu'à la Divinité, non à des prophètes ou à des saints. La morale était simple : il fallait pratiquer toutes les vertus, tenir une conduite droite, observer une frugalité exemplaire. Pour être agréable à Dieu, disait Mohammed, il fallait immoler les profanateurs de sa religion. Lui-même se donnait pour le ministre de la vengeance céleste contre les faux musulmans.

Il possédait la vérité. Il chercha le sabre qui la ferait triompher. Il se présenta devant Saoud, prince de Derayeh et Lahsa, qui commandait à toute une nation qui couvrait la plus grande partie du Nedjed. Saoud, peut-être par ambition, adopta la nouvelle religion : Mohammed eut le pouvoir spirituel, une sorte de pontificat ; Saoud eut le pouvoir temporel ; et ce fut sa maison qui eut désormais la véritable direction des Wahabites. Derayeh en fut la capitale. Une armée fut organisée, endurcie aux fatigues et à la faim. Elle était toute montée sur des chameaux ; un chameau portait deux fusiliers et leurs provisions pour vingt jours ; aussi les courses de la tribu furent-elles extrêmement rapides. Toutes les tribus voisines lui furent bientôt soumises. Mais Saoud mourut prématurément. Son fils Abd-ul-Aziz fut le principal conquérant des Wahabites.

Abd-ul-Aziz envoyait aux chefs de l'Arabie un messager qui se présentait le Coran dans une main, un glaive dans l'autre. Il disait : « Salut à la tribu de... ; si vous écoutez mes paroles, vous serez sauvés ; mais si vous les méprisez, vous succomberez sous le bras de la colère divine. » Les tribus écoutaient les paroles du messager ; sinon, elles étaient pillées et massacrées ; le butin était partagé à Derayeh, entre le vainqueur et ses soldats. Bientôt, dans tout le pays du Nedjed, l'obéissance à Abd-ul-Aziz fut générale et complète. Avait-il besoin de quelques hommes, il adressait ce billet à un cheikh : « Abd-ul-Aziz à Cheikh..., tant d'hommes doivent se trouver à tel jour à tel endroit. » Au jour fixé, au

signal donné, les hommes désignés étaient prêts avec vingt jours de provisions sur leurs bêtes.

L'alarme fut grande aux environs, jusqu'à Constantinople. Le sultan donna l'ordre au pacha de Bagdad de lever des troupes, de se joindre à l'iman de Mascate pour écraser la secte. Cela se passait en 1796. L'année suivante, deux officiers du pacha de Bagdad, Ali-pacha et Mohammed-bey, partirent avec 10 ou 12 000 hommes, arrivèrent à Bassorah, y demeurèrent trois mois pour achever leurs préparatifs. Enfin, au mois de janvier 1798, après une marche pénible de dix jours dans des rochers escarpés et des montagnes de sables mouvants, où les canons surtout furent difficiles à transporter, ils parvinrent auprès de Lahsa, l'une des principales forteresses des Wahabites. Leur avant-garde fut taillée en pièces ; mais un détachement de cavalerie kurde la vengea, entra dans Lahsa, massacra tout. Abd-ul-Aziz s'enferma dans le château avec ses guerriers. Le siège commença, le bombardement fut terrible.

Abd-ul-Aziz entra alors en pourparlers secrets avec l'un des deux chefs, Mohammed-bey, lui fit passer beaucoup d'or, le gagna. Quand une brèche était faite dans la muraille, Mohammed-bey trouvait toujours moyen de donner aux assiégés le temps de la réparer. Les mines des assiégeants étaient trahies et sautaient avec leurs ouvriers. Le siège se prolongea. Les vivres des assiégeants manquèrent. Ali-pacha fut obligé de se retirer. Les canons, la poudre et les boulets furent enfouis ; les tentes, les matelas furent brûlés. La retraite fut précipitée et devint un désastre, sous la poursuite des Wahabites, au milieu des horreurs de la faim et de la soif. Ces événements accrurent la renommée d'Abd-ul-Aziz ; les tribus du golfe Persique se donnèrent à lui jusqu'aux environs de Bassorah.

Il en profita pour se venger du pacha de Bagdad. Il attendit une occasion. En 1801, 200 Wahabites s'étaient rendus, comme des marchands, au sanctuaire vénéré d'Iman Ali dans la région de Bagdad ; ils eurent une querelle avec des pèlerins, furent battus ; 30 furent tués, le reste s'enfuit. Abd-ul-Aziz réclama justice au pacha Soliman ; ses envoyés

furent bien accueillis ; Soliman lui députa un ambassadeur à Derayeh avec de grands présents. Abd-ul-Aziz ne fut pas satisfait ; il exigea que les meurtriers de ses hommes lui fussent livrés. Soliman ne répondit pas. Le 20 avril 1802, les habitants d'Iman-Hussein étaient à la fête d'Iman-Ali et n'avaient laissé chez eux qu'une garde peu nombreuse. Iman-Hussein est le sanctuaire le plus célèbre des Chiites[1] ; car il possède le tombeau d'Hussein, fils d'Ali, cousin de Mahomet, et de Fatima, la fille préférée du prophète. Le fils d'Abd-ul-Aziz, Saoud, arriva tout à coup à la tête de 7 000 mardouphahs ou chameaux porteurs de deux hommes, soit 14 000 guerriers. Tout fut détruit dans la petite ville ; les hommes furent tués ; les femmes et les enfants furent massacrés ou enlevés ; la mosquée fut entièrement pillée. Après cinq heures que dura cette exécution, les Wahabites disparurent, emportant un riche butin. On ne put pas les atteindre. Tout le pays de Bagdad en resta quelque temps frappé de stupeur, dans l'attente anxieuse de quelque nouvelle attaque.

Abd-ul-Aziz convoitait surtout naturellement La Mecque. Le chérif de cette ville, Abd-ul-Mayin, renversé par son jeune frère Rhabib, appela les Wahabites à son secours. Abd-ul-Aziz fit partir son fils Saoud avec 80 000 hommes. On voit, par ce chiffre, combien sa puissance avait grandi. Saoud arriva à Taïef, à 100 milles au sud de La Mecque, la prit, y massacra 15 000 habitants, juifs ou musulmans, battit tout près Rhabib, qui alla cacher sa honte à La Mecque.

A ce moment, le pacha de Damas, Abdullah, protecteur des pélerinages de La Mecque, arrivait avec une nombreuse troupe de pèlerins et de soldats. Une bande de 400 Wahabites se présenta devant lui et réclama quatre fois plus que le tribut du passage ordinaire ; il refusa, livra bataille, tua 150 des ennemis. Il entra alors en négociation avec Saoud,

1. On sait que la plupart des Persans sont Chiites, c'est-à-dire que, considérant Ali, cousin du prophète, comme son seul successeur légitime, ils n'obéissent qu'aux commandements du Coran, et refusent toute croyance à la Sunna ou aux commentaires que les premiers califes ont ajoutés au texte primitif du livre sacré.

qui prudemment lui accorda trois jours pour visiter la maison d'Allah. Abdullah ne demeura en effet que trois jours à La Mecque et s'en retourna par Médine et Djeddah, emmenant avec lui Rhabib effrayé. Saoud alors put entrer tranquillement dans La Mecque, y laissa une garnison de 200 hommes, y rétablit Abd-ul-Mayin et marcha sur Djeddah ; mais la peste et les ennemis décimèrent son armée ; il échoua aussi devant Médine, retourna à Dérayeh. Derrière lui, Rhabib reprit La Mecque et détruisit la petite garnison des Wahabites. Même, quelques jours après, au commencement de 1803, Abd-ul-Aziz, dont la gloire était répandue au loin, fut assassiné par un fanatique, un derviche Kurde, auquel Saoud lui-même, aux côtés de son père, échappa à grand'peine.

Saoud avait la puissance et les vertus de son père ; mais il aimait davantage le luxe et l'éclat du pouvoir ; il avait un palais, où brillaient l'or, les perles et les riches étoffes de l'Inde ; il se revêtait d'un manteau de 60 000 piastres, dit on, et s'entourait d'un magnifique cortège : c'était Salomon après David. Il affirma son autorité dans tous les pays qu'il avait parcourus pendant la vie de son père ; ses guerriers parurent fréquemment aux environs de Bagdad, au nord de Bassorah qui faillit être enlevée au commencement de 1804. L'iman de Mascate fut tué par des Wahabites, et son neveu, qui lui succéda, paya à Saoud une forte contribution annuelle.

Mais surtout le chef des Wahabites recommença la conquête de La Mecque ; il ne rencontra aucun obstacle, car il se présenta à la tête de toutes ses forces, alors énormes. Il y fit une entrée triomphale au mois d'avril 1806 ; il y fit lire les prières en son nom, en supprimant celui du sultan Sélim. Il se posait en ennemi des Turcs. Son empire s'étendait du golfe Persique à la mer Rouge ; presque toute l'Arabie reconnaissait son autorité. « Le temps approche, disait un de ses guerriers, où nous verrons un Arabe assis sur le trône des califes. Nous avons assez longtemps langui sous le joug d'un usurpateur. » Cela paraissait être en effet le commencement d'une nouvelle conquête arabe[1].

1. Aff. étrangères. Corr. de Turquie : Jean Raymond, consul de Bag-

L'émotion en était très vive dans tout le monde musulman ; il semblait que les bénédictions d'Allah se fussent retirées de la maison d'Othman et que ce dût être le signe de sa chute prochaine : Allah ne voulait plus entendre les prières du sultan Sélim.

Qu'on mesure par là le terrain qui, en Asie ou en Afrique, restait vraiment soumis aux ordres de la Porte.

Et l'Europe ne lui était pas plus docile que l'Asie. Si l'on fait le tour des provinces turques, de la Russie à la mer Ionienne, on ne voit partout que ruines de l'autorité du sultan, réveil des populations vaincues.

La Roumanie était l'avant-poste de l'influence russe. Atteinte dès la guerre de 1769-1774 par les troupes de Catherine II, elle avait été en partie occupée par Souvarov de 1790 à 1792. Restituée au sultan par le traité de Yassy, elle demeurait très troublée des souvenirs de ces temps d'espérance, et le gouvernement en était devenu très difficile pour les agents du sultan. Les hospodars de Moldavie et de Valachie, entre les intrigues des chefs russes de la frontière et les dénonciations des pachas turcs du Danube, souvent eux-mêmes très ambitieux et très avides, administraient mal leurs provinces et n'y pouvaient rester longtemps ; leur autorité en était encore moins solide. Les populations souffraient de tous ces maux ; le traité de Koutchouk-Kaïnardji avait conféré à la Russie une sorte de protectorat sur ces pays. Elle crut devoir intervenir ; en septembre 1802, elle obtint de la Porte un hatti-chérif décidant que désormais les hospodars seraient nommés pour sept ans et ne pourraient être déposés sans qu'ils eussent commis de faute grave et sans le consentement du gouvernement de Pétersbourg. Cela assurait à la Moldavie et à la Valachie une sorte d'autonomie, sous le protectorat collectif de la Turquie et de la Russie. Ce n'était déjà plus une terre absolument turque. Les deux hospodars, Constantin Ypsilanti et Alexandre Morousi, sollicitèrent plus souvent les instruc-

dad, Mémoire sur les Wahabys, daté de Bagdad, 30 mai 1808. Vol. 216, f°s 284-300. — *Id.*, Corr. de Perse, Decrès à Champagny, 2 mai 1808.

tions de Pétersbourg que celles de Constantinople ; ils purent être bientôt considérés par la Porte comme des traîtres.

La Bulgarie, séparée de l'influence russe par le Danube, plus rapprochée de Constantinople, était néanmoins à cette date presque tout à fait indépendante sous Pasvan-Oglou.

Osman, plus connu sous le nom de Pasvan-Oglou ou fils des Pasvan (cela était le nom de famille), était originaire de Bosnie, du village de Kirsa. Son père, Omer-Aga, devint Bairactar du pachalik de Widdin. On appelait Bairactar l'officier porteur du Bairact ou drapeau sous lequel était un certain nombre de serviteurs militaires. Omer Aga fut ensuite nommé Nazir, ou gouverneur civil à Widdin ; il montra alors trop d'ambition et eut la tête tranchée par ordre du pacha.

Pasvan était à ce moment dans l'armée qui se battait en Valachie contre les Autrichiens. Après la paix de Sistova, par ambition aussi et par esprit de vengeance, il se jeta dans la montagne au-dessus de Widdin avec son fidèle serviteur Molla. Ils se mirent à la tête d'une bande d'Arnautes, de Bulgares, de Bosniaques, que les Turcs appelèrent les Kirsalys, du nom de son village natal. Ils s'emparèrent d'abord, au delà du Timok, du riche district de Kraïna, apanage réservé aux filles du sultan, sous le gouvernement d'un bey particulier. Ils surprirent ensuite Widdin, en chassèrent le pacha, et Pasvan s'empara du pouvoir. Sa vengeance était satisfaite, mais non son ambition.

D'ailleurs la Porte lui fournit elle-même l'occasion de grandir. Comme il s'était emparé encore de Nicopolis, Sistova sur le Danube, de Nisch dans la montagne, le gouvernement ottoman résolut de l'écraser et dirigea contre lui une grosse expédition sous le commandement supérieur de Terzenik-Oglou, pacha de Routchouk, et du capitan-pacha Hussein. Tous les gouverneurs de provinces vinrent ou envoyèrent des troupes, même Ali de Janina, et, au printemps de 1798, 80 000 hommes parurent devant Widdin. Mais il y avait beaucoup de chefs dans cette armée, beaucoup de pachas, beaucoup de jalousies, beaucoup d'avidités, qui furent sensibles aux intrigues et aux présents de Pasvan. Un officier de celui-ci, Kara-Mustapha, réussit un coup de main

hardi sur la tente même du capitan et en emporta un riche butin. L'ancien pacha de Widdin, Ala, refusait d'obéir au capitan, qui le tua d'un coup de pistolet en lui offrant le café. Le pacha de Janina s'impatienta de la longueur du siège qui devait durer huit mois ; il s'en alla prétextant qu'il ne pouvait rester si longtemps loin de son pachalik. Les assiégeants ne purent pas entourer la ville, et Pasvan ne cessa de se ravitailler à son aise sur la rive gauche du Danube. Il finit par détruire la flottille que le capitan avait établie sur le fleuve, et obligea ses ennemis à lever le siège.

Il les suivit dans leur retraite vers le sud, passa derrière eux les défilés des Balkans, arriva devant Andrinople ; le sultan effrayé autorisa le capitan à négocier un accord avec Pasvan, « car en Turquie, dit Mériage, la rébellion est un moyen de parvenir et la fortune est à celui qui sait la conquérir et la défendre ». Il fut solennellement nommé par un firman pacha à trois queues, et son autorité fut reconnue sur tous les pays qu'il avait occupés.

Cet exemple développa l'anarchie dans les provinces de la Turquie. Le gouvernement lui-même fut obligé de ménager les prétentions des pachas à l'indépendance ; car les ministres même s'entendaient avec eux, étaient leurs patrons en même temps que leurs complices, faisaient ainsi d'énormes fortunes. « Chaque rebelle avait son correspondant dans le ministère. » Les pachas avaient à Constantinople leurs banquiers, en général des Arméniens ; la correspondance du pachalik au divan n'était le plus souvent qu'un bordereau de dépenses. Un Mavrocordato fut surnommé le Fou, Deli-bey, pour avoir pensé obtenir le gouvernement de la Valachie sans l'acheter au marché du sérail. La formule de l'administration turque était simple ; le ministre disait au pacha : « Prends tout ce que tu voudras, mais donne-m'en la plus grosse part possible. »

Parmi tous ces pachas, Pasvan fut de beaucoup le plus puissant pendant quelques années. Il fut le maître de toute la Bulgarie et de la Serbie orientale ; il put rêver de renverser le sultan et de refaire le grand empire bulgare du XIII[e] siècle. Ne disait-on pas dans son pays que la domination des Turcs

devait durer seulement autant d'années qu'il y a de jours dans l'année ? Or on en datait l'établissement de l'année 1453.

Pourtant Pasvan ne s'entendit pas avec les Serbes quand ils se soulevèrent en 1804 sous le commandement de Kara-Georges. Au contraire, il fut d'abord leur plus redoutable ennemi ; car, fervent musulman, il n'avait que de la haine et du mépris pour les rayas. Lorsqu'après leurs premiers succès dans les bois, ils menacèrent sérieusement Belgrade, Pasvan y envoya un de ses officiers, Kirsaly-Ali, avec 1 600 hommes d'élite (février 1803), qui y firent pendant trois ans dans la citadelle une résistance héroïque. Pasvan était le maître aussi de presque tout le banat de Craïowa, au nord du Danube ; et il séparait complètement la Serbie de la Moldavie. Quand les Russes entrèrent en Moldavie, à la fin de 1806, tendant vers Belgrade qui fut prise alors par les Serbes, Pasvan fut encore leur plus puissant adversaire. Il réprima cruellement toutes les intrigues qu'il connut favorables aux Serviens et aux Russes ; il fit pour cela décapiter l'évêque de Widdin et quatre popes de son conseil. Il fut un moment le maître tout-puissant d'une région importante par sa situation, au débouché des Portes de Fer, au croisement des routes qui unissaient la Turquie et l'Autriche, la Valachie et la Serbie, au croisement des influences rivales qui se disputaient la domination des Balkans. Il surveillait avec intérêt les bruits de démembrement de l'empire ottoman, et pensait en avoir sa part. Il eut ses députés à Vienne auprès de Napoléon après Austerlitz. Et Napoléon s'intéressa à lui, demanda des renseignements à ses agents de la région du Danube.

Aussi la Porte se défiait elle toujours de lui. Quand, à la fin de l'année 1806, elle dut masser des troupes sur le Danube, pour répondre à l'invasion de la Moldavie par les Russes, elle ne voulut point en confier le commandement supérieur à Pasvan. Elle lui préféra Mustapha, le Bairactar de Routchouk, quoique Routchouk fût officiellement une dépendance du sandjak de Widdin. Il en fut très mécontent, et il songea à quelque révolte qui eût été particulièrement grave à ce moment ; il fut retenu par l'influence de l'am

bassade française, avec laquelle il entretenait des relations amicales. . .

Ces relations mêmes sont intéressantes. Pasvan-Oglou, qui n'avait pas encore 50 ans (il était né en 1758), nourrissait sans doute quelque grand dessein, et, si l'empire ottoman était voué, comme il semblait, à une ruine prochaine, il était parmi ceux qui en devaient le plus profiter. Il était fort et riche; il avait, à la fin de 1806, un trésor de 25 millions en or et diamants, des magasins immenses de vivres et de munitions, 360 canons, 1 200 chevaux et un mobilier considérable.

C'était un homme extraordinaire, dit l'adjudant-commandant Mériage que Napoléon avait envoyé à Widdin pour observer les événements. Son gouvernement était un mélange tout oriental de scrupuleuse justice et de férocité; c'était une sorte de personnage des Mille et Une Nuits. Il obligeait les Turcs à la soumission, protégeait les Grecs et les Bulgares qu'il estimait nécessaires à la culture des terres et au travail de l'industrie. Il faisait bâtonner les débiteurs qui ne payaient pas assez vite les marchands, dans l'intérêt du commerce. Un jour, il entra chez un Grec, lui demanda du lait; le Grec qui n'en avait pas alla en chercher assez loin, au village prochain; le lendemain il reçut du pacha un cadeau de 24 buffles. Il voulait marier son fidèle Molla à la fille d'un riche aga qui refusait; l'aga eut la tête coupée, et sa fille fut mariée le même jour.

Il était de stature médiocre, de complexion sèche, l'esprit toujours agité. Il donnait audience du matin au soir. Ses officiers n'y pouvaient suffire, obligés de se tenir au fond de l'appartement, sans bouger. Molla, à force de s'appuyer contre le mur pour dormir debout, contracta un engourdissement des jambes, qui ne put pas être guéri. Pasvan ne pouvait lui-même s'empêcher de sommeiller sur des sofas quand il était excédé de fatigue; si on lui apportait son repas à ce moment, il fallait éviter tout bruit, et le maître d'hôtel, qui tenait le plateau des deux mains, devait demeurer ainsi jusqu'au réveil du pacha; l'un fut décapité pour y avoir manqué; un autre y gagna une infirmité des deux genoux. Les cadavres des victimes de Pasvan étaient livrés aux chiens

sur les glacis de la forteresse : ce spectacle était assez ordinaire[1].

De quoi était capable ce tyran s'il avait vécu ? Il n'importe. Il apparaît à la fin de l'année 1806 comme un des instruments de la dissolution de l'empire ottoman ; par lui déjà la Bulgarie est indépendante de Constantinople. Mais ce ne devait pas être encore son réveil définitif.

La Serbie était déjà en ce temps un avant-poste de l'influence autrichienne vers les Balkans. Elle avait été un moment en partie autrichienne, après les victoires du prince Eugène, entre les traités de Passarowitz et de Belgrade, de 1718 à 1739 ; elle en avait gardé de vivants souvenirs[2]. Ils avaient été renouvelés par la dernière guerre austro-turque. Beaucoup de Serbes orthodoxes s'étaient engagés dans l'armée autrichienne, s'y étaient distingués ; quelques uns étaient devenus officiers. Leurs espérances furent encore trompées par la paix de Sistova. Ils rentrèrent dans leurs bois, se remirent au travail de leurs champs, à l'élevage de leurs troupeaux de porcs. Mais les janissaires voulurent se venger ; ils redoublèrent de cruauté à l'égard de la population chrétienne, malgré les pachas qui furent souvent leurs plus illustres victimes. Ces excès entretenaient la colère et la haine des Serbes. En janvier 1804, les janissaires exécutèrent un effroyable massacre des principaux personnages de la population orthodoxe de Belgrade. Beaucoup d'autres s'enfuirent, se retirèrent dans les forêts, se mirent à la tête des paysans en armes, formèrent des bandes redoutables, préparèrent une insurrection générale ; les plus fameux chefs s'appelaient Georges Pétrovitch surnommé Georges le Noir ou Kara-Georges, Milenko, Miloch et Milan Obrenovitch. Kara-Georges, après le massacre de Belgrade, adressa une ardente proclamation à tous les Serbes ; une assemblée générale ou Skouptchina le nomma commandant des Serbes. Il prit

1. Affaires étrangères. Turquie. Mémoires et Documents (1800-1813) : notes de Mériage sur Pasvan Oglou, 1er avril 1808, fos 143-248.

2. Aff. étr., Corr. de Turquie, 20 avril 1808. — Notes de Mériage sur les origines et le caractère de l'insurrection serbe : « C'est l'Autriche et la Russie disputant les Balkans à l'influence française. »

Chabats, Pojarevats, assiégea Belgrade, s'en empara et força les janissaires à se retrancher dans la citadelle. Sélim III envoya contre lui Hafiz, pacha de Nisch, qui fut écrasé à la bataille de Chabats (1806). Le 12 décembre de la même année, la citadelle de Belgrade fut enlevée ; les Turcs y furent massacrés en grand nombre, et le retentissement de ce succès fut considérable dans tout le pays des Balkans. La Serbie était délivrée. Elle se donna une constitution, partagea le pouvoir entre la Skouptchina, le Sénat de 15 membres, et le commandant Kara-Georges ; elle se disposa à défendre chèrement son indépendance contre les retours offensifs des Turcs.

Le Monténégro avait toujours presque complètement échappé à la conquête turque ; ses robustes montagnards étaient pourtant sans cesse en armes contre les pachas du voisinage qui maintes fois, mais toujours vainement, avaient essayé de les soumettre. En 1796, au défilé de Krouzé, le vladika ou prince-évêque Pierre Ier infligea au pacha de Scutari, Kara-Mahmoud, un terrible désastre : 3 000 soldats turcs et leurs chefs, le pacha lui-même, furent emmenés à Cettinié et tous décapités, leurs têtes exposées sur les murs de la ville. Sélim III reconnut une fois de plus l'indépendance du Monténégro, consentit même à proclamer que « jamais les Monténégrins n'avaient été sujets de la Sublime Porte ». Pour garantir plus sûrement leur liberté, les Monténégrins, comme les Serbes, cherchèrent l'alliance de la Russie et en reçurent dès 1804 des subsides et des armes. Ils furent souvent pour la Dalmatie française de turbulents voisins.

Les pachas de Bosnie et de Herzégovine furent, dans le temps qui nous occupe, à peu près obéissants aux ordres de Constantinople, et leurs administrés leur furent à peu près dociles.

Les Grecs étaient encore tout émus du souvenir de l'insurrection que la flotte russe avait excitée parmi eux en 1770. Les klephtes étaient de plus en plus hardis dans les montagnes, et les pirates dans les îles. Leurs marchands formaient dans les grands ports de la Méditerranée de riches colonies où s'entretenait chaudement le culte de la patrie. C'étaient

tous les signes avant-coureurs de la grande croisade de l'indépendance. Au moindre incident, toute la Grèce tressaillait d'espérance. Quand les Français occupèrent les îles Ioniennes après le traité de Campo-Formio, les Grecs virent en eux les libérateurs attendus, manifestèrent le plus ardent enthousiasme. Rhigas chanta la Marseillaise des Grecs. Bonaparte pensa tirer quelque profit de ces dispositions. Il entretint surtout une correspondance intéressante avec le pacha de Janina, Ali Tébéléni.

Cet Ali, d'après les rapports qui ont été faits de lui par les divers agents français de la région et l'impression qui est demeurée de lui, paraît avoir été un affreux bandit, qui prenait plaisir à verser le sang, non dépourvu d'ailleurs d'ambition politique. Il était le fils de Vely, bey de Tébélen, village pauvre dans un pays misérable, dans la vallée haute de la Voïoutsa. Il fut un jeune homme inquiet, turbulent, débauché ; il tua ses deux frères, Soliman bey et Tahir bey, pour hériter seul de leur père. Devenu bey, il obtint du pacha de Larissa la fonction d'inspecteur de six provinces du pachalik ou dervendji-pacha. Il s'entoura de soldats féroces, leva des impôts énormes, devint pacha de Delvino en tuant Sélim, disgracié par la Porte sur sa dénonciation, et il envoya la tête de sa victime à Constantinople. Riche à force de brigandage, il répandit de l'argent dans le divan et devint pacha de Trikala.

L'anarchie régnait à Janina ; plusieurs beys s'y disputaient l'autorité. Ali-pacha s'y rendit pour offrir ses bons offices ; le peuple lui confia le soin de présider à l'élection de celui qui, parmi les beys rivaux, serait pacha. Le bey Hassin fut élu ; une adresse en fut rédigée, signée des notables, remise à Ali pour qu'il la transmît à la Porte aux fins d'investiture officielle. Il déclara quelques jours après l'avoir perdue, l'avoir fait recopier par ses serviteurs, et demanda de nouvelles signatures sur cette copie ; elles y furent apposées sans défiance. Un mois après, on annonça que la Porte, heureuse de donner satisfaction aux unanimes désirs des habitants de Janina, leur donnait pour gouverneur Ali-pacha. Il régna sur Janina par ses bandits logés dans les maisons

particulières, avec permission d'y vivre à leur guise, de s'y livrer aux plus affreuses débauches.

Lui-même, il distingua dans une famille de la ville une jeune femme d'une remarquable beauté, nommée Euphrosine. Mouktar-pacha, fils d'Ali, la désirait aussi ; elle lui résista ; Mouktar força la maison, s'introduisit dans l'asile des femmes et, un pistolet sur la poitrine, lui arracha ses faveurs. Ali l'apprit, se vengea sur la victime. Il entra chez elle avec une bande d'assassins, l'entraîna nue et mourante, la livra à ses hommes. Il eut le cynisme de donner à cet accès de colère les apparences de la morale : seize jeunes femmes, des meilleures familles de Janina, furent avec Euphrosine condamnées à mort et jetées dans un lac voisin comme coupables d'avoir eu des liaisons avec les fils du pacha. Il était d'une cupidité insatiable ; il se proclamait l'héritier naturel de toutes les riches familles et agissait comme tel. Il pillait des villages entiers. Il ne gouvernait que par le meurtre et l'incendie. Les populations fuyaient, gagnaient par troupes nombreuses Venise et Trieste. S'il ne s'y était pas opposé par sa police, bientôt sans doute Janina eût été abandonnée par tous ses habitants.

Cependant il entretenait à prix d'argent des troubles dans les provinces voisines, pour s'assurer une puissance indépendante et sans rivale. Il voulut s'emparer de vive force du pachalik de Bérat ; mais le pacha Ibrahim fut vaillamment soutenu par la population belliqueuse des Souliotes, et, en 1792, l'armée d'Ali fut tout entière détruite par les Souliotes dans la vallée de l'Achéron (Mavro-potamo). La colère d'Ali fut atroce, d'autant plus que Souli était le refuge de la plupart des victimes qui réussissaient à lui échapper. Sa vengeance fut lente à venir, mais épouvantable. Quand il eut refait son armée, il envahit le pays des Souliotes et les bloqua dans leurs rochers ; il les tint enfermés pendant trois ans (1800-1803). A bout de ressources, ils capitulèrent. Les premiers qui se livrèrent furent massacrés, affreusement torturés. Les autres se tuèrent. Les femmes, pour ne pas tomber aux mains du vainqueur, se jetèrent avec leurs enfants dans les précipices. Ali devint plus cruel encore, si possible, pour être

plus redouté. Il pillait les villages dont il n'était pas sûr sous prétexte qu'ils avaient aidé les « bandits » et il « érigeait ses propres brigandages en autant de triomphes remportés sur les brigands ».

L'or dont il disposait le fit puissant auprès de la Porte. Ses crimes furent récompensés. Il occupa Okhrida, forteresse aux confins de l'Albanie et de la Macédoine, en l'enlevant au pacha de Scutari qu'il avait fait déclarer rebelle. Il excita à prix d'argent des troubles à Sofia, à Philippopoli, jusqu'à Andrinople, où il fut sans doute pour quelque chose dans l'agitation des janissaires. La Porte le nomma beglierbeg de Roumélie, avec mission d'y assurer l'ordre. Il vint en Roumélie ; la pacification se fit instantanément, comme par miracle, et il fit une sorte de voyage triomphal par Monastir, Philippopoli[1]. Le sultan, inquiet enfin de le voir si près, le renvoya à Janina ; Ali obéit ; derrière lui, la Roumélie retomba dans l'anarchie, et le gouvernement de Constantinople y fut impuissant pendant plusieurs années.

Ainsi son prestige était considérable, son autorité menaçante même pour la Porte. Il eut désormais dans toute la Grèce septentrionale le renom d'un chef cruel et invincible ; il fut le maître incontesté de l'Albanie et de l'Épire. Il rêva les brillantes destinées du roi Pyrrhus, la destruction de la dynastie des Ottomans et la renaissance du pays des Balkans par lui.

Ils étaient bien nombreux ceux qui rêvaient de régénérer l'empire ottoman à leur profit ; pour l'instant, entre les ambitions de Méhémet-Ali d'Égypte, de Pasvan-Oglou de Bulgarie, de Kara Georges de Serbie, d'Ali d'Épire, Sélim III avait lieu d'être tourmenté ; le démembrement de son empire était vraiment commencé ; il semblait qu'il n'y eût plus d'incertitude que sur le nom du héros qui allait construire sur ces ruines un édifice nouveau.

1. Affaires étrangères, Turquie, Mémoires et Documents (1800-1813) : Mémoire de Julien Bessières, consul à Corfou, sur Ali de Janina ; sa conduite à l'égard des peuples qu'il gouverne, à l'égard de la Sublime Porte, à l'égard de la France ; pour prouver qu'il est l'oppresseur de ces peuples, rebelle à la Porte, ennemi de la France.

IV. — Le général Sébastiani ambassadeur à Constantinople.

Au mois de juin 1806, quand Napoléon renoua des relations avec l'Orient, reçut l'ambassadeur du sultan et envoya Sébastiani à Constantinople, l'empire ottoman paraissait donc être à la veille de sa chute. Le gouvernement du sultan n'existait plus vraiment, n'était plus obéi ; l'empire s'en allait en morceaux. La vieille armée des janissaires était rebelle ; la « nouvelle ordonnance » avait échoué. Les pachas se rendaient indépendants, en Asie et en Europe ; quelques-uns étaient déjà très redoutables. Aucun pourtant ne paraissait capable d'arrêter les desseins de la Russie ; leurs divisions étaient sa plus grande force ; et elle poursuivait constamment la réalisation du projet grec ; elle protégeait et attirait à elle les sujets du sultan ; elle conquérait les hommes pour mieux conquérir ensuite le sol. Elle n'attendait qu'un prétexte pour achever cette décomposition si habilement entretenue, et pour refaire à son profit, autour de Sainte-Sophie, l'empire d'Orient.

Napoléon n'y consentait pas. Il avait peut-être, lui aussi, des desseins sur la Turquie. Pour le moment, en 1806 comme en 1807, comme toujours d'ailleurs, il refusait d'ouvrir aux Russes l'accès de la Méditerranée ; il les considéra toujours comme des barbares et il ne fut jamais disposé à partager avec eux l'ancien monde romain. En guerre ou en paix, avant ou après Tilsit, ce sera le tout de sa politique orientale ; qu'il agisse contre eux par force ou par ruse, il les contiendra et, lui vivant, ils ne feront aucun progrès sur le chemin de Byzance.

Profondément pénétré de la signification classique du titre impérial, il pensa peut-être la réaliser dans les faits. Nul doute qu'il eût voulu régner sur toute la Méditerranée. Peut-être rêva-t-il, laissant aller son imagination, de faire de Constantinople, comme de Rome et d'Aix-la-Chapelle, une de ses capitales. Peut-être fut-ce sa conception de

l'Empire. Du moins, tant qu'il fut le maître, il ne permit jamais, ni à l'Empereur de Russie, qui n'était pour lui qu'un tsar ou un khan d'Asie, ni à l'empereur d'Autriche dont il se considérait comme le vrai successeur, de lui barrer la route à l'est, de limiter son horizon impérial.

On connaît le célèbre mémoire que Talleyrand adressait de Strasbourg à Napoléon au mois d'octobre 1805[1]. Prévoyant la défaite de l'Autriche, le ministre conseillait à l'Empereur de signer avec elle une paix durable, en lui faisant des conditions acceptables : bannie de l'Italie et de l'Allemagne, il suffisait de lui assurer des compensations en Orient, sur le Danube inférieur ; elle y trouverait une carrière nouvelle ; elle y serait la redoutable rivale de la Russie et la rejetterait sur l'Asie[2]. La Russie à son tour, écartée du Danube et du Bosphore, serait obligée de s'enfoncer dans les profondeurs de l'Asie et y deviendrait la rivale de l'Angleterre sur les confins de l'Inde. A la France l'Europe occidentale et la Méditerranée, à l'Autriche (Ost-Reich) l'Europe orientale et les Balkans, à la Russie l'Asie. Si grande qu'elle fût, la pensée de Talleyrand était inférieure à celle de Napoléon. L'Empereur voulait diminuer et absorber l'Autriche à laquelle il enlèverait le titre impérial et celui de roi des Romains. Il voulait éloigner la Russie. Il concevait le monde sous la forme de la plus grandiose unité politique. Il voulait être l'Empereur, recréer tout le prestige et toute la substance de ce titre universel. Il ne voulait ni de l'Autriche ni de la Russie à Constantinople ; sans doute il se réservait la succession du sultan affaibli comme celle du Saint Empire épuisé. Il infligea à l'Autriche le traité de Presbourg, la dépouilla de la Vénétie et de la Dalmatie sans compensations sérieuses. Il envoya Sébastiani à Constantinople pour arrêter la Russie.

C'est au mois de juin 1806, tout en réorganisant l'Allemagne, que Napoléon commença l'exécution de sa politique orientale, complément en Orient de la restauration de l'Empire en Occident.

1. Cf. Pierre Bertrand, *M. de Talleyrand, l'Autriche et la question d'Orient en 1805*, dans la *Revue historique* (janvier 1889).

2. Cf. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 8 et note de la page 9.

Le traité de Presbourg avait abandonné à la France la Dalmatie et les bouches de Cattaro. Le commandant autrichien de Cattaro s'arrangea pour livrer la place aux Russes avant l'arrivée des Français. Le général Lauriston y répondit par l'occupation de Raguse. C'était une petite république, qui reconnaissait la suzeraineté de la Porte. Le gouvernement ottoman, excité sans doute par les ennemis de la France, protesta, parut craindre les entreprises de la France dans la péninsule des Balkans. Ruffin le rassura, par une note officieuse, du 17 juin, expliqua que l'occupation de Raguse n'était que momentanée : il fallait bien empêcher les Russes de s'en emparer ; d'ailleurs ceux-ci s'étant établis à Cattaro, les Français ne pouvaient y arriver pour les en chasser qu'en passant par Raguse ou par le territoire turc ; il était fou de penser que Napoléon pût avoir de mauvais desseins sur la Turquie ; si cela était, il n'aurait pas besoin de Raguse, la Dalmatie lui serait une base suffisante d'opérations [1].

Les Russes débarquèrent des troupes à Cattaro, se joignirent à une bande de 1 200 Monténégrins et attaquèrent Lauriston dans Raguse. Le général Molitor arriva avec des renforts, et infligea aux ennemis une défaite complète. « C'est une honte pour les Russes, écrivait à cette occasion le consul français de Raguse, de s'associer à de pareils brigands (les Monténégrins) ; la France ici encore représente la civilisation contre la barbarie [2]. » Et Talleyrand demanda à l'ambassadeur ottoman à Paris que son gouvernement prît des mesures énergiques contre les Monténégrins, destituât le pacha de Trébigne et le commandant du poste de Zarina qui les avaient laissés passer pour attaquer les Français ; il était de l'intérêt de la Turquie de détruire ce nid de bandits ; Napoléon l'y aiderait volontiers, paierait la solde des soldats turcs qu'on y enverrait, leur joindrait, avec le consentement de la Porte, quelques troupes françaises [3].

Il fallait aussi se hâter d'écraser l'insurrection serbe ; car

1. Affaires étrangères, Corr. de Turquie, note de Ruffin à la Porte (17 juin) ; — Ruffin à Talleyrand (24 juin).

2. *Id.*, *id.*, Raymond, consul de Raguse, à Talleyrand, 8 juillet 1806.

3. *Id.*, *id.*, Talleyrand à Muhib-effendi, 30 juillet 1806.

elle était favorable aux entreprises de la Russie et de l'Autriche. Un agent des administrations militaires au 7ᵉ corps de la Grande Armée, d'Aubignosc, adressa à Talleyrand un mémoire sur ce sujet. Il convenait, disait-il, d'envoyer des officiers français pour commander les troupes turques en Serbie et pour empêcher les horribles massacres qu'elles ne manqueraient pas de commettre par esprit de vengeance. En échange de ce service, la France pourrait recevoir Rhodes et d'Aubignosc le vice-consulat de Belgrade. Talleyrand ne fit pas état de ces propositions ; mais Napoléon ne tarda pas à offrir le concours des troupes françaises au sultan [1].

Déjà en prenant pour point de départ la Dalmatie et Venise, il opposait résolument l'influence française à l'influence russe. David, chargé d'affaires de France près de l'ordre de Malte à Rome, était nommé vice consul à Traunik, alors résidence du pacha de Bosnie, invité à se rendre immédiatement à son poste, afin d'étudier les dispositions du pacha au sujet des opérations que l'on pourrait diriger contre les Serbes et les Monténégrins [2]. Parant était nommé sous-commissaire des relations commerciales, à Bucharest. Reinhard, ministre plénipotentiaire, conseiller d'État, était envoyé à Yassy, comme commissaire général des relations commerciales dans les provinces ottomanes au-delà du Danube. Napoléon aimait à cacher ses entreprises politiques sous les apparences de missions commerciales. Un jeune officier, Falcowski, originaire de Kaminiec, fut chargé d'explorer le Dniestr de la mer à Choczim, de se rendre compte de la situation des Russes dans ces régions et de l'état des défenses le long de cette rivière et le long du Pruth [3]. L'action de la politique napoléonienne, de la Bosnie au Dniestr, s'opposait nettement à celle de la politique russe, dressait une barrière le long du Danube.

Mais il fallait surtout se mettre d'accord avec la Porte,

1. Aff. étr., Corr. de Turquie, Mémoire d'Aubignosc, 2 août ; — Mémoire Du Bouchet, 16 août ; — Lettres d'Aubignosc, 28 août, 8 septembre.

2. *Id.*, *id.*, Talleyrand à David, 4 août 1806.

3. *Id.*, *id.*, Ruffin à la Porte, 6 juillet ; — Talleyrand à Sébastiani, 31 juillet.

contracter avec elle une étroite alliance. Elle s'y montrait disposée, mais redoutait les colères de l'Angleterre et de la Russie. Il lui était difficile de se tenir en équilibre entre la France et les ennemies de la France. Cependant, après Austerlitz, il n'eût pas été prudent de se refuser plus longtemps aux avances de Napoléon ; une ambassade extraordinaire lui fut envoyée, pour lui porter la reconnaissance officielle de son titre impérial par le gouvernement ottoman. On a vu plus haut que Napoléon affecta de donner une exceptionnelle solennité à cette cérémonie ; il voulait forcer la Porte à se prononcer franchement pour lui.

Les manifestations les plus cordiales furent alors échangées. Durand, porteur d'eau, demeurant Chaussée de l'École Militaire, demandait l'intervention de Talleyrand pour être payé de l'eau fournie à l'ambassade ottomane pendant 12 mois 11 jours, à 80 francs par mois, soit 1289 fr. 6 s. 4 d., plus 300 francs d'un ancien mémoire : il ne faut pas oublier que le Coran défend l'usage du vin[1]. On arrangea cette affaire et on évita des ennuis à l'ambassadeur. Le gouvernement de Constantinople annonçait le prochain envoi à Paris de treize portefeuilles en maroquin, trois grands avec leurs serrures pour l'Empereur, pour le prince Eugène et pour Talleyrand, les autres plus petits pour l'impératrice, les dames et les princesses de la cour[2]. Le 20 juin, Napoléon envoyait une lettre autographe à Sélim. En même temps Talleyrand adressait des lettres aimables au reis-effendi, au grand-vizir, au prince Alexandre Soutzo, au prince Callimachi, premier drogman de la Sublime Porte. Ce sont là les principaux agents de la politique qui va se développer pendant quelques mois. Mais le véritable représentant de Napoléon en Orient, l'instrument spécialement choisi par lui pour poursuivre l'exécution de sa pensée, ce fut le général Sébastiani.

C'est pourquoi les instructions qui lui furent remises ont une importance particulière. Elles furent dictées par l'Empereur lui-même avant de prendre sous la plume de Talleyrand une forme plus correcte et plus diplomatique.

1. Aff. étr., Corr. de Turquie, Mémoire Durand, 8 septembre 1806.
2. *Id.*, *id.*, Ruffin à Talleyrand, 5 juillet.

Voici les brèves notes dictées par l'Empereur :

1° Inspirer confiance et sécurité à la Porte ; la France ne veut que la fortifier.

2° Triple alliance de Moi, Porte et Perse contre Russie.

3° Pas d'arrogance, de l'amitié. Tâcher que la Porte communique à l'ambassadeur les demandes de la Russie et de l'Angleterre.

4° Je ne soutiendrai nulle part des rebelles.

5° Que la liaison avec la Porte apparaisse nettement à la Russie, à l'Angleterre, à toute l'Europe.

6° Jeter de la défaveur sur la Russie ; aucune intimité avec sa légation.

7° Fermer le Bosphore aux Russes, fermer tous les ports, rendre à la Porte son empire absolu sur la Moldavie et la Valachie.

8° Je ne veux point partager l'empire de Constantinople ; voulût-on m'en offrir les trois quarts, je n'en veux point. Je veux raffermir et consolider ce grand empire et m'en servir tel quel comme opposition à la Russie[1].

Cela est clair : Napoléon ne veut point partager la Turquie avec qui que ce soit ; il veut la conserver, soit pour y maintenir à la France la suprématie commerciale que lui assurent les anciennes capitulations, soit pour y développer son influence politique, la prendre sous sa protection, l'absorber peu à peu dans son empire, « s'en servir ». Il semblait que ce ne dût pas être beaucoup plus difficile que d'absorber l'Allemagne où s'organisait à ce moment même la Confédération du Rhin (12 juillet 1806).

Sébastiani partit aussitôt pour Constantinople. Il était le 10 juillet à Vienne, sa femme assez mal portante, le 28 à Bucharest. Sur ces entrefaites, le 20 juillet, la paix était signée entre la France et la Russie par Clarke et le baron d'Oubril, agent russe à Paris ; c'est ce que l'on appelle le traité d'Oubril. La Russie abandonnait Cattaro aux Français, reconnaissait l'indépendance des Sept-Iles. Raguse aussi devait être de nouveau indépendante sous la garantie de la

1. Aff. étrangères. Corr. de Turquie, 20 juin 1806. — La rédaction de Talleyrand est datée du 21 juin.

Porte. La France et la Russie garantissaient ensemble l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman.

Cet accord aurait pu mettre Sébastiani dans un grand embarras ; car il enlevait à ses instructions une bonne partie de leur signification. Napoléon obtenait sans coup férir un résultat précieux en Orient : la Russie abandonnait toutes ses positions dans la mer Méditerranée, se retirait dans la mer Noire, désavouait implicitement toutes les tentatives de rébellion des provinces turques. Dans le même temps, Napoléon devenait le maître de l'Allemagne occidentale, négociait la paix avec le gouvernement anglais alors dirigé par Fox. La paix générale semblait prochaine : Austerlitz semblait avoir suffi pour fonder la prépondérance de Napoléon sur l'Europe.

Il n'est pas surprenant que le traité d'Oubril n'ait pas été ratifié par le tsar et que son signataire ait été immédiatement désavoué et rappelé. Talleyrand en informait Sébastiani le 10 septembre suivant : « Le refus de ratification, disait-il, vient des dispositions favorables à la Porte : la Russie ne veut pas garantir son indépendance, ni celle de Raguse, ni abandonner les Monténégrins. Elle ne veut pas que l'empire ottoman soit consolidé ; elle voudrait y entretenir toujours des désordres et saisir la première occasion d'attaquer le pays affaibli par ses divisions. Il faut donc agir énergiquement, fermer le Bosphore aux Russes, les empêcher de cerner la Turquie de toutes parts de leurs menées[1]. »

Les instructions de Sébastiani reprenaient ainsi toute leur valeur. Même le refus de ratification était une nouvelle offense que Napoléon ressentit vivement. Fox mourut et les négociations anglaises furent interrompues. La Prusse entra à son tour dans la lutte et forma avec la Russie et l'Angleterre la quatrième coalition. La situation politique devenait plus sombre que jamais ; les hostilités en eurent une ardeur plus passionnée. Constantinople fut tout à coup l'un des champs de bataille du conflit où toute l'Europe s'engageait. La mission de Sébastiani prenait une importance capitale.

1. Aff. étr., Corresp. de Turquie, Talleyrand à Sébastiani, 10 septembre 1806.

CHAPITRE II

DÉCLARATION DE GUERRE DE LA TURQUIE A LA RUSSIE

(Décembre 1806.)

I. — Première action diplomatique de Sébastiani.

Sébastiani à Constantinople (9 août 1806). — Destitution des hospodars (24 août). — Premier succès de l'ambassadeur de France.

Protestations et menaces de l'ambassadeur de Russie Italinski. — Rétablissement des hospodars (15 octobre).

II. — La Porte après Iéna.

Napoléon annonce à Sélim III sa victoire d'Iéna. — Occupation de la Moldavie par les Russes. — Efforts de Sébastiani sur le gouvernement turc. — L'audience du sultan au Kiosque des Eaux Douces. — La Porte décidée à déclarer la guerre à la Russie. — Menées de l'ambassadeur d'Angleterre, sir Arbuthnot.

III. — La déclaration de guerre (décembre 1806).

Déclaration de guerre de la Porte à la Russie (24 décembre 1806). — Situation critique de l'empire ottoman à la fin de 1806. — Avantages de l'Angleterre.

I. — Première action diplomatique de Sébastiani.

Ruffin, laissé à Constantinople comme chargé d'affaires, avait hâte de céder à l'ambassadeur la responsabilité de la situation[1]. Car, depuis le départ pour Paris de la mission

1. Aff. étr., Corr. de Turquie. Ruffin à Talleyrand, 10 juin.

extraordinaire ottomane, le Divan était assiégé par les sommations des ministres anglais et russe, qui le mettaient en demeure de « choisir hic et nunc » entre la France et les puissances alliées. Constantinople allait être pendant quelques mois l'un des points de rencontre des influences rivales : la Porte elle-même avait besoin de se sentir soutenue par un représentant autorisé de Napoléon.

Sébastiani arriva à Constantinople le 9 août 1806, après un voyage que la chaleur excessive avait rendu très pénible, particulièrement pour Mme Sébastiani[1]. Il fut l'objet d'une magnifique réception ; le grand vizir, le reis-effendi lui firent aussitôt cadeau de chevaux superbes ; une maison de campagne fut mise à sa disposition pour y passer l'été. Les ministres d'Angleterre et de Russie ne manquèrent pas de se plaindre de ces honneurs extraordinaires qui n'étaient pas conformes aux habitudes diplomatiques.

En vérité, la Porte se sentait toute réconfortée par la seule présence de l'ambassadeur de France. « Elle n'attendait, dit Sébastiani, que le moment de secouer le joug et de se montrer une puissance indépendante[2]. » Le 24 août, avant même que Sébastiani n'eût été reçu par le sultan, les princes de Moldavie et de Valachie étaient destitués : Morousi était remplacé par Callimachi, et Ypsilanti par Alexandre Soutzo. Ils étaient les instruments de l'influence russe, les agents actifs de la désagrégation de l'empire ottoman par la renaissance chrétienne ; ils étaient puissants même au divan, où ils jetaient l'or à pleines mains ; ils méditaient une révolution dans l'empire ; toute la population de religion grecque y était préparée ; le premier signal en avait été donné en Serbie ; les autres provinces devaient suivre. Derrière eux, le gouvernement russe poursuivait ses ambitieux desseins. Aussi Sébastiani triomphait-il de cette énergie de la Porte : « C'est hier, s'écriait-il, que la Porte est sortie réellement de la tutelle et de l'ascendant russe, qu'elle a repris son ancien système et qu'elle a adopté les mesures nécessaires à son salut. »

1. Aff. Etr., Corr. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 22 août 1806.
2. *Id.*, *id.*, 25 août 1806.

Le ministre de Russie, M. d'Italinski, entra naturellement dans une grande colère, protesta contre la violation des traités antérieurs, menaça d'une prochaine déclaration de guerre, dépêcha un courrier extraordinaire à Saint-Pétersbourg. Le ministre anglais, Arbuthnot, crut de son devoir de parler du même ton, adressa à la Porte une « note fulminante », l'accusa de s'être entièrement livrée à l'influence de la France.

Le 28 août, le sultan reçut Sébastiani en audience solennelle ; contrairement à la coutume, l'ambassadeur eut la permission de conserver ses armes pour se présenter devant Sélim ; il fut accueilli par les plus significatives marques de faveur. L'audience fut longue, et, à cause de la gravité des circonstances, la conversation sortit des ordinaires banalités. Sébastiani annonça au sultan que l'Empereur Napoléon était disposé à renoncer à l'institution des barats, ou des patentes de naturalisation accordées par les gouvernements étrangers à des sujets ottomans ; il encouragea Sélim à retirer cette faculté surtout à la Russie qui en abusait pour corrompre un grand nombre des habitants de l'empire turc. Sélim fut très touché de cette concession, comprit que Napoléon ne voulait en effet qu'écarter l'influence russe, et parut résolu à se donner tout entier à la politique française ; non seulement les hospodars étaient destitués ; mais Yousouf aga, « le coryphée du parti russe » à Constantinople, était expédié à La Mecque. Le sultan savait bien qu'ainsi il allait exciter les colères de la Russie ; il était prêt à une résistance vigoureuse ; malheureusement, il ne pouvait pas avoir une confiance absolue dans ses troupes ; les désordres excités en Roumélie par les janissaires étaient à peine apaisés ; il avait conscience de l'insuffisance de ses ressources militaires ; il demanda le concours de Sébastiani ; il le pria de faire venir de France un ingénieur de marine et un officier d'artillerie. La Porte, comme au siècle précédent, se mettait à l'école de la France. Sébastiani pouvait se féliciter déjà d'avoir « rempli toutes les intentions de Sa Majesté ».

Son triomphe ne fut pas de longue durée. Le 29 septembre, Italinski, ayant reçu un courrier extraordinaire de son gouvernement, adressa à la Porte une note extrêmement

énergique : l'empereur Alexandre était très irrité du renvoi des hospodars ; c'était une violation expresse du hatti-chérif de septembre 1802 : les hospodars devaient rester encore trois ans en fonctions ; ils avaient été destitués sans avis préalable au ministre russe, sans motif invoqué. C'est pourquoi le gouvernement de Saint-Pétersbourg, se fondant sur les conventions passées, exigeait le rétablissement immédiat des deux hospodars et leur maintien dans leurs fonctions jusqu'à l'expiration des sept années. Aucune réponse évasive ne serait admise. Si la Porte n'acceptait point les termes de cet ultimatum, Italinski demanderait aussitôt ses passeports.

La Porte répondit le 1er octobre par une note embarrassée : que la Russie n'avait pas non plus respecté les traités antérieurs, que la suzeraineté ottomane n'avait pas été observée dans les Sept-Iles, que les fonctionnaires russes s'y étaient comportés comme les seuls maîtres ; que d'autre part le prince Ypsilanti était un traître et que sa déposition était urgente. Italinski insista : le rappel des deux hospodars avait déjà eu les conséquences les plus déplorables ; il en était résulté une sorte d'anarchie ; le pacha de Widdin, Pasvan-Oglou, en avait profité pour envahir la Valachie avec une troupe de brigands, et il s'était fait payer par les chrétiens de fortes contributions. Il était urgent de rétablir l'ordre dans le pays, de rassurer les populations, de rendre aux hospodars leur autorité ; sinon, le gouvernement russe serait obligé d'intervenir lui-même pour protéger les chrétiens. C'était le développement des avantages assurés à la Russie par le traité de Koutchouk-Kaïnardji.

Le sultan et ses ministres paraissaient résolus à la plus vaillante conduite ; ils donnaient l'ordre de fortifier Bender et les châteaux du Bosphore, de former deux grands camps à Routchouk et à Widdin ; ils appelaient une nombreuse armée d'Asie et allaient la diriger sur Silistrie. Sébastiani n'avait pas une grande confiance : « Tout cela est ordonné, mais tout cela sera mal exécuté et ne sera prêt que dans quelques mois. Dans quelle fausse sécurité avait vécu ce gouvernement jusqu'à ce jour ! Quelle incurie il avait de l'avenir ! Et l'Archipel, dont les îles ne sont habitées que par

des Grecs tout dévoués aux Russes, que deviendra-t-il ? Sera-t-il possible de défendre les Dardanelles ? Je ne le crois pas[1]. »

Le gouvernement turc ne pensait pas autrement. En réalité, l'ultimatum d'Italinski avait jeté l'effroi au divan ; les ministres sentaient bien qu'ils n'étaient pas en état de faire la guerre : « les caisses publiques étaient vides, les places fortes dégradées et mal armées, les troupes peu nombreuses et mal organisées. » La seule présence de Sébastiani ne pouvait pas suffire à arrêter les Russes. Aussi dans le temps même où le sultan donnait à ses armées des ordres belliqueux, écrivait-il lui-même à Napoléon, le 6 octobre, pour lui expliquer la nécessité où il était de rétablir les hospodars ; il se retranchait derrière la non-ratification du traité d'Oubril pour consolider son argumentation un peu spécieuse et surtout pour se faire pardonner sa faiblesse ; il expliquait que la Russie s'était plainte de la violation du traité de 1802, que l'Angleterre menaçait d'ouvrir aussi les hostilités si la guerre éclatait entre la Russie et la Porte ; que le gouvernement ottoman n'avait pas adressé à la Russie de notification préalable au sujet de la déposition des hospodars, « dans la conviction que nous étions que l'on pourrait, d'après la garantie de Votre Majesté, donner de l'extension à la clause de l'indépendance qu'elle avait voulu renfermer dans son traité avec la Russie ». Ce traité n'ayant pas été ratifié, les engagements antérieurs de la Porte persistaient ; c'est pourquoi, Italinski menaçant de partir, l'Angleterre de prendre sa cause, tous deux de déclarer la guerre, « pour éviter cette extrémité prématurée et contraire aux lois de la religion », le gouvernement ottoman avait pris la résolution de réintégrer Ypsilanti et Morousi dans leurs fonctions. Ce long raisonnement avait quelque apparence de solidité ; la nouvelle de la non-ratification du traité d'Oubril n'était en effet arrivée à Constantinople que dans les derniers jours de septembre[2]. Mais si la Porte n'avait en vérité déposé les hospodars qu'en se fondant sur le traité franco-russe, cela enlève beaucoup

1. Aff. étr., Corr. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 10 octobre 1806.
2. *Id.*, *id.*, Sébastiani à Talleyrand, 21 sept. 1806.

de valeur à cet acte d'énergie; elle ne s'y était donc résolue que dans la pensée qu'elle n'y risquait rien. Sébastiani avait l'impression que ce gouvernement n'était conduit que par la crainte, « accoutumé déjà à une verge de fer ».

Le 12 octobre, Arbuthnot faisait passer une note à la Porte ; il annonçait la formation de la quatrième coalition, les armements redoutables levés par la Prusse, la Suède, la Russie, l'Angleterre, la certitude que Napoléon serait écrasé par un pareil effort, et qu'en tout cas il ne serait d'aucun secours à la Turquie. Le 15, les nouveaux hospodars, Soutzo et Callimachi, furent déposés à leur tour et leurs prédécesseurs rétablis dans leurs fonctions. Et Sébastiani laissa éclater son indignation. « C'est la plus honteuse soumission qu'il soit possible de rencontrer dans les annales de cet empire. » Les princes Ypsilanti et Morousi, très riches, ont corrompu tous les ministres de la Porte et en particulier le reis-effendi ; le ministère turc est désormais « en état de vasselage » ; il ne se mène que par l'or et la terreur. Il suffit, continue l'ambassadeur, de considérer sa politique dans les dernières années ; elle a été toujours à la merci des événements extérieurs : après Marengo, la Porte s'était décidée à envoyer une ambassade à Paris ; après la formation de la troisième coalition, elle avait refusé de reconnaître à Napoléon le titre impérial ; après Austerlitz, elle avait chargé Muhib-effendi d'une ambassade extraordinaire ; aujourd'hui, elle apprend la formation de la quatrième coalition : elle est aux pieds des Russes ; Sébastiani demande une audience du sultan ; le reis-effendi refuse. — Il n'y a peut-être pas lieu d'être si étonné de tout cela ; le gouvernement ottoman ne fut pas seul dans l'histoire à se mettre du côté du plus fort : n'est-ce pas souvent le dernier mot de la politique ? Et alors ne faudrait-il pas louer l'habileté de la Porte ?

II. — La Porte après Iéna.

Aussi bien la Porte ne tarda-t-elle pas à s'apercevoir que la force était encore du côté de Napoléon. La quatrième coa-

lition parut écrasée du premier coup sur le champ de bataille d'Iéna. Le 11 novembre, Napoléon faisait lui-même part de sa victoire à Sélim ; il relevait son courage, l'engageait à des résolutions viriles. Et Talleyrand renouvelait ses instructions à Sébastiani : « L'Empereur veut rendre les Principautés à la Porte ; il ne restituera Varsovie et Berlin, s'il doit les restituer, que lorsque la Porte aura recouvré toute son autorité en Moldavie et Valachie... Il faut que le sultan se prononce... Il n'est plus douteux qu'une puissance plus élevée que toutes les autres ne conduise ces événements. » Il s'agit sans doute de la puissance de Dieu ; c'est un argument que Talleyrand suggère à Sébastiani pour presser la résolution de la Porte[1].

La balance politique du gouvernement turc reçut une nouvelle oscillation. Le reis-effendi demanda à voir Sébastiani et tint avec lui une importante conférence. Il se montra prêt à une alliance formelle avec la France ; mais il voulait prendre son temps. — La fortune des armes pouvait en effet se prononcer un jour contre Napoléon, il ne fallait pas trop engager l'avenir. — Il allait envoyer un ambassadeur spécial auprès de l'Empereur pour négocier ce traité. Il désirait aussi connaître les projets de l'Empereur sur la Pologne ; peut-être craignait-il ce redoutable voisinage : « Quel esprit, répondit gravement Sébastiani, pourrait mesurer les desseins de son vaste génie ? » Et comme l'ambassadeur insistait sur la nécessité de se hâter, le reis-effendi en convenait très volontiers ; oui, il fallait agir très vite, mais on ne pouvait se déclarer avant que les armements ne fussent achevés, cela pouvait demander quelques semaines, il convenait de connaître les intentions de l'empereur Napoléon : voulait-il donner à l'alliance un caractère offensif ou seulement défensif ? Il fallait tenir compte aussi des versets du Coran, qui défendent de verser le sang humain et ne permettent la guerre que dans le cas de légitime défense[2]. La conciliation de toutes ces convenances exigeait de la réflexion.

1. Aff. étr., Corr. de Turquie, Talleyrand à Sébastiani, 11 novembre 1806.

2. *Id.*, *id.*, Lettre de Sébastiani, 22 nov. 1806.

Cependant il était urgent de ménager Napoléon établi sur la Vistule. Sélim lui écrivit, le 25 novembre, une lettre touchante ; il exprimait sa joie au sujet de la victoire d'Iéna ; il assurait l'Empereur de ses intentions amicales ; il avait hâte de les pouvoir manifester : « Depuis longtemps notre désir tendait à ce que les fruits salutaires de l'arbre de l'amitié si heureusement planté dans nos cœurs vinssent enfin orner le plateau du grand jour[1]. »

Les vaillantes dispositions du sultan Sélim furent mises à une rude épreuve. Au moment où il croyait avoir satisfait les Russes par la réintégration des hospodars et Napoléon par d'éloquentes protestations d'amitié, une armée russe franchissait le Dniestr (10 novembre) sur trois points : 6 000 hommes occupaient Choczim sous le commandement du prince Dolgorouki ; 10 000, sous le général en chef Michelson, entraient dans Yassy sans coup férir, marchaient sur Bucharest et paraissaient tendre vers la Serbie insurgée ; 20 000 s'emparaient de Bender et attaquaient Ismail, sous la direction du général Tomanski.

L'émotion fut considérable à Constantinople. Le ministre russe lui-même fut surpris et embarrassé par cette nouvelle ; il ne sut quelles explications donner à la Porte, il fut assez longtemps ignorant des intentions de son gouvernement. Ce n'est que le 15-27 novembre que le chancelier de Russie, le baron de Budberg, lui écrivait de Saint-Pétersbourg une lettre qui ne lui parvint qu'au milieu de décembre. Voici comment le gouvernement russe expliquait à son agent cette résolution imprévue.

A la nouvelle de l'arrivée de Sébastiani à Constantinople et de la destitution des princes Ypsilanti et Morousi, la Russie, en envoyant son ultimatum à Italinski, avait préparé une armée sur le Dniestr. — On sait que cet ultimatum ne fut remis à la Porte que le 29 septembre. — Le 1er octobre, explique Budberg, on n'en avait pas de nouvelles. — Il n'était pas possible d'en avoir ; le 1er octobre du calendrier russe ne correspond qu'au 12 octobre du calendrier grégorien. — On fut

1. Aff. étr., Corr. de Turquie, Sélim à Napoléon, 25 nov. 1806.

persuadé à Pétersbourg que la Porte avait repoussé l'ultimatum ; le tsar cependant voulut bien patienter jusqu'au 15-29 octobre. — Le sultan réintégra les hospodars le jour même : la nouvelle n'en pouvait pas parvenir à Pétersbourg avant le commencement de novembre. — Donc, le 16-28 octobre, le gouvernement russe envoya à Michelson l'ordre d'entrer en Moldavie, « pour y rétablir les anciens rapports des traités, arrêter la domination française qui menaçait la Porte d'un asservissement total, paralyser les efforts de Sébastiani à Constantinople, et faire face, au besoin, aux troupes françaises de Dalmatie ».

Le 23 octobre — 4 novembre, la nouvelle arriva à Saint-Pétersbourg de la réintégration des hospodars ; cette nouvelle n'étant accompagnée d'aucune explication, l'empereur Alexandre attendit pour donner de nouveaux ordres à Michelson, et, quand il eut reçu des dépêches plus explicites, il décida que cette satisfaction n'était pas suffisante : cette démonstration isolée et faite de mauvaise grâce ne donnait pas toutes les garanties nécessaires sur les dispositions de la Porte ; les ministres ottomans continuaient d'avoir de longues conférences avec l'ambassadeur de France ; ils ne donnaient aucune certitude, n'avaient encore exprimé aucun ordre matériel au sujet de l'exécution de la reintégration. La Valachie, envahie par les bandes de Pasvan-Oglou, était dans le plus triste état, et la Russie avait solennellement garanti son repos. C'est pourquoi l'empereur Alexandre avait résolu de ne pas rappeler encore le général Michelson en deçà du Dniestr. Il fallait que la Porte s'engageât à laisser les vaisseaux russes passer dans le Bosphore, à renouveler le traité d'alliance de 1798 avec l'Angleterre et la Russie, « pour éviter que le ressentiment de celle-ci ne fût funeste à l'intégrité du territoire ottoman ». En deux mots cela voulait dire : alliance de la Porte avec la Russie, ou occupation indéfinie des Principautés par les Russes. C'était assurément une réponse ferme aux premiers succès de Sébastiani.

Il excita de son mieux les Turcs à la vengeance ; il leur expliqua que l'ambition des Russes était évidemment d'atteindre la Serbie et le Monténégro pour y soutenir la rebel-

lion, de soulever toute la Grèce et les îles, de chasser tous les Turcs de l'Europe : c'était le terme constant de leur politique depuis Catherine II. Le général Michelson traduisait les événements d'une autre façon ; il annonçait, en entrant en Moldavie, les intentions les plus pacifiques, invitait les autorités ottomanes à conserver leurs fonctions dans l'intérêt du bon ordre ; car il ne voulait que défendre la Turquie contre la domination française ; Bonaparte avait l'intention manifeste de détruire les janissaires et d'aider Sélim à établir le Nizam pour se faire ensuite empereur d'Orient. Comme la Russie au contraire ne voulait que du bien à la Porte, il promettait de se retirer dès que la Porte aurait tenu ses engagements ; en attendant, aucune hostilité n'aurait lieu de sa part, à moins de provocation [1].

Ainsi la France et la Russie se disputaient l'honneur d'être utiles à la Turquie. Il n'est point question de prendre ces affirmations au pied de la lettre. Napoléon et Alexandre étaient peut-être aussi ambitieux l'un que l'autre de devenir empereurs d'Orient, de régner sur Constantinople. Mais Alexandre, petit-fils de Catherine II, souverain de l'armée de Moldavie, paraissait beaucoup plus près que Napoléon de l'Église Sainte-Sophie, donc beaucoup plus dangereux. Dans la pensée d'ailleurs que la présence de Napoléon sur la Vistule empêcherait les Russes de prononcer leur action sur le Danube, dans l'espérance qu'une victoire française obligerait Michelson à reculer, le sultan demeura relativement docile aux conseils de Sébastiani, mais avec quelle anxiété, dans quelle attente fiévreuse des événements de la guerre de Pologne !

Aussi bien la situation de l'empire ottoman était-elle fort critique et les inquiétudes de Sélim justifiées. Les ressources militaires les plus indispensables lui manquaient. Les défenses du Bosphore et des Dardanelles étaient dans le plus mauvais état. Les pachas du Danube ignoraient les ordres du gouvernement, n'écoutaient que leur intérêt personnel, se conduisaient de la façon la plus indépendante ; connaissant

1. Aff. étr., Corr. de Turquie, Proclamation du général Michelson, 20 novembre 1806.

l'approche des troupes russes, leur apparition à quelques lieues au nord du fleuve, ils négligeaient d'en informer le sultan et de demander des instructions ; Mustapha le Bairactar, à Routchouk, recevait les communications du général Michelson et ses assurances de bon vouloir, ne paraissait pas très décidé sur la politique à suivre. Le reis effendi lui-même se montrait « tout à fait russe », assure Sébastiani, et était « sans doute vendu aux Morousi [1] ».

Deux vaisseaux anglais arrivèrent inopinément, sous le commandement du contre-amiral Lewis, et jetèrent l'ancre devant Constantinople. Il ne dit point la raison de sa mission. Le sultan n'en fut que plus inquiet, se hâta de montrer au ministre d'Angleterre les plus aimables dispositions, demanda son intervention auprès de son collègue de Russie, afin d'obtenir des explications rassurantes sur l'invasion des Principautés [2]. L'énergie de la Porte faiblissait.

Cependant Napoléon intervenait sans cesse, stimulait son courage, redoublait les lettres amicales. Le 1er décembre, de Posen, il écrivait personnellement à Sélim, renouvelait les termes très chaleureux de son amitié et de son dévouement : « La Prusse, qui s'était liguée avec la Russie, a disparu. Mes armées sont sur la Vistule et Varsovie est en mon pouvoir. La Pologne prussienne et russe se lève et forme ses armées pour reconquérir son indépendance. C'est le moment de reconquérir la tienne... Si tu as été prudent jusqu'à cette heure, une plus longue condescendance envers la Russie serait faiblesse et perdrait ton empire [3]. » Talleyrand, à la même date, liait le sort de la Turquie à celui de la Pologne : « La Porte, écrivait-il à Sébastiani qui devait le redire aux ministres du sultan, n'a perdu son indépendance que depuis l'anéantissement de la Pologne ; elle ne peut la retrouver que dans le rétablissement de cette monarchie [4]. » Et l'Empereur autorisait Sébastiani à « signer un traité secret offensif et défensif par lequel il garantirait à la Porte l'intégrité de ses provinces de

1. Aff. étr., Corr. de Turquie. Dépêche de Sébastiani, 8 déc. 1806.
2. *Id.*, *id.*, Arbuthnot au drogman de la Porte, 13 déc. 1806.
3. Correspondance de Napoléon, XIV, 11 338, 1er déc. 1806.
4. Aff. étr., Corr. de Turquie. Dépêche de Talleyrand, 6 déc. 1806.

Moldavie, de Valachie et de Servie : « Pressez-la de réunir des troupes du côté de Choczim et je m'engagerai à ne faire la paix avec la Russie que de concert avec elle[1]. »

Ainsi la Porte ne se soutenait que par la main de l'Empereur; lui seul redonnait quelque souffle à ce corps moribond. Pouvait-elle paraître moins forte que la Perse, qui armait 80 000 hommes et luttait vaillamment contre les Russes au sud du Caucase? Ne voulait-elle pas saisir l'occasion, agir avec les Français de la Vistule, les Persans de l'Arménie, refouler enfin la Russie dans ses déserts? C'était le moment de reprendre d'un coup tous les avantages qu'elle avait dû céder à la Russie depuis un demi-siècle, de se sauver peut-être pour jamais d'une ruine menaçante.

Les circonstances étaient si évidemment favorables que la Porte se décida à l'action. Elle compta que l'Angleterre ne soutiendrait pas la Russie ; elle ménagea de son mieux le gouvernement anglais et ne rompit jamais formellement avec lui. Elle estima que les Russes des Principautés ne pouvaient pas être tout de suite très dangereux, à cause de la présence de Napoléon en Pologne qui devait les empêcher de s'éloigner beaucoup vers le sud. D'ailleurs une résolution ferme était urgente ; les Russes tenaient un morceau de l'empire ottoman, inauguraient le démembrement ; la Porte n'y pouvait consentir. Elle avait un intérêt capital à répondre aux exhortations de Napoléon, à se confier à Sébastiani.

Elle se fixa à ce parti au milieu du mois de décembre 1806. Le 16, Sébastiani eut une audience du Grand Seigneur au Kiosque des eaux douces ; il remit la dernière lettre de Napoléon ; le sultan se montra disposé à déclarer la guerre à la Russie. Puis l'ambassadeur fut admis à une conférence de tous les ministres ; ils y décidèrent la guerre, et Sébastiani eut la permission d'en informer son souverain. Il obtint que le ministre et la légation de Russie ne subiraient pas les vexations coutumières en pareille circonstance, que le gouvernement ottoman adopterait à cet égard les pratiques des nations civilisées, que les Russes auraient la permission de

1. Corresp. de Napoléon, XIV, 11 337. Napoléon à Sébastiani.

quitter en toute sécurité Constantinople : ce fut un beau triomphe sur la barbarie musulmane, et Italinski fut reconnaissant à Sébastiani de lui avoir évité la rude captivité des Sept-Tours. La guerre à la Russie devait être solennellement proclamée quelques jours plus tard, selon toutes les formalités requises par la loi musulmane, afin d'exciter contre l'ennemi le religieux enthousiasme de toute la population[1].

Dès ce moment, toutes les troupes de Roumélie reçurent l'ordre de gagner immédiatement le Danube. Toutes les troupes d'Asie furent appelées à Constantinople, pour se ranger autour de l'étendard sacré sous le commandement du grand vizir. Car c'était vraiment une guerre sainte, une réplique à la croisade grecque, une levée de toutes les forces de l'Islam pour barrer aux Russes la route de Constantinople. Il en résulta, sous les yeux quelque peu étonnés de Sébastiani, une réelle surexcitation des passions musulmanes ; les pachas en redevinrent plus fidèles. Mustapha le Bairactar répondit aux cordiales communications de Michelson par des plaintes contre l'occupation de la Moldavie, par l'envoi immédiat de quelques troupes en Valachie, jusqu'à Focsani, par l'annonce de son prochain départ. De Widdin Pasvan Oglou n'était pas moins résolu, franchissait le Danube avec 40 000 hommes. En Asie Mineure, le prince des Abazes, le pacha d'Erzeroum envahissaient la Géorgie. Toute la Turquie se soulevait comme un flot pour refouler l'invasion étrangère.

Mais il y avait beaucoup de désordre en tout cela et Sébastiani craignait que tout cet enthousiasme ne fût pas très efficace ni très durable. « Il y faudrait des officiers français, écrivait-il à Talleyrand[2]. » Le sultan en demandait, surtout des officiers d'artillerie et de génie, mais ils ne pouvaient pas arriver aussitôt. En attendant, l'ambassadeur envoya le capitaine de Lascours à Erzeroum, et son beau-frère et aide de camp M. de Coigny à l'armée du Danube. Pour lui, il n'était pas autorisé à quitter Constantinople, où sa présence

1. Aff. étrangères, Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 17 déc. 1806.
2. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 24 déc. 1806.

était indispensable pour soutenir l'effort où venait de se résoudre le gouvernement ottoman.

En effet, si le ministre russe était embarrassé par la nouvelle de l'occupation de la Moldavie, le ministre anglais s'agitait beaucoup pour empêcher la rupture. Il tenait, dit Sébastiani, « la conduite la plus absurde ». Trois jours de suite, il se présenta au palais du divan, forçant l'entrée, se répandant en menaces et en outrages, montrant les vaisseaux anglais embossés dans la Corne d'Or ; et les ministres turcs contenaient leur impatience, parce qu'ils ne voulaient pas rompre avec lui, parce qu'ils étaient mal défendus contre les canons anglais. Arbuthnot tentait encore d'émouvoir la population par de fausses nouvelles, que la moitié de l'armée française venait d'être détruite par les Russes, que l'autre moitié était dans les hôpitaux, ravagée par la dysenterie, que le Portugal et l'Espagne s'étaient réunis à la coalition et envoyaient des troupes aux Pyrénées, que Paris était en pleine révolte. Sébastiani et l'ambassadeur espagnol, marquis d'Almenara, durent démentir ces contes qui rencontraient quelque crédulité.

III. — La déclaration de guerre (décembre 1806).

Le sultan tint bon. Le 24 décembre, il faisait notifier officiellement à Italinski la rupture de toutes relations ; il y résumait les griefs de la Porte : depuis le traité d'Yassy, la Russie ne cherchait qu'à séduire les sujets du sultan, les prenait sur ses vaisseaux, leur donnait des patentes de naturalisation, « s'impatronisait de la marine des insulaires de l'Archipel ». Puis elle avait excité les Serbes à la révolte. Elle avait occupé sans motif le fort turc d'Anacria sur le Phase. Elle avait embauché, en Albanie et même à Constantinople, des sujets ottomans pour l'armée russe. Enfin elle avait occupé la Moldavie, sans déclaration de guerre ; elle s'était emparée violemment de Choczim et de Bender ; elle avait envoyé aux autorités turques un manifeste trompeur.

— C'est pourquoi M. d'Italinski était invité à quitter Constantinople dans les trois jours avec tous les agents russes. Italinski partit pour Malte sur un vaisseau anglais, quelques heures après.

Le même jour, la guerre fut solennellement déclarée à la Russie ; les deux hospodars de Moldavie et de Valachie furent destitués de nouveau. Alexandre Soutzo fut nommé hospodar de Valachie avec droit d'inspection sur les fonctionnaires de la Moldavie. Le grand vizir annonça son prochain départ pour le Danube. L'enthousiasme populaire en fut très exalté[1]. Mais le ministère ottoman demeurait froid ; le reis-effendi continuait de garder une attitude mystérieuse ; les autres fonctionnaires de la Porte n'entraient dans cette aventure qu'à contre-cœur. Sébastiani ne pouvait rien contre cette inertie et cette froideur ; il ne lui plaisait pas de pousser sans cesse au combat des gens qui ne voulaient pas se battre ; il s'estimait très heureux des résultats obtenus et ne pensait pas pouvoir faire plus. Il y avait quatre mois qu'il était à Constantinople et déjà il écrivait à Talleyrand : « Je sollicite de Sa Majesté la faveur d'être retiré de ce pays ; il me serait impossible d'y demeurer davantage. J'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour le service de mon auguste maître. Je le supplie de m'accorder la récompense de m'envoyer à une armée. J'aimerais mieux servir comme volontaire et sans aucun commandement que de rester ici plus longtemps[2]. »

Nul agent sans doute ne mit moins d'enthousiasme à l'accomplissement de sa tâche, et, si elle avait été moins heureuse, on serait en droit de lui en faire quelque reproche. Il avait comme la nostalgie de la Grande Armée ; il n'avait pas foi dans le succès de sa mission ; il se croyait dans un poste sacrifié, chargé d'un devoir sans éclat, loin de l'atten-

1. Napoléon jugea même utile de le réchauffer encore artificiellement. Il fit composer, traduire en turc, imprimer et répandre à profusion dans le Levant une proclamation aux Ottomans, sous ce titre imaginaire : « Le muezzin ottoman à ses frères les musulmans. Appel aux armes. » Paris, 1807, Imprimerie Impériale. Le texte turc est aux Aff. étr., Turquie, supplément nº 24 (1806-1810), pièce 130.

2. Aff. étr., Corr. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 24 déc. 1806.

tion de l'Empereur. Surtout il n'avait que du mépris pour le gouvernement auprès duquel il était accrédité, pour la nation usée qu'il avait à exciter, à redresser. Il considéra Constantinople comme un lieu d'exil. Ce n'est point faire tort à son courage personnel que d'estimer qu'il redoutait un échec, un désastre infligé au sultan par les ennemis de la France; il jugeait les Turcs incapables de lutter contre les Russes ou contre les Anglais ; il avait peur d'être entraîné dans la catastrophe où il voyait sombrer la Turquie; il lui répugnait d'être lié à ce cadavre.

Car il semble bien, au commencement de l'année 1807, que la ruine de la Turquie ne soit pas éloignée ; c'est une opinion commune en Europe, et les faits, vus de près par Sébastiani, paraissent donner raison à cette opinion.

La Porte est sans force. Le sultan est à peine obéi dans sa capitale ; les janissaires murmurent contre lui, forment, à côté du gouvernement régulier, une sorte de gouvernement insurrectionnel. La rébellion est à l'état latent dans la région même de Constantinople. Au delà l'empire ottoman est tombé dans une sorte d'anarchie féodale ; en Asie et en Europe, chaque pacha est maître dans sa province, parfois plus puissant à Constantinople que le sultan lui-même : Pasvan-Oglou, Ali-pacha sont riches, répandent l'or dans le divan, ont leurs créatures parmi les plus puissants fonctionnaires de la Porte, imposent souvent leurs volontés. Au delà, les provinces chrétiennes se soulèvent, sont déjà, comme la Serbie, presque absolument indépendantes. L'empire ottoman, en vérité, n'existe plus ; il est une proie.

Elle tente les convoitises des grandes puissances. La France occupe à cet égard des positions importantes ; le traité de Presbourg vient de l'établir en Dalmatie et Marmont y commande toute une petite armée : Napoléon, vainqueur à Iéna, a son quartier général à Varsovie. Sébastiani est écouté du sultan ; autant que ses illustres prédécesseurs, Vergennes ou Villeneuve, il agit sur les conseils de la Porte. Mais il ne paraît pas que des conseils et même le prestige de Napoléon puissent suffire à la gravité des circonstances. La Porte est trop faible et la France est trop loin.

Les Russes sont déjà maîtres de la Moldavie ; ils menacent la Valachie ; ils sont attirés au sud par l'insurrection serbe qu'ils encouragent, à laquelle ils tendent la main ; ils veulent barrer dans cette direction la route à l'armée de Dalmatie, rejeter les Français dans l'Adriatique. Ils sont appelés au sud du Danube par les vœux secrets ou déclarés des chrétiens ; ils sont les chefs de la croisade orthodoxe qui doit remettre la croix au dôme de Sainte-Sophie. Mais ils sont retenus dans cette marche fatale par la présence de Napoléon en Pologne; il inquiète leurs communications vers le Nord; il les empêche de faire sur le Danube un effort vigoureux; il appelle sur lui presque toutes leurs ressources militaires; déjà il contient leur ambition, il les oblige à planter leurs tentes en Moldavie, à attendre un moment plus favorable pour se remettre en route.

Et tout cela profiterait aux Anglais si les Anglais avaient une politique clairvoyante et énergique. La Porte déclare la guerre aux Russes leurs alliés, se confie à Napoléon leur ennemi. Ils peuvent considérer la Porte comme une ennemie, et maintes fois il leur a fallu moins de prétextes pour faire œuvre de guerre. L'occasion est singulièrement tentante ; Napoléon ne peut rien contre eux dans ces pays ; ils sont maîtres de la mer. Les Russes ne peuvent agir vigoureusement. Constantinople est sans défense. Quelle garantie, si elle tombe entre leurs mains ! Qu'est-ce qu'Austerlitz, qu'Iéna, auprès d'un pareil fait : les Anglais à Constantinople ? Le gouvernement de Londres eut une conscience vague de la politique qu'il devait suivre ; il tenta un coup de main sur Constantinople. Ce pouvait être un moment décisif dans l'histoire de l'Europe.

CHAPITRE III

LES ANGLAIS DEVANT CONSTANTINOPLE ET EN ÉGYPTE

(Janvier-Avril 1807)[1].

I. — La Porte et l'Angleterre.

La situation à Constantinople au commencement de 1807. — Les instructions du gouvernement de Londres à son ambassadeur près de la Porte. — Départ précipité de l'ambassadeur (25 janvier 1807).

II. — Les Anglais devant Constantinople.

Note de l'amiral anglais Duckworth. — Tentatives d'intimidation sur la Porte. — Passage des Dardanelles par les Anglais. — Destruction d'une escadre turque (19 février). — Les vaisseaux anglais devant Constantinople (20 février). — Les inquiétudes et le désespoir des Turcs.

III. — Défense de Constantinople par Sébastiani.

Arrivée d'une lettre de Napoléon. — La Porte résolue à la résistance. — Pleins pouvoirs donnés par le sultan à Sébastiani. — Négociations dilatoires avec l'amiral anglais. — Organisation de la défense par les officiers français. — Enthousiasme du sultan, des ministres ottomans, de toute la population. — Les murailles de Constantinople hérissées de canons. — Rejet de l'ultimatum anglais.

IV. — Retraite des Anglais.

Les vaisseaux anglais lèvent l'ancre (1er mars) et s'éloignent. — Triomphe de Sébastiani. — Les Anglais repassent les Dardanelles sous le canon turc. — Leurs pertes. — Déceptions et colères en Angleterre.

1. Ce chapitre a paru en un article de la *Revue Historique*, tome LXXIII, année 1900.

V. — Les Anglais a Alexandrie.

Méhémet-Ali en Égypte. — Ses luttes contre les chefs des Mameluks soutenus par les encouragements de l'Angleterre. — Les Anglais devant Alexandrie (17 mars 1807). — Occupation d'Alexandrie (22 mars). — Échecs des Anglais devant Rosette (avril 1807). — Évacuation d'Alexandrie par les Anglais (sept. 1807). — Les Anglais toujours maîtres de la Méditerranée.

I. — La Porte et l'Angleterre.

Le 1er janvier 1807, Napoléon est à Varsovie, la Prusse écrasée, les premières armées russes contenues. Il y est arrivé plus vite que ne le croyaient les Russes, et leurs projets sur la Turquie en sont un moment confondus : ils sont déjà obligés de dégarnir leurs troupes du Danube. Sébastiani à Constantinople en est mieux écouté du Divan et fait état des victoires de la Grande Armée pour attacher la Porte à l'alliance française. Napoléon va-t-il donc régner aussi sur le Bosphore, et, au milieu de la dissolution manifeste de l'empire ottoman, s'imposer au « malade » dont chacun déjà escompte la succession prochaine ? Plus que le sacre de Notre-Dame, plus qu'Austerlitz ou Iéna, ce serait pour lui le gage de la domination universelle.

L'Angleterre ne peut le permettre. Elle s'était inquiétée de la descente des Russes en Moldavie et avait dès lors rapproché ses flottes des Détroits. Elle ne fut peut être pas absolument émue de la présence des Français sur la Vistule, puisqu'ainsi les Russes étaient pour un temps impuissants sur la mer Noire et lui laissaient la charge, lucrative sans doute, de combattre à Constantinople l'influence de Napoléon. Que de sanglants combats se livrent dans les plaines polonaises, que la guerre y dure de longs mois, épuisant les adversaires, vainqueurs et vaincus ; cependant, l'Angleterre fera sa main dans la Méditerranée et s'y nantira de gages précieux. Elle sait que les querelles du continent lui assurent toujours du profit.

L'enjeu est gros. Constantinople et les Détroits, c'est la domination de la Méditerranée orientale qui mit jadis aux prises Phéniciens et Grecs, Génois et Vénitiens, qui tient aujourd'hui toute l'Europe inquiète, et les événements qui se sont passés autour de Constantinople et d'Alexandrie au printemps de 1807 en prennent un caractère particulièrement dramatique. L'Angleterre l'a-t-elle suffisamment compris dans le temps? A-t-elle mesuré son effort au résultat promis? N'a-t-elle pas fait une maladroite économie de ses forces, laissé fuir l'occasion?

Pourtant le danger était dès ce moment évident, aggravé par l'opinion unanime que l'empire ottoman était à la veille de sa ruine et Constantinople une proie presque offerte. La poussée de la France sur le Levant n'est pas une fantaisie de l'imagination de Napoléon; elle est une tradition bien des fois séculaire, fondée sur les croisades, sur les capitulations de François Ier, sur toute l'antique foi chrétienne du triomphe de la Croix sur le Croissant, sur toute la vieille politique monarchique de l'alliance de la Croix et du Croissant: avec ou contre le Turc, la France semble marquée pour conduire les destinées du Levant. Et Napoléon résume et concentre toutes ces forces du passé; il paraît prêt à recueillir pour la France les fruits que ce passé promet. Il a perdu l'Égypte, non sans esprit de retour. Il a possédé un moment aussi les îles Ioniennes. Il tient la Dalmatie; il y a une bonne armée sous Marmont. Il envoie des officiers, des soldats en Turquie; il brûle de faire descendre Marmont jusqu'au Danube inférieur. La Grande Armée est en Pologne, près des sources du Dniestr. Sébastiani à Constantinople est aussi puissant qu'un grand-vizir. L'empire ottoman peut en être restauré pour longtemps ou en mourir d'un coup. Il semble que cela ne dépende que de la volonté de Napoléon, et l'ambitieuse imagination de l'empereur suit en Orient les voies d'Alexandre vers la Perse, vers l'Inde.

La poussée de la Russie sur Constantinople et la Méditerranée n'est pas moins forte ni fondée sur de moindres traditions, sur ces traditions qui sont comme la vie d'un peuple, aussi inéluctables que les lois de l'atavisme chez les individus.

La Russie reçut de Constantinople l'orthodoxie et Kiev fut une fille de Byzance. Ivan III épousa Sophie Paléologue, la dernière héritière des empereurs grecs, et l'aigle à deux têtes des tsars est l'aigle de Constantin, qui plane à la fois sur les deux continents. Pierre le Grand et Catherine II ne firent que personnifier la sainte Russie en reprenant le chemin de Byzance. C'est pourquoi le projet grec de l'impératrice émut si profondément toutes les fibres de l'âme russe. L'Angleterre alors était aveugle et prêtait ses amiraux aux flottes russes. Mais, depuis, Paul Ier rêva avec Bonaparte la conquête de l'Iran et de l'Inde. Mais Alexandre Ier, lui aussi, fidèle à son nom, songe à la Grèce et marche au Danube, et Napoléon, plus clairvoyant que l'Angleterre, voit « l'insatiable ambition des Russes, la tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée[1] ». — « Les provinces et les mers qui avoisinent le Bosphore, dit encore le Sénat dans une adresse à l'empereur, sont le centre vers lequel la nature a voulu diriger les routes du commerce du monde. Que les Russes s'en emparent, et le commerce du monde leur sera bientôt asservi[2]. » — « L'Angleterre, écrit enfin l'empereur, en s'alliant avec les Russes, creusera elle-même un abîme dont elle ne reconnaîtra la profondeur qu'en y tombant. »

Le danger se doublera pour l'Angleterre si la France et la Russie s'entendent comme en 1801. Car, ensemble, elles sont capables, par dessus l'empire ottoman, de conduire à travers l'Asie Mineure et la Perse quelque gigantesque chevauchée où seraient englouties l'Inde et la fortune de l'Angleterre. Elles seraient alors les maîtresses du monde. A mesure que la conquête de l'Inde se développe, le gouvernement anglais prend conscience de sa politique nécessaire ; il se rend compte que l'Inde sera un jour le fondement de sa grandeur ; il commence à en surveiller les routes par l'Égypte et l'Asie Mineure et s'aperçoit, non encore avec assez de netteté, que rien de ce qui intéresse le Levant ne peut lui être

1. *Correspondance de Napoléon*, 50e bulletin, 13 janvier 1807.
2. *Moniteur* du 20 mars. Séance du Sénat, du 20 février 1807.

étranger. Il jette alors les bases de sa politique coloniale au XIXe siècle.

Pour le moment, — janvier 1807, — c'est la France qui est sa grande ennemie ; c'est Sébastiani qui la représente à Constantinople. La Russie est retenue sur la Vistule. C'est la poussée de la politique napoléonienne vers l'Orient qu'il faut briser, et, si les Russes ne peuvent franchir le Danube, les Anglais franchiront les Détroits. Ils le firent en effet, mais avec des moyens insuffisants.

Fort inquiets de toutes ces complications, de toutes ces ambitions rivales, les Turcs avaient longtemps hésité à déclarer la guerre à la Russie. Ils s'y étaient décidés enfin le 24 décembre 1806. Italinski avait reçu ses passeports. Le 5 janvier 1807, le sultan lança son manifeste de guerre contre la Russie.

Il y rappelle tous les griefs qu'il a accumulés contre le gouvernement de Saint-Pétersbourg. Il rappelle, plus énergiquement encore que dans sa notification à l'ambassadeur russe, tous les empiétements dont la Russie enveloppe, pénètre l'empire turc depuis un demi-siècle, l'occupation de la Crimée, celle de la Géorgie, le soulèvement des Serbes qui ont reçu de la Russie argent et munitions, la prétention qu'ont les Russes de protéger seuls la république sept-insulaire, quoique les traités assurent à la Porte les mêmes droits, leurs intrigues contre « Son Excellence Ali-pacha, gouverneur de Janina », l'insurrection fomentée dans le Monténégro, les fonctionnaires et les sujets du sultan détournés de leurs devoirs par les consuls russes, les patentes de naturalisation russe multipliées dans les provinces moldo-valaques, avec la connivence des deux woïvodes ou hospodars, toute la Turquie ainsi imprégnée, comme empoisonnée par l'influence russe.

Le sultan a déposé les deux woïvodes qui le trahissaient. Le prince Italinski, ambassadeur de Russie, a protesté au nom du traité de Kaïnardji. Le sultan les a rétablis pour éviter tout prétexte d'hostilités et faire preuve des plus incontestables sentiments de conciliation. Cependant, quelques semaines après, sans raison aucune, contre tout droit des

gens, une armée russe est entrée en Moldavie, a enlevé les forteresses de Bender et de Choczim. Italinski lui-même s'est trouvé surpris de cette brusque invasion et n'a pu en donner les motifs. La Porte a patienté un mois pour avoir des explications ; elle n'en a reçu aucune, pendant que les généraux russes, par d'hypocrites proclamations, s'efforçaient de séduire même les musulmans, de rejoindre en Valachie les rebelles de Serbie.

Mais enfin la Porte renonce à une patience qui ne serait plus que de la faiblesse. Elle fera la guerre, confiante en son bon droit et en la protection que Dieu accorde aux causes justes. Les Russes seuls seront responsables du sang qui sera répandu et des malheurs qui vont accabler l'humanité[1].

Quelques jours après, un firman du sultan Sélim prononça la fermeture des Détroits à tous vaisseaux de guerre.

Le gouvernement anglais n'approuva pas d'abord la conduite des Russes, et l'ambassadeur à Constantinople, Arbuthnot, annonça officiellement sa neutralité, « pourvu que la Porte ne formât aucune liaison avec la France ». Le consul anglais à Bucharest, Summerer, reçut l'ordre de se renseigner de son mieux sur les intentions du général russe Michelson, qui lui avait offert de partager sa table. Mais l'agent russe de cette ville, Rodophinikin, « avec une extrême politesse et par des attentions amenées de bien loin », ne lui témoignait aucune confiance, ne lui communiquait aucune nouvelle, défendait à ses secrétaires de lui rien dire. Summerer pourtant en voyait assez pour se rendre compte que tout n'allait pas pour le mieux : le désordre règne dans l'armée russe ; elle n'avance pas, tout en manifestant pour les Turcs un mépris solennel, mais profondément déplacé.

Ypsilanti se mêle de tout, « surtout de ce qu'il n'entend pas » ; il nomme des ministres un jour, les révoque le lendemain ; il passe des revues, préside des divans avec une majesté affectée et ridicule, se fait détester même de ses anciens sujets moldaves, compromet par ses sottises les succès

1. *Moniteur* du 13 mars.

des Russes. « La Russie aurait bien mieux fait de terminer à l'amiable son différend avec la Porte[1]. »

Mais il eût été dangereux à l'Angleterre de rompre avec les Russes : il ne fallait pas leur donner la tentation de se rapprocher de la France, et si, seuls ou avec Napoléon, ils entreprenaient de hâter la solution de la question d'Orient et le démembrement de l'empire turc, il convenait au gouvernement de Londres de se tenir prêt, et, par précaution, de prendre des garanties. Il ne fallait pas se désintéresser de la situation de Constantinople; il y fallait au contraire porter la plus scrupuleuse attention.

Dans le courant de janvier, Arbuthnot reçut enfin des instructions officielles très précises. Il devait exiger le renouvellement de l'alliance anglo-turque de 1798, l'expulsion de Sébastiani, la remise à la flotte anglaise des forts des Détroits et des vaisseaux turcs, la cession de la Moldavie à la Russie, jusqu'au rétablissement de la paix générale[2]. L'Angleterre faisait cause commune avec la Russie, trop même, car la dureté des conditions imposées au sultan ne pouvait que l'irriter et fortifier l'influence de Sébastiani, qui convainquit facilement le divan que les Anglais et les Russes voulaient la ruine de la Turquie et qu'elle n'avait de défense que dans l'alliance française. Plus de modération eût été plus habile de la part du gouvernement de Londres.

Aux prétentions anglaises le reis-effendi Halet-pacha répondit en proposant un armistice de trois mois, applicable à la Russie. Arbuthnot refusa[3].

Une dernière conférence eut lieu entre eux le 25 janvier. L'ambassadeur britannique y fut assez embarrassé pour expliquer la nouvelle position prise par sa cour, qui, en somme, n'avait rien à reprocher à la Turquie. Il allégua la partialité de la Porte en faveur de la France depuis l'arrivée de Sébastiani ; le retard de trois semaines mis par elle au

1. *Moniteur* du 8 mai. Lettres de Summerer à Arbuthnot.
2. Affaires étrangères. Correspondance de Turquie : Sébastiani à Talleyrand, 24 février 1807.
3. Arch. nat., AF IV, 1688, doss. n° 5 : dépêche du ministre danois, baron de Hübsch.

rétablissement des woïvodes de Moldavie et de Valachie était « la preuve évidente de la supériorité d'influence acquise par la cour de France » ; c'était aussi à l'instigation de l'ambassadeur français que le sultan avait prononcé la fermeture des Détroits aux vaisseaux de guerre. Il fallait que la Porte reprît les termes de son ancienne amitié avec la Russie et l'Angleterre, expulsât la légation française. Déjà les troupes russes approchaient du Danube, les vaisseaux anglais étaient dans l'Archipel ; si la Porte ne cédait, la puissante flotte anglaise opérerait sa jonction avec la flotte russe de la Méditerranée, « pour emboucquer ensemble le détroit des Dardanelles ».

Halet-pacha, dont le parti était enfin pris, au moins provisoirement, de s'accorder avec Sébastiani, était à l'aise pour répondre à ces affirmations ; il repoussa la menace avec beaucoup d'énergie : l'ambassadeur français n'avait exercé aucune action sur la Porte ; la France, d'ailleurs, n'est pas maîtresse de la mer et ne peut rien contre Constantinople. Les hospodars des provinces danubiennes n'ont été déposés que pour cause de crimes prouvés, et l'ambassadeur de France n'a su leur déposition qu'avec les autres habitants de Constantinople. En rétablissant ensuite ces hospodars criminels, en subissant ainsi « le plus cruel affront pour une puissance indépendante », le sultan Sélim a prouvé avec éclat son désir de ne pas rompre avec la Russie et avec l'Angleterre ; ainsi, « par un effort sublime, il s'est mis au dessus des sentiments qui ont le plus d'empire sur les hommes, afin d'acheter la paix et le bonheur de ses sujets au prix des sacrifices les plus pénibles pour son cœur », consentant même à recevoir les hospodars dans son palais et à leur rendre toutes les marques de sa faveur. Pour prix de sa condescendance, il n'a obtenu que la guerre ; ses provinces ont été envahies ; les généraux russes ont répandu à travers son empire les manifestes les plus outrageants. Il avait espéré du moins que la Grande Bretagne agirait plus généreusement et apprécierait sa bonne volonté. Il regrette amèrement de s'être trompé ; mais il est « dérisoire de donner pour preuve de l'influence de la France la facilité avec

laquelle on a fait tout ce qu'a voulu l'Angleterre ». Au reste, il a confiance en la justice de sa cause ; cet empire existe par la volonté de Dieu grand et miséricordieux, et, si telle est la volonté divine, du désespoir même auquel on a réduit le sultan Sélim résultera l'énergie nécessaire pour la défense de l'État[1].

Le soir même de ce 25 janvier, l'ambassadeur Arbuthnot se rendit à bord de l'*Endymion,* portant le pavillon du contre-amiral sir Thomas Lewis. Une grande fête y avait été préparée, à laquelle les principaux commerçants anglais de Constantinople avaient été invités. Ils y vinrent nombreux, en costume de gala, et le banquet fut très brillant. Au milieu de la nuit, l'*Endymion* coupa les chaînes de ses ancres, et, profitant du vent qui soufflait du Nord, vogua vers les Dardanelles. L'ambassadeur annonça alors aux invités qu'ils ne retourneraient pas à la ville, que la situation n'y était pas sûre pour eux, que les relations étaient rompues avec la Porte. Ils protestèrent, se plaignirent hautement : ils avaient laissé leurs familles, leurs richesses ; ils avaient au moins leurs affaires à régler. Ce fut en vain. La fuite se poursuivit toute la nuit à force de voiles. Les Turcs des Dardanelles laissèrent passer le vaisseau anglais, ignorant qu'il emportait l'ambassadeur. Il rejoignit à Ténédos d'autres vaisseaux qui formèrent bientôt une flotte imposante.

Le 29 janvier, Arbuthnot renouvelait son ultimatum à la Porte et la déclarait responsable de la vie et des biens des résidents anglais.

En même temps, le baron de Hübsch, ministre du Danemark, était chargé de la protection de ces intérêts et en particulier des biens de l'ambassadeur britannique, de sa vaisselle, « estimée à plus de 6000 louis d'or ». Arbuthnot lui recommandait les femmes laissées à Constantinople, le priait même de s'adresser à l'ambassadeur de France « pour qu'il empêche que la Porte manque envers ces personnes en

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie : déclaration d'Arbuthnot, 24 janvier. — *Moniteur* du 25 mars.

tout ce qu'on pourrait attendre d'un gouvernement civilisé » ; à l'occasion, il en ferait autant pour les Français ; il serait surtout empressé pour la famille de l'ambassadeur, ayant eu l'honneur d'être intimement lié avec la famille de Mme Sébastiani[1].

Sébastiani n'avait pas attendu cette invitation pour accomplir à l'égard des Anglais de Constantinople tout son devoir d'humanité : ils ne souffrirent aucun dommage, même dans les journées plus critiques qui suivirent[2].

Quelques jours après, embarrassé peut-être de la conduite qu'il avait tenue, Arbuthnot écrivit à plusieurs membres du corps diplomatique pour expliquer son départ, assurant qu'il n'avait eu d'autre objet que de se mettre dans une position où il pût continuer avec sûreté les négociations. Il engagea en effet quelques pourparlers avec le capitan pacha établi aux Dardanelles. De son côté, le gouvernement ottoman déclarait qu'il ne trouvait point convenable d'entrer en négociation formelle avec un ambassadeur qui avait quitté son poste, qu'il enverrait ses explications directement à Londres, et, dans une circulaire aux ministres étrangers, il se plaignait vivement du départ subit de l'ambassadeur, « rien n'ayant été fait contre lui ni contre les autres sujets anglais qui ait pu compromettre leur sûreté ». Enfin, il remettait au baron de Hübsch, muni de procurations du « susdit ambassadeur », tous les effets et meubles appartenant à ce dernier ; il assurait sa protection à toutes les familles et sujets anglais restés dans le pays et s'occupait de pourvoir à leur sûreté parfaite dans tout l'empire ottoman[3].

Arbuthnot avait sans doute craint d'être enfermé aux Sept-Tours, par une application turque du système du blocus continental et selon la coutume de la Porte. Cependant, une fuite aussi rapide, dans une telle confusion des intérêts des marchands anglais, eût été à peine explicable si la rupture diplomatique avait été brusque et si les hostilités

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie : Arbuthnot au baron de Hübsch, 29 janvier.

2. *Ibid.*, 30 janvier : Sébastiani à Talleyrand.

3. *Moniteur* du 1er avril.

avaient aussitôt commencé. Mais cette rupture ne fut pas consommée, ni à ce moment, ni même dans tout le mois qui suivit, et ainsi il ne paraît pas que la dignité de l'ambassadeur britannique soit sortie intacte de toute cette affaire.

Certes, il affecta tout d'abord de ne plus pouvoir entretenir de conversation avec la Porte, et les pourparlers qui durèrent tout le mois de février, — avec quelques intermèdes de coups de canons, — furent conduits par le contre-amiral sir Thomas Lewis ou ensuite par le commandant en chef de la flotte anglaise, l'amiral Duckworth. Mais ceux-ci expliquèrent maintes fois leur intervention par diverses indispositions de l'ambassadeur, et il ne se désintéressa nullement des négociations. Aussi bien ses instructions lui défendaient sans doute d'aller jusqu'à l'ouverture des hostilités : les Anglais menacèrent sans cesse de la guerre sans s'y résoudre ; ils pensèrent que la menace serait suffisante ; ils refusèrent d'affronter les conséquences d'une guerre déclarée. Les menaces auraient peut-être suffi en l'absence de Sébastiani ; comme elles furent inutiles, leur amour-propre eut fort à souffrir. Mauvaise politique que celle des menaces sans effet.

II. — Les Anglais devant Constantinople.

Dès le lendemain de son départ, Arbuthnot laissa au drogman de la Porte une note annonçant la prochaine jonction des vaisseaux russes et des vaisseaux anglais et le danger que courrait Constantinople si les Turcs refusaient de négocier sur les bases posées par le gouvernement de Londres. Le reis-effendi répondit que la Sublime Porte, en présence de la grande surexcitation de l'opinion musulmane, n'avait pas le pouvoir de désigner un endroit sûr pour y tenir des conférences. Duckworth intervint alors, déclara que l'ambassadeur britannique considérait sa mission comme terminée, que, si pourtant la Porte venait à se défaire de l'influence étrangère, elle n'aurait qu'à envoyer son pavillon parlementaire, que même au milieu d'une bataille cette

ouverture serait aussitôt accueillie[1]. En même temps, des instructions étaient remises au contre-amiral Lewis pour le cas où des négociations seraient engagées avec un plénipotentiaire ottoman. En voici le sens général :

Elles rappellent combien la Porte a eu à se plaindre dans les dernières années de la conduite de la France et surtout de Bonaparte, qui, dès le début de sa carrière, ne parut pas avoir de plus ardente ambition que celle de démembrer l'empire ottoman ; au contraire, la Russie et l'Angleterre ont été, dans ces circonstances, les plus fidèles alliées de la Turquie, qui, sans elles, aurait déjà perdu l'Égypte et la Syrie. Les ministres du sultan peuvent eux-mêmes décider qui, de la France ou des alliés, a le plus de moyens de nuire.

L'ambassadeur de Napoléon a de beaucoup exagéré l'importance des succès de son souverain : la vérité est que l'armée française est en Pologne dans une situation très critique ; au contraire, les vaisseaux anglais sont tout près ; ils franchiront aisément les Dardanelles et réduiront Constantinople même à la plus entière détresse ; toutes les parties maritimes de l'empire turc tomberont bientôt aux mains de l'Angleterre. Si ces considérations ont quelque influence sur le divan et qu'il se montre animé enfin des sentiments que doit lui inspirer la gravité des circonstances, le contre-amiral ne doit accepter de discussion que sur la note du 25 janvier ; en particulier, « il est désormais hors de la question d'imaginer que l'ambassadeur français et un ambassadeur anglais puissent résider en même temps dans cette capitale ». L'Angleterre consent seulement que l'expulsion du général Sébastiani ne soit pas mentionnée dans l'acte public à intervenir ; elle pourra ne faire l'objet que d'un article strictement confidentiel et secret, et les moyens d'exécution seront laissés à la décision des ministres de la Porte[2].

Décidément, les Anglais attribuaient à Sébastiani toute la

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie : déclaration d'Arbuthnot, note de Duckworth.

2. *Id.*, *id.* : instructions au chevalier contre-amiral Thomas Lewis, 26 janvier 1807.

responsabilité de la politique nouvelle de la Turquie, et ils avaient en grande partie raison. Pendant ces quelques semaines, il fut le conseiller intime du sultan ; mieux même, on sollicita son appui, son intervention effective ; on parut lui reconnaître, par une sorte de foi fataliste, quelque chose de la toute-puissance de Napoléon. Dès le 27 janvier, il fut tenu au courant des prétentions de l'Angleterre, et toutes les notes d'Arbuthnot, puis de Duckworth, lui furent communiquées. Il reçut aussitôt le grand ordre du Croissant. Le sultan fit préparer divers présents, des cassolettes à parfums pour Talleyrand, une paire de pistolets garnis en or et brillants pour l'empereur : l'envoi de ces armes fut retardé de quelques jours parce qu'on s'aperçut que les canons en étaient de fabrication anglaise[1].

Il répondit à ces avances. Il envoya son aide de camp de Lascours, d'abord désigné pour Erzeroum, aux Dardanelles pour en organiser la défense ; il eut de longues conférences avec le divan et le trouva tout entier calme, confiant, docile à ses avis. Il constata les bonnes dispositions de la Porte et de tous les Musulmans. Il recommanda aux Grecs la plus grande fidélité envers Sélim ; il y fut aidé par le mandement du patriarche Grégoire à tous ses métropolitains, rappelant « la soumission due au prince, à la puissance établie sur nous de la part de Dieu comme notre commune nourricière et bienfaitrice... Nous devons former constamment et de tout notre cœur des vœux et des prières pour notre très clément et auguste empereur, dont la puissance soit à jamais invincible et triomphante[2] ».

Sébastiani y mettait beaucoup moins d'enthousiasme. Il n'avait aucune confiance dans les moyens de résistance que pouvait offrir la Porte ; il les estimait presque nuls. Il connaissait la lâcheté des ministres ottomans ; il craignait qu'il ne fût impossible de les tenir dans l'énergie dont ils se vantaient comme d'une exceptionnelle vertu. Il les sentait inquiets, énervés des bruits qui couraient de sanglantes défaites subies par les Français.

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie : Sébastiani à Talleyrand, 27 janvier.
2. *Id.*, *id.*, janvier 1807.

C'étaient de fausses nouvelles que répandaient les Autrichiens. On annonçait, le 16 janvier, de Vienne : « Le corps entier de Bernadotte vient d'être défait. Les Russes sont à Varsovie ; les Français ont perdu 100000 hommes et reculent sur Posen ; ils sont réduits aux dernières extrémités, et il faudrait que Bonaparte eût dix fois plus de bonheur et d'esprit qu'il n'en a pour se tirer d'affaire. Ses communications sont même coupées avec le Rhin par l'insurrection des Hessois, qui ont battu les Bavarois, détruit la garnison de Mayence et arrêté tous les conscrits venus de France. Les Russes et les Anglais ont débarqué à Naples ; Joseph s'est enfui jusqu'à Florence. Les troupes autrichiennes sont massées en Bohême. » Ces nouvelles étaient confirmées, le 19 janvier, de Czernowitz : « Toute l'armée française est en déroute. Murat est mortellement blessé. Le mécontentement de cette armée est très grand, la désertion plus grande et le manque de vivres encore plus grand. Les généraux, mécontents de Bonaparte, se plaignent de ce qu'il a enterré l'honneur de l'armée française dans les marais de la Pologne. L'Autriche est à la veille de se déclarer contre lui[1]. »

Ces renseignements, en partie sincères et inspirés par les rudes combats livrés autour de Varsovie à la fin de décembre, étaient surtout destinés à briser l'opposition des Turcs aux exigences anglaises, et ils en étaient émus. Aussi Sébastiani ne faisait-il aucun fond sur la durée et la fermeté de leur résistance. Talleyrand n'y comptait pas non plus beaucoup ; il souhaitait un arrangement entre la Porte et l'Angleterre et facilitait le passage d'un courrier turc envoyé à Londres à travers le continent. Il craignait de voir les Anglais à Constantinople. Il souhaitait aussi que les Turcs n'eussent plus à lutter contre eux afin que leur diversion fût plus efficace sur le Danube contre les Russes. En quoi il se faisait illusion : les Turcs n'étaient en aucun cas capables d'une diversion efficace sur les frontières méridionales de la Russie. Napoléon ne tarda pas à en faire l'expérience.

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie, 11 février : lettres du consul anglais de Bucharest à Arbuthnot.

Cependant, les vaisseaux anglais achevaient leur concentration dans les eaux de l'île de Ténédos ; Arbuthnot reprit la conversation avec la Porte par l'intermédiaire de son drogman Pisani.

Il écrit du *Canopus*, le 6 février : « La frégate *l'Active* est arrivée. Les amiraux sir John Duckworth et sir Sydney Smith ont préparé une grande quantité de galiotes à bombes ; de terribles malheurs sont inévitables si le capitan-pacha ne se rend pas immédiatement des Dardanelles à Ténédos. C'est là une dernière sommation, une déclaration amicale, mais à laquelle il faut répondre dans le délai d'une heure. »

Le 8 février : « Les amiraux vont partir dans la journée. Que les châteaux des Dardanelles ne tirent pas, ou le carnage, ici et à Constantinople, sera terrible. Vous feriez bien de faire avertir votre femme de quitter Péra. Notre désir est la *paix*. Si les châteaux ne tirent pas sur nous, nous saluerons au passage le capitan-pacha de dix-sept coups de canon. Sir Sydney Smith a été envoyé exprès pour commander les vaisseaux de bombardement. Pensez seulement que nous avons trois amiraux dans cette flotte !!! *(sic)*. Les Turcs doivent voir que nous sommes sérieux. »

Le 9 février : « Le gouvernement anglais sera satisfait si au moins le sultan donne l'ordre de cesser les hostilités contre la Russie ; mais il faut une réponse avant la soirée de demain. Quelle qu'elle soit, la flotte britannique doit *nécessairement* aller à Constantinople ; c'est aux Turcs à décider si ce sera comme amis ou comme ennemis. »

Le capitan-pacha se montre disposé à des conférences au château d'Asie. Le 10 février, Arbuthnot écrit qu'il veut bien s'y rendre ; « mais un seul coup de canon dirigé contre nous durant le passage changera entièrement la nature de la question ».

Une conférence est tenue le 13. Mais le capitan-pacha déclare qu'il n'est pas autorisé à traiter avec l'ambassadeur. Arbuthnot, qui est monté sur le *Royal-Georges*, vaisseau-amiral de sir John Duckworth, écrit le même jour à Pisani : « L'amiral a résolu de franchir les Dardanelles ; il consentira seulement à mouiller hors de portée de Constantinople

pour qu'on ne puisse lui supposer des intentions hostiles. »

Nouvelle lettre, le 15, du *Royal Georges* : « Un accident a retardé le départ de la flotte. *L'Ajax*, vaisseau de 74, a été détruit par un incendie ; la moitié de l'équipage a péri. » Il faut que Pisani se renseigne sur la situation des armées françaises pour aider Arbuthnot aux négociations qui vont commencer : « Il est décidé qu'on ne saluera pas le capitan-pacha au passage : on pourrait prendre ces coups de canon pour le commencement des hostilités. »

Encore une lettre le 17 février, toujours du *Royal-Georges*. Arbuthnot a un service personnel à demander au capitan pacha ; c'est qu'il « laisse passer une chaloupe contenant des habits pour mes enfants qui n'ont pas de quoi changer... L'amiral en chef, l'amiral Lewis envoient leurs respects à cet illustre Ottoman ».

Les Anglais redoutaient autant et plus que les Turcs une rupture irrémédiable. Ils n'étaient peut-être pas très sûrs de leurs moyens : le vent contraire retardait l'entrée de leur flotte dans les Détroits. Ils se seraient estimés heureux d'un semblant de succès diplomatique, qui eût ôté à Sébastiani toute action sur la Porte. Ils étaient disposés à user de toutes sortes de ménagements, même de politesses assez humbles pour empêcher le sultan de se jeter dans les bras de l'ambassadeur de France. Ils s'efforçaient de bien établir que le passage des Dardanelles même ne serait pas un acte d'hostilité ; ce n'était pour eux qu'un moyen d'intimidation ; ils ne doutaient pas qu'il dût suffire[1].

Le 19 février, à huit heures du matin, le vent soufflant du sud, l'amiral Duckworth laissa deux vaisseaux à l'entrée des Dardanelles et entra dans le détroit avec six vaisseaux de ligne, deux à trois ponts, trois frégates et un brick. Il passa entre les châteaux. Les travaux n'étaient pas achevés, malgré l'activité qu'y avaient mise M. de Lascours et ses officiers. Cependant, les batteries turques ouvrirent sur les vaisseaux anglais un feu très vif, qui d'ailleurs eut peu d'effet ; pas un

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie, février 1807.

mât ne fut abattu, quelques voiles seulement furent déchirées. Les Anglais ne répondirent point et disparurent au nord dans la fumée de la canonnade ottomane.

A la sortie du détroit, vers la mer de Marmara, dans un repli de la côte, à Nagara, près de Gallipoli, Duckworth surprit une escadre turque. L'équipage était en grande partie dispersé ; c'était le second jour de la fête du Courban-Beïram ; matelots et canonniers étaient presque tous descendus à terre, pour se trouver à la mosquée. Les Anglais attaquèrent, irrités des quelques boulets qu'ils avaient reçus, et, « commettant un de ces crimes dont cette nation seule est capable[1] », ils brûlèrent six bâtiments, un vaisseau de 74 et cinq belles frégates ; un seul, un petit brick, put s'échapper et gagner Constantinople. Quelques soldats anglais, débarqués sur le rivage, enclouèrent les canons de la batterie de Nagara ; les canonniers épouvantés jetèrent refouloirs et écouvillons et s'enfuirent dans l'intérieur, abandonnant les officiers français impuissants.

L'incendie des vaisseaux fut aperçu de Constantinople ; « il enflamma tous les esprits[2] ». Cependant, quand, le 20 février, à cinq heures du soir, l'escadre anglaise arriva en vue de la ville et jeta l'ancre à deux portées de canon, rangée en face du Sérail et des Sept-Tours, la terreur fut grande, au Sérail du moins, le plus exposé ; pendant toute la nuit qui suivit, on n'entendit que les cris des femmes et les gémissements des eunuques, et les Anglais jouirent sans doute de l'impression produite.

Il y eut en vérité un moment de vive stupeur et de désarroi absolu. On n'était pas prêt. Constantinople n'avait aucune défense, rien sur les murailles, point de batteries dressées, toutes les apparences d'une ville ouverte. L'amiral crut au complet succès de son entreprise. Sébastiani y croyait tout autant ; il en écrivait le 18 février à Talleyrand : « L'effroi des Turcs ne peut se peindre ; ils ne songent qu'à

1. *Moniteur* du 15 avril : récit officiel des événements arrivés à Constantinople, avec de nombreuses pièces à l'appui.
2. *Ibid.*

transiger et à obtenir avec des bassesses des conditions plus douces. Les batteries que je me suis efforcé de faire faire ne sont pas achevées, et j'ai l'air d'être ici le seul intéressé à la défense de la ville. Votre Excellence ne peut se faire une idée de l'insouciance qui a régné jusqu'ici ; à cette insouciance invincible a succédé la crainte. » Et il ajoutait : « Le Grand Seigneur souscrira à toutes les conditions qui lui seront imposées. Non seulement on me donnera l'ordre de quitter Constantinople, mais, si les Anglais le désirent, on me mettra aux Sept-Tours. » Cependant, dans la même dépêche [1], il exprimait sa confiance en tous les ministres, et notamment le reis effendi, « qui depuis quelque temps se conduit d'une manière digne d'éloges et avec lequel je suis dans les meilleurs rapports ».

Il semblait bien en effet que les Anglais eussent alors la Porte à leur merci.

« La situation de Constantinople était vraiment critique, écrivait quelques jours après un comte polonais témoin de ces événements [2] ; dix pièces de canon n'étaient pas en état de tirer ; une seule batterie était à moitié faite, et, il faut l'avouer, si les Anglais eussent profité de ce premier moment pour s'introduire dans le port, ils auraient pu détruire l'escadre turque et les établissements maritimes. » C'était aussi l'opinion de Sébastiani : « Il ne faut point dissimuler que les Anglais ont été au moment de tout obtenir et que, s'ils avaient tenté un coup de main sur le port le lendemain ou le surlendemain de leur arrivée, ils n'auraient pas eu à essuyer le feu de dix pièces de canon et s'y seraient établis sans difficultés [3]. » La flotte turque, composée de deux vaisseaux à trois ponts, de sept vaisseaux de 74, de six frégates, six corvettes et deux chaloupes canonnières, était à sept lieues de là, à la sortie du Bosphore vers la mer Noire ; les Anglais

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie, 18 février.

2. Je dois la communication de cette pièce à l'obligeance de M. le comte Horace de Choiseul. Elle est extraite des Archives de l'ambassade de Constantinople sous ce titre : Lettre du comte de X. X., voyageur polonais, à son frère en Podolie.

3. Aff. étr. Corresp. de Turquie : 3 mars, Sébastiani à Talleyrand.

cherchaient à l'attirer sous leur canon et espéraient la détruire. Du moins, elle ne pouvait servir à la défense de Constantinople. La ville, en un mot, était ouverte.

Le comte polonais cité plus haut attribue le mérite de la résistance au sultan : « Il fallait, dit-il, une fermeté héroïque pour prendre dans ce moment la résolution courageuse et noble de la défense, et Sultan Sélim a acquis, dans cette circonstance, des droits à l'admiration de ses peuples et des nations. On m'a assuré qu'il avait déclaré qu'il s'ensevelirait sous les ruines de sa capitale, qu'il l'abandonnerait même, s'il le fallait, plutôt que de subir des lois qui lui étaient si insolemment dictées. »

La vérité est que Sultan Sélim ne fut pas éloigné de céder et qu'il fallut toute l'énergie de Sébastiani pour le tenir dans le ferme dessein de la lutte.

Dès le 17 février, prévoyant la prochaine attaque des Anglais, l'ambassadeur de France adressait une note officielle au divan pour l'encourager à la résistance. Il lui disait la force de Constantinople, l'impossibilité évidente à quelques vaisseaux britanniques de s'en emparer, le ridicule qu'il y aurait à s'effrayer d'un si petit danger, la situation critique où ces vaisseaux se trouveraient en peu de jours si on leur fermait le retour en fortifiant les châteaux des Dardanelles.

Cela n'empêcha pas que, le 20 février au soir, au milieu de la confusion générale, le sultan envoyât immédiatement l'un de ses officiers, Isaac-bey, à l'ambassade de France, pour informer Sébastiani que les Turcs ne se croyaient pas en état de se défendre et qu'ils ne pouvaient pas répondre de sa sûreté, car les Anglais ne manqueraient pas de le désigner comme l'auteur de la guerre. Sébastiani ne fut point surpris de cette démarche; il s'y attendait depuis longtemps. Il n'en manifesta pas moins la plus vive indignation :

« Je répondis à Isaac-bey que rien ne me ferait abandonner le poste qui m'avait été assigné par mon auguste maître ; qu'un ambassadeur de France appartenait à une trop grande puissance et était trop sûr d'être vengé pour craindre une émeute populaire ; qu'au reste je le chargeais de dire à

Sa Hautesse elle-même que ce serait non seulement perdre l'honneur de l'empire ottoman, mais même s'exposer à perdre la Turquie européenne si on acceptait les conditions que voulait lui imposer l'Angleterre et qu'il valait encore mieux quitter cette capitale, se retirer par exemple à Andrinople, que de livrer aux Anglais une puissance de trente millions d'habitants ; que d'ailleurs la Sublime Porte ne pouvait pas ignorer que son adhésion au traité proposé par M. Arbuthnot ne lui ferait pas seulement perdre l'amitié de S. M. l'empereur, mais l'exposerait à toute sa colère[1]. »

Le même jour venait justement d'arriver à l'ambassade une lettre de Napoléon au sultan, datée du 20 janvier, de Varsovie. Il félicitait le sultan de s'être décidé à repousser vigoureusement l'invasion russe en Moldavie :

« Votre Hautesse peut être certaine que je la seconderai de tous mes moyens. L'armée russe continue à fuir devant moi. Le moment est venu de consolider l'empire des Ottomans ; mais il faut que Votre Hautesse prenne toutes les mesures énergiques qu'offre la fidélité de ses peuples pour ne laisser à nos ennemis communs aucun instant de repos[2]. »

III. — Défense de Constantinople par Sebastiani.

Sébastiani se hâta de faire traduire cette lettre et de la remettre à son adresse.

Que pouvait faire la Porte ? Céder aux Anglais, c'était livrer Constantinople, pendant que les Russes prenaient la Moldavie et menaçaient la Valachie. C'était déjà le démembrement de l'empire. C'était d'ailleurs encourir la colère de Napoléon, qui semblait être alors le seul défenseur de l'intégrité de l'empire ottoman, mais qui ne manquerait pas sans doute d'agir autrement, si on lui en offrait le prétexte. — Résister aux Anglais, c'était garder l'alliance précieuse de Napoléon, courir la chance d'une victoire qui serait singu-

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie : 3 mars, Sébastiani à Talleyrand.
2. *Correspondance de Napoléon*, t. XIV, n° 11671.

lièrement profitable au prestige de la Porte. C'était peut-être lui rendre la grandeur de jadis, la régénérer par l'imitation de la France, reprendre le cours interrompu des victoires passées, consolider à jamais, comme disait Napoléon, l'empire des Ottomans.

On le comprit à Constantinople. On se décida à la résistance. On pria Sébastiani d'en prendre la direction ; on sollicita ses conseils diplomatiques et son expérience militaire. Il fut le véritable défenseur de la ville contre les Anglais.

Il engagea d'abord la Porte à gagner du temps avec des pourparlers, à les traîner en longueur pour qu'il pût organiser partout des batteries. A cela, la Porte s'est toujours merveilleusement entendue. Aussi bien, il ne s'agissait que de gagner trois ou quatre jours.

Le 21 février, à midi, le *Royal-Georges* arborait à son mât le drapeau parlementaire. Isaac-bey fut immédiatement envoyé à l'amiral Duckworth pour reprendre les négociations. Arbuthnot et Duckworth lui remirent une note : ils annonçaient officiellement à la Porte leur heureux passage des Dardanelles, « malgré le feu terrible des batteries turques ». Ils offraient pour la dernière fois de négocier et exigeaient une réponse pour le lendemain avant le coucher du soleil. Leurs conditions étaient celles de l'ultimatum du 25 janvier, aggravées cependant de quelques exigences nouvelles : renvoyer Sébastiani, courir les chances de la guerre contre la France, livrer immédiatement la flotte turque, quinze vaisseaux et quinze frégates, avec des munitions et des vivres pour six mois, remettre les Dardanelles et le Bosphore à la flotte anglaise, renouer l'alliance avec l'Angleterre et la Russie, donner satisfaction à la Russie en lui laissant jusqu'à la paix la Moldavie, la Valachie et les places fortes du Danube.

« Croiriez-vous, mon ami, » écrivait à ce propos le comte polonais auquel nous devons quelques détails de cette histoire, « que les Anglais ont porté leurs extravagantes prétentions jusqu'à demander toute l'escadre turque, avec six mois de vivres, et le droit de mettre des garnisons aux châteaux des Dardanelles et du Bosphore ?... Peut-on habiter le monde avec des brigands semblables ? »

Les Anglais croyaient pouvoir fermer l'Orient à Napoléon et en imposer à la Porte. Leurs exigences excessives firent craindre au sultan un projet de démembrement de son empire et fortifièrent sur son esprit le crédit de Sébastiani.

L'ambassadeur de France prit résolument en mains la direction de la défense ; et pourtant il avait encore bien peu de confiance : « Nous sauverons du moins l'honneur, » écrivait-il à Talleyrand. Il obtint une audience du sultan Sélim, et ses offres de services furent chaudement accueillies. Toute la population de Constantinople d'ailleurs le soutint. Car la panique ne sortit pas du sérail et ne dura que quelques heures. Les femmes furent envoyées au vieux sérail, retraite des sultans morts ou déposés, et Sélim se donna de sa personne aux travaux d'armements. La nation ottomane en fut tout entière « électrisée ». Elle s'emporte en manifestations d'indignation contre la perfidie anglaise. Les janissaires quittent les bâtons, qui sont leurs armes ordinaires dans la paix, pour leurs fusils et yatagans. Sur ordre immédiat du sultan, tous les matériaux et ouvriers sont mis à la disposition des ingénieurs et des officiers. Les musulmans sont destinés au service des pièces. Les chrétiens, conduits par leurs patriarches, portent la terre et les projectiles. Les ministres surveillent les uns et les autres sous leur responsabilité personnelle[1]. L'exécution du ministre des Finances, Feyzi-effendi, revenu des Dardanelles, où il n'avait commis que des dilapidations et avait négligé entièrement les ouvrages nécessaires à la défense du détroit, a effrayé tous les fonctionnaires et « retrempé la subordination et l'obéissance »[2].

La soudaine attaque des Anglais, dirigée contre Constantinople sans aucune déclaration de guerre, au moment où les Russes occupaient la Moldavie dans les mêmes conditions, donnait à la politique des alliés un caractère de déloyauté qui heurtait vivement l'opinion musulmane, et eut pour

1. Juchereau de Saint-Denis, *Hist. de l'empire ottoman de* 1792 *à* 1844, II, 5.

2. Aff. étr. Corresp. de Turquie : 10 mars. Sébastiani à Talleyrand.

résultat de la tenir, comme on disait alors, au niveau voulu pour l'organisation d'une résistance sérieuse. Les musulmans se persuadaient aisément qu'il s'agissait de leur indépendance elle-même et se disposaient à lutter avec une énergie désespérée. Sébastiani ne les croyait pas capables d'un tel effort, qui ne fut sans doute vigoureux que parce qu'il n'eut pas à durer.

Sébastiani rédigea pour la circonstance une série de mémoires qui furent traduits en turc et servirent de guides aux ministres du sultan. Il s'agissait de garantir la ville d'un bombardement en empêchant l'approche des vaisseaux anglais ou au moins l'embossage des vaisseaux et des bombardes, de défendre si bien l'entrée du port que l'escadre anglaise ne pût y pénétrer pour détruire l'escadre turque et les établissements de marine, enfin de croiser tellement les feux des diverses batteries de Constantinople, combinées avec celles de la côte de Scutari, qu'il fût même dangereux aux vaisseaux anglais de canonner la ville en courant des bordées, et que l'escadre turque, au cas d'une affaire avec l'escadre anglaise, pût se retirer sous la protection du canon de la place et y trouver un abri sûr. Tout le problème était donc de construire au plus vite des batteries nombreuses, hérissées de canons, pour répondre à une attaque de l'amiral anglais ou lui ôter toute envie d'attaquer [1].

Il y avait tout à faire et tout fut fait. Les batteries sortent de terre, « comme avec la baguette des fées », sur la côte d'Europe comme sur celle d'Asie. « Le général ambassadeur est partout, anime tout, organise tout. Sa Hautesse et tous ses ministres, à l'exemple de Son Excellence, déploient une activité étonnante. La nation turque redevient ce qu'elle était sous les Mahomet II et les Soliman, et cette régénération date du jour de son alliance avec Napoléon le Grand [2]. »

Sébastiani est assisté de ses secrétaires d'ambassade, La Blanche et La Tour-Maubourg, de ses officiers, le capi-

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie : mémoire adressé par l'ambassadeur de France à la Sublime Porte le 27 février 1807.

2. *Id*, *id*., 26 février, Ruffin à Talleyrand.

taine de Lascours, les lieutenants Desacres de Fleurages et Gérard. Les capitaines Boutin, Le Clerc, Coutaillout sont justement arrivés à Constantinople, de l'armée de Dalmatie, le jour même de l'apparition de la flotte anglaise. Ils sont immédiatement occupés à l'armement des batteries. Le sénateur comte de Pontécoulant, de passage à Constantinople, se mêle aux travailleurs ; l'ambassadeur espagnol, marquis d'Almenara, avec ses secrétaires et ses officiers, Endiriz, Carnerrero, Pérez, Belin, se multiplie aussi ; il organise une compagnie de canonniers espagnols ; il stimule l'activité des Grecs par des compliments, des cadeaux ; il prend à cœur d'infliger un échec à l'orgueil des Anglais.

De toutes parts, sous les yeux des ennemis, notamment tout autour de la courbe qui s'ouvre de la pointe du Sérail aux Sept-Tours, les murs s'écroulent, se dessinent en créneaux ; des terrassements s'élèvent dans les jardins des palais ; des maisons disparaissent et font place à des forteresses improvisées. Partout courent et s'agitent des milliers de travailleurs. Tout le long de la côte se croisent les encouragements, les imprécations aux Anglais. Et peu à peu, dans chaque embrasure, s'allonge menaçante la gueule des canons, s'entassent les boulets, se rangent en avant deux lignes de chaloupes canonnières et de bateaux incendiaires. Le rocher de la tour de Léandre se dresse, armé de pièces de gros calibre et d'un fourneau à boulets rouges. Le sultan est tout le jour au milieu des soldats ; il est souvent presque seul, à pied ; souvent aussi, il est accompagné de l'ambassadeur de France. Il entretient l'enthousiasme général par des largesses à profusion ; il tient à la main une archine d'ivoire, comme le premier architecte de l'empire ottoman. Il sourit, il interroge les ingénieurs ; il mesure lui-même les dimensions des batteries. Il se persuade sans doute qu'il est tout à fait digne de son illustre ami l'empereur Napoléon.

Il ne peut s'empêcher d'admirer ce que peuvent quelques hommes d'énergie dans des circonstances graves. Il témoigne hautement et publiquement de son estime des Français : « Monsieur l'ambassadeur », lui dit-il un jour devant tous ses ministres et la légation de France, « je regarde comme

un bienfait du ciel votre présence à Constantinople. Je n'oublierai jamais les services importants que vous m'avez rendus, et vous avez dignement rempli les intentions de votre auguste souverain[1]. »

En effet, dès le premier jour de ce fiévreux travail, 100 pièces de canon avaient été tirées des arsenaux et dressées sur le rivage. En cinq jours, selon un état dressé par le capitaine Boutin, il y avait, des Sept-Tours au Sérail, 102 canons, 69 mortiers ; — sur la côte de droite, à l'ouest, 240 canons, 12 mortiers ; — en face du canal, 84 canons, 15 mortiers ; — sur la côte d'Asie, 94 canons, 14 mortiers ; soit au total 520 canons et 110 mortiers[2].

On ne craignait plus les Anglais, et, à mesure que les inquiétudes se dissipaient, l'enthousiasme grandissait, plus joyeux à la pensée de la prochaine défaite des ennemis. Le 28, ils essayèrent d'enlever l'île de Proti, la plus grande des îles des Princes, à deux lieues de Constantinople. Soixante Turcs s'y étaient retranchés dans un couvent grec ; ils repoussèrent toutes les attaques et tuèrent beaucoup de monde aux Anglais, qui durent se rembarquer. On le sut à Constantinople quelques heures après ; on y vit le présage de la victoire.

Que faisaient donc l'amiral Duckworth et Arbuthnot pendant que les Turcs et les Français s'occupaient si bien ? Les premiers jours, ils furent trompés par les négociations dilatoires du divan, non pas très longtemps sans doute. Puis les vents contraires rendirent difficile l'embossage des navires de bombardement ; et surtout ils virent bientôt que leur petite escadre ne pouvait qu'être mise en miettes par les batteries turques si elle ouvrait le feu, et qu'elle était menacée d'un complet désastre. Ils savaient d'ailleurs qu'aux Darda-

1. Lettre du comte polonais de X. X. — Aff. étr. Corresp. de Turquie : 3 mars, Sébastiani à Talleyrand.

2. Aff. étr. Corresp. de Turquie, Supplément n° 24 (1806-1810) : Rapport du capitaine Boutin sur les travaux exécutés à Constantinople du 21 au 27 février 1807 et sur l'état de défense de cette capitale, avec un état des batteries et de leur armement. — *Id.*, 1er mai 1807, Rapport du chef de bataillon d'artillerie Le Clerc, aide de camp de Marmont, sur les travaux exécutés aux Dardanelles.

nelles les travaux de fortifications étaient poussés avec vigueur et que le passage serait au retour très dangereux.

En dépit de ces craintes justifiées, ils essayèrent d'en imposer encore au sultan ; ils espérèrent quelque accord qui tirerait leur flotte et leur prestige de la redoutable aventure où ils étaient engagés. Ils ne se hâtèrent point de partir, pour n'avoir pas l'air de fuir ; ils cherchèrent à se donner une contenance ; mais la partie était désormais perdue.

Ce fut Duckworth qui conduisit ces pourparlers, l'ambassadeur étant malade et désireux de laisser à d'autres la responsabilité de l'échec inévitable. Le 21, il avait remis à Isaac-bey son ultimatum très dur et fixé la réponse au lendemain soir au plus tard. Le 23, la Porte demande quels négociateurs représenteront l'Angleterre ; mais elle adresse cette note très lentement, avec des retards successifs dont elle se montre désolée, nécessité de la traduction, choix d'une barque, d'un lieu d'embarquement, craintes sur la sincérité des dispositions pacifiques des Anglais, surexcitation des passions musulmanes.

Le 24 au matin, Duckworth affirme une fois de plus ses dispositions pacifiques ; si le divan peut garantir sa propre sécurité, il quittera lui-même son escadre pour se rendre à l'endroit qui sera désigné pour les conférences. Cependant, il observe qu'on vient d'ouvrir huit nouvelles embrasures sur les murs du sérail. Aussi sa patience aura-t-elle bientôt des limites ; il faut que, dans le délai de deux jours, le projet de conférence ait abouti à un résultat.

Le même jour, à cinq heures du soir, il se ravise, se plaint des préparatifs de défense que l'on fait dans la ville, exige une réponse dans les trois heures ; sinon, tous les bateaux turcs de la mer de Marmara seront coulés ou pris.

Dans la nuit, la Porte propose, comme lieu des conférences, un château de la côte d'Asie, à sept lieues de Constantinople. Le 25, Duckworth accepte cet endroit ; mais, à cause de l'éloignement, il ne pourra s'y rendre en personne ; il y enverra le contre-amiral Lewis. Cependant, cinq Anglais, un aspirant et quatre matelots, ont été pris sur une chaloupe et conduits à la côte d'Asie. L'amiral exige leur mise en liberté immédiate.

Le 26, il s'impatiente. Une barque ottomane devait venir la veille pour prendre les négociateurs anglais; elle n'arrive pas, pourquoi? Les cinq Anglais prisonniers n'ont pas été relâchés, pourquoi? Il est pourtant d'esprit conciliant; il ne demandera plus la remise de la flotte turque et des châteaux des Détroits, ni même l'abandon de la Moldavie et de la Valachie aux Russes; il se contentera de l'éloignement de l'ambassadeur de France et du renouvellement de la triple alliance offensive et défensive entre la Russie, l'Angleterre et la Porte[1].

Le reis-effendi répond enfin que, décidément, il n'y a pas un lieu, pas un pouce de terre dans tout l'empire ottoman où un Anglais puisse descendre sans être exposé à la fureur du peuple, que jusqu'au sein du sérail le sultan même ne serait pas assez puissant pour défendre un Anglais contre l'indignation des musulmans, que d'ailleurs le divan a pris la résolution de ne point traiter avant que l'escadre anglaise ait quitté la station devant Constantinople et repassé les Dardanelles; « Réponse sublime, lit-on dans *le Moniteur,* comparable à celle que le sénat romain fit à Pyrrhus. » Et Sébastiani ajoute au récit de ces événements : « Tout s'était fait de concert avec moi et d'après mes insinuations. »

IV. — Retraite des Anglais.

L'amiral anglais exhala sa colère en violentes menaces, déclara revenir sur les concessions qu'il avait eu la faiblesse de faire dans ses dernières notes et maintenir purement et simplement son premier ultimatum.

Il attendit encore deux jours, le 27 et le 28, pour paraître compter sur la capitulation du divan, et surtout pour ne pas paraître fuir trop vite. Ce rôle même devenait périlleux.

Le 1er mars, l'escadre anglaise met à la voile. La plus grande activité règne sur tous ses bâtiments. Les ancres sont levées. Elle s'avance sur Constantinople. Elle s'approche, pas

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie : 3 mars, Sébastiani à Talleyrand.

tout à fait à portée des batteries. Est-ce le bombardement qui va commencer? L'émotion est grande dans toute la ville, à l'ambassade de France ; s'il y a lutte, pourra-t-on soutenir le courage des Turcs jusqu'à la victoire? Les vaisseaux ennemis s'éloignent, retournent à leur premier mouillage, vers les îles des Princes ; on n'aperçoit plus que le haut des mâts. Vont-ils partir, jeter l'ancre? Ils reviennent, ils s'approchent encore. Toute la journée, ils louvoyent de cette façon et paraissent offrir le combat. Dans la soirée, ils s'éloignent au sud ; on les perd de vue, et on peut croire enfin qu'ils ont fait route vers les Dardanelles.

Toute la nuit fut pleine d'inquiétudes. Le 2 au matin, toute la population de Constantinople est sur les murailles et constate la disparition des Anglais. Le sultan y est lui-même. Ses sujets l'acclament et bénissent son nom. Il félicite Sébastiani et lui attribue le principal mérite de cet éclatant succès. L'enthousiasme est au plus haut point. Les équipages de l'escadre turque réclament à grands cris la permission de poursuivre les Anglais. Sébastiani s'y oppose ; il craint qu'une imprudence ne compromette les résultats acquis. C'est en vain. La révolte gronde autour de Sélim. Il est obligé de céder. Il remet au nouveau capitan-pacha, Seïd-Aly, l'ordre de donner la chasse aux ennemis qui fuient ; et les vaisseaux de la flotte ottomane font force de voiles au sud, au milieu des cris de joie de toute la foule accourue sur le rivage.

On n'eut de nouvelles formelles de la retraite des Anglais que le 4 mars, par un courrier du consul de France à Gallipoli, Méchain. Le 2 mars, à trois heures de l'après-midi, le minaret de Gallipoli signalait treize voiles en vue. A cinq heures, elles mouillèrent entre Lampsaki et Nagara. Le 3, à huit heures du matin, le vaisseau-amiral, virant sur son ancre, s'engagea dans le détroit. A neuf heures, il passa sous la première batterie turque et fut aussitôt accueilli par une canonnade très vive. Les Turcs firent le service de leurs batteries avec le plus grand sang-froid et un zèle ardent ; pas une de leurs pièces ne fut ni démontée ni abandonnée ; beaucoup de boulets portèrent.

Le grand mât du *Windsor-Castle* fut coupé aux trois

quarts de sa longueur par un boulet de marbre pesant plus de 800 livres, de plus de deux pieds de diamètre. Les Anglais eurent beaucoup de peine à sauver ce vaisseau. La frégate l'*Active* en reçut un autre de 560 livres. Le *Royal-Georges* eut son pont endommagé par un lourd boulet de granit[1].

L'escadre anglaise resta une heure et quart sous le feu des canons turcs. Outre ces dégâts matériels, elle eut 137 hommes tués, 412 blessés. Elle eût souffert bien davantage si les Turcs avaient pu garnir la côte d'Asie et croiser leurs feux sur l'ennemi et si leurs canons n'avaient pas été immobiles et obligés d'attendre le passage des vaisseaux anglais dans la ligne de tir.

Le 4 mars, l'amiral Duckworth jetait l'ancre en vue de l'île de Ténédos : « Dieu merci ! écrivait alors un de ses officiers, nous voilà sortis de cet infernal détroit ; nous l'avons échappé belle. »

C'était un éclatant triomphe pour la politique napoléonienne et en particulier pour Sébastiani. Les Turcs lui manifestèrent de toutes façons une confiance et un attachement sincère. « On arrêtait dans les rues les Français pour les combler de bénédictions et de témoignages d'affection. » Les Grecs eux-mêmes parurent revenir de leurs sympathies pour la Russie ; sous les ordres du patriarche, ils avaient courageusement travaillé aux fortifications de Constantinople. Ensuite les habitants de la Morée présentèrent une pétition au sultan pour demander à être employés dans la guerre contre les Russes, en lui offrant l'expression la plus respectueuse de leur fidélité et de leur dévouement. Ils se proposèrent aussi d'adresser une pétition à l'empereur Napoléon, pour lui présenter le tribut de leur admiration et solliciter sa protection auprès du sultan.

Quelques jours après la défaite des Anglais, Sébastiani obtint de Sélim une audience privée, à laquelle n'assista que

1. *Moniteur* du 18 mai : lettre de Duckworth à Collingwood, 6 mars. — Juchereau de Saint-Denis, *Hist. de l'empire ottoman de* 1792 *à* 1844, II, p. 163.

le reis-effendi. Le Grand Seigneur s'y montra décidé à s'associer de tout point aux desseins de l'empereur. Il ordonna l'arrestation de tous les Anglais et la confiscation de leurs propriétés ; il défendit dans ses états le débit des marchandises anglaises et pria l'ambassadeur de chercher à faire venir de France les draps et autres produits nécessaires à la consommation de la Turquie. Il écrivit au dey d'Alger d'attaquer le commerce anglais avec tous ses moyens et de traiter les Français comme ses amis les plus chers et ses alliés les plus fidèles. C'était entrer résolument dans le système du blocus continental.

Des ordres furent immédiatement donnés pour porter une armée de 25 000 hommes sur le Danube. Le sultan se déclara enchanté du projet qu'avait Napoléon d'envoyer six vaisseaux de ligne dans la mer Noire pour y agir de concert avec la flotte turque. Il demanda en outre l'expédition de compagnies d'artillerie, d'officiers et de contremaîtres pour l'instruction des Ottomans. Les précautions furent prises aux Dardanelles pour le passage de ces renforts, et il fut décidé que les forces réunies de la France et de la Turquie tenteraient ensemble un débarquement sur les côtes de Crimée. Sélim consentit même à recevoir à Widdin une armée de 25 000 Français venus de Dalmatie pour rejoindre la grande armée ottomane et agir vigoureusement avec elle en Moldavie et sur le Dniestr. Il exprima seulement le désir que, pour ménager l'opinion musulmane, la demande en fût faite par Napoléon et fît l'objet d'une convention spéciale.

Sébastiani avait répondu à toutes les intentions de l'empereur. Les Turcs paraissaient définitivement attachés à la politique française ; toutes leurs forces étaient à son service. Sélim se conformait exactement aux désirs de Napoléon. Il disait en propres termes à Sébastiani :

« Écrivez à mon auguste ami l'empereur des Français que je ferai ce qu'il jugera nécessaire pour combattre nos ennemis communs, les Russes et les Anglais. »

Il écrivait à Napoléon dans le même sens, et l'ambassadeur concluait :

« Sa Majesté n'a pas un ami plus sincère et plus dévoué

que le sultan Sélim, et la fermeté qu'il vient de montrer fait preuve que son amitié ne sera pas infructueuse[1]. »

Napoléon récompensa sans tarder Sébastiani de l'admirable succès de sa mission. Il lui accorda aussitôt la grande décoration de la Légion d'honneur et exprima délicatement le désir qu'elle lui fût remise de la main même du sultan. L'ambassadeur espéra son rappel et sollicita comme la plus haute récompense l'honneur d'être employé à l'armée. Malgré tout, il ne se plaisait point à Constantinople. Était-ce pressentiment des malheurs privés qui allaient le frapper et des difficultés dont son récent triomphe allait être suivi ?

Les Anglais sentirent vivement la défaite qui venait de leur être infligée. Ils avaient espéré, à la légère, en imposer facilement aux Turcs et remporter un succès sur la France. Aussi furent-ils longtemps sans croire au récit des événements de Constantinople. Le 28 mars, l'amiral Collingwood, de Cadix, envoyait à Londres les premières nouvelles de l'entreprise :

« Duckworth a passé les Dardanelles ; on ne saurait douter que dans ce moment la paix soit faite avec la Turquie d'une manière entièrement conforme aux instructions de l'ambassadeur de Sa Majesté. Le ministre français Sébastiani a été forcé de quitter Constantinople et le gouvernement français a perdu toute espèce de crédit et d'influence auprès de cette cour. »

Le bulletin officiel de l'amirauté disait encore quelques jours après :

« Nous avons ainsi renversé les projets d'agrandissement que Bonaparte avait formés, et cette dernière victoire fera autant de bruit en Europe que celles de Trafalgar et de Copenhague. »

Les premiers bruits où la vérité commença à apparaître furent accueillis avec une parfaite incrédulité : « Ce seraient des circonstances tellement extraordinaires, lit-on dans le *Morning-Chronicle*, et si nouvelles dans nos annales mariti-

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie : 10 mars, Sébastiani à Talleyrand.

mes qu'il nous est impossible d'y donner la moindre croyance. Quoi ! un Duckworth qui s'est tellement distingué contre les Français, un Lewis qui a combattu et vaincu avec Nelson auraient fui devant les Turcs ! La chose est invraisemblable, et il faut attendre d'autres détails[1]. »

Il fallut bien se rendre à l'évidence quand on connut les lettres adressées par Duckworth à Collingwood le 6 mars. Il y donnait toute l'explication de sa conduite, et surtout de son inaction devant Constantinople ; Arbuthnot et lui comptaient sur la soumission et les dispositions pacifiques de la Porte ; les vaisseaux anglais n'avaient pu pendant ces dix jours être disposés pour l'attaque, d'abord à cause d'un calme lourd qui les retenait « comme des blocs sur la surface de l'eau », puis à cause des courants très violents et d'un fort vent du nord-est qui les éloignait de la ville ; au bout de ces dix jours, quand le vent eut tourné, il n'était plus temps : une attaque eût été repoussée ; on risquait même, en s'attardant encore, de ne plus pouvoir franchir les Dardanelles que les Turcs fortifiaient avec une fiévreuse activité ; il avait fallu fuir pour éviter un complet désastre [2].

Ces explications ne satisfirent qu'incomplètement les Anglais. Ils se refusèrent à comprendre les raisons d'une immobilité si longue. Ils reprochèrent au gouvernement de n'avoir pas donné plus de troupes à Duckworth afin qu'il pût occuper solidement les Dardanelles et, sûr ainsi de sa retraite, parler haut et ferme au divan, emporter le succès.

En résumé, par la faute des uns et des autres, — et les récriminations n'y changeaient rien, — « cette entreprise n'avait servi qu'à inspirer à la Porte le sentiment de sa force et à lui révéler le secret de notre faiblesse ». Et le *Morning-Chronicle* ajoutait en conclusion : « C'est à Sébastiani que revient tout l'honneur de cette expédition. Il a valu une flotte entière pour son maître. »

1. Cf. *Moniteur*, 1er mai, 16 mai.
2. *Moniteur*, 18 mai.

V. — Les Anglais à Alexandrie.

Il était impossible aux Anglais de rester sous le coup de cette disgrâce. Certes leur défaite n'était pas matériellement grave et leurs pertes en hommes et en matériel avaient été petites. Mais il ne faut pas toujours juger de l'importance des batailles par le nombre des victimes, et, puisqu'ils avaient escompté devant Constantinople une nouvelle victoire de Trafalgar et de Copenhague, ils disaient eux-mêmes toute la gravité de leur échec. En vérité, leur prestige était sérieusement atteint.

L'amiral russe Siniavin rejoignit bientôt Duckworth devant l'île de Ténédos et lui proposa de retourner ensemble à Constantinople. L'amiral anglais s'y refusa ; il en connaissait la difficulté et il ne lui plaisait pas d'aider les Russes dans une entreprise qui ne profiterait pas à la seule Angleterre. C'eût été en effet peut-être une conséquence plus grave que la défaite subie. Il en résulta une sensible froideur entre les alliés qui agirent désormais séparément. C'était comme le prélude de Tilsit.

Siniavin se présenta devant Salonique pour mettre la ville à contribution ; il se retira devant la fermeté du pacha. Il revint alors à Ténédos. Après une canonnade de trois jours, il y débarqua 2 000 hommes et s'en empara. L'entrée des Dardanelles était ainsi hermétiquement fermée, et l'alarme se répandit de nouveau dans Constantinople ; on redouta un effort combiné des Anglais et des Russes. Le capitan-pacha partit aussitôt pour les Dardanelles avec sept vaisseaux et 5 000 hommes de débarquement. Il y eut quelques violents combats autour de Ténédos.

Mais les Anglais abandonnèrent les Russes. Ils les trouvaient trop près de Constantinople et ne voulaient point leur en faciliter les approches. Ils cherchèrent ailleurs une vengeance plus utile à leurs intérêts particuliers, sinon à ceux de la coalition.

Aussi bien, ils se lassaient des défaites de leurs alliés, d'une guerre qui sans cesse se renouvelait, leur coûtait beaucoup et ne leur rapportait rien. Pitt, inspiré par la haine patriotique de la France, avait espéré que les Autrichiens et les Russes, soutenus par l'argent anglais, auraient suffi à écraser Napoléon. Puisque Napoléon triomphait partout, que l'Europe n'était plus sous son épée qu'une matière à partages, le moment était venu pour les Anglais de se faire leur part aussi, de se nantir sur les mers pour le jour du grand règlement des comptes.

D'aucuns parmi leurs hommes d'État, héritiers de la pensée de Pitt, demandaient un débarquement sur la côte de la mer Baltique, une action militaire concertée avec les Russes et les Prussiens. Mais on n'était pas sûr de vaincre, et la victoire en ces parages ne promettait aucun profit positif.

Il était bien plus avantageux, au risque de paraître trahir des amis qui se défendaient mal, de prendre ailleurs quelque bonne position que l'on garderait, d'adopter une politique uniquement anglaise. Il semble que ce soit là le caractère particulier, quoique mal défini, du ministère Grenville-Fox et l'explication de la conduite hésitante du gouvernement anglais, en 1807, jusqu'au jour où il eut en Espagne un champ de bataille où se prendre corps à corps avec le colosse napoléonien.

Or, rien ne pouvait être plus avantageux aux Anglais que l'occupation de l'Égypte, sur laquelle Bonaparte lui-même avait désormais fixé l'attention. Elle est une des positions maîtresses de la Méditerranée, complétant merveilleusement Gibraltar, la Sicile, Malte. Elle est la route de l'Inde, et le Directoire avait déjà songé à percer l'isthme de Suez. Elle est la clef de voûte du pont que les Anglais ont depuis jeté de la Méditerranée à l'Inde.

Les circonstances étaient favorables. L'Égypte était restée toute troublée depuis l'expédition française. Le traité d'Amiens l'avait rendue aux Turcs, qui l'avaient reprise au général Menou. Les Mameluks, décimés par Bonaparte et Desaix, revendiquèrent leurs anciens privilèges, et leurs trente beys, dont les principaux étaient Ibrahim-bey, Osman-Bardissy,

El-Elfy-bey, pensèrent rétablir leur domination sur la vallée du Nil.

Le sultan Sélim, au contraire, qui se défiait presque autant dès Mameluks du Caire que des janissaires de Constantinople, jugea l'occasion bonne pour rétablir en Égypte l'autorité de la Porte. Il y préférait le pouvoir unique d'un pacha nommé par lui à l'aristocratie toujours indisciplinée des beys. Du moins, si un pacha s'y rendait souvent aussi à peu près indépendant, à sa mort la Porte manifestait sa souveraineté par la nomination de son successeur et encaissait les trésors accumulés par le défunt.

Sélim augmenta donc les garnisons régulières établies en Égypte après la paix d'Amiens. Il y envoya des Albanais. L'un de leurs chefs, Méhémet-Ali, un Albanais de Cavala, l'emporta sur les autres par son courage et son habileté et fut créé pacha en 1805, moyennant un tribut annuel de 2 500 bourses. Il se fortifia solidement au Caire et résolut de s'imposer à tous, Mameluks et Turcs.

Les Mameluks étaient redoutables, mais amollis comme les janissaires. Mengin, un Français au service de Méhémet, dit à leur sujet :

« On comptait alors 2 500 Mameluks, tous à cheval, bien montés, bien équipés ; mais ils n'avaient plus cette humeur belliqueuse qui les distinguait naguère. Ce n'étaient plus ces fiers cavaliers dont l'intrépidité étonna les premières phalanges de l'Europe. La soumission était bannie de leurs camps. Ils étaient livrés à tous les vices. Autrefois la maison d'un bey se faisait encore remarquer par la sévérité de ses mœurs et de sa discipline. Alors elle était devenue une école de débauche. Des troupes d'almées et de gaouazis (danseuses) suivaient leurs camps. Les Mameluks passaient les nuits à s'enivrer dans leurs tentes avec ces prostituées. Un libertinage aussi honteux fut sans doute une des causes de la ruine de cette belle et brave milice dont un grand capitaine disait : « C'est la première cavalerie du monde [1]. »

Méhémet réussit à les refouler pour la plupart dans la

1. Mouriez, *Histoire de Méhémet-Ali*, I, p. 292.

Haute-Égypte. Il les affaiblit aussi par ses intrigues. Il gagna par des présents Osman-Bardissy. Mais il rencontra un redoutable adversaire dans El-Elfy, puissant dans la partie occidentale du delta entre le Caire et Alexandrie. Pendant plusieurs mois, El-Elfy tint étroitement assiégée la petite garnison albanaise de Damanhour, menaçant, s'il en triomphait, de bloquer Méhémet au Caire.

Leur rivalité remplit toute l'année 1806 et fut encore une des formes de la lutte des influences française et anglaise.

Car Méhémet-Ali témoignait la plus vive admiration pour Bonaparte, dont il se disait l'héritier politique pour la régénération de la vallée du Nil. Il avait des Français autour de lui. Mathieu de Lesseps, commissaire général de la France en Égypte, était alors en congé à Versailles. Lors des décrets du 22 mars 1806, qui organisèrent les consulats, il fut nommé consul général à Livourne. Drovetti, sous-commissaire à Alexandrie, plus tard consul général, défendait avec fermeté les intérêts français et entretenait des relations cordiales avec le pacha.

Les Anglais soutenaient de toute leur influence El Elfy bey, sur qui ils comptaient pour faire échec à la France. Ils affichaient l'assurance de son triomphe et parlaient déjà très haut. Ils célébrèrent cette année-là, avec une solennité toute spéciale, la fête du roi George. Lors du passage d'un noble voyageur revenant de l'Inde, lord Valentie, de grands honneurs lui furent officiellement rendus à son départ pour Malte, et ils s'efforcèrent de fonder solidement dans tous les esprits la conviction que l'Égypte appartiendrait un jour aux Anglais. Ils avaient encore beaucoup de crédit à Constantinople. Ils en usèrent en faveur des beys, et ceux-ci virent en eux leurs plus dévoués protecteurs.

Ils faillirent réussir. Le 27 juin 1806, le capitan-pacha débarqua à Alexandrie. Les consuls anglais lui firent fête, l'accablèrent de protestations d'amitié. Les Français furent écartés, Drovetti tenu en un mépris mal dissimulé. El-Elfy envoya au capitan de riches cadeaux. Il croyait triompher. Il venait de faire assassiner Osman-Bardissy, se moquait ouvertement de la puissance de Napoléon, que les Mameluks

en somme avaient chassé de l'Égypte. Il se faisait déjà appeler le sultan du Caire.

Méhémet n'était pas sans inquiétude. La seule arrivée du capitan ébranlait la fidélité de ceux qui avaient eu le plus de foi en lui. Le Caire seul lui restait très soumis, et même les habitants s'y plaignaient des contributions dont tout le poids retombait sur eux. Le capitan lui offrit le pachalik de Candie ou celui de Salonique, s'il voulait céder la place à El-Elfy [1]. Méhémet se montra disposé à obéir, à condition qu'il lui fût versé 20 000 bourses pour le paiement de ses soldats ; il ne voulait pas risquer d'être assassiné par eux. Il savait bien que, si les ministres du sultan aiment à recevoir de l'argent, ils n'aiment pas autant à en donner. Les négociations s'allongèrent. Le capitan ne les pressait pas, content d'avoir l'air de donner satisfaction aux uns et aux autres et de ne point compromettre l'autorité du sultan dans le conflit. Les cheikhs du Caire refusaient d'accepter le gouvernement des beys. Le gouverneur de Damanhour refusait d'ouvrir la place aux troupes de l'Elfy. Il fut question, paraît-il, de se débarrasser du pacha par des « moyens turcs ». Mais il se gardait aussi de ce côté-là [2].

Cependant, le temps passait et les rêves d'El-Elfy ne se réalisaient point. Il fit en août un effort sur Damanhour pour forcer une résolution décisive du capitan. Il eut un succès ; 200 soldats de Méhémet furent noyés dans le Nil. Mais Damanhour ne fut pas enlevé ; ce succès n'eut pas de lendemain.

La patience du capitan se fatigua. A Constantinople, les choses changeaient ; à la nouvelle d'Austerlitz, l'influence française y prenait la place de l'influence anglaise. Le sultan cherchait où étaient ses véritables intérêts. Le capitan prit le parti de ne rien faire. Le 18 octobre, il s'embarqua, emmenant avec lui comme otage un fils de Méhémet.

Ce seul départ était un triomphe pour le pacha. El-Elfy en fut d'abord consterné. Mais il ne voulut pas céder sans

1. Aff. étr. Cartons du consulat d'Alexandrie, 15 juillet 1806.
2. *Id.*, *id.*, 29 juillet 1806.

tenter au moins la victoire. Il marcha avec toutes ses troupes sur le Caire ; il fut repoussé. Quelques jours après, le 27 janvier 1807, il mourut, dans une de ces querelles de harem si fréquentes en Orient. Ivre un jour, il avait assommé un cheikh d'un coup de massue ; la nuit suivante, ses femmes l'empoisonnèrent : il y avait parmi elles la fille du cheikh qu'il avait tué [1]. Ses derniers mots auraient été : « C'en est fait. Désormais, l'Égypte est à Méhémet-Ali. »

C'était exact. Méhémet n'avait plus d'ennemi redoutable. Chaïn-bey essaya de grouper autour de lui les Mameluks d'El-Elfy ; il fut battu, chassé loin de Damanhour dans la direction d'Alexandrie. Il se confia aux Anglais. Il sollicita leur appui pour obtenir le gouvernement de l'Égypte, leur demanda de l'argent pour recruter des troupes jusque dans le Darfour et le Sennaar, leur promit de vaincre s'ils l'aidaient, leur offrit de reconnaître leur protectorat à n'importe quelles conditions.

L'Égypte échappait à leur influence. Ils se décidèrent à agir pour écraser Méhémet-Ali, venger l'échec qu'ils venaient de subir à Constantinople avant qu'il ne fût connu dans la vallée du Nil, fonder au Caire, à défaut du Bosphore, leur empire sur la Méditerranée.

On s'attendait en Égypte à cette attaque. Si on ignorait leur échec à Constantinople, on connaissait l'expédition de Duckworth. Ils avaient fait grand bruit autour de cette affaire, et on croyait qu'ils y consacraient plus de troupes. On imaginait de leur part un grand plan offensif à la fois sur Constantinople et sur Alexandrie, une gigantesque entreprise pour dominer ainsi tout le Levant, parallèle à la grande poussée de Napoléon sur le Danube et la Pologne. On n'imaginait pas qu'ils missent aussi peu de proportion entre l'effort et le résultat à obtenir.

Leur apparition en vue d'Alexandrie causa donc peu de surprise, encore moins d'effroi. Car Alexandrie n'obéissait pas à Méhémet et refusait d'accepter une garnison d'Albanais : elle les détestait pour leur cruauté.

1. Aff. étr. Cartons du consulat d'Alexandrie, 2 février 1807.

Le 17 mars 1807, dix-sept voiles anglaises se présentèrent devant le port. L'amiral Lewis, qui les conduisait, s'annonçait comme le libérateur de l'Égypte, qu'il allait arracher à l'influence française et à la rapacité du pacha du Caire. Ses vaisseaux portaient une petite armée de 5 100 hommes venus de Messine sous le commandement du général Fraser.

Le consul français Drovetti, sentant l'hostilité de la population et des officiers musulmans, demanda ses passeports; ils lui furent refusés. Il se mit à la tête de quinze matelots français résolus, et, le pistolet au poing, força le gouverneur à le laisser partir. Sans escorte, il gagna Rosette et de là le Caire. Méhémet était absent, parti au sud pour y combattre encore quelques troupes de Mameluks. Drovetti lui écrivit aussitôt, lui annonçant le débarquement des Anglais, le pressant de revenir, lui promettant, pour l'encourager à la résistance, la prochaine arrivée d'une grande armée française.

Les Anglais, en effet, débarquèrent sans difficultés. Le gouverneur musulman, Amin-Aga, avait été depuis longtemps gagné par le consul britannique, le major Miscett. Le 22 mars, ils occupèrent Alexandrie sans avoir brûlé une amorce. L'affaire s'engageait mieux pour eux que celle de Constantinople.

Ils poussèrent leur avantage. Ils avaient besoin de Rosette, qui, au débouché du Nil, pouvait couper les approvisionnements d'Alexandrie, car le canal Mahmoudieh, qui réunit le Nil à cette dernière ville, n'existait pas encore. Ils pensaient d'ailleurs occuper aisément Rosette; l'agent qu'ils y avaient, Petrucci, leur donnait de bons renseignements à cet égard. La garnison d'ailleurs n'y comptait que 500 Turcs et Albanais qui paraissaient peu disposés à la résistance.

1 200 Anglais, commandés par le général Wauchope, partirent d'Alexandrie le 27 mars. En deux jours, ils arrivèrent à Rosette sans avoir rencontré un ennemi, mais très fatigués par la chaleur. Petrucci prévenu leur avait préparé des vivres. Ils entrèrent pêle-mêle dans la ville, et, très tranquilles, déposèrent leurs armes, s'étendirent à l'ombre.

Tout à coup, les Turcs tombent sur eux. Le gouverneur Ali bey, un officier de Méhémet, avait envoyé toutes les

barques sur l'autre rive du Nil pour enlever à ses soldats toute espérance de fuite. Ils profitent de la sécurité des Anglais, frappent furieusement au milieu des corps allongés, tuent pendant plusieurs heures. Le général Wauchope est percé de deux balles et reste sur la place. De nombreux officiers meurent autour de lui, et, parmi eux, beaucoup portent des noms français, Le Maître, Saint-Georges, de Laffitte, Servencourt, de Thou, Duplantel, Daniel, Duserre[1], sans doute des émigrés au service de l'Angleterre. 500 Anglais sont tués, 120 prisonniers ; 90 têtes coupées sont envoyées au Caire et font un trophée sur deux rangées de piques dans l'allée de l'Esbekieh. Il ne resta presque rien de la petite expédition anglaise.

Cependant, Méhémet-Ali est revenu du sud. Après avoir enlevé Siout aux Mameluks, il a traité avec leur principal chef, Ibrahim-bey, et ensemble ils retournent au nord, l'un par la rive droite du Nil, l'autre par la rive gauche. Le pacha rentre au Caire le 13 avril. Ignorant la force exacte des troupes anglaises, il organise la défense de sa capitale.

Il lève sur les habitants une nouvelle contribution de 900 bourses. Le mur d'enceinte est réparé et crénelé ; une ligne de retranchements est dressée de Boulaq au fort Camin avec deux redoutes garnies de pièces de gros calibre aux endroits découverts ; sur une île, en aval de la ville, des batteries à fleur d'eau sont protégées par une estacade de barques remplies de sable et coulées. Drovetti donne de bons conseils : il fait penser à Sébastiani sur les murailles du sérail de Constantinople. Il accompagne partout le pacha, « il électrise » les chefs et les soldats. Les cheikhs entretiennent l'ardeur de tous ; le plus vénéré d'entre eux, Seïd-Omar, est tout le jour au milieu des travailleurs.

On prévoit que les Anglais n'en resteront pas sur leur échec, qu'ils recommenceront leur entreprise avec plus de précautions. Méhémet envoie vers Rosette, le long de la rive gauche du Nil, 4 000 fantassins et 1 500 cavaliers, sous Hassan-bey ; lui-même il reste au Caire, attendant les événements.

1. Aff. étr. Cartons du consulat d'Alexandrie, 6 avril 1807.

Fraser, en effet, forme une nouvelle expédition. Le général Stewart quitte Alexandrie avec 3000 fantassins, six pièces de campagne et deux mortiers. Il arrive devant Rosette. Il occupe Hamad, met deux batteries en position sur les hauteurs d'Abou-Mandour, ouvre le feu sur la ville, repousse toutes les sorties de la garnison ; le major Macdonald enlève le fort Geddié sur la rive droite du Nil. La place est bloquée.

Mais Hassan-bey arrive sur la rive gauche, attaque Hamad, est repoussé, poursuivi par une compagnie qu'il entraîne dans une embuscade et qui perd vingt soldats : leurs têtes coupées sont envoyées à Méhémet. Hassan est rejoint par les troupes qu'il avait laissées en arrière, revient sur Hamad. Le major Wogelsang, qui y est établi, est renforcé par cinq compagnies sous le colonel Maclood.

Le 22 avril, dès le matin, les Turcs attaquent vigoureusement. Plus nombreux, ils débordent la ligne des Anglais. Ceux-ci reculent, en trois corps, pour se rabattre sur la réserve du général Stewart. Le major Wogelsang est en avant, puis vient le colonel Maclood, puis le major Moore. La cavalerie musulmane charge infatigable sur les carrés anglais. Les 200 hommes du major Moore sont taillés en pièces, leur chef pris. Le colonel Maclood est tué d'une balle au milieu de ses Écossais, dont sept seulement, avec le capitaine Mekaye, rejoignent Wogelsang. Ils ne sont pas sauvés. Ce dernier carré, cerné dans un terrain bas que dominent des monticules de sable, est obligé de se rendre.

Le général Stewart ne recueillit que quelques débris. La troupe du major Macdonald ne le rejoignit qu'à grand'peine. Il fallut enclouer la grosse artillerie, brûler les munitions et les bagages et battre en retraite vers le lac Edkou. Les Turcs et les Albanais, entraînant avec eux des bandes d'Arabes et de fellahs pillards, suivaient les ennemis à la trace, comme du gibier, et massacraient les traînards. Mais ils furent contenus. Les Anglais marchèrent en bon ordre toute la nuit, furent recueillis à Aboukir par les vaisseaux de l'amiral Lewis, ramenés à Alexandrie.

Ce désastre des Anglais fut au Caire l'occasion de nouvelles horreurs. 500 prisonniers, la plupart blessés, haletants

de soif, défilèrent à pied sur la place d'Esbékieh, devant les têtes de leurs compagnons d'armes : ceux qui tombent épuisés sont jetés sur des ânes ; ceux qui meurent là sont aussitôt décapités et leurs têtes alignées avec les autres. Ceux qui survivent demandent à boire de l'eau ; la populace leur jette « les ordures des rues et celles de ses paroles[1] ». Ils furent entassés à la citadelle dans des culs de basse-fosse.

Ce ne fut que quelques jours après que Méhémet-Ali, son prestige suffisamment établi sans doute par ces spectacles, permit à Drovetti de soigner les prisonniers, de leur envoyer des remèdes, des médecins, des vivres.

L'échec subi par l'Angleterre en Égypte était plus grave que celui des Dardanelles. L'effet moral en eût été plus grand aussi, si ces événements s'étaient passés en Europe ; ils n'y furent connus que très tard. Les Anglais, maîtres de la Méditerranée, arrêtaient les nouvelles[2]. Du moins, ils perdirent toute influence dans le Levant, où la force seule est respectée. Le sultan, poussé par Napoléon, témoigna la plus vive indignation contre eux, publia des ordres énergiques à ses pachas pour l'application du blocus continental, envoya des firmans à Alger, à Tripoli, à Smyrne pour la chasse à donner partout aux Anglais. Tout cela servait la France.

Les Anglais restèrent à Alexandrie pendant quelques mois. Ils essayèrent de renouer des intrigues avec les Mameluks ; battus et méprisés, ils n'eurent aucun succès.

Méhémet, bien établi dans le delta, réunit une armée qu'il conduisit devant Alexandrie. L'amiral Hallowel, qui y avait remplacé l'amiral Lewis, mort de fièvres paludéennes, consentit à négocier. La paix venait d'être signée à Tilsit entre la France et la Russie ; le gouvernement de Londres s'attendait à une attaque vigoureuse des Français sur la Sicile, place d'armes des troupes britanniques dans la Méditerranée : il y voulait concentrer toutes ses forces disponibles. L'opinion

1. Mouriez, *Histoire de Méhémet-Ali*, I, 289.
2. La correspondance de Drovetti, aux archives des Affaires étrangères, manque du 14 avril au 12 octobre 1807.

publique en Angleterre était très mécontente de l'affaire d'Égypte, de cette « parodie de la campagne de Bonaparte ».

Les pourparlers engagés à Alexandrie aboutirent vite. Le 14 septembre, la garnison anglaise fut embarquée. Le 15, avant son départ, l'amiral Hallowel eut une entrevue cordiale avec Méhémet, et les vaisseaux anglais firent voile au couchant. Le 16, le pacha fit dans Alexandrie une entrée triomphale au bruit de l'artillerie des forts. Le succès était considérable pour lui ; il était désormais « intronisé dans la politique du monde[1] ».

Napoléon eût pu fonder de grands desseins sur ces événements. Il y songea. Mais les révolutions de Constantinople et le traité de Tilsit compromirent l'influence française auprès de la Porte. D'ailleurs, Méhémet-Ali eût peut-être été rebelle à l'intervention de la France comme à celle de l'Angleterre. La lutte de la France et de l'Angleterre fut détournée à l'ouest par les affaires d'Espagne.

Les Anglais demeurèrent les maîtres de la Méditerranée. Ils avaient en Sicile une sorte de quartier général de leurs forces ; c'est là qu'ils avaient formé l'expédition de Constantinople, qu'ils avaient embarqué les troupes du général Fraser destinées à l'Égypte ; c'est de là qu'ils surveillaient toutes les côtes méridionales de l'empire napoléonien. Leurs vaisseaux évoluaient à l'aise de Gibraltar à Alexandrie, paraissaient devant Toulon, devant Gênes, devant Trieste, tantôt de conserve avec les quelques vaisseaux russes, plus souvent seuls ; car ils n'aimaient pas à partager les bénéfices de leurs entreprises ; ils préféraient en partager les risques.

Ils avaient été impuissants contre les provinces de l'empire ottoman, à Constantinople comme à Alexandrie. Il faut dire qu'ils n'y avaient pas porté des efforts considérables. Ils ne voulaient pas mécontenter la Porte ; ils ne rompirent point formellement avec elle, dans l'espérance de reconquérir bientôt une plus grande influence auprès d'elle. Ils craignaient de commettre contre l'empire ottoman quelque chose d'irréparable. S'ils s'emparaient de quelque territoire turc, ne

1. P. Mouriez, I, p. 297.

serait-ce pas inviter Napoléon à prendre quelque territoire équivalent ? Ils eurent peur, eux aussi, de donner le signal du démembrement. Ils préférèrent, comme Napoléon, dominer la Porte que d'en partager les dépouilles.

Leur présence sur les côtes ottomanes était comme un continuel conseil de prudence à l'adresse de l'Empereur. Qui sait ce qu'il aurait fait de l'empire turc, s'il avait pu écarter les Anglais de la Méditerranée ? Tant qu'ils furent là, et ils y furent pendant tout son règne, il ne se prêta pas au démembrement de l'empire ottoman, dans la crainte qu'ils n'en prissent les meilleurs morceaux. Et, comme eux, il proclama le dogme intangible de l'intégrité de l'empire du sultan. Ni d'un côté ni de l'autre ce n'était pure générosité.

Ainsi, en 1807, la situation de l'Orient s'établissait telle qu'elle devait rester, presque sans changement, jusqu'à la fin de l'Empire. Au nord, vers le Danube, les Russes, installés en Moldavie, tendaient la main et des secours aux Serbes. Au sud, dans la Méditerranée, les Anglais surveillaient tout ce qui s'y passait et empêchaient qu'il s'y passât rien de décisif. Au centre, les Français, de la côte adriatique et de la Dalmatie, poussaient alors leur influence jusqu'à Constantinople et soutenaient la faiblesse du sultan. La Russie, l'Angleterre, la France avaient le même intérêt à ce que la Porte échappât à l'une et à l'autre ; ainsi déjà la plus grande force de la Turquie était faite des convoitises rivales que sa faiblesse excitait entre les grandes puissances chrétiennes.

CHAPITRE IV

NAPOLÉON A FINKENSTEIN

(Avril-Mai 1807)[1].

I. — La correspondance de Napoléon a Finkenstein.

Napoléon, Joséphine et Marie Walewska. — La correspondance de l'Empereur à Finkenstein. — L'historiographie officielle. — Instructions, programmes et règlements pour la maison d'Ecouen.

II. — Opérations militaires.

La situation au lendemain d'Eylau. — Le nouveau ministère anglais : Portland, Castlereagh, Canning. — Les Anglais autour de l'empire napoléonien. — La défense des côtes françaises. — Renforts appelés sur la Vistule. — Napoléon craint une attaque sur ses derrières dans la vallée de l'Elbe. — Le siège de Danzig. — Entrée du maréchal Lefebvre à Danzig (26 mai).

III. — Opérations diplomatiques.

Négociations diverses. — Le baron de Vincent à Varsovie. — La convention de Bartenstein (26 avril 1807). — Négociations de Napoléon avec le gouvernement autrichien. — L'Autriche reste neutre.

La situation dans les Balkans. — Plan de campagne des Turcs contre les Russes. — Les mauvaises dispositions des pachas du Danube. — Leur refus de laisser passer l'armée de Marmont sur le territoire ottoman. — Les négociations de Talleyrand et Caulaincourt avec l'ambassadeur de Turquie. — Les conférences de Danzig. — Impossibilité de conclure.

IV. — Le traité de Finkenstein.

Les relations de Napoléon avec le schah de Perse, Feth-Ali. —

1. Ce chapitre a paru en un article de la *Revue d'Histoire diplomatique*, 1er juillet 1899.

Le rapport Jaubert sur la Perse. — Vagues desseins de Napoléon sur l'Inde. — Le plan du comte de Kameke. — L'ambassadeur persan Mirza-Riza-Khan à Finkenstein. — Le traité de Finkenstein (4 mai 1807). — Les instructions de Gardane. — Départ de Gardane pour la Perse.

I. — La correspondance de Napoléon à Finkenstein.

Napoléon, après Iéna, après la conquête de toutes les provinces prussiennes qui avaient fait autrefois partie du Saint Empire Romain Germanique, avait occupé la Pologne, écarté les Russes de Varsovie par les victoires de la fin de décembre, refoulé leur retour offensif à Eylau, pris définitivement ses quartiers d'hiver le long de la Vistule inférieure. Pour mieux surveiller les armées du tsar et hâter la prise de Danzig qui devait garantir la sécurité du flanc gauche de la Grande Armée, il quitta Varsovie, et s'installa le 1[er] avril 1807 au château de Finkenstein, en avant d'Osterode. C'était un château tout neuf, construit par M. de Finkenstein, gouverneur de Frédéric II, et appartenant alors au comte de Dohna, grand maréchal de la cour de Prusse. Par le temps encore froid qu'il faisait en ces régions, l'Empereur aima beaucoup cette résidence ; il y trouva un grand nombre de cheminées, ce qui lui fut particulièrement agréable : « Car, dit il, me levant souvent la nuit, j'aime à voir le feu. »

Il y resta deux mois, à portée de Varsovie et, par là, de la Silésie, en rapport avec Talleyrand, qui centralisait à Varsovie toutes les opérations diplomatiques, et avec Jérôme qui achevait la conquête des forteresses de l'Oder, à portée de Danzig qu'assiégeait Lefebvre, et de Stettin où Mortier contenait les Suédois ; en face des Russes récemment battus à Eylau, mais non écrasés et toujours menaçants ; à la pointe extrême de son empire, presque aux confins de l'Europe, d'où il gouvernait l'Occident, en tirait toutes les ressources nécessaires à la soumission de l'Orient, appelant à lui les alliances les plus lointaines, de Turquie, de Perse, contre « l'ennemi de la civilisation ».

Finkenstein fut, en avril et mai, comme le centre du monde, et, dans les loisirs forcés que lui fit l'hiver, le chef de la Grande Armée y reprit toute sa fonction impériale.

Il la conçut, d'ailleurs, par le fait des circonstances et de la position stratégique où il était arrivé, de la façon la plus remarquable. C'est de Finkenstein qu'il a porté son regard le plus loin vers l'Orient.

L'Allemagne était à lui. Le Saint Empire Romain germanique n'existait plus depuis Austerlitz. L'empire d'Occident était restauré. La Prusse avait voulu s'y opposer, garder en Allemagne la situation que le Grand Frédéric lui avait conquise : elle avait été écrasée à Iéna. La Pologne était en partie refaite, elle avait été jadis la barrière orientale de l'Europe civilisée contre la barbarie russe. Napoléon pouvait dès lors rêver à l'organisation de l'Orient. « L'organisation de l'Orient, écrit M. Lavisse, est le grand fait de la politique générale au XVIIIe siècle. » Elle était conduite depuis Pierre le Grand par la Russie : les tsars et les tsarines voulaient organiser, à leur profit, l'empire grec sur les ruines de l'empire ottoman. Napoléon voulait organiser l'Orient contre les Russes ; il voulait les éloigner de la Méditerranée, de Constantinople, les refouler dans la direction de l'Asie.

Il était en cela l'héritier des traditions séculaires de la France qui, depuis les Croisades et surtout depuis François Ier, exerçait en Orient une influence prépondérante. Il était fidèle encore à la tradition romaine de la fonction impériale. L'occasion l'y entraînait. L'empire ottoman paraissait achever de se dissoudre. Napoléon estimait que la place des Turcs venus d'Asie ne devait pas être réservée aux Russes, barbares aussi, mais à la France héritière de Rome, champion de la civilisation.

C'est là la grande nouveauté politique que l'année 1807 manifeste dans l'histoire napoléonienne. Auparavant il avait consacré tous ses efforts à vaincre l'Angleterre ; l'abaissement et la destruction de l'empire britannique, la vengeance des défaites que l'Angleterre avait infligées à la France depuis un siècle, tel avait été en 1803 et 1804 le tout de ses ambitions politiques.

Les circonstances ont changé depuis. Le projet de descente en Angleterre a échoué ; Napoléon y renonce à jamais. Il a vaincu les grandes puissances de l'Europe centrale à Austerlitz et Iéna. Il est devenu le maître de tout l'empire de Charlemagne, et, comme lui, il est en contact maintenant avec les races slaves. Il se donne la mission de les écarter de l'Europe ; c'est une grande œuvre ; il y consacre des préparatifs gigantesques ; il les vaincra.

Quand il aura vaincu la Russie, qu'exigera-t-il d'elle ? Il l'obligera à respecter l'intégrité de l'empire ottoman ; ce fut un des termes essentiels du traité d'Oubril en 1806 ; c'est l'expression répétée de la volonté napoléonienne en ce temps ; elle est comme un refrain où sa pensée revient sans cesse ; elle est, semble-t-il, l'expression formelle de sa politique. C'est une réponse directe au projet grec de Catherine II. C'est le fond même de la rivalité de la France et de la Russie, l'explication de tous leurs malentendus, de toutes leurs querelles, la clef de beaucoup des traits de l'histoire de Napoléon.

Une telle pensée lui est suggérée par la situation politique en 1807. Il a tout l'empire français derrière lui, en pleine force, en pleine gloire, avant tout épuisement. Il a l'Allemagne ; les contingents allemands de la Confédération du Rhin servent avec enthousiasme dans les rangs de la Grande Armée, sous le commandement de Jérôme Bonaparte, le futur roi de Westphalie, et enlèvent à ce moment les forteresses de la Silésie aux garnisons prussiennes. Il a toute l'Italie à sa disposition, toute fière de reprendre conscience de sa personnalité, d'avoir déjà sous Eugène une armée nationale. Il a tout l'empire d'Occident sous son sceptre. Il a l'alliance de la Turquie, où Sébastiani est devenu l'inspirateur de la politique ottomane ; elle est son aile droite, et bientôt la Perse va former son extrême droite.

De Finkenstein, au printemps de 1807, la sphère de l'action napoléonienne, se développe ainsi le long d'un immense arc de cercle qui de Danzig passe par Varsovie, Constantinople et Téhéran. Tout ce qui est à l'ouest et au sud-ouest de ce cercle, sauf les côtes, obéit à la volonté de Napoléon, c'est plus que l'empire romain. Ce qui est à l'est, c'est la Russie,

que Napoléon veut réduire à n'être plus que la Moscovie d'autrefois ou du moins à reporter son activité sur l'Asie.

Si ce n'est pas le moment même de l'apogée de Napoléon, c'est du moins dans sa carrière un moment caractéristique, où sa physionomie historique se dessine avec un relief très net qu'il faut déterminer.

Napoléon a laissé Joséphine à Mayence. Il refuse de lui permettre de venir en Pologne et la renvoie à Paris. Il lui écrit environ une fois par semaine. Il ne se contente pas de lui annoncer que « l'herbe commence à pousser ». L'Impératrice doit être très réservée ; elle ne doit dîner qu'avec des gens qui ont dîné avec lui, ne doit pas se laisser circonvenir par des personnes qu'il ne connaît pas et qui ne viendraient pas chez elle s'il y était[1]. Il exerce avec une grande minutie l'autorité conjugale.

Il rit d'ailleurs des jalousies de sa femme : « Je n'aime que ma petite Joséphine, bonne, boudeuse et capricieuse, qui sait faire une querelle avec grâce, comme tout ce qu'elle fait... Si je devais m'occuper de quelqu'un, il faudrait qu'elles fussent de jolis boutons de rose. »

Joséphine avait peut-être sa police secrète. C'est à Varsovie qu'il connut la comtesse polonaise Marie Walewska, « une enfant de dix-huit ans, toute blonde, avec des grands yeux bleus très naïfs et très tendres, une peau très fine, rose d'une fraîcheur de rose-thé, tout empourprée par la timidité ». Elle l'aima, rêvant en lui le libérateur de sa patrie. Elle vécut auprès de lui à Finkenstein, dans une intimité discrète, lisant ou faisant de la tapisserie dans le cabinet impérial, regardant la parade à travers les jalousies closes[2].

Cela n'empêche pas Napoléon de s'occuper de la santé de l'Impératrice. Il la prie de se bien soigner. Il s'inquiète avec elle de la maladie de Charles-Napoléon, prince royal de Hollande, atteint de la rougeole. L'enfant meurt le 5 mai : il faut que Joséphine soit raisonnable ; « c'est une des conditions et des peines attachées à notre misère humaine » ; il ne faut pas qu'elle

1. Correspondance de Napoléon, 10 mai.

2. Fr. Masson, *La comtesse Marie Walewska* (Les maîtresses de Napoléon).

accroisse la peine de son mari ; il faut qu'elle se conserve pour son ami : « La vie est semée de tant d'écueils et peut être la source de tant de maux que la mort n'est pas le plus grand de tous[1]. »

Il conseille à l'Impératrice d'aller passer quelque temps au château de Laeken, pour faire plaisir aux Belges et se rencontrer avec Hortense.

Il permet à Pauline d'aller aux eaux, sans qu'il ajoute foi à ce remède, car « les médecins conseillent les eaux à leurs malades quand ils veulent s'en débarrasser ».

Il indique à son frère Jérôme une recette efficace contre les hémorroïdes, l'application de trois ou quatre sangsues. Il fait des confidences à Joseph sur toute la famille : il est fort content de Jérôme ; il voit en lui « de quoi faire un homme de premier ordre » ; et Jérôme ne peut guère s'en douter, car toutes les lettres qu'il reçoit de l'Empereur « sont des querelles ». Il est moins content de Louis, car le nouveau roi de Hollande n'est pas très docile, il prétend souvent agir en roi, et non pas seulement en frère d'Empereur ; aussi subit il de vifs reproches : il rend sa femme malheureuse ; il s'entoure mal, de personnes qui le trahissent ; il permet aux Hollandais nobles de reprendre leurs titres de noblesse avec quelques-uns de leurs privilèges, compromet ainsi le principe de l'égalité des classes ; il crée, de son autorité, un ordre de décoration, et le distribue à tort et à travers ; enfin, il ne fait aucun cas des conseils de son frère[2].

Cambacérès a été chargé à Paris d'une sorte de régence. Mais il ne peut rien faire d'important ; il doit en tout consulter l'Empereur et demander sur chaque objet un ordre spécial. Napoléon s'intéresse à sa santé, lui défend de se « trop droguer, c'est une habitude de vieux garçon » ; — à ses amours, en demande des nouvelles à l'Impératrice. Outre cela, l'archichancelier est chargé des notes à faire passer au *Moniteur*, toujours rédigées de façon à tenir le public dans les meilleures dispositions, bien plutôt qu'à le renseigner. Il surveille et

1. Correspondance de Napoléon, 14-20 mai.
2. *Id.*, 19 avril.

hâte les levées des recrues dont l'Empereur a grand besoin après les boucheries d'Eylau. Il organise la cérémonie de la remise de l'épée et des décorations de Frédéric II aux Invalides ; Napoléon désire que cette petite fête excite la curiosité : une Ode serait chantée en l'honneur des braves d'Iéna ; les 400 drapeaux pris pendant la campagne y seraient déposés en attendant que le Temple de la Gloire fût construit ; et, comme même la commémoration précise des gloires passées peut être utile à la préparation des gloires futures, un orateur aurait à célébrer l'avantage de faire la guerre hors de sa patrie, le mérite et les vertus militaires, les succès obtenus : tout cela « serait d'un bon résultat, dans le moment où on lève une nouvelle conscription ».

Il semble que la fonction essentielle de l'archichancelier soit de maintenir l'ordre à l'Opéra, et ce n'est pas toujours facile. Napoléon est obligé de lui envoyer à ce sujet des pouvoirs particuliers. Le Directeur Bonet commet beaucoup de dilapidations en accordant des billets et des loges gratis ; il entretient des intrigues. M. Boutron se dispute avec M. Gromaire au sujet de l'accident arrivé à Mlle Aubry en montant dans les nuages. Le même M. Boutron veut empêcher les autres de jouer à leur tour et de gagner leur pain ; il se dispute avec M. de Luçay : « Ils se feront mettre à la porte, ou on leur donnera un bon militaire qui les fera marcher tambour battant[1]. »

L'Empereur donne à Fouché, son ministre de la police, quelques leçons sévères de surveillance, et pourtant Fouché connaît son métier. Il faut disperser les bandes de brigands qui infestent le département de la Mayenne et les bords de la Loire. Il faut avoir l'œil « sur le tas de coquins » qui entourent le maréchal Augereau, qui répandent et font circuler de mauvaises nouvelles. Il faut surtout avoir l'œil sur Mme de Staël ; cette faible femme a le don d'occuper beaucoup des instants de l'Empereur, même à Finkenstein : « C'est un vrai corbeau ; elle croyait, au lendemain d'Eylau, la tempête déjà arrivée et se repaissait d'intrigues et de

1. Correspondance, 2 mai.

folies[1]. » Elle est naturellement au nombre de ces « joueurs à la baisse », parmi lesquels il y a aussi « le frère Talleyrand, pour une somme assez notable ». Napoléon se félicite qu'elle aille à Genève et ordonne à Fouché de faire en sorte qu'elle y reste ; aussi le ministre est-il fort mal reçu, quand il lui transmet une demande de Mme de Staël pour séjourner encore à Paris, sous prétexte qu'elle a acheté une terre dans la vallée de Montmorency : « Puisque j'entends qu'elle ne doive plus sortir du Léman, c'est une affaire finie ; qu'elle aille à l'étranger et y fasse autant de libelles qu'il lui plaira[2]. » Tout à coup, l'Empereur apprend, non par Fouché, qu'elle n'est pas partie le 21 avril comme le ministre l'annonçait, qu'elle était encore à Paris les 24, 25, 26, 27, 28 et probablement les jours suivants, qu'elle y a fait beaucoup de dîners avec des gens de lettres ; il va la faire mettre à l'ordre du jour de la gendarmerie. Il eut en effet la paix à ce sujet pendant quelques mois[3].

Le pape est traité de façon tout aussi cavalière. Il refuse de donner l'investiture spirituelle à quelques évêques que Napoléon a nommés en Italie : c'est la suite de ces dissentiments qui ne cessèrent pas entre l'Empereur et le Saint-Siège depuis le sacre jusqu'aux dramatiques événements de 1809. De Finkenstein, l'Empereur ne veut pas « se jeter dans les tracasseries avec ces nigauds (le pape et les cardinaux) : ce n'est pas le moment » ; mais, en temps et lieu, il saura faire repentir la Cour de Rome de sa mauvaise conduite. Le prince Eugène, vice-roi d'Italie, s'offre à écrire au pape ; Napoléon n'espère pas que cela puisse servir à quelque chose, « car ces gens-là sont ineptes au delà de ce qu'on peut imaginer ». Il s'en souviendra dès qu'il aura du temps.

Le 19 avril, l'Empereur eut sans doute des loisirs tout particuliers. Il continue de suivre de près les opérations du siège de Danzig, de se préoccuper de la défense des côtes de l'Empire, songe au siège de Graudenz, pousse des approvisionnements sur Marienwerder. Mais cela ne l'enlève pas

1. Correspondance, 18 avril.
2. *Id.*, 3 mai-7 mai.
3. Cf. P. Gautier, *Mme de Staël et Napoléon*, chap. XII.

complètement à d'autres soins : la tête toute pleine d'états de vivres et de troupes, de plans de campagnes, il traite de la construction du temple de la Gloire, des moyens d'encourager les lettres, de la création d'une classe spéciale d'histoire et de littérature au Collège de France. Dans la fièvre des opérations de guerre, c'est une récréation qu'il se donne, et ses soucis en face de l'ennemi ne nuisent pas à la netteté et à la pénétration de ses réflexions sur d'autres faits de caractère bien différent.

Il s'occupe, avant la victoire définitive, de la construction de ce temple qu'il veut élever à la gloire de la Grande Armée. Il veut voir lui-même les projets qui ont été primés par la classe des Beaux-Arts à l'Institut. Il veut se rendre compte de tout. Il tient surtout à un aménagement confortable : il veut savoir où l'Empereur et l'Impératrice descendront pour la cérémonie du 2 décembre, s'ils pourront quitter leur voiture à l'abri de la pluie ou de la neige, où entrera et se tiendra le public, où seront notamment les femmes, « qui, n'étant pas partie nécessaire des cérémonies, y doivent être appelées pour les embellir », où l'on mettra l'amphithéâtre destiné aux concerts, la tribune de l'orateur, quelles dispositions on y pourra adopter pour les cérémonies relatives à la Légion d'honneur, combien on y pourra mettre de statues. Tout doit être en marbre, trône de l'Empereur, stalles et bancs ; tout doit y être en effet établi à demeure, sans qu'il y soit besoin de rideaux, de draperies, d'aucune construction momentanée ; car « il faut que, six heures après que l'ordre d'une solennité aura été donné, il soit exécuté[1] ».

Du fond de la Pologne, il songe à encourager les lettres et les arts : c'est une fonction essentielle du souverain, en régime monarchique. Il institue un prix de 12 000 francs pour le meilleur mémoire qui sera composé sur le traitement du croup. Il écrit à Berthollet cette charmante lettre : « J'apprends que vous cherchez à emprunter 100 à 150 000 francs. Je donne ordre à mon trésorier de mettre cette somme à

1. Correspondance, 19 avril.

votre disposition, bien aise de trouver cette occasion de vous donner une preuve de mon estime et de vous être utile[1]. »

Aux rapports que lui adresse son ministre de l'intérieur relativement à l'encouragement des lettres (car cela était alors du ressort du ministre de l'intérieur), il répond par des observations pleines de sens. Il ne veut point instituer d'historiographes officiels ; « il y en a eu ; ils n'ont rien fait pour la France, ni pour l'histoire... ; car il est reçu qu'un historien est un juge qui doit être l'organe de la postérité, et que l'on exige de lui tant de qualités, tant de perfections qu'il est difficile de croire qu'une bonne histoire puisse se commander ». — Pour des raisons analogues, il ne veut pas instituer de poètes lauréats ou *césaréens* : une pareille création, pense-t-il, éviterait difficilement « le ridicule que le Français saisit avec tant de malignité ». Serait-elle d'ailleurs efficace ? « Corneille a-t-il jamais reçu de grandes faveurs de la cour ? Celles qui ont été accordées à Racine ont-elles inspiré ses chefs-d'œuvre ? » Tout au plus pourrait-on attacher quelques poètes au Théâtre-Français, avec un titre honorable, des pensions ; ou établir auprès de Paris une sorte de Port-Royal, une maison de retraite exclusivement laïque pour quelques hommes de lettres ; ou bien encore demander à quelqu'une des classes de l'Institut, comme autrefois Richelieu à l'Académie française, au sujet du *Cid*, la critique raisonnée, judicieuse, impartiale, de tel ouvrage heureux et déjà populaire : ce serait le moyen de distinguer par un suffrage nouveau une œuvre de valeur, d'exciter autour d'elle la curiosité et les réflexions de tous, de susciter par là « un mouvement propre à épurer le goût et la langue ». Une telle direction, de telles discussions seraient en ce moment particulièrement avantageuses ; car, comme dans les premières années du XVII[e] siècle, quand s'élaboraient les règles classiques, « il y a une grande division dans les opinions littéraires ; pour sortir de cette anarchie, il faut rétablir dans leurs droits l'usage et le bon goût ». — Aux temps héroïques

1. Correspondance, 1[er] mai.

du romantisme, quelque vingt ans après, Napoléon se serait-il contenté de sa place au parterre?

Son ministre de l'intérieur lui a proposé d'établir une école spéciale de littérature et d'histoire au Collège de France. L'Empereur ne comprend pas ce qu'on peut entendre par une école spéciale de littérature : « On veut enseigner l'éloquence? On veut enseigner la poésie? Mais qu'y a-t-il de plus à montrer en éloquence et en poésie que ce que tout jeune homme a appris dans sa rhétorique?... Selon ma propre expérience, les cours de littérature n'apprennent rien de plus que ce qu'on sait à l'âge de quatorze ans. Corneille et Racine n'en savaient pas plus qu'un bon écolier de rhétorique... Le talent de créer est, dans la littérature comme dans la musique, un don individuel ; le goût et le génie ne se peuvent apprendre. »

Mais il concevait assez bien l'importance d'une école spéciale de géographie. « Si, dans un point central tel que Paris, il existait plusieurs professeurs de géographie qui pussent rassembler les connaissances éparses, les comparer, les épurer, qu'on fût dans le cas de les consulter avec sécurité pour être mieux instruit des faits et des choses, ce serait une bonne et utile institution. » Et il imagine la création de quatre chaires de géographie pour les quatre parties du monde : ce serait comme une sorte de « bureau de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique », où l'on aurait sous la main tous les renseignements les plus exacts.

Il voudrait aussi une école spéciale d'histoire, dotée de nombreuses chaires. Il y aurait d'abord un cours de bibliographie, où les jeunes gens, « au lieu d'employer des mois à s'égarer dans des lectures insuffisantes ou dignes de peu de confiance, seraient aussitôt dirigés vers les meilleurs ouvrages, et arriveraient plus facilement, plus promptement, à une meilleure instruction ». Il y aurait un cours d'histoire de la législation, où le professeur aurait à remonter jusqu'aux Romains, et à descendre de là, en parcourant successivement les différents règnes des rois de France, jusqu'au Consulat. On ferait aussi l'histoire de l'art militaire français. Mais voici surtout à quoi tient Napoléon : « Ce serait une impor-

tante obligation des professeurs de l'école spéciale d'enseigner l'histoire des époques qui se rapprochent de nous. Aucun historien n'arrive jusqu'à nos jours ; il y a toujours pour un homme de vingt-cinq ans un intervalle de cinquante années qui ont précédé sa naissance sur lesquelles il n'y a point d'histoire... Toute notre jeunesse trouve plus de facilité pour apprendre les guerres puniques que pour connaître la guerre d'Amérique qui a eu lieu en 1783. » C'est là une lacune fort regrettable que l'Empereur veut combler. Il ne paraît pas d'ailleurs que toutes ces réflexions aient abouti à quelque institution définitive.

Napoléon eut sur l'éducation des filles des idées beaucoup moins libérales ; il eut évidemment pour les femmes une médiocre estime : le bonhomme Chrysale avait exprimé à peu près le tout de l'instruction que l'Empereur leur juge convenable.

Il fonde en ce temps-là la maison d'Écouen pour les filles des membres de la Légion d'honneur. Il ne veut pas qu'elle ressemble à l'ancien établissement de Saint-Cyr, « où l'on élevait mal les demoiselles... Rien de plus mal conçu, de plus condamnable, que de faire monter les jeunes filles sur un théâtre et d'exciter leur émulation par des distinctions de classes. Il ne faut point d'émulation entre elles ; il ne faut pas éveiller leurs passions, et mettre en jeu la vanité qui est la plus active des passions du sexe ».

Leur nourriture ne saurait être trop simple : de la soupe, du bouilli, et une petite entrée ; rien de plus ; il faut d'ailleurs qu'elles fassent elles-mêmes leur pain. Leur habillement sera très ordinaire, fait de matières très communes ; on pourra suivre la mode, « sauf que l'on couvrira les bras et que l'on adoptera les modifications qui conviennent à la pudeur ».

Il faut avant tout leur enseigner la religion dans toute sa sévérité ; elle est « le plus sûr garant pour les mères et pour les maris, à cause de la faiblesse du cerveau des femmes, de la mobilité de leurs idées ». C'est, on le voit, une religion bien particulière, une sorte de garde-folles, une façon de police ; aussi bien, même en signant le Concordat, n'attribua-t-il jamais à la religion un rôle bien différent.

Il faut ensuite apprendre aux élèves à chiffrer, à écrire, afin qu'elles sachent l'orthographe, se borner en physique à ce qui est nécessaire pour prévenir une crasse ignorance et une stupide superstition, leur faire un « léger » cours d'histoire naturelle, de botanique ; « et encore tout cela peut-il avoir des inconvénients ».

En général, il faut les occuper toutes, pendant les trois quarts de la journée, à des ouvrages manuels, bas, chemises, broderies. « Je voudrais qu'une jeune fille sortant d'Écouen sût travailler ses robes, raccommoder les vêtements de son mari, faire la layette de ses enfants, procurer des douceurs à sa petite famille, soigner son mari et ses enfants lorsqu'ils sont malades [1]. » — En résumé, de la religion, pour qu'elle ne songe pas à sortir de sa maison ou de l'église, de l'adresse à se servir de ses dix doigts, — telles sont les conditions nécessaires et suffisantes de l'éducation d'une femme selon le cœur de Napoléon.

II. — Opérations militaires.

C'est au milieu des camps, face à l'ennemi, que l'Empereur a l'esprit assez dispos, la tête assez froide, pour disserter de ces questions pacifiques. Le 19 avril, le jour où il dicte ses observations sur le concours de la Madeleine, sur l'encouragement des lettres, sur les nouvelles classes du Collège de France, il donne au roi de Hollande des conseils sur la meilleure manière de gouverner son royaume ; il demande à Mollien des renseignements sur l'état du trésor ; il stimule le zèle policier de Fouché ; il presse Junot d'inspecter soigneusement les recrues, Cambacérès de lui expédier les marins de la garde et les renforts venus d'Espagne, Daru de préparer cent mille boisseaux d'avoine à destination de Marienwerder ; il multiplie, heure par heure, les ordres nécessaires à la poursuite des sièges de Neisse, de Kolberg, de Danzig, aux opérations contre les Suédois sur les côtes de la mer Baltique.

1. Correspondance, 15 mai.

Le 15 mai, quand il donne ses instructions sur l'organisation de la maison d'Écouen, il annonce à Jérôme la mort du prince royal de Hollande ; il s'occupe avec Cambacérès du Code de commerce à présenter au Corps législatif ; il commande à Portalis un rapport sur les curés de Morra, de Sommariva del Bosco, de Cortemiglia, et sur M. de Trémoulet, curé de Mondalazac, dans l'Aveyron, qu'il est disposé à décorer ; il réprimande le général Beaumont qui a perdu une journée ; il ordonne à Clarke d'envoyer au plus vite les fusiliers de la garde à Bromberg, les marins du même corps à Danzig ; il surveille point par point tous les détails du siège de Danzig. Toutes ses journées sont ainsi remplies, sans qu'apparaisse jamais le moindre trouble dans cette merveilleuse organisation cérébrale : cet homme ne connut pas le repos, n'en sentit pas le besoin.

A Finkenstein en particulier, cette activité étonnante, toujours calme, sûre d'elle-même, sans hâte ni fièvre, se porta aux plus difficiles opérations militaires, aux plus délicates conceptions diplomatiques. Il faut, pour la clarté de l'exposition, les étudier séparément. Mais il faudrait, pour donner une exacte idée du génie de l'Empereur, tout mener à la fois, entraîner dans le même mouvement de la pensée les affaires de la guerre et de la paix, de l'administration et de l'armée, des finances et des arts, le gouvernement de l'Europe et les intérêts domestiques. Il n'y faut point songer. D'ailleurs le principal objet n'est pas ici de tenter un nouveau portrait de Napoléon, mais d'étudier seulement un des traits de son caractère politique, un des moments de son énergie.

Aussi bien ce moment est-il parmi les plus intéressants de sa carrière. C'est le lendemain d'Eylau. L'effet moral de cette rencontre a été considérable ; on était si peu habitué à voir Napoléon ne remporter que de demi-victoires, et d'autre part on se persuadait si volontiers que sa grandeur aurait une limite et qu'un jour on apprendrait tout à coup la ruine du colosse, on le considérait si bien comme un extraordinaire météore dont l'éclat devait être aussi fugitif que brillant, que, l'imagination et l'espérance aidant, on traduisit en beaucoup d'endroits la bataille d'Eylau en un éclatant succès des Russes ;

et bientôt on annonça, de-ci de-là, en Angleterre, en Italie, sur le Rhin et le Danube, la retraite de l'Empereur, l'entrée des Russes à Varsovie, leur marche en avant sur Berlin, la prochaine déroute des Français et la délivrance des peuples. De tels bruits sont aussi funestes qu'une défaite réelle. Napoléon redoutait l'espérance et le courage qu'ils pouvaient rendre à ses ennemis, et il multipliait les mesures de précautions.

Il redoutait surtout l'Angleterre. N'allait-elle pas profiter de cette crise pour soudoyer sur le continent quelque nouvelle alliance ? Le blocus continental menaçait gravement ses intérêts : ne serait-ce pas le stimulant le plus énergique à sa haine un peu engourdie depuis la mort de Pitt ? Son ennemi était loin, au fond de la Pologne : avec la lenteur et l'inexactitude des courriers de ce temps, ne pouvait-on essayer de l'atteindre quelque part avant qu'il pût se mettre en garde ? — En vérité Napoléon crut que l'Angleterre ne laisserait pas passer le printemps sans quelque grand effort, sans un débarquement quelque part, en Italie, en Hollande, en Allemagne, sinon en France. Car il fut tout l'été question, à Londres, d'une « grande expédition », de quelque formidable Armada, où se concentreraient pour une action décisive toutes les forces navales de la nation, avant que tous ses alliés du continent fussent écrasés les uns après les autres. Il fallait se hâter ; car la querelle sans doute ne tarderait pas à être vidée entre la France et la Russie, sur les derniers débris du royaume prussien.

Mais l'année 1807 fut de tout point malheureuse pour les Anglais. Leur grande expédition était toujours prête à partir et ne partait jamais. Ils en épuisèrent les ressources en les dispersant sur l'océan Atlantique où ils assiégèrent Montevideo, sur les mers de l'Inde où ils surveillaient sans les pouvoir prendre les flibustiers intrépides que lançait Decaen sur leurs côtes, sur la Méditerranée où ils essayèrent de venger leur défaite des Dardanelles par la conquête de l'Égypte. Le succès de ces entreprises fut compromis par leur multiplicité même, et d'ailleurs aussi par les difficultés du gouvernement intérieur, suites naturelles de la mort de Nelson en octobre

1805, de Pitt en janvier 1806, et de Fox le 13 septembre de la même année. L'Angleterre manqua d'hommes.

Le ministère Grenville, où Fox fut remplacé aux affaires étrangères par lord Hovick, ne survécut pas longtemps à son plus illustre membre. Depuis longtemps déjà, beaucoup d'hommes d'État anglais voulaient régler la question d'Irlande, pour recruter dans l'île des soldats bien nécessaires à la longueur et à l'ardeur des luttes engagées, et pour guérir une plaie où tout le Royaume-Uni se sentait gravement vulnérable. Déjà en 1793, sous Pitt, les catholiques avaient été autorisés à servir dans les troupes d'Irlande ; ils y pouvaient aspirer à tous les grades, jusqu'à celui de général d'état-major exclusivement ; mais un Irlandais catholique devenu colonel perdait son grade dès le moment où il était versé dans les troupes d'Angleterre. Lord Grenville résolut de proposer au Parlement l'extension du bill de 1793 à tout le royaume, à toutes les troupes anglaises. Le roi George III parut approuver cette intention, et le lord-lieutenant d'Irlande, le duc de Bedford, en fut immédiatement informé. Les Irlandais demandèrent si, dans le nouveau régime, ils seraient admis au généralat ; le ministère, de l'aveu du roi, leur fit répondre par l'affirmative. Le bill fut déposé aux communes le 5 mars, et beaucoup de députés s'y montrèrent dès l'abord favorables. L'affaire paraissait bien engagée [1].

Quelques jours après, le bruit court que le roi n'approuve pas du tout le projet de bill, qu'il ne consent pas à l'admission des catholiques à tous les grades militaires, qu'il y a eu malentendu entre lui et ses ministres. Ceux-ci retirent le bill avant que la discussion n'en soit entamée. Le roi exige d'eux qu'ils lui promettent de ne plus jamais proposer de nouvelles concessions à l'égard des Irlandais ; ils s'y refusent au nom de la responsabilité ministérielle, donnent leur démission, qui est acceptée.

Le nouveau ministère eut pour chef le duc de Portland, un vieillard de 70 ans, et non de 80, quoi qu'en dise Napoléon. L'administration de la guerre fut confiée à lord Castlereagh, les affaires étrangères à Canning.

1. *Moniteur* du 30 avril.

Le changement de gouvernement fut l'occasion d'un grand débat à la Chambre des Lords, le 26 mars. Les anciens ministres firent remarquer que l'Irlande pourrait fournir 100 000 hommes aux armées du royaume, que, quand on acceptait l'alliance des Russes orthodoxes, il était ridicule de dédaigner le secours des sujets catholiques du roi, que la colère des Irlandais pouvait être redoutable et favoriser les desseins de l'ennemi. Lord Hawkesbury leur répondit que « l'article fondamental de la constitution est que l'État est protestant, que ce serait une chose très extraordinaire que de donner des armes aux Irlandais et de leur refuser toute autre chose, qu'il vaudrait mieux leur donner tout excepté l'épée ».

La querelle fut d'ailleurs portée devant le pays. Car le Parlement fut dissous. Les élections se firent sur cette plateforme dressée par le ministère Portland : « Pas de papisme ! » Ce cri de guerre est toujours entendu en Angleterre. Les élections furent favorables au gouvernement nouveau. Les Irlandais durent attendre encore quelques années leur émancipation.

Ces dissensions compromirent sans doute toute action extérieure. Napoléon d'autre part ne songea pas à en tirer directement parti. Il recommande bien aux évêques de la Bretagne et de la Vendée de lancer des mandements sur la persécution des Irlandais et de dire des prières publiques à leur intention[1].

Il ordonne des préparatifs à Brest pour « faire croire à une expédition d'Irlande ». — « Parlez même, écrit-il à Decrès, aux Irlandais, et faites que cette nouvelle se propage. » Le ton même de cette note indique suffisamment que l'Empereur ne songea pas sérieusement à une telle offensive. Le grand dessein de la descente en Irlande était enfermé dans la tombe de Hoche.

Napoléon, vis-à-vis de l'Angleterre elle-même, ne se préoccupa, depuis 1805, que de la défensive. Il croit avoir assez à faire que de l'assurer solidement et n'est jamais certain d'avoir assez fait. Il multiplie extraordinairement les précautions, car

1. Correspondance, 21 avril, à Portalis.

il craint partout son ennemie ; il la voit partout ; elle est son cauchemar de tous les instants : sa pensée en est obsédée sans trêve pendant les dix années de l'empire.

Il la redoute en Italie. Car la Sicile est une sorte de grand dépôt anglais, d'où le général Fox, à la tête d'au moins 20 000 hommes, peut lancer des expéditions sur toutes les côtes de la Méditerranée. L'Angleterre ne tira pas un grand profit de cette situation ; Napoléon craignait qu'elle ne fût plus habile et plus hardie. Il parle bien de temps à autre d'une vive attaque sur la Sicile, avec quelques vaisseaux de Toulon ; il ne la risque pas. Il donne au contraire des ordres précis et répétés pour fortifier l'île de Capri qui couvrira Naples et se reliera à Toulon, pour construire à Castellamare un camp retranché qui, situé au sud de Naples, ne permettra pas de « supposer qu'on songe à évacuer la capitale ». Il fait établir un camp retranché à Osoppo, sur le Tagliamento, pour assurer les communications de l'Italie avec la Dalmatie et protéger l'Istrie contre un coup de main : car ces côtes étaient bloquées à distance par les croisières anglaises et russes. Il revient sans cesse sur les fortifications d'Alexandrie : évidemment il craint vers Gênes quelque attaque qui, par-dessus l'Apennin, pousserait des troupes sur le Tanaro et le Pô, et il souffrirait cruellement de voir le champ de bataille de Marengo insulté par l'ennemi. Enfin il hâte la formation d'une armée nationale italienne qui soutiendra et reliera ces camps du sud et du nord et qui remplacera les divisions françaises rappelées au même moment sur l'Elbe.

Il redoute les attaques anglaises sur les côtes de France. Il redoute une tentative sur Toulon ; il donne des ordres à Decrès pour qu'on y protège particulièrement la frégate *la Muiron*, sur laquelle il était revenu d'Égypte. « J'éprouverais, dit-il, une peine superstitieuse s'il lui arrivait quelque malheur[1]. »

Il faut que Junot inspecte avec grand soin, et d'urgence, les camps de Boulogne, Saint-Lô, Pontivy, Napoléon-Vendée ; il est rudement blâmé, le 10 mai, de n'être pas parti aux

1. Correspondance, 21 mai, à Decrès

premiers ordres : « Vous vous faites une étrange idée de vos devoirs et du service militaire. Je ne vous reconnais plus. » Il faut que les fortifications de l'île d'Aix et de Cherbourg soient mises en état.

Il faut que les gardes nationales des départements du Nord, du Pas-de-Calais et des départements voisins, sous le commandement du général Rampon, soient tenues en haleine, « prêtes à défendre ce qu'il y a de plus précieux, à maintenir l'honneur et l'inviolabilité du territoire sacré ».

Il faut organiser un corps d'observation de l'Escaut, 7 à 8000 hommes solidement établis à Anvers, qui pourront être, à la première alerte, renforcés par les troupes du camp de Boulogne ou par celles de la Hollande, et s'appuieront sur les places de Breda et de Berg-op-Zoom, bien approvisionnées. Le roi de Hollande est invité même à exagérer tous ces mouvements de troupes, à en remplir les gazettes, à leur fournir des détails sur les formidables camps de Cœverden, Anvers, Zeist. « Les Anglais ainsi ne se hasarderont peut-être pas à une expédition continentale. »

Et, pour suffire à tout cela et aux renforts dirigés sur la grande armée de la Vistule, Napoléon appelle par anticipation la conscription de 1808. Ce fut l'objet d'un sénatus-consulte qui ne rencontra aucune opposition. Comme d'ailleurs l'intention de l'empereur « n'était pas de se jouer des lois, mais d'exécuter ponctuellement les sénatus-consultes antérieurs », les conscrits ainsi appelés furent répartis entre les garnisons de l'intérieur, pour y soulager les anciens de la garde nationale, sous le commandement de généraux sénateurs ; ils ne devaient être envoyés à l'armée qu'en janvier 1808. En attendant, ils pouvaient être utiles sur les côtes ; ils y faisaient une barrière imposante à toute tentative de débarquement. Toutes les réserves des conscriptions précédentes passèrent aussitôt sur le Rhin, en Allemagne, et, comme une gigantesque marée humaine, toutes les troupes de l'Empire se pressèrent les unes sur les autres, à l'est, pour remplacer les morts d'Eylau et battre plus fortement les frontières russes.

Kellermann commande une forte armée de réserve sur le Rhin ; il a son quartier général à Mayence. Il n'est pas

inquiété : tous les pays du Rhin sont tranquilles, et, sauf les passages de convois militaires sur les grandes routes de France en Allemagne, d'Italie en Allemagne, ils jouissent d'une prospérité matérielle qu'ils ont rarement connue. L'armée du Rhin se tient donc l'arme au pied. Elle ne bougera que si les événements deviennent graves, soit qu'elle revienne à l'ouest, soit qu'elle s'enfonce à l'est sur l'Elbe, si l'armée de l'Elbe fléchit ou si elle se déplace elle-même sur l'Oder.

Car le plus grand danger que court l'Empire, le point faible de cet énorme système militaire, c'est le centre de l'Allemagne. Napoléon le voit bien. Il n'est pas probable que les Anglais tentent un débarquement sur les côtes françaises : seuls ils ne pourraient qu'y subir un échec dont l'Empereur tirerait vanité avec éclat. Aux bouches de l'Elbe, vers Hambourg, ils auraient aussi peu de chances de succès. Mais plus loin, sur la Baltique, ils ont les Suédois aux embouchures de l'Oder ; ils ont Danzig qui tient toujours contre le maréchal Lefebvre et où un effort vigoureusement poussé ébranlerait peut-être la rigidité des lignes françaises de la Vistule.

Les garnisons prussiennes tiennent toujours solidement les forteresses de Glatz, Kösel, Neisse ; celle-ci ne fut enlevée qu'à la fin de mai, après une très belle résistance de plus de deux mois. Jérôme Bonaparte, à la tête du IXe corps, fait l'apprentissage du gouvernement des Allemands ; car son armée compte en grande majorité des Bavarois, des Wurtembergeois, des Allemands de la Weser et du Rhin. Cela ne hâte pas la soumission de la Silésie. Et Napoléon presse son frère d'agir, d'achever la conquête de cette province, de s'occuper moins des dames de Breslau, lui indique les meilleures opérations, la meilleure conduite à tenir. La conquête de la Silésie est très urgente, et notamment celle des places de Glatz et de Neisse qui sont la route de la Bohême, car « les Autrichiens peuvent faire la folie de se déclarer », quoiqu'on les endorme par des promesses de négociations générales et surtout qu'on attire leur attention ailleurs, sur le Danube inférieur et Constantinople.

C'est pourquoi l'armée d'Italie exécute dans la région de Venise, sur la frontière autrichienne, des marches et contre-marches mystérieuses. Est-elle destinée à menacer Vienne, si l'Autriche sort de sa neutralité ? ou à renforcer Marmont, s'il doit descendre de l'Illyrie en Bosnie et jusqu'en Bulgarie ? ou seulement à masquer d'autres mouvements ? — Ses deux meilleures divisions, Molitor et Boudet, remontent l'Adige par le Tyrol, sont à Innsbruck le 20 avril : elles pourraient descendre de là sur Passau et Vienne ; mais l'Autriche est tranquille. Elles traversent donc la Bavière et se concentrent à Magdebourg sous Brune, liant leur gauche à Mayence, leur droite à Kustrin et Posen. Ainsi, dit l'Empereur dans son 73e bulletin, le 8 mai, « on sera en mesure de recevoir l'expédition anglaise sur quelque point qu'elle se présente. Il est certain qu'elle débarquera ; il ne l'est pas qu'elle puisse se rembarquer ».

En réalité, il n'était pas aussi rassuré qu'il le disait. Les Suédois étaient nombreux à Stralsund et dans les îles de l'embouchure de l'Oder. La garnison prussienne de Kolberg, de l'autre côté de ce fleuve, soutenait héroïquement le siège ; le major Schill s'en était échappé pour battre les environs et sans cesse harceler les Français, comme un insecte insaisissable. Entre Stralsund et Kolberg, les Anglais pouvaient débarquer, lier cette opération avec une armée russe de Riga ou de Saint-Pétersbourg, et une triple expédition d'Anglais, de Suédois et de Russes pouvait le long du Havel descendre sur Berlin, briser la ligne des positions françaises entre l'Elbe et la Vistule, entre Magdebourg et Posen. La Hesse, toujours turbulente, pouvait « lever le nez » et retenir sur la Weser les troupes de Brune et de Kellermann. Et si l'Autriche alors faisait la folie de se déclarer, — « Ah ! si j'étais l'archiduc Charles ! » s'écriait Jomini au lendemain d'Eylau — l'armée française pouvait être coupée sur l'Elbe, à longue distance en arrière du grand quartier général, sans que Napoléon pût se retourner, ôter son regard de la ligne des avant-postes russes dont les feux s'allumaient à quelques lieues de Finkenstein : une retraite, après Eylau, eût été aussi grave qu'une défaite. Et cependant les Russes, vers le Niémen, lui

donneraient-ils l'occasion d'une victoire alors nécessaire, pressante?

Il eut peur de quelque catastrophe. Il redouta une pareille entreprise de ses ennemis, tant elle lui paraissait naturelle, tant il était pour lui évident que l'Armada britannique ne pouvait avoir d'autre but. N'est-il pas étonnant en effet que cette tentative n'ait pas été faite? En vérité, les adversaires de Napoléon ne furent pas toujours dignes de lui.

C'est que d'ailleurs il leur aurait fallu se mettre mieux d'accord qu'il n'est de coutume aux coalitions. Et l'occasion ne fut favorable qu'un temps très court, trop court pour une entente entre eux. Et, dans ce temps très court, Napoléon accumula les précautions.

Il prévint Clarke, le gouverneur de Berlin, du danger possible : si Berlin et Spandau étaient menacés, il avait l'ordre de sauver les caisses, puis de se retirer selon les circonstances à Kustrin ou à Stettin. Non pas que Napoléon pensât abandonner sans lutte Berlin et la ligne de l'Elbe. Mais il disposait ailleurs son plan définitif, qui, dans l'ensemble des opérations de la Grande Armée, est d'un intérêt réellement dramatique, digne d'une attaque plus sérieuse : il est renfermé dans les merveilleuses instructions adressées aux maréchaux Brune et Mortier.

Brune est chargé de défendre les embouchures de l'Ems, de la Weser et de l'Elbe; il doit surveiller la Poméranie suédoise, en poussant des pointes jusqu'à la Peene; « il doit se porter sans ordre partout où débarquerait une armée anglaise ou suédoise, et couvrir la ligne Hameln, Magdebourg, Berlin, Stettin ». Il aura donc son quartier général à Schwérin, son centre entre Lubeck et Demmin, sa gauche entre la Weser et l'Elbe, sa droite entre Demmin et l'embouchure de l'Oder, tout le long de la frontière des pays suédois. Selon la direction de l'attaque anglaise ou anglo-suédoise, le maréchal Brune penchera à gauche ou à droite, en pivotant à sept ou huit marches de Magdebourg, d'où les divisions Molitor et Boudet, en réserve, dominant tout l'arc de Brême à Stettin, suivront le rayon où elles seront le plus nécessaires.

A sa droite, vers Stettin, le maréchal Brune touchera la gauche du maréchal Mortier, commandant le VIII[e] corps de la Grande Armée. Des trois divisions du VIII[e] corps, la division Loison assiégera Kolberg, la division Dupas à gauche s'appuiera à Stettin, la division Grandjean à droite s'allongera jusque vers Danzig. Si les ennemis débarquent à l'embouchure de l'Oder, ils y seront en quelques jours enserrés entre le VIII[e] corps et l'armée du maréchal Brune, qui fermeront sur eux un irrésistible étau. Si le débarquement est tenté sur Danzig, au premier signal le VIII[e] corps inclinera à l'est et entraînera dans son mouvement toutes les troupes de Brune, vers la gauche même de la Grande Armée qui tient la Vistule. Où qu'il se présente, l'ennemi se heurtera à des forces supérieures ; toute porte bientôt se fermera sur lui.

Ce plan si simple et si souple se montra excellent dans le temps même où il était conçu et à peine esquissé. La grande expédition anglaise ne vint point ; mais les Suédois agirent. Au commencement d'avril, ils franchirent la Peene et se portèrent sur Pasevalk dans la direction de Stettin. Le 16, le maréchal Mortier, qui n'avait pas encore fait passer tout le VIII[e] corps sur la rive droite de l'Oder, leur livra bataille à Anklam, les vainquit, les rejeta derrière leur frontière. Leur général en chef, d'Armfeld, fut blessé. Son successeur, le général baron d'Essen, fut autorisé à négocier une suspension d'armes qui fut signée aussitôt, le 18. Selon les instructions expresses de l'Empereur, il y fut convenu qu'en cas de rupture de l'armistice les deux gouvernements se préviendraient un mois à l'avance. Car Napoléon pensait que les Suédois ne résisteraient pas longtemps aux instances de l'Angleterre maîtresse de la mer et reprendraient les armes à la première occasion. Il voulait, autant que possible, ne pas être pris au dépourvu.

Cependant, dès ce moment, il fut plus tranquille sur ce qui pouvait arriver à l'embouchure de l'Oder. Il rapproche donc de Danzig le maréchal Mortier avec ses deux divisions Dupas et Grandjean. Ainsi Brune vient à Stettin, et la division Loison, qui continue le siège de Kolberg, passe sous son commandement. Brune a ainsi au nord de Berlin, autour

de Stettin, plus de 60 000 hommes ; il peut en imposer aux Suédois, et, même si l'Autriche se déclare, il sera en Saxe en quelques marches, y recevra rapidement des troupes de Pologne ou de Silésie, de Magdebourg ou de Mayence, et il pourra contenir quelque temps, vaincre peut-être les ennemis à la sortie de la Bohême, permettre ainsi l'achèvement de l'œuvre de la Grande Armée de la Vistule.

Ainsi la France, couverte sur toutes ses côtes de camps défensifs, prépare dès ce printemps de 1807 les contingents de 1808, et, si la guerre se prolonge jusque-là, l'Empereur aura des soldats tout prêts, déjà exercés, pour combler les vides que la victoire elle-même creuse dans les rangs de la Grande Armée. Ils n'auront qu'à se pousser, de mois en mois, de la Bretagne au Rhin sous Kellermann, du Rhin à l'Elbe et à l'Oder sous Brune, pour se trouver transportés comme naturellement sur la Vistule et la frontière Russe. C'est le sang généreux de France qui passe à travers tous les corps de l'armée impériale pour les nourrir et suffire à la dévorante pensée du conquérant.

La circulation établie du fond de l'Italie et de la côte atlantique jusqu'à son quartier de Finkenstein, Napoléon détourne un moment tout son effort sur Danzig, dont la résistance, autant que l'hiver, retarde sa marche sur la Russie, en entravant sa gauche. Dès le lendemain d'Eylau, il avait résolu de l'enlever ; car il avait senti le danger de ne pas l'avoir : si alors il n'avait pas été, par hasard, prévenu de la marche en avant de Bennigsen et s'il ne l'avait pas arrêté tout à coup en heurtant son flanc gauche, les Russes pouvaient atteindre la Vistule inférieure et, appuyés sur Danzig, mettre en péril toute la ligne française et inquiéter ses communications sur Berlin. C'est pourquoi il avait quitté Varsovie, s'était établi à Finkenstein, avait resserré ses cantonnements vers la mer Baltique, au risque de dégarnir sa droite et de laisser les Russes s'enfoncer en Galicie et lier leurs opérations avec l'Autriche si celle-ci entrait en ligne. Mieux valait se préoccuper d'un ennemi avoué comme l'Angleterre que d'un ennemi non déclaré comme l'Autriche. Aussi bien en effet l'Autriche ne bougea-t-elle pas.

Au mois de mars, Napoléon décida le siège de Danzig et en confia le soin au maréchal Lefebvre, qu'il voulait avoir l'occasion de récompenser. Mais ses ennemis tenaient autant que lui à Danzig : à l'abri de ses murailles ils pouvaient effectuer un débarquement et pousser sur la gauche française une très redoutable attaque ; une dernière tentative anglo-suédoise sur la Vistule, combinée avec une offensive des Russes sur la Prégel, aurait mis peut-être Napoléon dans l'embarras. Les alliés ne s'entendirent pas, et ce malentendu acheva de compromettre l'alliance ; il y a peu d'amitiés, entre les peuples, comme entre les hommes, qui survivent aux revers ; ils préfèrent la communauté des victoires. Les Français purent conduire le siège de Danzig presque sans être dérangés.

La place était commandée par le feld-maréchal Kalkreuth. Sa défense s'appuyait surtout sur le fort de Weichselmunde, entre la ville et la mer, capable de couvrir un débarquement ou du moins de tenir à longue distance les lignes d'investissement. En fait, Danzig ne fut pas enfermé de ce côté par les assiégeants et resta en communication avec la haute mer. Comment les ennemis de Napoléon n'en ont-ils pas mieux profité ?

Aussi fallut-il de longs jours au maréchal Lefebvre pour s'approcher en bonne place pour l'assaut. Napoléon s'impatienta fréquemment, d'autant plus que le maréchal n'écrivait pas volontiers et que ses billets trop laconiques ne donnaient que des renseignements très incomplets. La tranchée fut commencée dans la nuit du 1er au 2 avril. Le feu ne fut ouvert que le 23 avril, et de trop loin encore pour être bien efficace.

Alors enfin les ennemis firent une petite diversion, au commencement de mai, c'est-à-dire seulement près d'un mois après l'effort des Suédois sur la Peene. Était-ce donc pour donner au maréchal Mortier le temps de venir de l'Oder à la Vistule ? Le 12 mai, soixante petits bâtiments débarquèrent, à l'abri du fort de Weichselmunde, une petite armée de 8 à 10 000 hommes, commandée par le lieutenant général Kamenski, fils du feld-maréchal russe. A quoi pouvaient-ils

être utiles ? Pas même à retarder la prise de la ville. Ils ne purent même pas prendre position à l'aise le long du rivage. Lannes rapprocha sa gauche, Mortier arriva de l'ouest avec toutes ses troupes : par mesure de précaution seulement, car le 15 mai la division Oudinot suffit à rejeter les Russes sous le feu du fort, après leur avoir fait 1 300 tués, 1 500 blessés et 200 prisonniers.

Quelques jours après, les Français prirent encore le *Sans-Peur,* « belle corvette anglaise doublée en cuivre, de 24 canons, montée par 120 Anglais, chargée de poudre et de boulets ». Lefebvre put achever tranquillement ses dernières approches. Bientôt la tranchée atteignit la ville. Quelques bombardements pratiquèrent les brèches nécessaires. L'assaut fut préparé. Le 21 mai, Kalkreuth demanda à capituler. Le 26 mai, les troupes du maréchal Lefebvre entrèrent à Danzig, et le lendemain le fort de Weichselmunde leur fut remis. Elles y trouvèrent de très abondantes ressources, 800 pièces de canons, de vastes magasins tout pleins, 500 000 quintaux de grains, des caves immenses, de grands approvisionnements de drap et d'épicerie. Napoléon ne dédaigna pas ces richesses, ses soldats moins encore. Surtout il eut là une place forte de premier ordre, soutenant sa gauche, comme Thorn couvrait son centre et Praga-Varsovie sa droite. Toute sa ligne de bataille était solidement formée, droit sur la frontière russe.

C'est pourquoi il donna un grand éclat à la publication de ce succès, — ses bulletins étaient un des éléments de sa stratégie, en exaltant ses victoires, atténuant ses échecs ; — dans le 77e bulletin de la Grande Armée, il fit, avec quelque complaisance, de la prise de Danzig, « le premier, le plus beau fruit de la victoire d'Eylau ». Lefebvre fut créé duc de Danzig ; des domaines furent mis en vente dans les pays de Parme et de Plaisance pour acheter à son intention, sur les bords de la Loire, de la Seine ou de la Saône, quelque propriété de 100 000 francs de revenu, avec une belle habitation. Les évêques reçurent l'ordre de faire chanter le *Te Deum* dans toute l'étendue de l'Empire. Et ce n'était que l'annonce d'exploits plus grands ; car la marche en avant

était déblayée, l'herbe commençait à pousser. Il ne restait plus qu'à garnir les sacs, qu'à fourbir les armes sur tout le front de la Grande Armée.

Elle se trouvait, par l'achèvement des opérations le long de la Baltique, toute échelonnée le long de la Vistule, de Varsovie à Danzig, ses têtes de pont à Praga, Modlin (aujourd'hui Novo-Georgievsk), Marienbourg, barrant toute la plaine depuis les dernières hauteurs du Lysa-gora polonais jusqu'à la côte, sa ligne creusée au centre, la pointe droite sensiblement recourbée au nord, et mobile, comme pour pénétrer le flanc de l'ennemi et le tenir à la merci de l'Empereur. Mortier en effet était à Dirschau, Lannes à Marienbourg, Bernadotte sur la basse Passarge, puis Soult à Lippstadt, Ney à Guttstadt, Davout à Allenstein ; enfin beaucoup plus loin à la droite, vers Ostrolenka, le Ve corps, de Masséna. Le rôle de Masséna était particulièrement important et délicat ; il couvrait Varsovie, et ainsi devait occuper fortement les deux rives de la Narew en poussant ses reconnaissances jusqu'au Bug ; il devait aussi être sans cesse en mouvement, se déplacer en tous sens aux environs, pour inquiéter les Russes, les tenir en alarme, les empêcher de se dégarnir par là pour se masser sur la Vistule inférieure, puis, au signal, il devait foncer au nord, rabattre l'ennemi sur l'Alle et la Pregel, le livrer à Napoléon.

En attendant le jour où cette épée, assujettie dans la main de l'Empereur avec tant de précision, pointera enfin sur la Russie, les dernières troupes appelées de l'ouest entrent dans les rangs, sont passées en revue à Elbing les unes après les autres, renouvellent chaque jour la joie comme enfantine qu'éprouve le maître à contempler sa force. Le 8 mai en particulier, il voit à Elbing 18000 hommes de cavalerie, « en très bon état, parfaitement dispos », et, ajoute-t-il, « c'est un des plus beaux coups d'œil qu'on puisse voir ». Il veille à tout d'ailleurs, et rien ne peut manquer qu'il ne le sache. Il reçoit le 21 mai du général Lacuée un état des dépôts de l'infanterie de l'armée de Naples et de la Grande Armée, après la levée de la conscription de 1808. Il y relève des erreurs : on a oublié le 3e bataillon du 17e, qui est sur le

Rhin ; le 7e de ligne n'est pas à la division Boudet, son 3e bataillon est dans le Piémont, les 2 premiers à Braunau. Il manque 60 hommes au 2e cuirassiers, 25 au 3e, 25 au 20e dragons, 20 au 13e chasseurs, 50 au 2e hussards. Sauf cela et d'autres petites choses, « cet état est si bien fait qu'il se lit comme une belle pièce de poésie ».

Il réclame partout des munitions, des vivres. Il est rarement content, du moins le manifeste rarement ; il gronde sans cesse, presse les lenteurs, gourmande les erreurs ou les oublis, se plaint, traite avec dureté même ceux qui ont toute sa confiance, comme Daru auquel il écrit cette note vigoureuse : « Il n'y a pas un boisseau d'avoine à Marienwerder ; il en faudrait 200000... Si ce n'avait été Elbing, je serais mort de faim. »

Après la prise de Danzig, les notes redoublent ; les courriers se pressent en tous sens dans les plaines enfin reverdies de la Prusse royale ; les officiers d'état major sont sur les dents. Tout est prêt. On va partir le 10 juin, avec 14 jours de vivres, 4 dans les sacs, 10 sur les caissons.

III. — Opérations diplomatiques.

Toute l'Europe, presque l'Asie, sont intéressées à cette querelle qui va se vider dans les plaines marécageuses qui tiennent entre la Passarge et la Pregel. L'Autriche attend avec anxiété le jugement des combats ; pourra-t-elle même attendre sans entrer dans l'action ? Les Anglais craignent de voir succomber leur dernière alliée du continent, et, la Russie vaincue ou soumise à l'ascendant de la politique française, l'Inde à son tour pourra-t-elle échapper aux atteintes du conquérant ? Elle est loin ; mais la gloire d'Alexandre le Grand semble tenter Napoléon ; les Anglais se souviennent du grand projet franco russe de 1801, quand déjà Paul Ier et Bonaparte combinaient la marche de Knorring et de Masséna par-dessus les plateaux de l'Iran.

Ils ont raison de craindre. L'Orient attire comme une

patrie l'imagination de Napoléon, et dans le temps où, les côtes de France bien défendues, l'Europe entière interdite aux vaisseaux anglais, il accumule toutes ses forces militaires vers le Niémen, il soulève l'Orient musulman, « électrise » la Turquie et la Perse, les pousse contre la Russie et s'y prépare la voie vers l'Inde. Constantinople et Téhéran absorbent à Finkenstein ses pensées les plus familières, résument ses plus ambitieux desseins, concentrent sa poursuite passionnée de la gloire.

Il trouva dans les affaires d'Orient la diversion nécessaire pour retenir l'action hostile de l'Autriche. Tout ce printemps, il crut à son intervention et disposa ses réserves en vue de cette complication. Il fit d'autre part tout ce qu'il put pour l'éviter, en entretenant les hésitations du gouvernement de Vienne. Battu si souvent, celui-ci d'ailleurs redoutait de nouveaux risques.

Du moins il envoya en Pologne auprès de la Grande Armée un observateur habile, le baron de Vincent. Il arriva à Varsovie le 8 janvier et eut dès ce moment de nombreux entretiens avec le prince de Bénévent. Varsovie fut pendant plusieurs mois le quartier général diplomatique de l'Europe ; M. de Talleyrand y tint une véritable cour. Le baron de Vincent s'efforça surtout de s'éclairer sur les secrets desseins de Napoléon, avec des intentions malveillantes à peine dissimulées : « M. de Vincent, disait Napoléon, reprend le rôle du baron d'Haugwitz avant Austerlitz. » Il cherchait aussi à deviner l'orientation de la fortune. Il craignait en particulier une restauration de la Pologne que Napoléon laissait espérer aux Polonais en de vagues proclamations, et la Galicie devenue autrichienne en était fort agitée.

L'empereur des Français sentait bien qu'une décision formelle en ce sens jetterait l'Autriche dans la coalition de ses ennemis. Il encourageait les espérances polonaises ; il en abusait auprès de la comtesse Walewska ; mais il défendait à Talleyrand tout engagement prématuré ; il faisait écrire dans les bulletins officiels qu'il ne fallait pas en parler, ne s'étant lui-même jamais expliqué à ce sujet. En fait, il gardait la question de Pologne comme un épouvantail contre la

Russie, comme un appât au dévouement des Polonais. Leur ardeur guerrière lui était fort précieuse, à l'avant-garde de l'Allemagne, aux flancs des puissances copartageantes, et il l'exaltait encore de toute façon. Tout en se plaignant au grand-duc de Berg de l'inconséquence du caractère des Polonais, il leur parlait de Jean Sobieski, il leur donnait un gouvernement provisoire avec Joseph Poniatowski comme ministre de la guerre ; il exigeait d'avance le payement de leur future délivrance en dévouement aveugle à sa cause. Il ne s'acquitta jamais. Vit-il en eux autre chose que l'un des corps les plus brillants de la Grande Armée, l'une des Marches de son empire?[1]

Cependant les gouvernements russe et prussien faisaient tous leurs efforts à gagner l'alliance autrichienne. Et sans doute ils l'espérèrent ; car, malgré Iéna, malgré Eylau, ils ne diminuèrent rien de leurs exigences. Alexandre et Frédéric-Guillaume signèrent le 26 avril la convention de Bartenstein[2] ; ils s'engageaient à ne pas traiter l'un sans l'autre. L'empereur de Russie promettait à son allié la restitution de tous ses États et même « un arrondissement » territorial. La confédération du Rhin devait être dissoute et l'Allemagne réorganisée sous l'hégémonie de la Prusse et de l'Autriche. L'Italie elle-même devait être soustraite à la suprématie française. « Il s'agissait d'effacer de l'histoire, non seulement les conséquences d'Iéna, mais celles d'Ulm et d'Austerlitz[3]. » C'était la reconstitution de la triple alliance de 1805 et de celle de 1806 : alors l'Autriche était entrée en ligne trop tôt, la Prusse trop tard ; il fallait réparer ces erreurs, se mettre enfin d'accord. Concert en somme difficile à établir.

Les alliés comptaient peu sur l'Angleterre ; elle aimait à faire sa partie toute seule. La troisième coalition l'avait arrachée aux menaces du camp de Boulogne ; Trafalgar l'avait libérée de toute inquiétude sur la mer ; elle avait peu souffert d'Austerlitz et d'Iéna : les coups s'échangeaient loin d'elle.

1. Mémoires de Talleyrand, I, p. 312.
2. Garden, *Recueil des traités*, X, 407.
3. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, I, 47.

Le blocus continental ne l'effrayait pas encore beaucoup. C'est pourquoi elle ne mettait pas un grand zèle à secourir ses amis dans leur détresse, et la « grande expédition » destinée aux côtes de la Baltique ne quittait pas ses ports. Elle avait essayé, pendant que les alliés se débattaient en Pologne sous les coups de Napoléon et que Frédéric-Guillaume et la reine Louise de Prusse perdaient presque tous leurs États, presque réduits à demander asile à Alexandre Ier, de dicter des lois au sultan, d'enlever Constantinople ou l'Égypte, d'arrondir son empire colonial, de cueillir vite tous les fruits des victoires de Nelson. Elle avait misérablement échoué des deux côtés et y avait laissé quelque chose de son prestige. Pitt était mort.

Mais elle ouvrait moins libéralement son trésor aux alliés du continent et faisait beaucoup attendre les subsides convenus. Les modifications ministérielles lui paraissaient une excuse suffisante. Cela permettait à Napoléon de faire insérer au *Moniteur*[1] ce récit évidemment arrangé. L'ambassadeur russe à Londres, M. d'Alopéus, s'en va trouver le nouveau chef du Foreign office, M. Canning; mais M. Canning ne sait aucune langue étrangère; M. d'Alopéus ne sait pas l'anglais; et ils n'ont pas d'interprète. Ils conviennent de s'entretenir en latin; mais le latin ne se prononce pas à Saint-Pétersbourg comme à Oxford. M. d'Alopéus répète souvent un mot que M. Canning ne comprend pas : Oroum! Oroum! L'ambassadeur s'impatiente et crie plus fort : Oroum! sans être mieux entendu. Enfin, à bout d'efforts, il retourne les goussets de son gilet pour montrer qu'ils sont vides, comme le trésor public de son pays. M. Canning comprit enfin que le Russe avait dit à sa façon le latin *aurum* : il promit d'y songer.

Les alliés fondaient plus d'espérances sur l'intervention de l'Autriche : elle y mettait peu d'enthousiasme. Elle était lasse de payer toujours pour les autres. Depuis quinze ans, elle avait subi des désastres peu communs; elle aimait le repos. Elle était alors comme frappée d'une crainte superstitieuse à

1. 18 avril.

suivre l'étonnante fortune de son vainqueur. Elle jugeait folie de tenter encore de l'arrêter, de lui ménager par de nouvelles luttes l'occasion de nouveaux triomphes. Aussi la mission de Pozzo di Borgo à Vienne n'eut-elle aucun succès : l'empereur d'Autriche lui répondit très nettement qu'il ne voulait pas entrer dans la lutte, qu'il n'était pas prêt, qu'il se battrait le plus tard possible. L'archiduc Charles, avec force révérences, refusa de se compromettre et déclara qu'on ne pouvait parler de pareilles choses qu'à l'Empereur son frère [1]. Les avances des gouvernements russe et prussien furent repoussées ; ils durent se contenter des vœux très sincères que l'Autriche ne cessa de faire pour leur succès.

Encore Napoléon leur disputa-t-il ce terrain d'abord. Il songea à une union étroite avec le gouvernement de Vienne. Ce ne fut pas de sa part, dans les premiers mois de l'année 1807, une simple comédie diplomatique. Ce fut une tentative peut-être très sérieuse pour appliquer le programme politique que jadis Talleyrand lui soumettait et qui reposait, on le sait, sur une entente cordiale avec l'Autriche agrandie jusqu'au Danube inférieur et refoulant la Russie en Asie sur l'Inde anglaise [2]. Ce programme s'est développé en quelque mesure dans le courant du XIX[e] siècle. Mais il était bien difficile que l'Autriche consentît, à la première invitation du gouvernement français, à abandonner toute action sur l'Italie, sur l'Allemagne, à rompre avec des traditions six fois séculaires, à se jeter dans l'inconnu.

Napoléon cependant lui offrit son alliance, pensa l'y obliger en la menaçant d'un rapprochement entre la France et la Russie, en l'effrayant sur les progrès constants de la Russie vers l'Europe centrale et la Méditerranée. « Un jour viendra, disait-il alors au baron de Vincent, où je paraîtrai devant Vienne avec 100 000 hommes pour défendre cette capitale contre l'invasion des Russes [3]. » Le danger russe devait, ajoutait-il, obliger la France et l'Autriche à une étroite union.

1. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, I, 18-20.
2. Cf. P. Bertrand : M. de Talleyrand, l'Autriche et la question d'Orient en 1805. — *Revue historique*, janvier 1889.
3. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, I, 28.

Si la Pologne devait être restaurée, l'Autriche n'y perdrait rien, elle obtiendrait quelque grosse compensation, la Silésie par exemple, toujours regrettée, ou la Serbie avec Belgrade, ou même les principautés Moldo-Valaques. A elle de profiter des circonstances et des favorables dispositions de Napoléon.

Était-il bien sincère, ou trompait-il à la fois Talleyrand et la cour de Vienne, afin de gagner du temps et d'éviter que cette cour ne « se déclarât » pour les alliés de Bartenstein ? Cette dernière supposition n'est pas invraisemblable.

L'Autriche n'accepta pas l'alliance de Napoléon. Elle ne le pouvait pas. Et, pour être utile aux Prussiens et aux Russes, — car toutes ses sympathies étaient toujours de leur côté, — elle offrit aux belligérants sa médiation et la réunion d'un congrès général pour traiter de la paix. La Prusse et la Russie aussitôt acceptèrent, et Napoléon y vit de la part du gouvernement autrichien une pensée hostile, celle de lui arracher la victoire où il se préparait, de sauver Danzig par un armistice, ou du moins de se créer une raison d'entrer dans la coalition si ses propositions pacifiques étaient repoussées. Napoléon, tout en regardant cette intervention comme « un malheur », ne voulut donner à l'Autriche aucun prétexte de rupture. Il accepta la proposition d'armistice, approuva fort l'idée d'un congrès, protesta hautement que personne plus que lui ne désirait la paix, que tous les peuples soupiraient après elle et qu'il était temps de leur donner satisfaction. Il avait un autre langage avec Talleyrand et ses agents : qu'à tout prix il fallait empêcher l'Autriche de « bouger », faire semblant de vouloir lier système avec elle, lui laisser croire qu'elle tenait le sort de l'Europe dans sa main, prendre toujours avec l'empereur François Ier, avec le comte de Stadion, avec le baron de Vincent, « le ton de la naïveté la plus moutonnière ». L'essentiel était de gagner du temps, de traîner en longueur les négociations préparatoires, de ne rien signer avant la prise de Danzig ; et, pour cela, Talleyrand doit proposer l'admission au congrès de toutes les puissances alliées des deux partis, de l'Espagne par exemple, puis de la Turquie : cela

demanda quelques semaines. Comme le baron de Vincent s'impatientait, Talleyrand lui expliqua que l'empereur Napoléon était loin, difficile à aborder, sans cesse à cheval, aujourd'hui ici, demain là-bas, sans qu'on sût le plus souvent où le pouvoir atteindre, qu'en de telles conditions les courriers restaient souvent en détresse. La Prusse et la Russie faisaient dans le même temps d'autres propositions, parlaient de l'Angleterre, répugnaient à admettre aux négociations les représentants de la Turquie. Bref, on occupa l'Autriche tout le printemps ; elle n'en fut pas fâchée peut-être, dispensée ainsi de prendre parti. On gagna la fin de mai, et Danzig fut enlevée ; on gagna le mois de juin, et la campagne de Friedland commença. Napoléon ne demandait sans doute pas d'autres résultats aux négociations engagées avec la cour de Vienne[1].

D'ailleurs les événements qui se passaient alors à Constantinople et sur le Danube inférieur attiraient l'attention de cette cour et la distrayaient des affaires de la Vistule et de l'Elbe. L'occupation de la Moldavie par l'armée russe du général Michelson inquiétait l'Autriche sur les secrets desseins du gouvernement de Saint-Pétersbourg. « L'Autriche et la France, disait Napoléon dans le 50e Bulletin de la Grande Armée, sont également intéressées à ne pas voir la Moldavie, la Valachie, la Serbie, la Grèce, la Roumélie, l'Anatolie devenir le jouet de l'ambition des Moscovites. » L'Angleterre avait le même intérêt ; mais elle ne voulait pas alors le comprendre et elle faisait cause commune avec les Russes, en partie du reste pour les surveiller ; car ce n'est pas uniquement par esprit de solidarité avec eux qu'à l'occupation de Bucharest par les Russes elle répondit par le passage des Dardanelles et l'attaque de Constantinople.

Cette attaque échoua ; elle surexcita, grâce au zèle et à l'énergie de l'ambassadeur de France Sébastiani et des officiers français, la colère des Turcs contre les Anglais et les Russes. Les Anglais furent chassés, repassèrent piteusement

1. Cf. sur toutes ces négociations : Correspondance de Napoléon 12 juin, — 78e Bulletin de la Grande Armée.

les Dardanelles, se jetèrent le mois suivant sur l'Égypte, n'y furent pas beaucoup plus heureux.

Ces triomphes, dus en grande partie à l'alliance de la France, portèrent à son apogée l'influence du général Sébastiani à Constantinople. Le sultan lui prodigua publiquement les marques de sa reconnaissance et de son amitié, lui donna l'ordre du Croissant, une maison de campagne à Therapia — confisquée, il est vrai, sur les biens de la famille du prince Ypsilanti, l'hospodar rebelle de la Moldavie ; — Sélim III fut particulièrement heureux de remettre lui-même, au nom de son puissant ami Napoléon, la grande décoration de la Légion d'honneur à l'ambassadeur de France. Comme le disaient méchamment les Anglais, Sébastiani est alors le grand-vizir du sultan Sélim.

Il ne se plaisait pourtant pas à Constantinople. Il y était même très malheureux. Il avait fait toute la campagne du Danube en 1805 et avait été blessé à Austerlitz. Ses fonctions nouvelles l'avaient tenu éloigné d'Iéna, de toute la guerre de Prusse ; il avait la nostalgie de la Grande Armée. Presque dans chacune de ses lettres, il suppliait M. de Talleyrand d'obtenir son rappel, il suppliait l'Empereur de l'employer plus près de lui. De grandes douleurs privées achevèrent de lui faire prendre en haine le séjour de Constantinople. Il avait emmené Mme Sébastiani avec lui. Le 15 avril, elle accoucha d'une fille ; il en faisait part le jour même à Talleyrand, se rappelant que celui-ci avait contribué à son mariage avec Mlle de Coigny, et il le priait encore de favoriser son retour d'un pays qu'il avait « pris en aversion [1] ». On dirait un funèbre pressentiment. Trois semaines après, la jeune mère fut emportée brusquement, le 15 mai, par une fièvre puerpérale. Le désespoir du général fut terrible. « J'espère, écrivait-il le lendemain à Talleyrand, que vous verserez une larme sur la mort de ma malheureuse Fanny. Vous avez contribué à mon bonheur, vous serez sensible à mon malheur trop affreux. Arrachez-moi de cet horrible pays, mais de suite. » Il tomba bientôt dans un

1. Affaires étrangères. Correspondance de Turquie, 6 mai.

état d'accablement et de langueur qui inquiéta beaucoup son entourage et qu'il ne domina que lentement. Napoléon pourtant n'était pas disposé à le rappeler, bien au contraire.

Sébastiani avait obtenu à Constantinople de réelles satisfactions d'amour-propre. Ce fut sans doute toujours pour lui un très agréable souvenir que celui de la défense de la ville contre les vaisseaux anglais, et en vérité nul fait ne fut jamais plus important dans toute sa carrière politique. Mais son triomphe même, en dépit de ce qu'on aurait pu en attendre, ne lui inspira aucune confiance en l'avenir de la Turquie, en la possibilité de consolider l'empire ottoman. Il avait été tout étonné de sa résistance en février ; car, dès l'approche des Anglais, il avait cru en leur victoire aisée ; mais il refusait de voir en cet accident un signe de rénovation durable. Comme tant d'autres de ses successeurs, chargés de défendre après lui l'intégrité de l'empire turc, il n'y crut pas. Avec son caractère très franc, son tempérament très actif, il lui répugna de s'attacher à une œuvre aussi vaine ; il souffrit d'être obligé à une telle besogne, pendant que ses compagnons d'armes renversaient l'édifice vermoulu de la vieille Europe, taillaient des royaumes à grands coups d'épée, faisaient une œuvre si étonnamment vivante. Il se jugeait sacrifié, dans un poste pourtant de confiance.

Cet état d'esprit ne fut en aucune façon nuisible au succès de sa mission ; ingrate parfois, elle lui fournit des triomphes dont il aurait été orgueilleux sur un autre terrain. « Faites tout ce qui vous sera possible pour sortir la Porte de son engourdissement, » lui avait écrit Napoléon. Et, tout en lisant entre les lignes que l'Empereur n'avait pas lui-même une grande confiance en la vitalité de l'empire ottoman, il le tira vraiment de son engourdissement. Les Russes contenus autour de Bucharest, les Anglais éloignés de Constantinople, il entretient soigneusement l'enthousiasme né surtout de cette dernière affaire ; il dit au sultan Sélim le moment venu de se défaire à jamais de l'ingérence russe, de rendre à la Porte toute son indépendance, même toute la gloire des temps passés, de refouler les Moscovites au delà du Dniestr, de leur reprendre la Crimée, toutes les côtes de la mer Noire, de

planter à jamais le Croissant sur toutes les terres foulées jadis par les grands conquérants de l'Islam. Quelle misère que de se forcer à de tels encouragements quand on les sent si inutiles, que de parler de conquêtes, de grandeur militaire, d'éclatante résurrection à un gouvernement dont on voit chaque jour la décrépitude croissante et que l'on sait mort plus qu'à moitié !

Il secoua pourtant la torpeur de la Porte ; il souffla un moment de vie à ce cadavre. Il le redressa quelques semaines sur le Danube. Malgré les intrigues des Anglais, qui envoyèrent un nouvel ambassadeur, sir Arthur Paget, et des Russes, au nom desquels Pozzo di Borgo fit alors des offres de paix, il garda le divan et le sultan dans l'alliance française. Il leur montra la Grande Armée sur la Vistule, tout près des sources du Dniestr et de la frontière turque ; ils ne pouvaient manquer d'appuyer ce mouvement ; ils consentiraient à être l'aile droite des troupes de Napoléon ; ils ne perdraient pas cette occasion, unique sans doute, de se venger de toutes leurs défaites, d'effacer le souvenir de toutes les victoires de Catherine II. Ils firent quelque chose en ce sens ; les discours de Sébastiani ne furent pas tout à fait perdus.

A vrai dire, le sultan Sélim était merveillement disposé à l'écouter. C'était un homme intelligent, convaincu de la nécessité de réformer son empire, mais par cela même impopulaire, mal obéi des pachas, détesté des janissaires. A travers tout le XVIIIe siècle, les pachas, appuyés sur les janissaires des forteresses frontières, avaient pris une réelle indépendance dans les provinces qu'ils avaient à gouverner, et l'empire turc, à l'inverse de l'Europe chrétienne, était passé de la rude monarchie du XVe et du XVIe siècle à l'anarchie féodale, aux guerres privées entre pachas, occasions continuelles de pillages et de massacres, terribles instruments de misère pour les chrétiens. Ceux-ci, poussés à bout par le désespoir, encouragés par les progrès et par les excitations des grandes puissances chrétiennes du voisinage, Autriche ou Russie, se révoltaient partout. Esprit de rébellion chez les pachas, insurrections des rayas, c'est le tout alors de la décadence ottomane, que tous les gouvernements chrétiens guettent pour en tirer profit.

Les Monténégrins sont en armes. Ils ne furent jamais soumis réellement. Ils sont du moins peu dangereux en ce temps pour les Turcs et font le coup de feu à la frontière dalmate sur les Français de Marmont.

Les chrétiens de Bosnie s'agitent, vont se soulever. Le 17 avril, arrive à Serajevo un courrier turc porteur d'un firman qui leur donne toute satisfaction ; — les courriers et le gouvernement turc savent se presser quand les circonstances sont pressantes. — Les méchants capitaines turcs de Vacup, Bihacs, Lopaz, Kaminiec et Buzin sont condamnés à mort, exécutés en effet le 22. Aucun Turc ne pourra séjourner désormais dans ces capitaineries, sauf pour les intérêts de son commerce, et alors il devra avoir une autorisation du juge du village ou maire. En aucun cas un Turc ne pourra passer la nuit dans la maison d'un chrétien. Les capitaines ou leurs préposés ne pourront rester plus de trois jours dans un village. Tout musulman payera comptant ses achats chez les marchands chrétiens. Toutes les contributions seront perçues par les juges de villages qui en tiendront les comptes. Tous les chrétiens conserveront leurs armes, « afin de détruire toute crainte relativement à une attaque subite [1] ». C'était déjà une sorte d'autonomie.

Depuis 1804, les Serbes tiennent campagne contre les Turcs sous la conduite de Kara-Georges. En décembre 1806, un arrangement est intervenu, dénoncé bientôt par eux à la nouvelle de l'entrée des Russes en Moldavie, et depuis ils ont remporté de grands succès : Chabats, Belgrade sont enfin tombés en leur pouvoir. Ils portent alors leur effort à l'est, pour inquiéter les troupes turques du Danube sur leurs derrières et pour rejoindre les Russes de la Valachie. L'occasion est favorable ; car le puissant pacha de Widdin, Pasvan-Oglou, vient de mourir le 27 janvier 1807, et sa succession cause des désordres dans toute la région : la Porte refuse de nommer à sa place son favori Molla-aga, et celui-ci est ainsi très mal disposé à se battre contre les Russes ; il s'occupe à fortifier sa propre situation.

1. *Moniteur*, 26 juin.

Mais les Russes ne font pas beaucoup de progrès en avant de Bucharest. Michelson n'a que 25 000 hommes ; la plus grande partie de ses troupes a été rappelée à l'armée de la Pologne. Pelivan-aga fait dans Ismaïl une résistance invincible, et toute la gauche des Russes s'en trouve arrêtée. Cependant tout le pays riverain du Danube est abominablement traité et l'état de guerre paraît autoriser tous les excès. Les lenteurs et l'impuissance des Russes, l'insuffisance remuante d'Ypsilanti, les misères de cette situation qui dure depuis le commencement de l'hiver et ne paraît pas près de finir, lassent les chrétiens de la Valachie, retombés des plus enthousiastes espérances à la perspective du retour des Turcs. Et ceux qui ont répondu aux appels de Michelson lui adressent des plaintes amères : « Nos pères nous avaient bien dit que nous ne pouvions jamais être entre vos mains que des instruments qu'on sacrifie aux moindres convenances. Heureux ceux qui sont restés fidèles [1] ! »

Les Russes en sont à redouter l'arrivée prochaine de l'armée turque du grand-vizir, dont on annonce depuis plusieurs mois le départ de Constantinople et dont les préparatifs ont été très longs. Michelson espère le retarder encore par des ouvertures pacifiques. Il écrit au pacha de Routchouk que la Russie n'est pas en guerre avec la Porte, — c'est ce qu'il avait déclaré depuis son entrée en Moldavie, — qu'il évacuera bientôt Bucharest, et le pacha lui répond avec crânerie : « Tu n'es pas en guerre avec la Sublime Porte, et tu as envahi ses États. Tu n'es pas en guerre avec la Sublime Porte et tu assièges ses places fortes ; tu as pris Choczim, Bender, égorgé les musulmans qui s'y trouvaient renfermés. Nous savions que les Russes étaient nos ennemis, nous les savions braves, mais non pas hypocrites à ce point. Cesse de feindre, fuis, mais ne te déshonore pas par de vils mensonges et par des subterfuges inutiles. Au reste, si tu n'es pas notre ennemi, retourne au delà du Dniestr ; rends-nous nos places fortes

1. Cf. Boppe : La mission de l'adjudant commandant Mériage à Widdin, 1807-1809. — Annales de l'École libre des sciences politiques, 15 avril 1886. — Cf. encore Archives Nationales, AF, IV, 1686 : lettres des bords du Danube.

et cesse de susciter des rébellions dans notre pays. » Le pacha Mustapha avait raison. Mais il dépensa presque toute son énergie en ces nobles paroles.

En vérité, il semble bien que si les Turcs avaient agi eux-mêmes vigoureusement, ils auraient causé aux Russes d'autres ennuis. En avril, leur plan de campagne est redoutable, Sébastiani y a travaillé, et le capitaine Boutin en rappelle de temps en temps les divers points au grand-vizir. Leur centre, — 30 000 hommes de troupes régulières disciplinées à la prussienne, 3 600 janissaires venus de Constantinople et 13 000 hommes de réserve, — est à Routchouk et Nicopolis, quartier général du grand vizir. L'aile gauche sous Suleïman-pacha, avec 60 000 hommes, s'étend vers Smerdan et Arieza. L'aile droite, 20 000 hommes de troupes choisies, sous Aga-pacha, est à Silistrie et appuie lentement le long du Danube, pour gagner Ismaïl, rejoindre Pelivan aga, et de là, suivie dans son mouvement par toute l'armée turque, elle doit percer la ligne des Russes sur leur gauche, et, s'ils ne reculent, couper leurs communications avec leur frontière. Leur armée sera détruite ; au moins la Moldavie sera d'un coup reconquise.

Le plan est bon. L'esprit qui règne dans les proclamations officielles du sultan Sélim à ses pachas est encore meilleur [1]. Il veut porter à son maximum d'intensité l'ardeur guerrière de tous les musulmans, par la promesse de la victoire : « Mes intrépides commandants des places limitrophes n'ont pas cessé de fondre sur les Russes, et Dieu merci, chaque fois ceux-ci ont été terrassés ; chaque fois ils ont perdu têtes, prisonniers, artilleurs et munitions. Mon camp impérial va s'ébranler et gagner en toute diligence sa première station dans la plaine de Davoud-pochané, d'où il prendra le chemin de la victoire. Car la Sublime Porte étant la cour de Mahomet, il n'y a point de doute qu'elle n'ait la même durée que le monde, qu'elle n'existe jusqu'au jugement dernier. »

Le grand-vizir ne fit rien pour atteindre un pareil but. Il se heurta aux mauvaises dispositions et aux rivalités des

1. *Moniteur* du 8 mai, avec pièces à l'appui.

pachas du Danube, pendant que ses troupes se débandaient et vivaient sur le pays : une effroyable misère fut le principal résultat du grand déploiement de forces ordonné par le sultan. Quant à l'armée, elle demeura à peu près immobile le long du fleuve, « fumant la pipe, assise sur ses talons », écrit Sébastiani.

Aussi bien n'était-elle formidable que sur le papier ; beaucoup de soldats qui y étaient comptés n'existaient pas. Depuis de longues années déjà, les garnisons permanentes de janissaires s'étaient changées en colonies de propriétaires, jouissant toujours de la solde et des privilèges attachés à leur titre, mais sans goûts et sans esprit militaires. Les casernes, même dans les villes du Danube, n'étaient plus occupées que par les officiers et par quelques hommes nécessaires à la police locale.

Les pachas ne s'entendaient pas entre eux ; même ils étaient ennemis les uns des autres. Morousi, s'efforçant de rentrer en faveur auprès du gouvernement français, avait parlé à Talleyrand de la possibilité de fonder une *Confédération du Danube*[1], une sorte de royaume de Dacie, capable d'opposer à la Russie une barrière solide. Ce n'était qu'un leurre, dont sans doute Morousi lui-même n'était pas dupe, et contre lequel tout de suite Sébastiani sut mettre Talleyrand en défiance.

Un seul pacha de ces pays paraît avoir eu réellement des sympathies pour la France et pour Napoléon. Elles étaient sans doute intéressées ; mais comment les supposer autres ? C'était le pacha de Traunik en Bosnie, Krousseref-Méhémet ; le Consul général de France dans cette ville, David, ne tarit pas en éloges sur son compte : il n'a que 35 ans ; il passe pour brave et généreux ; il sait dire avec esprit des paroles obligeantes ; il sourit ordinairement en parlant ; en un mot, il a autant de rapport avec un Français qu'un Turc peut en avoir. Il dit à David : « J'ai toujours aimé les Français ; il y a dans mon cœur je ne sais quoi qui m'attire vers eux. »

1. Affaires étrangères. Correspondance de Turquie, 1er janvier 1807 : Andréossy à l'Empereur.

Le seul nom de Napoléon fait sur lui un effet prodigieux : « Je voudrais trouver quelque occasion de lui prouver que je suis aussi un guerrier ; mais où la chercher, cette occasion ? Il ne laisse plus rien à faire aux Turcs. Il a déjà cueilli tous les lauriers[1]. » — Est-ce pour cela que les Turcs ne firent rien ?

Ali Tébéléni, le pacha de Janina, redoute l'influence française dans la péninsule des Balkans ; il ne lui plaît pas de voir l'armée de Marmont en Dalmatie. Car il voudrait bien, au milieu des troubles, assurer son indépendance, et il entretient avec les Anglais des rapports très louches.

Mustapha le Bairactar, pacha de Routchouk, proteste fréquemment de sa haine violente contre les Russes. Il envoie de temps en temps à Constantinople des sacs de têtes et d'oreilles conquises sur l'armée de Michelson ou sur les sujets du sultan. Mais, selon le consul français de Routchouk, Lamare, c'est « un rebelle *in petto* » ; son attention est bien plus tendue vers Constantinople que vers la frontière russe. Du reste, il ne paraît pas aimer beaucoup les Français. Un officier d'artillerie, M. Charroy, lui a été envoyé par Marmont. Le Bairactar refuse grossièrement ses services, déclare qu'il n'a besoin de personne, que son armée est nombreuse et suffira pour repousser les Russes. « Mais alors, riposte Charroy blessé, puisque vous vous sentez assez fort, pourquoi les laissez-vous tranquillement campés sous les murs de Giurgevo, à une portée de canon de vous ? Pourquoi n'acceptez-vous pas les défis qu'ils vous lancent chaque jour ? — J'attaquerai les Russes quand cela me conviendra, répond le pacha ; quant à présent, je ne veux pas sortir pour geler de froid comme un cochon. » Or le rapport de l'officier constate qu'il faisait à ce moment le plus beau temps du monde[2].

L'adjudant-commandant Mériage, envoyé par Napoléon en observation à Widdin et arrivé dans cette place le 20 février, rend compte, dans ses rapports très détaillés, de

1. Affaires étrangères, Correspondance de Turquie : David à Talleyrand.
2. Archives nationales, AF, IV, 1686 : Mériage à Talleyrand.

cette situation. Il a réussi à obtenir, grâce à l'influence de Sébastiani sur le sultan, la reconnaissance officielle de Molla-aga comme nazir de Widdin, après la mort de Pasvan-Oglou, en attendant le titre de pacha. Et ainsi Molla, qui s'appellera bientôt Hidris-pacha, consent à agir contre les Russes et s'efforce, aux environs de Negotin, d'empêcher leur jonction avec les Serbes.

Cela ne suffit pas à constituer sur le Danube la forte ligne de résistance ou le front d'attaque qui y serait nécessaire. Toute cette ligne, de la Bosnie à la mer Noire, flotte, molle, brisée au milieu par les Serbes, comme une barrière pourrie; et l'armée du grand-vizir, mal disciplinée, mal commandée, ne peut rien pour la soutenir. Vraiment, si Napoléon n'avait pas eu ses quartiers en avant de Varsovie et retenu l'armée russe de ce côté, il semble qu'Alexandre I[er] eût pu réaliser le rêve de sa grand'mère et pousser jusqu'à Constantinople. La Turquie fut alors encore sauvée par la France; il est vrai qu'elle avait été poussée à la guerre par elle.

Napoléon ne croyait pas la Turquie si misérable, il faisait plus de fond sur elle. Il croyait ses troupes plus fortes sur le Danube; et, en les soutenant de l'armée de Marmont, il estimait qu'on pouvait ainsi faire sur la frontière méridionale de la Russie une diversion puissante. A la fin de janvier, il annonçait à Marmont son intention de l'envoyer sur Widdin avec vingt-cinq mille hommes: « Vous feriez ainsi l'Extrême Droite de la Grande Armée; vous pouvez compter sur les Turcs comme sur de véritables alliés... En pareil cas, trouverez-vous en Bosnie des chevaux d'attelage pour l'artillerie? »

Le sultan Sélim interrogé est heureux de ces dispositions de l'Empereur. Il est charmé d'apprendre, par Sébastiani, que Sa Majesté a l'intention d'envoyer six vaisseaux de ligne et des compagnies d'artillerie pour entrer dans la mer Noire avec l'escadre turque. Il songe à tenter un débarquement en Crimée. Les vingt-cinq mille Français qui arriveront à Widdin recevront des vivres en abondance: « L'esprit public est excellent; les Turcs montrent beaucoup de courage, une confiance et un attachement sincère aux Français et une haine implacable contre les Russes et les Anglais. On arrête

dans les rues les Français pour les combler de bénédictions et de témoignages d'affection. » Ce sont les termes d'une lettre de Sébastiani à Talleyrand[1].

La nouvelle de l'entrée de vingt-cinq mille Français dans l'empire turc eut par tout le pays un retentissement extraordinaire, auquel sans doute ne s'attendaient ni Napoléon ni le sultan. Elle fut accueillie par d'unanimes protestations. Les populations chrétiennes, amies de la Russie, s'effrayèrent de cette alliance militaire franco-turque, capable, pensaient-ils, de fortifier pour longtemps la domination ottomane et de rejeter au nord la poussée des Russes : en vérité, elles ne pouvaient pas compter sur cette France alliée des Turcs autant que sur la Russie. Les Russes entretenaient habilement, sinon loyalement, ces impressions. Ils répandirent alors parmi les chrétiens de la Turquie un prétendu discours de Talleyrand au Sénat français, renfermant des phrases comme celles-ci : « Les anciens Grecs étaient déjà remuants et querelleurs ; les Grecs d'aujourd'hui ont encore renchéri sur ces défauts ; ils sont entièrement abrutis ; la barbarie paraît inhérente à leur nature... Je ne sais vraiment pas pourquoi les Russes ont entrepris depuis un siècle de les secourir et de les protéger, au point que les Grecs qui se présentent dans leurs armées sont aussitôt élevés aux principaux grades, et qu'on ne voit que des Grecs, toujours des Grecs, dans les diplômes de Catherine II... Les nombreux sujets grecs qu'il y a dans l'empire ottoman sont capables de l'étouffer ; et cependant les musulmans, tranquilles comme des agneaux, souffrent toutes les insultes. » En dépit de ce ton grossièrement intéressé, Sébastiani constate que cette brochure eut un vif succès dans tout le pays des Balkans et fut très nuisible parmi les chrétiens à l'action de la France[2].

Les pachas furent encore bien plus irrités au bruit que l'armée de Dalmatie allait descendre le Danube. Mustapha le Bairactar s'emporta en de violentes colères, et le consul de France, Lamare, crut de son devoir et de sa dignité de

1. Affaires étrangères, Correspondance de Turquie, 10 mars 1807.
2. *Id.*, *id.*, 23 mai : Sébastiani à Talleyrand.

quitter Routchouk et de se retirer pour un temps à Sistova. Le pacha de Traunik lui-même ne veut pas prendre la responsabilité de laisser avancer les Français sur son territoire. Ali de Janina reproche au sultan de favoriser les desseins ambitieux de la France après avoir secoué le joug de la Russie. Les uns et les autres, appuyés sur les janissaires, craignent ou affectent de craindre que l'armée française ne s'emploie à leur propre destruction, pour achever la transformation militaire de la Turquie par le Nizam-Djedid. Et la moitié du divan partage cette opinion et ces craintes, et combat vigoureusement l'intervention des Français dans l'empire ottoman.

En fait, il n'y a pas lieu de s'en étonner ; un pareil événement eût été en effet d'une gravité exceptionnelle. On n'avait pas oublié chez les Turcs la campagne de Bonaparte en Égypte et en Syrie. Depuis qu'il était empereur, on redoutait plus encore son ambition ; on le croyait capable de procéder, seul ou avec les Russes et les Autrichiens, à un démembrement de l'empire turc. Et vraiment, la présence de 25 000 Français sur le Danube inférieur, au moment de la paix de Tilsit, n'en aurait-elle pas été le signal ?

Il y fallut renoncer. Le 14 avril, Sébastiani avait annoncé à Talleyrand les mauvaises dispositions des pachas [1].

Le 21 mai, Talleyrand lui répondit, de Finkenstein, qu'on n'enverrait pas d'armée en Turquie, pour éviter toute cause de trouble ou d'inquiétude. On se contenta, pour le moment, sur demande expresse du sultan Sélim, de diriger sur Constantinople une nouvelle mission d'officiers et une petite troupe de 600 canonniers. Pour une coopération plus étroite, il convenait d'en faire l'objet d'un traité en bonne forme.

Or les négociations avec l'ambassadeur ottoman n'aboutirent pas, en partie par la faute de Napoléon, qui, sans doute pour ne point se lier les mains, tarda à le recevoir, plus encore par la faute de l'ambassadeur lui-même, avec lequel on ne put rien traiter. Emin-Vahid-Effendi, arrivé le 2 mars à Varsovie, ne fut reçu qu'à la mi-avril à Finkenstein. Il voyagea presque en compagnie de l'ambassadeur persan,

1. Affaires étrangères, Correspondance de Turquie.

Mirza-Riza-Khan, et ne s'en montra point satisfait ; car Turcs et Persans ne s'aiment point, comme Talleyrand l'écrivait à l'Empereur ; il y avait de continuelles querelles sur leurs frontières, et les Persans ne cachaient pas leur ambition de reprendre l'Irak-Arabi ou Mésopotamie. L'ambassadeur ottoman ne manquait pas de faire remarquer d'autre part que si les Persans ne sont pas les sujets de la Porte, ils sont au moins ses vassaux, et que l'empereur Napoléon accordait vraiment « trop d'importance à ces gens-là[1] ».

Et Napoléon cependant avait des égards particuliers pour Mirza-Riza-Khan.

En outre Vahid-Effendi ne paraît pas avoir été un très chaleureux partisan de la France. Ménageait-il l'avenir ? Avait-il des amis parmi les ennemis du sultan Sélim, les ulémas ou les janissaires ? Sentait-il le trône de son souverain peu solide ? Et craignait-il de se compromettre dans le parti français ? Cela est possible : au milieu des désordres dont souffrait l'empire ottoman, il jugea prudent de ne rien signer.

Dès que Napoléon le vit, il le pressa, le rudoya presque ; il se dit le meilleur ami des Turcs ; il leur garantit une indépendance absolue et durable : il les arrachera au sort de la Pologne ; il déchirera les articles onéreux que leur ont imposés les Russes au traité d'Yassy ; il leur rendra la Crimée, il leur rendra la Géorgie : la mer Noire redeviendra « la fille des sultans ». Mais il faut qu'ils travaillent eux-mêmes à ce relèvement prochain, qu'ils le méritent, qu'ils opèrent de concert avec les Perses et les peuples du Caucase, que le pacha d'Erzeroum fasse sa jonction avec Abbas Mirza, le fils du schah, que la flotte turque, au lieu de s'immobiliser à l'entrée des Dardanelles, comme hypnotisée par les Russes de Ténédos, entre dans la mer Noire et porte des troupes de débarquement sur la côte de Crimée, que le grand-vizir franchisse enfin le Danube, et se hâte en Valachie, en Moldavie, vers le Dniestr, où les Français lui donnent rendez-

1. Affaires étrangères, Correspondance de Turquie : Verninac à Talleyrand, 13 février.

vous vers Kaminiec. Les circonstances sont critiques : que la Turquie se réveille enfin, et elle retrouvera son ancienne splendeur ; sinon, elle sera livrée aux destinées impitoyables.

Vahid-Effendi affirma les intentions les plus énergiques de son gouvernement, et les négociations furent ouvertes, virtuellement du moins. Car pendant plus d'un mois, elles furent retardées par divers empêchements, par les installations successives de l'ambassadeur à Varsovie, à Finkenstein, à Danzig enfin. Il eut, de-ci de-là, des mots très heureux au sujet des relations de la France avec son pays, admira fort les troupes qu'on lui fit voir autour de l'Empereur, visita avec un vif intérêt les fortifications de Danzig enlevées par le maréchal Lefebvre et déclara que cette vue lui faisait autant de plaisir *comme s'il* s'agissait d'une grande victoire des Ottomans.

Son langage était beaucoup moins explicite quand il s'agissait de rédiger le moindre article du traité d'alliance. Caulaincourt avait été chargé de la négociation ; le 3 juin, on parvint à ouvrir des conférences à Danzig ; elles furent laborieuses. Ses instructions, dit l'envoyé du sultan, ne comportaient qu'un accord défensif contre la Russie, et pour trois ans ; elles ne renfermaient rien au sujet du commerce et des privilèges de la France dans le Levant, ni au sujet des Anglais : « on les croirait les meilleurs amis du monde, » écrit Roux, qui assistait Caulaincourt.

Ces indications étant par trop insuffisantes, on prit pour base de discussion le projet de Caulaincourt, qui reposait sur une alliance offensive contre la Russie et contre l'Angleterre. Le Turc entra dans une grande colère : il ne veut rien consentir à perpétuité ; il veut bien qu'il soit question d'une constante amitié ; mais le terme alliance lui semble dangereux : il ne se croit pas autorisé à l'admettre. D'ailleurs, aucun bon musulman ne peut parler d'offensive : « Notre loi, notre religion nous ordonnent de nous défendre ; elles nous prescrivent de ne jamais attaquer ; et, si nous ne pouvons faire aucune guerre offensive, nous ne pouvons nous engager dans aucune alliance qui le soit. » Quant à l'Angleterre, il ne peut rien résoudre contre elle, et « quoique toute

l'Europe sache que la Sublime Porte est en guerre avec elle, il n'en avait pas encore reçu la nouvelle officiellement, de façon qu'il ne pouvait s'engager à rien[1] ». Il y avait trois mois que les canons turcs des Dardanelles avaient croisé leurs feux sur les vaisseaux de l'amiral Duckworth.

Cette première conférence se termina, de la part de l'ambassadeur turc, par une grande envie de dormir. La suite en fut renvoyée à Finkenstein, et Caulaincourt dès le lendemain quitta Danzig.

Il n'y eut pas de suite. Quelques jours après, Napoléon reprenait les opérations contre les Russes. Les Turcs n'y contribuèrent pas : ils s'étaient tenus trop loin, et à cette date la révolution ensanglantait encore une fois le sérail. Napoléon vainquit sans eux ; il traitera sans eux, en apparence contre eux. Aussi bien, il n'avait attendu d'eux qu'une diversion militaire ; les circonstances changeant, il renoncera à cette alliance inutile et gênante. La tradition plus de deux fois séculaire de l'entente franco-turque n'avait été pour lui, en ce temps, qu'un instrument de guerre.

IV. — Le Traité de Finkenstein.

Il attendait de la Perse des services plus durables, et ses négociations de Finkenstein avec elle répondaient à des projets plus lointains, à un plan plus vaste, non plus dressé seulement contre la Russie, mais contre l'Angleterre, en sorte qu'elles résument comme le tout de ses conceptions politiques du moment.

Les avances vinrent du schah Feth-Ali-khan. Aussi bien avait il besoin de Napoléon plus que Napoléon n'avait besoin de lui. Le « tsar de Géorgie », Héraclius, s'était mis, en 1783, sous le protectorat de la Russie qui, à sa mort, y établit des troupes. Le schah refusa de reconnaître cet agrandissement de la Russie au sud du Caucase ; il en prévoyait

1. Affaires étrangères, Correspondance de Turquie, 3 juin : Roux à Talleyrand.

avec raison de redoutables dangers pour lui-même ; il lui importait extrêmement que le Caucase fût pour ses ambitieux voisins une barrière infranchissable, et dès lors la lutte était ouverte entre les généraux russes et persans.

En 1795, Mohammed-Khan, schah de Perse, envahit la Géorgie, vainquit Héraclius, prit et pilla Tiflis, emmena en captivité un grand nombre des habitants (1795). La mort de Catherine II en 1796 empêcha les Russes de venger leur protégé.

En 1803, le tsar Alexandre Ier reprit la question de la Géorgie, et résolut d'y établir solidement la domination russe. L'instant est grave : c'est la première fois que la politique des tsars franchit le Caucase et entreprend cette percée vers l'Océan Indien où elle devait au XIXe siècle faire tant de progrès. La résistance des Persans y fut longue, non parce qu'ils étaient forts, mais parce que la Russie était occupée en même temps des affaires de l'Europe occidentale et entrait alors dans la troisième coalition contre Napoléon. La guerre commencée en 1803 ne fut poursuivie que mollement, coupée de trêves de plusieurs mois, dont le nouveau schah Feth-Ali ne sut pas profiter, parce que son armée n'avait pas de valeur. Il avait envoyé contre les généraux russes son fils et héritier présomptif, Abbas-Mirza, qui se fit battre à Askéran, le 25 juin 1806, et perdit Bakou et tout le Daghestan.

La Perse n'en maintenait pas moins énergiquement ses droits sur la Géorgie, sur tout le bassin de la Koura, voulait la limite du Caucase, sentait, peut-être, qu'il y allait de son indépendance même.

Le prince Abbas-Mirza, quelques mois plus tard, exposait ainsi la question à Napoléon [1] :

« Les Russes ont débité d'avoir acheté la province de Géorgie et la ville de Guengé des enfants d'Erglé-Khan (Héraclius) et de Djoad-Khan, gouverneur de cette dernière, et qu'ils n'avaient pris les armes que pour y maintenir leurs

1. Affaires étrangères, Correspondance de Perse, décembre 1807 : Abbas-Mirza à Napoléon.

droits. Or il y a deux choses à observer ici : 1° il est absolument faux que ces pays leur aient été vendus ; 2° cette vente, fût-elle même réelle, n'en est pas moins illégale et contraire aux usages établis, puisqu'il est évident à tout esprit judicieux qu'un terrain ne peut être vendu que par le propriétaire légitime et non par le cultivateur, et que le troupeau ne dépend que de celui à qui il appartient, et non du berger. — Indépendamment de cette considération il faut remarquer encore que toute vente suppose nécessairement un prix ou une contre-valeur. Or il est notoire que le seul prix qu'aient perçu les enfants d'Erglé-Khan et Djoad-Khan pour cette prétendue vente qu'on leur attribue, c'est la mort de l'aîné des dits princes, nommé Gurgiu-Khan, qui a succombé aux chagrins que les Russes lui ont causés, celle de Djoad-Khan qui a misérablement péri sous leurs poignards homicides, et la dispersion du reste des enfants d'Erglé-Khan, dont plusieurs se trouvent prisonniers en Moscovie et les autres dépouillés de leurs biens, persécutés et sans espoir, réfugiés en notre cour. »

Cela n'est d'ailleurs qu'une des pièces du procès, qu'il n'est point ici question d'instruire.

Feth-Ali demanda d'abord du secours aux Anglais et s'adressa au gouverneur de l'Inde, lord Minto ; il reçut à Téhéran Sir John Malcolm, qui, au nom du gouverneur, exigea, en échange de son appui, l'île de Kharek et les ports du golfe Persique. C'est encore le début d'une politique que l'Angleterre a poursuivie depuis. Le schah trouva ces exigences excessives ; d'ailleurs l'alliance de la Russie et de l'Angleterre contre la France renversa cette combinaison du gouvernement de Téhéran.

Le schah de Perse alors rechercha le secours de Napoléon. En décembre 1804, il lui écrivit : « Le tsar de Russie n'a pas fait réflexion qu'un moineau ne saurait établir sa demeure dans le nid d'un faucon, et que la tanière du lion ne peut pas être une retraite paisible pour une gazelle[1]. » De grandes batailles, ajoutait-il, ont été engagées : « Nos braves troupes,

1. Affaires étrangères, Correspondance de Turquie.

pour lesquelles la victoire est une habitude, sont tombées sur l'ennemi avec le sabre, l'épée, le poignard et la lance. » Douze mille Russes ont été tués, le reste est en pleine déroute, au printemps prochain, les Persans vont envahir la Russie, et si les Français en font autant, ils y rencontreront les Persans. Il y avait bien là quelque exagération, mais il fallait faire valoir aux yeux de Napoléon la qualité de l'alliance qui s'offrait.

Quelque temps après, le grand-vizir de Feth-Ali, Mohammed Mirza-Chefy, écrivait aussi à Talleyrand et lui rappelait l'amitié sincère et intime qui régnait depuis un temps immémorial entre la glorieuse cour de France et la Sublime Porte de Sa Hautesse, son « très auguste, très grand, très puissant, très formidable bienfaiteur et maître, l'Empereur, asile de l'Islamisme et de la vraie grandeur, le plus élevé des souverains, le plus illustre des sultans, le noble possesseur de l'empire de la haute justice, le héros du champ de l'honneur, l'ornement du trône de la félicité, l'éclat et la splendeur du siège de la souveraineté, le soutien des colonnes de la vraie foi, l'appui des fondements de la loi du chef des prophètes, le maître des deux continents et des deux mers, le serviteur des deux villes sacrées, etc. [1] ».

Feth-Ali fonda des espérances considérables sur l'amitié du grand conquérant de l'Occident. Non seulement il comptait reprendre ainsi la Géorgie ; mais il espérait encore que Napoléon, qui jadis avait conquis un moment l'Égypte, envahi la Syrie, ne saurait être l'allié des Turcs, et que la Perse en pourrait profiter pour reprendre au sultan de Constantinople Bagdad et l'Irak-Arabi. De tout temps la Perse avait convoité la Mésopotamie ; aussi bien dans les temps modernes que dans l'antiquité, les fertiles terres du Tigre et de l'Euphrate excitaient l'envie des montagnards de l'Iran. Cette ambition de butin se compliquait depuis la conquête turque de la rivalité religieuse des Chiites et des Sunnites, et les relations de voisinage étaient toujours, sont toujours, même aujourd'hui, très difficiles à la frontière des deux

1. Arch. Nat., AF, IV, 1686.

empires. Feth-Ali espérait donc participer, au nord et à l'ouest de ses États, à la gloire de Napoléon.

Napoléon n'écouta d'abord que d'une oreille distraite ; il avait d'autres préoccupations que d'assurer la Géorgie ou l'Irak-Arabi au schah de Perse. Cependant il lut avec intérêt les rapports d'un commerçant français de Constantinople, M. Escalon, qui indiquaient qu'une alliance de la France avec la Perse pourrait nuire aux Anglais de l'Inde.

Avant de répondre positivement aux avances de Feth-Ali, l'Empereur envoya en Perse plusieurs missions successives, et des relations continues s'établirent avec Téhéran. L'interprète Amédée Jaubert et l'adjudant-commandant Romieu partirent dès 1805[1]. Ils passèrent par des routes différentes. Romieu arriva le premier, par Alep et Mossoul ; il était à Téhéran en octobre 1805 ; il y mourut peu de temps après. Jaubert passa par Trébizonde ; il fut retenu longtemps dans une dure captivité au château de Bayézid : les Turcs n'aimaient pas ces relations qui s'établissaient entre la France et la Perse ; il n'arriva à Téhéran qu'en juin 1806. Il tomba malade. Le schah eut peur de le voir aussi mourir ; il se hâta de le renvoyer à Napoléon, en le faisant accompagner d'un de ses médecins et d'un eunuque chargé de tuer le médecin s'il laissait mourir Jaubert. Jaubert vécut, rapporta à Napoléon les excellentes dispositions du schah à l'égard de la France : « Dites bien, lui avait-il recommandé, que tout ce qui touche aux intérêts du grand Bonaparte est dès ce moment le premier intérêt de Feth-Ali schah, et que l'héritier du trône de Khosroès, son peuple et son armée ont les yeux fixés sur lui, comme l'Arabe des déserts sur l'étoile qui annonce l'arrivée du jour[2]. »

Cependant, après Jaubert, la France fut représentée à Téhéran par le consul Jouannin, puis par le capitaine du génie Bontems, qui séjourna quelque temps au camp d'Abbas-Mirza, et commença de lui donner quelques conseils militaires,

1. Cf. Alfred de Gardane, *La mission du général de Gardane*, Paris, 1865.

2. Cf. Arch. Nat., AF, IV, 1686.

puis par M. de La Blanche, un neveu de Talleyrand, secrétaire d'ambassade à Constantinople, envoyé en Perse par Sébastiani, comme pour y prolonger vers l'Orient l'influence française alors établie sur le Bosphore. C'était comme la première esquisse de la mission Gardane.

Feth-Ali accueillit très favorablement M. de La Blanche, se déclara prêt à marcher contre les Anglais de l'Inde, si Napoléon le désirait. Un jour il raconta à l'envoyé français un rêve qu'il avait eu : il avait une entrevue avec Napoléon, et l'embrassait tendrement. La Blanche répondit qu'une telle entrevue pourrait avoir lieu, si Feth-Ali le voulait, au milieu de la Russie. « Pourquoi, dit le schah, Napoléon ne met-il pas un de ses frères sur le trône de Russie ? Nous serions amis et voisins. — Il mettra peut-être son frère Jérôme sur le trône de Pologne. — Il vaudrait mieux lui donner la Russie, ou la partager entre la France, la Turquie et la Perse[1]. »

Pour hâter la réalisation de ces rêves, le schah envoya en Pologne son ambassadeur extraordinaire, Mirza-Riza khan, qui trouva Napoléon décidé à une alliance formelle avec la Perse. En effet l'Empereur concevait alors les services que la Perse pouvait lui rendre et y portait son attention. Le *Moniteur* du 2 avril en témoigne : les troupes du schah de Perse se sont avancées dans le Khorassan jusqu'à l'Oxus, ont enlevé Merv, à cinq journées de Boukhara, et soumis tout le pays jusqu'aux frontières de l'Inde. Abbas-Mirza a battu les Russes et est arrivé à quatre journées de Tiflis. Les Russes ont fait des propositions d'accommodement : Feth-Ali a répondu que, tant que le grand empereur de France, son ami et son allié, serait en guerre avec les Russes, ceux-ci ne devaient espérer de la Perse ni paix ni trêve. « Cette suite de succès obtenus sur tous les points de l'Empire donne à la Perse un nouveau degré de splendeur et de puissance ; l'union la plus parfaite règne d'ailleurs entre toutes ses provinces, et elle peut porter de nouvelles forces contre ses ennemis. »

La pensée de Napoléon en effet se précise. Il écrit, le 3 avril, au schah, qu'il a battu beaucoup de Russes venus des

1. Affaires étrangères, Correspondance de Perse, 24 juin 1807.

rives du Don, qu'il faut que la Perse s'entende contre eux avec le sultan Sélim, qui est aussi leur ennemi, et qu'elle arrête toutes les communications des Anglais avec l'Inde.

Il fait venir Jaubert à Finkenstein et lui demande un rapport circonstancié de sa mission[1]. Parti de Constantinople le 15 mai 1805, Jaubert fut arrêté par les Turcs à la frontière persane, et retenu huit mois, très durement traité dans un cachot souterrain de Bayézid. La nouvelle de la victoire d'Austerlitz lui valut la liberté et la permission de passer la frontière. Il reçut en Perse l'accueil le plus empressé ; car « le nom de Bonaparte y est aussi grand déjà que celui d'Alexandre ; on ne l'appelle que le Grand Empereur ; on le croit destiné à changer la face de l'Orient ». Le schah lui accorda une audience solennelle, puis, Jaubert étant tombé gravement malade, lui donna les plus grandes marques d'intérêt, le prit souvent dans sa propre litière, l'entretint fréquemment.

L'ordre règne partout en Perse depuis l'avènement de Feth-Ali. L'armée principale, que commande Abbas-Mirza, est très mêlée ; elle compte les Kadjars de la garde impériale, des Awihars descendants des anciens Parthes, des Afghans, des Zend qui se vantent d'avoir compté dans leurs rangs le fameux Nadir-Schah ; mais elle est nombreuse et brave. Les Russes depuis trois ans n'ont fait aucun progrès sur la Koura et n'ont pu prendre Érivan, qui pourtant n'est défendue que par des retranchements en terre et de mauvais fossés ; chaque hiver, ils s'en retournent prendre leurs quartiers à Tiflis, « où ils ont transporté la dissolution de mœurs et le honteux libertinage qui à Pétersbourg passent pour civilisation et urbanité européenne ».

La Perse a de constantes relations commerciales avec Samarkand, Boukhara, le Thibet, avec Candahar et l'Inde. Il y a plus de 20 000 Hindous dans les bazars de Téhéran, et ils sont tous remplis de haine contre les Anglais. Le sophi partage ce sentiment : « Si j'avais mis fin à cette guerre des Russes, rien ne m'empêcherait de reconquérir sur les Anglais

1. Archives Nationales, AF, IV, 1686.

le patrimoine usurpé des enfants de Timour ; ce que les Persans ont fait tant de fois, ils peuvent le faire encore ; et qui pourrait leur résister s'ils avaient l'appui du héros de l'Occident ? » Ces dispositions parurent à Napoléon des plus favorables, et il réserva à l'ambassadeur persan le meilleur accueil. Dès son passage à Vienne, Mirza-Riza était fêté par l'ambassadeur de France, Andréossy, et le *Moniteur* vantait « la justesse de ses observations, la vivacité de ses réponses et surtout la grâce et la politesse de ses manières[1]. » Il arriva à Finkenstein le 26 avril. Le lendemain, l'Empereur le reçut. Le surlendemain, il lui fit voir vingt bataillons d'infanterie de sa garde et différentes manœuvres dont cet ambassadeur ne pouvait avoir l'idée. Le 29, il lui accorda une nouvelle et très longue audience ; il l'entretint des antiquités de la Perse, des guerres des Parthes contre les Romains, de l'expédition d'Alexandre dans l'Inde, des vieilles capitales des Achéménides. Le 1er mai encore, il fit manœuvrer devant lui trente escadrons de la garde à cheval avec trente pièces d'artillerie légère[2]. Jaubert n'avait pas été mieux traité par Feth-Ali.

C'est que le besoin que la Perse avait de Napoléon répondait presque absolument maintenant au besoin que Napoléon avait de la Perse. L'accord était facile sur la plupart des points. L'Empereur était à la veille de faire contre la Russie un effort décisif : la résistance qu'elle lui avait opposée lui démontrait l'importance de l'entreprise, et il ne voulait négliger aucune précaution. La campagne qui allait s'ouvrir pouvait durer plusieurs semaines, plusieurs mois ; il convenait d'y concentrer toutes les ressources possibles. Or la Turquie faisait, selon ses moyens, une diversion sur le Danube ; la Perse, au pied du Caucase, retiendrait une autre armée russe, et réduirait d'autant les contingents appelés par Alexandre Ier sur la Vistule. Elle serait l'extrême droite de la Grande Armée et achèverait vers la Caspienne le gigantesque croissant dont Napoléon enserrait la Russie depuis les côtes de la mer Baltique.

1. 4 mars.
2. *Moniteur*, 12 mai.

A ce rôle Feth-Ali était tout disposé ; il l'avait sollicité. Mais Napoléon attendait davantage de lui. L'alliance de la Perse lui ménageait encore la possibilité d'atteindre l'Angleterre dans l'Inde, au moins de l'y inquiéter, de l'obliger à y envoyer des troupes, puisqu'il avait renoncé à l'attaquer directement. Depuis sa campagne d'Égypte, l'Indus et le Gange, là-bas, dans le lointain Orient, éveillaient sans cesse les rêves de son imagination, toute satisfaite d'y découvrir, outre la gloire, le point vulnérable de la domination anglaise. Ce qu'il y avait à la fois de chimérique et de réaliste en son génie se contentait ensemble à caresser ce grand dessein.

Dès le lendemain de la paix d'Amiens, au printemps de 1802, il avait envoyé dans l'Inde le général Decaen, avec la mission officielle de prendre possession des comptoirs que le traité rendait à la France, avec la mission secrète de rechercher tous les moyens de nuire au commerce et à la puissance anglaise dans ces régions. La guerre avait été déclarée au moment où Decaen arrivait devant Pondichéry : il avait failli tomber aux mains des ennemis ; il avait eu grand'peine à gagner l'île de France. Il y était resté. Il s'y était fortifié, et, depuis, il nuisait de son mieux aux intérêts de l'Angleterre, donnait surtout la chasse à ses vaisseaux et faisait parfois de bonnes prises. L'île de France était devenue ainsi, selon l'expression même de Napoléon, « la première échelle du commerce de la métropole avec le golfe Persique et l'Inde ». Elle pourrait un jour peut être appuyer des opérations plus sérieuses.

On s'entretenait, dans l'entourage de Napoléon, de la secrète ambition qui le poussait vers les pays de l'Indus, sur les traces d'Alexandre le Grand, et les faiseurs de projets cherchaient leur fortune à lui en suggérer les moyens. Le plan le plus curieux sans doute qui lui ait été soumis dans cette intention fut celui d'un ancien officier prussien, le comte de Kameke. Il est daté de Chio, 20 octobre 1805. Il est gigantesque : il ne s'agit de rien moins que d'opérer une révolution complète dans toute l'Asie et d'en faire la conquête à la fois politique et religieuse, c'est-à-dire définitive. L'auteur s'effraye

de sa propre hardiesse : « Votre Majesté daignera-t-elle pardonner à un second Icare de s'être presque brûlé les ailes en se saisissant des rennes (*sic*) qui ne pouvaient être maniées que par un grand homme ? »

Voici l'idée[1].

Le comte, sa femme, la femme de chambre de celle-ci, un chimiste, un officier d'artillerie démissionnaire aussi, enfin un Turc qui sait l'allemand, — celui-ci est particulièrement précieux, — s'en vont à Smyrne pour gagner Bagdad. Les trois premiers sont habillés en femmes musulmanes de qualité, couverts de longs voiles ; les trois autres sont leurs esclaves. A ce titre, ils sont admis dans la grande caravane des pèlerinages. Ils arrivent à Bagdad. Après avoir étudié le pays, ils s'établissent dans un ermitage adossé à la chapelle qui est consacrée à l'iman Hussein, fils d'Ali, le cousin de Mahomet. C'est là que vont en grand nombre, à chaque fête du Rhamadan, les pèlerins venus de tous les points de la Perse et de la Mésopotamie ; c'est là qu'ils attendent chaque année la venue de Mohammed-Mahdi, le douzième iman annoncé par les prêtres, qui doit gouverner le monde.

Kameke et les siens pratiquent aisément une communication secrète entre leur ermitage et le saint lieu. Ils établissent dans les souterrains « une machine électrique et phantasmagorique ». Au moment du pèlerinage, au milieu des tours de gobelets et des miracles des derviches, le chimiste lance un aérostat lumineux d'où tombent, parmi les éclats de tonnerre, dans la nuit calme et étoilée, des milliers de papiers qui semblent envoyés du ciel et qui se répandent comme une manne sur la foule prosternée et tremblante. L'opération est renouvelée pendant plusieurs nuits, et les pèlerins sont pénétrés de crainte, dans l'attente des ordres de Dieu et du Mahdi annoncé. Enfin, les esprits préparés, le comte paraît : « il resplendit tout entier d'un feu phosphorique ; des étincelles électriques, grâce au chimiste, jaillissent de toutes les parties de son corps ; » — miracle étrange, le plus grand que Dieu jamais ait offert à ses fidèles. Le Turc, habillé en der-

1. Cf. Archives Nationales, AF, IV, 1686.

viche, s'allonge face à terre devant l'apparition divine ; il salue le Mahdi, le Khalife désigné de Dieu, et le nomme Hussein-ben-Kapri. Et la foule émerveillée et stupide s'agenouille toute devant le successeur de Mahomet.

Le Pacha est sommé de comparaître devant le Mahdi. Il vient saisi de crainte. Il reçoit l'investiture divine du gouvernement de la Mésopotamie, et en outre de celui de la Syrie. Tout joyeux, il se déclare le lieutenant fidèle d'Hussein-ben-Kapri et lui garantit le dévouement de ses 50 000 janissaires.

Alors le Mahdi en grand cortège, au milieu des populations enthousiastes, sur lesquelles Dieu enfin a bien voulu abaisser ses regards, va vers le Cachemire, où le prince Azad-Khan est révolté contre Timour, schah de Caboul. Inquiet, le prince se présente devant Hussein-ben-Kapri ; on le fait asseoir sur un trône à l'armature de fer ; grâce à la machine électrique, qui n'a pas été oubliée à Bagdad, ce rebelle est foudroyé. Terrible miracle qui assure la soumission du pays : le Turc de Kameke est nommé khan de Cachemire.

Aussitôt il organise avec les robustes montagnards des environs une armée d'élite appuyée d'une artillerie volante. Il entre en rapport avec Napoléon. Il tombe sur les Russes au nord, sur les Anglais au sud pour rétablir dans toute leur puissance les descendants du Grand Mogol. Trois colonnes, dirigées sur Calcutta, Bombay, Madras, jettent les Anglais à la mer ; une escadre française, venue de Madagascar et de l'île de France, débarque quelques soldats qui n'ont qu'à prendre la place des vaincus et restaurent d'un coup l'empire de Dupleix. Une frégate de cette escadre reçoit à son bord le comte de Kameke, qui, modeste autant que victorieux, ne demande qu'à passer le reste de ses jours en quelque chalet du midi de la France, avec une honnête aisance, dans les bras de sa femme.

En attendant, le comte de Kameke, assez misérable à Chio, prie l'Empereur de lui envoyer 2 000 louis, pour les premiers frais : en garantie du bon emploi des fonds, il offre à Napoléon de lui laisser sa femme en otage.

Napoléon n'utilisa pas ces excellentes dispositions. Cepen-

dant il songeait à l'Inde. Il se souvenait de ses correspondances de 1798 avec Tippoo-Sahib, du grand projet qu'il avait dressé avec le tsar Paul Ier en 1801. Peut-être ces rêves prendraient-ils un jour quelque consistance, avec ou sans l'appui de la Russie. Car cet homme, qui semble avoir épuisé les conceptions d'une ambition humaine, resta toujours en deçà de celles de son imagination.

A la satisfaction de ces desseins encore nébuleux la Perse pouvait être utile, nécessaire. Elle pouvait tout de suite inquiéter les Anglais, détourner leur attention de l'Europe. De là ses égards pour l'ambassadeur persan, la hâte mise aux négociations, la signature enfin du traité de Finkenstein, le 4 mai 1807 [1].

C'est le principal acte politique qui reste attaché au souvenir de son séjour dans ce château.

En voici les articles principaux. Napoléon garantit l'intégrité du territoire actuel de la Perse, reconnaît la Géorgie comme lui appartenant, s'engage à faire tous ses efforts pour obliger la Russie à l'évacuation de cette province et pour l'obtenir dans le traité de paix à intervenir. — La France fournira autant de canons de campagne, de fusils avec baïonnettes, enverra autant d'officiers d'artillerie, de génie et d'infanterie que l'empereur de Perse en demandera « pour fortifier ses places et organiser l'artillerie et l'infanterie persanes selon les principes de l'art militaire en Europe ». — L'empereur de Perse interrompra toutes communications politiques et commerciales avec les Anglais, leur déclarera la guerre, saisira leurs marchandises dans ses ports, entrera, lui aussi, dans le système du blocus continental. Il emploiera toute son influence pour déterminer les Afghans et les autres peuples du Candahar à s'armer contre l'Angleterre, et, passant sur leur territoire, « il fera marcher une armée sur les possessions anglaises de l'Inde ». Si une escadre française aborde dans les ports du golfe Persique, elle y trouvera toutes les facilités et tous les secours dont elle aura besoin. Si l'empereur Napoléon envoie une armée contre l'Inde par

1. De Clercq, *Recueil des traités de la France*, II, p. 201-203.

terre, elle aura passage en Perse, et une convention spéciale indiquera les routes à suivre, les subsistances et les moyens de transport à fournir et les troupes auxiliaires que l'empereur de Perse y joindra. — Un traité de commerce sera négocié à Téhéran. — Les ratifications du présent traité seront échangées à Téhéran dans le délai de quatre mois.

Par l'absence de tout article relatif à une action militaire de la Perse contre les troupes russes, et par l'abondance des articles relatifs à l'Angleterre, il faut constater que Napoléon pensait davantage à cette dernière ennemie tandis que Feth-Ali pensait s'accorder avec la France surtout contre la Russie. C'était le principe d'un malentendu qui se manifesta bientôt.

Le 5 mai, Napoléon écrivit au schah de Perse pour lui annoncer l'heureuse conclusion de ce traité. Le schah s'en réjouit à sa manière et répondit : « L'on eût dit que chaque caractère sur ces nobles feuilles était goutte d'ambre sur du camphre pur, ou des cheveux bouclés et odorans sur les joues roses d'une amante au sein de lys. L'odeur ambrée de cet écrit aimable a embaumé l'alcôve de notre âme sensible à l'amitié et parfumé de musc le cabinet de notre cœur plein de constance et de droiture. » Et il accablait Napoléon des éloquentes expressions de son admiration. « Merveille de nos jours, souverain sur qui veille l'Étoile de Saturne, dont Jupiter est l'arc, Mars le champ de bataille, dont le soleil est l'œil, Vénus est la voix et Mercure le génie, à qui la Lune sert de couronne, Prince qui a arboré l'étendard de la grandeur et qui s'est assis sur le trône de la puissance suprême, Lion des forêts de la valeur et de l'héroïsme, Baleine de l'Océan de la science et de la sagesse, cloche de dignité qui répand à grand bruit sa haute renommée... le plus grand des Empereurs, chef absolu des États de la sublime France, Roi d'Italie, » etc. Et le grand vizir de Feth-Ali, Mirza-Mohammed-Chefy, n'était pas moins aimable pour Talleyrand, auquel il offrait « les perles de l'éloge et de la louange apportées sur le rivage par le plongeur de l'amitié qui les a retirées des mers de la candeur et de la sincérité, et les fleurs de la bienveillance et de l'affection écloses

sur les arbres des traités et de la bonne foi, où elles se sont changées en fruits au souffle flatteur du zéphire du printemps de l'union ».

Dans le même temps, il est vrai, Mirza-Mohammed-Chefy recevait avec beaucoup d'égards quatre Anglais d'une mission à la fois politique et commerciale, et refusait à M. de La Blanche, que lui avait envoyé Sébastiani, de lancer son manifeste de guerre contre l'Angleterre. Le désir de recevoir de toutes mains des cadeaux y était sans doute pour quelque chose.

Cela n'empêchait pas Napoléon de compter sur la Perse puisqu'elle avait besoin de lui. Dès avant le traité de Finkenstein, il avait résolu d'envoyer à Téhéran une ambassade extraordinaire. Il désigna le général Gardane, un de ses aides de camp, dont le grand-père avait vécu plusieurs années en Perse et signé le traité de commerce de 1715. Il lui donna d'abord l'ordre de partir le 2 avril, pour se trouver à Téhéran le 1er juillet ; deux frégates devaient le rejoindre en septembre par le golfe Persique et lui porter des cadeaux pour le schah et ses ministres, des fusils et des canons pour l'armée. 12 000 hommes bien armés et conduits par un général français pouvaient jouer un rôle capital dans le règlement des affaires d'Orient et frapper de stupeur Anglais et Russes.

L'arrivée de Mirza-Riza et les négociations du traité franco-persan retardèrent le départ de Gardane, sans changer beaucoup le caractère de sa mission.

Les instructions qui lui furent remises, datées du 10 mai[1], ne firent que préciser les termes du traité de Finkenstein. Il devait presser l'offensive des Perses contre la Russie, obtenir d'eux un accord militaire avec les Turcs, l'établissement d'une marine de guerre sur la Caspienne, la promesse de ne faire aucune paix séparée avec les Russes. Il devait préparer l'établissement d'une voie commerciale par Bagdad, Alep,

1. Correspondance, 10 mai. — Cf. aussi un premier projet d'Instructions, Archives Nationales, AF, IV, 1686, — de Varsovie, 10 mars. Cf. enfin Affaires étrangères : Correspondance de Perse, 1806-1808, t. I, p. 170-174.

Alexandrette, étudier le développement de la puissance des Wahabites de l'Arabie, tâcher de connaître leur chef et de sonder ses dispositions à l'égard de la France : « cela pouvait intéresser l'avenir de l'Égypte. » Il devait surtout lancer ses officiers à travers toute la Perse, pour en prendre une connaissance exacte en moins de quatre mois, faire comprendre au schah le danger pour lui de la domination anglaise dans son voisinage, entrer en communication avec les Mahrattes et se renseigner sur la situation de l'Inde. En un mot, Gardane doit se persuader que son rôle, tout à fait d'avant-garde, est de frayer un chemin vers les Indes. C'est le plan du comte de Kameke, plus pratique.

Quand ce résultat sera obtenu, — cela peut demander quelque temps, — Napoléon sans doute en aura fini avec la Russie, et elle sera brisée, ou entraînée avec lui sur ce chemin. Tout est prêt pour la forcer ; le séjour de Finkenstein a été bien employé.

Qu'on mesure l'étonnant travail de ces deux mois de repos. L'Empereur ne songe pas seulement au temple de la Gloire, à l'encouragement des lettres et des sciences, aux chaires nouvelles du Collège de France, aux programmes d'enseignement de l'École d'Écouen ; ce sont « œufs à la neige », comme il disait, distractions légères d'une intelligence qui ne se repose qu'au changement de travail. Il répare totalement les suites de l'affaire d'Eylau, et son échec, au moins moral, ne fait que l'exciter à un plus écrasant effort. Il arme les côtes de l'Italie, de la France, de la Hollande, contre toute tentative anglaise ; il appelle des renforts d'Espagne et d'Italie, stimule Junot à Paris, cantonne Brune à Hambourg, Mortier à Stettin, Kellermann à Mayence, dispose de Mayence à Magdebourg, de Magdebourg à Kustrin, de Kustrin à Posen, de Posen à la Vistule, une suite de lignes vivantes de bataillons, qui martèlent la terre d'Allemagne de la cadence de leur pas, et se pressent doucement, sans heurts, les uns sur les autres, de la France à la Russie, portant en vagues régulières et invincibles sur l'Orient lointain le flot montant des forces guerrières de l'Empire.

Cependant il surveille les Autrichiens de Bohême, jette à

la mer les Suédois, dégage son flanc gauche en enlevant Danzig, excite les Turcs sur le Danube, les Perses au pied du Caucase, songe à soulever les mystérieux Tartares de l'Asie Centrale, pointe de tout l'horizon sur les Russes une effrayante rangée de canons et de baïonnettes européennes, de lances et de cimeterres asiatiques. Et si cela est excessif pour les vaincre, le trop-plein de ces énergies sera, d'un signe de son génie, d'un geste de sa main, lancé sur d'autres obstacles.

L'épée est prête. Elle va sortir du fourreau. L'herbe pousse dans les plaines de la Prusse Royale. Les ordres sont partout donnés pour la levée des camps le 10 juin au matin. Napoléon est devancé : le 5 juin, les Russes prennent l'offensive, attaquent soudain Ney et Bernadotte, les refoulent un moment. Cela ne fait que hâter le coup que Napoléon veut leur porter : « L'ennemi ne sait ce qu'il fait, dit-il, puisque, après avoir laissé prendre Danzig, il s'enfourne sous des positions retranchées. » La diplomatie se tait ; Talleyrand est envoyé à Danzig : « Il faut le rassurer, écrit l'Empereur à Rapp, car il n'a pas mal peur. » Le 6 juin, le quartier impérial quitte Finkenstein pour Saalfeld. Napoléon monte à cheval. Le 7, toute l'armée est « en plein mouvement ». L'attaque est franche ; elle s'enfonce irrésistible sur les ennemis. Le 14 juin, ils sont écrasés à Friedland, leurs débris poussés sur le Niémen ; la frontière russe, si l'on ne traite, va être crevée.

Ce jour-là, le sultan Sélim ne règne plus à Constantinople. La révolution du 27 mai l'a renversé, permet à Napoléon de se délier de ses vagues engagements avec lui, semble jeter la Turquie à la ruine. Sébastiani demande encore à quitter son poste : ce n'est point le moment. Gardane est en route ; il a ordre de se presser : il emporte vers l'Orient le rêve de l'Empereur.

CHAPITRE V

LA RÉVOLUTION DE MAI 1807 A CONSTANTINOPLE ET LE TRAITÉ DE TILSIT

(Mai-Juillet 1807.)

I. — La Révolution du 31 mai 1807 a Constantinople.

Situation de l'empire ottoman au printemps de 1807. — Mauvais esprit des janissaires. — Départ du grand-vizir pour l'armée du Danube. — Les yamaks. — Conspiration des janissaires et des yamaks.

Cabakchi-Oglou à Constantinople (27 mai). — Massacre de ministres. — Déposition du sultan Sélim III (31 mai). — Avènement de Mustapha IV.

II. — Le traité de Tilsit.

Après Friedland. — L'alliance russe et les rapports de Napoléon avec la Porte. — Opinion des contemporains sur la prochaine destruction de l'empire turc. — Le plan Hardenberg. — Les négociations de Tilsit. — Les dépêches de Constantinople. — Les clauses du traité de Tilsit sur l'Orient. — Premières mesures pour l'exécution du traité en Orient.

I. — La révolution du 31 mai 1807 à Constantinople.

L'enthousiasme excité à Constantinople au mois de mars par la victoire remportée sur les Anglais ne dura pas longtemps. Les Turcs retombèrent aussitôt dans leur mollesse et dans l'impuissance que Sébastiani jugeait inguérissable. Ils n'avaient pas soutenu davantage leur ardeur belliqueuse jadis, après leur succès de Saint-Jean-d'Acre sur Bonaparte.

D'ailleurs le récent triomphe n'était pas dû aux janis

saires ; ils y avaient très peu contribué. L'honneur en revenait aux *yamaks-tabiéli,* ou assistants des batteries, qui avaient été organisés d'urgence pour le service des canons de la défense, au sultan Sélim lui-même qui s'était occupé personnellement de la direction des opérations, mais surtout aux officiers français et à l'ambassadeur. C'était comme une victoire française, du moins une victoire du nouveau régime, qui excitait depuis plusieurs années tant de colères parmi certaines classes de la population musulmane, jusque dans l'entourage du sultan.

Les janissaires en étaient plus jaloux que fiers ; ils sentaient que les derniers événements refaisaient le prestige et l'autorité du gouvernement qu'ils détestaient ; ils craignaient que cela ne remît en faveur les idées de réforme militaire et le nizam-djedid. Ils étaient encouragés dans ces sentiments par les ulémas. Ensemble, ils continuèrent leurs menées séditieuses ; ensemble, ils reformèrent le parti de l'opposition.

Ils prirent plaisir, parce qu'ils y avaient intérêt, à assombrir encore le tableau de la situation de l'Empire et de l'Islam, à atténuer les effets des succès obtenus. Les Anglais avaient été repoussés ; mais ils étaient venus en petit nombre, et le mérite n'était pas grand de les avoir forcés à la retraite ; on n'avait même pas su les arrêter aux Dardanelles ; et cela ne les avait pas empêchés de descendre en Égypte, de s'emparer d'Alexandrie, de reprendre ailleurs le démembrement de l'Empire ; leurs vaisseaux étaient toujours tout près, d'accord avec les Russes maîtres de Ténédos, et ils ne tenaient qu'à eux de reprendre bientôt avec des forces nouvelles la route des Dardanelles et du Bosphore.

Ils dirent les continuels progrès des Russes, leur installation peut-être définitive dans la Moldavie, leur poussée sur la Valachie, leur entente avec les Serbes qui reprenaient les armes, enlevaient aux Turcs leurs dernières forteresses du Danube et de la Save. Qu'avait-on fait pour défendre de ce côté l'intégrité de l'empire ? Quand pourrait-on reprendre les provinces perdues, réprimer les insurrections audacieuses des rayas ?

Et à quoi donc servait l'amitié prétendue de Napoléon

pour le sultan ? A rien. Elle était peut-être elle-même le plus grand danger qui pût menacer l'Islam. Ils ne partageaient nullement la confiance que le gouvernement ottoman accordait à la France. Ils redoutaient les secrets desseins de l'Empereur. Ils rappelaient les victoires qu'il avait autrefois remportées sur les Turcs aux Pyramides, au Mont Thabor, les entreprises qu'il avait conçues contre la Porte et contre l'Islam ? Était-il possible qu'il eût depuis renoncé à toutes ses ambitions anciennes, maintenant qu'il était devenu comme le maître de l'Europe ? Évidemment l'amitié qu'il témoignait à la Porte était une ruse de guerre ; il n'avait pu la vaincre de front, par les armes ; il l'enveloppait et l'endormait d'intrigues. Ils montraient l'armée du général Marmont en Dalmatie, prête à descendre au Danube inférieur, ou même sur Constantinople pour y achever la destruction de l'Empire, au moins pour en renverser les vieilles institutions. Ils supportaient avec impatience la présence des nombreux officiers français de l'ambassade, devenus comme les chefs militaires du sérail ; ils apprenaient avec colère la prochaine arrivée de 600 canonniers français envoyés par Marmont ; ils annonçaient la lente occupation des pays musulmans par l'influence mortelle de l'empereur des Français. Sans doute il promettait de rendre au sultan la Crimée, de rétablir son autorité dans la mer Noire. Les janissaires soutenaient qu'il fallait se défier de ces avances, que Napoléon travaillait plus pour lui-même que pour la cause de l'Islam ; ils redoutaient ses présents.

Ils gémissaient chaque jour plus amèrement que le sultan ne pût se défendre des chrétiens que par des chrétiens, qu'il ne fût plus le maître chez lui, que la Porte ne fût plus qu'une proie disputée entre les convoitises européennes.

Il y avait sans doute quelque sincérité et même quelque clairvoyance dans ces haines.

Ces plaintes étaient entendues parmi la population musulmane de Constantinople ; car elles étaient fondées en quelque manière. Et les janissaires étaient toujours, auprès des musulmans les plus fanatiques, une force morale considérable. Il était nécessaire de les briser, puisqu'ils étaient devenus impuis

sants à la défense de l'Empire et qu'ils étaient seulement assez forts pour empêcher toute réforme. Mais cela devait être très long et difficile ; un seul règne n'y pouvait pas suffire. Ils étaient populaires, parce qu'ils avaient été les conquérants de la glorieuse époque des Mahomet II et des Soliman le Grand, parce qu'ils avaient été longtemps le fléau des infidèles, les invincibles guerriers d'Allah. La grandeur de l'Empire paraissait attachée à leur propre grandeur, à leur existence même. Ils étaient fidèlement soutenus par les docteurs de l'Islam, les vénérés ulémas, impeccables interprètes de la loi du Coran. Ils représentaient avec eux le passé glorieux par contraste avec les misères et les menaces du temps présent.

L'Arabie était aux mains des Wahabites, maîtres des villes saintes ; les pèlerinages étaient arrêtés sur les routes de la Syrie[1] ; on ne pouvait plus aller prier sur le tombeau du prophète, n'était-ce pas le signe qu'Allah avait retiré sa protection à ses plus fidèles serviteurs d'autrefois, qu'il était irrité contre les Turcs ? Et quelle autre cause fallait-il chercher à sa colère que la trahison du Padischah, qui ne savait pas défendre les frontières de l'Islam, qui ne savait pas se défendre des pernicieux conseils des infidèles ?

Le mécontentement était ainsi général. Les peuples n'ont pas coutume de s'en prendre à eux-mêmes de leurs malheurs. Il leur faut personnifier les responsabilités ; il leur arrive, ailleurs même qu'en Turquie, d'être injustes. Sélim III en fit l'expérience. Il fut la victime de la révolution à la fois militaire et religieuse où les musulmans pensèrent retremper l'énergie de l'Islam.

C'était au fond une manifestation de l'ancien régime ottoman, de ce qu'on pourrait appeler déjà le parti des Vieux-Turcs. A bien des égards d'ailleurs, l'histoire intérieure de la Turquie au XIX[e] siècle a été la lutte entre l'ancien régime et la révolution nécessaire, entre les privilèges anciens et les nouveautés de toutes sortes ; et cette querelle même ne s'est pas terminée avec le siècle.

1. Aff. étr. Corr. de Turquie : Sébastiani à Talleyrand, 1[er] juin 1807.

Napoléon était en Pologne depuis le commencement de l'hiver ; il n'attendait que le retour de la belle saison pour pousser une attaque décisive sur la frontière russe. Sébastiani pressait le sultan de faire un grand effort sur le Danube, de rejeter les Russes de la Moldavie au delà du Dniestr, d'envahir la Russie méridionale, de reprendre la Crimée, de marcher avec l'Empereur sur les capitales du tsar.

Il était difficile au sultan d'envoyer de nombreuses troupes au nord. Il n'était pas sûr des janissaires. Les pachas n'agissaient qu'à leur gré. Cependant, le printemps venu, le divan décida de faire partir pour Choumla et Galatz la plus grande partie des troupes de Roumélie. Le grand-vizir lui-même, Ibrahim-pacha, en devait prendre le commandement, pour donner aux opérations, jusque-là lentes et désordonnées, une unité de direction et une efficacité plus décisives.

Au mois d'avril 1807, le grand-vizir passa à Constantinople la revue générale des janissaires qui allaient partir. La Porte préférait mobiliser les janissaires plutôt que les nizams : le sultan redoutait les premiers, n'avait de confiance qu'aux régiments qu'il avait créés, dont l'institution était son œuvre favorite. Les quelques ortas de janissaires qui restèrent aux environs de la capitale n'ignorèrent peut-être pas ce calcul.

Quelques jours après, le grand-vizir partit pour l'armée. Il emmena avec lui les principaux ministres, même le reis-effendi. Il convient peut-être d'estimer, d'après cet important déploiement de forces et cette activité personnelle des principaux fonctionnaires, que le gouvernement ottoman avait la ferme intention d'agir selon les instructions de Napoléon. Il apparaît que Sélim III répondit, dans la mesure du possible, à l'appel de l'empereur, et que, si l'ambassadeur turc auprès de Napoléon ne se décida point à signer alors avec le gouvernement français un traité d'alliance formelle, il n'accomplit point, sans doute pour des raisons personnelles, toute la pensée de son souverain. Il y avait beaucoup d'indiscipline et même de trahison dans l'entourage du sultan Sélim.

Le grand-vizir et ses compagnons furent remplacés à Constantinople par des suppléants ou caïmacans. Le caïmacan du grand-vizir fut Mousta-pacha, que Sélim croyait dévoué,

mais qui était un ennemi personnel de deux conseillers intimes du sultan, Ibrahim-effendi, ancien kiaya-bey, et Hadji-Ibrahim-effendi, ancien intendant général du nizam. En ce temps-là aussi mourut le muphti ; il fut remplacé par le cadi de Roumélie, un secret ennemi, comme la plupart des ulémas, des réformes et de Sélim.

Le départ de l'armée et du grand-vizir avait laissé la place aux pires ennemis du sultan, sans qu'il s'en doutât. Le muphti et le caïmacan du grand-vizir organisèrent aussitôt leur complot.

Pendant l'hiver précédent, au moment de l'alerte causée par l'attaque des Anglais, le gouvernement avait appelé d'Asie Mineure des aventuriers, surtout des Lazes, qui avaient été employés au service des batteries du Bosphore et des Dardanelles. On les appelait les *yamaks-tabiéli* ou auxiliaires des batteries. Les Anglais repoussés, on les avait gardés près de Constantinople, au nombre d'environ 2 000 hommes. Sélim espérait les fondre peu à peu dans le nizam et profiter pour cela de l'éloignement de la plus grande partie des janissaires. Le caïmacan parut entrer dans ce dessein. Mais il fit en réalité tous ses efforts pour le traverser et pour y fonder le succès de sa trahison. Les janissaires demeurés à Constantinople entrèrent en rapports avec les yamaks, les excitèrent contre les projets du sultan : si méprisants d'ordinaire pour les auxiliaires, ils les encouragèrent à se joindre à eux, leur dirent les privilèges séculaires dont ils jouissaient, dont Sélim voulait les dépouiller, exaltèrent leur fanatisme musulman contre le nizam-djedid, d'invention européenne, lièrent amitié avec eux[1].

Le 25 mai, le caïmacan, paraissant l'exécuteur des plus chères pensées du sultan, envoie un des officiers du sérail, Mahmoud-effendi, aux yamaks des châteaux du Bosphore,

1. Cf. surtout pour les Révolutions de Constantinople, Ottokar v. Schlechta-Wssehrd, ancien premier secrétaire à l'ambassade impériale de Constantinople, agent diplomatique à Bucharest : *Die Revolutionen in Constantinopel in den Jahren* 1807, *und* 1808. Etude sur l'histoire de la réforme en Turquie, surtout d'après des sources orientales. — Vienne, 1882.

pour leur porter des uniformes du nizam et les inviter à s'en vêtir.

Mahmoud arrive à la batterie de Roumely-Cavack. Il ne redoute rien ; il se persuade que les auxiliaires seront fiers d'être admis à la dignité de troupes régulières ; il leur présente la décision de Sélim comme une récompense des services qu'ils ont rendus antérieurement.

Il est accueilli par des murmures. Il croit n'avoir pas été compris ; il insiste ; il ordonne. Les yamaks se jettent sur lui, le saisissent un moment, vont le tuer. Il est arraché de leurs mains par les quelques nizams qui l'ont accompagné. Il fuit, se cache à Buyuk-déré, prend une barque pour gagner le sérail, est atteint sur le rivage et frappé à mort. L'émeute s'étend tout le long du Bosphore, gagne toutes les garnisons des yamaks. Les nizams partout sont chassés par leurs ennemis plus nombreux. Le commandant des batteries de la côte d'Asie ne peut se faire obéir ; il est massacré par ses soldats.

Le lendemain, 26 mai, Chakir-Bey, Bostandji-bachi ou commandant supérieur du Bosphore, monté sur son grand bateau à seize paires de rameurs, quitte la Corne d'Or pour aller assurer l'ordre, faire rentrer les mutins dans le devoir. Il est accueilli à coups de canons devant Buyuk-déré et recule.

Les nizams, devant la poursuite, se sont concentrés à Constantinople, autour du sérail. Le caïmacan a instruit Sélim de ces événements ; mais il les a présentés comme insignifiants ; il tranquillise le sultan : il ne s'agit que d'une échauffourée, qui provient d'un malentendu facile à dissiper ; Mahmoud a sans doute été très maladroit ; il se charge de maintenir partout le calme ; il y suffira de quelques heures.

Cependant les émissaires des janissaires sont mêlés aux yamaks ; ils excitent, ils entretiennent leur irritation : le moment est venu de détruire à jamais les nizams, de restaurer l'ancien état militaire, de rendre ainsi à l'Islam la splendeur que les traîtres conseils des infidèles ont ternie. Ils distribuent de grosses sommes, qui viennent on ne sait d'où. Les cheikhs et les ulémas parcourent les deux rivages du

Bosphore, prêchent la bonne cause, donnent à la révolte les caractères d'une sorte de guerre sainte. Les yamaks, et parmi eux quelques janissaires, se réunissent en tumulte dans la grande vallée de Buyuk-déré ; ils entendent des prédications, ils y répondent par des cris d'enthousiasme ; ils jurent de défendre la religion et les anciennes lois. Ils se donnent un chef, Cabakchi-Oglou.

Le 27, Cabakchi entre dans Constantinople à la tête de 600 hommes. Mousta-pacha consigne les nizams dans leurs casernes, sous prétexte d'assurer l'ordre, d'éviter tout conflit. La rue est à l'émeute. Le caïmacan convoque les ministres chez lui. Quelques-uns viennent ; d'autres se méfient, se cachent. Ceux qui viennent sont l'objet de la plus cordiale réception ; on leur sert le café, des gâteaux ; on leur apporte des pipes. Mousta sort. Des bourreaux entrent, égorgent ses invités. Il n'y a plus de gouvernement.

Cabakchi se rend à la caserne des janissaires. Il leur présente ses yamaks : « Voilà, dit-il, des enfants du corps ! » Il les invite à l'accompagner. 7 à 800 le suivent. Il va à la caserne des galiondjis ou marins. Le capitan-pacha est absent. Il les harangue : il exprime son indignation contre les institutions du présent règne, contre les desseins avoués du sultan, contre l'influence funeste des chrétiens : « Encore un peu de temps, dit-il, et nous n'aurons plus pour nous commander que des chrétiens ou des juifs. » 200 marins le suivent. Il va à Top-Hané, la caserne des artilleurs ou topchis. Leur chef a été récemment destitué ; la succession est disputée ; il n'y a pas de commandement. Il leur promet une solde plus grosse, aux dépens des nizams dont on va se défaire. Il invoque et les prie d'invoquer avec lui le vénéré patron des janissaires, Hadji-Bektachi, dont on va reprendre les instructions sacrées. Cet appel est entendu : les portes s'ouvrent ; les artilleurs reçoivent les auxiliaires dans leurs bras, versent des larmes de joie ; l'allégresse est universelle.

Vraiment beaucoup des insurgés crurent à la renaissance glorieuse de l'Islam, par la destruction de toutes les nouveautés, par le retour aux anciennes coutumes, contemporaines des jours de victoire.

A la tête de plus de 2 000 hommes, Cabakchi-Oglou arrive sur la grande place de l'Étmeïdan. Le moment est solennel. On apporte des casernes les *casans*, les marmites sacrées, qui sont le symbole de la fidélité au sultan, le signe que les janissaires consentent à être nourris par lui, à le vénérer comme leur père. On les renverse : c'est le signe de la rupture de toute obéissance. Elles sont rangées en cercle autour de Cabakchi. Il adresse à ses hommes ses instructions suprêmes : « Arrachons, s'écrie-t-il, du sein des Osmanlis cette faction impure qui avait résolu de détruire le corps invincible des janissaires et de rendre les musulmans semblables aux infidèles. Abolissons les nizams. Punissons les traîtres. »

Il lit une liste de proscrits, que lui a envoyée le caïmacan. A chaque nom qu'il prononce, la populace exprime une joie féroce. Des assassins se détachent pour exécuter l'ordre de Cabakchi. D'heure en heure, ce jour-là et le lendemain, les têtes s'alignèrent aux pieds du chef. Ibrahim-effendi s'était réfugié chez un juif, avec une cassette remplie de bijoux. Pour garder la cassette, le juif le livra. On lui arracha le cœur, que la foule mangea : sa tête coupée fut portée en triomphe par la ville, autour des murailles du sérail. Hadji-Ibrahim-effendi, caché dans l'égout d'une maison de campagne, fut trahi par un domestique. Ahmed bey fut coupé en morceaux, que les meurtriers se partagèrent et mangèrent. Le secrétaire intime du sultan, retiré dans la maison d'un chrétien, tomba du toit dans la rue, se brisa sur le pavé, fut décapité. Chakir-bey est demeuré dans le sérail. Les janissaires se présentent devant la Sublime Porte, demandant sa tête. Sélim ne veut pas le laisser aller. Chakir veut se livrer, pense sauver le sultan, apaiser l'émeute en se sacrifiant : « Meurs donc, mon enfant, dit Sélim ; que la bénédiction du ciel t'accompagne. » Il est décapité ; sa tête est jetée sur la place par un créneau, portée à Cabakchi.

Ainsi périrent encore Inglis-Mahmoud-effendi (Mahmoud l'Anglais), ancien ambassadeur à Londres, le secrétaire d'État Ricap-Sélim-effendi, un riche douanier Hasanico, accusé de concussions, Capan-Haïpi, directeur des magasins de blé.

Le 29 mai, dix-sept têtes coupées étaient rangées devant les marmites. Il n'y avait plus de ministère. Le sultan céda ; il publia ce jour-là un hatti-chérif, par lequel il supprimait totalement l'institution du nizam-djedid. Les janissaires triomphaient.

Cela ne suffisait pas à Cabakchi-Oglou. Le terme nécessaire de la révolution était la chute de Sélim, le seul auteur responsable de tout ce que la Révolution détruisait. La restauration de l'Islam ne pouvait être assurée tant que Sélim régnait.

Le 31 mai, Cabakchi reparut sur la place de l'Etmeïdan, à la tête de son cortège de rebelles et de fanatiques. Il prononça un violent discours contre le sultan : que les vrais moslems ne pouvaient lui laisser leur confiance, que Dieu l'avait abandonné, qu'il abandonnerait la Turquie elle-même si elle lui demeurait livrée et par lui aux agissements des infidèles. « Au reste, s'écria-t-il, consultons le muphti, l'oracle de la loi, et agissons d'après son fetfa qui nous dira si le sultan Sélim a mérité d'occuper plus longtemps le trône des Osmanlis, ou s'il convient de lui donner à l'instant un successeur. » Le muphti fut amené ; il n'était pas loin. On lui posa cette question : « Tout padischah qui par sa conduite et ses règlements combat les principes religieux consacrés par le Coran mérite-t-il de rester sur le trône ? » Le muphti parut consterné ; mais, après des hésitations qui semblèrent douloureuses, comme un violent combat en sa conscience de prêtre inspiré, il déclara préférer à tout l'intérêt de la religion et le salut des Osmanlis ; et il prononça son oracle : « Non ! Dieu sait le meilleur [1] ! »

Le peuple acclama la sentence divine et éclata en cris de colère contre Sélim : « Nous ne voulons plus qu'il soit notre

1. Aff. étr. Turquie, supplément n° 24, 1806-1810. — Juin 1807, Relation de la catastrophe de Sélim III et élévation au trône de Constantinople de Mustapha IV (Extrait du n° 26 du *Royal Dalmate*, imprimé à Zara). — *Id.*, *id.*, traduction de la transaction passée entre sultan Mustapha et la milice des janissaires à la suite de la déposition de Sultan Sélim III : 1° Acte légal contenant les propositions des janissaires ; 2° Hatti-chérif de Sultan Mustapha.

souverain ; qu'il soit destitué : il est l'ennemi du peuple. Vive le sultan Mustapha ; il fera notre bonheur. » Et Cabakchi proclama la condamnation solennelle : « Par le fetfa du muphti, par la volonté des braves janissaires et de tous les Osmanlis, le sultan Sélim, fils du sultan Mustapha, a cessé de régner. Le sultan Mustapha, fils du sultan Abd-ul-Hamid, est devenu le légitime padischah[1]. »

Sélim ne put résister. Il fut enfermé, et pour quelques mois on respecta sa vie. Cabakchi-Oglou fut le maître, avec le titre de commandant-général des garnisons du Bosphore. La Révolution avait gagné le Danube ; le bruit courut, d'ailleurs faux, que les janissaires avaient massacré le grand-vizir Ibrahim-pacha. Le pacha de Routchouk, Mustapha le Bairactar, renonça à attaquer les Russes, et recula sur le Danube. L'offensive préparée par Sélim fut encore compromise.

Le plan de campagne que devait suivre le grand-vizir Ibrahim était l'œuvre du général Sébastiani : il était fait pour inquiéter sérieusement les armées russes des Principautés. L'adjudant-commandant Mériage, envoyé par Napoléon à Widdin, en surveillait et en pressait l'exécution. L'aile droite des Turcs se portait sur Galatz, aux embouchures du Danube ; la plus forte partie de l'armée, franchissant le Danube, devait se porter sur Bucharest et couper la retraite à l'aile droite des Russes, qui, sous le commandement du général Issaëv, menaçait Widdin à l'ouest et tentait de joindre les Serbes révoltés et maîtres de Belgrade. Très inquiets, les Russes du général Michelson avaient commencé l'évacuation de Bucharest.

L'attaque des Turcs fut brisée au centre par l'émeute des janissaires[2]. Ils reculèrent jusqu'au fleuve, poussés de près par le général Miloradovitch. Issaëv, tranquillisé sur ses communications avec le centre, reprit sa marche vers l'île d'Ostrow, en face de Negotin, près des Portes de fer, pour donner la main à Kara-Georges et aux Serbes. Il y réussit,

1. Juchereau de Saint-Denis, *Les Révolutions de Constantinople en* 1807 *et* 1808, II, ch. VI.
2. *Moniteur*, 23 août : dépêche de Vienne du 5 août 1807.

passa le fleuve le 29 juin, et opéra sa jonction avec les Serbes à Palanka. Il remporta un brillant succès sur Hidris-pacha à Stubich, le 2 juillet, et l'obligea à s'enfermer dans Negotin. Il y mit le siège[1].

Des embouchures du Danube aux frontières de la Bosnie et de l'Albanie, par Bucharest, l'armée russe et les Serbes tenaient une longue ligne d'opérations militaires. Jamais les Russes n'avaient encore pénétré aussi profondément dans l'empire ottoman : toute sa frontière septentrionale était comme démantelée ; le Danube même était franchi sur un point, et les Turcs qui le gardaient étaient menacés sur leur flanc gauche.

Décidément la diversion ottomane sur laquelle Napoléon avait compté était manquée. Cette aile droite de la Grande Armée n'avait pas accompli son office. La Turquie pensa en être terriblement punie.

II. — Le Traité de Tilsit.

En vérité, il est difficile de croire que Napoléon ait jamais voulu fonder avec la Turquie une alliance solide et durable sans arrière-pensée d'ambition. Il y voyait, à ce moment, un moyen de guerre et ne l'utilisa que le jour où il voulut enfoncer contre la frontière russe une redoutable attaque. Il avait envoyé Sébastiani à Constantinople au commencement de la campagne de 1806 ; il obtint la rupture entre la Porte et la Russie au moment où il entra en Pologne. Aussi bien n'eut-il pas non plus d'autre dessein à l'égard de la Pologne que de l'employer comme une avant-garde. Toute la tradition diplomatique de l'ancienne monarchie, fondée sur l'alliance de la Turquie et de la Pologne, entrait dans les combinaisons de la stratégie impériale. Il n'en voulait pas, pour l'instant

1. Auguste Boppe, *La mission de l'adjudant-commandant Mériage à Widdin* (1807-1809). — *Annales de l'École libre des sciences politiques*, 15 avril 1886.

du moins, tirer d'autre profit ; il ne fut jamais, de son gré, un évocateur de nationalités anciennes ou nouvelles. Il avait d'autres pensées politiques, plus ambitieuses et plus chimériques.

Il trouvait que les Polonais n'avaient pas assez d'esprit politique pour mériter aussitôt l'indépendance ; il trouvait que les Turcs n'avaient pas les moindres qualités qui eussent permis la renaissance de leur grandeur, et sans doute il n'était pas dupe de sa propre éloquence quand il s'efforçait de « réveiller Sélim et l'Islam ». Comme la plupart de ses contemporains, peut-être tous, il croyait à la ruine prochaine de l'empire ottoman ; il ne le croyait même pas capable — et l'événement lui donnait raison — d'opposer une barrière solide aux empiétements de la Russie. Sébastiani, qui connaissait bien l'Orient, n'avait pas une opinion différente ; il écrivait au lendemain de la Révolution de Constantinople : « Mustapha n'a pas les lumières de son prédécesseur ; il amènera la fin de sa maison. Mahmoud, le dernier rejeton de la famille d'Osman, est épileptique au dernier degré. La dynastie va s'éteindre naturellement[1]. »

Jamais peut-être, depuis la campagne d'Égypte jusqu'à Sainte-Hélène, Napoléon ne pensa différemment au sujet de celui que les tsars allaient appeler « l'homme malade », à l'agonie si longue.

Certes, tant qu'il était en guerre avec la Russie et l'Angleterre, Napoléon mettait toute sa force à empêcher que la question ottomane ne fût posée : il ne fallait pas donner aux ennemis, mieux placés que lui pour en profiter, l'occasion de se partager l'héritage. Il convenait, au contraire, de souffler un reste de vie à la Sublime Porte, pour la redresser un moment sur le Danube, pour empêcher la jonction des Anglais et des Russes vers les Détroits. Il fallait les empêcher de disposer de l'Orient comme il disposait de l'Occident. Il y réussit tant qu'il fut nécessaire et la mission de Sébastiani fut un des triomphes de la politique napoléonienne. Le

1. Archives Nationales, AF, IV, 1688, 5e dossier : dépêche du 1er juin 1807.

danger passé, la Russie vaincue à Friedland, plus n'était besoin de cet effort ingrat.

Napoléon fondait de grandes espérances sur l'alliance russe : fallait-il les sacrifier à l'alliance turque? Il n'y songea point. Il n'avait point d'engagements fermes avec la Porte. Sébastiani avait heureusement obtenu une déclaration de guerre de la Porte à la Russie. La Turquie et la France étaient ensemble les ennemies de la Russie et de l'Angleterre. Elles n'étaient pas pour cela alliées, quelque subtil que paraisse ce raisonnement. Napoléon n'avait rien signé de décisif avec le sultan, ni avec l'ambassadeur ottoman qui suivait le quartier général de la Grande Armée, Emin-Vahid-Effendi. Celui-ci d'ailleurs, peut-être semblable à ces hauts fonctionnaires de Sélim qui n'étaient que les infidèles représentants de sa pensée et qui firent la révolution de Mai, était mal disposé à une alliance formelle avec la France, et les négociations qui s'étaient engagées entre lui et Caulaincourt à Tilsit, dans les premiers jours de juin, après la révolution de Constantinople encore ignorée, n'avaient pas abouti. La France et la Turquie ne s'étaient pas liées.

Si Napoléon avait adressé à « son ami Sélim » des lettres affectueuses qui pouvaient passer pour des engagements politiques entre loyaux souverains, elles ne pouvaient valoir autant dès que Sélim n'était plus sur le trône. Et même l'Empereur pouvait en quelque manière se sentir atteint par le malheur de son ami, et refuser d'aussi cordiaux sentiments à celui qui le tenait prisonnier, sous menace de mort. L'amitié pour Sélim pouvait avoir comme corollaire, en toute loyauté la rupture avec son successeur.

Cependant il est indéniable que Napoléon n'avait pas pour Sélim une amitié personnelle ; il ne le connaissait pas ; il ne prenait pas une grande part à son malheur. Il avait aimé en lui le sultan qui pouvait lui être utile contre les Russes, et Mustapha pouvait lui être aussi utile et ne lui donna que peu de raisons d'en douter. La Révolution de mai lui fut un prétexte commode pour expliquer la transformation de sa politique d'ailleurs beaucoup moins absolue qu'on ne le crut et qu'on ne l'a dit. Ce ne fut qu'un prétexte. L'entente

avec la Porte avait tenu aux circonstances ; les circonstances changées, l'Empereur y renonça sans vergogne, heureux de pouvoir sauver, tant bien que mal, les apparences.

La rupture ne fut pas complète aussitôt. Napoléon conserva, pendant plusieurs mois encore, des relations amicales avec la Turquie. Il la sacrifia assez pour pouvoir s'entendre avec la Russie, non pas assez pour donner libre carrière à l'ambition du tsar sur Constantinople et les Détroits. Il contint les uns par les autres successivement ses anciens et ses nouveaux alliés. Il y fallut à sa diplomatie des prodiges de souplesse. Sans doute la fortune y contribua plus que son habileté même ; il n'en est pas moins remarquable que la Turquie, moribonde déjà, militairement plus faible que jamais, ait pu traverser ces années tumultueuses, pleine de terribles bouleversements pour les puissances les mieux assises, sans y périr, sans y laisser même un important lambeau de territoire. S'il est difficile d'excuser moralement l'abandon que Napoléon fit de l'alliance turque à Tilsit, il n'est que juste d'autre part de ne pas exagérer les conséquences de cette déloyauté dont la Porte d'ailleurs s'est amèrement plainte. Il n'est pas sûr que le traité de Tilsit n'ait pas été le salut de la Turquie.

Les contemporains s'y trompèrent. Bien peu connurent la pensée de Napoléon sur la question ottomane, et c'est un des points les plus délicats où la postérité, mieux éclairée peut-être, ait à se prononcer. Beaucoup crurent, songeant à l'expédition d'Égypte et voyant l'Empereur s'attacher à l'alliance russe, qu'il était décidé à permettre, à hâter le démembrement de l'empire ottoman. On citait de lui quelques paroles qui semblaient ne laisser aucun doute sur sa volonté de renverser cet empire, de prendre une part de ses dépouilles ; on rattachait à cette intention l'annexion de la Dalmatie à la France et les instructions données au duc de Raguse. On aurait pu citer aussi des paroles non moins impériales sur la nécessité d'assurer l'intégrité de l'empire ottoman, de contenir par lui les Russes de la mer Noire, les Anglais de la Méditerranée. Mais lors de l'entrevue de Tilsit, on crut généralement que le moment du

partage turc était venu, que c'était le fond de la pensée napoléonienne.

Le ministre de Frédéric-Guillaume III, M. de Hardenberg, espéra même y trouver le salut de la Prusse et l'occasion pour lui de jouer un grand rôle. Dès le 23 juin, avant la première entrevue du tsar et de Napoléon, il remit à Alexandre Ier un plan général de pacification, dont il ne doutait point qu'il serait la base des négociations prochaines[1]. C'est un exemple nouveau du cynisme inconscient des hommes d'État prussiens, qui proclamaient volontiers l'incomparable grandeur de la politique de Frédéric II et la prenaient toujours pour modèle. De même, avant Iéna, ils affirmaient la supériorité de l'armée qu'il avait formée. La Prusse avait été vaincue, presque tout entière conquise ; la Turquie était l'alliée du vainqueur : il convenait que la Turquie payât les frais de la guerre, que la Prusse eût une part du butin.

En effet, comme sanction des batailles d'Iéna et d'Auerstœdt, d'Eylau et de Friedland, Hardenberg proposait le démembrement de l'empire ottoman : la Russie prendrait les principautés de Moldo-Valachie, la Bulgarie, la Roumélie d'Andrinople, Constantinople et les Détroits ; — l'Autriche aurait la Dalmatie, la Bosnie, la Serbie ; — la France aurait la Grèce et les îles. De la sorte, l'Autriche et la Russie, ainsi que la Prusse, pourraient renoncer à leur part de Pologne ; la Pologne serait refaite et donnée au roi de Saxe. — Hardenberg se persuadait qu'il allait au-devant de l'un des plus chers désirs de Napoléon. — La Prusse enfin aurait la Saxe, et aussi les Villes Hanséatiques, avec la permission de fonder sous son hégémonie une Confédération de l'Allemagne du Nord.

« Frappant exemple de l'obstination tenace d'un homme d'État prussien ne songeant, au milieu des plus grands revers, au moment même où l'existence de la Prusse était mise en question, qu'à assouvir les appétits territoriaux, la rage d'expansion de la monarchie des Hohenzollern[2]. »

1. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, p. 71. — Cf. Ranke, *Hardenberg's Denkwürdigkeiten*, III, 458-464.

2. S. Tatistcheff, *Alexandre Ier et Napoléon*, 132.

Ce n'est pas que le plan de Hardenberg manque de logique. Il s'accordait assez bien avec les traits essentiels que l'on imaginait à la politique de Napoléon. Il s'inspirait directement de la tradition diplomatique du grand Frédéric : lui aussi en 1772, il avait détourné Catherine II de la Turquie sur la Pologne et avait eu ainsi sa part des victoires russes ; Hardenberg pensait détourner Napoléon de la Prusse sur la Turquie. Mais en 1772 Frédéric II était puissant et pouvait dicter ses conditions à l'impératrice de Russie ; en 1807, Frédéric-Guillaume III n'avait plus ni armée ni royaume.

Alexandre Ier prêta peut-être quelque attention à ce plan audacieux ; il n'eût point été fâché sans doute que la bataille de Friedland eût de telles suites. Il le communiqua peut-être à Napoléon ; mais celui-ci ne paraît pas en avoir goûté les beautés. Dans l'un des premiers entretiens qu'il eut avec le roi de Prusse, il déclara, avec sa brièveté ordinaire, que M. de Hardenberg n'avait pas sa confiance, qu'il désirait que le roi fût représenté aux négociations de Tilsit par un autre plénipotentiaire, qu'il conviendrait même, dans l'intérêt de la Prusse, qu'elle eût un autre premier ministre. Non seulement M. de Hardenberg n'eut aucune part aux délibérations de Tilsit, mais il abandonna bientôt le pouvoir pour quelques mois. Juste récompense du plan sur lequel il avait fondé tant d'espérances.

Il semble qu'au moment de l'entrevue de Tilsit, le gouvernement russe ait admis volontiers la nécessité pour lui de faire des sacrifices, de payer de quelques concessions la défaite de Friedland. Il ne songea point d'abord à en tirer du profit ; car il ne put songer aussitôt à la possibilité d'une alliance intime avec la France. La plupart des conseillers d'Alexandre s'y refusaient même absolument.

C'est pourquoi le tsar, désirant avant tout le rétablissement du roi de Prusse, se montrait prêt à s'accommoder avec la Porte : il abandonnerait quelques-uns des avantages assurés à la Russie par les derniers traités ; il renoncerait au droit de passage pour ses vaisseaux de guerre à travers les Détroits ; il renoncerait à intervenir dans la nomination des hospodars

de Moldavie et de Valachie ; il évacuerait les deux principautés, les îles Ioniennes, les bouches de Cattaro ; il rappellerait toutes ses flottes de la Méditerranée[1]. A ce prix, il n'eût pas trouvé la dernière guerre trop coûteuse. A ce prix, il eût évité l'alliance française, à laquelle il répugnait encore, à laquelle répugnait surtout son chancelier, le baron de Budberg, et avec lui presque toute la noblesse russe.

Curieux pourtant des secrets desseins que Napoléon nourrissait peut-être à l'égard de la Turquie et que chacun lui attribuait généreusement, Alexandre ne se refusait pas d'avance à entretenir la conversation sur la situation de l'empire ottoman et sur son démembrement éventuel. Il attendait Napoléon à ses offres, disposé, si elles étaient alléchantes, à sacrifier à son alliance ses propres répugnances et celles de son entourage.

Or Napoléon voulait l'alliance de la Russie. Il ne voulait pas signer avec elle un traité quelconque qui la laisserait au rang de ses ennemis, comme la Prusse ou comme l'Autriche. Il voulait une entente cordiale avec elle contre l'Angleterre. Il voulait la tenir dans son « système ». Le baron de Budberg ne pouvait être l'homme d'une telle négociation. Le tsar satisfit aux désirs de Napoléon et à sa propre curiosité en confiant les fonctions de plénipotentiaire au prince Kourakine. Aussi bien les négociations furent-elles en réalité conduites par les deux souverains eux-mêmes ; les ministres ne furent en cette affaire que leurs secrétaires. Il est bien des paroles même, entre eux, qui n'eurent aucun témoin.

Il n'y a pas lieu de redire ici tout au long les entretiens de Tilsit dont plus tard le tsar fit confidence aux ambassadeurs que Napoléon accrédita auprès de lui : on ne saurait refaire le magistral récit de M. Albert Vandal. Tout de suite Napoléon, négligeant les bagatelles, parla de l'Orient, de l'empire ottoman, de la nécessité d'y porter une attention constante, de la mission civilisatrice à y accomplir en chassant de l'Europe la barbarie turque. Ce n'était pas uniquement jeux d'imagination et d'éloquence ; l'Empereur

1. S. Tatistchef, *Alexandre Ier et Napoléon*, p. 144, note.

était sincère quand il parlait de régénérer l'Orient. Mais surtout il voulait gagner le jeune tsar ; il voulait l'attacher à sa fortune ; il voulait le tenir par la perspective des plus brillantes conquêtes. Il lui montrait Sainte-Sophie au bout de la voie où il voulait l'entraîner avec lui ; mais il ne l'y conduirait pas aussitôt : il fallait que la Russie donnât des gages incontestables d'amitié ; il fallait qu'elle méritât cette merveilleuse récompense. Le tsar et ses conseillers avaient méconnu la valeur de l'alliance française ; on leur en disait le prix ; à eux de se décider ; à eux de comparer les déboires de leur politique précédente avec les profits qu'une autre politique leur réservait.

Napoléon avait connu la révolution de Constantinople dans les derniers jours de juin ; il l'avait apprise par la voie de son ambassadeur à Vienne. Il en ignora d'abord le caractère exact, l'attribua à bon droit, en sa pensée, à des querelles intérieures, pensa qu'elle ne modifierait en rien la politique de la Porte à son égard. C'est pourquoi il n'en parla point tout de suite au tsar ; il était encore obligé à la réserve.

Les premières dépêches de Sébastiani l'irritèrent, tout en lui fournissant le prétexte dont il avait besoin pour se délier de ses engagements avec la Porte : la Révolution avait été accueillie avec enthousiasme par tous les ennemis de l'influence française en Turquie ; les Français en maints endroits avaient été insultés ; le nouveau sultan avait négligé de faire connaître son avènement à l'ambassadeur de France, lui reprochant sans doute l'amitié particulière dont Sélim l'avait honoré ; sur la demande de Sélim, quelques centaines de canonniers étaient en route de Dalmatie à Constantinople ; le nouveau gouvernement les avait invités à retourner sur leurs pas, et ils avaient été l'objet, au milieu des provinces turques, de quelques mauvais procédés. Cela ne prouvait pas évidemment de mauvaises dispositions de la Porte à l'égard de la France ; car ces manifestations étaient le résultat naturel du fanatisme excité en général contre tous les chrétiens. Mais Napoléon était en droit de s'en inquiéter. Il était en droit du moins de constater qu'il ne pouvait faire

fond sur l'alliance ottomane et qu'elle n'était plus pour être mise en balance, dans ses conceptions, avec l'alliance russe qui maintenant s'offrait.

Un jour qu'à Tilsit il passait avec Alexandre une revue de troupes, il reçut des dépêches de Constantinople et les montra à son nouvel ami : « Voilà, dit-il, un décret de la Providence, qui me dit que l'empire turc ne peut plus exister. »[1] Et ce soir-là, ils causèrent longuement de Constantinople et des grandes choses qu'un jour ils y pourraient accomplir. Alexandre fut définitivement conquis : la question de Constantinople était posée et il ne pouvait la résoudre sans Napoléon. Il se donna de tout cœur d'abord à l'alliance française. L'œuvre de séduction entreprise par Napoléon était achevée.

On a fixé à cette confidence théâtrale de l'Empereur le moment précis du revirement de sa politique. On a dit : avant ce moment, il ne voulait pas entrer dans la voie du partage turc ; à partir de ce moment, il y fut décidé[2].

Il est bien difficile d'admettre que Napoléon ait bouleversé aussi complètement tous ses plans, qu'après avoir éloquemment dénoncé les dangers de la barbarie russe, il se soit tout d'un coup, sur une dépêche d'un ambassadeur, résolu à lui livrer une part de l'Orient, le chemin de la Méditerranée. Ce serait lui attribuer un tempérament politique singulièrement capricieux, ou une étrange facilité à donner son amitié à un ennemi jusque-là acharné ; ce serait affirmer qu'en quelques heures il a été aveuglé, séduit par les gracieuses manières de son interlocuteur. Napoléon ne paraît pas avoir été si facile à séduire par qui que ce fût.

Bien plutôt, la scène du « décret de la Providence » a tous les caractères d'une scène arrangée. Il savait admirablement ménager ces coups de théâtre pour forcer l'intérêt. Il sentait évidemment chez le tsar une défiance naturelle à l'égard de toutes ses alléchantes promesses sur l'Orient : il avait lié partie avec le sultan, obtenu à Constantinople d'éclatants

1. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, ch. 1er, p. 73.
2. A. Vandal, *loc. cit.* — E. Bourgeois, II, 292-309.

succès sur l'influence russe, et, soudain, il abandonnait le sultan, il reniait toute sa politique antérieure? Alexandre Ier n'y pouvait pas croire. — Il y crut quand il sut la chute de Sélim, quand il entendit Napoléon s'irriter, avec plus de violence que de sincérité, des événements de Constantinople. Il crut qu'en effet Napoléon rompait définitivement avec la Porte, et il prêta l'oreille alors volontiers à ses beaux projets sur le partage de l'empire ottoman, sur la nécessité de refouler « la barbarie turque » en Asie. C'est le tsar qui ainsi fut séduit, conquis à l'alliance française, et Napoléon fut si convaincant qu'après Alexandre, les historiens ont cru qu'en effet il avait résolu dès lors de partager la Turquie entre la France et la Russie.

Le tsar eût voulu tout de suite sortir des généralités et préciser les termes de la politique que lui proposait l'Empereur. Napoléon s'y refusa. Le moment n'en était pas encore venu. Il avait beaucoup d'autres choses à régler, qui ne lui auraient pas laissé une suffisante liberté d'action en Orient. Il fallait d'abord organiser l'Europe nouvelle, telle qu'elle résultait de la défaite de la Prusse ; il fallait donner une constitution à l'Allemagne, au grand-duché de Varsovie. Il fallait achever la formation du royaume de Naples. Il fallait surveiller l'application du blocus continental, sur toutes les côtes de l'Europe, entraîner l'Autriche, le Danemark, la Suède, le Portugal, l'Espagne, dans ce système. Il fallait voir l'accueil que ferait l'Angleterre à ces menaces suprêmes.

En vérité, si Alexandre, en entrant dans l'alliance de Napoléon, songeait surtout à la Turquie, Napoléon, en l'attirant à lui, songeait davantage à l'Angleterre. Leurs intérêts n'étaient pas les mêmes, et ce fut le germe de leur mésintelligence future.

Napoléon voulait abattre l'Angleterre, et c'était pour lui la politique la plus pressante, la politique de nécessité. Constantinople ne représentait encore que la politique de magnificence. Les circonstances firent qu'elle ne fut jamais pour lui que la part du rêve ; d'autres soins, dont l'Angleterre fut l'essentiel objet, le détournèrent toujours de cette féerie.

C'est pourquoi il accabla son nouvel allié de promesses ;

il consentit même à leur donner la forme d'engagements concrets ; mais il en remit la réalisation à l'avenir. C'est pourquoi les principaux articles du traité de Tilsit, en dépit des plans de Hardenberg, intéressent surtout la condition nouvelle de la Prusse[1]. Le rétablissement de Frédéric-Guillaume III fut le premier gage de l'amitié de Napoléon pour Alexandre ; du moins Napoléon le présenta ainsi ; et il fut bien entendu, en l'article 4 du traité patent, que c'était « par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies, et pour lui donner une preuve de son désir sincère d'unir les deux nations par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérables, que S. M. l'empereur Napoléon consentait à restituer à S. M. le roi de Prusse, allié de S. M. l'empereur de toutes les Russies, la plupart de ses provinces ». L'empereur Alexandre devait déjà s'estimer heureux que les batailles d'Iéna et de Friedland n'eussent pas d'autres suites.

Mais il convient d'analyser avec quelque précision les clauses des traités de Tilsit qui intéressent la Turquie. Elles sont renfermées, les unes dans le traité patent, les autres dans les articles séparés et secrets, les plus importants dans le traité d'alliance.

L'article 21 du traité patent stipule la cessation immédiate de toutes les hostilités sur terre et sur mer entre les forces de S. M. l'empereur de toutes les Russies et celles de Sa Hautesse le sultan. — Par l'article 22, les troupes russes se retireront des provinces de Valachie et de Moldavie ; mais les dites provinces ne pourront être occupées par les troupes de Sa Hautesse jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre la Russie et la Porte ottomane. — Par l'article 23, S. M. l'empereur de toutes les Russies accepte la médiation de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, à l'effet de négocier et conclure une paix avantageuse et honorable aux deux Empires. — L'article 24 établit qu'une convention spéciale fixera les délais dans lesquels les Hautes Parties Contractantes devront retirer leurs troupes des lieux

1. Cf. les traités de Tilsit, dans A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, appendice I.

qu'elles doivent quitter en conséquence des stipulations ci-dessus, ainsi que le mode d'exécution des diverses clauses que contient le présent traité.

Tout cela était absolument correct de la part de Napoléon. Il faisait profiter la Turquie de la paix. Certes il ne lui assurait point la restitution de la Crimée, de toutes les côtes de la mer Noire, comme il le lui avait maintes fois fait espérer dans sa correspondance avec Sélim. Mais vraiment la Porte avait si peu contribué à la paix qu'elle n'était pas en droit de le lui reprocher. Il lui faisait rendre les provinces qu'elle avait perdues : c'était le fait d'un allié dévoué. Il est vrai que, de vive voix — et Alexandre ne l'oubliera point —, Napoléon lui avait fait entendre qu'il n'insisterait pas pour l'évacuation réelle de la Moldavie et de la Valachie par les troupes russes ; mais la Porte ne le sut point ; cela ne fut point écrit, et Napoléon refusa longtemps de connaître autre chose que la lettre du traité. Ces articles patents pouvaient être communiqués à la Porte ; elle n'aurait pas à s'en plaindre. Elle avait intérêt à demeurer dans l'alliance française ; à la renier, elle eût risqué de perdre tout à fait ce que le traité lui rendait.

Les deux premiers articles « séparés et secrets » sont ainsi rédigés : Les troupes russes remettront aux troupes françaises le pays connu sous le nom de Cattaro. — Les Sept-Iles seront possédées en toute propriété et souveraineté par S. M. l'empereur Napoléon.

Sébastiani reçut l'ordre de ne pas les faire connaître à la Porte [1], car elle n'aurait pas manqué d'en témoigner de l'étonnement. Les Sept-Iles Ioniennes formaient depuis 1801 une République soumise au protectorat collectif de la Porte et de la Russie. Le sultan n'eût point été satisfait que sa part de suzeraineté lui fût enlevée, sans qu'il eût été admis aux négociations ; il eût pu s'inquiéter de cet établissement de la France sur les côtes de la péninsule des Balkans, quand déjà elle était installée en Dalmatie, et que d'aucuns y voyaient de sa part la volonté d'intervenir dans les destinées de l'empire

1. Aff. étr. Corresp. de Turquie. Talleyrand à Sébastiani, 9 juillet 1807.

ottoman. Cela eût été fait pour surexciter encore le fanatisme musulman contre les chrétiens et pour le mettre en défiance contre les desseins attribués à Napoléon. Il était sage de tenir ces stipulations secrètes.

Jusque-là les traités de Tilsit n'assuraient point de sérieux avantages à l'empereur Alexandre ; et, comme ils ne furent connus que dans ces termes, il n'est point surprenant que l'opinion russe se soit refusée à les approuver. On voyait bien les sacrifices que faisait la Russie, l'abandon des Principautés et de la Méditerranée ; on ne voyait pas les profits qui lui étaient réservés. On pouvait s'étonner de la soudaine affection d'Alexandre pour Napoléon. Et vraiment on n'avait pas tort de s'étonner : les conditions réelles, immédiatement applicables, du traité de Tilsit aboutissaient pour la Russie à la perte de toutes ses positions sur les côtes et dans les provinces de l'empire ottoman ; elles dégageaient la Porte de toute influence et de toute menace russe. C'est là le caractère essentiel de ce traité : Napoléon faisait reculer la Russie et néanmoins obtenait son concours contre l'Angleterre.

Mais Alexandre connaissait les termes du traité d'alliance, plus secrets encore que les articles séparés et secrets. Ils renferment toutes les promesses qui attachèrent quelque temps le tsar à l'alliance française. Ils stipulent une alliance offensive et défensive entre les deux empereurs. Par l'article 4, le tsar s'engageait à déclarer la guerre à l'Angleterre, si, le 1er novembre 1807, elle n'avait pas conclu la paix avec la France ; la marche que les négociations devaient suivre à cet égard était spécifiée avec le plus grand soin ; évidemment Napoléon attachait la plus grande importance à cette affaire. Mais voici l'article 8 :

« Pareillement, si, par suite des changements qui viennent de se faire à Constantinople, la Porte n'acceptait pas la médiation de la France, ou si, après qu'elle l'aura acceptée, il arrivait que, dans le délai de trois mois après l'ouverture des négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte ottomane, et les deux Hautes Parties Contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire

ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Romélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs. »

On sent dans les derniers mots, qui sortent tout à fait du caractère ordinaire des actes diplomatiques, la passion que l'empereur Alexandre mettait à la question ottomane ; Napoléon sans doute crut devoir les laisser passer pour paraître partager ses sentiments ; il permit que le traité gardât la trace des conversations intimes où il avait entraîné l'imagination du jeune tsar sur la route de l'Orient. D'ailleurs, selon l'article 9, le présent traité devait demeurer secret, ne pouvait « être communiqué à aucun cabinet par l'une des parties contractantes sans le consentement de l'autre ».

Alexandre I[er], qui n'avait pas d'autres profits dans le traité de Tilsit, se promettait bien de cultiver les bonnes dispositions de Napoléon, de l'obliger à tenir sa parole, à rester dans « l'air de Tilsit ». Il y devait rencontrer une formidable résistance. Car Napoléon ne voulait pas alors du partage de l'empire ottoman ; il est impossible à qui que ce soit de dire qu'il l'ait jamais vraiment voulu. En tout cas, les circonstances ne lui permirent jamais d'y porter une attention soutenue.

« On a voulu voir dans le traité de Tilsit, dit M. August Fournier, un partage de l'Europe en ce sens que Napoléon abandonnait au tsar la moitié orientale et se réservait la domination incontestée sur la partie occidentale. Cela n'est pas absolument exact. On reconnaît parfaitement dans les stipulations quel est le vainqueur, quel est le vaincu. Napoléon n'abandonna pas le moins du monde ses projets sur la Turquie et il ne s'engage nullement à rompre avec la Perse. En outre le duché de Varsovie était donné à un prince de la Confédération du Rhin — le nouveau « roi de Saxe » y avait accédé en décembre 1806 —, et dès lors il se trouvait placé sous l'influence directe de la politique française. C'était là un atout dans le jeu de Napoléon dont il pouvait tirer parti contre la Russie quand il lui plairait. Et cette Russie, elle-même, n'était-elle pas conquise par la France, du moins par l'industrie française, du moment qu'elle engageait la lutte commerciale avec l'Angleterre ? Il faut bien en convenir, le

traité du 9 juillet 1807 ne contenait rien qui marquât que Napoléon changeait de système [1]. »

La question ottomane n'occupa sa pensée à Tilsit que d'une façon distraite ou comme un sujet de conversation. Le traité de Tilsit est avant tout un gigantesque système de guerre contre l'Angleterre [2]. Tout y ramène la pensée : l'organisation de tout le continent sous la domination napoléonienne, l'entrée de la Prusse, de la Russie, dans le système du blocus continental, l'obligation pour la Russie d'aider la France à grouper toute l'Europe contre le gouvernement de Londres ; la Turquie n'a pas encore de raisons suffisantes pour abandonner l'alliance française, en sorte que toutes les puissances petites et grandes vont être forcées de prendre parti pour Napoléon contre l'Angleterre. Ce n'est pas seulement une coalition, c'est une concentration de toutes les forces européennes dans les mains d'un seul homme pour écraser sa dernière ennemie. Restait à utiliser toutes ces forces, à tenir tous les gouvernements dans l'unique dessein où il voulait les employer. La Russie surtout devait être difficile à tenir, parce qu'elle avait d'autres intérêts et échappait le plus aisément à l'action de l'empereur des Français.

Napoléon la craignait, connaissant ses ambitions très exigeantes. Il craignait qu'elle ne voulût faire en Orient ce qu'il faisait dans l'Occident, que, sous prétexte d'assurer l'équilibre de l'Europe, elle ne voulût faire des conquêtes équivalentes. Or il ne s'agissait point de l'équilibre de l'Europe ; il s'agissait de la défaite de l'Angleterre, il ne s'agissait que de cela ; tant que cela ne serait point obtenu de décisive façon, toute autre politique devait faire trêve, toute autre ambition était intempestive.

Assurément il y a dans les actes de Tilsit des stipulations qui concernent la question ottomane. C'est que Napoléon n'avait que ce moyen de s'attacher le gouvernement russe ; c'est qu'il n'était pas certain de pouvoir toujours l'arrêter sur le Danube. Il faisait la part des circonstances, qui en effet

1. Dr August Fournier, *Napoléon Ier*, tome II, p. 146-147 (trad. Iæglé).
2. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I. 110.

l'obligèrent à aller plus loin qu'il ne voulait en ce sens. C'est aussi qu'il tenait à surveiller ses agissements dans les Balkans et que le meilleur moyen de les surveiller, c'était de sembler y aider. Partenaire d'Alexandre, Napoléon connaissait son jeu.

Napoléon avait même de bons atouts. Si l'armée russe tenait la plus grande partie de la Moldavie et de la Valachie, — que d'ailleurs elle s'engageait à évacuer —, Napoléon avait la Dalmatie en toute souveraineté ; il allait occuper les bouches de Cattaro et les îles Ioniennes, aussi en toute souveraineté. Ce pouvait être sur la côte occidentale une excellente base d'opérations dans la péninsule des Balkans. Elle pouvait être utile pour contenir la descente des Russes au Danube inférieur. L'empereur Alexandre se persuadait que c'était seulement pour Napoléon le moyen d'aider la Russie à partager l'empire ottoman tout entier quand le moment en serait venu, et il ne s'étonnait point des armements et des vivres que son allié entassait dans Corfou, de l'activité qu'il exigeait de Marmont dans son gouvernement de Dalmatie. C'était en effet le double intérêt de ces possessions françaises de l'Adriatique, et l'attention de Napoléon y était toujours en éveil.

Dès le 8 juillet, de Tilsit, il écrivait à Marmont[1] de lui « faire connaître, par des officiers sûrs, géographiquement et administrativement, ce qu'il pourrait se procurer sur la Bosnie, la Macédoine, la Thrace, l'Albanie, etc. ; quelle population turque, quelle population grecque ; quelles ressources ces pays offriraient en habillements, vins, argent ; enfin quel revenu on en pourrait tirer tout de suite, au moment de l'occupation ». Il demandait encore au duc de Raguse un mémoire militaire : « Si deux armées entraient à la fois, l'une par Cattaro et la Dalmatie dans la Bosnie, l'autre par Corfou, quelles devraient être les forces de toutes armes pour être certain de la réussite ? Quelle espèce d'arme serait la plus avantageuse ? Comment passerait l'artillerie ? Comment se

1. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 76, note. — *Voyages du duc de Raguse*, II, 389.

recruterait-on? Quel serait le meilleur temps pour agir?[1] »

Le Moniteur du 1er août 1807, d'après une correspondance de Spalato, disait l'état des routes construites ou commencées par Marmont en Dalmatie. Tous les petits ports de la côte, de Raguse à Zara, Makarska, Spalato, Sebenico, étaient réunis aux gros bourgs de l'intérieur par des chemins qui pouvaient être autant de routes d'invasion en Bosnie : « Le dernier chemin qui, sortant des portes de Sebenico, s'étend sur la rive gauche de la Kerka et de la Cikola vers Dernis, va doubler la pente difficile, au nord-ouest des monts Taxtares, tantôt flanqué par des murs très élevés, tantôt soutenu par des arcades qui coupent la chaîne calcaire de ces montagnes escarpées. Il nous rappelle la hardiesse et la solidité des anciens chemins des Romains, dont les légions, comme les nôtres, savaient pendant la paix travailler au bonheur des nations. »

Napoléon occupait donc, dans les parages des Balkans, des positions telles que rien ne s'y pouvait faire sans sa permission, et que, s'il était obligé de partager les idées de l'empereur, ou si l'Angleterre lui en laissait le loisir, il pourrait faire valoir les avantages de la France et défendre ses intérêts en Orient.

A cette politique nouvelle de la France et de la Russie, il fallait des hommes nouveaux. M. de Talleyrand céda, au mois d'août 1807, le ministère des relations extérieures à M. de Champagny pour devenir vice-grand électeur. M. de Talleyrand, toujours fidèle aux traditions de l'ancien régime, n'approuvait pas en sa conscience les ambitions impériales sur l'empire ottoman, l'alliance avec la Russie, la gigantesque entreprise du blocus continental contre l'Angleterre. Il augurait de tout cela des complications auxquelles le génie même de Napoléon ne suffirait pas. Dans le même temps, à Saint-Pétersbourg, le baron de Budberg, l'homme de la politique antifrançaise, de l'alliance avec la Prusse, l'Autriche, l'Angleterre, cédait la place au comte

1. Bignon, *Histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsit*, tome VI, p. 343-344. — *Voyages du duc de Raguse*, II, 389.

de Roumiantzov, un « oriental », fils d'un général de Catherine II, qui avait vaillamment combattu contre les Turcs avec Souvarov, un dévot du « projet grec ». « Le comte de Roumiantzov, dit Talleyrand, voyait dans la destruction de l'empire ottoman un trophée de famille ; il voulait consommer le grand œuvre commencé par son père [1] ».

Alexandre et Roumiantzov, conscients du peu d'avantages positifs que le traité de Tilsit assurait à la Russie, allaient s'efforcer d'en « faire suer » tout ce qu'il renfermait sous forme de promesses. Napoléon allait avoir beaucoup de peine à contenir leur impatience avide. C'est toute l'histoire des derniers mois de l'année 1807.

1. *Mém. de Talleyrand*, I, 397.

CHAPITRE VI

APRÈS TILSIT
L'ARMISTICE DE SLOBODZIÉ

(Août-Décembre 1807).

I. — La Porte et le traité de Tilsit.

Exécution du traité de Tilsit. — Ordres à Marmont. — Guilleminot chargé de la négociation de l'armistice entre les troupes russes et turques. — Plaintes de Napoléon contre le nouveau sultan Mustapha IV. — La Porte reste attachée au système français, repousse les propositions de la Russie et de l'Angleterre : Pozzo di Borgo et Sir A. Paget.

Les inquiétudes de la Porte. — Le pacha de Traunik et le consul David. — Les premières difficultés de Sébastiani. — Ses menaces au Divan.

II. — L'armistice de Slobodzié (24 aout 1807).

Les clauses de l'armistice. — Inexécution de cet armistice par les Russes. — Plaintes des Turcs. — Refus de ratification par le tsar Alexandre. — Anxiété à Constantinople. — Mécontentement et résignation du gouvernement ottoman. — Les exigences pressantes du gouvernement russe. — Napoléon refuse d'y céder. — Il demande la Silésie en compensation de l'établissement des Russes en Moldavie. — Irritation de l'ambassadeur russe à Paris, Tolstoï, et de son gouvernement. — Caulaincourt à Saint-Pétersbourg. — Mauvaises dispositions de la société russe.

Le discours du trône au parlement anglais (janvier 1808). — La lettre du 2 février 1808.

I. — La Porte et le traité de Tilsit.

L'exécution du traité de Tilsit fut commencée dès Tilsit, selon les instructions très précises combinées entre les deux

gouvernements de France et de Russie. Des ordres furent expédiés par l'empereur Alexandre aux commandants de ses vaisseaux dans la mer Méditerranée d'avoir à rentrer dans la mer Noire, par les Détroits, si la Porte voulait leur en accorder le passage ; sinon, par Gibraltar et l'Atlantique, où les ports français leur devaient assurer abris et vivres [1]. D'autres ordres furent donnés pour l'évacuation de Cattaro et des îles Ioniennes par les troupes russes, qui devaient revenir par Trieste ou Venise. La Russie renonçait à toute influence dans la Méditerranée. L'affaire était d'importance. Elle s'accordait mal avec l'espérance conservée par le gouvernement de Saint-Pétersbourg, que la Russie tirerait de l'alliance française des avantages pour le développement de son influence dans les Balkans vers Constantinople et la mer Egée.

Marmont reçut l'ordre d'envoyer une garnison à Cattaro et de rétablir des rapports amicaux avec les Monténégrins, qui n'avaient cessé jusque-là de soutenir la cause de la Russie et d'inquiéter la frontière du gouvernement de la Dalmatie. Les Monténégrins répugnèrent d'ailleurs toujours à s'entendre avec les officiers français, dont ils redoutaient le voisinage et les projets. Comme la plupart des peuples slaves des Balkans, ils comptaient sur la Russie, détestaient la France, à laquelle ils reprochaient ses relations cordiales avec la Porte : ils eussent volontiers uni dans une même haine le sultan et l'empereur Napoléon.

Le 1er septembre 1807, le général César Berthier, nommé gouverneur général des îles Ioniennes, s'installa à Corfou. La liberté des cultes fut proclamée ; cependant la religion grecque était reconnue comme étant la religion dominante dans le pays ; une députation sénatoriale de cinq membres, réunie deux fois par semaine, devait assister le gouverneur dans l'administration des intérêts des Sept-Iles. Corfou bientôt fut un énorme centre d'approvisionnements et de munitions, le quartier général des desseins de Napoléon sur l'Orient. Spectacle mélancolique d'ailleurs que celui du grand effort qui y fut préparé pour un résultat nul.

1. *Corr. de Napoléon*, XV, 12885, 12886.

Il était nécessaire surtout d'annoncer à la Porte les derniers événements et d'assurer la suspension des hostilités sur le Danube. L'adjudant-commandant Guilleminot en fut chargé et il dut partir aussitôt. Il devait passer en Moldavie, communiquer la nouvelle de la paix au général russe Michelson et au grand-vizir, et préparer entre eux la signature d'un armistice. Il devait ensuite gagner Constantinople, communiquer à la Porte les articles du traité qui la concernaient. Le soin d'obtenir l'adhésion du divan et de lui expliquer la nouvelle politique de la France était réservé au général Sébastiani. Ce n'était pas une besogne agréable pour celui qui, depuis quelques mois, n'avait pas d'autre mission que de nouer d'étroites relations entre la Porte et la France, de pousser les Turcs contre la Russie, de réveiller toutes les puissances de l'Islam.

Guilleminot remit à Sébastiani des instructions chiffrées qui renferment la pensée de Napoléon, mais qui n'en sont pas moins singulièrement ondoyantes. « Mon système sur la Porte, y disait l'empereur, chancelle et est au moment de changer. Cependant je ne suis pas décidé : la meilleure amitié subsiste entre moi et la Russie. L'empereur Alexandre a passé vingt jours ici et j'ai lieu d'espérer que notre union sera constante... Je reste encore ami de la Porte, mais je suis redevenu ami de la Russie. » Il rejetait d'ailleurs les torts au sultan : « Le sort du sultan Sélim m'a été au cœur. » Et Sébastiani devait témoigner, si possible, l'intérêt que l'empereur prenait à Sélim, mais en y mettant « assez de ménagements pour ne pas accélérer sa mort. » — « Vous ferez sentir, ajoutait-il, que j'ai été choqué du renvoi de mes canonniers et de ce qu'on a assez peu ménagé mon ambassadeur pour ne pas lui faire de notification (au sujet de l'avènement du sultan)... Il est ridicule que le sultan Mustapha ne m'ait pas écrit, à moi qui seul ai protégé son empire ; car enfin les Turcs n'auraient pas résisté à la Russie, si je ne les avais pas protégés. » Napoléon ne se souvenait plus que, laissée à elle-même, la Porte n'aurait peut-être pas déclaré la guerre aux Russes et aux Anglais. Cependant Sébastiani devait ménager la Porte, la garder dans le système français ; il était

informé que Cattaro et les Sept-Iles devenaient possessions françaises, mais était invité à le tenir secret. Il devait tâcher d'obtenir le passage des vaisseaux russes de la Méditerranée par les Détroits. Il devait enfin inviter le sultan à envoyer un ambassadeur à Paris et à accepter clairement la médiation française[1].

Napoléon craignait que la Porte ne se jetât de dépit dans l'alliance anglaise; il réussit à la tenir quelque temps dans son système. Ce fut la période ingrate de la mission de Sébastiani.

L'Empereur exagérait beaucoup, pour s'excuser lui-même, les reproches qu'il avait à faire au gouvernement ottoman. Dès le moment de la révolution, Sébastiani se déclarait incapable d'en préciser le caractère ; parmi les victimes, il y avait à la fois des amis de la France et de la Russie, un plus grand nombre de ces derniers[2]. La légation de France avait « couru de réels dangers », parce que les exécuteurs des ordres de Cabakchi-Oglou pensaient y trouver des proscrits et confondaient naturellement la cause de la France avec celle du Nizam. Sébastiani, alors malade à la campagne, s'était hâté de revenir à Constantinople, et toute manifestation hostile avait cessé.

Le consul de France en Bosnie, David, annonçait quelque temps après le rappel du pacha de cette province, Méhémet, un des plus fidèles amis de la France parmi les fonctionnaires ottomans, et il n'augurait rien de bon de cette décision de la Porte : « Cela me fait trembler pour lui. » Il est vrai que, dans sa correspondance suivante, il rectifiait ce renseignement : Méhémet était appelé à Constantinople pour y prendre les fonctions de capitan-pacha et épouser l'une des sœurs du sultan : « C'est, dit-on, une princesse de trente ans qui n'est point jolie, mais qui a beaucoup d'esprit[3]. » Krousseref-Méhémet d'ailleurs ne partit point, il demeura encore quelques mois pacha de Traunik.

1. Napoléon, Correspondance, XV, 12886, 9 juillet 1807, Napoléon à Talleyrand.

2. Aff. étrangères, Corr. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 1er juin.

3. Affaires étrangères, Correspondance de Turquie, de Traunik, 3-15 août, David à Talleyrand.

Les premières mesures prises par le gouvernement avaient paru l'effet de dispositions hostiles à l'égard de la France, et ce furent les premières nouvelles adressées à Napoléon au sujet de la Révolution. Sélim avait donné des ordres pour faciliter le passage de 600 canonniers français venus de l'armée de Dalmatie : Mustapha révoqua les instructions de son prédécesseur, et demanda officiellement à Sébastiani d'écrire à Marmont pour le rappel de ces soldats [1].

Sébastiani en concluait que sa présence à Constantinople ne pouvait plus être que nuisible aux intérêts de la France : il était trop lié avec Sélim pour être en faveur auprès du nouveau sultan. Il considérait Mustapha comme un souverain « très attaché aux préjugés de sa religion, aux anciens usages, ennemi de toute innovation ». — « Le gouvernement, écrivait-il, sera une oligarchie ecclésiastique, en défiance de toutes les nations chrétiennes, de l'Angleterre et de la Russie comme de la France, à moins que les événements n'entraînent cette nation vieille et débile [2]. »

Cette dépêche, l'une des premières que Napoléon ait lues sur la révolution de Constantinople, explique quelques-uns des points essentiels des conversations de Tilsit et les modifications que parut subir alors la politique de la France. Il n'est pas sûr que Napoléon aurait traité aussi négligemment la Porte si Sélim avait vécu.

Ces mauvaises dispositions de la Porte ne durèrent que quelques jours, et les premières impressions de Sébastiani parurent bientôt avoir été un peu hâtives. Il se tenait, depuis la révolution, dans les sentiments d'une réserve très froide et très digne. Les ministres turcs s'en montrèrent inquiets. Ils virent l'ambassadeur, engagèrent avec lui la conversation, parurent décidés à retenir l'amitié de la France. Sébastiani leur déclara que, pour cela, il leur fallait persister résolument dans la guerre contre la Russie. Il eut notamment, le 8 juin, avec le reis-effendi et le chef des ulémas une conférence qui lui donna pleine satisfaction. Un hatti-chérif

1. Corr. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 10 juin 1807.

2. *Id.*, *id.*, 1er juin, Sébastiani à Talleyrand. — Archives nationales, AF, IV, 1688, 5e dossier.

annonça solennellement à tous les sujets du sultan la continuation de la guerre. Des cassolettes de bois précieux, des pistolets richement ciselés furent préparés pour être offerts en cadeaux à l'empereur Napoléon : ils ne devaient pas arriver à leur destination ; le porteur en effet fut arrêté en août par des voleurs et dépouillé. Les ministres adressèrent même à Sébastiani des paroles de regrets au sujet de la déposition de Sélim : l'ambassadeur garda le silence.

Le 14 juin, Sébastiani reçut de la Porte et transmit aussitôt à Talleyrand une note officielle par laquelle elle s'engageait à continuer vigoureusement la guerre, à ne faire aucune paix séparée avec les ennemis de la France ; pour le cas où des négociations seraient engagées, elle envoyait de pleins pouvoirs à son ministre à Varsovie pour prendre part au congrès général comme représentant d'une puissance alliée de la France. Sébastiani ajoutait même : « Le ministère actuel a plus de vigueur et de moralité que l'ancien ; il tiendra mieux ses engagements. »

En échange de cette note, la Porte avait demandé à Sébastiani de lui renouveler les intentions du gouvernement français, et il pensa pouvoir répondre aussitôt que « la France ne ferait aucun traité sans y stipuler l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman et sans exiger l'abolition de toutes les dispositions qui pouvaient porter atteinte à la liberté de la Sublime Porte ». Il avait cru devoir donner tout de suite ces assurances au divan, parce que les agents anglais s'efforçaient de renouer des négociations avec la Porte, et surtout parce que Pozzo di Borgo venait d'arriver à Ténédos avec de pleins pouvoirs du tsar, offrant, moyennant la paix ou du moins la neutralité, l'évacuation de la Moldavie, de la Valachie, de l'Égypte, et les bons offices de la Russie pour la pacification de la Serbie et la restitution de Chabats et de Belgrade[1].

Peut-être Sébastiani prévoyait-il néanmoins de grosses difficultés ; car il renouvelait une fois de plus le désir d'être

1. Affaires étrangères. Correspondance de Turquie, 15 juin, Sébastiani à Talleyrand.

relevé de ses fonctions diplomatiques. Il se plaignait de sa mauvaise santé, de douleurs de poitrine, de toux inquiétantes. Il se plaignait du mauvais état de ses finances ; car il avait fait d'importantes dépenses pour la réception des officiers français venus de Dalmatie au mois de février, pour les travaux des Dardanelles et du Bosphore, pour la gérance des légations de Hollande, de Naples et d'Italie : « Je sortirai d'ici abymé de dettes. » Il voulait aussi arranger les affaires de la succession de sa femme ; il craignait de perdre la tutelle de sa fille, et il ne savait comment se tirer de ces embarras, n'ayant pas de code à sa disposition [1].

C'étaient là des prétextes sur lesquels il revenait sans cesse. En vérité, il ne s'était jamais plu à Constantinople, même au temps de ses plus glorieux succès ; il y avait souffert ; il devait avoir bientôt d'autres sujets de plaintes.

Le 9 juin, le colonel Pozzo di Borgo, arrivé à Ténédos à bord du *Tverdoy* [2], muni de pleins pouvoirs de l'empereur de Russie, avait adressé au divan une très longue lettre sur la situation politique, sur les embarras de la France, la puissance des alliés, les vrais intérêts de la Porte. Quelques jours après, l'Angleterre envoya un nouvel ambassadeur, Sir A. Paget, dont le premier soin fut de désavouer, au nom de son gouvernement, son prédécesseur Arbuthnot et l'amiral Duckworth, et ainsi d'exprimer des regrets au sujet des événements de février et mars. « Est-il possible, s'écriait à ce propos Sébastiani, qu'un gouvernement désavoue le lendemain ce qu'il a ordonné la veille [3] ? » Secrètement quelques pourparlers furent engagés entre la Porte et les deux représentants de l'Angleterre et de la Russie. Sébastiani en fut prévenu par le prince Soutzo, qui paya bientôt de sa tête cette indiscrétion.

Il courut au divan, se fâcha, menaça de rompre toutes relations avec la Porte, de quitter Constantinople. On eut de la peine à le calmer. Les pourparlers furent arrêtés. Il exigea que Pozzo et Paget reçussent des réponses très nettes qui ne

1. Corr. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 28 juin.
2. *Id.*, *id.*, 9 juin 1807.
3. *Id.*, *id.*, Sébastiani à Talleyrand, 17 juin.

leur laissassent aucune espérance d'accord avec la Porte. Il les rédigea lui-même avec le muphti. A Sir Paget, il était déclaré qu'il ne serait pas reçu par le sultan avant l'évacuation de l'Égypte et de toutes les stations occupées par les Anglais en deçà de Malte, que d'ailleurs tous arrangements ne pouvaient être discutés par la Turquie que conjointement avec la France. Pozzo di Borgo reçut une déclaration encore plus vigoureuse : « La Sublime Porte aimerait mieux s'ensevelir sous les ruines de la patrie que de conclure encore des traités semblables à ceux qui lui ont été jusqu'ici extorqués par la violence. En conséquence, elle exigeait que la Russie ne se mêlât plus de l'administration de la Moldavie et de la Valachie, ni des affaires de commerce ou de culte des sujets rayas du sultan, en un mot d'aucune des affaires intérieures de la Turquie, qu'elle restituât la partie usurpée de la Géorgie, qu'elle évacuât la République des Sept-Iles[1]. »

La Porte faisait donc preuve des meilleures dispositions à l'égard de la France. Mais elle voulait être rassurée sur les intentions de Napoléon. Sébastiani donnait les meilleures paroles. Cependant il craignait de prendre des engagements qui seraient ensuite désavoués. Il se plaignait de n'avoir pas de nouvelles : « Le manque de lumières, écrivait-il à Talleyrand, me met dans une position dont Votre Excellence concevra facilement le désagrément et redouble le désir que j'ai de quitter le pays[2]. » En même temps il donnait de bons renseignements sur le nouveau gouvernement : « Sultan Mustapha admire Sa Majesté. Sultan Sélim est bien portant ; il est souvent consulté par le nouveau sultan ; il est résigné, et même il s'applaudit de ne plus être à la tête des affaires[3]. »

Tous les nuages qui s'étaient formés entre la France et la Turquie, lors de la Révolution de mai, étaient donc dissipés par la bonne volonté de la Turquie. Le 26 juin, le reis-effendi adressait à Talleyrand les lettres les plus amicales ; il espérait que les liens déjà formés entre les deux nations alliées se resser-

1. Aff. étrangères, Corr. de Turquie, 28 juin, Sébastiani à Talleyrand.
2. *Id.*, *id.*, Sébastiani à Talleyrand, 25 juillet.
3. *Id.*, *id.*, Sébastiani à Talleyrand, 25 juillet.

reraient désormais, il affirmait que c'était le plus sincère désir de la Porte.

Ces lettres se croisèrent avec une correspondance de Talleyrand en date de Tilsit. Le ministre annonçait à Sébastiani la signature de l'armistice entre la France et la Russie ; il promettait que, si des négociations s'ouvraient pour une paix définitive, les intérêts de la Porte seraient sauvegardés ; il faisait allusion à de vagues nouvelles qu'il venait de recevoir par Widdin sur des troubles arrivés à Constantinople. Il communiquait aussi la nouvelle de l'armistice au grand-vizir, lui promettait aussi de défendre les intérêts de la Turquie, mais laissait entendre que le gouvernement français n'était obligé à rien, qu'il avait les mains libres, que le ministre ottoman envoyé auprès de l'empereur Napoléon avait refusé de rien conclure, que la Porte donc ne pouvait rien exiger.

L'ambassadeur ottoman envoyé extraordinairement par la Porte au quartier général de Napoléon, Vahid-effendi, fut prévenu très tard des résultats des négociations de Tilsit. En vérité, il ne fut pas prévenu du tout et apprit les événements par la rumeur publique. Le 12 juillet, trois jours après la signature des traités définitifs, il écrit à Talleyrand[1]. Il se plaint de n'avoir pas été informé de la conclusion de l'armistice ; il proteste contre toute paix séparée, qui serait une violation des engagements pris par le gouvernement français à l'égard de la Porte ; il voulait voir l'Empereur ; on l'a prié de l'attendre à Varsovie ; or il vient d'apprendre son départ précipité pour Dresde : « Il est évident, ajoute-t-il, qu'il est tout à fait insignifiant que je reste seul à Varsovie. » Et il demande où il doit aller résider, puisqu'il est accrédité auprès de la personne de S. M. l'empereur Napoléon.

Talleyrand lui répondit de Dresde la lettre suivante, singulièrement insuffisante à renseigner l'ambassadeur sur ce qui l'intéressait le plus : « Je présume que l'intention de Votre Excellence est d'attendre à Varsovie les instructions de son gouvernement ; il me sera personnellement agréable que ces instructions me procurent l'avantage de la revoir ; j'at-

1. Corr. de Turquie, Vahid-effendi à Talleyrand, 12 juillet.

tache trop de prix aux relations que j'ai eues avec Votre Excellence pour ne pas en désirer la continuation. »

Le langage diplomatique est fait d'exquises formules ; on se demande pourtant si celles-ci ne sont pas mêlées de quelque ironie ; aussi bien Talleyrand n'en était il pas incapable. Cela le dispensait de donner au ministre turc des explications qui n'auraient pas manqué d'être embarrassantes.

A la lettre qui annonçait à la Porte la signature de l'armistice franco-russe, le reis-effendi répondit aussitôt qu'il acceptait aussi l'armistice en principe pour les troupes turques du Danube[1]. Il exprimait l'espoir que, quand même Vahid-effendi n'aurait pas encore achevé le traité direct entre la France et la Turquie, il serait admis au congrès de la paix et pourrait mener ensemble l'œuvre du traité d'alliance avec la France et de la paix générale. Le sultan, à la même date du 22 juillet, donnait des assurances de même nature, affirmait sa foi dans les bons offices de l'empereur Napoléon pour garantir l'intégrité de la Sublime Porte, exprimait la conviction « qu'une déviation quelconque de la grande voie de l'alliance serait à jamais impossible ».

On le voit, sauf quelque manque d'égards dans les premiers jours qui suivirent la révolution, la conduite du nouveau gouvernement ottoman à l'égard de la France était aussi correcte que possible.

Sébastiani lui-même en témoignait toujours dans les termes les plus précis. La Porte lui paraissait excellemment disposée, même à prendre contre le commerce anglais des mesures de prohibition absolue. Mais elle manifestait ses inquiétudes sur les négociations de Tilsit, cherchait à s'éclairer auprès de l'ambassadeur français. Il était incapable de rien dire, même de maintenir les assurances formelles de sa note du 14 juin ; il « marchait à tâtons... » — « Depuis que je suis à Constantinople, écrivait il à Talleyrand le 18 juillet, je me suis trouvé quelquefois dans des situations difficiles ; jamais

1. Aff. étr. Corr. de Turquie. Méhémet-Saïd-Halet à Talleyrand, 5 août 1807.

aucune ne m'a été aussi pénible que celle-ci. J'ai l'air d'avoir trompé ce gouvernement et de vouloir le tromper encore[1]. »

Cependant quelques bruits commençaient à percer au sujet des conditions de la paix, assez précis à la fois et assez vagues pour autoriser ces inquiétudes. Le 22 août, Vahid effendi, installé pour quelque temps à Vienne, en attendant un poste fixe, renouvelle ses protestations auprès de Talleyrand : « L'avènement du nouveau sultan, écrit-il, étant d'ordre intérieur, ne peut influer sur les relations extérieures de la Turquie ; le nouveau sultan est décidé à conserver et à fortifier les liens que son prédécesseur a contractés avec la France, à continuer avec vigueur la guerre contre la Russie et l'Angleterre, à ne faire aucune paix séparée avec l'une ou l'autre[2]. » Il rappelle les promesses maintes fois consenties par le gouvernement français, notamment au sujet de l'abolition des clauses du traité de 1774 qui portent atteinte à l'indépendance et à la liberté de la Sublime Porte ; et il demande en quel lieu il doit se rendre pour prendre part au congrès général de la paix ; car il n'admet pas qu'on puisse s'y passer de sa présence. Ce personnage était, six semaines après la paix, singulièrement ignorant ; ou, sans doute, il faisait l'ignorant, ce qui lui permettait de renouveler les engagements échangés entre son gouvernement et celui de la France. Cela n'était point dépourvu d'habileté spirituelle, sans aucune chance de sanction d'ailleurs.

Peu à peu la nouvelle de la paix gagnait, à travers l'Autriche, les provinces turques des bords du Danube. Comme on en ignorait les termes, on les inventait, et l'imagination dans cette voie allait aussitôt très loin. On parlait, en Bosnie, d'un démembrement complet de l'empire ottoman : la Bosnie et l'Herzégovine seraient jointes à la Dalmatie ; la Morée serait annexée au royaume d'Italie qui s'appellerait le royaume de l'Adriatique ; la Serbie reviendrait à l'Autriche, la Moldavie et la Valachie à la Russie[3]. Déjà on

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 18 juillet.
2. *Id.*, *id.*, Vahid-effendi à Talleyrand, 22 août 1807.
3. *Id*, *id.*, David à Talleyrand, de Traunik, 13 septembre 1807.

signalait la présence en Autriche de nombreux officiers français ; il y en avait beaucoup aussi à Venise, à Corfou ; Marmont pressait la construction des routes à travers les montagnes de la côte illyrienne.

A la fin du mois d'août, comme le consul français David communiquait au pacha de Bosnie quelques-uns des articles des traités de Tilsit, ce qu'il en savait, le pacha observa : « Je vois bien peu de chose pour nous dans tout cela... Il est vrai, ajouta-t-il, que nous avons peu mérité. » Les Turcs, en effet, continuaient de faire preuve partout d'une incurable inertie ; ils ne songeaient pas à profiter des circonstances pour en finir avec l'insurrection des Serbes ; les chefs ne trouvaient point de soldats. « On a beau, écrivait David, planter les trois queues et les arroser du sang des agneaux, pour signal de guerre et de départ ; on a beau donner des sérénades barbares aux janissaires qui s'inscrivent, pour les honorer et encourager les autres ; après toutes ces cérémonies qui durent des semaines, les graves musulmans restent sur leurs tapis. L'empire ottoman, si j'en puis juger par cette province, ressemble à un homme mal éveillé et qui retombe dans un profond sommeil dès qu'on cesse de crier autour de lui et de l'agiter avec violence. Les Turcs, depuis le nouveau règne, sont en effet retombés dans cette léthargie qui finira par être la mort. Je désire vivement de ne pas assister à leurs obsèques[1]. »

Cette idée s'accréditait partout que la chute de l'empire ottoman était proche, qu'elle avait été décidée à Tilsit. Sébastiani en exprimait une fois de plus la conviction ; cet empire lui paraissait plus près de sa ruine que jamais ; il en fixait le renversement tout au plus à dix-huit mois ou deux ans ; il pensait que la famille d'Ali de Janina jouerait un grand rôle dans les événements considérables qui allaient se produire. Un pacha de l'armée du Danube écrivait au divan : « L'empereur des Français vient de conclure *sa* paix et de retourner à Paris. Dans le traité qui a été signé, il n'est pas question de la Turquie, et il nous livre à la merci des Russes.

1. Aff. étrangères. Corr. de Turquie. David à Talleyrand, 25 août 1807.

Deux officiers de l'armée du général Michelson viennent de me donner ces nouvelles. Vous voyez combien vous avez été imprudents en plaçant toute votre confiance dans la France et en prenant l'engagement de ne traiter que de son consentement avec la Russie et l'Angleterre. » Le bruit de la trahison de la France se répandit à travers Constantinople ; les Français furent insultés dans les rues ; la situation devint dangereuse pour eux, dans une ville où le fanatisme est toujours si facile à irriter.

Les ministres du sultan partagèrent cette émotion, quoiqu'elle ne paraisse pas dans les lettres officielles adressées au gouvernement français. Sébastiani chercha d'abord à les tranquilliser, leur affirma que la France n'abandonnerait point la Porte, que l'intégrité et l'indépendance de la Turquie seraient certainement assurées, qu'il fallait attendre de connaître les articles du traité.

Mais, quand on connut les articles du traité, de dures paroles furent échangées entre les ministres de la Porte et l'ambassadeur de France[1]. Ils tinrent une conférence, à laquelle ils invitèrent Sébastiani. Ils y exprimèrent en termes violents leur irritation : l'empereur Napoléon n'aurait pas dû ratifier la paix avant de s'être concerté avec son allié le sultan ; la Turquie était sacrifiée ; toutes les promesses faites par la France au sujet de son intégrité étaient violées ; il était inadmissible que les provinces danubiennes, après leur évacuation par les Russes, ne pussent pas être occupées par les troupes du sultan. Ils dirent tout leur mécontentement : la France a abandonné, a trahi la Porte ; ils ne se regardent plus comme liés avec elle ; ils vont traiter avec l'ambassadeur anglais ; ce sera facile, il est tout près, il les attend à Ténédos. Sébastiani leur répliqua que l'empereur Napoléon en aurait du ressentiment et qu'il le ferait voir ; il dut élever la voix pour leur imposer silence et rompit la conférence qui devenait injurieuse.

Ce fut un moment très funeste à l'influence française auprès de la Porte ; en vérité, elle ne redevint jamais ce

1. Corr. de Turquie, Sébastiani à Talleyrand, 9 août 1807.

qu'elle avait été au commencement de cette même année. Le rôle de Sébastiani devenait particulièrement pénible. Il ne voulait plus rester dans ce pays qu'on pouvait l'accuser d'avoir trompé et livré à ses ennemis. Il demanda son rappel avec des instances nouvelles ; il proposa même qu'on le remplaçât par M. de Latour-Maubourg, qui, disait-il, serait plus utile à la France dans la situation nouvelle qui allait se présenter. A sa mission, glorieuse jusque-là, il prévoyait une moins heureuse conclusion[1].

Cependant les ministres du sultan avaient le langage moins haut dans leur correspondance officielle. Le reis-effendi, Méhémet-Saïd-Halet, écrivait à Talleyrand que la Porte était satisfaite de la paix et des assurances amicales qu'elle avait reçues de la France à cette occasion ; il envoyait de pleins pouvoirs à Muhib-effendi, ambassadeur à Paris, pour la négociation de la paix avec la Russie et la conclusion d'un traité d'alliance avec la France. Et il ajoutait : « Daigne le Tout-Puissant préserver de si beaux nœuds de l'outrage accidentel du temps et les faire concourir à ses divines faveurs ! »

Sébastiani lui-même eut sans doute bientôt de meilleurs rapports avec la Porte. Il annonça le 23 août l'adhésion formelle du divan à tous les articles du traité de Tilsit et notamment à la médiation française ; on avait décidé d'adjoindre, pour les négociations de Paris, un uléma à Muhib effendi : « Votre Excellence, écrivait-il à Talleyrand, aura ainsi le plaisir de voir à Paris un cardinal turc. »

Le sultan Mustapha disait même alors à l'ambassadeur français qu'il s'en remettait absolument à la prudence et à la sagesse de Napoléon : « Sa Majesté peut faire de cet Empire tout ce qu'elle voudra. Il est à sa merci[2]. »

Le Divan s'était évidemment arrêté à un système très net : continuer la guerre avec l'Angleterre, exécuter avec fidélité tous les articles de Tilsit comme s'ils avaient été consentis par le sultan, ne donner ainsi à l'empereur Napoléon aucune occasion de plaintes, aucun prétexte de rupture, s'attacher

1. Affaires étrangères. Correspondance de Turquie, 9 août 1807. Sébastiani à Talleyrand.

2. *Id.*, *id.*, Sébastiani à Talleyrand, 23 août.

étroitement à l'alliance française, empêcher que l'alliance franco-russe n'eût pour conséquence la ruine de la Turquie, en détourner ailleurs la menace. C'était abonder dans le sens des desseins de Napoléon. C'était continuer discrètement l'alliance antérieure.

Champagny l'expliquait sans ambages à Sébastiani au commencement de septembre. Toute l'Europe est unie désormais à la France contre l'Angleterre ; il n'y a plus de neutres ; il faut être pour l'une ou pour l'autre, et il ne sera pas permis à la Porte de ménager habilement les deux parties. Le gouvernement ottoman espérait, dit-il, recouvrer la Crimée et ses anciennes limites, prétentions singulièrement outrées dans son état de faiblesse et d'anarchie, au moment d'une révolution qui en présage d'autres. Les armées du sultan n'ont aucune valeur ; l'armistice obtenu par la France les sauve d'une entière destruction et assure à la Porte la Moldavie et la Valachie qu'elles n'ont pas été capables de reconquérir. D'ailleurs la Porte n'a aucun traité avec la France ; l'ambassadeur ottoman n'a rien voulu signer ; il a fait preuve à Varsovie, à Danzig, de la plus évidente répugnance à la moindre négociation sérieuse. Les engagements pris par Napoléon à l'égard du sultan Sélim avaient un caractère absolument personnel et amical ; l'empereur les eût peut-être renouvelés à son successeur ; mais le sultan Mustapha est demeuré plus de quinze jours sans notifier son avènement ; il n'a adressé à l'Empereur aucune lettre, aucune ambassade officielle ; il a renvoyé les canonniers français que Sélim avait demandés.

« L'Empereur devait-il donc, pour ce gouvernement inconstant, capricieux, cruel, se refuser à une paix honorable et continuer une guerre dont lui seul supportait tout le poids ? » — La France n'a manqué à aucun engagement, n'en ayant contracté aucun ; elle a ménagé dans la mesure du possible les intérêts de la Porte en insérant au traité un armistice russo-turc et une médiation française pour la négociation d'une paix définitive. — Si la Porte accepte ces conditions, elle aura la Moldavie et la Valachie, « et encore quelques moments de végétation ». Si elle fait la paix avec

l'Angleterre, elle peut être regardée comme perdue ; elle sera démembrée ; « son existence politique aura pris fin avec l'année[1] ».

II. — L'armistice de Slobodzié.

Dès que l'adjudant-commandant Guilleminot fut arrivé sur les bords du Danube, des négociations furent ouvertes à Slobodzié, sous sa médiation, entre Galib-effendi, représentant de la Porte, et Serge Lascarov, pour la Russie. Il ne s'agissait que d'un armistice. Cependant les conférences durèrent douze jours et furent très laborieuses, surtout du fait de Galib-effendi, qui exprimait à tout propos son mécontentement au sujet du traité de Tilsit : que la Turquie avait été sacrifiée, que la Russie et la France étaient d'accord pour que la Moldavie et la Valachie ne lui fussent pas rendues ; ce qui, écrivait Guilleminot, « est évidemment une absurde calomnie », ce qui pourtant était une pure vérité. Dans ces dispositions d'esprit, le Turc refusait de rien conclure. Guilleminot dut menacer de rompre les conférences pour qu'elles aboutissent enfin à l'armistice du 24 août 1807[2].

L'article 1er proclame la cessation des hostilités entre les armées turques et russes. — Par l'article 2, les parties contractantes s'engagent à nommer des plénipotentiaires pour négocier la paix définitive ; si les négociations pour la paix n'aboutissent point, l'armistice du moins durera jusqu'au 21 mars 1808. — L'article 3 établit que dans les trente-cinq jours qui suivront l'armistice, les Russes devront évacuer les Principautés ; dans le même temps, les Turcs retireront toutes leurs troupes au Sud du Danube ; ils n'auront que le droit de laisser des garnisons à Ismaïl, Braïla et Galatz. — L'article 4 est très vague : la Russie et la Porte ne s'occu-

1. Affaires étrangères. Corr. de Turquie, 7 septembre 1807, Champagny à Sébastiani.

2. *Id.*, *id.*, lettres de Guilleminot, 16-24 août 1807. — Lefebvre, Histoire des cabinets de l'Europe, III, p. 176.

peront pas de l'administration des provinces danubiennes avant l'arrivée des plénipotentiaires désignés pour la négociation de la paix générale. « On a signé sans comprendre », dit à ce propos Guilleminot. — Selon les derniers articles, les Russes rendront les vaisseaux et généralement toutes prises faites par eux sur les Turcs. Les vaisseaux russes quitteront Ténédos et les eaux de l'Archipel.

Il y avait en tout cela bien des articles qui pouvaient soulever des objections, surtout de la part de la Russie. L'officier russe signa sans beaucoup d'observations. Même l'article essentiel de l'évacuation, conforme strictement à la lettre du traité de Tilsit, n'était pas pour être tenu en sérieuse considération par la cour de Saint-Pétersbourg, puisqu'elle avait de Napoléon la promesse orale qu'il fermerait les yeux sur ce sujet.

Guilleminot resta quelque temps à Routchouk pour surveiller les premières mesures d'évacuation. Il y prévoyait en effet des difficultés.

Elles ne vinrent pas de la Porte. Le 21 septembre, le divan adressait une note officielle à Sébastiani, pour accepter les termes de l'armistice de Slobodzié. Le sultan écrivit lui-même à Napoléon et sollicita sa médiation pour la négociation de la paix définitive avec la Russie, remit entre ses mains les intérêts de la Porte. Très correctement attaché à l'alliance française, le gouvernement ottoman commençait cependant à manifester quelque inclination vers l'Angleterre. L'ambassadeur britannique, sir A. Paget, était toujours à Ténédos.

Le 4 septembre, une dizaine de jours après la signature de l'armistice, les Russes occupaient encore l'île d'Ostrow. Leur général en chef, Michelson, venait de mourir[1]. Le lendemain, Lascarov communiquait à Galib-effendi les nouvelles : l'évacuation a été retardée de quelques jours par la mort de Michelson ; il a fallu attendre les ordres de son successeur, le baron de Meyendorf ; l'armistice enfin ratifié par

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Mériage à Talleyrand, de Widdin, 4 septembre 1807.

le nouveau général, les Russes ont commencé leur retraite : mais les Turcs se sont précipités derrière eux, pillant et menaçant les habitants des campagnes ; il est impossible d'abandonner les Valaques à la merci des brigands ; c'est pourquoi l'évacuation est actuellement suspendue[1]. En effet, le 12 septembre, les Russes avaient quitté l'île d'Ostrow et la rive du Danube, perdant le contact avec les Serbes ; mais le général Issaëv s'était arrêté à Craïowa, d'où le contact perdu n'était pas difficile à reprendre. Les Russes ne bougèrent pas autrement.

A la fin du mois de septembre, lorsque fut expiré le terme fixé par l'acte du 24 août, Galib-effendi adressa de vives plaintes au gouvernement français : les Turcs se sont retirés au sud du Danube ; ils ont exécuté scrupuleusement les clauses de l'armistice. — Galib n'ajoute point que cela leur était facile, car ils avaient eu peu de succès au nord du fleuve. — Les Russes, au contraire, n'exécutent rien ; ils se mêlent de l'administration intérieure des Principautés, comme s'ils en devaient demeurer les maîtres ; ils lèvent des contributions, nomment ou remplacent les fonctionnaires. Ils n'ont retiré aucune partie de leurs troupes ; ils prétendent toujours attendre de nouveaux ordres. Leur plan est évidemment de ne pas observer les conditions de l'armistice. Ailleurs ils refusent de rendre les vaisseaux qu'ils ont pris à Ténédos, sous prétexte que leur amiral Siniavin n'a pas encore reçu un texte officiel de la suspension d'armes et de l'approbation de son gouvernement. Ailleurs ils ont engagé de nouvelles pratiques suspectes avec les Serbes, et ceux-ci ne semblent pas avoir cessé de compter sur eux.

Sébastiani constate lui-même, le 6 octobre, d'après des renseignements français venus du Danube, que les Russes envoient de nouvelles troupes en Moldavie.

La violation des engagements pris était formelle. Le 15 octobre, Galib-effendi adressa à Lascarov une protestation officielle : le plénipotentiaire russe a déclaré que sa cour avait des observations à faire sur des dispositions spéciales

1. Corr. de Turquie, Lascarov à Galib-effendi, 5 septembre 1807.

relatives aux Serbes et sur diverses autres choses ; ce sont là des procédés extraordinaires. L'armistice du 24 août ne comporte aucune modification ; il a été mûrement délibéré, accepté, signé. Les autorités russes ont accepté l'article de l'évacuation, et maintenant elles déclarent que la volonté du tsar est de maintenir le statu quo ; ce sont des propositions éminemment contradictoires. Dès lors Galib-effendi considère sa mission comme terminée, il n'entendra plus aucune explication. Cette démarche est la dernière, et elle a pour unique objet de demander encore, de demander toujours l'exécution des engagements pris [1].

Enfin, le 21 octobre, un nouveau général russe, M. de Prosorovitch, nommé en remplacement du baron de Meyendorf, adressait à Sébastiani la communication suivante, datée de Focsani : Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies n'accepte pas les clauses de l'armistice « qui ne correspondent pas avec la dignité de l'Empire ». Le baron de Meyendorf a eu tort de ratifier la négociation du 24 août ; il devait attendre des ordres précis ; c'est pourquoi il a été désavoué et remplacé par le signataire de cette note. Il est regrettable que M. Guilleminot soit retourné précipitamment à Paris ; le gouvernement russe en a eu de l'étonnement. Dès lors, la médiation française ne peut s'exercer qu'à Constantinople ; cela entraînera des longueurs. Car il faut quelques petits changements aux conditions arrêtées : on ne peut laisser les Turcs commettre des cruautés sur les pas des soldats russes en retraite ; on ne peut abandonner les Serbes à la vengeance de leurs féroces ennemis ; ils seraient tous détruits ; c'est une question de pure humanité [2].

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg avançait encore d'autres prétextes et en donnait communication officielle au gouvernement français ; il refusait de rendre à la Porte les vaisseaux et le matériel de guerre pris aux Turcs ; il refusait d'accepter l'article qui fixait le terme de la suspension d'armes à la date beaucoup trop lointaine du 21 mars 1808 :

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Galib-effendi à Lascarov, fin septembre 1807-15 octobre 1807.
2. *Id.*, *id.*, Prosorovitch à Sébastiani, 21 oct. 1807.

c'étaient là des « clauses totalement inusitées », qui, pour le cas où la guerre recommencerait, n'étaient avantageuses qu'à la Porte[1].

Tout cela permettait aux Russes de prolonger leur occupation provisoire en Moldavie et Valachie ; ils ne demandaient pas autre chose pour le moment et espéraient que le provisoire deviendrait définitif.

Dès le 14 octobre, M. de Champagny avait écrit au général Savary, en mission à Saint-Pétersbourg, de demander des explications au gouvernement russe au sujet de la non évacuation des Principautés[2], et il put annoncer quelques jours après à Sébastiani que l'empereur Napoléon s'était officiellement plaint à l'empereur Alexandre que l'armistice de Slobodzié n'eût pas été exécuté. Il ajoutait en style d'oracle : « Faites entendre à Sa Hautesse, *mais sans rien exprimer de positif*, que tout se terminera. » Cela n'était pas un engagement très compromettant ; la Porte en devait être difficilement contente. D'autre part il disait à l'ambassadeur : « Soignez les bonnes relations avec les pachas de la côte adriatique... L'Empereur vient de partir pour l'Italie et Venise[3]. »

Ces instructions et ce voyage se rapportent évidemment aux préoccupations de Napoléon au sujet des affaires d'Orient[4]. Napoléon se rendait compte que, pour maintenir son alliance avec la Russie, il lui faudrait bientôt suivre Alexandre dans les pays du Danube, pour lui donner les satisfactions qu'il attendait, ou pour contenir son ambition et se nantir de compensations. Certes il était bien décidé à ne prendre de décision ferme qu'à la dernière extrémité ; mais il ne voulait pas être pris au dépourvu et étudiait ce terrain encore mal exploré par sa diplomatie.

La Porte cependant se tenait dans les meilleures dispositions. Elle renouvelait à toute occasion ses protestations

1. Tatistchef, *Alexandre Ier et Napoléon*, p. 211 : les Instructions de Tolstoï, du 26 septembre 1807.

2. *Id.*, *id.*, p. 230.

3. Aff. étr. Corr. de Turquie, Champagny à Sébastiani, 16 nov. 1807.

4. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 221.

amicales à l'égard de la France. Elle adressait à Sébastiani des notes comme celle-ci : « Il est plus clair que le soleil dans son méridien que jamais la Sublime Porte ne souffrira qu'il arrive le plus léger acte contraire à l'amitié envers les sujets de la France. » Ces affirmations sans cesse répétées n'étaient que langage diplomatique, que crainte de complications plus graves que toutes dont elle s'efforçait de détourner la pensée de Napoléon.

Car elle n'est pas dupe. Elle suit avec la plus terrible anxiété les prétentions grandissantes de la Russie; elle redoute que Napoléon ne soit obligé de s'y prêter. Le pacha de Bosnie déclare au consul David qu'il n'a pas d'espoir que la paix se fasse entre la Porte et la Russie : « Les Russes ne sont de bonne foi ni avec les Turcs ni avec les Français[1]. » En réalité, les musulmans ont perdu désormais toute foi en l'amitié de la France ; des bruits circulent parmi eux, dans tout le pays des Balkans, qu'une grande activité règne au quartier général de Marmont en Dalmatie, sur toute la côte adriatique ; que de nombreux officiers russes sont arrivés à Belgrade, se mêlent aux Serbes ; que sans doute la guerre éclatera au printemps ; que peut-être les armées françaises opéreront de concert avec les armées russes, et que ce sera la fin de la Turquie. Ils apportent à ces réflexions leur résignation fataliste ; ils pensent n'avoir d'autre chance de salut qu'à ne pas attirer sur eux la colère de Napoléon ; ils ont remis leur sort entre ses mains : leur confiance n'était pas très bien placée.

A partir du mois de novembre 1807, la Turquie semble n'être plus qu'un jouet entre l'empereur Alexandre et l'empereur Napoléon, un élément de leurs combinaisons diplomatiques, et il s'en fallut de peu que le problème oriental ne reçût une solution radicale. Du moins ce fut une conviction unanime.

Le 18 novembre, le tsar demanda officiellement à Napoléon le droit de conserver les Principautés. Le masque enfin était jeté ; depuis Tilsit, les négociations entretenues entre la Russie et la Porte n'avaient été qu'une comédie. Dès le

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, 26 novembre 1807.

26 septembre, au moment où expirait le délai d'évacuation fixé par l'armistice de Slobodzié, le gouvernement russe, dans les instructions remises au lieutenant-général Tolstoï, nommé ambassadeur à Paris, manifestait ouvertement sa volonté de garder la Moldavie et la Valachie ; cela sans doute était une dérogation à l'article 23 du traité de Tilsit, mais des engagements verbaux avaient été pris en ce sens par les deux empereurs ; d'ailleurs, en restant sur le Danube, l'armée russe pourrait être très utile au service de l'empereur Napoléon ; car les Anglais devenaient de plus en plus influents à Constantinople, et il allait être bientôt nécessaire d'y surveiller de près leurs agissements. Et surtout, de cette sorte, l'opinion de la société de Saint-Pétersbourg, toujours réfractaire jusqu'ici à l'alliance française, serait obligée d'en reconnaître les avantages. Ce serait enfin « nationaliser » l'alliance en Russie.

Quel changement de ton dans le langage de la diplomatie russe depuis la fin du mois de juin ! Alors elle était disposée à des sacrifices ; il lui paraissait logique de payer de quelque chose les défaites qu'elle avait subies d'Austerlitz à Friedland. Les instructions à Tolstoï sont autrement inspirées : si une paix définitive doit être sérieusement négociée avec la Porte, par la médiation de la France, la Russie devra recevoir des dédommagements pour les avantages militaires auxquels elle renoncerait sur le Danube ; il lui faudrait la Bessarabie, avec la forteresse de Khotin, et la côte de la mer Noire du Kouban au Phase avec Poti ; elle exigerait en outre le rétablissement de ses anciens traités avec la Porte, la confirmation des privilèges des principautés moldo-valaques, si elles ne lui sont pas annexées, l'érection de la Serbie en principauté autonome [1].

Ce changement de langage était évidemment mesuré sur le changement que l'on imaginait dans les dispositions de Napoléon à l'égard de la Turquie. Il convient du moins de noter que la Russie avait vite oublié ses désastres et ne désespérait point qu'ils fussent surtout préjudiciables à la Porte quoiqu'alliée du vainqueur.

1. Tatistchef, *Alexandre Ier et Napoléon*, 215-219.

A Paris comme à Saint-Pétersbourg, le gouvernement russe presse le gouvernement français ; il ne conçoit pas d'autre conséquence, presque d'autre raison d'être à l'alliance de Tilsit ; il veut tirer à lui les bénéfices ; il tourne tout en ce sens. Roumiantzov entretient longuement Savary du « grand ouvrage », auprès duquel la condition de la Moldavie et de la Valachie n'offre qu'un intérêt mesquin : il va falloir recueillir les dépouilles de l'empire ottoman ; la Russie fait sien le plan Hardenberg. Les circonstances sont particulièrement favorables : « L'Autriche n'est rien ; » la guerre contre l'Angleterre est le meilleur des prétextes.

Rien en effet n'eût été plus avantageux à la Russie qu'un accord entre la Porte et l'Angleterre ; il eût vraisemblablement décidé Napoléon à entrer un peu plus dans les vues du tsar. Mais la Porte ne se départit point alors de son impeccable et très méritoire correction.

Cependant la Russie accumule les arguments pour entraîner la France. Après le bombardement de Copenhague par les Anglais, elle leur déclare la guerre, le 7 novembre[1] ; à ce moment, l'hiver venu bloque ses ports et les rend inaccessibles ; elle n'en fait pas moins valoir éloquemment la gravité de la résolution qu'elle vient de prendre. Elle constate dans le même temps que les troupes françaises n'ont pas encore évacué la Prusse, qu'il est donc assez naturel que Napoléon ferme les yeux sur le maintien de l'occupation russe dans les Principautés. En un mot l'empereur Alexandre ne veut point rappeler ses troupes des bords du Danube. Il espère même attirer Napoléon en Orient, franchir alors le grand fleuve, marcher sur Constantinople, poursuivre le grand dessein de Catherine II.

Napoléon comprit de bonne heure qu'il ne pourrait pas se refuser toujours complètement à cette politique, sous peine de compromettre l'alliance franco-russe avant qu'elle n'eût produit les fruits qu'il en attendait.

Il espéra détourner encore le tsar vers d'autres soins, moins dangereux pour l'avenir, plus utiles à ses propres desseins

1. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 167.

du moment. La Suède refusait d'observer le blocus continental, de fermer ses ports aux Anglais, de leur déclarer la guerre ; elle ne cessait pas d'être en état de guerre contre la France, ne s'étant point préoccupée d'être admise aux négociations de Tilsit. Napoléon envoya Bernadotte en Poméranie, y prépara une expédition contre la Scanie, invita le tsar à l'aider en envahissant la Finlande. « Il ne fallait pas, disait-il jadis, que les belles de Saint-Pétersbourg entendissent de leurs maisons le canon suédois. » Le tsar entra dans cette affaire, envoya une armée en Finlande, en commença la conquête. Mais ceci n'était qu'à peine une diversion, un os entre les crocs d'un chien affamé ; la proie convoitée était au sud, et les convoitises qu'elle excitait étaient comme exaspérées par les insuffisantes satisfactions dont on prétendait les tromper. La Russie se prépara à conquérir la Finlande, mais n'en désira pas moins vivement Constantinople.

Et le gouvernement français craignit qu'il ne fallût bientôt abandonner formellement à son allié la Moldavie et la Valachie. En somme, Napoléon l'avait admis dès Tilsit. En se résignant à céder sur ce point, il voulut des compensations, n'admettant point que son alliance comportât de sa part des sacrifices désintéressés. Alexandre consentait volontiers que la France prît un autre morceau de l'empire ottoman, « un empire qui s'en va », disait-il à Savary ; il eût abandonné, par exemple, l'Albanie, en prolongement de la Dalmatie et des provinces illyriennes.

Napoléon ne l'accepta point ; il n'accepta aucune compensation territoriale en Turquie, et il motivait son refus avec une grande force d'argumentation. — Les Russes étaient maîtres de la Moldavie et de la Valachie ; ils n'avaient pas à la conquérir ; c'était une proie certaine, déjà saisie. Les Français auraient à conquérir leur part, et ce ne serait point chose facile ; il y faudrait toute une expédition pénible ; car il fallait compter avec les Monténégrins, qui n'avaient pas cessé d'inquiéter les frontières du gouvernement de Marmont. Il fallait compter avec le pacha de Janina, Ali Tébéléni, très puissant et très habile, vrai souverain de l'Albanie et mal disposé à admettre une domination étrangère. Jadis

déjà, avant la paix d'Amiens, lorsque les Français avaient pendant quelques années occupé les îles Ioniennes, Ali les avait vivement combattus ; plus tard, il avait de même combattu les Russes, devenus les protecteurs de la république Septinsulaire, et Napoléon lui avait envoyé des canons et un colonel. Maintenant que les Français en redevenaient les maîtres, ils redevenaient les ennemis naturels d'Ali ; car il voulait pour lui les îles Ioniennes ; il y redoutait le voisinage des Français, comme de tous autres étrangers ; il rêvait pour lui-même la fondation d'une sorte de royaume de l'Adriatique ; il avait quelque chose de Pyrrhus, l'ancien roi d'Épire. Il ne serait certes point facile de le dompter, car il ne manquerait pas de solliciter l'aide des Anglais, et les Anglais ne manqueraient pas de l'aider[1]. Il fallait compter avec la Porte, qui demeurait fidèle à l'alliance française, officiellement du moins, mais qui frémissait d'inquiétude, et se jetterait dans les bras de l'Angleterre, si la France et la Russie entreprenaient de démembrer son empire. Et si Napoléon et Alexandre donnaient alors ce signal de la mort de la Turquie, l'Angleterre, maîtresse de la Méditerranée, se nantirait des plus riches dépouilles ; elle prendrait les Iles, les Détroits, la Crète, l'Égypte, l'Égypte le pays de prédilection de l'imagination de Napoléon, où il avait fondé autrefois tant d'espérances, où il revenait sans cesse par la pensée, l'Égypte et le Levant qui jusqu'au bout furent à travers sa dramatique carrière la part du rêve et de la poésie.

Fallait-il donc faire, même à l'alliance russe, un pareil sacrifice, courir de tels risques, livrer peut-être à l'Angleterre tout l'Orient ? — Napoléon, dans cet automne de 1807, visita longuement son royaume d'Italie ; il vint à Venise ; il eut des nouvelles de l'Orient ; il s'occupa davantage des destinées de la Turquie, de l'Égypte, de la Méditerranée orientale. Il agita sans doute en sa tête tout ce problème redoutable, un jour résolu à contenter le tsar, à prononcer le mot décisif de la condamnation de la Turquie, le lende-

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Pouqueville, consul de France à Janina, à Talleyrand, 30 août.

main effrayé de cette résolution, rejeté aux hésitations, au respect du principe de l'intégrité de l'empire ottoman, du moins au statu quo provisoire. Il n'était pas assez libre de ses mouvements, il était trop préoccupé des affaires de l'Occident, de l'application du blocus continental, pour pouvoir se donner tout entier aux affaires d'Orient, et elles valaient la peine d'une attention non distraite ; il fallait les réserver à d'autres temps.

Mais il fallait donner quelque satisfaction à la Russie. Il accorda une audience à l'ambassadeur d'Alexandre Ier, le comte Tolstoï, le 6 novembre 1807, et ce fut une audience d'importance capitale[1]. Tolstoï n'avait pas, comme Roumiantzov, comme le tsar, la « fièvre orientale », il en était resté, comme la plupart des seigneurs russes, à la haine de la France napoléonienne ; il était de l'opposition à la politique de Tilsit. Certes il était un serviteur fidèle et obéissait aux instructions de son gouvernement ; mais il était mal disposé à se prêter aux séductions du langage de Napoléon ; il n'était pas dans le ton de Tilsit. Il avait pour mission d'obtenir de la France l'autorisation pour la Russie de garder la Moldo-Valachie, en rappelant les promesses verbales de Napoléon à ce sujet ; il devait aussi s'efforcer d'obtenir la libération aussi rapide que possible du territoire prussien, et il attachait une importance spéciale à cette partie de ses instructions, car il n'aimait point la présence des troupes françaises sur la Vistule, aux confins de ce grand-duché de Varsovie dont la reconstitution récente excitait sa colère.

Il demanda aussitôt à l'empereur Napoléon l'évacuation de la Prusse par ses armées, conformément aux articles de Tilsit. Napoléon lui fit observer que la Prusse avait encore des contributions de guerre à payer, que d'ailleurs, s'il s'agissait de l'observation stricte des articles de Tilsit, il fallait aussi que les troupes russes quittassent la Moldo-Valachie. Il offrait donc à Tolstoï une entente parfaite, fondée sur l'exécution intégrale du traité de Tilsit, c'est-à-dire sur

1. S. Tatistchef, *Alexandre Ier et Napoléon*, p. 237 et suivantes.

l'évacuation simultanée, par la Russie et par la France, des pays du Danube et des pays de la Vistule.

Sans doute il avait pu promettre verbalement à l'empereur Alexandre Ier de ne pas tenir rigoureusement à l'évacuation des principautés danubiennes; mais c'était une parole amicale; et, si la Russie exigeait, peu amicalement, la retraite immédiate des Français à l'ouest de l'Elbe, la France était en droit d'exiger la retraite immédiate des Russes à l'est du Pruth.

Mais ce n'était pas là le ton qui convenait aux rapports entre les deux souverains alliés. Napoléon consentait donc à laisser la Moldavie et la Valachie à la Russie ; mais il voulait pour lui-même une compensation en Prusse ; car c'était le seul endroit de l'Europe où il la pouvait trouver sans avoir encore à faire la guerre. Les armées russes resteraient sur le Danube; les armées françaises garderaient, par exemple, la Silésie ; le reste de la Prusse serait aussitôt évacué, la Prusse aussitôt libérée, « rédimée » des charges qu'elle avait encore à supporter.

Le plan de Napoléon est évidemment de tenir en respect les puissances continentales ; maître de la Silésie, indirectement de Varsovie, il séparera la Prusse de l'Autriche, de la Russie ; il empêchera de nouvelles coalitions contre lui, et, à la moindre résistance, la Prusse rejetée sur la côte sera écrasée, détruite. De là encore, si la Russie, non contente de la rive gauche du Danube, veut franchir le fleuve et marcher sur Constantinople, Napoléon la contiendra en pressant sur son flanc. La Silésie, c'est pour lui un moyen de prolonger l'existence de la Turquie.

Ainsi Alexandre Ier l'invite au partage, Napoléon ne songe qu'à l'empêcher.

Tolstoï est irrité. Il a promis tout son dévouement à la cause de la malheureuse Prusse, et l'idée d'un nouveau démembrement soulève son indignation, surexcite toute sa haine contre la France. Il a peine à se contenir devant l'Empereur. Mais, dès le lendemain, il écrit de longues et vives lettres au chancelier Roumiantzov [1], que l'empereur des Français a cer-

1. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 202.

tainement résolu la ruine totale de la Prusse, qu'ensuite il voudra refaire la Pologne entière, mutiler la Russie, la rejeter en Asie, qu'il a l'ambition de régner sur le monde entier.

Cependant Napoléon essaie de lui parler le langage de Tilsit, de le séduire lui aussi par la perspective de quelque gigantesque expédition franco-russe vers l'Inde, d'une conquête en commun de l'Asie occidentale, de la Perse, d'un partage entre Alexandre et lui de la domination universelle. Tolstoï répond sèchement que cela est impossible ; ce ne sont, à son avis, que paroles vaines, destinées à éblouir, à aveugler la Russie sur les véritables intentions de la France ; mais lui, il n'est pas disposé à se laisser éblouir ; il se persuade que sa haine est plus clairvoyante que l'ambition chimérique de l'empereur Alexandre.

Dans le même temps, Caulaincourt, qui a remplacé Savary à Saint-Pétersbourg, tient les mêmes discours à l'empereur de Russie ; il continue les conversations de Tilsit, sur le partage intégral de l'empire ottoman auquel il faudra bien se résoudre un jour, sur la grande entreprise d'une expédition vers la Perse et l'Indus, sur la gloire immense qui en reviendrait à la fois à la France et à la Russie, à Alexandre et à Napoléon. Alexandre offre une attention complaisante à ces invitations ; il voudrait aussitôt entrer dans des résolutions plus précises, prendre la carte et tracer dessus des limites dans la direction de Constantinople et des Détroits. Mais Caulaincourt n'a pas mission d'aller si vite en besogne : ce sont là de redoutables questions que l'empereur Napoléon étudie avec grand soin, où il s'efforcera d'assurer à la fois la grandeur de la France et celle de la Russie. Mais il faudra une nouvelle entrevue des deux alliés ; eux seuls sont capables de conduire une pareille négociation de laquelle dépend le sort du monde.

L'empereur Alexandre fut vivement blessé en apprenant les combinaisons imaginées par Napoléon[1]. Les prétentions de celui-ci à l'égard de la Silésie renouvelèrent toutes ses inquiétudes et il ne fut pas éloigné d'entrer tout à fait dans

1. Tatistchef, *Alexandre Ier et Napoléon*, p. 244, 247.

les sentiments de Tolstoï : non seulement l'alliance française ne lui rapportait aucun bénéfice, non pas même la Moldavie et la Valachie que ses troupes avaient occupée ; mais la France, son alliée prétendue, dirigeait contre la Russie une nouvelle menace à l'ouest, à travers la Prusse ; car, pourquoi Napoléon tenait-il à la Silésie, sinon pour soutenir le grand-duché de Varsovie et faire sentir son action jusqu'au cœur de la Russie ? La Silésie à la France, c'était, avec Varsovie et Dresde, sa suprématie militaire assurée sur l'Europe orientale, c'était l'armée de Napoléon sur la Vistule, et non plus seulement à l'ouest de l'Elbe ; c'était la liberté même de la Russie atteinte.

En aucune manière, le tsar n'était disposé à consentir l'abandon de la Silésie contre la Moldo-Valachie. Il avait de la peine à admettre le principe même d'une compensation : la France n'avait-elle pas depuis Tilsit annexé l'Étrurie ? Ne venait-elle pas d'occuper le Portugal ? N'étaient-ce pas là des avantages comparables à l'occupation restée provisoire des principautés Danubiennes par les Russes ? « En vérité, s'écriait l'empereur Alexandre devant Caulaincourt, vous avez arrangé vos affaires depuis la paix ; les miennes seules ne se font pas[1]. »

Cependant la société russe est en droit de se montrer de plus en plus réfractaire à l'alliance française ; elle est de jour en jour plus irritée contre la politique napoléonienne taxée de déloyauté et d'implacable ambition, plus satisfaite de ne pas s'être trompée dans la haine qu'elle manifestait toujours à l'égard de la France, malgré le tsar. De toute façon, le prestige d'Alexandre était singulièrement atteint ; il devinait, il voyait sur les visages la réprobation, la défiance, une sorte de pitié qu'il se fût laissé séduire par le « brigand corse ».

Et ces reproches, qu'il lisait entre les lignes de la correspondance de Tolstoï, que sa mère lui répétait sans cesse avec une grande vivacité, pouvaient avoir de redoutables conséquences. Les révolutions de palais n'étaient pas rares en Russie pendant tout le siècle précédent ; les Russes savaient se défaire des souverains dont la politique déplaisait ; la sœur

1. S. Tatistchef, *Alexandre Ier et Napoléon*, p. 290.

d'Alexandre, la grande-duchesse Catherine, était très populaire par son nom et par son caractère. Paul I[er] avait été étranglé en 1801 pour de moindres causes. Le tsar courait réellement le risque d'une révolution et de la vie même. Non seulement pour le maintien de l'alliance franco-russe, mais encore pour la sécurité d'Alexandre, il fallait qu'il obtînt quelque satisfaction, au plus tôt.

Le blocus continental était préjudiciable déjà au commerce russe dont les transactions alors se faisaient surtout avec l'Angleterre. Tant que durerait l'hiver, ce préjudice ne serait pas sensible, les vaisseaux anglais à chaque saison étant éloignés par les glaces autant que par le blocus. Mais chaque année au printemps, c'était la coutume que la Russie reçût, par la mer Baltique principalement, d'importantes cargaisons de marchandises de toutes sortes, nécessaires à la subsistance, au luxe, à toutes les habitudes de la société russe, et notamment de la classe noble. Il était à prévoir et à redouter qu'alors l'opposition à la politique du tsar Alexandre ne prît un caractère absolument menaçant et ne mît en danger son trône et son existence.

C'est pourquoi, depuis qu'il a déclaré à Caulaincourt qu'il ne voulait pas laisser la Silésie à la France et qu'il voulait garder la Moldavie et la Valachie, il s'impatiente, il s'énerve, il s'irrite, il a de vifs entretiens avec l'ambassadeur, des scènes de colère mêlées de subites caresses, en attendant les réponses définitives de Napoléon.

Janvier se passe, et la correspondance diplomatique du gouvernement français roule toujours sur la question de la Silésie. Les semaines s'écoulent ; l'opinion s'émeut plus vivement à Saint-Pétersbourg ; Caulaincourt a quelques succès personnels dans la société russe, mais ils ne suffisent pas à faire oublier l'inutilité et les charges de l'alliance française. « La corde est tendue de plus en plus. » L'alliance sera brisée dès le printemps prochain, si elle ne se présente pas de nouvelle façon. Savary et Caulaincourt sont d'accord pour donner à cet égard à Napoléon les avertissements les plus pressants[1].

1. S. Tatistchef, *Alexandre I[er] et Napoléon*, 260-275. — A. Vandal, *Napoléon et Alexandre I[er]*, I, 215 : Lettre de Caulaincourt à Napoléon.

Napoléon est moins ému des sentiments que ses deux ambassadeurs ont éprouvés à Saint-Pétersbourg. Il sent l'utilité de l'alliance russe ; mais il n'y veut faire que les moindres sacrifices ; il ne veut point s'y donner tout entier ; il essaie de contenir l'ambition du tsar par un savant équilibre.

Il espère quelque entente avec l'Autriche ; car elle n'a pas intérêt à ce que la Russie soit puissante dans les Balkans ; elle a intérêt à lui barrer la route de Constantinople [1].

Il espère surtout que l'Angleterre enfin se résignera peut-être à traiter. Car le blocus continental lui est assurément terrible, et l'accord de la Russie et de la France lui ménage de grands dangers, en Europe ou en Asie. Si des négociations aboutissaient entre la France et l'Angleterre, Napoléon n'aurait pas besoin de rien sacrifier à l'alliance russe. Il ne se nourrit point de sentiments ; peu lui importe que la société de Saint-Pétersbourg pense ceci ou cela de l'alliance française, que l'empereur Alexandre coure danger de révolution ou de mort, ce ne sont point ses affaires ; il ne s'occupe que de ses propres intérêts et ne s'encombre point de générosité.

Mais l'Angleterre ne veut pas traiter. Bien loin de s'effrayer du blocus ou de paraître disposé à des pourparlers, le gouvernement de Londres, en son discours du trône, à l'ouverture de la session de janvier 1808, s'inspire de la résolution la plus belliqueuse. Il est donc nécessaire que Napoléon garde et ménage l'alliance russe, et il adresse à l'empereur Alexandre la fameuse lettre du 2 février 1808.

Elle est une date importante dans l'histoire de la politique orientale de Napoléon. Il y a même été attribué une telle signification, peut-être exagérée, qu'il est nécessaire de la reproduire encore et de l'analyser [2].

« Monsieur mon frère, le général Savary vient d'arriver. J'ai passé des heures entières avec lui pour m'entretenir de Votre Majesté. Tout ce qu'il m'a dit m'a été au cœur, et je ne veux pas perdre un moment pour la remercier de toutes

1. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 233.
2. *Corr. de Napoléon*, XVI, page 586. — A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, ch. VII.

les bontés qu'elle a eues pour lui et qu'elle a pour mon ambassadeur.

« Votre Majesté aura vu les derniers discours du parlement d'Angleterre et la décision où l'on y est de pousser la guerre à outrance. Dans cet état de choses, j'écris directement à Caulaincourt. Si Votre Majesté daigne l'entretenir, il lui fera connaître mon opinion. Ce n'est plus que par de grandes et vastes mesures que nous pouvons arriver à la paix et consolider notre système. Que Votre Majesté augmente et fortifie son armée. Tous les secours et assistance que je pourrai lui donner, elle les recevra franchement de moi ; aucun sentiment de jalousie ne m'anime contre la Russie, mais le désir de sa gloire, de sa prospérité, de son extension. Votre Majesté veut-elle permettre un avis à une personne qui fait profession de lui être tendrement et vraiment dévouée ? Votre Majesté a besoin d'éloigner les Suédois de sa capitale ; qu'elle étende de ce côté ses frontières aussi loin qu'elle le voudra, je suis prêt à l'y aider de tous mes moyens.

« Une armée de 50 000 hommes, russe, française, peut-être même un peu autrichienne, qui se dirigerait par Constantinople sur l'Asie, ne serait pas arrivée sur l'Euphrate qu'elle ferait trembler l'Angleterre et la mettrait aux genoux du continent. Je suis en mesure en Dalmatie ; Votre Majesté l'est sur le Danube. Un mois après que nous en serions convenus, l'armée pourrait être sur le Bosphore. Le coup en retentirait aux Indes, et l'Angleterre serait soumise. Je ne me refuse à aucune des stipulations préalables, nécessaires pour arriver à un si grand but. Mais l'intérêt réciproque de nos deux États doit être combiné et balancé. Cela ne peut se faire que dans une entrevue avec Votre Majesté, ou bien après de sincères conférences entre Roumiantzov et Caulaincourt, et l'envoi ici d'un homme qui fût bien dans le système. M. de Tolstoï est un brave homme, mais il est rempli de préjugés et de méfiance contre la France, et est bien loin de la hauteur des évènements de Tilsit et de la nouvelle position où l'étroite amitié qui règne entre Votre Majesté et moi a placé l'univers. Tout peut être signé et décidé avant le 15 mars. Au 1[er] mai, nos troupes peuvent être en Asie, et à la même époque les

troupes de Votre Majesté à Stockholm. Alors les Anglais, menacés dans les Indes, chassés du Levant, seront écrasés sous le poids des événements dont l'atmosphère sera chargée. Votre Majesté et moi aurions préféré la douceur de la paix et de passer notre vie au milieu de nos vastes empires, occupés de les vivifier et de les rendre heureux par les arts et les bienfaits de l'administration : les ennemis du monde ne le veulent pas. Il faut être plus grands, malgré nous. Il est de la sagesse et de la politique de faire ce que le destin ordonne et d'aller où la marche irrésistible des événements nous conduit. Alors cette nuée de pygmées, qui ne veulent pas voir que les événements actuels sont tels qu'il en faut chercher la comparaison dans l'histoire et non dans les gazettes du dernier siècle, fléchiront et suivront le mouvement que Votre Majesté et moi aurons ordonné, et les peuples russes seront contents de la gloire, des richesses et de la fortune qui seront le résultat de ces grands événements.

« Dans ce peu de lignes, j'exprime à Votre Majesté mon âme tout entière. L'ouvrage de Tilsit réglera les destins du monde. Peut-être, de la part de Votre Majesté et de la mienne, un peu de pusillanimité nous portait à préférer un bien certain et présent à un état meilleur et plus parfait ; mais, puisqu'enfin l'Angleterre ne veut pas, reconnaissons l'époque arrivée des grands changements et des grands événements. »

Cette lettre est incontestablement d'une très haute inspiration, Napoléon n'en écrivit peut-être jamais de plus éloquente. Elle renferme plus de belles phrases que d'engagements précis : elle annonce, comme les oracles, les grands événements et les grands changements dont l'atmosphère est chargée ; elle soulève un coin du voile qui cache les destinées du monde, comme si Napoléon en était le grand régulateur. Mais on n'est pas obligé d'attribuer à ces belles expressions un sens ferme, puisqu'elles sont volontairement vagues. Pas davantage on ne prendra au pied de la lettre les protestations « d'étroite amitié » où l'Empereur se plaît, ni cette assurance qu'il n'est animé que « du désir de la gloire, de la prospérité et de l'extension de l'empire russe ». Il faut passer sur ces formules et venir aux faits.

On notera qu'il n'y est pas question de l'évacuation de la Prusse, qui était à ce moment, depuis deux mois, le fond du débat entre les cours de Paris et de Pétersbourg, la cause principale de l'anxiété du gouvernement russe et notamment du comte Tolstoï. Cela seul empêcherait de considérer cette lettre comme le signal d'un revirement nouveau dans la politique impériale ; elle n'a pas plus ce caractère que ne l'avait la confidence théâtrale de Tilsit au sujet du décret de la Providence qui disait que l'empire turc ne pouvait plus exister[1]. Napoléon n'abandonne rien de ses avantages, ne fait aucun sacrifice à la Russie. Il demande le rappel de Tolstoï qui ne veut s'intéresser qu'à la Prusse, qui se défie de toute caresse, dont la haine est importune et peut-être trop clairvoyante.

Il est question à plusieurs reprises de la Suède et de Stockholm d'une part, de l'Asie et des Indes d'autre part, nulle part de Constantinople ni de la Turquie. Le Bosphore est nommé, non comme un but, mais comme le chemin de l'Asie où l'on veut entraîner les Russes. Les domaines où Napoléon pousse le tsar sont très éloignés géographiquement au nord et à l'est, comme s'il se réservait ce qui est en deçà, toute l'Europe, et se refusait à en parler. Même de cette lettre destinée à resserrer les liens d'amitié avec le tsar, il serait possible de conclure que Napoléon n'était pas disposé à admettre la Russie autre part que vers Stockholm et vers l'Asie ; il n'y est même pas question, comme à Tilsit, à l'article 8 du traité d'alliance, d'en finir avec la Turquie, « de soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Romélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs[2] ». Et pourtant les termes fixés par cet article étaient échus ou près de l'être.

Sans doute Caulaincourt était autorisé à entrer en conférences avec le chancelier de Russie ; mais nous verrons que ces conférences n'aboutirent à rien, et la lettre du 2 février ne prenait en effet à ce sujet aucun engagement, de quelque sorte que ce fût. Sans doute Napoléon ne se refusait « à aucune

1. Cf. plus haut, p. 205.
2. Cf. plus haut, p. 209-210.

des stipulations préalables nécessaires pour arriver à un si grand but » ; il paraissait demander seulement que « l'intérêt réciproque des deux États soit combiné et balancé ». Mais il renvoyait toute solution à une entrevue nouvelle entre le tsar et lui, et nous verrons qu'il retarda cette entrevue autant qu'il put.

En sorte que ces bonnes dispositions semblent n'avoir été destinées qu'à lui faire gagner du temps. Elles avaient du moins cet avantage immédiat de faire plaisir au tsar, de le retenir dans l'alliance française. Le tsar voulut lire, entre les lignes, l'intention où était Napoléon de consentir au partage de la Turquie ; il faut avouer qu'il y mit beaucoup de complaisance ou d'imagination. Il avait la tête toute remplie des paroles de Tilsit ; il ne rêvait que de Constantinople ; il donna tout de suite aux vagues indications de Napoléon un sens formel ; il y lut ce qu'il y voulait lire. Ou bien il fit semblant d'admettre cette interprétation, pour engager l'Empereur dans ce sujet de conversation.

Cela s'accorde d'ailleurs avec le caractère qu'on lui connaît. Petit-fils de Catherine II, il désirait avec passion achever la réalisation du projet grec. Fils de Paul I[er], il était aisément la proie des fantaisies chimériques, des rêveries d'imagination. Il tenait de l'éducation de La Harpe le goût de l'idéologie. Il était jeune, peut-être encore un peu naïf : Napoléon écrivait de lui à Joséphine, après leur première rencontre sur le radeau de Tilsit : « Je viens de voir l'empereur Alexandre ; j'ai été fort content de lui. C'est un fort beau, bon et jeune empereur ; il a de l'esprit plus qu'on ne pense communément ; » d'où il faut sans doute traduire que le tsar avait l'esprit dont Napoléon avait lieu d'être le plus content. Plus âgé, Alexandre fut le rédacteur du traité de la Sainte-Alliance ; il fut le créateur de la constitution polonaise ; il crut toujours être sur le trône un « parfait républicain ». Il n'est pas tout à fait surprenant qu'il ait encore ajouter quelque foi aux brillantes promesses de la lettre du 2 février.

Napoléon atteignit son but ; il garda l'amitié du tsar quelque temps, le temps qu'il en eut besoin. De là à admettre

qu'il ait dès ce jour-là consenti à partager l'empire ottoman entre la France et la Russie, il y a un abîme. Il n'y a rien dans cette lettre qui permette de le penser ; tout, dans les faits qui l'ont suivie, empêche de le croire. Aussi bien suffit-il, pour le moment, de rechercher les circonstances contemporaines pour fixer les intentions de l'Empereur.

Il laisse ses troupes en Prusse, ce qui lui permettra de contenir la Russie si elle se presse trop vers le sud. Il pousse la Russie sur la Suède, l'y décide en lui promettant le concours de « tous ses moyens » ; il l'y retiendra longtemps en ne tenant pas cette promesse, en la laissant seule en face des Suédois. Champagny écrit et répète à Sébastiani que les hostilités sur le Danube ne reprendront pas au printemps, que, si l'armistice de Slobodzié n'a pas été officiellement ratifié, en fait il continuera indéfiniment. Pendant quelque temps, il laisse la Porte dans l'ignorance ; car il a besoin qu'elle soit inquiète pour qu'elle demeure fidèle à l'alliance française ; il ne faut pas qu'elle se croie à l'abri de tout danger sur le Danube. Mais, dès le 15 mars, au moment même des conférences entre Caulaincourt et Roumiantzov, il déclare que l'Empereur « tient à assurer la paix sur le continent et emploiera ses efforts à empêcher le renouvellement des hostilités entre la Porte et la Russie[1] ». En fait, les Russes ne firent vers le Danube aucun mouvement pendant toute l'année 1808.

Il semble même que l'Empereur était disposé à pousser l'Autriche vers les Balkans, bien plutôt que la Russie. Au moment où il préparait la lettre du 2 février, il avait avec Metternich à Paris des entretiens prolongés que Metternich rapporte en détail dans ses Mémoires et qui permettent de mettre au point la pensée politique de Napoléon[2].

Le 18 janvier 1808, Metternich eut un entretien avec Talleyrand : « Il faut, dit celui ci, vous immiscer dans les affaires qui se préparent. Toute illusion de votre part serait plus que dangereuse ; elle vous perdrait. L'Empereur nourrit

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Champagny à Sébastiani, 15 mars 1808.
2. *Mémoires de Metternich*, II, p. 144-159.

deux projets : l'un est fondé sur des bases réelles, l'autre est du roman. Le premier est le partage de la Turquie, le second celui d'une expédition aux Indes orientales. Il faut que vous soyez des deux ; il ne doit paraître de soldats français et russes que là où il y aura également des Autrichiens, et le même jour devront entrer des Français, des Autrichiens et des Russes dans Constantinople. Quelles sont vos idées à cet égard ? » Et Metternich répond que l'intention de l'Autriche serait plutôt de « parer à des bouleversements pareils. » — « Vous aurez beau faire, réplique Talleyrand, vous ne parviendrez pas à arrêter le torrent ; si vous vous y opposez, vous serez écrasés ; si vous restez passifs, vous serez réduits au second rang des puissances. » — « Croyez-vous, reprend Metternich, qu'on nourrisse à Pétersbourg le désir du partage de la Turquie ? — Oui, on l'y a conçu bien longtemps avant nous, parce que notre politique a été, jusque dans les derniers temps, toujours conservatrice pour la Porte. — Où le désire-t-on plus ? à Paris ou à Pétersbourg ? — A Pétersbourg naguère, mais je crois que la partie est égale maintenant. — Viendra-t-on à nous si nous ne disons mot ? — Non, pour des raisons que je vous ai dites. — Mais, si nous nous annonçons, nous acceptera-t-on ? — Oui, parce qu'on aura grand besoin de vous. — Est-on convenu de quelques bases de partage ? — Non ; mais le partage est entamé, parce que même la France ne parviendra pas à faire évacuer la Valachie et la Moldavie aux Russes. — Mais comment dirigerait-on un pareil mouvement combiné ? — Pouvez-vous croire que l'Empereur se départirait de cette besogne ; il mènera tout cela d'Italie. »

Metternich, racontant cette conversation à Stadion, y ajoutait ses réflexions. Il prévoyait que Napoléon rencontrerait des difficultés en Espagne et en Portugal. « On se rejettera donc, disait-il, sur la Turquie, faute de trouver mieux sous la main et parce que l'Empereur nourrit depuis longtemps l'idée de frapper le commerce anglais dans ces parages. Des projets de colonisation et de civilisation, de grands mouvements enfin, ne sont et ne seront jamais indifférents à Napoléon. L'Égypte est pour lui une ancienne thèse à défendre. » Et il en concluait : « Nous devrions beaucoup sacrifier pour

la conservation de la Porte ; mais notre existence réelle et notre considération politique, les principaux éléments de la vie d'un grand État, doivent mettre des bornes à nos vœux. Nous ne pouvons sauver la Turquie ; il faut donc aider à la partager et tâcher d'en avoir le plus gros lot possible. Nous ne pouvons rien opposer aux principes destructeurs et envahissants de l'empereur des Français ; il faut donc les écarter de nous... Notre position ne sera jamais plus heureuse que le jour où nous serons priés de ne pas oublier nos propres intérêts par les deux puissances amies pour la forme et rivales au fond ...Il serait assez difficile de supposer que l'on voulût assigner Constantinople aux Russes, et il me paraît très probable que, des trois généraux alliés, le Français aurait le plus de prétentions à y établir son quartier général. »

Le 26 janvier 1808, Metternich eut une audience de l'Empereur pour lui notifier le récent mariage de l'empereur François avec Marie-Louise d'Este. Voici comment il la raconte à Stadion : « L'Empereur m'a fait sauter à pieds joints dans la discussion sur le sort de la Porte ottomane : « Je n'ai besoin de rien, me dit-il, de nul agrandissement. « L'Égypte et quelques colonies me seraient avantageuses ; « mais cet avantage ne saurait compenser l'agrandissement « prodigieux de la Russie. Vous ne pouvez pas voir non plus « cet agrandissement d'un œil indifférent, et je vois que ce qui « doit essentiellement nous réunir très étroitement, c'est le « partage de la Turquie, le jour où les Russes... » — Il se reprit ici sur-le-champ et, en ravalant le mot Russes, y substitua la phrase : « Quand on sera établi à Constantinople, « vous aurez besoin de la France pour vous prêter secours « contre les Russes ; la France aura besoin de vous pour les « contre balancer. Il n'est pas encore question de partage ; mais « quand il en sera question, je vous le dirai et il faut que vous « en soyez. Quelle que soit la part qui puisse vous échoir, vous « aurez un bien puissant intérêt à avoir les mains dans l'affaire « et il faut que vous les y ayez. Vous avez des prétentions tout « à fait justes et géographiques (et ce sont les seules qui « valent) sur le cours du Danube. » Metternich se crut obligé de faire des réserves : « Mais si enfin un empire voisin doit

« crouler, il est digne d'une grande puissance de le soutenir « ou de s'immiscer au moins dans les questions qui doivent « naître de tout bouleversement de ce genre. — Vous avez par- « faitement raison, me dit l'Empereur, et il partit de là pour « déclamer contre les Russes, contre leur peu de civilisation, « de stabilité dans les vues et les principes. » Il coula cette question à fond, avec ample connaissance de cause, et s'il fonde des projets sur la coopération des Russes, il ne leur en abandonnera certainement pas la conduite... Il avait fait attendre son déjeuner et son service depuis près de deux heures ; nous avions parcouru cinquante fois son cabinet, quand à la fin il me dit : « Je n'ai rien à ajouter ; résumons notre conver- « sation : Vous manderez à votre cour que depuis la paix de « Presbourg je n'ai non seulement plus eu de grief contre sa « conduite, mais que j'ai à me louer beaucoup de la stricte « neutralité qu'elle a observée dans les derniers temps ; qu'il « n'est pas encore question du partage de la Turquie ; mais « que, dès qu'il le sera, vous y serez non seulement admis, « mais même appelés, comme de juste, pour défendre et dis- « cuter d'un commun accord vos intérêts et vos vues. »

Ces paroles, contemporaines à six jours près de la lettre du 2 février, permettent d'en apprécier plus exactement la pensée ; il y est beaucoup plus question de la Turquie que dans la lettre au tsar. Il n'en faut peut-être pas conclure que Napoléon voulait dès lors partager l'empire ottoman avec l'Autriche ; il n'était pas encore sûr d'elle. Mais il est nécessaire de noter l'idée qu'il avait d'opposer l'Autriche à la Russie, de l'employer comme un barrage devant l'expansion de la barbarie orientale. C'était la pensée constante de Talleyrand. La différence entre les idées de Talleyrand et celles de l'Empereur, c'est que le premier voulait conserver l'Autriche grande et indépendante, comme un obstacle aux ambitions de la Russie, mais aussi de Napoléon, et que celui-ci ne désespérait pas de l'absorber dans son système impérial, de la réduire à une sorte de vassalité.

En résumé — et les événements qui suivirent devaient bientôt le confirmer —, la lettre du 2 février est la continuation de l'air de Tilsit, mais ce n'est encore que l'air verbal,

non pas « l'air noté », comme disait Napoléon. A la veille de s'engager dans les affaires d'Espagne, l'Empereur a besoin de garder l'amitié du tsar, et en même temps de contenir son ambition ; sa lettre assure cet important résultat. Elle ne condamne pas encore la Turquie ; elle n'y fait qu'à peine allusion ; elle ne cède même pas la Moldavie ni la Valachie ; elle ne donne rien, elle promet tout. Elle sauve pour quelques mois l'alliance franco-russe ; merveille d'ingéniosité, elle sauve en même temps l'intégrité de l'empire ottoman. Elle est un chef-d'œuvre de correspondance diplomatique.

CHAPITRE VII

LA FIN DE L'AMBASSADE DE SÉBASTIANI
(Janvier-Avril 1808).

I. — Les Russes en Moldavie.

Agissements des Russes en Moldavie. — Leurs relations avec les Serbes. — Rodophinikin à Belgrade. — Les rapports de Mériage. — Pénétration de l'influence russe jusqu'à Constantinople. — Les Russes ne veulent pas traiter avec la Turquie. — Inutiles conférences de Paris entre les ambassadeurs turc et russe, sous la médiation de Champagny. — Napoléon s'efforce de calmer les inquiétudes de la Porte.

II. — Les Français sur la côte de la mer Adriatique.

César Berthier à Corfou. — Les « mauvais procédés » d'Ali-pacha. — Sébastiani demande à la Porte le passage des troupes françaises par le territoire ottoman pour secourir Corfou. — Le gouvernement turc redoute une invasion française. — Conférences de Sébastiani avec les chefs des janissaires. — Dernier succès diplomatique de Sébastiani. — Défiances croissantes des Turcs à l'égard de la France. — Querelles entre César Berthier et Ali-pacha. — L'ambition du pacha de Janina. — Ses relations avec les Anglais de Malte. — Les pachas de l'Adriatique unis contre la France. — Les tribulations du consul David en Bosnie. — Attentats des pirates barbaresques contre les marchands français de la Méditerranée. — Tout le pays musulman soulevé contre la France.

III. — Les conférences de Saint-Pétersbourg.

Les conférences entre Caulaincourt et Roumiantzov. — Projet de partage de la Turquie. — Débats sur Constantinople et les Dardanelles. — Projet d'une nouvelle entrevue entre Napoléon et Alexandre Ier. — Napoléon excite la Russie à prendre la Finlande. — Les armées russes en Finlande.

IV. — Fin de l'ambassade de Sébastiani (Avril 1808).

Instances de la Porte auprès de Napoléon pour obtenir la paix avec la Russie. — Mécontentement populaire à Constantinople. — Menaces de révolution. — Attentats sur des Français. — Désespoir de Sébastiani ; il redoute une nouvelle guerre entre la Porte et la Russie, et la ruine prochaine de la Turquie. — La Porte se résigne encore à la patience. — Le « dégoût » de Sébastiani. — Il est autorisé à rentrer en France. — Son départ de Constantinople (27 avril 1808).

I. — Les Russes en Moldavie.

Ce qui dans la lettre du 2 février 1808 émut le plus l'empereur Alexandre, ce fut l'espérance d'une prochaine destruction de l'empire ottoman, et non la perspective d'une lointaine expédition vers l'Inde. Il ne suivit pas l'imagination de Napoléon jusqu'au cœur de l'Asie ; il s'arrêta au seuil de l'entreprise et son chancelier Roumiantzov entra aussitôt en conversation avec Caulaincourt sur la question du partage de l'empire turc. Pour Napoléon, Constantinople n'était qu'une étape sur la route de l'Inde ; pour Alexandre, elle était le but unique, il ne jetait qu'un regard distrait au delà de l'Euphrate et de l'Iran ; il n'avait pas encore une conscience nette des destinées asiatiques de la Russie ; il n'y consentait pas.

Dans une telle disposition d'esprit, comment se serait-il prêté à un traité de paix définitif avec la Turquie ? Il voulait, bien au contraire, tenir ouverte la question ottomane, pour s'y ménager un avenir selon ses vœux et exploiter à son profit l'alliance de Napoléon. Rien ne prouve mieux que la rupture de l'armistice de Slobodzié les espérances qu'il avait fondées sur l'accord avec la France. Un traité les aurait ruinées, aurait éloigné l'occasion favorable, détruit tout le bénéfice attendu du traité de Tilsit. Bien plutôt, il voulait reprendre la guerre ; il pensait y entraîner Napoléon dont il ignorait les secrets desseins. Il se trompait quand il croyait Napoléon disposé à consommer le partage de la Turquie.

Toute l'Europe se trompait avec lui, même les Turcs. Il y a là entre Alexandre et Napoléon un malentendu dont les contemporains ni même les historiens n'ont pas démêlé toute l'importance.

Les hostilités, interrompues en Europe, se continuaient en Asie Mineure. Le pacha d'Erzeroum, Yousouf, fut battu par le général Goudovitch sur les bords de l'Arpa-sou et perdit 30 000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Il rejeta la honte de ce désastre sur un officier subalterne qu'il fit décapiter. Le sultan mécontent voulut le déplacer et l'envoya à Bagdad ; il s'y refusa et resta le maître à Erzeroum ; car les pachas d'Asie n'étaient pas plus dociles que ceux de l'Europe [1].

Même sur le Danube, en dépit de la suspension des hostilités, les Russes de temps en temps manifestaient des velléités de reprendre l'offensive. En novembre, ils recevaient des renforts et marchaient sur Craïowa, dans la Valachie occidentale ; Sébastiani en concluait qu'ils voulaient apparemment mettre des garnisons à Belgrade et Chabats, occuper toute la ligne du Danube jusqu'aux confins des provinces françaises de Dalmatie, et les journaux de Vienne, répandus à Constantinople, « bouleversaient toutes les têtes [2] » en annonçant le prochain démembrement de la Turquie. Les Russes ne laissèrent à Craïowa qu'une avant-garde, sous le général Issaëv, ramenèrent le gros de leurs forces sur Bucharest. Mais toutes ces allées et venues étaient faites pour agiter les esprits.

D'ailleurs le général Prosorovitch ne montrait pas du tout l'intention d'évacuer bientôt la Moldavie. L'état-major russe était toujours à Yassy, « où il s'amusait de festins et de bals [3] ». Le consul de France à Bucharest, Lamare, constatait qu'entre les Russes et les Turcs il n'y avait pas eu depuis le mois d'août la moindre agression ; mais il notait aussi le passage à Bucharest de nombreuses troupes russes, sans doute destinées à compléter le cordon de défense le long du

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Bulletin d'Alep, joint à la dépêche de Sébastiani, 25 novembre 1807.
2. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 24 nov. 1807.
3. *Id.*, *id.*, Lamare à Champagny, 11 janvier 1808.

Danube. Prosorovitch demandait de l'argent aux divans de Moldavie et de Valachie pour construire des hôpitaux, « ce qui n'annonce pas, remarquait le consul, l'intention d'évacuer ». Et, peut-être pour occuper les loisirs que lui faisait la suspension des opérations militaires dans ces régions, le même agent se laissait aller à des considérations inattendues sur l'occupation de Lisbonne par Junot, qu'il venait d'apprendre. « Voilà enfin brisé, s'écriait-il, le lien du Portugal et de l'Angleterre, ce fameux traité de commerce de Metuen, conclu ou plutôt exigé par Cromwell en 1703 (*sic*), et dont l'effet a été de faire couler vers Londres, depuis cette époque, tout l'or du Brésil... Mais on peut craindre que cet or n'aille maintenant droit à Londres. Il faudrait, pour écarter les Anglais du Brésil, employer utilement les Espagnols du côté de Buénos-Ayres et nous du côté de notre Guyane !... Mais, ajoute-t-il aussitôt, voilà une digression qui peut paraître déplacée, surtout sous la plume d'un vice consul en Valachie. »

Les opérations étaient aussi interrompues en Serbie. Mais les Serbes comptaient sur le renouvellement de la guerre au printemps et s'y préparaient. Un firman de la Porte invitait les pachas du Danube à cesser leurs discordes et à reprendre les armes. Les Serbes paraissaient vouloir combiner leurs mouvements avec ceux des Russes. Ils avaient à Uchitza 12 000 fantassins et 6 000 cavaliers, et menaçaient Novibazar et Vichegrad, cantons peuplés de chrétiens grecs ; ils avaient deux autres corps sur la Drina, pour les porter sur Bellina. Le pacha de Traunik réunissait des troupes sur la Bosna pour les contenir[1].

Mériage, toujours établi à Widdin, bien placé pour connaître les rapports entre les Serbes et les Russes, donnait un peu plus tard des renseignements circonstanciés sur le rôle de l'agent russe Rodophinikin, qui avait été envoyé en Serbie au moment de l'armistice de Slobodzié. Il avait aussitôt paru tout diriger au nom de la Russie, et s'était occupé de donner à la Serbie une constitution et une force militaire

1. Aff. étr. Corr. de Turquie. Dépêche de David, 19 janvier 1808.

régulière. Le synode ou comité dirigeant d'insurrection fut remplacé par un sénat, dont Kara-Georges fut le président. La Serbie fut divisée en districts et des chefs réguliers en eurent l'administration provisoire. Des efforts furent faits pour transformer les bandes en régiments réguliers. La masse des forces serbes était la population entière organisée par paroisses et districts, sous divers chefs plus ou moins réputés ; il y avait aussi dans ces bandes beaucoup d'aventuriers, Arnautes, Albanais, Grecs, Pandours, jadis au service d'Ypsilanti, et qui, n'ayant point été incorporés parmi les Cosaques, étaient passés en Serbie par ordre des Russes, dont ils étaient comme une avant-garde.

Quatre points principaux étaient occupés par les chefs serbes avec 5 à 600 volontaires autour desquels se groupaient les habitants de la région : l'un était établi sur les montagnes parallèles au Danube, entre Orsova et Widdin, sous Melenco, leur meilleur chef, chargé d'établir les communications avec le général Issaëv à Craïowa ; le second était devant Nisch ; les deux autres vers la Bosnie. Ces volontaires, non compris les milices des paroisses, n'étaient pas plus de 10 000 ; mais ils suffisaient à tenir tête aux pachas qui ne se souciaient pas de sortir de leurs gouvernements. Il est facile, remarque Mériage, de comprendre comment les Serbes pouvaient résister aux forces de l'empire ottoman, quand on réfléchit qu'un chef de voleurs, Deli Cadri, avec environ 1 200 bandits, avait l'année précédente mis la Roumélie à contribution jusqu'aux portes de Constantinople, et qu'il n'avait pas paru au divan de meilleur moyen d'arrêter ses ravages que de le nommer capidji-bachi et gouverneur de Bourgas. Les insurgés tiraient une autre force des milices de la frontière autrichienne qui les soutenaient quand il était nécessaire et leur fournissaient des soldats.

Ils occupaient ainsi au printemps de 1808 presque toute l'ancienne Serbie, sauf Nisch, Lescovitza et quelques petites places au pied des montagnes vers la Macédoine et l'Albanie. La Serbie paraissait dès lors totalement sous la protection et la direction du gouvernement de Pétersbourg. Les états-majors russes en Valachie, notamment à Craïowa, disaient

hautement que leur destination était de soutenir la Serbie si elle était attaquée par les Turcs ; il y avait des députés serbes près des généraux russes, des agents russes près des chefs serbes. Des convois d'armes et de munitions passaient sans cesse de Valachie en Serbie. Ainsi les Russes, depuis l'armistice, n'inquiétaient plus les places turques du Danube, mais à condition que les Turcs n'agiraient pas contre l'insurrection maîtresse de presque toute la Serbie[1]. En fait, l'influence russe était puissante en Moldavie, Valachie, Serbie ; elle enlevait déjà au sultan les provinces septentrionales de son empire. Elle poursuivait le démembrement, elle continuait l'œuvre de Catherine II ; un traité de paix eût compromis tous ces avantages et les promesses qu'ils paraissaient réserver.

Aussi attendait-on la fin de l'armistice et la guerre pour le printemps. Les pachas turcs et les généraux russes prenaient leurs positions. Mériage dressait au premier avril un état approximatif des forces turques : dans l'île d'Orsova, quelques palissades, 300 hommes ; ce poste important était facile à prendre par les ennemis ; le chef turc qui y commandait, Rigab-aga, lié avec les Autrichiens, les Serbes et les Russes, les laissait passer autant qu'ils voulaient : on ne pouvait compter sur lui. — Dans le gouvernement de Widdin, le pacha commandait d'Orsova jusqu'au Lom ; mais il n'avait que 3 000 hommes et ne pourrait que défendre les approches de sa capitale. Les communications de Widdin avec Orsova seraient rompues dès le premier moment par la jonction des Russes et des Serbes. — Le pacha de Routchouk était le maître du pays jusqu'à la mer Noire ; il avait 8 000 hommes à son service ; avec les bandes asiatiques envoyées par la Porte, il pouvait réunir un total de 20 000 guerriers, qu'il avait répartis entre les diverses forteresses du fleuve. — A Braïla, 1 200 hommes, dont le chef était une créature du prince Morousi. — A Isatcha, 1 500 hommes sous Kirsaly-Ali, un excellent chef, considéré comme très sûr. — A Ismaïl enfin, 4 000 hommes sous Pelivan-aga. — Au total, 30 000

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Mériage, 20 avril 1808.

hommes qui pourraient être utiles si on pouvait les réunir; mais les chefs agissaient séparément et se tenaient sur la défensive; d'ailleurs la majeure partie de ces hommes était faite de janissaires, fixés dans le pays, propriétaires laboureurs, difficiles à déplacer, oublieux depuis longtemps de leurs devoirs militaires[1].

Le 8 avril, Mériage annonçait l'arrivée à Craïowa d'un renfort de 3 000 Russes; ils préparaient des bateaux pour franchir le Danube; on les disait destinés à assurer la jonction avec les insurgés de Serbie[2]. L'officier français, fidèle à sa consigne, écrivait alors au général Issaëv, pour le prier, conformément aux instructions de son gouvernement, d'empêcher toute hostilité entre ses troupes et les Turcs. Et le général Issaëv répondait par des assurances pacifiques, mais se plaignait de la conduite des Turcs; 1 500 Turcs avaient franchi la Drina, occupé la place de Sakol et les anciennes fortifications construites par les Serbes; deux Serbes, qui s'étaient approchés pour voir ce que faisaient les Turcs, avaient été tués. Mériage écrivait encore au général russe que, selon les Turcs, Sakol n'avait jamais été aux Serbes, que du reste ils s'étaient contentés d'y faire entrer des provisions; il promettait néanmoins d'en informer aussitôt l'ambassadeur de France à Constantinople. Ainsi les Russes affirmaient la prétention de garantir l'indépendance de la Serbie et d'interdire aux Turcs toute action contre elle.

Selon la politique inaugurée par Catherine II, ils infiltraient leur influence même parmi les Turcs, jusqu'à Constantinople; la situation de l'empire ottoman et les intrigues des pachas y étaient particulièrement favorables. Widdin, depuis Pasvan-Oglou, était devenu « un sujet d'épouvante », dit Mériage[3]. Le successeur de Pasvan venait de tomber malade et ne trouvait pas de médecin; car chacun redoutait des cruautés comme celles qui étaient familières au défunt pacha : Pasvan faisait décapiter les médecins qui ne le gué-

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Mériage : État approximatif des forces turques sur le Danube, 1er avril 1808.
2. *Id.*, *id.*, Dépêche de Mériage, 3 avril 1808.
3. *Id.*, *id.*, du même, 14 janvier 1808.

rissaient pas au jour qu'il avait fixé ; un autre avait été obligé de se faire circoncire pour avoir traité une femme turque malade ; un autre avait dû prendre les purgatifs et les médecines préparés pour Pasvan. Et le successeur de celui-ci dut, dans sa maladie, se contenter d'un médecin juif arrivé de Constantinople avec un sac de pilules propres à tous les maux. Il n'en était pas plus sûr de conserver son autorité à Widdin ; il avait épousé la veuve de Pasvan-Oglou, pour s'assurer l'influence et les richesses de cette famille. Mais le fils de Pasvan, âgé de 15 à 16 ans, espérait bien un jour s'emparer du pachalik, et autour de lui déjà les intrigues se nouaient, capables d'affaiblir toute autorité dans la région et d'aider au progrès des Russes.

Mustapha le Bairactar était solidement établi à Routchouk ; mais il s'y comportait comme un souverain indépendant. Il paraissait même fort indocile à l'égard du sultan Mustapha IV ; il avait dû son élévation à Sélim III et ne l'avait pas oublié ; on lui attribuait des desseins ambitieux. Cela encore pouvait un jour être avantageux aux Russes.

A Constantinople ils avaient conservé de nombreux et zélés partisans, plus actifs à mesure que l'influence française perdait du terrain. Presque tous les Grecs — plus d'un quart de la population de la ville — leur étaient dévoués, par sympathie religieuse, par haine des Français catholiques, par la persuasion que Napoléon était le principal obstacle à la chute de l'empire turc ; c'était la suite naturelle de l'agitation que le « projet grec » de Catherine II avait suscitée et entretenue parmi tous les sujets orthodoxes de la Porte. Le gouvernement russe avait des amis même dans le divan, même parmi les plus puissants ministres du sultan. Entre ceux-ci, il en était qui, conscients de la faiblesse de la Porte, estimaient dangereux de lutter contre le puissant empire voisin, et prudent de le désarmer et de s'accorder avec lui, en lui ôtant tout prétexte d'intervention ; il en était d'autres, plus nombreux, qui n'étaient pas insensibles aux présents que le gouvernement de Saint-Pétersbourg leur faisait discrètement passer. Les uns et les autres étaient des ennemis plus ou moins déclarés de l'influence française ; par les déceptions

qu'avait produites à Constantinople le traité de Tilsit, ils retombaient naturellement dans la conviction que les mystérieux desseins de Napoléon étaient très redoutables ; ils se retrouvaient dans l'état d'esprit où les avait mis jadis l'expédition d'Égypte. Ils se défiaient de nouveau. Le plus influent de ces ennemis de Sébastiani était le reis-effendi lui-même, Halet, qui ne se lassait point d'attribuer au gouvernement français les plus sinistres intentions.

C'est pourquoi les Russes n'abandonnaient rien de leurs entreprises ; les conséquences du traité de Tilsit étaient exploitées par eux très habilement ; ils reprenaient pas à pas toutes les positions politiques qu'un moment l'ambassade de Sébastiani leur avait fait perdre. Dans le temps où Napoléon occupait le Portugal et préparait l'annexion de l'Espagne à son empire, ils gardaient la Moldavie et la Valachie, et, d'un mouvement en quelque sorte parallèle, poussaient leurs avantages du Danube jusqu'au Bosphore.

Ils appréciaient trop nettement l'intérêt de cette situation pour la compromettre par une paix hâtive qui aurait coupé court à leurs constants progrès. Ils faisaient au contraire tous leurs efforts pour en retarder la conclusion, et les négociations ouvertes à Paris n'avançaient pas ; c'est à peine si elles étaient entamées. L'armistice avait été signé ; cela leur donnait les profits du temps de paix ; ils faisaient valoir jusqu'au divan leur bonne volonté, se montraient disposés parfois à ouvrir des négociations directes avec la Porte, rejetaient les retards sur le gouvernement français, du moins sur l'éloignement de Paris [1]. L'armistice n'avait pas été ratifié par le tsar : cela leur donnait les profits du temps de guerre, autorisait leurs mouvements de troupes, l'expédition des renforts, la poursuite de leurs intrigues en tous lieux. Ils ne demandaient que la continuation de cet état de choses ; l'eau trouble est bonne pour pêcher.

Pendant de longs mois, jusqu'à la fin de l'année 1807, Tolstoï s'était refusé, à Paris, à ouvrir des conférences pour la paix, sous prétexte qu'il n'avait pas reçu de Pétersbourg

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 28 janvier 1808.

les pouvoirs nécessaires. Muhib-effendi s'en plaignait à Champagny, reprochait au gouvernement français de ne pas exercer la médiation qu'il avait promise au traité de Tilsit. Enfin, le 13 janvier 1808, Champagny annonça à l'ambassadeur ottoman que le comte Tolstoï venait de recevoir de pleins pouvoirs pour traiter de la paix sous la médiation de la France[1]. Le 14, les deux ambassadeurs se réunirent chez Champagny, et la négociation fut inaugurée. Le ministre en informa aussitôt Sébastiani et le chargea d'en faire part à la Porte, en lui faisant espérer un prompt acheminement vers une paix définitive ; il joignit à cette nouvelle des observations qui devaient produire à Constantinople le plus déplorable effet : il laissait entendre que les négociations seraient peut-être longues à cause des distances ; il posait cette inquiétante question : Si les Russes voulaient garder la Moldavie et la Valachie, que ferait la Porte ? Recommencerait-elle la guerre et serait-elle capable de la soutenir longtemps[2] ? — Que devait penser la Porte de ces questions que Sébastiani lui transmit avec le plus de discrétion possible ? N'était ce pas une invitation détournée à renoncer aux provinces que les Russes occupaient ? Quelle confiance devait-elle conserver aux engagements répétés que Sébastiani avait pris, au nom de son souverain, de garantir l'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman ? — Dans la même dépêche du 14 janvier, Champagny se plaignait de la conduite d'Ali-pacha et demandait si la Porte était capable de se faire obéir de lui ; et voici la singulière façon qu'il avait de calmer les inquiétudes du gouvernement turc : « La véritable source des inquiétudes de la Porte ottomane est bien moins dans les dispositions de ses voisins que dans sa propre faiblesse. Ce n'est pas à des plaintes sur l'ambition des autres, c'est à une bonne administration, c'est au soin de faire respecter son autorité dans l'intérieur qu'elle doit s'attacher. » Champagny avait peut-être raison de parler ainsi ; mais la Porte avait certainement raison de s'en alarmer.

Le 22 janvier enfin, Napoléon écrivait lui-même au sultan,

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Champagny à Muhib-effendi, 13 janv. 1808.
2. *Id.*, *id.*, Champagny à Sébastiani, 14 janvier 1808.

en réponse à la lettre par laquelle Mustapha lui avait notifié son avènement ; il s'excusait du retard qu'il avait mis à cette formalité ; il annonçait l'ouverture de la négociation avec la Russie ; il exprimait ses vœux pour la réconciliation de la Porte avec elle ; il invitait le sultan à porter désormais tous ses efforts contre les Anglais, avec tous les autres gouvernements européens. Le même jour, Champagny adressait au grand-vizir une lettre aussi insignifiante, dans le temps où l'absence de nouvelles précises sur la paix portait à son comble l'anxiété du gouvernement turc. En même temps, il donnait à Sébastiani des renseignements un peu moins vagues, aussi peu satisfaisants d'ailleurs : la communication des pleins pouvoirs entre les ambassadeurs russe et ottoman avait été encore quelque peu retardée ; elle devait avoir lieu probablement le lendemain, 23 janvier, et les négociations pourraient alors commencer. Champagny indiquait la position que le gouvernement français était disposé à prendre à cet égard : le maintien de l'occupation russe en Moldavie et Valachie allait être évidemment un grave objet de discussion : « S. M. l'Empereur, écrivait le ministre, a bien voulu faire à cet égard des représentations à Saint-Pétersbourg ; mais Elle a dû les faire avec les égards qu'on doit à un allié ; Elle ne peut avoir la prétention ni le droit de régler entre les deux puissances leurs conditions de paix ; Elle usera de son caractère de médiateur pour les porter à se rapprocher l'une de l'autre et à tâcher de concilier des intérêts qui semblent si opposés. Mais il paraît nécessaire que les négociateurs des puissances belligérantes discutent eux-mêmes leurs prétentions et leurs intérêts avant que le médiateur intervienne dans cette discussion. » Champagny prenait déjà entre les adversaires en présence la position commode de Ponce-Pilate. Il ajoutait : « L'Empereur a déjà beaucoup fait en facilitant l'ouverture d'une négociation ; la lettre qu'il vient d'écrire à Sa Hautesse est un nouveau témoignage d'intérêt. Vous pouvez la présenter sous ce point de vue. Cependant l'Empereur désire qu'il soit donné peu de publicité à cette démarche, qu'elle reste dans le secret du cabinet, et, si l'usage vous permet de ne pas présenter vous-même la lettre de l'Empereur, vous

ferez beaucoup mieux de vous en abstenir. Moins vous y mettrez de solennité et de publicité, mieux vous remplirez les intentions de l'Empereur, à qui plusieurs motifs font désirer que cette lettre ne soit pas connue ; cependant il faut vous garder d'en affaiblir l'effet auprès de la Porte ottomane[1]. »

La mission confiée à Sébastiani n'était pas des plus agréables. La diplomatie napoléonienne était manifestement dans l'embarras, parce qu'il fallait à la fois calmer les impatiences de la Russie et de la Porte. Le 22 janvier, Napoléon adressait une lettre aussi secrète que possible au sultan ; le 2 février, il adressait une lettre non moins secrète au tsar. Il n'est pas question ici de comparer l'éloquente lettre du 2 février aux banalités de celle du 22 janvier, il est bien évident que l'Empereur tenait plus alors à l'amitié de la Russie qu'à celle de la Porte. Du moins s'efforçait-il de retenir les deux. Ce n'était point une besogne aisée, et, dans de pareilles circonstances, il était difficile que Sébastiani pût faire agréer sa demande de rappel : « La nécessité de votre présence à Constantinople, lui disait Champagny, a seule empêché que cette demande ne fût accueillie ; je la reproduirai dès qu'elle pourra l'être[2]. »

Le 23 janvier, Tolstoï et Muhib se rendirent chez Champagny pour échanger leurs pleins pouvoirs. Dans les pleins pouvoirs présentés par Muhib, il était fait allusion à l'armistice de Slobodzié. Tolstoï protesta, déclarant que cet armistice, n'ayant pas été ratifié, n'avait aucun caractère officiel. Muhib répliqua que cet armistice avait été signé d'un général russe, que cela du reste ne devait pas arrêter la marche des négociations pour la paix. Tolstoï voulut bien en exprimer l'espoir, mais ajouta qu'il avait besoin de nouvelles instructions de son gouvernement et demanda un nouveau renvoi des pourparlers. Muhib se plaignit de ce retard, en rejeta la responsabilité au plénipotentiaire russe, se dit immédiatement prêt à signer le traité qui pourrait être conclu. Champagny, le médiateur, ne dit rien[3].

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Champagny à Sébastiani, 22 janvier 1808.
2. *Id.*, *id.*, Champagny à Sébastiani, 23 janvier 1808.
3. *Id.*, *id.*, Conférence du 11-23 janvier 1808 (vol. 216, f° 50).

L'ambassadeur ottoman ne manqua de renseigner son gouvernement sur tous ces faits, sur cette persistante mauvaise volonté à l'égard d'une paix définitive. La Porte s'impatienta, s'inquiéta de jour en jour davantage. Il lui parut clair que la Russie ne voulait pas plus de la paix que de l'armistice ; elle fut en droit de s'attendre à la prochaine ouverture de nouvelles hostilités ; elle en fut très troublée, n'étant pas prête à une résistance sérieuse. Il lui parut clair aussi que Napoléon ne voulait pas la défendre, garantir plus longtemps l'intégrité et l'indépendance de son empire ; elle dut se persuader qu'il y avait partie liée contre elle entre la France et la Russie, que des arrangements avaient été pris en ce sens dès l'entrevue de Tilsit, que sans doute le démembrement de son empire avait été résolu, que les deux alliés n'attendaient pour cela que le moment favorable, le retour de la belle saison, qu'ils l'avaient ensemble trompée depuis six mois pour l'empêcher de chercher ailleurs sa protection. Elle attendait le printemps dans la terreur ; comme il arrive toujours, son imagination grossissait le danger.

II. — Les Français sur la côte de la mer Adriatique.

On se rappelle « les articles séparés et secrets » du traité de Tilsit qui concernent la Porte : Art. 1er : les troupes russes remettront aux troupes françaises le pays connu sous le nom de Cattaro. — Art. 2 : Les Sept-Iles seront possédées en toute propriété et souveraineté par S. M. l'empereur Napoléon. Des ordres avaient été donnés aussitôt pour l'exécution de ces clauses ; Napoléon y tint lui-même la main et parut y donner la plus exacte attention.

Il avait intérêt à rétablir par la mer Adriatique le commerce de la France avec le Levant dont l'accès par la Méditerranée était impossible au milieu des croisières anglaises. Un rapport du ministre de l'intérieur à l'Empereur et Roi constatait la décadence du commerce français en Orient depuis le commencement de la Révolution et étudiait les moyens d'y remédier ; Napoléon l'examinait et

le renvoyait à Champagny pour une prise en considération[1]. Cependant il est probable que l'Empereur ne pensait pas se contenter des avantages économiques que les Capitulations réservaient à la France. Il voulait s'établir fortement à Corfou et occuper le rivage voisin de l'Albanie, avec les places de Parga, Prevesa, Butrinto, Delvino, pour prendre pied sur le territoire ottoman, pour surveiller les destinées de l'empire turc, en achevant de faire de la mer Adriatique un lac italien. C'était la suite des affaires de la République de Venise. N'en trouverait-on pas trace encore aujourd'hui dans les secrètes menées du gouvernement italien en Albanie ?

Le général César Berthier fut chargé de prendre possession des Sept-Iles et l'opération se fit sans beaucoup de difficultés. Cependant il fallut tout de suite compter avec la mauvaise volonté du pacha de Janina. Ali était le maître de l'Albanie et de l'Épire ; il voulait le rester, et il avait besoin de ses libres débouchés sur la mer Adriatique, c'est-à-dire justement des forteresses que la France revendiquait comme d'anciennes possessions de Venise. Il ne goûtait pas plus le voisinage de la France que celui de la Russie. Il s'était efforcé depuis 1803 de chasser les Russes des îles Ioniennes et il avait alors accablé Napoléon de ses protestations d'amitié et de ses offres de services[2]. Le traité de Tilsit changeait naturellement toutes ses dispositions. Or les Anglais, dont les vaisseaux surveillaient tous ces rivages, avaient été maintes fois sollicités par Ali ; jusque-là ils avaient refusé de le soutenir pour ne pas mécontenter leurs alliés les Russes. Désormais ils n'avaient plus de raisons pour s'abstenir ; ils écoutèrent les appels d'Ali-pacha ; ils encouragèrent ses prétentions, son hostilité à l'égard de la France. Il en devint plus audacieux.

Il avait sur le divan de Constantinople la plus grande autorité ; il avait des amis dans l'entourage immédiat du sultan ; il connut les inquiétudes qu'on y éprouvait à l'endroit des secrets desseins de la France ; il les excita. Il commença

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Rapport à l'Empereur et Roi, février 1808.

2. Cf. Rodocanachi, *Bonaparte et les Iles Ioniennes* (1797-1816).

d'être un intermédiaire actif entre le gouvernement anglais et la Porte ; il prépara peu à peu un faisceau d'hostilités contre l'empereur Napoléon.

Le gouvernement français pouvait s'en douter, il connaissait Ali ; il ne tarda pas à s'en apercevoir. Dès le 14 janvier 1808, Champagny se plaignait à Sébastiani des « mauvais procédés » d'Ali. Les Anglais menaçaient déjà Corfou, et, maîtres de la mer, pouvaient intercepter tous secours venus d'Italie ou de France. L'amiral Gantheaume devait essayer de franchir leurs lignes ; mais son succès était douteux, et Corfou pouvait être bientôt bloquée, avant d'avoir des ressources pour un long siège. Cette récente conquête de Napoléon lui était disputée aussitôt qu'occupée. Il y attachait du prix et ne voyait d'autre moyen de la soutenir que de faire passer des troupes de Dalmatie et Cattaro le long de la côte albanaise. Mais justement cette route de terre ferme était à la merci du pacha de Janina.

Sébastiani fut chargé d'intervenir auprès du gouvernement ottoman. « Si les Anglais attaquent Corfou, écrivait Champagny, et s'ils coupent les communications de cette île avec l'Italie, la Porte peut-elle obliger Ali-pacha à approvisionner la forteresse et à protéger le passage du courrier et des troupes par la terre ferme ? Il ne faudrait que 4 à 5000 hommes pour secourir Corfou ; leur passage pourra-t-il s'effectuer librement ? Il y faut des garanties de la Porte... Il ne suffit pas qu'elle ait à cet égard de bonnes intentions ; on n'en doute pas ; mais a-t-elle des moyens sûrs de contraindre Ali-pacha à faire sa volonté ? Voudra-t-elle prendre et pourra-t-elle tenir l'engagement d'obliger ce vizir à suivre l'intérêt de la France ?.. Sa Majesté désire connaître les dispositions de la Porte et surtout l'étendue de son pouvoir[1]. »

Le danger devient plus pressant de jour en jour ; les Anglais menacent Corfou qui n'est pas encore pourvue des ressources indispensables. Sébastiani reçoit des instructions plus précises. Il faut assurer, contre les Anglais, le passage de 6000 hommes de Cattaro à Butrinto. Il faut obtenir de

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Champagny à Sébastiani, 14 janvier 1808.

la Porte des firmans pour forcer le pacha de Janina et les autres pachas de l'Adriatique : 1° à fournir du blé, du riz, des bœufs pour l'approvisionnement de Corfou ; 2° à favoriser pendant tout le siège l'approvisionnement de la place et ses communications ; 3° à établir des stations de chevaux de Cattaro à Butrinto pour qu'un officier puisse y aller en trois ou quatre jours. — Si les Anglais débarquent à Corfou, le général français de Cattaro le saura quatre jours après : il faut que les ordres de la Porte soient si précis qu'une division française puisse être portée en dix jours de Cattaro à Butrinto. — Il faut préparer les mêmes facilités et les mêmes secours pour l'île de Sainte-Maure. — Il faut demander à la Porte de couvrir de batteries et de garder fortement la pointe de Butrinto : si le général français avait besoin de 1500 hommes de cavalerie turque pour achever la déroute des Anglais et les empêcher de se rembarquer, la Porte les mettrait à sa disposition : « Faites entendre, écrit Champagny à Sébastiani, combien Sa Majesté aurait lieu de se plaindre d'un refus. » Les firmans obtenus, Sébastiani expédiera un officier à Janina et Corfou, écrira aux pachas de Janina, de Scutari, de Vallona, à Marmont. L'officier envoyé à Janina restera en Albanie pour assurer les relais et la fourniture des vivres. Le paiement sera garanti par des lettres de change sur Venise, signées du gouverneur de Corfou et payables à Venise à l'ordre du pacha de Janina[1].

Sébastiani n'avait pas beaucoup de confiance dans la bonne volonté de la Porte qui croyait avoir tant à se plaindre de la conduite de la France à son égard. « Cette cour, ménagée et soutenue, écrivait-il le 12 février, aurait montré un dévouement sans bornes. Abandonnée, elle n'aura plus de vœux à remplir. » Il espérait pourtant que les ministres du sultan chercheraient encore par quelque complaisance à mériter l'estime de Sa Majesté[2].

En effet, tout d'abord, la Porte ne fit aucune difficulté pour le passage des troupes : Ali fournirait les vivres pour

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Champagny à Sébastiani, 22 janvier 1808.
2. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 12 février 1808.

l'approvisionnement de Corfou ; les Français pourraient faire passer 15000 hommes, s'il le fallait, et les Turcs se joindraient à eux contre les Anglais[1]. — Puis les ministres turcs revinrent sur ces bonnes dispositions ; après la raison, ils furent pris d'un « accès de folie et d'aveuglement ». Le reis-effendi y était pour quelque chose et peut-être aussi les intrigues d'Ali, surtout les passions fanatiques des janissaires et des ulémas, toujours rebelles à toute intervention des puissances chrétiennes dans l'empire, surtout en ces temps de troubles. Ils craignirent ou affectèrent de craindre que le passage des troupes françaises ne fût qu'un prétexte pour occuper une ou plusieurs provinces ottomanes ; sans doute c'était le résultat de l'accord franco-russe conclu à Tilsit ; la Russie garderait la Moldavie et la Valachie, la France prendrait les îles Ioniennes et l'Albanie ; c'était le commencement du démembrement[2].

Le reis-effendi essaya de traîner les choses en longueur, demanda des explications complémentaires du gouvernement français. Sébastiani refusa de se prêter à ces délais, exigea une réponse immédiate. Trois conférences furent tenues au divan sans résultat ; les ministres du sultan redoutaient les colères des janissaires et quelque nouvelle révolution qui serait funeste à Mustapha et peut-être à tous les Européens. Sébastiani menaça de quitter Constantinople en déclarant « qu'un ambassadeur de France ne peut plus rester près d'une puissance qui refuse à Sa Majesté le passage d'un corps de troupes peu considérable et nécessaire pour la conservation d'une de ses provinces[3] ». Les ministres lui répondirent, très adroitement : « Les chefs des janissaires consentiront au passage des troupes françaises si l'ambassadeur de France veut prendre par écrit l'engagement que les provinces de Valachie et de Moldavie seront conservées à la Porte. » Sébastiani, très embarrassé, déclara que Sa Majesté avait d'excellentes intentions à l'égard de la Porte et que des représentations avaient déjà été faites à la Russie au sujet de la

1. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 15 février 1808.
2. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 26 février 1808.
3. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 26 février 1808.

Moldavie et de la Valachie, mais qu'il lui était impossible de prendre un engagement écrit sans ordre positif.

Il est intéressant de rappeler que trois semaines auparavant, la lettre de Napoléon à Alexandre Ier, du 2 février, paraissait ouvrir à l'alliance franco-russe les plus extraordinaires destinées et à la question d'Orient une prompte solution. Nous avons pensé qu'il ne fallait pas prendre au pied de la lettre cette manifestation de l'éloquence impériale. Elle est capable néanmoins, bien qu'elle soit alors demeurée secrète, d'excuser les inquiétudes du gouvernement de Constantinople.

Le 27 février, Sébastiani, fidèle à ses instructions, faisait un dernier effort pour emporter le succès ; il adressait au divan une note sur le passage des troupes destinées à Corfou ; il expliquait que cette demande de l'Empereur n'avait rien que de juste et de modéré. « Il est inouï, disait-il, qu'une puissance amie ait refusé un passage de cette nature ; un pareil refus ne se trouve dans les annales d'aucune nation... Et dans quel moment ? Quand Sa Majesté s'occupe d'assurer la restitution de la Moldavie et de la Valachie à la Porte, quand Elle vient d'obtenir que les hostilités ne seront pas reprises malgré la non-ratification de l'armistice ?.. On objecte l'opposition du peuple et des janissaires ; mais le peuple est bon ; les chefs des janissaires sont des militaires estimables qui aiment leur patrie, et, s'ils n'étaient pas trompés par des hommes perfides qui veulent la guerre pour conserver leurs emplois, ils ne mettraient aucun obstacle à un passage qui ne peut donner aucun ombrage. » Et il demandait à avoir lui-même une conférence avec l'aga des janissaires et les chefs de l'Odjak.

Il n'était pas bien sûr que cette démarche serait approuvée de son gouvernement, et il s'en excusait : « J'éprouve quelque peine à exposer mon caractère à la brutalité de ces hommes excités depuis longtemps contre moi ; mais Sa Majesté me pardonnera sans doute en faveur de mon zèle si cette démarche compromet la personne de l'un de ses ambassadeurs. Je ne parle point du danger que peut courir ma vie. Elle ne m'est précieuse qu'autant que je la puisse sacrifier au

service de mon souverain et de ma patrie. Si cette dernière tentative échoue et si je n'en suis pas victime, je partirai de Constantinople avec l'idée consolante de n'avoir rien négligé et d'avoir tenté tous les moyens qui sont au pouvoir de l'humanité[1]. »

Le succès fut complet et rappela en quelque manière à l'ambassadeur quelques-uns des meilleurs moments qu'il eût passés à Constantinople[2]. Le reis-effendi mit tout en œuvre pour empêcher la conférence de Sébastiani avec les janissaires; elle eut lieu néanmoins. « Les chefs des janissaires, écrivit aussitôt Sébastiani, m'ont quitté persuadés qu'on les avait trompés et me promettant d'agir sur le peuple pour le disposer favorablement. » Les résultats obtenus furent en effet extraordinaires. Le reis-effendi fut déposé et remplacé provisoirement par un caïmacan bien disposé à l'égard de la France. La Porte se déclara toute prête à répondre aux désirs de l'Empereur, et le sultan Mustapha en écrivit immédiatement une lettre personnelle à Napoléon. Un capidji-bachi ou commissaire fut désigné pour se rendre à Janina et Scutari, préparer l'approvisionnement de Corfou et de Sainte-Maure et faciliter le passage entre Cattaro et Butrinto. « La Porte, annonçait Sébastiani à ce sujet, ne doute nullement que les pachas se soumettront à tout. » Il est vrai qu'elle ne pouvait pas avouer le contraire. Deux aides de camp de l'ambassadeur, MM. de Traci et de Coigny, devaient partir aussi pour l'Albanie. Les ministres ottomans promettaient de faire toute hâte; Sébastiani était résolu à ne pas leur permettre de se ralentir. Cela lui rappelait, presque exactement un an après, le temps où il excitait l'enthousiasme des Turcs et armait les murailles de Constantinople pour éloigner les Anglais.

Les firmans de la Porte étaient rédigés en termes très nets. Elle écrivit aussi au nom du sultan à Ali-pacha et à Ibrahim, pacha de Scutari. « Le gouvernement fait ce qu'il peut, écrivait Sébastiani ; mais ses ordres sont adressés à des gouverneurs plus ou moins indépendants, et je ne dois pas

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 26 février 1808.
2. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 5 mars.

laisser ignorer à Votre Excellence que l'exécution des commandements du sultan dépendra en grande partie de l'habileté et de l'esprit de conciliation que sauront employer les généraux français chargés de traiter directement avec ces pachas ; je ne manquerai pas de les en avertir. Le peuple turc et son gouvernement ne ressemblent à aucune nation européenne et il faut employer avec eux des ménagements sans nombre. » Du moins, l'ambassadeur, ce jour-là, comptait-il absolument sur les bonnes dispositions du sultan et du nouveau caïmacan, et il concluait par cette leçon : « La France, en protégeant la Turquie contre les entreprises des Russes, régnera en souveraine à Constantinople, et, sans les craintes et les soupçons que donne au peuple l'union de S. M. avec l'Empereur de Russie, je n'aurais eu aucune difficulté dans mes dernières négociations. Je n'ose prévoir ce qui arriverait ici si Sa Majesté jugeait à propos de favoriser les Russes aux dépens de cet empire : le Seïman bachi, chef des janissaires, m'a dit toute la peine qu'il avait à maîtriser le peuple[1]. »

Quelques jours après, tout était à recommencer. La Porte ne s'était point pressée d'expédier en Albanie un capidji bachi ; le mufti et le reis-effendi Halet avaient agité le peuple : quelques ortas de janissaires s'étaient réunies à l'Etmeïdan, lieu ordinaire de leurs rassemblements en cas de révolte. Le lendemain, le caïmacan était déposé, et c'était une perte irréparable pour le parti français dans des circonstances aussi critiques. Sébastiani courut à la Porte ; on lui promit que le capidji-bachi partirait le lendemain ; mais le caïmacan le prévint que ce capidji avait des ordres pour aller lentement et faire échouer les opérations qui lui étaient confiées. Car beaucoup des chefs janissaires demeuraient persuadés que le ravitaillement de Corfou n'était qu'un prétexte pour introduire des troupes en Albanie et Morée et pour s'emparer de ces provinces. D'autres intrigues se nouaient pour une négociation séparée avec la Russie ; et le gouvernement russe, selon Sébastiani, ne paraissait pas éloigné d'y consentir ; il

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Sébastiani à Champagny, 5 mars 1808

entretenait des rapports fréquents avec les chefs de la Roumélie, et dans ces rapports la France n'avait pas à se louer de l'amitié de la Russie. A Constantinople et dans toute l'étendue de l'empire turc, la France était regardée comme une alliée infidèle qui avait trahi la Sublime Porte, et la Turquie avait désormais plus de haine contre la France que contre la Russie. Car toutes les dépêches de l'ambassadeur à Paris, Muhib-effendi, ne parlaient que de l'éloignement de la France pour la Turquie et de son étroite union avec la Russie[1]. Constantinople, sous le coup de ces nouvelles, était dans un véritable état d'insurrection.

Les généraux français qui commandaient dans la région de l'Adriatique étaient loin d'avoir pour les pachas du pays, et notamment pour Ali, les ménagements que leur recommandait Sébastiani. Le 23 février, César Berthier adressait au pacha de Janina une lettre fort brève : il avait besoin de 12 000 kilogrammes de blé, de 3 000 kilogrammes d'avoine et de 600 bœufs ; il n'admettait pas les réponses évasives d'Ali et exigeait une livraison immédiate. — Butrinto avait été cédé à la France par de solennels traités ; Ali devait en faire la remise aux troupes françaises avant le lundi 1er mars ; sinon, le général serait forcé d'agir de vive force. Il attendait par le retour du porteur une réponse catégorique sur ces deux points. Il n'obtint pas la réponse qu'il exigeait de façon si hautaine, et dès lors les Français de Corfou se trouvèrent véritablement en état de guerre avec le pacha de Janina.

La Porte s'en désintéressa de son mieux, elle avait d'autres préoccupations. En fait, le passage des troupes françaises de Cattaro à Butrinto ne fut pas accordé. Les pachas et les populations de l'Adriatique s'y montrèrent passionnément hostiles ; on ne put leur arracher leurs soupçons sur les secrètes ambitions du gouvernement français. Quatre officiers français de l'armée de Dalmatie, porteurs de dépêches pour les pachas de Scutari, de Bérat et de Janina, et chargés de préparer le passage d'un bataillon d'infanterie légère à desti-

1. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 14 mars 1808.

nation de Corfou, furent assassinés à leur passage à Antivari. Champagny adressa des plaintes sévères à l'ambassadeur ottoman, et lui rappela à ce propos d'autres incidents[1] : un convoi de poudre arrivé à Antivari le 13 mars en avait disparu ; le pacha de Janina se livrait à des violences continuelles sur les sujets français ; il n'était pas douteux que les pachas de l'Adriatique ne se fussent liés entre eux pour nuire aux communications de la Dalmatie et des Sept-Iles. Les récriminations de Champagny n'eurent pas plus d'effet que les succès diplomatiques de Sébastiani. La route ne put pas être ouverte entre Cattaro et Butrinto. L'Albanie demeura impénétrable à l'influence française.

La garnison de Corfou resta isolée du côté de la terre ferme. Mais elle avait pu être renforcée par la mer. Dans le temps où Sébastiani poursuivait le divan de ses instances et même de ses menaces, Gantheaume réussissait à traverser les croisières anglaises, et, le 23 février, il entrait dans la rade de Corfou, en compagnie du contre-amiral Lallemand, avec dix vaisseaux de ligne dont deux à trois ponts, quatre frégates et quatre bricks. César Berthier en adressait l'énumération au pacha de Janina pour lui inspirer sans doute le salutaire effroi des colères françaises[2].

Ce résultat ne fut pas obtenu. Ali-pacha fut de plus en plus hostile ; il retenait des Français en captivité ; il empêchait l'approvisionnement de Corfou, recevait des émissaires anglais, adressait d'ailleurs de temps en temps des protestations d'amitié au gouvernement français. Champagny envoyait une liste de griefs à Muhib-effendi : M. Amelio et seize Français du département de Gênes, naufragés sur les côtes d'Arcadie, étaient enfermés depuis quinze mois dans les cachots de Coron ; un bâtiment corfiste avait été attaqué et ses armes enlevées par des pirates albanais ; des habitants de Sainte-Maure emmenant un convoi de bestiaux avaient été arrêtés ; le pacha d'Albanie avait officiellement interdit

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Champagny à Muhib-effendi, 14 avril 1808.

2. *Id.*, *id.*, César Berthier à Ali-pacha, 24 février 1808.

l'exportation des denrées de l'Albanie pour les Iles ; il avait envoyé un agent à Malte auprès des Anglais. Tout cela était d'autant plus grave que cela concordait avec l'attentat d'Antivari et paraissait indiquer un système concerté entre quelques autorités ottomanes[1].

Ces réclamations du gouvernement français, le passage des officiers français à Antivari, l'arrivée de l'amiral Gantheaume à Corfou, la confusion que quelques-uns faisaient du général César Berthier avec son frère Alexandre Berthier, le chef de l'état-major de Napoléon, et la croyance ainsi fortifiée que l'Empereur préparait à Corfou une grande opération militaire, enfin les ambitions des pachas d'Albanie intéressées à la diffusion de ces bruits vrais et faux, tout cela entretenait dans ces régions une continuelle et très vive émotion contre les Français. Des bouches du Danube aux Sept-Iles, les Turcs se croyaient et se sentaient enserrés dans le cercle d'une gigantesque entreprise franco-russe et se débattaient contre une invasion suprême qu'ils croyaient prochaine.

Ali-pacha, particulièrement inquiet parce qu'il voyait ses propres desseins noyés dans des conceptions plus grandioses, entretenait contre le gouvernement français un vaste système d'intrigues et de mensonges. Cela résulte d'un mémoire de Julien Bessières, commissaire impérial dans les îles Ioniennes[2]. Ali fait venir de Malte un graveur anglais pour contrefaire le sceau du ministère français des relations extérieures et la griffe de M. de Champagny, le sceau de l'ambassadeur de France à Constantinople, celui de Marmont avec sa griffe, le sceau et une griffe du général Donzelot, nommé gouverneur des îles Ioniennes en remplacement de César Berthier, le sceau des consuls de France à Scutari, à Janina. Il envoie ces sceaux aux pachas voisins pour qu'ils puissent violer le secret des correspondances françaises ; si ces correspondances ne sont pas suffisamment intéressantes,

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Champagny à Muhib-effendi, copie dans une dépêche de Champagny, 11 mai 1808, de Bayonne.

2. Aff. étr. Turquie, Mémoires et Documents, 1800-1813, Mémoire de Julien Bessières, daté de Corfou, 20 septembre 1808, f°s 249-274.

il en fabrique d'autres, y expose tout au long les projets prétendus d'un prochain partage de l'empire ottoman entre la France et la Russie, les expédie sous les sceaux français au divan de Constantinople, aux chefs des janissaires. Il n'est pas surprenant que Sébastiani ait rencontré parfois des difficultés auprès de la Porte, surtout si l'on considère que les personnages qu'Ali trompait ne demandaient qu'à être trompés et prenaient soin de ne pas s'en apercevoir.

Dès le lendemain de Tilsit, le pacha avait congédié sans honneurs et dénués de tout les canonniers français que l'Empereur lui avait envoyés pour défendre son pachalik contre les Russes. Le consul de France fut entouré d'espions ; ses dépêches furent interceptées et violées continuellement ; il fut réduit à s'enfermer dans sa maison pour ne pas être insulté dans la rue. A l'arrivée des Français dans les Sept-Iles, tous les ports de l'Albanie furent fermés.

Tout au contraire les meilleures relations s'établirent aussitôt entre le pacha et les Anglais. A la fin de 1807, Ali envoie à Malte un marchand, Janny de Calavrita, pour inviter les Anglais à former une entreprise contre les Sept-Iles. En janvier 1808, le major anglais Leke arrive en Albanie ; il a de nombreux entretiens avec le pacha et signe avec lui une convention d'alliance : l'Angleterre paiera à Ali la solde de 10 000 Albanais, destinés à agir contre les îles ; après la conquête et l'expulsion des Français, Parga, Sainte-Maure et Ithaque appartiendront au « vizir » et il lui sera donné en outre un subside pour réunir les pachas de la Roumélie au parti de l'Angleterre et entraîner les ministres de la Porte dans une guerre contre la France. Le pacha se rend alors à Prevesa avec le major Leke ; des vaisseaux anglais y apportent des canons, des munitions, de l'argent. Leke s'embarque pour Malte (avril 1808).

Il revient en mai et ne communique point au pacha de très bonnes nouvelles : l'Angleterre, occupée de mettre la Sicile en état de défense, ne peut en ce moment seconder les projets d'Ali sur les îles Ioniennes. Peut-être faut-il penser que l'Angleterre voulait bien inquiéter les Français des Sept-Iles, les empêcher d'agir sur l'empire turc, et se

servir pour cela d'Ali ; mais qu'il ne lui plaisait pas d'établir la domination d'Ali sur les îles ; elle préférait y préparer lentement sa propre installation. On sait qu'elle devait arriver à ses fins quelque temps après. Ali-pacha fut d'abord consterné de ce contretemps ; il dut, malgré son impatience, remettre à plus tard la satisfaction de son ambition et se contenter de rendre aussi intenable que possible la situation des Français de Corfou ; les barques de ravitaillement qui allaient de la côte à l'île furent sans cesse arrêtées et détruites ou livrées aux Anglais, notamment un jour 40 à 50 barques chargées de vin. Des signaux le long des côtes, à coups de canon dans le jour, avec des feux la nuit, prévenaient les croisières anglaises du passage des barques. Du 20 juin au 6 juillet 1808, 427 bœufs destinés aux Français furent confisqués par le pacha et leurs conducteurs arrêtés ; cinq barques de bœufs furent coulées dans le golfe de la Vallona par des bâtiments anglais que les gens d'Ali avaient prévenus. Margariti, caporal dans les chasseurs septinsulaires, fut dans le même temps arrêté et emprisonné, parce que le pacha le soupçonnait d'avoir des lettres pour le consul de France.

Le consul réclama la liberté des prisonniers et notamment de Margariti. Ali répondit « qu'il ne reconnaissait pas les habitants des Sept-Iles pour les sujets de l'empereur des Français et qu'il prétendait les traiter en rayas toutes les fois que cela lui conviendrait ». Les Anglais descendaient presque chaque jour à Mética, village sur la côte près de Prevesa ; ils recevaient des habitants ou leur donnaient à leur tour des repas abondants ; ils débarquaient de la poudre, des boulets, des canons. Le 6 juin, ils y débarquèrent neuf caisses pleines d'argent ; le 16, la plus grande partie de ces sommes fut expédiée à Divan-effendi et Marin-Oglou, agents d'Ali à Constantinople, pour être distribuée aux membres les plus influents du divan, aux principaux ministères de la Porte.

Ainsi Janina était devenue le centre de l'opposition aux desseins qu'on attribuait au gouvernement français ; Ali-pacha, soutenu par les Anglais, était le principal agent de

cette hostilité et son action s'étendait tout le long de la côte de l'Épire et de l'Albanie jusqu'à Constantinople. Il dressait une barrière devant la politique de Napoléon.

De la Grèce à la Dalmatie toutes les provinces turques étaient troublées par les intrigues des ennemis de la France et les inquiétudes que causaient les projets de l'Empereur, d'autant plus redoutables qu'ils étaient inconnus. La petite république de Raguse était particulièrement agitée ; elle ne cessait de protester contre l'occupation française, faisait appel à la suzeraineté ancienne du sultan ; ses habitants appelaient la France leur mauvais génie et demandaient à se faire Ottomans, même Musulmans[1]. Elle envoyait un député au pacha de Traunik, se plaignait vivement des Français qui avaient envahi son territoire, abattu les armes de saint Blaise, son vénéré patron, mis sous séquestre le trésor de la République, malgré le protectorat de la Porte[2]. Un sénateur de la petite République, Natali, porta ces réclamations jusqu'à Constantinople et y fut bien accueilli des ministres turcs. Mais Sébastiani exigea son arrestation, qui fut accordée[3].

Toute la Bosnie, assiégée en quelque sorte par l'influence française, se croyait la première menacée d'une invasion de l'armée de Marmont et en était toute enfiévrée. Le consul français de Traunik, David, exprime cet état d'esprit dans des dépêches fréquentes et longues. La plupart sont intéressantes ; leur auteur y répète tout ce qu'il entend ; il n'y a pas certes à y ajouter toujours foi ; mais ce commérage est curieux par endroits ; il donne une idée de la situation morale des provinces qui se trouvaient au voisinage de l'empire français. Écoutons-le un moment.

Le premier pacha de Traunik avec lequel David dès son arrivée se trouva en rapports, Krousseref-Méhémet, était un ami de la France, et il témoigna toujours au consul une franche amitié. Cela ne l'empêcha pas — car il semble bien qu'il était sincère — d'être étonné et mal satisfait de la conclusion de l'alliance franco-russe, et à cette occasion il laissait

1. Aff. étr. Corr. de Turquie. Dépêche de David, 1er janvier 1808.
2. *Id.*, *id.* de David, 25 janvier 1808.
3. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 28 janvier 1808.

échapper sa haine contre les Russes. « L'empire ottoman et l'empire français, disait-il à David, ce sont deux lions. L'un est endormi, il est vrai ; mais il peut s'éveiller et il serait encore formidable ; l'autre est toujours sur pied, toujours terrible. L'empire russe est le tigre. Tant qu'il voit les deux lions unis, il feint de jouer, comme le chat dont il a le naturel, en attendant qu'il puisse mordre. Mais s'il voyait le lion éveillé s'éloigner un peu de son compagnon, il se précipiterait sur le lion endormi pour le dévorer. J'espère, ajoutait le pacha, que les deux lions seront toujours unis, que l'un d'eux s'éveillera, et qu'ils ne seront ni l'un ni l'autre dupes ou victimes de la perfide férocité du tigre. Nous attendons tout de la France, notre salut et notre prospérité. Votre Padischah est comme cette brillante aurore qui se lève sur l'Égypte et qui annonce la crue du Nil. Le mien est comme ce grand fleuve qui sous cette influence céleste apporte l'abondance et la joie à tout un peuple. [1] »

Fut-ce par suite de l'anxiété où l'on était à Constantinople? Le gouvernement turc ne voulut pas laisser aux frontières de la Dalmatie un pacha coupable de sympathies à l'égard de la France. Méhémet fut nommé au pachalik de Salonique et remplacé par Ibrahim-pacha, son prédécesseur à Salonique, « d'un caractère faible et suspect d'être peu l'ami des Français[2] ». David était imparfaitement renseigné. Méhémet partit presque aussitôt, et, en attendant l'arrivée de son successeur, le gouvernement de la Bosnie fut confié à un caïmacan. Ce fut le commencement des tribulations de David.

Un juif, arrivé de Constantinople, apportait des nouvelles auxquelles on était disposé à croire, puisqu'elles venaient de la capitale : la guerre était sur le point d'éclater entre les Turcs et les Français ; l'ambassadeur Sébastiani était parti. Le juif avait rencontré entre la Roumélie et la Rascie un homme à cheval qui fuyait vers Janina et Corfou, parce qu'on le soupçonnait d'être un parent du général Marmont : ce qui était une très mauvaise note. A Novibazar, personne

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de David, 26 novembre 1807.
2. *Id.*, *id.*, du même, 30 janvier 1808.

ne doutait de l'ouverture prochaine des hostilités, et chacun déjà prenait des précautions pour cette éventualité.

Quelques jours après, le caïmacan Suleiman qui se prétendait bien renseigné par des nouvelles officielles, interpellait rudement David : L'armée française de Dalmatie, lui disait-il, vient d'être considérablement renforcée ; on parle d'une expédition dans l'Inde ; mais ce n'est qu'un prétexte pour occuper la Bosnie. — Et comme David observait qu'une expédition dans l'Inde ne pourrait se faire sans l'assentiment du Grand Seigneur : « L'assentiment du Grand Seigneur, répondit le caïmacan, ne suffirait peut-être pas ; ses firmans n'empêcheraient pas les peuples de se soulever contre des armées européennes qui voudraient passer. L'empire ottoman possède la moitié du monde ; l'empire français est très puissant : Dieu veuille qu'ils soient toujours amis ; nous le serons aussi. Mais dans le cas d'une rupture, les Français trouveront en moi un ennemi acharné. » Et il soulignait cette déclaration de violents gestes de menace[1].

Alors la résidence de Traunik perdit tous les agréments qu'elle avait au temps de Krousseref-Méhémet « qui bouillait d'impatience à la seule pensée d'unir ses troupes avec une armée française ». Les Bosniaques se félicitaient du rappel de Méhémet qu'ils appelaient « un traître », parlaient de forcer David à la fuite en mettant le feu à sa maison. Deux sapeurs français, laissés à Traunik depuis que le sultan Mustapha avait refusé de recevoir à Constantinople les soldats que Sélim avait demandés à Napoléon, étaient sans cesse outragés par une lâche et insolente populace ; on leur jetait des pierres et des ordures ; on faisait devant eux le signe de leur trancher la tête ; le consul les renvoya donc en Dalmatie. Il commençait à regretter d'avoir avec lui sa femme et ses enfants ; il craignait d'en être moins libre pour répondre énergiquement à ses ennemis. Le 3 février, en l'absence du médecin du consulat, M. d'Avenat, son domestique fut assailli, accablé sous cent coups de bâtons, enchaîné et laissé expirant au fond d'un cachot, pendant que les bandits pil-

1. Corr. de Turquie, Dépêche de David, 15 mars 1808.

laient toute la maison. Et David conseillait à un commerçant, qui voulait entreprendre des affaires avec la Bosnie, de s'abstenir ; une telle entreprise ne pouvait avoir quelque chance de succès que dans un temps qu'il jugeait fort éloigné[1].

David du moins fit une démarche auprès du caïmacan, l'assura que l'empereur Napoléon n'avait que des sentiments bienveillants pour les Bosniaques, mais se plaignit des outrages qu'avaient subis les deux sapeurs et du pillage de la maison de M. d'Avenat. — Le caïmacan offrit de lui livrer la tête des insulteurs. — Mais c'est la populace tout entière, répondit David, qu'il faudrait châtier. Sachez d'ailleurs, ajouta-t-il noblement, que les Français aiment mieux recevoir un coup de poignard qu'une insulte. — Le caïmacan lui donna de bonnes paroles, non sans ironie, car on ne parlait dans son entourage que de la nécessité de chasser bientôt tous les Français ; on n'attendait pour cela que l'arrivée du nouveau vizir ; on ne voulait plus tolérer parmi les musulmans aucun infidèle[2].

Les insultes continuèrent. On voulut enlever au consul ses domestiques bosniaques, on les menaça de les pendre, eux et leurs familles. A ce moment, un consul était envoyé à Traunik par le gouvernement autrichien ; la population l'arrêta à Brod ; puis, grâce à des ordres de la Porte, il put passer la Save et arriver à Dervent. A cette nouvelle, l'alarme fut grande à Traunik ; comme on avait vu, peu de jours auparavant, un marchand juif partir pour Brod avec une lettre de David, on en conclut que David voulait ouvrir l'empire turc aux Autrichiens. Son drogman fut soumis à un interrogatoire devant le caïmacan ; le marchand juif fut recherché, sans doute pour être pendu. Le consul français demanda une audience au caïmacan ; l'heure en fut fixée d'accord ; David s'y rendit ; le caïmacan ne vint pas et renvoya l'entrevue au lendemain ; David résolut de ne pas s'y trouver à son tour : « C'est, dit-il dans une lettre à Champagny, lancer une flèche à un tigre, je le sais ; mais, Monseigneur, on me

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de David, 4 février 1808.
2. *Id.*, *id.*, du même, 15 février 1808.

trouvera toujours prêt à m'exposer à tout plutôt qu'à laisser avilir le nom français. » Sur ces entrefaites, le consul autrichien, resté à Dervent, demanda l'intervention du consulat français pour obtenir des passe-ports du caïmacan ; David dut lui répondre « qu'il ne pouvait rien sur ces bêtes féroces ». Les Bosniaques déclaraient que, s'il avançait, ils le massacreraient, lui et sa suite. En un mot, l'anarchie était complète ; le gouvernement n'était plus obéi de la populace et ne cherchait pas à l'être. Mais David ne faiblissait pas ; il était résolu à la conduite la plus ferme : « Pour les braver mieux encore, je vais renvoyer en France ma femme et mes enfants. Alors, entièrement libre, je ferai voir à ce mauvais peuple que notre courage égale notre douceur, et qu'un Français seul, mais appuyé sur le nom du grand Napoléon, a plus de force qu'ils n'ont d'insolence et plus de fierté qu'ils n'ont d'orgueil[1]. »

Enfin le nouveau vizir, Ibrahim-pacha, arriva à Traunik le 7 avril et parut animé à l'égard des Français des meilleures dispositions. Le premier drogman du consulat, M. d'Avenat, envoyé pour le saluer, fut admirablement accueilli et entendit d'aimables discours : « Les Anglais, lui dit le vizir, ont été assez fous pour essayer de nous faire changer d'alliance et de politique. Mais ni leurs ruses ni leurs menaces n'ont pu rien sur nous. Que nous importe l'Angleterre ? Les Anglais ne sont pour nous que des marchands qui nous apportent du drap et auxquels nous donnons de l'or. Quel mal peuvent-ils nous faire ? Nous prendre quelques misérables îles de l'Archipel ? Mais ils n'oseront jamais nous attaquer sur le continent. Il n'en est pas de même des Français. Ils peuvent nous faire ou beaucoup de mal ou beaucoup de bien. Notre union avec eux fait notre force et la leur ; elle est pour nous un principe invariable. »

Le 12 avril, David à son tour fut reçu en audience solennelle et fut l'objet des plus grands honneurs, comme au temps du regretté pacha Méhémet. Huit cawas et quatre chiaoux

1. Aff. étr. Corr. de Turquie. Dépêche de David, 25 mars 1808.

lui amenèrent un cheval tout bardé d'or et lui annoncèrent qu'il était attendu chez le pacha. Accompagné du chancelier du consulat, M. Chaumette-Desfossés, et des deux drogmans, il fut reçu au bas du grand escalier du palais par un maître des cérémonies et ses deux adjoints. Au moment où il arrivait, l'Itchoglanglar-Bach-Agaci (gouverneur des pages) cria : « Gloire à Dieu ! Voilà notre ami, l'hôte de notre empereur ! » Et le salut fut répété par toute la cour.

Le vizir, sortant des appartements intérieurs, entra dans le divan en même temps que le consul et lui fit signe de s'asseoir à la place honorable. Après avoir fait servir des conserves, du café et des pipes, Ibrahim renvoya la cour et David demeura seul avec lui. Pendant plus d'une heure, le pacha l'entretint de son aversion pour les éternels ennemis de la Porte et de la France ; il rappela qu'il était à Constantinople l'année précédente au moment du passage des Dardanelles par les Anglais, et s'exprima à leur égard « avec une énergie d'idée qui paraissait venir du cœur ». Il dit entre autres choses : « Les Anglais veulent fonder un empire sans solidité en se rendant les dominateurs des mers. Je les compare à un animal hydrophobe qui entrerait dans la vaste cour de mon palais. Il courra dans tous les sens sans y trouver à manger que des pierres ; mais il ne viendra jamais jusqu'à mon divan où il serait exterminé. De même, les Anglais pourront bien rester seuls navigateurs dans nos mers désertées ; mais nos côtes les repousseront et au lieu d'y trouver des secours contre la famine et les tempêtes, ils n'y trouveront que la guerre. »

Le pacha exprima au contraire la plus vive admiration pour l'Empereur et Roi. Puis on apporta le sorbet, l'eau de senteur, les cassolettes d'aloès ; et, lorsque la mission française prit congé du vizir, David fut revêtu d'une magnifique pelisse de samour, M. Chaumette-Desfossés d'une hermine, M. d'Avenat de la pelisse réservée aux premiers interprètes, et le drogman bosniaque d'une capote rouge ; et, dans le moment où le Capidjilar-Kehayaci, c'est-à-dire le premier maître des cérémonies, leur couvrait les épaules de ces ornements somptueux, le Capidjilar-Ayaci et les deux Itch-Alay-Tchavouslare, c'est-à-dire le chef de l'état-major et ses lieu-

tenants, criaient par trois fois : « Par la grâce de Dieu, voilà les marques d'honneur que notre gouvernement accorde à ses illustres hôtes. »

David fut profondément touché de ces preuves d'amitié ; il était fier de cette cérémonie, sans exemple, disait-il, dans les consulats généraux du Levant ; car la pelisse d'honneur n'était accordée qu'aux ambassadeurs, et même seulement à leur première et à leur dernière audience. Tout cela, qui était bien fait pour corriger et contenir la malveillance des habitants, le consul l'attribuait à l'habileté de M. d'Avenat, le médecin interprète, auquel justement le pacha, n'ayant pas amené de médecin, venait de confier « l'intendance de sa santé ». En récompense, David demandait au gouvernement impérial, pour M. d'Avenat, le titre de premier interprète de consulat général de Bosnie[1].

Ces grandes joies furent courtes ; la bonne volonté du pacha manqua d'une qualité qui lui eût donné encore plus de prix ; elle n'eut pas la constance, et le consul général de Bosnie connut encore des jours amers : il en souffrit davantage, ayant goûté les douceurs de l'amitié et senti l'agréable poids des pelisses d'honneur.

Au mois de juillet suivant, David fut chargé par le gouverneur de Dalmatie de se plaindre que des bandes turques avaient pillé quelques villages sur le territoire dalmate, aux environs d'Imoschi et de Makarska : « Que voulez-vous que je fasse pour ces guerres de frontières, s'écria le vizir ? Elles ont existé de tout temps. Vous pouvez agir comme ont constamment fait les Autrichiens : lorsque les Turcs enlevaient des bestiaux ou tuaient quelques hommes aux Croates, ceux-ci se jetaient à leur tour sur nos terres, les pillaient et massacraient tous ceux qu'ils rencontraient. Ce n'est pas pour des bagatelles pareilles que deux grands États cessent d'être amis[2]. » Il semble d'après cela que le nouveau pacha de Bosnie avait au plus haut degré l'orientale vertu de l'insouciance. Le malheur est qu'il la manifesta aussi lorsque la population

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de David, 13 avril 1808.
2. *Id.*, *id.*, du même, 14 juillet 1808.

bosniaque recommença à insulter le consulat. Cette recrudescence d'outrages paraît avoir coïncidé avec l'assassinat des quatre officiers français à Antivari ; elle répondait peut-être à un mot d'ordre venu de Constantinople ou au moins de Janina. David nota à cette date quelque refroidissement de la part du vizir et songea de nouveau à emmener sa famille en Dalmatie, par prudence[1]. Le consul autrichien, M. de Mittesser, arriva enfin le 3 juin : « Vainqueur des Turcs, dit David, comme Énée le fut des ombres, il attacha son rameau d'or à la porte du vizir[2]. » Les passions fanatiques en furent excitées de nouveau. La situation redevint aussi critique qu'au mois de mars.

« Je puis dire comme Mahomet, écrit encore le consul : ma vie est un combat ; les enfants de ce prophète ne se lassent point de me faire la guerre. » Il avait quitté Traunik, pour conduire sa famille en Dalmatie ; à peine était-il à deux milles sur la route que la maison consulaire était assiégée par une foule furieuse, péniblement défendue par les domestiques, tardivement secourue et délivrée par le pacha, auquel les Turcs d'ailleurs reprochèrent d'avoir laissé échapper des otages précieux. David revint, se rendit au divan du pacha, exigea une réparation éclatante : « La Bosnie veut-elle donc être rebelle à son souverain et faire naître la guerre quand il veut la paix ? Que dirait Votre Altesse d'un fils en révolte contre la volonté de son père et qui troublerait toute la famille par ses excès ? Telle est la Bosnie lorsqu'elle traite en ennemis les Français que le Grand Seigneur veut qu'on traite en amis ». Et le consul menaçait les Bosniaques de la terrible puissance de l'empereur Napoléon ; il voulait bien ne pas encore exciter sa colère ni se plaindre à l'ambassadeur de Constantinople, mais à condition qu'on lui accordât tout de suite une entière réparation des injures subies.

Il n'obtint rien. Il se consola d'abord en citant ses auteurs : « Montesquieu a eu bien raison de dire : lorsque le despote se relâche de son autorité, c'est le peuple qui s'en empare[3]. »

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de David, 2 mai 1808.
2. *Id.*, *id.*, du même, 3 juin 1808.
3. *Id.*, *id.*, du même, 30 juin 1808.

Puis la situation devint tout à fait insupportable. « La Bosnie, sous le faible Ibrahim, célébrait de vraies Saturnales ; les esclaves étaient devenus les maîtres. » Le pacha promettait une réparation du dernier outrage fait au consulat ; « mais qui peut s'appuyer sur un roseau qui plie à tous les vents ? » Les Turcs fanatiques et insolents déclaraient « qu'ils aimeraient mieux mourir que de se courber devant un chien d'infidèle[1] ». Et la chose en resta là ; il n'y eut point d'excuses ; le consul n'avait plus à choisir qu'entre la retraite et l'humiliation.

Il écrivit à Paris pour demander s'il convenait que le consulat restât exposé aux intrigues et aux outrages, s'il n'était pas préférable qu'il se retirât aux frontières ; il annonça l'intention de voyager en attendant la réponse[2]. En effet, avant d'avoir des ordres, il quitta Traunik et s'établit provisoirement à la frontière, à Sign, prêt d'ailleurs à retourner à Traunik au premier besoin.

Son arrivée à Traunik, au milieu de l'année 1806, avait été un des éléments de la grande entreprise orientale de Napoléon ; sa retraite était un signe de l'échec même du grand dessein de l'Empereur. Sa mission était comme une miniature de celles de Sébastiani et de Gardane.

Il n'était plus permis à des Français de vivre tranquillement en pays turc. Et le discrédit où ils étaient tombés n'était pas particulier aux provinces européennes du sultan. On a noté bien des fois l'unité morale qui s'établit presque instantanément dans les pays musulmans lorsqu'ils se sentent menacés en quelque point par l'éternelle croisade chrétienne. Ainsi en 1808, ils se contractaient, pour ainsi dire, se renfermaient sur eux-mêmes, retrouvaient à l'égard des Roumis les ardentes haines de l'époque de la conquête. Il ne semble pas cependant que cela fût l'effet d'un mot d'ordre parti du gouvernement lui-même, mais bien plutôt d'une sorte d'instinct populaire de conservation, tout au plus d'instructions rapidement répandues par les ulémas, les cheikhs et les membres des nombreuses associations religieuses qui s'étendent sur tout l'Empire.

1. Aff. étr. Corr. de Turquie. Dépêche de David. 11 juillet 1808.
2. *Id.*, *id.*, du même, 26 juillet 1808.

Dans le temps où Sébastiani avait tant de peine à maintenir ses relations avec la Porte, où les rapports se tendaient extrêmement entre Ali-pacha et les Français de Corfou, entre les Bosniaques et le consulat de Traunik, le dey d'Alger traitait aussi les Français en ennemis, les dépouillait de leurs concessions sur la côte de La Calle, donnait la chasse aux corailleurs et aux autres bateaux marchands, retenait en esclavage des Génois, des Corses, des Italiens, riait des menaces que le gouvernement impérial lui faisait adresser [1]. Ailleurs les religieux de la Palestine, depuis longtemps tranquilles, étaient de nouveau maltraités et menacés ; Champagny était obligé de les recommander à la vigilante protection de Sébastiani [2].

Partout, tout ce qui se rattache à la France excite chez les musulmans la haine ou au moins la défiance. Tous les bruits malveillants répandus par les ennemis de Napoléon sont écoutés, accueillis, répandus, grossis de bouche en bouche. Un médecin arrive à Widdin pour soigner le pacha ; Mériage découvre que c'est un Anglais qui vient des vaisseaux de l'archipel ; il le fait renvoyer à Routchouk et tenir en surveillance. Avant de partir, le personnage a raconté des nouvelles : que la paix est impossible entre la Porte et la Russie ; que Napoléon veut la Morée, Chypre, Candie ; que les Russes s'étendront jusqu'au Danube ; mais que les Anglais s'établiront en Égypte où ils ont beaucoup d'amis parmi les chefs des Mameluks [3]. A Routchouk, il continue son œuvre de démoralisation ; partout où il passe, des bruits de guerre se répètent, émeuvent profondément les populations qui se persuadent qu'en vérité les grandes puissances chrétiennes sont sur le point de donner à l'Islam un furieux assaut.

III. — Les Conférences de Saint-Pétersbourg.

En ce temps-là justement, le chancelier russe, M. de Rou-

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Champagny à Sébastiani, 5 février 1808.
2. *Id.*, *id.*, du même au même, 19 avril 1808.
3. *Id.*, *id.*, Dépêche de Mériage, 4 février 1808.

miantzov, et l'ambassadeur de France à Pétersbourg, M. de Caulaincourt, traçaient sur la carte les premières lignes du partage de l'empire ottoman. Le tsar Alexandre avait lu la lettre du 2 février 1808 avec une joie non dissimulée ; il était heureux, après de longues inquiétudes, que Napoléon parût dès lors disposé à entreprendre une grande expédition franco-russe contre l'Inde anglaise, plus heureux encore que cette expédition dût avoir pour préambule un partage de l'empire ottoman. Il demanda à entrer aussitôt en conversation avec l'ambassadeur français Caulaincourt, non pas sur l'expédition de l'Inde — il n'avait pas hâte de s'en occuper —, mais sur le partage turc. Caulaincourt avait reçu de Napoléon des instructions spéciales qui l'y autorisaient.

Il serait intéressant de connaître le texte intégral de ces instructions ; on y découvrirait peut-être sur la pensée de l'Empereur des renseignements plus précis que dans l'éloquente lettre du 2 février. Il est intéressant du moins d'observer, comme le fait M. Vandal[1], que « les lettres écrites par Napoléon à Caulaincourt, pendant la mission de ce dernier en Russie, n'ont pas été retrouvées jusqu'à présent à de très rares exceptions près ». Faut-il supposer, comme M. Tatistchef[2], « qu'elles ont été brûlées à Vilna, par ordre de Napoléon, en décembre 1812, pour ne pas tomber au pouvoir des Russes » ? Il en faudrait peut-être conclure que les instructions envoyées à Caulaincourt étaient moins satisfaisantes pour la Russie que la lettre adressée au tsar ; mais il faut se garder d'entrer dans la voie des hypothèses, au risque de ne pouvoir donner la solution du problème avec une complète certitude. Aussi bien les faits acquis sont-ils suffisants pour y jeter quelque lumière.

Du 2 au 12 mars, se développèrent presque quotidiennement « les Entretiens de Saint Pétersbourg », soit entre Caulaincourt et le chancelier Roumiantzov, soit même entre Caulaincourt et Alexandre Ier. Le sens en est connu très suffisamment par les rapports très détaillés qu'en a adressés Caulain-

1. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, p. 265, note.
2. S. Tatistchef, *Alexandre Ier et Napoléon*, 311, note.

court à l'Empereur[1]. Il fut bien entendu dès le début que ces entretiens ne pouvaient avoir qu'un caractère provisoire, qu'en tout état de cause ils ne devaient pas aboutir à un contrat quelconque, que Napoléon réservait une véritable négociation à une entrevue qu'il devait avoir personnellement plus tard avec le tsar. Les Russes tentèrent souvent d'établir un accord sur certains points reconnus comme acquis ; Caulaincourt refusa de se prêter à quelque engagement que ce fût. Il y eut d'intéressantes discussions, rien qui ressemble à une conversation diplomatique en vue d'un résultat ; ce ne furent que des entretiens, comme à Tilsit ; ce fut la continuation par Caulaincourt des séduisantes paroles de son souverain.

Alexandre Ier admit d'abord qu'il ne fût point question de Constantinople, que, si elle était enlevée au sultan, elle fût établie en une sorte de ville libre, de petit état neutre. Puis Caulaincourt et Roumiantzov se mirent à partager, à envisager toutes sortes d'hypothèses, l'hypothèse d'un partage restreint, puis l'hypothèse d'un partage intégral de toute la Turquie d'Europe, puis l'hypothèse d'un partage de tout l'empire ottoman en Asie comme en Europe. Ce fut un beau débat, non pas très passionnant, puisqu'il était établi qu'il ne pouvait aboutir à rien, une sorte de discussion académique, assaisonnée de temps en temps de fines remarques, un jeu d'esprit de la plus exquise courtoisie ; on ne peut se défendre, à certains endroits, de penser que Caulaincourt s'amuse ; le chancelier russe discutait plus sérieusement.

Roumiantzov, rappelant les paroles de Tilsit, demanda pour la Russie la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie ; Caulaincourt admit que ce devait être le lot de la Russie, et réclama pour la France, l'Albanie, la Morée, Candie. On s'entendit moins bien sur la Serbie, que le Russe demandait pour lui, que le Français demandait pour l'Autriche, car ils étaient d'accord que les deux empires alliés ne pouvaient pas être de trop proches voisins ; ils voulaient être unis, mais de loin. Roumiantzov alors proposa que la Serbie fût attribuée à un archi-

1. Rapports et lettres de Caulaincourt du 26 février au 16 mars 1808. Ces pièces ont été publiées par M. Vandal dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1er juillet 1890.

duc autrichien, qui épouserait une grande-duchesse russe, laquelle grande-duchesse étant de religion grecque serait fort bien accueillie des Serbes, orthodoxes aussi ; leurs enfants, pour cette raison religieuse, seraient élevés dans la religion grecque : on ne dit point quels seraient au juste le père et la mère de ces enfants. Caulaincourt écoutait cela avec intérêt et ajoutait : « J'abonde dans votre sens ; au reste, vous savez que je n'ai pouvoir ni pour vous accorder ni pour vous refuser [1]. » Dans ces conditions il pouvait tout écouter.

Encouragé, le chancelier demanda Constantinople. Caulaincourt se récria, fit valoir la gravité de la question : « Quelle position, on peut dire, sur deux parties du monde ! Ce sont de ces idées avec lesquelles il faut se familiariser pour oser en parler ! » Deux ou trois jours après, il était familiarisé, et consentait qu'en effet Constantinople ferait bien dans le lot de la Russie, mais estimait qu'il fallait un équivalent dans le lot de la France, que ce ne pouvait être que les Dardanelles. Roumiantzov ne voulut point l'admettre : Constantinople sans les Dardanelles ne pouvait avoir aucune utilité ; la France aux Dardanelles pourrait encore fermer la Méditerranée aux Russes. C'était bien ce que prétendait le gouvernement français ; il ne voulait pas laisser la Russie étendre son influence sur les pays du Levant ; ç'aurait été de sa part une véritable abdication ; des gouvernements moins puissants que celui de Napoléon Ier s'y sont depuis toujours refusés. Là était en effet le nœud de la question ; il était insoluble. Cela seul suffirait à marquer le caractère oiseux des Entretiens de Saint-Pétersbourg. Il fallut laisser cette question sans solution, la réserver à l'entrevue des deux souverains ; cette réserve était bien inutile ; une entrevue quelconque, dans quelques circonstances que ce fût, ne pouvait trancher ce nœud. On se contenta de résumer en deux colonnes les idées du chancelier russe et celles de l'ambassadeur de France ; ce fut l'objet de la dernière conversation, celle du 12 mars 1808 [2]. Caulaincourt répéta au tsar

1. Rapport n° 20. — Cf. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, p. 289.
2. Rapport de Caulaincourt, n° 24, 12 mars 1808.

Alexandre, en finissant, qu'il n'avait voulu que « causer » : « J'ignore, dit-il, les intentions de l'Empereur. Je ne puis ni accepter, ni refuser, ni donner. Je n'ai d'autre mission que de présenter les moyens de s'entendre et de raisonner dans ce sens. Si j'ai donc dit trop ou trop peu dans la négociation, je prie Votre Majesté d'en rejeter le blâme sur moi ; car l'Empereur ne m'a donné aucune autre instruction que celles qui sont dans la lettre qu'Elle a reçue de lui. » C'était une retraite sur toute la ligne ; notre ambassadeur, ajoute M. Vandal [1], « se rappelant alors que sa mission se bornait à pénétrer les vues de la puissante *copartageante* » — cette épithète peut paraître prématurée — « jugea inutile de prolonger le débat et crut l'heure venue de transmettre à Napoléon les résultats de son travail ». Il semble que l'Empereur avait voulu seulement connaître le jeu de son adversaire ; car la Russie était bien plutôt son adversaire que son alliée.

Le gouvernement russe attendit avec intérêt l'opinion du gouvernement français sur ces débats, se montra disposé à hâter l'entrevue impériale où devaient se régler les derniers détails. Napoléon n'exprima aucune opinion ; il remit à plus tard toute discussion définitive. « Napoléon, dit Talleyrand, ne voulait aucun mouvement en Europe jusqu'à ce que ses desseins sur l'Espagne fussent accomplis. Jusque-là les projets de guerre dans l'Inde, les projets de partage de l'empire ottoman semblent des fantômes produits sur la scène pour occuper l'attention de la Russie [2]. »

Cependant, quand il reçut le rapport de Caulaincourt, il ne pensait pas que les affaires d'Espagne pussent détourner longtemps son attention de l'Orient ; il ne prévoyait pas qu'il dût rencontrer au delà des Pyrénées de sérieux obstacles. Il fut satisfait d'avoir retenu la Russie par des négociations séduisantes, d'avoir gardé la Porte dans son « système », d'avoir empêché entre la Porte et la Russie la reprise des hostilités ; la perspective d'une prochaine entrevue avec lui

1. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, p. 300.
2. *Mémoires de Talleyrand*, I, 399-400.

empêchait le tsar de brusquer les événements en Orient, prolongeait pour un temps indéterminé la suspension des hostilités dans la région du Danube. La lettre du 2 février produisait ainsi tous les avantages politiques que son auteur en avait espérés.

Pour comble de précautions, il avait engagé le tsar à prendre la Finlande aux Suédois, lui avait promis le concours des troupes que Bernadotte commandait entre l'Elbe et l'Oder, puis avait empêché ces troupes d'agir efficacement, retardé ainsi la conquête de la Finlande, obligé les Russes à y porter un plus grand effort, à y consacrer une partie des troupes qu'ils destinaient à l'armée de Moldavie, suscité ainsi de nouvelles difficultés qui occupaient suffisamment le gouvernement de Saint-Pétersbourg.

Alexandre Ier manifesta son mécontentement, fut surtout inquiet que Napoléon refusât de donner suite aux négociations de Caulaincourt, craignit de la part de la France « un changement de système », revint à ses défiances du mois de janvier précédent, s'en ouvrit à Caulaincourt. L'ambassadeur fit de son mieux pour maintenir le tsar dans ses bonnes dispositions ; il souffrait personnellement de paraître avoir trompé le gouvernement russe ; pour prouver sa bonne foi, il donna des conseils sur la campagne de Finlande, fit profiter le tsar de l'expérience militaire qu'il avait acquise dans les armées de Napoléon, prouva de la sorte qu'il désirait sincèrement le succès de l'armée russe. Alexandre en fut touché. Napoléon écrivit brutalement à son ambassadeur : « Souvenez-vous de rester Français ! » La leçon était rude : elle froissa cruellement Caulaincourt ; l'Empereur guérit la plaie qu'il avait faite en conférant à son ambassadeur le titre de duc de Vicence. Il était content de ses services ; mais il ne voulait pas que la Russie tirât profit de son alliance ; il voulait notamment qu'elle fût retenue le plus longtemps possible à la guerre contre la Suède. Est-il possible d'admettre, en présence de tels faits, que Napoléon ait été disposé, à quelque moment, à partager l'empire ottoman avec les Russes, à donner Constantinople au tsar ? Bien au contraire, il avait l'intention arrêtée de les en écarter le plus loin possible.

Il ne pouvait le dire à Caulaincourt; outre qu'il n'avait aucun confident de sa pensée, il aurait craint que l'ambassadeur ne le servît moins bien; il fallait lui laisser supposer qu'il était décidé au partage turc pour pouvoir arracher au gouvernement russe le secret de son ambition. Il ne pouvait pas le dire au sultan : outre qu'il n'était point résolu à défendre sans compensation l'intégrité de l'empire ottoman, il retenait le sultan dans son alliance par la crainte de la Russie et écartait ainsi l'Angleterre de Constantinople. Il se réservait à lui-même tout l'avenir; politique extrêmement fine et délicate ; jamais peut-être l'Empereur n'a manifesté un art diplomatique plus consommé. La sincérité n'y trouve pas son compte; mais est-elle une vertu diplomatique? La politique n'est-elle pas le plus souvent un jeu au plus fin ?

IV. — Fin de l'ambassade de Sébastiani (Avril 1808).

Cette finesse avait ses dangers, assurément. Elle excitait partout des défiances. Le tsar n'y comprenait rien, passait, selon les apparents caprices de Napoléon, de l'enthousiasme à l'inquiétude, s'impatientait de ne pouvoir saisir l'ondoyante pensée de son « allié », se jetait sur les mirages qu'elle lui offrait, n'obtenait rien de décisif. La Porte aussi s'énervait de n'avoir aucune ferme garantie de son intégrité, de demeurer à la merci d'une attaque de la Russie, s'agitait contre les vagues menaces perpétuellement suspendues sur sa tête, ne savait contre qui se défendre, se demandait si Napoléon était son ami le plus dévoué ou son ennemi le plus redoutable, si elle devait se confier à lui ou se déclarer contre lui, plus intéressée à demeurer dans le système français par la crainte d'une invasion franco-russe si elle se prononçait pour l'Angleterre. Misérable condition qui entretenait l'empire ottoman dans un continuel état de trouble où il faut chercher l'explication des révolutions qui n'ont cessé de le bouleverser pendant toute cette crise.

Consciente de sa faiblesse militaire, la Porte désirait la paix avec la Russie et l'espérait, l'exigeait presque de la médiation

française. La Russie ne voulait pas de la paix puisqu'elle nourrissait l'ambition du partage turc. Napoléon ne pressait point la conclusion de la paix puisqu'il voulait laisser à la Russie l'espérance de ce partage et ne la retenait que par là. Toute la politique de la France avec la Porte, pendant l'hiver de 1807-1808 était donc de faire patienter la Turquie. Ce fut difficile, car la Turquie ne comprenait pas les secrètes pensées de Napoléon ; ce fut la plus pénible période de la mission de Sébastiani ; il y souffrit lui-même dans son amour-propre et dans sa conscience ; lui aussi il n'était qu'un instrument aveugle aux mains de l'Empereur.

Le 20 décembre 1807, Champagny, qui accompagnait Napoléon en Italie, écrivait de Milan à Sébastiani pour rassurer la Porte sur la situation : l'armistice de Slobodzié n'a pas été ratifié par le tsar ; mais, en fait, la suspension d'armes durera indéfiniment, « sans doute assez pour permettre la signature de la paix ». Les négociations du traité turco-russe commenceront dès que Tolstoï aura reçu de Pétersbourg ses pleins pouvoirs. En attendant, il faut que la Porte se tienne dans la ligue générale contre l'Angleterre ; en effet, depuis l'odieux bombardement de Copenhague, l'Europe est unanimement soulevée contre l'Angleterre ; la Russie s'est déclarée contre elle ; Lisbonne vient d'être occupée par les troupes françaises ; le décret de Milan achève l'isolement de l'ennemie commune ; il n'y a plus de neutres : il faut que la Porte agisse aussi vigoureusement contre l'Angleterre[1].

La Porte ne fit rien contre l'Angleterre ; elle avait conscience que l'Angleterre seule contenait la puissance de Napoléon sur la Méditerranée et dans le Levant, retardait indéfiniment tout projet de partage de l'empire turc dont elle aurait saisi les plus riches provinces maritimes. Elle ne répondit pas aux propositions pacifiques du gouvernement de Londres ; mais elle le ménagea, et de jour en jour les agents diplomatiques de l'Angleterre se rapprochèrent de Constantinople, soit directement, soit par l'intermédiaire du pacha de Janina. D'ailleurs les vaisseaux anglais étaient dans le golfe

1. Aff. étr. Corr. de Turquie. Dépêche de Champagny, 20 déc. 1807.

Persique, devant Bassorah ; ils avaient été écartés de l'Égypte, mais n'attendaient qu'une occasion d'y reparaître. La Porte avait beaucoup à redouter de l'hostilité de l'Angleterre ; le bruit courut de négociations entre la France et l'Angleterre : la Porte exprima à Sébastiani le désir de n'y pas être oubliée, envoya par précaution de pleins pouvoirs à son ambassadeur à Paris, rappela qu'elle n'avait déclaré la guerre à l'Angleterre que pour plaire à la France ; elle eut peur d'être abandonnée à la colère de l'Angleterre, comme elle croyait l'être à celle de la Russie[1].

Elle renouvelait sans cesse ses sollicitations auprès de l'Empereur pour qu'il hâtât la paix, lui rappelait ses engagements d'autrefois, chargeait Muhib-effendi de remettre une note en ce sens au ministre français des relations extérieures. Elle n'obtenait aucune réponse ferme, en concluait que l'Empereur était résolu à ne pas tenir ses promesses, tombait dans des accès de découragement et de fureur.

Les passions populaires se soulevaient ; les janissaires grondaient, menaçaient le sultan d'une nouvelle révolution. Le reis-effendi, Halet, manifestait hautement son hostilité contre la France, se permettait les propos les moins mesurés contre l'ambition de l'Empereur. Il avait fait trancher la tête au drogman Soutzo, coupable d'être dévoué à la France[2]. Il protégeait ouvertement le prince Morousi, avait avec lui de fréquents entretiens, en recevait sans doute de l'argent que l'Angleterre lui faisait passer pour acheter le divan[3].

Le neveu de Soutzo, Michel Mano, adressait à l'Empereur une émouvante prière à l'occasion de la mort de son oncle : il rappelait le crime ; il disait les peuples stupéfaits de voir le gouvernement turc mettre impunément à mort un prince innocent, sous le prétexte qu'il avait rendu des services à l'auguste empereur des Français : « Ils attendent avec impatience que le juste et magnanime Napoléon venge, avec l'injure faite à son auguste nom, le sang fumant encore de l'infortuné prince et dont la terre a été si injustement impré-

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 3 février 1808.
2. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 18 novembre 1807.
3. Cf. plus haut, page 221.

gnée[1]. » Il redisait les services de Soutzo, que Sébastiani lui avait promis le gouvernement de l'une des principautés danubiennes, qu'il y avait été un moment nommé ; qu'au lieu de cela, il laissait une veuve, trois orphelins, un million et demi de dettes, plus de 200 familles dans la désolation. Quant à son neveu, il demandait seulement en récompense « un coin de terre dans une partie du monde, une petite province en Europe ou en Asie, un îlot dans l'immensité des mers ». Napoléon n'eut pas le loisir de lui donner satisfaction.

Tous les Français de Constantinople étaient menacés par le fanatisme musulman ; ils étaient sans cesse arrêtés, et souvent retenus malgré les interventions de l'ambassade. Le 14 novembre, l'un d'eux fut assassiné sans motif d'un coup de couteau, sur la place publique, en plein jour ; un autre fut presque assommé par une patrouille et dépouillé ; un marchand français, M. de Foa, fut violenté dans son comptoir par un employé turc. Deux Français furent torturés par le Bostangi-Bachi, ministre de la police turque, et restèrent estropiés. Sébastiani demanda la destitution du Bostangi ; il n'obtint que celle d'un employé subalterne, qui fut sans doute ensuite nommé en avancement dans un autre poste. En revanche, la Porte exigeait des réparations pour le cas où des Français commettraient des excès sur des sujets ottomans, avec des excuses de l'ambassadeur. « Le conquérant Mahomet II, observait Sébastiani, n'aurait pas eu le ton de ce gouvernement vermoulu qui végète péniblement, qui n'existe qu'autant qu'il retient le courroux de l'Empereur par sa soumission. » Et l'ambassadeur prévenait les Français et les Italiens de Constantinople de faire secrètement leurs préparatifs de départ, afin d'éviter les graves dangers d'une insurrection populaire[2]. Lui-même il sollicitait vivement son rappel ; il se plaignait de son état de santé : « Il est vraiment pénible pour moi de voir que je n'ai inspiré aucun

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Michel Mano à l'Empereur, 5 février 1808.

2. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 18 nov. 1807.

intérêt à Sa Majesté et que l'on me traite avec la plus grande insensibilité. J'ai le bras droit dans l'état le plus déplorable et mon corps est une plaie ; j'ai une maladie de peau affreuse[1]. »

Il passa les derniers mois de son ambassade dans les épreuves les plus pénibles. Son ministre Champagny parut prendre plaisir à accumuler les difficultés, demandant à la même date si la Porte se sentait capable de reprendre aux Russes les Principautés danubiennes, et d'obliger Ali-pacha à laisser passer des troupes françaises sur la côte d'Albanie[2]. Sébastiani, en même temps, devait mécontenter le gouvernement ottoman et solliciter ses bons offices : on dirait une gageure ; on dirait que Napoléon voulait avoir la mesure de son influence sur la Porte.

Il ne l'eut pas d'ailleurs ; elle s'en tira par des concessions qui ne furent qu'apparentes, et elle comprit seulement qu'elle ne devait plus compter sur la France pour obtenir la restitution des Principautés ; elle fut en droit de reprocher à l'ambassadeur la mauvaise foi de son gouvernement, et il en souffrit beaucoup.

Il notait avec amertume le contraste douloureux qu'il y avait entre ces instructions nouvelles et la situation de l'année précédente et les promesses qu'il avait faites et renouvelées, au nom de son gouvernement, au sujet de l'intégrité de l'empire ottoman : « J'ai éprouvé dans cette occasion, écrivait-il à Champagny, tout ce que les fonctions d'homme public ont de pénible. Ma santé, détruite par mon séjour dans ce pays, s'est trouvée tellement altérée par ce nouveau chagrin que je me suis cru jusqu'au dernier moment hors d'état de remplir moi-même le triste ministère dont j'étais chargé. » Et il regrettait de n'avoir pas été remplacé plus tôt à l'ambassade de Constantinople : « Un autre aurait mieux réussi à faire entendre un langage si fortement opposé à celui que j'ai tenu ici. »

Il accomplit son devoir. Il communiqua au divan les

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 9 décembre 1807.
2. Cf. plus haut, pp. 264-270.

dépêches de Champagny. Il raconte ainsi la scène à son gouvernement : « Le Divan a écouté avec une noblesse digne d'un meilleur sort ; les ministres ont épargné à leur amour-propre l'humiliation de se plaindre. Le désespoir et l'indignation étaient peints sur leur visage ; les amis de la France étaient accablés de chagrin ; le reis-effendi et les autres jouissaient de l'accomplissement de leurs prédictions ; leur crédit va être sans bornes. »

L'ambassadeur désespéré laissait aller son imagination aux plus sinistres prophéties : « Le Divan fera connaître plus tard ses décisions. Ce sera sans doute la guerre avec la Russie ; l'opinion publique très exaltée n'acceptera pas un traité onéreux, un démembrement de l'empire... Les ministres seront obligés de préférer une guerre étrangère, même funeste, à une guerre intestine et à une révolte dont ils seraient les premières victimes. Or la Russie est puissante, surtout avec l'appui des Serviens. Les Turcs feront des efforts inouïs. L'Asie accourra sur le Danube. Une population immense prendra les armes, et cette population, plus brave, plus exaltée, qu'instruite et disciplinée, sera vaincue. Sa défaite entraînera véritablement la chute de cet empire. Au fanatisme religieux, au zèle patriotique, à l'exaltation de tous les sentiments succéderont l'abattement et la consternation, et, si Sa Majesté n'est pas préparée à tous les événements, les Russes seront à Constantinople avant que les troupes françaises aient franchi les montagnes de la Bosnie. L'armée russe se grossira de toute la population grecque et arménienne schismatique, et veuille le ciel que la France ne regrette point la chute prématurée d'un empire dont la possession donnerait à la Russie un si grand accroissement de forces et de si grands moyens de puissance. La Russie est à 12 marches de Constantinople par ses possessions de la Moldavie et de la Valachie ; la Crimée lui offre la facilité d'envoyer en quarante-huit heures une armée de débarquement dans le Bosphore, et la France, sans moyens maritimes qui lui permettent d'opérer de ses côtes d'Italie, obligée de suivre la route littorale de la Dalmatie (route que l'Autriche peut rendre difficile et précaire), ayant devant elle un

pays montagneux et la population la plus belliqueuse de la Romélie, ne peut se promettre des succès semblables à ceux de sa rivale. Car je ne puis appeler autrement la Russie.

« Je n'ai pas la ridicule prétention de vouloir donner trop de poids à mes réflexions ; je ne pense point surtout, en les soumettant à Sa Majesté, les comparer à celles que son immense et prévoyant génie a pu lui suggérer. Mais je remplis le devoir d'un sujet fidèle et dévoué, celui d'un citoyen zélé et d'une scrupuleuse probité. Ma carrière en Turquie est maintenant terminée. Aux sentiments d'estime que j'avais cherché à mériter par une conduite franche et loyale vont succéder des sentiments d'éloignement et de haine. Ceux que je m'étais attachés et dont j'avais captivé les sentiments et qui étaient dévoués à Sa Majesté seront perdus sans retour. Ceux au contraire qui se sont fait distinguer par leur animosité contre la France seront seuls écoutés. Les Grecs de Constantinople, qui y sont si influents et qui n'ont d'autre soutien, d'autres sources de richesses que les deux Principautés, se réuniront tous, quelle que soit leur inimitié, leur haine particulière, pour engager les Turcs à résister. La France ne peut compter désormais ni sur un seul Grec, ni sur un seul Turc. Elle ne le pourra plus surtout tant que le caractère personnel de l'ambassadeur n'offrira pas une sorte de garantie. Je regarde l'influence que pouvait avoir la mienne comme usée, comme détruite dans ce refus. Je n'aurai été que l'instrument de la ruine des Turcs. Mais je l'aurai été et le premier mouvement de leur colère doit se porter sur moi. Loin de pouvoir être à l'avenir utile au service de Sa Majesté, je serai une cause continuelle de non-succès. Je suis loin de faire ces observations pour obtenir de m'éloigner de Constantinople. Dans des sujets d'une si haute importance, j'aurais honte de laisser influencer mes jugements par quelque caractère particulier[1]. »

Sébastiani était égaré peut-être par son état de santé, par le désir qu'il avait de rentrer en France, par l'ingratitude du rôle qu'il avait à jouer, surtout par l'ignorance où il était de

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 12 février 1808.

la politique générale de son gouvernement. Il ignorait qu'à cette date les dispositions belliqueuses de la Russie contre la Porte étaient contenues par la lettre du 2 février, que par conséquent la guerre ne recommencerait pas au printemps, qu'ainsi la Turquie ne serait pas si vite jetée à la ruine, livrée à la merci des Russes. Le divan aussi ignorait la conduite que Napoléon avait à l'égard de la Russie, les négociations où Caulaincourt entretenait et trompait sans le savoir l'avidité du gouvernement russe. Mais il savait très bien ce qu'il risquait à recommencer les hostilités sur le Danube ; il croyait même risquer davantage ; il s'attendait à avoir à la fois contre lui, en pareil cas, les troupes françaises et les troupes russes. Et que pourrait-il faire contre une telle alliance? C'est alors que vraiment la Turquie se fût précipitée à sa perte. Le divan comprit le véritable sens des questions de Champagny, qu'il lui fallait montrer quelque complaisance pour les intérêts français vers Corfou s'il voulait que l'Empereur continuât de garantir les intérêts de la Porte du côté du Danube. Certes il eût préféré obtenir cette garantie sans de nouveaux sacrifices ; il était réduit à céder aux exigences du gouvernement français par crainte d'être livré à la Russie. Napoléon tirait de la confusion des événements tous les profits possibles.

En effet la Porte ne se lança pas dans la guerre, ne jeta point l'Asie sur le Danube, n'appela point à son secours toutes les forces du fanatisme musulman, ne réalisa point les prophéties de l'ambassadeur de France. Elle céda. Napoléon était bien sûr qu'elle céderait.

Les ministres ottomans d'ailleurs n'avaient pas tous la mauvaise volonté du reis-effendi. Quelques-uns avaient conservé le souvenir des services rendus par Sébastiani l'année précédente et demeuraient fidèles à la France ; le plus influent parmi eux était le caïmacan du grand-vizir. Et cette politique était peut être la plus habile, peut-être la seule capable de sauver l'empire ottoman dans les circonstances critiques que traversait l'Europe. Ces ministres du parti français n'avaient sans doute pas pour Napoléon des sympathies irrésistibles ; leur admiration pour lui n'était certainement pas dépourvue

d'inquiétude, mais ils estimaient qu'il était imprudent de provoquer le conquérant, de prétendre lui barrer le chemin, qu'il était sage de ne pas lui donner l'occasion de manifester sa colère par quelque éclat. Ce fut du reste la politique de Metternich à partir de 1809, flatter le redoutable Empereur de peur de recevoir de lui un coup mortel. La Porte se résigna à demeurer dans le système français ; elle ne devait se décider à en sortir que lorsqu'elle pourrait le faire sans danger.

Le 4 février 1808, le caïmacan adressait à Champagny une lettre où il se plaignait de la lenteur que mettaient les Russes à évacuer la Moldavie et la Valachie, des retards qu'ils apportaient aux négociations de Paris ; mais il renouvelait au gouvernement français l'assurance de la plus entière confiance [1].

Le divan délibéra le 15 février sur les dernières communications de Sébastiani. L'ambassadeur s'attendait qu'il en sortît des résolutions désespérées. Cependant « les hommes sages l'emportèrent encore une fois ». Ils accordèrent sans difficulté le passage des troupes françaises destinées à Corfou, malgré leur crainte que ce ne fût qu'un prétexte pour préparer l'invasion et le démembrement de l'empire ottoman. Mais Sa Hautesse avait exprimé son grand chagrin, sa vive douleur au sujet des questions que l'Empereur lui posait sur la Moldavie et la Valachie ; elle avait résolu d'en écrire elle-même au gouvernement français par un courrier spécial de son sérail. En attendant, les Turcs étaient bien décidés à ne jamais consentir à l'abandon de leurs provinces, à recommencer la guerre plutôt qu'à subir une pareille humiliation : « Tous se lèveront, tous marcheront. On recourra, s'il le faut, aux ressources extrêmes. Les grands ont déclaré qu'ils y sacrifieraient leurs trésors et leurs bijoux. Chaque ministre a été mandé pour un travail particulier. Tous les détails ont été prévus et examinés. Des firmans ont déjà été expédiés pour la levée d'un corps de 50 000 hommes de cavalerie et de 300 000 hommes d'infanterie. L'exaspération était si grande, que, sans l'effet des conseils de quelques hommes

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, le caïmacan à Champagny, 4 février 1808. — Dépêche de Sébastiani, 5 février 1808.

plus froids, l'appel au peuple serait déjà publié. Tous les avis se sont réunis en un seul ; il n'y a plus d'esprit de corps ni d'esprit de parti : ulémas, janissaires, gens de la cour, n'ont qu'une même voix qui varie seulement par l'énergie. » Et Sébastiani, qui semble avoir été un peu trop ému par ces éloquentes manifestations, avait la certitude absolue que, si les Russes persistaient à demander la Moldavie et la Valachie, la guerre était inévitable ; « et ce sera, ajoutait-il encore, l'époque de la chute de cet Empire[1] ».

Napoléon reprochait alors à Caulaincourt, son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, de prendre trop à cœur les intérêts de la Russie[2]. De la même façon Sébastiani prenait les intérêts de la Turquie, parce qu'il ignorait la pensée de son souverain. On l'avait envoyé à Constantinople pour relever la Turquie, pour l'opposer aux Russes, pour refaire l'intégrité de ses territoires ; et on voulait maintenant qu'il travaillât à son démembrement ; il sentit très vivement toute la déloyauté de sa conduite : ce n'était pourtant qu'une apparence. Il réussit néanmoins à remplir toutes les intentions de son gouvernement ; certes il n'obtint pas le consentement, même indirect, de la Porte à l'abandon des Principautés ; il fit tout, au contraire, pour détourner l'Empereur de cette idée. Mais il obtint des assurances formelles pour le passage des troupes françaises en Albanie, à destination de Corfou : il est bien vrai que ces assurances furent toutes platoniques ; mais c'est un des traits essentiels de la diplomatie turque que de tout promettre et de ne rien tenir. D'ailleurs Corfou fut ravitaillée par mer[3].

Ainsi la dernière action diplomatique de Sébastiani parut aussi heureuse qu'il pouvait le désirer ; il crut à la sincérité de la Porte. Il espéra que l'Empereur saurait récompenser cette bonne volonté qu'il jugeait si méritoire et tiendrait enfin les engagements d'autrefois. Pourtant il était très fatigué de tous ces efforts et de la situation fausse où il se débattait

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 15 février 1808.
1. Cf. plus haut, p. 294.
2. Cf. plus haut, p. 273-276.

depuis plusieurs mois. Il était réellement malade, épuisé : « Je ne puis sortir du palais de France qu'en chaise à porteurs. Je ne puis digérer aucun aliment... Je me verrai forcé de renoncer au bonheur de servir Sa Majesté et de rentrer dans l'état de simple citoyen. J'ai fait de grands sacrifices d'argent; je suis chargé de dettes, presque dans l'impossibilité d'y faire honneur. J'ai perdu mon bonheur intérieur, bonheur que j'avais reçu des mains de Sa Majesté. Je suis presque paralytique. Je me sens entraîné vers ma fin faute de secours, et je trouve bien pénible de perdre la vie d'une manière aussi inutile au service de Sa Majesté[1]. »

Au moment de fermer cette lettre, il recevait de Paris les dépêches du 5 février; il espérait y trouver enfin quelques nouvelles agréables aux Turcs, quelques renseignements satisfaisants sur les négociations de Paris. Or il y était dit que Tolstoï n'avait pas encore reçu ses instructions de Saint-Pétersbourg. Les lettres de Champagny ne contenaient que de nouvelles plaintes sur la conduite du dey d'Alger et une sèche demande d'intervention de la Porte contre lui.

Sébastiani ne put se contenir. Il rouvrit son courrier et y répandit sa douleur : « J'ai vu avec chagrin qu'au moment où les Turcs viennent de faire ce que Sa Majesté désirait et où ils ont persuadé le peuple en lui donnant l'espoir d'une paix prochaine, il n'est seulement pas question de négociation... Le peuple en l'apprenant peut se révolter, et il sera difficile de lui cacher la situation... Il est impossible de faire l'ambassade avec un peu de considération et de succès auprès d'une cour à qui l'on a fait faire tout ce qu'on a voulu, qui est dans la crainte continuelle d'une révolte, et à laquelle on ne peut donner aucune espèce d'assurance et de consolation. L'armistice finit dans vingt-cinq jours et les Russes attaqueront les Turcs qui sont dans la bonne foi et qui seront pris au dépourvu. Muhib se plaint de ne trouver à Paris aucun appui... »

« Les Turcs se croient sacrifiés et le peu de confiance que pouvait leur donner mon caractère est maintenant usé. J'ai

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, 5 mars 1808.

l'air de les tromper tous les jours et de les livrer sans défense à leurs ennemis. Ce ne peut être la volonté de Sa Majesté que je détruise ainsi l'influence du caractère de l'homme qui a l'honneur de la représenter, et je puis assurer à Votre Excellence que je me vois absolument hors d'état de rien faire et que tout homme au monde se trouverait dans le même cas s'il était dans ma position. »

Il renouvelait ses instances pour être rappelé : « De cette façon, je n'aurai point manqué de dévouement et de fidélité à Sa Majesté, et je ne contribuerai pas à la ruine d'une nation qui a été et qui est pleine de bonne foi. Je ne dois pas cacher à Votre Excellence que les malheureux négociants répandus dans les Échelles seront livrés à la mort, si la moindre hostilité est commise avant qu'on les ait retirés du Levant. Je me croirais coupable de leur perte, si je ne parlais avec cette franchise. »

« Je préférerais tout à la situation dans laquelle je me trouve et je regarderais même comme une faveur précieuse que Sa Majesté me donnât la faculté de rentrer dans l'état de simple citoyen. J'ai exposé avec joie ma vie pour défendre les Turcs contre les Anglais et je ne puis penser sans une vive douleur que je vais devenir l'instrument de leur perte après avoir été témoin de leur fidélité[1]. »

Quelques semaines après, il disait même : « Je reste désormais éloigné des affaires. C'est autant à cause du *dégoût* que m'ont inspiré les dernières que par raison de santé que je tiens cette conduite[2]. » Il avait déjà remis la gérance de l'ambassade à M. de La Blanche.

Les janissaires avaient recommencé leurs menées contre le gouvernement qu'ils accusaient de nouveau de faiblesse et de trahison. Les nouvelles venues d'Albanie, les démêlés entre Ali-pacha et le général C. Berthier mettaient Constantinople en état d'insurrection ; la surexcitation était générale ; on ne parlait que d'une révolution inévitable si la paix n'était pas signée prochainement.

1. Aff. étr. Corr. de Turquie. Dépêche de Sébastiani, 5 mars 1808.
2. *Id.*, *id.*, Dépêche de Sébastiani, 19 avril 1808.

C'est au milieu de cette crise que Sébastiani reçut enfin l'autorisation de rentrer en France. Elle lui fut adressée par une lettre de Champagny, en date du 17 mars : il devait remettre la conduite des affaires à M. de Latour-Maubourg et ramener avec lui à Paris M. de La Blanche, dont l'Empereur attendait des renseignements sur la Perse. Il était invité à donner à la Porte les meilleures paroles ; il devait présenter son voyage à Paris comme un moyen de mieux défendre les intérêts ottomans auprès des négociateurs de la paix. « Vous pouvez même faire remarquer, écrivait le ministre que, si la Russie occupe encore la Moldavie et la Valachie, de son côté l'Empereur n'a pas évacué la Prusse, et qu'avec 150 000 hommes sur les bords de la Vistule il est plus à portée de favoriser les intérêts de la Porte que la Porte elle-même qui a à peine 4 000 hommes à Andrinople[1] ». C'était la première fois que le gouvernement français rassurait aussi sérieusement la Porte et découvrait une légère indication de sa politique générale, de sa volonté de ne pas permettre que la Russie recommençât les hostilités contre les Turcs.

Le gouvernement turc dut s'en montrer satisfait, d'autant mieux qu'au terme de l'armistice de Slobodzié, la lutte en effet ne fut pas renouvelée sur le Danube. Il resta inquiet sur les négociations de Paris, mais il se tranquillisa quelque peu au sujet de la situation militaire. Et Sébastiani fit ses préparatifs de départ au milieu d'une accalmie relative. Il emporta une lettre de Mustapha IV à l'Empereur où le sultan exprimait l'espérance qu'en effet l'ambassadeur pourrait mieux à Paris hâter la conclusion d'un traité de paix avantageux pour la Porte et pour l'amitié qu'elle désirait conserver à la France. La séparation de Sébastiani et du divan fut cordiale ; le sultan lui donna un cheval richement caparaçonné, une boîte enrichie de diamants pour Champagny, l'assurance que la Porte resterait fidèle au système français.

L'ambassadeur fut instantanément remis sur pied par la nouvelle de son rappel ; sa santé se rétablit comme par miracle. Il quitta Constantinople le 27 avril. Il était le 4 mai à

1. Corr. de Turquie, Dépêche de Champagny, 17 mars-3 avril 1808.

Bucharest ; il y entretint un moment avec le maréchal Prosorovitch les relations les plus agréables, obtint de lui des facilités pour le commerce français avec la Turquie le long du Danube, et se remit en route avec une hâte joyeuse, sans crainte de se fatiguer : « Je marcherai rapidement pour rejoindre Sa Majesté et mettre à ses pieds mon respect et mon dévouement. Si j'ai le bonheur de trouver mon auguste maître à l'armée, je donnerai avec empressement pour son service une vie qu'il a comblée d'honneurs et de biens. Je dois tant à Sa Majesté que je ne sais comment pouvoir lui exprimer ma reconnaissance respectueuse. Que Votre Excellence soit mon interprète ; les bienfaits de Sa Majesté ont dans tous les temps surpassé mes désirs, mes espérances et mes vœux. Je suis l'ouvrage de sa bonté ; je consacre mon existence à chercher de la mériter[1]. »

Il revint par le sud de l'Allemagne. Il arriva à Paris le 12 juin. L'Empereur et Champagny étaient alors à Bayonne. M. de La Blanche reçut de là l'autorisation d'aller passer quelque temps dans sa famille, « Sa Majesté n'ayant pas actuellement le temps de s'occuper de la Perse[2]. » L'Empereur n'avait pas non plus le temps de s'occuper de la Turquie ; il regardait vers l'Espagne : elle allait retenir son attention plus longtemps qu'il ne le croyait.

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Sébastiani, de Bucharest, 5 mai 1808.

2. *Id.*, *id.*, Champagny à La Blanche, juin 1808.

CHAPITRE VIII

LA MISSION GARDANE EN PERSE

(Décembre 1807-Février 1809)[1].

I. — Les travaux de la mission Gardane.

Gardane. — Les membres de sa mission. — Arrivée à Téhéran (4 décembre 1807). — Accueil chaleureux. — Négociation d'un traité de commerce entre la France et la Perse. — Occupations des officiers français. — Études sur les ressources du pays, sur la situation des chrétiens. — Instruction de l'armée persane. — Le lieutenant Fabvier et la fonderie de canons d'Ispahan. — Mauvaise volonté de quelques ministres du schah. Etude et exploration des routes de la Perse, dans la vue d'une expédition française sur l'Inde.

II. — La rivalité anglo-française en Perse.

La santé de Gardane. — Heureuses dispositions du prince héritier Abbas-Mirza. — Difficultés à la frontière turco-persane. — Les Wahabites aux environs de Bagdad. — Débarquement des Anglais à Bender-Bouchir.

La mission de Sir Harford Jones. — Feth-Ali compte sur l'alliance française pour obtenir la restitution de la Géorgie. — L'alliance franco-russe inconciliable avec l'alliance franco-persane. — Premiers mécontentements à la cour de Téhéran.

III. — Échec de la mission Gardane.

Les hostilités recommencent entre les Russes et les Persans. — Défaites des Persans autour d'Érivan. — Colère du schah. — Audience de Feth-Ali à Gardane (24 janvier 1809). — Départ de Gardane (13 février). — Arrivée de Jones (14 février). — Rupture des relations de Napoléon avec la Perse. — Alliance anglo-persane.

1. Ce chapitre a paru en un article de la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. II, an. 1900-1901.

I. — Les travaux de la mission Gardane.

La mission Gardane avait été envoyée en Perse avant la bataille de Friedland et le traité de Tilsit. Elle avait été conçue par Napoléon comme une diversion contre la Russie, comme un élément de son grand plan de campagne de 1807, et ensemble comme une menace contre l'empire anglais de l'Inde.

Quand elle arriva en Perse après un long voyage, elle s'efforça en effet d'exciter les Persans contre la Russie et elle entretint les hostilités dans la région du Caucase ; elle donna même aux troupes de Feth-Ali, autant qu'elle le put, les moyens de lutter mieux contre les généraux russes ; ainsi elle fut en contradiction absolue avec la politique nouvelle de l'alliance franco-russe. Cela s'explique en partie par l'éloignement du pays où elle agissait et par la lenteur et la difficulté des communications avec l'Europe ; cela s'explique aussi par la pensée que garda Napoléon de contenir partout la Russie et d'entraver ses moyens d'action contre la Turquie ; dans le même temps, il détournait son allié le tsar sur la Suède. Elle confirme tout ce que nous avons observé à cet égard dans la politique européenne de l'Empire et prouve à son tour que la Russie demeura la rivale et non vraiment l'alliée de la France. — D'autre côté, elle étudia les moyens d'envahir les Indes orientales et fit tous ses efforts pour y entraîner le gouvernement de Téhéran ; elle n'y réussit pas. Du moins, elle inquiéta les Anglais et les obligea à porter leur attention au delà de la Méditerranée, hors de l'Europe, non pas autant que Napoléon l'eût désiré.

Son activité la plus grande se place au milieu de l'année 1808, dans le temps où Sébastiani était obligé, par les circonstances autant que par la maladie, de quitter Constantinople, c'est-à-dire dans le temps où le grand système napoléonien qui liait à l'empire français la Turquie et la Perse, sur une gigantesque ligne de l'ouest à l'est, était déjà compromis par le milieu ; en sorte que la mission Gardane se trouva de

bonne heure « en l'air », coupée pour ainsi dire de communications avec sa base, presque sacrifiée par l'Empereur, vouée à l'échec. Elle a donc pour intérêt unique de marquer le point extrême où quelque temps s'était portée la pensée politique de Napoléon, un jalon lointain qu'il ne put pas atteindre, qu'il ne put même pas solidement fixer.

Gardane partit de Varsovie le 8 juin, au moment même où se dessinait la campagne de Friedland. Le 27, il était à Témesvar ; il y fut retenu par les opérations des Russes aux environs des Portes de Fer. Il arriva à Widdin le 6 août, à Constantinople le 23. Il y reçut de Talleyrand[1] des renseignements officiels sur le traité de Tilsit ; car le caractère de sa mission s'en trouvait quelque peu modifié : il faut qu'il assure aussi la paix entre la Perse et la Russie ; il n'a pas été question de la Perse au traité de Tilsit, parce que le traité de Finkenstein n'est pas encore ratifié ni même connu du gouvernement de Téhéran, et qu'on n'a pas voulu compliquer inutilement les négociations ; d'ailleurs les différends sont faciles à arranger entre la Perse et la Russie. — Talleyrand en parlait un peu légèrement. — Il ne s'agit donc plus que de la guerre contre l'Angleterre : tous les ports de l'Europe lui sont fermés ; il faut que la Perse observe aussi le blocus continental. Cela rapprochera l'époque de la paix maritime.

C'est à Constantinople que Gardane organisa définitivement sa mission[2]. Il emmenait avec lui son frère Ange Gardane comme premier secrétaire de la légation, Rousseau fils comme deuxième secrétaire, deux drogmans et notamment Jouannin, revenu depuis peu de Téhéran à Constantinople, l'archéologue Lajard et plusieurs officiers soigneusement choisis, les capitaines Bianchi d'Adda, Bontems, Lamy, Thuillier, Trézel, Verdier, les lieutenants Fabvier et Reboul[3]. Accompagnés de Mirza-Riza khan, qui regagnait son pays, ils partirent de Scutari le 10 septembre 1807, pour atteindre la

1. Correspondance de Perse, 26 août 1807.
2. Cf. A. Debidour, *Le général Fabvier* (*Annales de l'Est*, juillet 1887).
3. Cf. leurs nominations et leurs traitements, Arch. Nat. AF, IV, 1686, plaquettes 1700, 1730, 1734, 1745, 1746.

Perse directement par l'Arménie. Il leur fallut trois mois pour arriver à Téhéran.

Car l'Asie turque manquait presque totalement, comme elle manque toujours, de routes et de ponts sur les rivières : on ne trouvait aucunes ressources dans les villages ; on constatait partout l'anarchie, aussi complète dans les provinces d'Asie que dans celles d'Europe : le sultan désobéi, comme ignoré ; les pachas indépendants dans leurs provinces respectives ; les villages, au milieu des terres les plus fertiles, ruinés par les exactions des gouverneurs, par les pillages des bandits, surtout des Kurdes. D'ailleurs, si les Français étaient assez bien vus par tous ces chefs, il n'en était pas de même des Persans qui accompagnaient l'ambassadeur ; Gardane et ses officiers durent souvent tirer l'épée pour arracher les gens de Mirza-Riza aux outrages et aux coups des Turcs. Ils furent bien reçus à Erzeroum par le pacha Yousouf, celui-là même que Kléber avait vaincu à Héliopolis en 1800 ; il n'avait conservé que de l'estime et de l'admiration pour les Français.

Au milieu de difficultés qui croissaient à mesure qu'on avançait vers l'est, à travers un pays de villages brûlés, de couvents en ruines, la mission franchit la frontière persane au commencement de novembre. Elle fut bientôt à Tauris, où elle fut fêtée par Abbas-Mirza, qui y avait le centre de son gouvernement, le quartier général de l'armée qui opérait de temps en temps contre les Russes. Le prince retint auprès de lui le capitaine Lamy, pour l'aider à instruire ses troupes à l'européenne.

Elle arriva enfin à Caswin, tout près de Téhéran ; il lui fallut s'y arrêter quatre jours ; car, écrit le lieutenant Fabvier, « Sa Hautesse le Schah, le Padischah, le refuge du monde, l'un des pôles du globe, ombre de Dieu, et vingt ou trente autres noms que j'ai oubliés, avait lu elle même dans les astres que l'ambassade française serait malheureuse si elle entrait à Téhéran tout autre jour que le 4 décembre. Après avoir bien pesté contre le frère du soleil et de la lune et ses connaissances astrologiques, il a fallu se résigner et le général Gardane, rossignol de la sincérité, est heureusement arrivé, par une belle et bonne pluie, malgré les traverses du corbeau

de la perfidie, à la résidence du chef du siècle[1] ». C'est le 4 décembre en effet que les Français firent leur entrée solennelle dans la capitale de Feth-Ali, au milieu d'une affluence de peuple extraordinaire, escortés des plus brillants corps de la cavalerie royale.

La mission Gardane fut chaleureusement accueillie en Perse. Le général fut l'hôte du grand-vizir Mirza-Chefy ; ses compagnons furent logés dans la maison d'un riche seigneur de Téhéran, qui dut leur laisser la place et chercher refuge ailleurs.

Tout réussit d'abord merveilleusement à l'ambassadeur de Napoléon. Le traité de Finkenstein fut ratifié aussitôt ; sans doute, Feth-Ali tenait à s'assurer sans tarder les bénéfices de l'article 4 qui lui garantissait l'intégrité de ses États et notamment la restitution de la Géorgie. — Une convention militaire fut bientôt signée : le schah achetait à la France 20 000 fusils, livrables à Bender-Bouchir, payables à la livraison, en argent ou en vivres selon les circonstances. Le schah demandait en outre à son illustre allié de lui envoyer des ouvriers drapiers, des peintres, imprimeurs, verriers, horlogers, menuisiers, etc.[2]. — Un traité de commerce fut immédiatement négocié, confirmant les conventions de 1708 et de 1715. L'îlot de Kharek dans le golfe Persique serait cédé à la France dès l'exécution de l'article 4 du traité de Finkenstein.

A la première audience où il fut reçu par Feth-Ali, avec des honneurs exceptionnels, Gardane fut décoré de l'ordre du Soleil de première classe ; son frère, Rousseau, Lajard, Jouannin, Bontems, Verdier, Bianchi d'Adda, Fabvier, Reboul, eurent le Soleil de deuxième classe. « Sa Hautesse, écrit à ce propos Fabvier, pour me faire connaître à quel point elle estime mon mérite, moi rayon de l'Occident qui vient briller jusqu'en Orient, a voulu, par cette faveur immense, m'élever des poissons à la hauteur de la Lune.

1. *Lettre de Fabvier à son père*, 15 décembre 1807. — Cf. A. Debidour, article cité, sur le général Fabvier.

2. Correspondance de Perse, 21 janvier 1808.

Quand j'aurai le premier ordre, je serai à celle du Soleil[1]. »

Le grand-vizir Mirza-Chefy profite du départ d'Asker-khan, envoyé en ambassade à Paris, pour ouvrir avec Champagny une correspondance amicale ; il se félicite de cette « circonstance favorable pour dévoiler aux yeux de Votre Excellence les charmes et appas de la nymphe de l'amitié que nous lui avons vouée[2] ». Le schah serait heureux d'envoyer auprès de Napoléon son plus jeune fils, âgé de six ans, pour recevoir à Paris une éducation française, ou du moins il réserve à son grand ami une garde d'honneur de 60 cavaliers persans, armés de lances, de boucliers, couverts de cottes de mailles, montés sur des chevaux entiers, ajoute Gardane, qui seraient utiles aux haras français.

Plus tard, quand l'été fut venu et que le schah alla passer quelque temps à sa résidence de Sultanié, Gardane fut du voyage, et eut le long de la route de fréquents entretiens avec le souverain. C'est là que, le 15 août, fut célébrée solennellement la fête de Napoléon ; il y eut de brillantes manœuvres des troupes nouvellement organisées à Tauris par le capitaine Verdier. Il y eut un *Te Deum*, des salves d'artillerie ; le second drogman, de Nerciat, composa pour la circonstance des strophes poétiques. Peu de jours après, on fêta aussi l'anniversaire de la naissance de Feth Ali, qui regardait comme « une prédestination céleste le rapprochement de ces deux époques ». — « Grâce au Dieu sublime et très saint, écrivait le schah à Napoléon, toutes les affaires de la Perse coulent au gré des souhaits de notre cœur affectueux, et la coupe des intentions de l'amitié contient à pleins bords le nectar du succès[3]. »

Cependant la mission travaillait beaucoup, avec une sorte de fièvre ; Gardane n'oubliait pas que Napoléon lui avait donné quatre mois pour étudier la Perse, et se persuadait sans doute que l'année ne s'écoulerait pas sans que la grande entreprise de l'Inde fût commencée. En vérité il fut, avec ses

1. Lettre de Fabvier à son frère (article cité de M. Debidour).
2. Correspondance de Perse, 23 février 1808.
3. *Id.*, 1er juin 1808.

officiers, le premier Européen qui connût la Perse, il en fit comme la découverte, et son séjour en Perse, malheureux au point de vue politique, n'en est pas moins le premier contact de l'Occident avec l'Iran; ce fut un des éléments essentiels de la connaissance de l'Asie au XIXe siècle. Dès lors l'attention de l'Europe ne s'en détacha plus; d'autres Français après lui continuèrent glorieusement son œuvre d'exploration scientifique.

Dès le mois de janvier, Niebuhr lui faisait demander par Champagny des renseignements sur les antiquités historiques de la Perse; nous ignorons quelle réponse il y fit. Il apparaît qu'il eut peu de temps à consacrer à ce sujet; il avait à traiter des questions plus pratiques et plus pressantes.

Le ministre de l'Intérieur, Crétet, lui avait demandé comme un « service éminent » des renseignements sur l'animal qui donne les précieux châles de Cachemire : « Est-il de l'espèce du mouton ou de la chèvre ? En pourrait-on avoir des individus mâles et femelles ? » Gardane répondit, dans un mémoire complet, que cet animal est une chèvre du Thibet, de la région de Lhassa, que son poil est particulièrement fin et moelleux, mais qu'elle n'est pas transportable; même pour aller seulement de Lhassa à Cachemire, de 100 chèvres il en meurt 20. Il vante à la même occasion la laine des chèvres de Kirman en Perse, celle encore des chèvres blanches d'Angora, et estime qu'on pourrait les acclimater plus aisément [1].

Une autre fois, il s'étend en considérations précises sur la condition économique de la Perse. Téhéran fait peu de commerce; la concurrence y est impossible contre les marchands qui ont le monopole des fournitures de la cour impériale; Ispahan offre plus de ressources : on y vend les laines de Kirman, les tapis de Yezd. Recht et le Ghilan sont assez riches aussi. Tout le commerce avec l'Inde se fait par Bender-Bouchir, et non par les routes de l'Afghanistan; il est aux mains des Anglais, qui apportent du sucre, des épices, des drogues, des mouchoirs, etc. Tout le commerce de la Cas-

1. Correspondance de Perse, 23 février 1808.

pienne est aux Russes, qui apportent par Astrakhan des couteaux, des ciseaux et autres « clincailleries ». Les affaires se font, à l'intérieur, surtout par les Arméniens, qui sont malheureusement « portés par nature à la fraude[1] ». Gardane pourtant ne désespère pas qu'on puisse établir une route commerciale par Bagdad, Alep et Alexandrette vers la Méditerranée ; mais il faudrait que le pays turc fût plus sûr.

Le cardinal Fesch voulait être éclairé sur la situation des chrétiens dans ces régions ; Gardane lui répond qu'il n'y a presque plus de catholiques en Perse. Il y a quelques Nestoriens dans les montagnes de l'Azerbaïdjan ; leur couvent principal est à Mardine ; ils ont une grande haine des Turcs, beaucoup d'affection pour les Français ; il y aurait quelque intérêt à s'unir avec eux[2]. D'autre part les quelques chrétiens que Fabvier connut à Ispahan ne lui inspirèrent aucune estime ; ce n'étaient que des marchands sans conscience ou des prêtres sans tenue ; quelques moines arméniens y menaient une vie si peu édifiante qu'il préférait n'en pas parler ; le Père Joseph, un missionnaire catholique dont Fabvier entendait la messe chaque dimanche, n'était qu'un « vieil ivrogne assez méprisable[3] ».

La mission avait avant tout un intérêt militaire, et Gardane y apporta tous ses soins. Il fallait instruire l'armée persane à l'européenne pour qu'elle fût une digne avant-garde de la future expédition française. Il y avait fort à faire à cet égard.

La cavalerie était assez bonne ; elle comptait 144 000 hommes, peu disciplinés, mais excellents cavaliers. — Il y avait 60 000 hommes d'infanterie ; mais ils n'avaient aucune valeur ; ils étaient armés de vieux fusils très lourds, qu'il fallait appuyer, pour viser, sur une longue fourchette à charnière. L'artillerie n'existait pour ainsi dire pas ; il y avait 2 500 artilleurs ; mais leurs vieux canons étaient traînés par des bœufs ; les boulets éclataient presque toujours en sortant de

1. Aff. Etr. Corr. de Perse, 28 mai 1808.
2. *Ibid.*, 24 août 1808.
3. Lettre de Fabvier à sa mère, 16 mai 1808. — Cf. l'article de M. Debidour.

la bouche, et tuaient plus de Persans que d'ennemis. Il y avait aussi un certain nombre de fauconneaux, du calibre de 1 1/2, portés par des chameaux : à un signal de son conducteur, le chameau s'agenouille, on tire, le chameau se relève ; la bête porte aussi deux sacoches pour la poudre et les balles ; elle est à la fois l'affût et le caisson ; mais si elle est blessée, elle devient furieuse, se précipite à travers la troupe, y jette le désordre, et cela est le cas le plus ordinaire[1]. Il vaudrait mieux que le schah n'eût pas d'artillerie. Il n'y avait en Perse qu'un seul canon à peu près bon, il avait été pris aux Russes ; Feth-Ali en était très fier ; aussi le gardait-il près de lui, à la cour, et il s'amusait quelquefois à le pointer et à le tirer lui-même.

Pendant que quelques-uns des officiers de Gardane, notamment Verdier et Lamy, entreprenaient l'instruction des troupes d'Abbas-Mirza et s'efforçaient de constituer peu à peu un noyau solide de troupes disciplinées, le lieutenant Fabvier fut chargé d'établir à Ispahan une fonderie, et de construire 30 canons semblables à celui dont le schah était si fier[2]. Fabvier s'installa à Ispahan dès le commencement de février. Il n'y trouva rien qui pût l'aider à accomplir sa tâche, aucun atelier, point d'ouvriers, point de matériaux, beaucoup de mauvaise volonté de la part des fonctionnaires royaux, surtout de ceux qui lui témoignaient ouvertement les meilleures dispositions. Il lui fallut tout improviser, se faire lui-même menuisier, charron, fondeur, déjouer les intrigues de ses ennemis cachés, veiller presque nuit et jour sur ses instruments pour qu'ils ne fussent point volés ou brisés, user d'audace et même de violence avec ses ouvriers secrètement payés pour faire manquer sa besogne, lutter personnellement contre le gouverneur Hadji-Mohammed-Hussein-khan, pour avoir le moyen d'achever ses travaux. Il est incroyable qu'il ait pu vaincre tous ces obstacles et construire en cinq mois une vingtaine de canons. Il eut la grande joie de célébrer, le 15

1. Correspondance de Perse, 26 janvier 1808. — Note de Gardane sur l'armée persane.

2. Cf. pour les travaux de Fabvier à Ispahan l'article cité de M. Debidour.

août, la fête de l'Empereur, aux salves répétées de son artillerie, qui, au grand étonnement des spectateurs, ne tua personne parmi ses servants. Il fallut encore, quand le schah demanda le transport de ces canons à Téhéran, construire tout le matériel roulant, dresser au trait les chevaux nécessaires, aménager des chemins pour les y faire passer. Arrivé à Téhéran, il n'eut aucun remerciement ; on éprouva ses pièces ; on fit, dit-il, l'impossible pour les casser ; puis on les enferma dans des magasins, et il se trouva aussi avancé que s'il n'avait rien fait de toute l'année[1]. Il est vrai qu'on était alors au mois de décembre, et que les relations étaient assez tendues entre la mission française et le gouvernement du schah.

Gardane étudia avec le plus de soin les routes de la Perse et les préparatifs d'une expédition vers l'Inde. C'est l'objet essentiel de sa correspondance avec Paris. Il fit relever par ses officiers les itinéraires exacts de toute l'Asie antérieure. Bianchi d'Adda dressa le plan de la route de Scutari à Téhéran, par Alep et Bagdad. Fabvier connut très bien celle de Téhéran à Ispahan. Trézel parcourut celle de Bagdad à Ispahan, puis d'Ispahan à Chiraz, de Chiraz au golfe Persique ; Thuillier fut ensuite envoyé dans la direction de Méched.

D'après cela, Gardane dressa lui-même tout un plan de campagne vers l'Indus. Si l'on prend la route de terre, il faudra quitter Alep en mars ; il y a cinq journées d'Alep à Bir sur l'Euphrate ; puis on poussera par Bagdad, Bassorah, Bender-Bouchir, Chiraz, Yezd ; mais la route sera mauvaise pour les canons, et les Anglais pourront jeter des troupes sur la côte du golfe Persique ; il vaudrait mieux, de Bagdad, prendre par Ourfa, Hamadan, le Khorassan et Hérat ; il y aurait de sept à huit mois d'Alep à l'Indus. — Si l'on peut passer par la mer Noire et Trébizonde, on pourra conduire une partie de l'armée par Erzeroum, Van, Hamadan, Yezd et Hérat, l'autre par Tauris, Téhéran, le Khorassan et Hérat ; de Trébizonde à l'Indus, il faudra de cinq à sept mois. On

1. Lettre de Gardane à son frère (15 janv. 1809). — Cf. Debidour.

aura, à Hérat, un excellent point de concentration ; si l'on s'accordait avec les Russes, ils pourraient accumuler des munitions et des vivres à Astérabad, près de la mer Caspienne, et ce serait très précieux. — Pour ce transport de troupes, il y aura beaucoup de précautions à prendre ; il faudra toujours un cheval ou une autre bête de somme pour deux hommes, des capotes spéciales contre le froid de la nuit ; beaucoup de biscuits, car ces peuples n'entendent rien aux subsistances. D'ailleurs, les habitants fuiront et ne laisseront que des villages en ruines. Il faudra beaucoup de paille hachée, il n'y a pas d'autre fourrage. On pourra fabriquer sur place des canons, des boulets, de la poudre ; il y a en Perse du salpêtre de très bonne qualité.

A partir de Hérat, la route sera sans doute facile par Caboul et Peichawer ; on peut compter sur les tribus de la région de l'Indus qui détestent les Anglais et fourniront des troupes. Decaen, de l'île de France, pourrait débarquer, au nord de Bombay, 12 ou 1 500 créoles. On constituerait ainsi vers Lahore une redoutable armée de Persans et Hindous solidement encadrés de soldats et d'officiers européens, et l'Inde serait à la merci de Napoléon.

Le prince du Sind, Mirgolam-Ali-khan, écrit à Napoléon, se plaint de la méchanceté des Anglais, de leur duplicité, exprime son désir « d'ouvrir avec les Français les portes de la correspondance[1] ». Les Sykhs de l'Indus sont en guerre contre les Anglais et peuvent réunir 50 000 cavaliers. Un prince afghan, Darab-Mirza, dépossédé du trône de ses pères à Caboul, demande le secours de la Perse et de la France, assure l'appui de nombreux partisans dans son pays. Le schah est disposé à marcher, au moins jusqu'à Delhi : « En deux ans, dit-il, les Anglais seront expulsés de l'Inde, et cette misérable nation de marchands n'aura plus alors l'audace de venir traiter d'égal à égal avec les rois. » — « L'expédition de l'Inde est à Téhéran dans toutes les têtes[2]. » Qu'une armée française paraisse, et toutes ces bonnes volontés se

1. Correspondance de Perse, 26 janvier 1808.
2. *Id.*, 4 mai 1808.

serreront autour d'elle, et elle fera jusqu'à l'Indus une marche triomphale ; devant Napoléon s'ouvrira la route d'Alexandre le Grand. Ce sera la plus merveilleuse page de l'histoire.

II. — La rivalité anglo-française en Perse.

Tout cela ne fut que rêve et chimère, et la raison en est simple : l'alliance française ne donna au roi de Perse rien de ce qu'il en espérait, n'écarta même pas de lui les outrages des Russes ; elle lui parut bientôt inutile et odieuse, et Gardane ne tarda pas à se heurter à d'insurmontables difficultés.

En eut-il dès le début le pressentiment ? Les modifications apportées aux conditions du traité de Finkenstein par le traité de Tilsit lui parurent-elles tout de suite capables de compromettre sa mission ? — A peine était-il à Téhéran qu'il sollicitait son rappel. Le 24 janvier 1808, il envoyait à Paris un certificat de son médecin Salvatori, constatant qu'il était « dans un grave état de dépérissement, à cause du climat malsain et humide », et qu'il était indispensable qu'il quittât au plus tôt ce pays[1]. En avril, le général se plaignait lui-même que ses appointements fussent insuffisants, « car on ne peut sortir qu'à cheval, avec beaucoup de domestiques ; ... la plupart des Français ne se plaisent pas en Perse ; pour moi, en particulier, un coup de feu très grave que j'ai reçu jadis à la cuisse gauche fait qu'elle dépérit sensiblement dans ce mauvais climat[2] ». Le 8 juillet, Mme Gardane, retirée à Lincel, près de Manosque, écrit à l'impératrice pour obtenir le retour de son mari : « l'air de Téhéran lui est tout à fait contraire ; il souffre beaucoup de douleurs rhumatismales ».

Aussi bien, même dans les premiers temps, la situation n'était-elle pas à Téhéran aussi favorable qu'elle le pouvait paraître d'après les cordiales réceptions du schah. Tous les

1. Aff. Etr. Corresp. de Perse, 24 janvier 1808.
2. *Ibid.*, 5 avril 1808.

Persans, dans l'entourage de Feth-Ali, n'étaient pas également dévoués à l'alliance française, et les intrigues continuelles de l'Angleterre trouvaient des oreilles complaisantes. Il paraît bien que le schah fut, dès l'abord au moins, tout à fait disposé à une entente cordiale avec Napoléon ; le grand-vizir Mirza-Chefy n'eut aussi que d'excellents rapports avec la mission française. Le prince héritier Abbas-Mirza fondait personnellement de grandes espérances sur cette nouvelle politique : il comptait qu'elle lui assurerait la Géorgie et agrandirait ainsi considérablement son gouvernement de Tauris ; elle lui assurait déjà, grâce à l'activité des capitaines Verdier et Lamy, une petite armée mieux disciplinée et plus redoutable.

Aussi écoutait-il volontiers les récits qu'on lui faisait de la grandeur de l'empereur des Français ; il lisait avec plaisir la lettre que lui adressait de Constantinople La Tour-Maubourg, l'un des secrétaires de Sébastiani : « Tous les potentats de l'Europe, savoir trois empereurs, neuf rois, un nombre égal de souverains dont le titre est moins élevé, sont unis intimement à la France. Le continent est fermé aux marchands anglais, même l'Amérique. Napoléon le Grand vient d'être pris pour arbitre par les rois d'Espagne ses voisins. Le père et le fils se disputaient la couronne. Des guerres civiles allaient ensanglanter leurs provinces. Ils ont jugé à propos de renoncer l'un et l'autre au trône, et de remettre au génie de l'empereur Napoléon le soin de choisir un souverain pour leur empire [1]. »

Abbas constatait avec intérêt que Napoléon était assez fort pour disposer des plus illustres couronnes. Il estimait que l'appui d'un tel homme faciliterait sa propre succession au trône de son père. Certes, il était le fils favori de Feth-Ali, et il avait été désigné comme héritier par son oncle Aga-Mohammed-khan, le précédent roi de Perse. Mais il avait un frère aîné, Mohammed-Ali, écarté du trône parce que sa mère n'était pas de l'impériale tribu des Kadjars, mais assez ambitieux pour ne pas renoncer à faire valoir un jour son droit d'aînesse. Comme Abbas se fortifiait de l'influence de la

1. Correspondance de Perse, 26 juillet, de Constantinople.

France, Mohammed-Ali comptait davantage sur l'Angleterre. Gardane prévoyait qu'à la mort de Feth-Ali, la Perse serait déchirée par des guerres entre ses fils, les schah-zadés ; il citait un mot du schah lui-même : « Après moi, l'empire sera au plus fort. » Il craignait que ces discordes ne livrassent la Perse à l'action de la politique russe[1]. Il ne se trompait pas tant.

Il avait d'autres sujets de préoccupations. Napoléon était à la fois l'allié du sultan et du schah ; il était aussi difficile de maintenir la paix entre le sultan et le schah, qu'entre le schah et le tsar, qu'entre le tsar et le sultan. Ces éléments de la grande politique napoléonienne étaient réfractaires à toute durable combinaison. Les Persans convoitaient Bagdad, et se mêlaient volontiers à toutes les querelles de frontières que produisaient sans cesse les ambitions rivales des pachas turcs de l'Irak-Arabi. A la mort du gouverneur de Bagdad, Ali pacha, toute la province fut troublée ; le neveu du défunt, Soliman, ne fut nommé pacha par le sultan de Constantinople que sur les instances de Sébastiani, et l'ordre se rétablit un peu. Cela n'empêcha pas le nouveau gouverneur de laisser beaucoup d'influence aux Anglais, et notamment au consul, M. Rich : car il redoutait leur puissance dans le golfe Persique, et il craignait qu'ils ne lui prissent Bassorah, et n'encourageassent les Arabes à la révolte.

Cependant Abdurraman, pacha de Souleimanié, tout à la frontière persane, lui refusa obéissance, et, appuyé par de nombreuses bandes de Kurdes, lui déclara la guerre. Le gouvernement de Téhéran envoya aussi 12 000 cavaliers dans le Kurdistan. Gardane fit des observations au grand-vizir, qui le tranquillisa sur ses intentions : il ne s'agissait que de protéger les Kurdes, qui voudraient se réfugier dans la province persane de l'Azerbaïdjan. D'ailleurs Abdurraman fut battu, chassé de son gouvernement, et toute la province rentra dans la paix. Soliman pacha resta dévoué à l'influence anglaise ; car il attribua l'intervention des Persans aux conseils de la mission française de Téhéran. Surtout il craignait les Anglais plus que les Français.

1. Corr. de Perse, 16 octobre 1808.

L'action de la politique anglaise pénétrait partout dans ces régions, et profitait de la réelle indépendance des pachas. Elle gagnait à ce moment la Porte elle-même. Elle s'imposait à la fois au sultan et aux chefs rebelles à l'autorité du sultan, et coupait d'habiles intrigues tous les efforts que faisait Napoléon pour pousser son influence dans le Levant et l'Orient. Le monde entier était comme le champ de cette bataille de géants.

Les Anglais réussirent même à s'entendre avec les Wahabites, restés très redoutables sur les côtes du golfe Persique [1]. Gardane craignait qu'avec eux les Anglais ne parvinssent à rentrer en Égypte, ou du moins à s'emparer de Bagdad, d'Alep, de Damas ; « alors ils n'auraient plus besoin de la Turquie pour leurs communications avec l'Orient ».

Or, ils ramenaient à ce moment la Turquie dans leur alliance ; ils enveloppaient partout les efforts de la France du réseau serré de leur multiple activité. Ils reparaissaient plus audacieux dans le golfe Persique, assiégeaient Téhéran de leurs intrigues et de leurs présents, comptaient que l'accord de la France et de la Perse ne durerait pas plus que l'accord de la France et de la Turquie, puisque la France était devenue l'alliée des Russes, ennemis de la Turquie et de la Perse.

Dès le mois d'avril 1808, Sir Harford Jones s'approchait de la Perse « avec des richesses immenses et une grande scélératesse [2] ». Malcolm était en mai à Bender-Abbas, et faisait passer des émissaires à Téhéran, malgré la surveillance très éveillée de Gardane [3]. L'ambassadeur redoutait les ruses de ses ennemis, et l'avidité des conseillers de Feth-Ali : « Cette cour avare voudrait bien recevoir l'ondée d'or de Malcolm. » Il dut menacer de quitter aussitôt Téhéran, si les avances des Anglais étaient accueillies.

1. Correspondance de Perse, 10 août, 16 octobre 1808. — Cf. pour les Wahabites, ci-dessus, ch. 1er.

2. Correspondance de Perse, Gardane à Champagny, 24 avril 1888, — 6 mai 1808.

3. Voir une première intervention de Sir John Malcolm, plus haut, page 172.

Ils essayèrent de s'imposer. Ils débarquèrent des troupes sur la côte de Bender-Bouchir ; ils tentèrent d'enlever l'îlot de Kharek. Le schah, qui alors n'était pas encore disposé à rompre avec la France, envoya contre eux le gouverneur de Chiraz, Ismaël-bey. Celui-ci les repoussa de Bender-Bouchir ; il eut là avec Malcolm une entrevue qu'il raconta aussitôt à Gardane[1]. Malcolm avait apporté 500 000 tonneaux de présents pour le schah et les ministres persans ; il offrait de faire la guerre à tous les ennemis de la Perse, même aux Russes ; il offrait encore de détruire Saint-Pétersbourg, la guerre dût-elle durer dix ans. Ismaël eut la grandeur d'âme de ne rien écouter ; il répondit au tentateur comme il convenait : « Malcolm n'osa résister ni montrer de contenance, et, appareillant pour les contrées infernales, on ne sait plus ce qu'il est devenu. »

Le schah pensa que Gardane serait content, et lui accorda à cette occasion une audience. Il s'y montra fier d'avoir eu le plaisir de canonner les Anglais et de rendre ce service à l'empereur Napoléon ; il lui assura qu'il demeurait ferme et constant dans ses résolutions contre eux, que dès ce moment Napoléon pouvait considérer l'île de Kharek comme lui appartenant, y envoyer des troupes pour en prendre possession, y former tel établissement qu'il voudrait[2].

Mirza-Chefy se hâtait, le même jour, d'annoncer la bonne nouvelle à Champagny : les Anglais ont voulu débarquer sur la côte du golfe Persique ; « mais les troupes persanes se sont portées sur cette côte avec la rapidité et le fracas d'un torrent débordé... Le bruit de leur venue a porté l'épouvante au milieu des perfides Anglais, semblables à une poignée de poussière qui, ne pouvant résister à la violence d'un vent impétueux, se disperse et se perd, ou à un vaisseau sans voiles, battu par les flots sur une mer irritée, qui erre au gré de la tempête après avoir perdu ses ancres, et qui va périr. Ils n'ont d'autre ressource que de retourner honteusement dans leur propre pays ». Le vizir se félicite à ce propos de

1. Corr. de Perse, 21-29 juillet 1808.
2. *Id.*, 24 août 1808.

ses excellentes relations avec Champagny ; « elles nous ont charmé au point que notre cœur, tel qu'un oiseau attiré par un appât enchanteur, est pour ainsi dire devenu la proie de Votre Excellence, et que notre amitié pour Elle n'est plus susceptible d'être dépeinte ». Il terminait en espérant que cette cordiale correspondance ne manquerait pas d'assurer l'évacuation du territoire persan par les Russes. — Gardane n'était pas dupe de toutes ces métaphores, et remettait aussitôt les choses au point. Il affirmait que dans les rapports d'Ismaël-bey ou de Mirza-Chefy, « tout n'était pas absolument véridique... Malcolm est peut-être retourné dans l'Inde, mais non les vaisseaux anglais, qui sont toujours dans le golfe Persique, avec Jones[1] ».

L'amitié de la France et de la Perse résista à ces premières menées des Anglais, mais non aux attaques des Russes. Gardane ne put vaincre cet obstacle.

Les hostilités entre les Persans et les Russes, d'ailleurs interrompues de fait depuis de longs mois, cessèrent officiellement au mois de février 1808. Ce fut le premier résultat du traité de Finkenstein et de la mission de Gardane. Le général russe comte Goudovitch admit l'ouverture de négociations avec le gouvernement de Téhéran, et il en précisa aussitôt les bases : la Russie exigeait pour frontière entre les deux États la ligne de la Koura, de l'Araxe et de l'Arpa-Tchaï ; il demandait que les pourparlers fussent activement poussés, menaçant de reprendre bientôt les hostilités si les Persans cherchaient à traîner les choses en longueur.

Feth-Ali veut justement gagner du temps, puisqu'il compte sur l'intervention de la France ; il veut recouvrer la Géorgie ; à cette seule condition, il consentira à préparer l'expédition de l'Inde ; il le déclare et le répète sans cesse à Gardane. Il admet d'ailleurs qu'il faille plusieurs mois pour que l'action de Napoléon se fasse sentir.

Le 2 juin arrive à Téhéran le lieutenant-colonel russe baron de Wrede ; il est reçu avec courtoisie, renouvelle énergi-

1. Corr. de Perse, 26 août 1808.

quement les propositions de son gouvernement. Le schah est disposé à s'en remettre à la médiation de Napoléon, qui s'exercera à Paris entre l'ambassadeur russe Tolstoï et l'ambassadeur persan Asker-khan. Et Mirza-Chefy écrit en ce sens à Champagny : « Voici le temps où les engagements que Sa Majesté a contractés avec notre gouvernement doivent recevoir leur exécution. » Il demande qu'une négociation soit ouverte à Paris sur cette base que chacune des puissances contractantes rentrera en possession de son ancien territoire. En attendant, un armistice va être négocié à Téhéran entre Gardane et le lieutenant-colonel de Wrede. Il sollicite une réponse rapide, et « la prompte guérison du mal de l'attente[1] ».

Un armistice d'un an fut en effet signé quelques jours après par Gardane et de Wrede. On dirait la répétition exacte de ce qui se passait en Turquie quelques mois auparavant.

Le 4 août, le chancelier Roumiantzov écrit à Goudovitch : l'Empereur de Russie refuse de ratifier un armistice d'un an, beaucoup trop long ; il laisse le général juge du moment opportun pour reprendre les hostilités. Il refuse aussi d'admettre la médiation de la France et la négociation à Paris, à cause des trop grandes distances : cela a été réglé à Saint-Pétersbourg avec l'ambassadeur de France. Il n'admet pas la moindre discussion sur la question de la Géorgie, qui est possession russe. Des prétentions avancées par la Perse sur cette province, l'empereur Alexandre est en droit de conclure que le dessein de la Perse est de continuer la guerre, qu'elle ne demande une trêve d'un an que pour réunir contre les troupes russes des forces qu'aujourd'hui elle n'est certainement pas en état de leur opposer. Il est évident que l'intérêt de l'Empereur est de ne pas le souffrir. Il préfère donc autoriser Goudovitch à continuer la guerre, plutôt que de la suspendre un an pour être obligé alors de la reprendre avec désavantage[2].

1. Correspondance de Perse, 1er-2 juin 1808.
2. *Id.*, 4 août 1808 : de Saint-Pétersbourg, Roumiantzov à Goudovitch.

Le problème qu'avait à résoudre Gardane était proprement insoluble. Il y fit pourtant de louables efforts, tenta du moins d'éviter tout accident grave, qui compromettrait le grand dessein de l'expédition sur l'Inde. Il fut du reste laissé pendant bien longtemps à ses seules réflexions, sans nouvelles de Paris. Il fit de son mieux.

Le 21 août, sur demande du vizir, il remit à la cour de Téhéran une note officielle ainsi conçue : « Le soussigné s'offre pour garant que, jusqu'à l'arrivée des réponses de la France et de la Russie, les Russes ne feront aucun mouvement hostile ni rien qui puisse troubler les relations des deux empires, pourvu que les troupes persanes s'abstiennent de toute hostilité et que Sa Hautesse observe fidèlement toutes les clauses de son traité d'alliance avec Sa Majesté l'Empereur des Français, roi d'Italie, et qu'elle continue la guerre contre les ennemis communs des deux empires. Mais si, contre toute attente, les troupes sous les ordres de M. le maréchal Goudovitch recommençaient les hostilités contre les Persans avant que les réponses de la cour de France fussent parvenues à Sa Hautesse, le soussigné s'engage à faire connaître l'état des choses à son auguste souverain, afin que Sa Majesté Impériale et Royale, instruite des événements, puisse en exiger une réparation éclatante[1]. »

Le 23 août, le premier vizir d'Abbas-Mirza s'engage, au nom de son maître, à empêcher tout dommage aux Russes et aux pays qui sont en leur pouvoir, et il ajoute : « Je jure devant Dieu que, si l'engagement que je viens de prendre n'est pas rempli dans toute sa teneur, je me soumets à souffrir les punitions et les supplices que Sa Hautesse jugera à propos de m'infliger. »

Cependant la cour de Téhéran commence à perdre patience, sentant le proche danger d'une nouvelle attaque de la Russie. Mirza-Chéfy rédige, le 24 août, le « Résumé des ordres et recommandations faites de vive voix par Sa Hautesse l'Empereur mon auguste maître, à Son Excellence M. le Général Gardane-khan, le modèle des grands qui professent

1. Correspondance de Perse, 21 août 1808.

la religion du Messie, auquel Sa Hautesse elle-même a adressé les paroles suivantes : — Nous avons rappelé les sentiments d'amitié échangés, la promesse de l'empereur Napoléon de faire rendre à la Perse les territoires occupés par les Russes, les bonnes dispositions du gouvernement persan à attaquer l'Inde. Nous avons pris la résolution suprême de délivrer l'Inde du joug de l'Angleterre. Nous avons établi des rapports avec les princes du Sind. Nous avons préparé l'occupation du Khorassan. Nous avons chassé les Anglais du golfe Persique. Nous avons contracté amitié avec le sultan de Constantinople, quoique jamais auparavant nous n'ayons eu aucune liaison avec lui. Nous avons fait taire nos légitimes prétentions sur Bagdad et l'Irak-Arabi. Nous avons cessé les hostilités avec les Russes, selon le désir de la France, quoique désormais nous ayons de ce côté des troupes bien armées et exercées. — Nous attendons toujours l'effet des promesses de l'empereur Napoléon. — Que veut-il donc ? — Les armées persanes sont réduites à l'inaction ; les Afghans se rapprochent de l'Angleterre ; le Khorassan est troublé ; les Wahabites sont séduits par l'or anglais. — Qu'il mette donc de la célérité à faire évacuer le territoire persan par les Russes. Sinon, nous ferons nos affaires nous-mêmes. Toutes ces lenteurs excitent une certaine inquiétude dans notre cœur[1]. »

III. — Échec de la mission Gardane.

La crise se déclarait. Le 2 septembre, Goudovitch, de son camp près de Tropi, écrit à Gardane, lui fait part des instructions de son souverain, de la nécessité où il va être de reprendre les hostilités, si la Perse ne traite pas sans délai sur les bases indiquées. Il s'adresse en d'autres termes à Abbas-Mirza ; il affirme le droit de la Russie victorieuse d'énoncer ses prétentions concernant les confins qu'il lui plaît de se donner. A ces conditions, elle veut bien rendre à la Perse la tranquillité. — L'empereur Alexandre renonce au Ghilan

1. Correspondance de Perse, 24 août 1808.

qui pourtant avait été conquis par Pierre le Grand. — Les prétentions qu'avance la Perse sont étonnantes ; on peut les regarder comme une véritable déclaration de guerre ; cependant, la Perse est dans une complète détresse ; les Anglais la menacent et lui prennent ses ports du golfe Persique. La Russie veut bien ne pas profiter de ce triste état, si le prince Abbas envoie aussitôt au camp russe des plénipotentiaires.

Abbas, furieux, déchire la lettre du général russe, concentre ses troupes au camp de Khoy, appelle de la cavalerie.

L'alarme est grande à Téhéran au reçu de ces nouvelles[1]. Le grand vizir fait appeler aussitôt Gardane, relève le ton inconvenant des sommations russes, prie l'ambassadeur de faire observer les articles 2, 3, 4 du traité de Finkenstein, en faisant les représentations nécessaires au comte Goudovitch : « Voilà, dit-il, l'occasion de montrer la sincérité des protestations d'amitié et d'union que vous avez si souvent faites au nom de votre auguste souverain. » Gardane promet de faire tous ses efforts pour empêcher une rupture. Mirza-Chefy le remercie, compte sur lui, car le schah est très mécontent ; il a menacé son vizir d'une disgrâce qui serait terrible. En même temps, le grand-vizir écrit à Champagny, demande des nouvelles, répète ses assurances amicales, souhaite que « la coupe de Son Excellence soit à jamais remplie du vin de la félicité ».

Feth-Ali lui-même écrit à Napoléon, le 22 octobre : « Il y a longtemps que nous n'avons reçu des lettres de notre auguste frère, que nous sommes privé d'une si douce lecture, que le gazon de l'intimité n'a pas été rafraîchi par une seule goutte de cette précieuse rosée... Il ne faut pas laisser périr le gazon des prairies de l'amitié, faute des ondées périodiques des pluies de la sincérité ; il ne faut pas priver des rubis d'une aimable correspondance les oreilles et le col de l'affection. »

La cour de France répond bien mal à ces instances. En juin, Champagny avait adressé à Gardane une courte note, où il affirmait que le traité de Finkenstein n'avait garanti à

1. Corr. de Perse, 3 octobre 1808.

la Perse que l'intégrité de son territoire actuel, et qu'alors elle avait déjà perdu la Géorgie, que, du reste, depuis Tilsit, la France ne s'engageait plus qu'à de bons offices et ne garantissait pas l'évacuation des pays occupés par les Russes.

Le 2 novembre, au moment où les Persans adressent à Napoléon de si pressants appels, Champagny déclare encore que les négociations entre la Perse et la Russie ne peuvent pas être conduites à Paris ; les distances sont trop considérables, et l'ambassadeur russe en France, le comte Tolstoï, n'a pas d'instructions de son gouvernement : « Cherchez donc, écrit-il à Gardane, à rapprocher les deux puissances, sans charger la France de l'embarras d'une discussion qui ne peut point l'intéresser personnellement et qui, d'ailleurs, ne pourrait qu'affaiblir ses rapports d'amitié avec la Perse, si elle ne se terminait pas au gré de cette cour. » Il annonce en outre que l'empereur Napoléon n'a pas encore ratifié la convention d'achat de 20 000 fusils par le roi de la Perse ; il attend l'avis du ministre de la Guerre. Il reproche à Gardane d'avoir signé un traité de commerce sans instructions suffisantes ; son projet d'ailleurs est moins avantageux que les traités de 1708 et de 1715.

Vraiment la mission de Gardane ne devenait point facile. Son ministre lui rejetait toutes les difficultés sur les bras avec une incomparable désinvolture.

Le même jour, Champagny adressait à Mirza-Chefy, à Abbas-Mirza, de banales assurances d'amitié qui ne pouvaient que les exaspérer. Le 5 novembre, il envoyait deux mots à Gardane au sujet de l'entrevue d'Erfurt, de l'harmonie de toutes les puissances de l'Europe, de la paix continentale, de la guerre maritime, de l'entreprise contre l'Espagne : « Toute l'attention de la France est tournée par là. » Le gouvernement français n'avait plus le temps de s'occuper de la Perse. Napoléon est obligé, pour l'instant du moins, de renoncer à son grand dessein sur l'Inde. Gardane se tirera d'affaire comme il pourra.

La guerre éclate de nouveau entre les Persans et les Russes[1].

1. Correspondance de Perse, 13 octobre 1808, Lamy à Gardane.

Le 2 octobre, Goudovitch lève son camp et se transporte à Pembek. Le 3, il est à Anamlou, le 4 à Ortnan sur la frontière. Le 10, il établit ses troupes aux Trois-Églises, à trois lieues et en vue d'Érivan ; il prépare l'attaque de la place. Abbas-Mirza veut se battre ; il écrit à Napoléon : « Lorsque l'aigle du désert se livre au sommeil, le faucon se garde bien de venir troubler son repos, et lorsque le loup se sent pressé par une faim dévorante, il ne s'approche pas du lion. Cependant le maréchal Goudovitch vient d'attaquer soudain Érivan ».

Aussitôt Gardane envoie M. de Lajard au camp russe, porteur d'une véritable sommation ; il notifie officiellement au comte Goudovitch que la Perse est alliée de la France, que la France a garanti l'intégrité du territoire persan, que toute attaque sera considérée comme une provocation à la France, qu'il faut attendre les communications que l'empereur Napoléon adressera à Saint-Pétersbourg. Cependant, il ne veut pas que des officiers français se trouvent aux prises avec les Russes, et il rappelle d'urgence Verdier et Lamy à Téhéran. La cour persane en témoigne quelque étonnement.

Les hostilités s'engagent[1]. Érivan est investi. 2 ou 300 cavaliers russes ont suffi à chasser tous les Persans de la rive gauche de l'Araxe. Le général-major Nebolsin se porte sur Nakchiwan, est attaqué par Abbas-Mirza ; les Persans sont battus, 3 000 sont mis hors de combat. Nakchiwan est enlevée. La consternation est générale au camp du prince ; Lajard y passe à ce moment, entend des paroles malsonnantes, sur la conduite de la France, les relève avec fermeté. Lajard offre à Abbas-Mirza de négocier une suspension d'armes avec les Russes, car il constate que l'armée persane est dans la plus déplorable situation.

Il est ainsi convenu. Lajard arrive au camp russe[2], est reçu par Goudovitch le 22 novembre, cause avec lui avant de lui remettre la sommation de Gardane. Le général russe ne veut rien entendre ; Érivan va être prise, et toute la gar-

1. Correspondance de Perse, 17 novembre 1808 : Lajard à Champagny, du camp de Caban-Bassan.

2. *Id.*, 24 novembre 1808 : Lajard à Gardane, d'Érivan.

nison passée au fil de l'épée. Si la Perse ne traite pas, la guerre continuera, et la Russie gardera tout ce qu'elle prendra ; elle prépare une flotte sur la mer Caspienne pour opérer une descente sur la côte persique. — Les garanties que le général Gardane a cru devoir donner à la Perse sont absolument incompatibles avec les ordres que Goudovitch a reçus de Saint-Pétersbourg. Gardane a tort de chercher à faire pencher la balance en faveur de la Perse ; il aurait dû rester neutre ; car, dans le traité de Tilsit, la Russie n'a pris aucun engagement à l'égard de la cour de Téhéran. — D'ailleurs, la France a bien d'autres embarras : l'Espagne est soulevée, l'Autriche arme, l'empereur Napoléon a besoin de l'amitié de la Russie, qui a d'ailleurs été resserrée étroitement à Erfurt. Gardane fera donc mieux de ne pas protester contre ce que font les Russes.

Lajard se retire ; il veut réfléchir avant de remettre au maréchal la protestation de Gardane ; il veut lire les gazettes que les Russes lui ont communiquées. Réflexions faites, il se décide à ne pas remettre sa protestation : ce serait une démarche inconvenante et parfaitement inutile ; il serait imprudent de troubler l'amitié de la France et de la Russie pour une alliance en somme secondaire. Le lendemain, 23 novembre, il revoit Goudovitch, ne lui remet pas la note de Gardane, le prie de considérer ce qu'il lui a dit comme confidentiel et nul. Ils échangent les meilleures paroles. Lajard va se retirer au couvent d'Etchmiadzin et s'y reposer ; il est malade et ne peut retourner pour le moment à Téhéran[1].

Le même jour, 23 novembre, Gardane dut supporter le choc de la colère de Feth Ali. Le schah l'avait fait appeler. Il lui demande s'il a enfin des nouvelles de France ; Gardane répond qu'il attend un courrier très prochainement. — Elles sont longues à venir, dit le roi, et nous craignons qu'elles n'arrivent que quand il n'en sera plus temps. Goudovitch s'est joué de la France et de la Perse. Verdier a été rappelé au moment où les nombreuses troupes qu'il avait formées avaient

1. Correspondance de Perse, 25 novembre 1808. — Lajard à Champagny, — même jour, Gardane à Champagny.

le plus besoin de lui. Lajard est parti depuis trente-six jours et on n'a aucune lettre de lui. Vraiment, l'empereur Napoléon abandonne ses alliés de singulière façon. — Gardane explique que Napoléon est en Espagne, mais que, quand il sera instruit de la conduite de la Russie, il en demandera une réparation éclatante ; semblable à la foudre, il tombera sur ses ennemis et les anéantira. — Pourquoi donc, réplique Feth-Ali, ce foudre n'a-t-il pas frappé depuis dix mois ? La gloire de Napoléon, si grande en Orient comme en Europe, va-t-elle donc s'éteindre et faire place au mauvais renom de n'avoir point tenu des engagements sacrés ? Les Anglais offrent des présents, des armes, des garanties contre la Russie ; ils sont tout près, ils menacent et ils promettent. Considérez notre position, au nord et au midi, les Russes et les Anglais également redoutables, l'éloignement et le silence de la France. Que nous conseillez-vous ? Pouvons-nous soutenir la guerre contre la Russie et contre l'Angleterre à la fois ? Répondez, général. — La Perse, répond Gardane, se repentirait si elle écoutait les propositions de l'Angleterre ; même si l'Angleterre lui faisait rendre la Géorgie, elle ne pourrait la garder qu'avec le consentement de l'empereur Napoléon. D'ailleurs, si un ambassadeur anglais était reçu à Téhéran, lui, Gardane, est bien décidé à se retirer aussitôt. — Le schah s'étonne que la France puisse songer à reprendre la Géorgie à la Perse, si celle-ci venait à l'obtenir. Il ne faut pas que Gardane parte : la Perse a fait tout ce qu'il a demandé. Ne voit-on pas en Europe des ambassadeurs français et anglais résider ensemble ? Ne le voit-on pas aussi à Bagdad et à Bassorah, malgré l'alliance franco-turque ? D'ailleurs, un ambassadeur anglais ne peut apporter à Téhéran que des reproches, et la Perse ne peut qu'être humiliée de sa présence ; pourquoi donc le général Gardane s'en formaliserait-il davantage ? — L'ambassadeur répète sa déclaration qu'il s'en ira dès l'approche des Anglais. — Feth-Ali se calme ; il espère que la France sortira avec honneur de ses engagements avec la Perse ; alors il fera une guerre acharnée aux Anglais. Il attendra encore quelque temps des nouvelles de Paris avant de recevoir leurs ambassadeurs. Combien faut-il de temps

pour cela ? — Gardane demande soixante jours. — Le schah attendra donc jusqu'au 20 janvier ; il a peu d'espérance d'ailleurs d'avoir des nouvelles positives ; car il craint les distances et les difficultés que la Turquie fait toujours au passage des courriers. — Pour cette raison, le général demande quinze jours de plus : on pourra évidemment alors connaître les intentions de l'empereur Napoléon. — Feth-Ali lève l'audience en demandant à Gardane une déclaration officielle que la mission française a été reçue et traitée toujours avec les plus grands égards.

C'est presque déjà une audience de congé. Le même jour, Malcolm, qui n'était pas retourné dans l'Inde, fait passer ses propositions à Téhéran par Ismaël-bey : il demande à être reçu en même temps que l'ambassadeur français ; il laissera trois mois à Gardane pour faire rendre la Géorgie à la Perse ; ce délai écoulé, Malcolm prendra l'affaire en mains, et on verra lequel a le plus d'influence sur la Russie et le plus de crédit sur son ministère. — En même temps, le parti anglais répand le bruit, dans l'entourage de Feth-Ali, que la France et la Russie sont d'intelligence pour le démembrement de l'empire persan.

Gardane a encore devant lui quelques semaines, mais sa mission est désormais compromise. La rupture paraît inévitable, et les présents anglais sont aux portes de Téhéran.

Les Anglais, en effet, sentent que les circonstances deviennent plus favorables. Ils multiplient et pressent leurs intrigues, les précisent par des menaces[1]. On dit qu'ils ont résolu de s'emparer de l'île de Kichmich, qui se trouve au milieu du détroit d'Ormuzd ; s'ils l'occupaient, ils domineraient tout le golfe Persique, Bagdad, Bassorah et toute la côte orientale de l'Arabie. Le golfe Persique déjà est plein de leurs vaisseaux, qui en suivent tous les rivages, comme cherchant l'endroit où ils frapperont le coup décisif.

De tous les côtés, la Perse est enveloppée de cette action souple et pénétrante. A ce moment, ils reforment leur alliance avec la Porte ; et Sébastiani a quitté Constantinople. A l'est,

1. Correspondance de Perse, Gardane à Champagny, 30 nov. 1808.

les Afghans sont en armes et menacent le Khorassan. Au sud, les Anglais eux-mêmes conduisent cet assaut contre toutes les frontières persanes, entamées ailleurs par les Russes. Mirza-Chefy est très inquiet et communique ses inquiétudes à Gardane : que faut-il faire en ces terribles circonstances? Feth-Ali lui-même tremble pour son trône ; car les Anglais menacent de lui opposer un prétendant, un descendant de la vieille dynastie de Kérim-khan, Mohammed-Ali-khan, fils d'Ali-Mourad-khan. On trouve toujours facilement en Orient de ces dynasties princières en disponibilité.

Gardane sent bien qu'il lui va falloir partir ; il y fait ses préparatifs depuis la dernière audience du schah ; il quittera Téhéran à la première nouvelle de l'approche de l'ambassade anglaise, sans doute vers la fin de janvier prochain. Il laissera peut-être quelqu'un derrière lui pour le représenter, se retirera à petites journées, s'arrêtera en tout cas à Trébizonde pour y attendre des ordres de son gouvernement : car il n'a rien reçu de Paris, ni même de Constantinople, depuis le 14 septembre. A ce moment d'ailleurs, Champagny lui annonce qu'il lui envoie du vaccin, et encore que Napoléon est arrivé à Madrid, qu'il se heurte encore par là aux intrigues des Anglais, qu'on les retrouve en Espagne et en Portugal comme au Candahar et en Perse[1]. En effet, d'un bout à l'autre de la ligne médiane de l'ancien continent, du Portugal à l'Inde par la Méditerranée, l'Asie antérieure, Bagdad et le golfe Persique, les Anglais tiennent Napoléon en échec, brisent son action à Constantinople, la menacent et vont la briser à Téhéran, le rejettent déjà en Europe, l'enserrent lui-même dans les limites de ses possessions immédiates. C'est la réponse au blocus continental. C'est le nœud du grand drame napoléonien.

Cependant, la Perse se tira de ces redoutables complications. Le 29 novembre, les Russes donnèrent l'assaut aux mauvaises fortifications d'Érivan ; ils furent repoussés et firent de grosses pertes. Peu de jours après, Goudovitch leva

1. Correspondance de Perse, 13-17 décembre 1808, Champagny à Gardane.

le siège et ordonna la retraite, expliquant à Lajard que l'hiver seul l'obligeait à se retirer, et qu'une autre armée viendrait au printemps. Lajard suivit les Russes jusqu'à Tiflis.

A Téhéran, on est très étonné de ce succès, et on n'y croit pas d'abord. Puis on se persuade — et Gardane partage cette opinion — que les Russes se sont retirés parce que la guerre vient sans doute d'éclater de nouveau entre la France et la Russie ; et Gardane, content peut-être de se retrouver dans les premières conditions de sa mission, demande d'urgence à Paris des instructions pour la diversion militaire que l'on pourrait opérer vers le Caucase[1]. Son illusion ne fut pas de longue durée.

Sir Harford Jones a débarqué à Bender-Bouchir. Il vient par la route de Chiraz. Des cadeaux le précèdent, ouvrant le passage. Le 30 décembre, vingt caisses de miroirs arrivent à Téhéran ; leur convoi a retardé le transport des canons de Fabvier. Car le schah est plus pressé des miroirs anglais que des canons français.

Feth-Ali va prendre une résolution décisive. Il fait venir Gardane au palais, le 24 janvier. Il demande des nouvelles de la France. — L'ambassadeur n'en a pas ; mais il attend prochainement des instructions ; il exige d'ailleurs le renvoi de l'ambassadeur anglais. — Le schah déclare qu'il est bien obligé de recevoir Jones, n'ayant pas de prétexte pour l'écarter. Du reste, il est totalement abandonné par la France ; il lui faut bien se pourvoir d'autre côté. — Gardane répète qu'il quittera Téhéran dès qu'il saura que l'ambassadeur anglais aura dépassé Chiraz. — Feth-Ali s'emporte, s'écrie qu'il ne le laissera pas partir ; les Anglais ainsi se pourraient vanter d'avoir fait renvoyer les Français, et le prestige de la France en souffrirait.

La conversation reprend. Gardane, infatigable, expose que le gouvernement persan a tort de se hâter ; évidemment, il a été question de la Perse à l'entrevue d'Erfurt entre Napoléon et le tsar Alexandre ; sans doute il a été parlé des satisfactions qu'il conviendrait d'assurer à la Perse au sujet des

1. Correspondance de Perse, 12 janvier 1809, Gardane à Champagny.

attaques de Goudovitch (il eût été bien difficile pourtant qu'il en fût ainsi, l'entrevue d'Erfurt étant de septembre et l'attaque de Goudovitch d'octobre ; mais Gardane était mal renseigné sur les dates, et sans doute aussi les Persans). — Aussi bien le schah n'est-il point satisfait : il n'a point de nouvelles de tout cela, et il est résolu à s'arranger directement avec ses ennemis. — Si la Perse cède la Géorgie, dit Gardane, la Russie voudra ensuite le Ghilan et le Mazandéran ; il ne faut pas laisser une porte ouverte à l'ennemi. — Que vous importe, s'écrie Feth-Ali, puisque vous voulez quitter mes États ? Et, la séance se prolongeant d'une manière désagréable, le vizir en indiqua la fin.

Le 4 février, Sir Harford Jones reçut la permission de venir à Téhéran. L'ambassadeur français en fut informé bientôt. Il demanda une audience du schah ; il fut reçu le 8, et annonça son prochain départ de Téhéran. Feth-Ali lui en exprima ses regrets, mais se plaignit encore du silence obstiné de la France. — Gardane protesta qu'on ne pouvait savoir si la France avait vraiment abandonné la Perse : il y avait des négociations en cours, et peut-être même des résultats obtenus. — Rien ne le pouvait indiquer, réplique le schah ; d'ailleurs, c'est à Tilsit qu'il aurait fallu s'occuper de la Perse. — Alors, répondit Gardane, le traité de Finkenstein n'était pas ratifié, et on ne pouvait rien faire.

L'audience fut très courte. Feth-Ali exprima sa constante affection pour la France, en dépit de tout. Gardane annonça qu'il laisserait encore quelque temps à Téhéran MM. Jouannin et de Nerciat, et sollicita les bonnes dispositions du schah à leur égard.

Le 13 février, après une dernière audience de Mirza-Chefy, Gardane quitta Téhéran ; il se retirait à Tauris ; son intention était d'y rester quelque temps et de gagner de là Erzeroum et Trébizonde [1].

Feth-Ali voulut, autant que possible, pallier la gravité de cette rupture. Il adressa à Napoléon, le 14 février, des pro-

1. Correspondance de Perse, Gardane à Champagny, 12 février 1809.

testations amicales plus éloquentes que jamais : « Dès les premiers jours du printemps où naquit notre alliance, notre cœur avait fait son plus doux plaisir de cultiver les bosquets et les vergers de l'amitié, d'entretenir dans la plus grande fraîcheur le rosier de l'union en l'arrosant des ondes qui, découlant de la plume, serpentent dans les canaux de la correspondance ; ce cœur enfin avait formé sa volupté la plus grande de voir les envoyés des deux cours, semblables à des rossignols, moduler d'harmonieux accents de fidélité et de bonne intelligence. » Le schah, dans cette lettre, ne faisait aucune allusion aux dissentiments qui s'étaient produits, ni au départ de Gardane. Il était fier seulement de dire les dernières « victoires » remportées sur les Russes : « Car les roses du jardin de notre empire n'ont jamais à redouter les ouragans de l'automne. Ainsi la hache dévastatrice a tranché jusqu'aux racines l'arbre de la perfidie que la Russie nourrissait dans son cœur, et les champs de son âme ambitieuse, dans lesquels cette puissance avait semé des graines de trahison, ne lui ont offert pour moisson que l'ivraie de l'opprobre et du désespoir. » Pourtant Feth-Ali se plaignait encore du silence inexplicable de la France : « L'œil inquiet de l'attente est fixé sur les chemins de l'Europe. » Il espérait que le bon accord persisterait cependant entre les deux puissances. L'espoir était vain, et sans doute peu sincère : Feth-Ali ne devait pas revoir Gardane ni aucun autre ambassadeur de Napoléon.

Presque tout à fait à la même date, le 30 janvier 1809, Asker-khan reçoit de Napoléon l'autorisation de retourner en Perse. Il perçoit qu'il s'agit d'une rupture ; il s'inquiète, supplie Champagny d'éviter ce malheur. « Avant la création du monde, lui écrit-il, lorsque les esprits innés reçurent de l'Être suprême leur destination, la grande âme de Sa Majesté l'Empereur et Roi et celle de mon auguste souverain avaient déjà formé les liaisons de l'intimité. » Comment donc briser une aussi vieille alliance ? Ce serait comme un effroyable sacrilège.

L'ambassadeur partit quelques jours après, laissant des dettes, 3 078 fr. 84 centimes, à plusieurs tailleurs, 60 francs

de livres à Boyer, libraire, rue du Pont-de-Lodi, notamment pour un Nouveau Testament et une Histoire de Joseph [1].

Feth-Ali et Napoléon n'avaient plus d'ambassadeurs accrédités l'un auprès de l'autre. Le grand plan de Napoléon sur l'Orient et l'Inde s'en allait en lambeaux.

Jones est arrivé à Téhéran le 14 février, le lendemain du départ de Gardane. Il est accompagné de 44 cipayes. Il parle aussitôt très haut : il faut que la Perse rompe tout de suite toutes relations avec la France ; il faut céder à l'Angleterre les îles du golfe Persique et des ports sur la côte ; des agents anglais seront établis à Chiraz, Téhéran, Caswin ; moyennant quoi, il chassera les Russes de la Perse et restera trois ans auprès du schah Feth-Ali. D'autre part, il faut que tous les Français soient expulsés ou même arrêtés, chargés de chaînes, envoyés à Bombay ; il faut que toutes leurs correspondances soient saisies. Le schah et le grand vizir ne sont pas disposés à de telles exécutions. Alors, écrit Jouannin, Jones soudoie sept brigands pour assassiner les deux Français ; une autre fois, on leur adresse un livre dont les feuilles sont subtilement empoisonnées ; une nuit, de Nerciat est réveillé par un individu qui est monté sur le toit de sa chambre ; il le poursuit, et ne peut l'atteindre [2].

Le 17 mars, Gardane envoie le sous-officier Finot à Téhéran. Il exige le départ immédiat des Anglais ; sinon, il quittera Tauris dans les vingt-cinq jours. Le 28 mars, Jouannin sollicite une audience du schah pour tenter ce dernier effort. « Si la France nous fait restituer la Géorgie, déclare Feth-Ali, Jones est chassé avec ignominie, et l'instant où les Russes se retireront sera celui où les Anglais sortiront pour jamais de notre empire. Sinon, nous serons forcés de ménager l'Angleterre, sans d'ailleurs jamais consentir à nous déclarer contre la France. » Finot rapporta cette réponse le 12 avril. Le 16, Gardane prit congé du prince Abbas-Mirza, qui protesta de son attachement à la France et de sa volonté de faire revivre

1. Correspondance de Perse, 30 janvier-21 février 1809.
2. *Id.*, Jouannin à Gardane, 16-21 février, 5 mars 1809.

l'alliance quand il aurait succédé à son père. Le 17, Gardane quitta Tauris, en route pour Tiflis.

Cependant, Jones a de continuelles conférences avec Mirza-Chefy. Le vizir paraît lutter vigoureusement contre les exigences anglaises. « Mais il est sans force et attend tout de la France, écrit Jouannin le 12 avril ; n'arrivera-t-il donc rien qui puisse le soutenir et le mettre à même de chasser nos ennemis, et d'écraser ses adversaires ? »

Il n'arriva rien. Jouannin et de Nerciat durent bientôt partir. La séparation ne fut pas cordiale, à en juger par le récit qu'en fit Jouannin à Gardane[1]. Il voulait, avant de quitter Téhéran, se faire rembourser 200 000 tumans que lui devait la cour, et comme le vizir les lui refusait, il menaçait de s'en plaindre à Gardane. « Les discours sont inutiles, dit le vizir ; le général a maintenant quitté Tauris et vous ne l'y retrouverez pas ; vous ne devez donc pas craindre des reproches de sa part, et d'ailleurs nous vous donnerons des firmans et des pièces justificatives qui serviront à votre décharge. Il faut, au reste, vous accommoder des volontés de Sa Hautesse, qui ne donnera point encore cet argent, parce que rien ne presse. » — « Le reste de cette réponse est si dégoûtant, continue Jouannin, que je n'ose le mettre sous les yeux de Votre Excellence, et j'y répliquai avec le ton de l'indignation où me jetaient l'injustice et la mauvaise foi de cette cour : « Je « ne conçois pas qu'un roi consente à se perdre d'honneur « aux yeux de l'Europe entière pour quelques milliers de tu« mans. — Le roi, riposta le vizir, n'a pas besoin de l'opi« nion de l'Europe pour conserver ou flétrir sa gloire ; il « serait fort malheureux de la voir attachée aux discours des « Frangins. »

C'était la fin : on ne disait même plus « les Français ».

Jouannin et de Nerciat quittèrent de la sorte la capitale de Feth-Ali. Ils arrivèrent à Tauris le 14 mai. A la même date, Gardane était à Tiflis, d'où il gagna la France, non par la Turquie — il y aurait eu du danger à prendre cette route — mais par Moscou, Varsovie, Dresde et Mayence.

1. Correspondance de Perse, 15 avril 1809.

Il laissait le champ de bataille persan à la rivalité anglo-russe. Sir Harford Jones obtint quelque temps après de la Perse un traité d'alliance avec l'Angleterre : Feth-Ali s'engageait à s'opposer à la marche de toute armée européenne vers l'Inde ; en revanche, les Anglais s'engageaient à soutenir la Perse contre toute attaque d'une puissance européenne.

Napoléon ne fut pas content du retour de Gardane, et il le lui fit savoir. Il écrivait le 20 août 1809 à Champagny : « Faites connaître à M. de Gardane que sa lettre du 17 août a été mise sous mes yeux et que je l'ai trouvée pleine de fautes et d'ignorance de ses devoirs. De même qu'un ambassadeur ne peut partir sans ordre, de même il ne peut revenir sans ordre, surtout quand cet ambassadeur quitte une ambassade qui coûte annuellement plus d'un million et compromet des relations si précieuses sous tous les points de vue. Ainsi, dans tous les cas, son retour en France, sans un ordre positif de moi, serait un crime ; mais puisque votre lettre du 17 juillet qu'il cite contenait l'ordre de rester à son poste aussi longtemps que possible, c'était lui dire qu'il devait rester jusqu'à ce que le chah de Perse le chassât, et bien au contraire de l'avoir chassé, la cour a été désespérée de son départ et a fait son possible, pour le retenir. Je ne saurais voir dans cette conduite que peu de zèle pour mon service et une infraction manifeste de ses devoirs. Au reste, il y a tant de décousu dans toutes ses dépêches qu'il me paraît qu'il y a quelque chose de dérangé dans sa tête.

« Faites-moi un rapport qui me fasse connaître les Français qui restent actuellement en Perse et ceux qui y sont allés avec M. de Gardane. Je vous renvoie la lettre de l'empereur de Perse. Faites une réponse que vous enverrez par la courte voie. Vous lui direz que j'ai blâmé et disgracié le général Gardane pour avoir quitté sa cour ; que je donne des ordres à mon chargé d'affaires de rentrer dans sa capitale et que je lui enverrai incessamment un autre ambassadeur, que je vois par sa lettre qu'il a bien compris la situation où je me trouve, comme j'ai bien compris les raisons qui l'ont

obligé à reprendre des relations momentanées et apparentes avec les Anglais[1]. »

Quoi qu'il pût dire, la route de l'Orient se fermait à Napoléon. Dans le même temps, d'ailleurs, il n'avait plus l'alliance de la Turquie ; l'alliance russe était déjà moins sûre, l'Autriche préparait une nouvelle prise d'armes ; l'Espagne tenait en échec les meilleures armées françaises ; les Anglais étaient débarqués en Portugal. Napoléon n'avait plus le loisir de porter si loin ses pensées.

Sa politique orientale fut comme un mirage qu'il offrait à son imagination, mais dont il ne put jamais fixer les traits ; en 1809 le mirage s'estompe et s'évanouit.

1. Aff. étrangères. Turquie Mémoires et documents, vol. 63 et 64 ; *Histoire de la diplomatie française dans le Levant*, par M. Pellissier, consul général, II, f° 181, verso.

CHAPITRE IX

LES RÉVOLUTIONS DE 1808 A CONSTANTINOPLE LA PAIX DES DARDANELLES

(Juillet 1808-Janvier 1809.)

I. — Baylen

Napoléon, occupé en Espagne, détourne la Russie sur la Finlande, promet de l'aider, ne l'aide pas. — Préparatifs maritimes de Napoléon. — La catastrophe de Baylen.

II. — La convention d'Erfurt.

La question orientale aux conférences d'Erfurt. — Accord pour écarter le partage ottoman. — Les négociations sur la Moldavie-Valachie. — Les termes de la convention d'Erfurt.

III. — La révolution du 28 juillet a Constantinople.

Le grand vizir et Mustapha le Bairactar à Constantinople. — Mort de Sélim III. — Chute de Mustapha IV. — Avènement de Mahmoud II. — Puissance du Bairactar. — Tentative de régénération des janissaires.

IV. — La révolution de novembre et la paix anglo-turque.

Imprudences et brutalités de Mustapha le Bairactar. — Nouvelle révolte des janissaires (14-16 novembre). — Mort de Mustapha IV et de Mustapha le Bairactar. — Triomphe des janissaires et des ulémas. — La mission Adair. — La paix des Dardanelles entre la Porte et l'Angleterre (5 janvier 1809).

I. — Baylen.

L'année 1807 avait été pour Napoléon l'année du grand dessein oriental; l'année 1808 fut pour lui, plus qu'il ne

l'aurait voulu, celle des affaires d'Espagne. Il croyait qu'elles le retarderaient peu, qu'elles seraient résolues aussi facilement et rapidement que celles de Naples en 1806, que la possession de l'Espagne lui donnerait une plus large base d'opérations pour l'exécution de son grand dessein méditerranéen. Il réservait le printemps à Madrid, l'automne à Constantinople : tout au plus pensait-il qu'il lui faudrait attendre l'année suivante pour la réalisation de son rêve oriental.

C'est pourquoi, tout en surveillant surtout ce qui se passait au delà des Pyrénées, tout en contenant avec une suprême habileté l'impatiente ambition du tsar, il portait parfois quelque attention vers les pays du Levant. Pour n'être pas pris au dépourvu au moment où l'occasion lui paraîtrait favorable, il continuait et même il précipitait les préparatifs d'une action dans ce sens.

Car il se rendait bien compte que le principal obstacle à ses entreprises sur l'Orient était la situation de l'Angleterre sur la Méditerranée. Son insaisissable ennemie le surveillait de partout, de Gibraltar, de Malte, de la Sicile ; les flottes anglaises croisaient sans cesse de l'Espagne à la Syrie. Le gouvernement de Londres ménageait la Porte, cherchait à renouer avec elle des relations cordiales, l'assiégeait de ses ambassadeurs porteurs de propositions pacifiques. Il n'en serait pas de même si Napoléon donnait le signal du partage ottoman, ou dirigeait sur Constantinople quelque entreprise décisive. L'Angleterre aussitôt s'emparerait évidemment des meilleures positions maritimes du Levant ; elle était bien placée pour s'assurer la plus grosse part. C'est ce que Napoléon et Caulaincourt avaient sans cesse opposé aux pressantes sollicitations du gouvernement de Pétersbourg ; ç'avait été leur « plus forte objection[1] ». Sans doute c'était aussi un moyen de retenir l'ambition russe ; mais l'argument n'en avait pas moins une valeur considérable : à mettre les choses au mieux, l'alliance de Tilsit n'avait pas été conclue

1. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, ch. 8 : les Entretiens de Saint-Pétersbourg. — E. Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, II, p. 313.

pour aboutir à un partage de l'empire ottoman entre la France, la Russie et l'Angleterre. Napoléon eût alors joué un rôle de dupe, et il y était mal disposé.

Donc, avant de décider quoi que ce fût de définitif au sujet de l'Orient, avec ou sans la Russie, il lui fallait reprendre toute liberté d'action sur la Méditerranée ; il lui fallait en écarter les Anglais. Le 29 janvier 1808, trois jours avant la fameuse lettre qui excita d'abord l'enthousiasme d'Alexandre Ier, Champagny écrivait à Caulaincourt : « L'Empereur préférerait de beaucoup que les choses restassent telles que le traité de Tilsit les a établies... Par l'abandon de la Moldavie et de la Valachie, par le partage de l'empire turc, l'alliance russe sera chèrement payée. Faites voir l'avantage de différer ces mesures, au moins jusqu'au moment où on aurait pu arracher à l'Angleterre l'empire de la Méditerranée qui la met en état de recueillir dès ce moment les plus précieuses dépouilles de l'empire ottoman[1]. » C'était subordonner la solution du problème oriental à la défaite de l'Angleterre ; c'était avouer la pensée d'employer *d'abord* l'alliance de Tilsit à l'abaissement de la puissance anglaise ; cela confirme encore le caractère platonique des Entretiens de Caulaincourt et Roumiantzov.

Retenir la Russie au nord du Danube tout en l'amusant de projets grandioses, chasser l'Angleterre de la Méditerranée, ce sont les deux faces d'une même politique qui a pour but d'assurer à la France la domination de l'Orient. Les préparatifs maritimes de Napoléon complètent la mission diplomatique de Caulaincourt, pendant que l'ambassade de France à Constantinople garde la Porte dans le système napoléonien, réserve l'avenir. Le conseil donné au tsar de prendre la Finlande était destiné à ce double résultat ; il est aussi renfermé dans la lettre du 2 février : « Votre Majesté, dit Napoléon, a besoin d'éloigner les Suédois de sa capitale ; qu'elle étende de ce côté ses frontières, aussi loin qu'elle voudra. Je suis prêt à l'y aider de tous mes moyens. » — « L'Empereur, ajoutait Caulaincourt d'après la dictée de son

1. Vandal, I, même chapitre. — E. Bourgeois, II, 316-317.

souverain, désire bien que Votre Majesté soit en possession de la Finlande et pour l'avantage personnel de Votre Majesté et pour que les belles de Pétersbourg n'en entendent plus le canon. » — « Je le remercie, répondit Alexandre, et pour moi et pour les belles de Pétersbourg : je le leur dirai[1]. »

Et il se jeta aussitôt sur la Finlande ; 20 000 Russes en commencèrent la conquête. Bernadotte reçut l'ordre de descendre en Scanie. Il reçut sans doute l'ordre de ne pas aller trop vite ; il ne profita point de l'hiver pour franchir le Belt ; le printemps vint bientôt, avec lui le dégel, et les troupes françaises restèrent sur la côte allemande. Tout le poids de la guerre retomba sur les Russes. Le tsar s'en plaignit ; Napoléon lui avait promis un concours plus actif. Caulaincourt excusa son gouvernement comme il put. L'armée russe fut occupée plus longtemps à cette conquête : c'était tout bénéfice pour Napoléon. De plus, l'invasion de la Finlande attira au nord l'attention du gouvernement anglais ; l'Empereur espéra peut-être à ce sujet un conflit entre Londres et Pétersbourg : il n'eut pas ce bonheur : l'Angleterre et la Russie sans doute se défièrent du piège qui leur était tendu. Du moins les Anglais envoyèrent-ils des vaisseaux dans la mer Baltique ; le général Moore fut rappelé de la Sicile dans l'océan Atlantique. L'Angleterre s'écartait un peu de la Méditerranée ; c'était pour Napoléon l'occasion d'y porter ses efforts.

Le 7 février, Napoléon ordonna à Gantheaume et au roi Joseph d'occuper la Sicile et de ravitailler Corfou. « Souvenez-vous de ce mot, écrit-il, le mois suivant : dans la situation actuelle de l'Europe, le plus grand malheur qui puisse m'arriver est la perte de Corfou. Elle porterait un coup funeste à mes projets. » Gantheaume put sauver Corfou. Clarke, ministre de la guerre, reçut l'ordre de réunir à Toulon le matériel nécessaire : « Pour mieux comprendre mon idée, lui dit l'Empereur, comparez ce que je vous demande à ce que possédait l'armée d'Égypte à son débar-

1. Aff. étr. Corr. de Russie, Rapports de Caulaincourt, 7 mars 1808.

quement[1]. » — « J'attends d'autres escadres, écrit-il encore à Joseph ; ce seront celles de Lorient, de Brest, de Carthagène (il dispose déjà de l'Espagne comme de sa chose), les vaisseaux de l'île d'Elbe, ceux de Lisbonne, ceux de Cadix. Ainsi se composera une redoutable armée navale, irrésistible par sa masse : frôlant d'abord les rivages de Tarente, elle y prendra à son bord un corps expéditionnaire et ira le jeter en Égypte où la population nous appelle et espère en nous. » Le 13 mai, dans une lettre au ministre de la marine, Decrès, il établit l'accord entre ces armements ; il dit les dates auxquelles les flottes de Lorient et de Brest devront appareiller, et il ajoute : « Le concours de ces opérations portera l'épouvante à Londres[2]. » Le 30 juin, il annonce à Eugène qu'il passera les Alpes en octobre ou novembre.

Il est incontestable que l'Empereur a résolu en 1808 une entreprise importante sur l'Égypte. Nul doute que l'occupation de l'Égypte ne lui eût assuré une influence décisive dans le règlement des affaires d'Orient. Il eût pu reprendre la campagne où il avait échoué en 1799, s'assurer de la Syrie et de l'Asie Mineure, fixer solidement les limites orientales de son empire. Mais il importe peu de rechercher les conséquences qu'aurait eues la seconde campagne d'Égypte ; à la date où Napoléon devait passer les Alpes pour donner à Tarente le signal de l'expédition, il passait les Pyrénées pour venger le désastre de Baylen.

Car les affaires d'Espagne ne furent pas simples. Il fut facile de détrôner d'un seul coup Charles IV et Ferdinand VII ; il le fut moins de dompter le peuple espagnol. Baylen ne fut pas seulement un désastre militaire ; ce fut le premier coup, et déjà terrible, porté à l'édifice impérial. Si l'on considère qu'il arrêta court l'entreprise orientale et que Napoléon ne put jamais la reprendre, on en mesurera toute l'importance historique. Il espéra réparer le mal ; mais, malgré lui, il en demeura comme frappé au cœur.

1. *Correspondance de Napoléon*, nº 13924.
2. *Id.*, nº 13877.

II. — La convention d'Erfurt.

Il fallut retenir les flottes dans les ports français. Il fallut rappeler d'Allemagne une partie de la Grande Armée, retirer les garnisons demeurées dans les forteresses de la Prusse. Et comme il était à craindre que la capitulation de Baylen ne donnât des espérances à tous les ennemis de la France, il fallut faire des concessions à la Russie pour qu'elle consentît à les tenir en échec.

L'Empereur ne voulut pas paraître en cela céder à la nécessité ; le 5 août, avant que la nouvelle de Baylen ne pût être arrivée à Pétersbourg, il expédia un courrier à Caulaincourt pour annoncer la résolution qu'il avait prise d'évacuer la Prusse ; cette résolution semblait être antérieure à la capitulation quand en vérité elle en était le premier résultat. Dans les moments critiques, Napoléon n'était pas lent à fixer ses plans. Il hâta de même l'entrevue convenue depuis quelques mois avec le tsar. Alexandre ne se fit pas attendre ; il vint à Erfurt, dans l'intention de profiter des circonstances et de faire payer le plus cher possible le besoin qu'on avait de lui ; il avait intérêt en effet à ne pas attendre que Napoléon en eût fini avec les affaires d'Espagne et qu'il eût retrouvé toute sa liberté d'action.

Il devait être difficile à l'Empereur d'échapper, dans de telles conditions, aux exigences du tsar. Il y fit tous ses efforts, et s'en tira sans trop de sacrifices. Il était prêt à céder sur la Moldavie et la Valachie, content à ce prix de pouvoir ajourner le partage ottoman. Justement le tsar ne demandait que la Moldavie et la Valachie, renonçait au partage intégral. Cela était pour surprendre et surprit Napoléon. C'est qu'Alexandre en était venu à redouter un partage de la Turquie avec Napoléon ; il craignait d'être obligé de laisser à la France une trop grosse part et de l'avoir pour voisine toute proche ; il s'était rendu compte par ses entretiens avec Caulaincourt qu'il serait impossible d'avoir Constantinople, que Napoléon peut-être ne cherchait qu'une

occasion de s'établir dans cette capitale. Il avait vu le danger de la domination française remplaçant dans le Levant, peut-être dans les Détroits, l'impuissance de la Porte ; il avait vu tout ce qu'il risquait à se laisser aller sur la pente où Napoléon l'attirait. En supposant qu'il eût pu profiter des affaires d'Espagne pour se jeter sur la Turquie, il risquait un conflit avec la France et ne savait pas qu'elle serait retenue longtemps au delà des Pyrénées ; elle pouvait se retourner sur lui ; il risquait d'attirer les vaisseaux anglais à Constantinople. Il était bien plus sage de se satisfaire des principautés Danubiennes, puisque l'occasion permettait de les obtenir sans abandonner à la France quelque coûteuse compensation. L'intérêt de la Russie était d'avancer vers Constantinople, mais aussi d'empêcher que la France n'avançât du même pas.

Le tsar et l'Empereur purent donc assez facilement s'entendre, du moins sur la question orientale. La convention d'Erfurt en ses premiers articles établit leur intention d'assurer la paix générale par de nouvelles démarches à tenter auprès du gouvernement anglais ; elle proclama ensuite leur volonté de fixer, comme base des négociations de cette pacification, l'état actuel de leurs possessions. En conséquence, le tsar s'obligeait à « regarder comme condition absolue de la paix que l'Angleterre reconnaîtrait le nouvel ordre de choses établi par la France en Espagne ». L'Espagne ne pouvait lui être d'aucun secours ; il l'abandonnait fort aisément. De la même façon, l'Empereur s'obligeait à « regarder comme condition absolue de la paix que l'Angleterre reconnaîtrait la Finlande, la Moldavie et la Valachie comme faisant partie de l'empire de Russie ». Napoléon ne fit aucunes réserves sur la Finlande ; mais il en fit de très sérieuses et de très instructives sur les Principautés.

Il demanda que la Russie attendît l'issue des négociations avec Londres avant de déclarer aux Turcs sa volonté de garder la Moldavie et la Valachie ; car, disait-il, la Porte compte toujours sur la France pour garantir l'intégrité de son empire ; si elle apprend que la France l'abandonne, comme elle le redoute depuis longtemps, elle se jettera immédiatement

dans les bras des Anglais ; « ils retrouveront un allié, des débouchés pour leurs manufactures et pénétreront dans la mer Noire. La paix sera plus difficile et la guerre plus désavantageuse pour la Russie [1] ». L'entrevue d'Erfurt avait pour but de préparer la conclusion de la paix générale ; la publication de l'annexion des Principautés à la Russie ne pouvait que retarder cette conclusion ; elle allait à l'encontre du but poursuivi par les deux alliés.

Le tsar protesta contre ce raisonnement. Il en était venu depuis quelques mois à se défier de toutes les intentions de l'Empereur. Il eut peur d'être joué encore. Il ne voulut pas admettre que l'annexion définitive des Principautés pût subir le moindre retard ; il vit dans les réserves de Napoléon la pensée de remettre la question de la Moldo-Valachie aux négociations de la paix générale, c'est-à-dire à une époque indéterminée. Il s'irrita. Roumiantzov déclara à Champagny : « Nous ne pouvons consentir à prolonger l'état de choses qui existe depuis un an ; il a été trop contraire à nos intérêts ; nous sommes venus ici tout exprès pour vous déclarer que nous allions y mettre un terme [2]. » Il fallait que la question fût aussitôt et fermement résolue. Napoléon céda et accepta cette formule : « S. M. l'empereur Napoléon consent à ce que l'empereur de Russie possède en toute souveraineté la Moldavie et la Valachie, en prenant le Danube pour frontière, et en reconnaît dès ce moment la réunion à l'empire de Russie (article 8). » Il essaya encore de sauver la situation de la politique française à Constantinople et proposa cette addition : « Il ne sera donné à la Porte aucun éveil sur les intentions de la Russie, que l'on n'ait connu l'effet des propositions faites par les deux puissances à l'Angleterre [3]. » Le gouvernement russe se refusa absolument à cette restriction. Alexandre consentit seulement par parole à ne pas prononcer ses exigences, à ne point mettre ses troupes en mouvement avant le 1er janvier 1809. L'accord se fit sur cet article 9 :

1. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 476.
2. Aff. étr. Corr. de Russie, Champagny à Napoléon, 6 octobre 1808 — Archives Nationales, AF, IV, 1697.
3. Vandal, I, 479.

« S. M. l'empereur de Russie s'engage à garder dans le plus profond secret l'article précédent, et à entamer, soit à Constantinople, soit partout ailleurs, une négociation, afin d'obtenir à l'amiable, si cela se peut, la cession de ces deux provinces. La France renonce à sa médiation. Les plénipotentiaires ou agents des deux puissances s'entendront sur le langage à tenir, afin de ne pas compromettre l'amitié existant entre la France et la Porte, ainsi que la sûreté des Francais résidant dans les Échelles, pour empêcher la Porte de se jeter dans les bras de l'Angleterre. » L'article 16 disait encore : « Les Hautes Parties Contractantes s'engagent d'ailleurs à maintenir l'intégrité des autres possessions de l'empire ottoman, ne voulant ni faire elles-mêmes ni souffrir qu'il soit fait aucune entreprise contre aucune partie de cet empire sans qu'elles en soient préalablement prévenues. »

Napoléon ne put pas obtenir que la Russie prît à l'égard de l'Autriche une attitude assez nette pour l'empêcher de préparer une prise d'armes. Du moins se tirait-il de la question orientale à très bon compte. Il abandonnait la Moldavie et la Valachie, mais c'était simplement reconnaître un fait accompli depuis plus d'un an, cela n'augmentait pas la puissance de la Russie. D'ailleurs cette reconnaissance demeurait « dans le plus profond secret » ; la Porte restait dans l'ignorance de cet abandon, ne pouvait le reprocher au gouvernement français, demeurait intéressée, par crainte et par espérance, à garder l'amitié de Napoléon, à repousser encore les avances de l'Angleterre. C'était du temps gagné. L'article 12 de la convention d'Erfurt disait[1] : « Si les démarches faites par les deux Hautes Parties Contractantes pour ramener la paix sont infructueuses, leurs Majestés Impériales se réuniront de nouveau, dans le délai d'un an, pour s'entendre sur les opérations de la guerre commune et sur les moyens de la poursuivre avec toutes les forces et toutes les ressources des deux empires. » Le délai d'un an paraissait très suffisant à Napoléon pour en finir avec l'insurrection espagnole. Alors il se

1. Vandal, I, 481.

retournerait vers l'Europe orientale avec tous ses moyens, et même avec toute la ligne des côtes d'Espagne, fort précieuse pour l'achèvement de ses desseins sur la Méditerranée.

Il avait été à Erfurt extrêmement habile, plus habile que le tsar ; celui-ci se faisait reconnaître la Moldavie et la Valachie ; mais il lui fallait les conquérir encore par les armes, et ce devait être l'objet d'une longue et inutile guerre contre la Porte. Mais aussi d'autres obstacles surgirent devant Napoléon, de toutes parts, et lui barrèrent l'avenir. Il vainquit les Espagnols ; il ne les soumit pas ; il poursuivit les Anglais ; il ne les chassa pas du Portugal. Il dut revenir précipitamment à Paris, courir sur le Danube, réprimer les « mille Vendées » de l'Allemagne, lutter contre l'Autriche, difficilement, tenu en échec par l'archiduc Charles pendant plusieurs semaines, furieux de l'inactivité de ses alliés les Russes. Il fut entraîné lui-même dans un tourbillon d'événements ; il ne régla pas à son gré, comme en 1806, la marche des destinées.

III. — La Révolution du 28 juillet à Constantinople.

Et cependant de grands changements se produisaient en Orient dont Napoléon, occupé ailleurs, ne pouvait pas profiter et que ses ennemis s'efforçaient d'exploiter à leur avantage.

Une nouvelle révolution éclatait à Constantinople au mois de juillet 1808 et renversait Mustapha IV. Ce prince avait été élevé au trône au mois de mai 1807 par la volonté des janissaires ; mais son règne, très court il est vrai, n'avait pas donné à leur fanatisme les satisfactions qu'ils espéraient. Les Turcs étaient de plus en plus menacés par les influences chrétiennes, soit vers le Danube, soit vers l'Adriatique, soit même par les vaisseaux anglais de l'Archipel. Les Russes demeuraient maîtres de la Moldavie et de la Valachie ; on redoutait, sans les connaître, les projets de l'empereur des Français ; on ajoutait foi aux bruits qui couraient partout d'un prochain démembrement de l'empire turc. Il en résultait partout, et

notamment à Constantinople, un malaise croissant, dangereux au prestige du gouvernement ; en février, en mars, au bruit des démêlés d'Ali-pacha avec les Français des îles Ioniennes, l'émeute avait été maintes fois imminente ; Sébastiani avait redouté quelque terrible explosion du fanatisme musulman. Le sultan Mustapha IV avait d'autres ennemis, les amis de Sélim III, les partisans des réformes et du nizam-djédid ; Sélim III vivait retiré dans une tour secrète du sérail, avec son cousin Mahmoud, le frère de Mustapha ; ils s'entretenaient ensemble de la situation de l'empire, de la menace chrétienne, de la nécessité de réformer les institutions militaires du pays. Ils avaient des amis, connus ou inconnus, ils en avaient parmi les ministres, parmi les pachas des provinces ; on ne les avait pas tués tous lors de la révolution de mai. Et il y avait, entre les partisans des réformes et ceux de l'ancien régime, les hésitants et les ambitieux ; il y avait même, parmi les ministres dévoués à Mustapha IV, les intrigants, jaloux les uns des autres ; le pouvoir était énervé, déchiré par les rivalités personnelles. Le terrain était favorable à quelque nouvelle révolution.

Cabakchi-Oglou, le véritable auteur de la révolution de 1807, était depuis lors resté tout-puissant, avec le titre de commandant supérieur des forts du Bosphore ; il vivait tranquillement au milieu des plaisirs dans son château du Fanar, sur les bords de la mer Noire. Il excitait la jalousie de quelques autres ministres, et surtout du caïmacan Tayar-pacha. Il réussit à se défaire de lui, obtint sa destitution : Tayar s'enfuit, par crainte d'un sort plus rigoureux, et se retira auprès de Mustapha le Bairactar. Celui-ci, connu pour être un ami de Sélim et un partisan du nizam, n'avait pas été inquiété dans son pachalik de Routchouk, parce qu'on le savait très fort et qu'il était utile à la défense du Danube contre les Russes ; il se tenait à l'égard du gouvernement dans la réserve la plus inquiétante ; il se tenait en rapport avec ses amis de Constantinople : Routchouk devint le refuge de tous les mécontents.

Tayar-pacha en augmenta le nombre et l'activité. Il excita Mustapha le Bairactar à se prononcer résolument contre le

gouvernement de Constantinople, au moins contre les ministres de Mustapha IV. Le grand-vizir était, depuis l'armistice de Slobodzié, resté à Andrinople avec une partie de l'armée ; il ne rentrait pas à Constantinople, sous prétexte que la guerre pouvait à tout moment recommencer, en réalité parce qu'il redoutait l'influence de Cabakchi-Oglou. Mustapha-pacha envoya à Andrinople un de ses officiers, Beygy-effendi : un accord fut secrétement conclu avec le grand-vizir. Beygy poursuivit sa route jusqu'à Constantinople, fut reçu par Cabakchi, lui donna des présents de la part du pacha de Routchouk, endormit ses soupçons, put voir ses ennemis, s'entendit avec eux. Une grande conspiration se tendit ainsi de Routchouk à Constantinople, par Andrinople.

A la fin de juillet 1808, Mustapha-pacha arrive à Andrinople avec 4 000 hommes, 12 000 le suivent. Il propose au grand-vizir de rentrer à Constantinople avec lui et de reprendre ses fonctions officielles. Un détachement de cavalerie est envoyé au Fanar pour surprendre Cabakchi au milieu de ses yamaks et le rendre impuissant ; ce détachement est sous le commandement d'Hadgi-Ali, auquel, pour exciter son zèle, on promet la succession de Cabakchi. Hadgi-Ali arrive au Fanar dans la nuit, surprend Cabakchi au milieu de ses femmes, le tue, envoie sa tête à Mustapha-pacha. Au matin, il invite les yamaks à lui obéir, car il a été désigné pour les commander. Mais les femmes et les enfants de Cabakchi sortent en larmes du château et racontent le crime dont il a été victime ; son oncle Soliman aga prend le commandement des yamaks, les excite, les soulève contre les assassins. Hadgi-Ali et ses compagnons se réfugient dans les maisons voisines ; ils y sont assiégés, ils résistent, repoussent les assauts lancés contre eux, font beaucoup de victimes parmi les yamaks. Ceux-ci furieux apportent des fascines, mettent le feu aux maisons. Les assiégés se sauvent dans la tour du Fanar, maçonnée à l'épreuve du feu. La tour est attaquée à coups de canons ; la canonnade se répercute tout le long du Bosphore. Une vive émotion s'y répand, gagne Constantinople, où l'on est mal renseigné, où l'on parle d'une redoutable bande de brigands qui va sans doute bientôt marcher sur la capitale.

Cependant les yamaks ont demandé des ordres à la Porte ; on ne sait que leur dire ; ils relâchent leur attaque sur Hadgi-Ali, qui en profite pour se sauver et rejoindre Mustapha-pacha à une journée de marche de Constantinople.

Sultan Mustapha est très effrayé. Il n'a pas de troupes sûres. Le divan lui conseille de ménager le grand-vizir et le Bairactar ; peut-être n'ont-ils pas de mauvais desseins contre lui. Le grand-vizir en effet, arrivé au Grand Pont, à quatre lieues de Constantinople, envoie au sultan le reis-effendi Galib, personnage très astucieux : il assure le souverain de son entier dévouement ; il n'a voulu que détruire les yamaks, restés dangereux au pouvoir depuis la dernière révolution ; il se contentera désormais de la déposition du muphti, une créature du rebelle Cabakchi. Le sultan est enchanté qu'on ne s'en prenne pas à lui-même ; il consent à tout ; il ordonne le licenciement des yamaks, destitue ou fait périr leurs officiers, exile le muphti et se rend en grande pompe au camp du Bairactar, à Davoud-Pochané. Là un hatti du Grand Seigneur, lu solennellement devant le grand-vizir et tous les ministres, attribue à Mustapha-pacha une autorité absolue dans toute la Roumélie, soit pour régler l'administration intérieure du pays, soit pour combattre les Russes en cas de rupture de l'armistice[1]. Mustapha-pacha annonce son prochain départ pour le Danube ; le sultan rassuré retourne à ses fêtes.

La Révolution n'était pas déjà finie. Le Bairactar fit nommer Beygy-effendi ministre et avec lui prépara l'exécution de la suite de son plan. Cela demanda cinq ou six jours. Le 28 juillet, le sultan sortit en bateau de parade pour aller se promener au kiosque de Gueuk-Souy. Mustapha-pacha résolut de profiter de cette absence. Il découvre aussitôt tous ses desseins, prévient le grand-vizir de son intention de rétablir Sélim III sur le trône. Le grand-vizir s'effraye et proteste ; Mustapha le traite de lâche et l'enferme sous bonne garde. Alors le Bairactar entre à Constantinople à la tête de ses troupes, avec le sandjak-chérif ou drapeau sacré du prophète. Il est

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Latour-Maubourg, 29 juillet 1808.

accueilli par les acclamations populaires ; le bruit se répand qu'une paix avantageuse a été signée avec la Russie, que la route des pèlerinages de La Mecque est désormais ouverte. L'enthousiasme gagne toute la ville.

On parvient sans encombre devant le sérail du Grand Seigneur. Les janissaires qui en ont conservé la garde laissent entrer le sandjak-chérif dans la première cour. Mais le bostandji-bachi referme la porte derrière les soldats qui escortent le drapeau, et refuse d'ouvrir la porte intérieure sans ordre du sultan Mustapha. Le Bairactar déclare alors que le vrai sultan est Sélim III, qu'il est venu pour le rétablir ; il réclame Sultan Sélim ; il menace ceux qui le retiennent des plus terribles vengeances. Cependant Sultan Mustapha prévenu avait interrompu sa promenade, était rentré au palais dans un bateau ordinaire. Informé des prétentions de Mustapha-pacha, il donne l'ordre d'étrangler Sélim. L'ordre est aussitôt exécuté ; Sélim est surpris au moment de sa prière, étranglé, son cadavre porté à Mustapha IV, qui s'écrie alors, plein d'une joie féroce : « Ouvrez la porte, et remettez le sultan Sélim à Mustapha le Bairactar, puisqu'il le demande ; » et le corps du malheureux Sélim est jeté aux pieds de Mustapha-pacha.

Le Bairactar pleura d'abord amèrement devant ce crime et se laissa aller à sa douleur. Beygy-effendi le ramena à la réalité. Il donna immédiatement des ordres à ses troupes, fort bien disciplinées et armées, écarta les janissaires, força les portes intérieures du sérail, fit saisir le sultan Mustapha IV et le fit jeter en prison en attendant que le nouveau sultan prononçât sur son sort, chercha le jeune Mahmoud, frère du sultan déchu, qui, craignant la mort aussi, se cachait sous un tas de nattes et de tapis. Mustapha pacha le proclama sultan sous le nom de Mahmoud II et le fit aussitôt reconnaître par ses soldats. Il était cinq heures du soir, le 28 juillet[1].

Mustapha-pacha, que Mahmoud II nomma grand vizir, gouverna avec la plus grande cruauté ; il fit décapiter trente

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Latour-Maubourg, 29 juillet 1808.

trois personnes parmi les assassins de Sélim et les favoris de Mustapha IV, notamment le bostandgi-bachi et le rislar-aga. D'autres officiers des yamaks furent étranglés et jetés dans le Bosphore. Des femmes du sérail, qui s'étaient réjouies de la mort de Sélim, furent cousues vivantes dans des sacs et jetées à l'eau. Il y eut une centaine d'exécutions capitales. De magnifiques obsèques furent faites à Sélim ; il parut regretté sincèrement de beaucoup de ses anciens sujets ; sa gloire fut chantée dans les cafés et sur les places par les conteurs publics[1].

Le 11 août, Mahmoud fut solennellement couronné à la grande mosquée de Sainte-Sophie. Mustapha-pacha, contre la coutume, y parut solidement escorté de Bulgares et d'Albanais, pistolet au poing : ces manières furent blâmées ; ses ennemis le représentèrent dès ce moment comme un ennemi insolent des lois. Il composa le ministère de ses créatures, réduisit le dernier grand-vizir à vivre obscurément. Il voulut surtout former une armée régulière, organisée à l'Européenne ; en cela, il reprenait l'œuvre interrompue de Sélim. Il songea à la régénération des janissaires eux-mêmes, en formant parmi eux des ordas ou compagnies modèles. Il convoqua, pour s'en occuper, un divan des plus notables fonctionnaires de la Porte ; on y vit notamment les beglierbegs d'Anatolie et de Roumélie, les pachas du voisinage, Kadi-pacha, venu de Caramanie avec 3 000 hommes de l'ancien nizam ; Ali, le pacha de Janina, y fut représenté par un agent. Mustapha-pacha prononça devant cette assemblée un important discours : il dit les vices où étaient tombés les janissaires, qu'ils avaient eux-mêmes violé les lois de l'ancienne discipline et compromis la grandeur de l'empire, qu'il fallait les obliger au respect des vénérables traditions qui avaient fait leur force et la gloire de l'Islam, détruire la vénalité des grades, obliger les janissaires non mariés à habiter dans les casernes, ne payer la solde qu'à ceux-ci, restaurer la discipline, employer des armes perfectionnées, car le Coran recommande de se servir des armes de l'Infidèle pour le mieux

1. Juchereau de Saint-Denis, *Les Révolutions de Constantinople en 1807 et 1808*, II, p. 235.

battre. Mustapha concluait en annonçant l'intention de former des compagnies modèles dans la classe des *seymens* ou seconde classe des janissaires.

Ce discours et ces propositions furent approuvées par les notables. Le nouveau muphti loua fort le projet de rendre aux janissaires leur ancienne discipline, et leur prédit par là de nouveaux triomphes sur l'Infidèle. Kadi-pacha, comme ancien généralissime du nizam, resta à Constantinople avec ses troupes pour soutenir la réforme. Tout semblait aller pour le mieux, c'était en quelque sorte la continuation du règne de Sélim III : on ne manqua pas de dire parmi le peuple que le gouvernement français avait joué un rôle dans les événements des derniers jours ; on raconta même que Sébastiani, en quittant Constantinople, n'avait pas été plus loin qu'Andrinople et que, de là, il avait conduit toute l'entreprise[1].

IV. — La Révolution de novembre et la paix anglo-turque.

Quelques jours après, Latour-Maubourg recevait la décoration du Croissant de deuxième classe, avec une lettre fort gracieuse du reis-effendi. Peut-être cette révolution était-elle capable de restaurer la politique extérieure de Sélim, comme sa politique réformatrice ; peut-être était-il temps de refaire la force militaire de l'empire et de le redresser encore une fois sur le Danube contre les Russes. Mais, si les auteurs de la révolution de juillet avaient de telles intentions, ils n'eurent pas le temps de les réaliser. Dès le commencement du mois d'août, le ministre de France notait une grande fermentation parmi les janissaires, prévoyait les plus sanglants événements, songeait à prendre des précautions pour les sujets chrétiens qui pouvaient être gravement menacés par un accès du fanatisme musulman.

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, Dépêche de Latour-Maubourg, 24 août 1808.

Mustapha-pacha, enorgueilli de son triomphe, ne gardait aucun ménagement, conduisait sa réforme avec brutalité, n'avait pas d'égards même pour le nouveau corps des seymens : ils furent logés dans les casernes des nizams, confondus aussitôt avec eux, encadrés par les mêmes officiers. Ils y virent une déchéance odieuse ; ils commencèrent de protester contre la réforme à laquelle ils s'étaient d'abord prêtés. Les ulémas constataient que l'intention de ramener les janissaires à l'ancienne discipline n'était qu'un prétexte pour restaurer le nizam ; ils renouvelèrent leur opposition d'autrefois. Mustapha s'en moquait, fort de ses 16 000 soldats et des troupes de Kadi-pacha.

A la fin de septembre, l'ayan de Philippopoli, Molla-Aga, se souleva. Il fallut envoyer contre lui des troupes, et, comme la révolte s'étendit vite, Mustapha-pacha n'eut bientôt plus à Constantinople que 6 000 hommes, dispersés dans divers quartiers et dans des maisons particulières, les casernes étant occupées par les janissaires et les seymens. Le rhamadan commença le 15 octobre ; ce fut une occasion de désordre ; toutes les nuits furent agitées de réunions tumultueuses, d'imprécations, de cantiques contre le Bairactar. Il n'en parut pas ému.

Le 14 novembre, il se rendit en cérémonie chez le muphti, avec une garde de 200 hommes ; comme la foule se pressait autour de lui et se montrait assez mal disposée, il la fit écarter à coups de bâtons. Elle protesta avec violences, répondit par des cris, des appels aux armes, se grossit de milliers de mécontents, enveloppa la petite escorte. Mustapha eut grand' peine à s'échapper et s'enferma dans son harem. En quelques instants, l'émeute fut maîtresse de la ville.

Les janissaires alors sortent dans les rues, excitent les bons musulmans installés dans les cafés, les convient à la vengeance. Les troupes du Bairactar sont submergées dans cette explosion de fanatisme. L'insurrection se jette aux palais des ministres impopulaires, les brûle, brûle aussi celui de Mustapha-pacha pendant son sommeil. Il est réveillé par la flamme et les cris ; il ramasse ses bijoux, beaucoup d'or, appelle son esclave favorite, un eunuque noir, se sauve au fond de ses

jardins, s'enferme dans une tour de pierre fortement maçonnée.

L'un de ses amis, le capitan-pacha, Ramis, montra plus d'énergie. Dans la nuit, il occupa avec des soldats fidèles les principaux points de la ville et des faubourgs et organisa la lutte contre les janissaires. Au matin du 15, la bataille fut générale dans les rues : « On y voyait figurer quelques uns de ces hommes fanatiques qui, égarés par l'enthousiasme religieux, montrent dans les combats une impatience extrême d'aller jouir dans le ciel de la compagnie des aimables houris que le Prophète promet à tous les Musulmans morts pour la défense de leur sainte religion[1]. » La fusillade dura toute la journée ; les seymens ne répondirent pas aux sollicitations des janissaires ; car le bruit circula que le Bairactar n'était pas mort, qu'il allait reparaître avec des forces considérables. L'aga des janissaires commençait à désespérer ; les ulémas se cachaient.

Ramis pacha estimait qu'à ce moment la proclamation d'une amnistie générale pour les rebelles suffirait à calmer l'effervescence. Mais Kadi pacha n'y consentit point ; il déclara qu'il fallait infliger aux janissaires un châtiment exemplaire et enlever pour longtemps à la populace fanatique de Constantinople le goût de ces mouvements séditieux auxquels elle paraissait se plaire. Le sultan Mahmoud, consulté, laissa faire Kadi-pacha.

Le 16 novembre, Kadi sort avec 4000 hommes et quatre pièces de canon. Il se jette sur les bandes des janissaires, les disperse, enlève une de leurs casernes près de Sainte-Sophie, en tue des centaines. La terreur gagne les insurgés : ils comprennent qu'il leur serait inutile de se soumettre, que leur condamnation capitale a été prononcée ; ils luttent avec désespoir, peut-être aussi avec la vision des suprêmes délices du Walhalla. Les soldats de Kadi, qui se croient victorieux, entrent dans les maisons, pillent et massacrent, puisqu'ils ont reçu pour mot d'ordre d'écraser vigoureusement l'émeute.

1. Juchereau de Saint-Denis, *Les Révolutions de Constantinople en 1807 et 1808*, II, 259.

Ils s'attardent à ces exécutions, ils se dispersent. Les janissaires reprennent quelque courage, en voyant le petit nombre de leurs adversaires, se reforment derrière eux, les enserrent, leur coupent le chemin du sérail. Kadi-pacha groupe à grand'peine quelques centaines de ses hommes, se précipite à leur tête sur les ennemis, s'ouvre la route, rentre au sérail avec quelques-uns seulement. L'émeute le poursuit, le talonne ; les maisons brûlent ; les femmes et les enfants crient ; les janissaires triomphent ; le sang ruisselle ; un renégat prussien, Soliman-aga, jadis colonel du nizam, est saisi, percé de coups, coupé en petits morceaux, que les exécuteurs écrasent sur les murs du sérail.

Mahmoud est à l'une des tours ; il voit tout cela ; il entend les cris de l'émeute victorieuse, qui réclame sa tête, celle du Bairactar, qui exige le rétablissement du sultan Mustapha. Mahmoud, craignant pour lui-même, ordonne la mort de son frère ; Kadi-pacha le fait étrangler. Le cadavre de Mustapha IV fut jeté à ses partisans, et, comme Mahmoud était dès lors le seul représentant de la famille d'Othman, les rebelles cessèrent de demander sa mort ou sa chute. Ils lui adressèrent aussitôt les plus vives protestations de dévouement. Et le muphti vint le féliciter du triomphe de la religion et des anciennes lois.

Car, sauf que les insurgés ne renversèrent pas Mahmoud, la révolution de novembre 1808 fut encore un triomphe des janissaires et des ulémas, comme en mai 1807, une vengeance des journées de juillet. On trouva, dans la tour où ils s'étaient réfugiés, sur un monceau d'or, les cadavres du Bairactar et de ses deux esclaves ; celui du pacha fut traîné dans la rue et mis en pièces. Ramis-pacha et Kadi-pacha purent s'enfuir à Routchouk ; ils y furent encore menacés ; Ramis tenta de gagner la Russie, il fut assassiné en Valachie ; Kadi voulut revenir à Constantinople, sous l'habit d'un derviche ; il fut reconnu sur la route et assommé.

Les janissaires triomphèrent bruyamment de toutes ces exécutions. Ils furent plus indisciplinés, plus insupportables que jamais. Ils livrèrent maintes fois Constantinople au pillage. Ils la traitèrent comme une ville conquise, pendant

plusieurs années ; ils y régnèrent en maîtres et imposèrent leurs volontés au sultan Mahmoud, à toute la politique de la Porte.

Ainsi les derniers troubles ne pouvaient pas être considérés comme avantageux à l'influence française. Surtout par la force des circonstances, sa cause se confondait avec celle de la réforme ottomane ; il en fut ainsi à peu près pendant tout le XIXe siècle ; donc toute défaite du parti de la réforme était indirectement une défaite du parti français. Les ennemis de la France étaient favorisés par les événements, par la rupture des négociations à Paris, par les bruits de plus en plus inquiétants venus de l'entrevue d'Erfurt, par des craintes d'autant plus anxieuses qu'on ignorait ce qu'on avait à craindre.

Tout cela était avantageux à l'influence anglaise, et elle remporta en cette fin d'année 1808 une série de succès considérables. Sans doute Napoléon poursuivait vivement sur la route de La Corogne la petite armée du général Moore ; mais il était obligé de s'arrêter et recevait à Astorga, sur les dispositions de l'Autriche, des dépêches qui l'obligeaient à rentrer précipitamment à Paris ; et les Anglais de Sir Arthur Wellesley, débarqués en Portugal au mois d'août, demeuraient attachés obstinément au flanc de l'empire napoléonien. A l'autre extrémité du monde, les Anglais s'étaient assuré une autre base solide d'opérations. Le gouvernement de Richard Wellesley dans l'Inde venait de se signaler par les plus remarquables résultats ; il avait surtout établi une garnison à Delhi, auprès du Grand Mogol, et dès lors les Anglais pouvaient se donner pour les légitimes représentants de sa souveraineté sur tout le pays de l'Hindoustan : c'était une puissante assise de leur empire.

Au mois de janvier 1809, Sir Harford Jones, qui depuis plusieurs mois assiégeait de ses sollicitations et de ses présents la cour de Téhéran, obtenait du schah l'autorisation de s'y rendre. Le général Gardane quittait la cour persane le 13 février et Jones y recevait audience le lendemain.

Sir Robert Adair était déjà entré en relations avec les ministres de la Porte, quelques jours après la révolution qui avait

coûté la vie à Mustapha le Bairactar, et, le 5 janvier 1809, il signait avec les représentants du sultan la paix des Dardanelles[1]. Sans doute ce traité n'entraînait pas après lui une rupture de la Turquie avec la France; il n'empêcha même pas la reprise des hostilités entre les Turcs et les Russes, au printemps suivant; mais il rétablit des rapports pacifiques entre les gouvernements de Londres et de Constantinople; il fut une première et grave brèche dans le système du blocus continental.

Dans le même temps, le gouvernement russe se montrait très réservé à l'égard de Napoléon, laissait l'Autriche préparer une cinquième coalition, exciter l'Allemagne à un grand soulèvement national.

Au commencement de l'année 1809, l'empire napoléonien était déjà enserré de toutes parts. La fortune hésitait.

Ou plutôt la réaction se préparait contre l'action napoléonienne. Il serait intéressant d'étudier, en opposition avec la politique de Napoléon, la politique de l'Angleterre, qui fut sa plus redoutable et constante ennemie et qui le vainquit. Il serait curieux de rechercher les causes de cette victoire qui, au point de vue historique, sont toutes naturelles. Ce n'en est pas l'endroit ici. A partir de 1805, Napoléon ne conduisit jamais contre l'Angleterre une lutte directe; il décréta le blocus continental : ce fut comme une quarantaine politique et économique organisée contre « l'ennemie du continent », une barrière derrière laquelle l'Empereur poursuivait d'autres desseins. Il croyait pouvoir vaincre l'Angleterre sans se prendre corps à corps avec elle, parce qu'il n'eut pas une nette conscience de la force de son adversaire : ce fut une de ses erreurs capitales.

Au printemps de 1802, après la paix d'Amiens, Fox voyageait en France; il fut reçu chez le Premier Consul. Comme maladroitement on lui montrait sur un globe la petite place de l'Angleterre : « Oui, dit-il, mais de ses vaisseaux elle enserre l'univers. » Et d'un large geste il semblait en effet embrasser le monde.

1. R. Adair, *The negociations for the peace of Dardanelles*, 1808. — Londres, 1845.

Sans entrer dans le détail de cette lutte, il est du moins nécessaire de présenter quelques traits de la situation de l'Angleterre à cette date, puisqu'elle fut l'obstacle principal, où se heurta et se brisa le grand dessein oriental de Napoléon.

Pendant les premières années de ses relations avec lui, de 1801 à 1807, l'Angleterre avait hésité au sujet de la politique à suivre. Elle n'était pas unanime à vouloir la ruine de la France nouvelle. Elle acceptait sincèrement des ouvertures de paix. D'autre part, précisément parce qu'elle ne s'était pas fixée à une politique extérieure très ferme, elle était préoccupée et troublée par des dissensions intérieures, et, pour cette double raison, par de constantes crises ministérielles, par des oscillations entre les whigs et les tories, même par la faiblesse de la raison du roi.

Après la suppression du parlement d'Irlande en 1800, Pitt estimait que le complément nécessaire de cette « Union » était la restitution aux catholiques de leurs droits politiques, l'égalité de tous les sujets du roi ; beaucoup de notables Irlandais n'avaient donné qu'à cette condition leur adhésion à l'abolition de leur parlement national. Mais le roi se souvint qu'il avait juré, lors de son couronnement, le maintien de la religion de l'État ; il crut voir dans le projet d'émancipation catholique un complot contre sa conscience. Il se fâcha ; il fut impossible de vaincre son obstination maladive. Pitt donna sa démission (1801).

Le ministère Addington signa les préliminaires de Londres et le traité d'Amiens avec le premier consul, puis contribua pour sa part, quoique sans le vouloir fortement, à la rupture de la paix, tomba alors du pouvoir, parce qu'il n'était plus le gouvernement nécessaire à la situation.

Pitt redevint premier ministre (mai 1804), organisa vigoureusement la défense contre la tentative française de descente en Angleterre, dirigea la dernière campagne de Nelson, prépara Trafalgar. Il fut récompensé de ses services par une extraordinaire popularité ; la foule s'attela à sa voiture pour le conduire au banquet de la Cité. Il disait modestement : « L'Angleterre s'est sauvée par ses propres efforts, et l'Europe sera

sauvée par son exemple. » Il ne le vit pas. Il était gravement malade déjà. Il souffrit beaucoup des nouvelles qui lui arrivèrent d'Allemagne, de la capitulation d'Ulm, de la bataille d'Austerlitz : « Roulez cette carte d'Europe, dit-il en montrant la muraille, elle ne servira plus pendant dix ans. » Il mourut le 23 janvier 1806.

Le ministère Grenville-Fox, dont les principaux membres étaient des whigs, fit une nouvelle tentative de pacification générale. Elle échoua. Fox mourut au mois de septembre. Le ministère fut encore renversé sur la question d'Irlande[1]. Les élections se firent une fois de plus sur le terrain religieux, et l'Angleterre se donna aux tories intransigeants.

Ainsi jusque-là, en face de la puissance croissante de Napoléon, l'Angleterre s'était contentée de se défendre. Elle acheta des alliés sur le continent, les poussa sur la France, mais cela aussi était de sa part une manière de se défendre par des diversions. Elle était demeurée enlisée dans l'indécision ; elle ne poursuivait pas l'Empereur d'une vigoureuse offensive. Pitt et Nelson étaient morts.

Cependant elle avait conservé partout tous ses avantages, toutes ses positions militaires, pour le moment où elle serait prête à une offensive énergique. Elle tenait toujours Gibraltar, Malte. Elle occupait la Sicile, pour le compte du roi détrôné des Deux-Siciles, pour son propre avantage ; Messine était le quartier général de ses forces sur la mer Méditerranée. Elle avait fait une vaine manifestation devant Constantinople ; elle avait été chassée de l'Égypte. Ni aux Dardanelles ni à Alexandrie elle n'avait porté des efforts assez sérieux ; c'était une nouvelle preuve de son indécision ; elle était en pleine crise ministérielle ; et aussi elle voulait ménager la Porte, elle ne voulait pas se fermer toute possibilité d'accord diplomatique avec elle, elle ne voulait pas donner le signal du démembrement de l'empire ottoman ; elle préfère dans le Levant un État faible et malade à quelque puissance chrétienne entreprenante, France ou Russie ; elle s'attache, elle aussi, au dogme de l'intégrité de l'empire ottoman. Du moins alors, pour garan-

1. Cf. plus haut, ch. IV, pp. 138-139.

tir cette intégrité, couvrait-elle la Méditerranée de ses vaisseaux : ils étaient partout ; ils croisaient devant Toulon, devant Naples, devant Trieste, devant Corfou, à Ténédos, devant les rivages de l'Égypte et de la Syrie.

Les grandes nouveautés d'ailleurs que Napoléon produisait alors en Europe n'empêchaient pas l'Angleterre de poursuivre sans trouble, avec une impassible persévérance, la conquête de l'empire de l'Inde. Le marquis Richard de Wellesley avait inauguré son gouvernement de l'Inde par la destruction du royaume du Mysore ; son dernier roi, Tippoo-Sahib, était mort sur les murs de sa capitale, au mois d'avril 1799, au moment où Bonaparte échouait devant Saint-Jean-d'Acre. Jusqu'en 1805, Wellesley fut un des plus grands conquérants de l'Inde anglaise. Tout en surveillant les approches de son domaine administratif, envoyant par exemple des cipayes en Égypte pour achever l'expulsion des Français, il s'occupait surtout d'agrandir toujours le territoire de la Compagnie. Il fut l'inventeur du système de la « force subsidiaire » : il obligeait les petits souverains du pays à recevoir chez eux des troupes anglaises, sous prétexte de les protéger, et, en échange de ce service, ils payaient des subsides en argent ; selon les besoins, la force de la garnison était augmentée et aussi l'indemnité pécuniaire, en proportion. Plus habile que Dupleix, Wellesley faisait à la fois les affaires de l'Angleterre et des actionnaires de la Compagnie.

Ainsi le Nizam perdit en 1800 les territoires que, l'année précédente, il avait obtenus du partage du Mysore ; dans ceux qu'il garda, il reçut une « force subsidiaire ». Le royaume de l'Aoude fut démembré ; il perdit, par le traité de Lucknow (1801), Gorakhpour à l'est, Allahabad au sud, au confluent du Gange et de la Djemma, Faroukhabad, Schahdjahanpour, Bareilly et le Rohilkhand à l'ouest. Il se trouva ainsi complètement entouré par les possessions anglaises et acculé à l'Himalaya. Les Anglais pouvaient attendre : sa soumission n'était plus qu'une affaire de temps.

Mais l'empire anglais se trouvait toujours partagé en trois tronçons : le Bengale au nord-est, Bombay à l'ouest, la côte de Coromandel au sud-est. Le centre du triangle formé

par ces trois points était occupé par les états des Mahrattes. Quoique partagés entre plusieurs souverains, ils étaient redoutables. Les Mahrattes avaient avec eux un grand nombre de Français, habiles organisateurs d'armées, vaillants soldats sur les champs de bataille. Les Mahrattes avaient été les principaux représentants de la réaction hindoue contre la domination musulmane et contre les envahisseurs afghans et persans ; ils y avaient subi des échecs ; mais il n'était pas assuré qu'ils ne tenteraient pas encore de refaire l'unité de l'Inde à leur profit. Les Anglais n'étaient pas disposés à leur en laisser le loisir.

Wellesley, sous divers prétextes ou même sans prétexte, leur fit une guerre continuelle et les décima peu à peu. En 1802, le Peshva de Pouna, voisin de Bombay, accepta le protectorat anglais sur toutes ses terres, étendues le long de la mer d'Oman, de Surate à Goa. Le nabab de Surate fut détrôné. Maîtres déjà de la côte de Malabar, les Anglais tenaient ainsi tous les rivages occidentaux du Deccan. De 1802 à 1805 fut conduite la première grande guerre mahratte. Arthur Wellesley, le futur Wellington, frère du gouverneur, partit de Bombay, parcourut tout le pays jusqu'à la Djemma, renversant devant lui tous les obstacles. Le général Lake, parti d'Allahabad, occupa Agra ; le 11 septembre 1802, il livra bataille, sous les murs de Delhi, aux Mahrattes assistés de plusieurs corps de troupes françaises. Il fut vainqueur. Il remporta encore la victoire de Lasvari. Une garnison anglaise fut installée à Delhi, auprès du Grand Mogol, inutile spectateur de ces luttes autour de son trône.

Dès lors, c'en était fait de la puissance des Franco-Hindous, qui avait paru un moment capable de sauver l'indépendance de l'Inde, mais que le gouvernement français n'avait pas pu ou pas su soutenir. Vainqueurs des héritiers du grand Sindhya, les Anglais purent se donner pour les protecteurs du Grand Mongol, pour les légitimes représentants de sa souveraineté sur toute la péninsule. Leur empire de l'Inde avait déjà la plus grandiose unité ; il devait durer plus longtemps que l'empire napoléonien.

A partir de ce moment, du retour du marquis de Wellesley

(1805), ils eurent plus de ressources et plus de résolution à consacrer à la lutte contre la France. Le blocus continental et le traité de Tilsit, dont ils ignoraient les articles secrets, leur firent comprendre les terribles dangers dont Napoléon les menaçait; ils purent redouter qu'il ne fondât en effet une gigantesque fédération de tous les états du continent et qu'ils ne fussent ainsi réduits à une misère prochaine. Ils se persuadèrent qu'une aussi excessive ambition devait, dans un avenir indéterminé, conduire la France à la ruine. Ils furent pris d'une sorte de fureur d'offensive; ils déclarèrent à Napoléon une guerre à mort. Le discours du trône de janvier 1808 fut le signal de cette résolution inébranlable. « Si, comme Sa Majesté en a la ferme confiance, vous déployez dans cette crise des destinées de votre pays l'esprit qui caractérise la nation britannique et si vous affrontez sans crainte la ligue étrange qui s'est formée contre vous, Sa Majesté nous ordonne de vous assurer de sa ferme persuasion qu'avec l'aide de la divine Providence, la Grande-Bretagne sortira de cette lutte avec gloire et succès. Enfin nous avons l'ordre de vous assurer que, dans cette lutte si imposante et si terrible, vous pouvez compter sur la fermeté de Sa Majesté, qui n'a d'autre intérêt que celui de son peuple[1]... »

C'était l'indomptable esprit de Pitt. Le ministère Grenville s'était retiré au mois de mars précédent et le pouvoir appartenait désormais aux tories intransigeants : le duc de Portland, Canning, lord Castlereagh, plus tard le marquis de Wellesley. C'est le parti de la guerre à outrance; plus de négociations, plus d'hésitations : la nation anglaise ne prendra de repos que quand l'empire napoléonien aura été renversé. Cette fermeté rappelle le souvenir de Guillaume d'Orange et du premier Pitt. Aussi bien est-ce ici en effet la troisième et suprême crise où l'Angleterre fonda sa domination sur les mers. Car, grâce à ses libertés politiques, à l'habitude du « self-government », elle connaissait ses intérêts et obligeait ses ministres à s'y dévouer. La France au contraire alors n'était pas une nation libre; elle n'était

1. *Moniteur*, 2 février 1808.

que l'instrument d'une ambition égoïste et aveugle aux intérêts du pays. Comme Louis XV au temps de la guerre de Sept ans, Napoléon se détournait de son ennemie la plus acharnée et la plus clairvoyante. Il poursuivait sur le continent la chimère d'une restauration de l'empire romain.

L'Angleterre porta aussitôt à Napoléon des coups répétés et furieux. Des « ordres du conseil » vexèrent même les neutres, obligèrent toute puissance maritime à subir le contrôle des vaisseaux britanniques. Copenhague fut bombardée et dut livrer sa flotte. Arthur Wellesley débarqua en Portugal, à l'embouchure du Mondego (6 août 1808), battit Junot à Vimeiro, lui imposa la capitulation de Cintra, prit pied sur le continent. Le gouvernement anglais résolut de porter secours à l'Espagne et le Parlement l'y encouragea ; le whig Sheridan déclara : « Bonaparte n'a eu jusqu'ici contre lui que des ministres et des princes ; il est temps de lui montrer ce qu'il doit redouter d'une nation. Je demande que l'Angleterre vienne au secours du peuple espagnol. » Napoléon ne rencontra pas seulement en Espagne les guerilleros ; il y vit aussi l'armée anglaise du général Moore ; il eût voulu la prendre ; il ne le put. Et c'est en Espagne que Wellington commença d'obliger les armées impériales à reculer.

A ce moment déjà l'Angleterre enserrait l'empire napoléonien dans un formidable cercle. Elle avait l'alliance de la Suède et elle la conserva parce que la Suède avait plus à craindre d'elle que de Napoléon. Elle gardait par Héligoland l'embouchure de l'Elbe. Elle surveillait toutes les côtes françaises, et le 11 avril 1809 elle y brûlait 8 vaisseaux devant l'îlot d'Aix. Elle était fortement établie en Portugal, prête à envahir l'Espagne. Elle avait Gibraltar, Malte et la Sicile. Plus loin elle dominait tout le Levant par ses vaisseaux. Elle était l'alliée de la Perse. Elle reparaissait à Constantinople. Elle entretenait toujours des rapports cordiaux avec la Russie, l'Autriche, annonçait à la Prusse une prochaine vengeance. Elle faisait, de ses intrigues et de ses efforts, tout le tour de l'empire de Napoléon, prête à l'étouffer.

Nous voyons, à un siècle de distance, cette multiple attaque, partout présente. La France ne la vit pas ; elle ne

voyait rien, elle ne savait rien, que son grand homme. Napoléon ne voulait pas voir, aveuglé lui-même par son ambition impériale. L'Angleterre fut victorieuse parce qu'elle voulut l'être et y consacra toute sa volonté et toute sa raison, toute son intelligence de ses intérêts nationaux. La France fut vaincue, parce qu'elle abdiqua toute volonté, tout libre examen de ses intérêts, entre les mains d'un homme qui l'éblouit dix ans des étincelants éclairs de son épée. C'était la lutte d'une nation et d'un homme ; si grand qu'il fût, il n'était pas de force. Grande histoire qui est une grande leçon.

CHAPITRE X

DÉFINITION DE LA POLITIQUE NAPOLÉONIENNE

I. — Le secret de Napoléon.

Wagram et le traité de Vienne.

Le secret entretenu par Napoléon « comme une auréole » autour de son nom. — Diverses explications de la politique napoléonienne. — Le condottiere. — La domination universelle. — La lutte constante contre l'Angleterre. — La question orientale.

II. — L'opinion des contemporains.

Le mémoire Codrika adressé à M. d'Hauterive en 1806. — Réorganisation de l'empire ottoman par la médiation napoléonienne. — Le projet La Rue d'Héricourt. — Talleyrand à Hauterive (janvier 1807). — Le mémoire d'Hauterive en octobre 1808, contre le partage de l'empire ottoman. — Les dangers de ce partage pour la France. — Opinion de Sébastiani à son retour de Constantinople.

III. — Napoléon empereur.

Napoléon et la « barbarie russe ». — La conception classique de la puissance impériale. — Napoléon, empereur, restaure l'empire d'Occident d'abord, veut ensuite restaurer l'empire d'Orient. — Comment cette conception de l'unité impériale explique le développement de la politique napoléonienne.

IV. — Le rôle historique de l'empereur Napoléon.

Place de Napoléon dans l'histoire générale. — Expansion des idées révolutionnaires à travers l'empire napoléonien. — L'Orient à la chute de Napoléon. — Restauration de l'autorité du sultan. — Développement des nationalités balkaniques. — Arrêt, peut-être définitif, de l'invasion de la « barbarie russe » dans les pays de la mer Méditerranée.

I. — Le secret de Napoléon.

Napoléon fixa encore une fois la fortune par un grand coup d'épée. Il fit écraser assez facilement les « Vendées » de l'Allemagne, délivra la Bavière de l'invasion autrichienne par la campagne des cinq jours, fut un moment contenu à Essling par l'archiduc Charles, fut abandonné par les Russes, mais trancha le débat par l'éclatante victoire de Wagram.

Le traité de Vienne (14 octobre 1809) fut encore marqué des préoccupations orientales de Napoléon. Non seulement il enleva à l'empereur d'Autriche la Galicie occidentale qui fut annexée au grand-duché de Varsovie, Braunau, Salzbourg et le district de l'Inn qui furent donnés au roi de Bavière et par là englobés dans la Confédération du Rhin. Mais surtout il réunit directement à l'empire français toutes les provinces autrichiennes du sud-ouest, le cercle de Villach en Carinthie, toute la Carniole, Gœritz, le comté de Montefalcone, Trieste, Raguse, Fiume, toute la Croatie civile et militaire ; tous ces pays formèrent avec la Dalmatie le gouvernement des Provinces Illyriennes.

Cela compensait, aux confins de l'empire ottoman, les avantages que la convention d'Erfurt avait assurés au gouvernement russe sur le Danube inférieur ; cela rétablissait l'équilibre balkanique entre la France et la Russie, d'autant mieux qu'à la même date les armées russes étaient tenues en échec devant les forteresses turques du Danube.

L'avenir paraissait donc de nouveau dégagé devant Napoléon ; Wagram pouvait être aussi riche qu'Austerlitz en résultats. Pourtant l'empire napoléonien ne fit pas d'autres progrès vers l'est ; le traité de Vienne marque en ce sens son extrême extension. Aussi bien, que l'on jette un regard sur la carte politique de l'Europe à ce moment, le spectacle est imposant, surtout si l'on enferme dans une même limite tous les États directement ou indirectement soumis à la domination de Napoléon depuis le grand-duché de Varsovie et la Confédération du Rhin au nord jusqu'à l'Italie et aux provinces Illyriennes

au sud, en passant par l'Espagne ; on y voit l'Autriche enserrée dans un gigantesque croissant, réduite à la condition de satellite ; on y retrouve tout l'empire de Charlemagne et même quelques éléments nouveaux, surtout vers la péninsule des Balkans.

A cet apogée de la grandeur territoriale de l'empire napoléonien, il est permis de se demander quel était le but d'une aussi extraordinaire politique. Pourquoi tant de guerres ? Pourquoi ces inlassables chevauchées à travers l'Europe, de Boulogne à Austerlitz, de Vienne au Niémen, de Friedland à Madrid, de Madrid à Wagram, et plus tard à Moscou ? Pourquoi cette insatiable fièvre d'agrandissements, parmi tant de haines croissantes, quand il était si facile de jouir à Paris du prestige des premières victoires, en fondant une dynastie dont la gloire toute jeune ne l'eût pas cédé en éclat à la gloire des plus vieilles et des plus grandes ? Pourquoi tout compromettre à tout moment, quand, semble-t-il, on pouvait tout conserver, presque sans risques ?

Napoléon n'a pas dit son secret. Il n'eut jamais de vrai confident de sa pensée. Il le déclare lui-même dans le Mémorial : « J'ai toujours calculé trouver un plus grand secours dans le secret ; alors demeurait comme en auréole autour de moi ce vague qui enchaîne la multitude et lui plaît, ces dénouements subits et imprévus reçus avec tant d'applaudissements et qui créent tant d'empire[1]. » Il est vrai qu'il demeure toujours comme en auréole autour du nom de Napoléon ce vague qui attire aussi les historiens et excite leur curiosité, avide de pénétrer cette mystérieuse pensée pour y trouver la solution du plus passionnant de nos problèmes politiques.

Cela explique le nombre et la variété des solutions proposées. Cela excusera toute hypothèse nouvelle. Car il ne s'agit que d'hypothèse ; les preuves matérielles manqueront toujours ; on connaît aujourd'hui tout ce qu'a écrit Napoléon, ou du moins il n'est pas vraisemblable que des découvertes essentielles puissent sortir de ce qui est encore inédit ; or Na-

1. Cf. Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, II, 496.

poléon n'a dit nulle part et ne pouvait pas dire pourquoi il avait entrepris la conquête de l'Europe. Faute d'un aveu ou d'une hardie proclamation de sa part, il faut se contenter de l'examen de ses actes, rejeter toute hypothèse qui ne les explique pas tous de façon satisfaisante, admettre celle qui répondrait le mieux aux diverses phases de sa politique.

Il n'est point question de se contenter ici de nier la possibilité de toute solution, d'attribuer les manifestations de la politique napoléonienne aux exaltations d'un tempérament malade. Il est trop simple de dire : Inutile de chercher des raisons aux divagations de la pensée de Napoléon : Napoléon était fou. Cependant, en ce qui concerne l'administration de la France, il faut bien avouer que ses conceptions avaient une singulière tenue, et qu'il savait très bien ce qu'il faisait, quand il fondait les institutions du Consulat. Il serait donc devenu fou à partir de 1804, frappé au cerveau par les magnificences du sacre ? Il nous semble que Napoléon avait le cerveau plus solide, et qu'il faut étudier son œuvre intérieure et extérieure avec la conviction qu'on a affaire à un tempérament politique singulièrement robuste.

Pour Taine[1], Napoléon, parce qu'il était d'origine italienne, ne fut que le plus grand et le dernier des condottieri, habiles conducteurs d'hommes, égoïstes ambitieux. Il y avait en Napoléon des qualités et des défauts du condottiere, mais il y a dans son personnage tant d'autres caractères très différents qu'on ne peut l'appeler un condottiere qu'en faisant éclater les limites de l'expression dans des proportions inadmissibles. Nous nommons condottiere un chef de mercenaires, d'humble origine, qui par sa puissante action sur ses hommes, par son courage dans les combats, son habileté dans les intrigues, réussit à fonder à son profit un petit État où il jouit plus ou moins longtemps du fruit de ses violences et de ses ruses. La Grande Armée fut autre chose qu'une grande bande de mercenaires ; l'Empereur ne fut pas seulement un condottiere.

1. Taine, *Les Origines de la France contemporaine* : le Régime moderne, tome I, livre 1er, Napoléon Bonaparte.

D'autres affirment, et c'est peut-être le plus grand nombre, que Napoléon voulut fonder à son profit la domination universelle. Ainsi il ne devait être content qu'après avoir soumis l'Europe, la Russie, l'Angleterre, puis l'Orient, l'Inde, la Chine. Cependant on ne note de sa part aucun dessein sur la Chine, ni sur l'Amérique, à moins d'y rattacher l'expédition de la Louisiane, tôt abandonnée. Le terme de domination universelle est vague ; il laisse autour du nom de Napoléon cette brumeuse auréole « qui enchaîne la multitude et lui plaît » ; il ne pénètre pas d'une suffisante clarté le secret impérial ; il ne permet pas de définir sa politique.

Puis le problème est serré de plus près. Quelques-uns estiment que partout Napoléon a voulu atteindre l'Angleterre ; elle fut comme son cauchemar, il la voulut partout écarter de son chemin. Il ne conquit l'Europe que pour soumettre l'Angleterre, dit M. Seeley. S'il en était ainsi, il faudrait avouer que Napoléon se conduisit souvent comme un halluciné.

M. Seeley estime que cette idée d'écraser l'Angleterre sous le poids de toute l'Europe était une folie ; nous estimons que la politique de Napoléon n'est pas toute expliquée par cette folie[1].

1. Cf. Seeley, *Courte histoire de Napoléon Ier*, trad. Baille, p. 333, 359. — Cf. encore G. Buchholz, *Die Napoleonische Weltpolitik und die Idee des französisch-russischen Bundes*, dans *Preussische Jahrbücher*, juin 1896, p. 388-390. Cet historien très distingué, reprenant et complétant les opinions de Ranke, pense aussi que la lutte contre l'Angleterre fut « la tâche de la vie » de Napoléon, « seiner Lebensaufgabe ». Il y voit la lutte de deux grands tempéraments historiques : l'esprit classique romain représenté par Napoléon, et la civilisation commerciale et industrielle, représentée par l'Angleterre germanique. L'un est le passé, l'autre l'avenir. — L'idée est ingénieuse et capable surtout de séduire les lecteurs germaniques, comme celle de M. Seeley est faite pour caresser agréablement l'amour-propre britannique. Outre que l'idée de M. Buchholz nous paraît incomplète, comme nous le dirons plus loin, elle s'inspire trop de la situation actuelle du monde, un siècle après Napoléon ; elle juge l'Empereur avec des opinions actuelles ; l'Angleterre ne représentait pas, au commencement du XIXe siècle déjà, la civilisation industrielle et commerciale. Elle n'avait pas cet incomparable rôle, que l'Allemagne lui dispute aujourd'hui, et Napoléon ni ses contemporains ne lui ont attribué une pareille importance. L'opinion de M. Buchholz est une opinion philosophique, peut-être juste, un coup d'œil très pénétrant et sagace sur le développement général de la civilisation, — ce n'est pas une explication historique de la politique de Napoléon.

Eh quoi ! Quand il se fit roi d'Italie, c'était pour atteindre l'Angleterre ? Quand il détruisit le Saint Empire Romain Germanique, quand il fonda la Confédération du Rhin, quand il ressuscita la Pologne, quand il annexa les provinces illyriennes à son empire, quand il alla à Moscou, c'était pour atteindre l'Angleterre ? — Cela n'est pas croyable. Certes l'Angleterre fut sa plus constante et sa plus redoutable ennemie ; certes la politique de l'Angleterre en ce temps fut uniquement anti-napoléonienne ; mais la politique de Napoléon ne fut pas uniquement anti-anglaise. Il éleva ses conceptions politiques bien au-dessus de la pensée de ruiner l'Angleterre ; il voulait la réduire à reconnaître sa puissance en Europe, mais ce n'était qu'une partie de son dessein, ce n'en était pas le tout. Il ne faut pas étudier Napoléon avec nos idées actuelles ; il faut s'abstraire autant que possible de notre milieu contemporain où l'Angleterre tient une telle place sur le globe qu'on peut la croire occupée de réaliser à son tour un projet de domination universelle. Il n'en était pas de même au commencement du XIXe siècle ; on n'attribuait même pas une importance capitale, comme nous le faisons aujourd'hui, aux décisives victoires qu'elle venait de remporter sur la France dans l'Inde. Napoléon l'a sans cesse rencontrée sur son chemin ; elle l'a obstinément harcelé, et finalement arrêté ; mais ce n'était pas elle qu'il poursuivait ; elle était son obstacle, elle n'était pas son but. Il est vraisemblable que, s'il avait voulu seulement abattre l'Angleterre, il aurait attaqué directement l'Angleterre ; s'il avait fait sur mer la dixième partie des efforts qu'il a faits pour conquérir l'Europe, il aurait eu plus de chances de réduire son éternelle ennemie. Mais au contraire il fut vaincu par elle en grande partie parce qu'il ne s'occupa pas assez d'elle, parce qu'il lui tourna presque toujours le dos, en s'enfonçant vers l'Orient.

Et c'est pourquoi M. Émile Bourgeois a cherché le secret de Napoléon dans la question orientale. L'éminent historien entend par là les pays du Levant, l'Égypte, la Syrie, la Turquie, et peut-être au delà le chemin de l'Inde. Car le mot Orient est de signification assez vaste et laisse autour du nom de Napoléon ce vague, cette auréole, dont il aimait à s'enve-

lopper. Et d'ailleurs M. Bourgeois estime, d'après les documents, que Napoléon a été incessamment préoccupé de la pensée de *partager* l'empire ottoman avec la Russie seule, ou avec l'Autriche et la Russie ; et au contraire il nous semble résulter, de l'étude que nous venons de parcourir, qu'il a tout fait pour empêcher le partage turc, qu'il a réussi à le retarder et qu'en fait il a sauvé l'intégrité de la Turquie, puisque la Moldavie et la Valachie, qu'il abandonnait à la Russie en 1808, furent rendues par la Russie à la Porte en 1812, par le traité de Bucharest. Tout le secret de l'Empereur ne nous paraît pas avoir été dans le partage de l'empire ottoman. Aussi bien, s'il en avait été ainsi, pourquoi la fondation de la Confédération du Rhin, pourquoi l'annexion de l'Espagne et du Portugal, pourquoi l'écrasement de la Prusse ? La Prusse en particulier ne barrait pas à Napoléon le chemin de l'Orient.

Cependant cette dernière hypothèse paraît beaucoup plus concluante que toute autre. Il est certain qu'elle explique presque tous les faits de la politique napoléonienne, que par conséquent elle semble être la véritable voie à suivre, et c'est en suivant les indications fournies par M. Bourgeois que nous voudrions ici chercher à notre tour le secret de Napoléon, produire une nouvelle hypothèse.

II. — L'opinion des contemporains.

C'est la conclusion obligée du précédent travail sur les missions de Gardane et de Sébastiani que de déterminer à quelle politique générale elles étaient rattachées. Du reste, puisque c'est vers l'Orient que l'Empereur a porté ses plus constantes préoccupations, qu'il a le plus loin poussé les limites de sa puissance, c'est peut-être à sa politique orientale qu'il faut demander son secret.

A défaut d'aveux personnels et décisifs de la part de Napoléon, il faut replacer les faits en leur milieu ; il faut se demander comment les contemporains les jugeaient, comment ils appréciaient les intentions de l'Empereur. Parmi ceux qui l'entouraient et qu'il employait, auxquels il com-

mandait des rapports sur la situation politique, il s'en trouve qui cherchaient à mériter l'approbation impériale plutôt même qu'à exprimer leur propre opinion : quel honneur en effet si les conclusions où ils arrivaient étaient adoptées par le maître et par lui passaient dans les faits ! En sollicitant le témoignage de ceux qui approchaient l'Empereur, il y a quelque chance de s'approcher de sa pensée.

On sait que le personnage qui travailla le plus, avec Talleyrand, à préparer les opérations diplomatiques du gouvernement impérial, fut M. d'Hauterive, chef de la division politique au ministère des relations extérieures. Quand M. d'Hauterive avait besoin de renseignements précis sur les affaires orientales, il s'adressait à un certain Codrika, ancien secrétaire de l'ambassade turque en 1802, « qui a trahi son ambassade pour servir la France », comme il est écrit sur la couverture d'une liasse de rapports qui lui avaient été demandés : Codrika en effet fournit en 1806 une importante série de travaux sur l'Orient ; les sujets d'ailleurs lui avaient été indiqués par le gouvernement français : 1° positions militaires de la Turquie d'Europe et surtout de la Morée ; — 2° puissance politique et militaire d'Ali, pacha de Yanina, de Pasvan-Oglou et des Serviens ; — 3° s'il y a quelque puissance du même genre, mi-rebelle et mi-fidèle, dans la Turquie d'Europe ; — 4° influence des Russes sur la Morée et les îles grecques : par quelles causes s'est-elle établie ? Par quels moyens se maintient-elle ? — 5° marche actuelle des agents russes pour fortifier, étendre, rendre plus active et plus féconde cette influence ; — 6° principaux points d'appui de cette influence, principaux points de résistance. Et, de son propre mouvement, Codrika ajoutait à ces six rapports un travail supplémentaire intitulé : Moyens qui sont au pouvoir de la France, d'employer auprès de la Sublime Porte, après la mémorable victoire d'Austerlitz, pour tirer de ses relations avec cette puissance de très grands avantages politiques et commerciaux[1].

1. Affaires étrangères. Turquie, Mémoires et Documents, 1800-1813, f°s 80 à 142.

Ce rapport est curieux ; il passa sous les yeux de l'Empereur, et eut l'approbation de M. d'Hauterive qui en adoptait pour lui-même les conclusions[1]. Il n'en résulte pas que ce fut aussi l'opinion de Napoléon ; il ne s'agit ici que de porter quelque lumière sur la politique impériale. Codrika estime que la journée d'Austerlitz « met à la disposition du plus grand des héros les moyens les plus sûrs d'expulser de l'Europe méridionale les forces de la Russie, de détruire son influence prépondérante sur le continent et d'élever une barrière entre cette puissance et le reste de l'Europe ». Il est à noter que tous les personnages politiques de l'entourage de Napoléon, même après Tilsit, sauf peut-être Caulaincourt, sont hantés de la pensée de rejeter la Russie vers l'Asie, d'élever une barrière entre elle et le reste de l'Europe. Il semble bien que ce fut là un des principes essentiels de la politique napoléonienne. Codrika considère que l'empire turc n'est plus assez fort pour être une barrière devant la Russie : « ce n'est plus qu'un État qui périclite, qui n'a ni forces militaires, ni moyens financiers, ni système fédératif analogues à sa position ou à ses intérêts... En conséquence, l'empire ottoman ne présente plus qu'un vide absolu dans le système politique de l'Europe, vide dangereux où se croisent les plus grands intérêts de toutes les puissances européennes et d'où partent souvent les plus ardentes étincelles qui embrasent presque toute l'Europe du feu dévorant de la guerre. C'est donc à ce vide funeste qu'il faut penser pour remplir et rétablir l'équilibre universel de l'Europe.

« Loin de ma pensée, continue Codrika, l'idée de la destruction de l'empire ottoman : le détruire, cela veut dire de partager ses États, et le partage de cet empire serait la cause du bouleversement de l'équilibre universel de l'Europe ; car il ne contribuerait qu'à l'agrandissement prodigieux de la Russie. » Ce sont justement les expressions employées par Napoléon dans son entretien avec Metternich, en janvier 1808[2] ; on voit et on verra encore plus loin que

1. Cf. plus bas, p. 390.
2. Cf. plus haut, p. 252.

les contemporains de Napoléon ne prenaient pas leur parti du partage ottoman avec autant de facilité que les historiens de notre temps.

« Pour prévenir cette catastrophe, conclut notre auteur, il ne faut ni abandonner l'empire ottoman à son triste sort, ni songer à le maintenir dans l'état où il se trouve maintenant ; car, dans l'un ou dans l'autre cas, sa chute est inévitable ; il tombera infailliblement au pouvoir de la Russie... Pour prévenir la chute de cet empire, il faut l'organiser ; mais, pour l'organiser, il faut réformer le système de son gouvernement. C'est cette gloire qui appartient au génie créateur du plus grand des héros. »

Et, considérant que les causes de la désorganisation de l'empire turc sont dans la « diversité de ses éléments hétérogènes », dans sa « division géographique en États européens et asiatiques, dans sa division politique en deux peuples, l'un dominant, l'autre sujet, musulmans et non-musulmans, l'un oppresseur, l'autre rebelle en toute occasion », Codrika propose deux moyens de le réformer.

On pourrait séparer l'empire turc en deux empires, l'un asiatique, l'autre européen ; maintenir le gouvernement théocratique dans l'empire d'Asie ; donner à l'autre un prince chrétien allié de la France, « un des princes de l'auguste famille impériale », ou, à son défaut, un prince de Wurtemberg, de Bavière ou de Bade ; annexer l'Égypte à la France ; organiser la Barbarie sous le gouvernement d'un seul bey : le tout sous la garantie suprême de l'empereur des Français. — Le premier, de la famille ottomane, aurait sa capitale à Bagdad, avec le titre de calife ; alors il serait réellement grand et incomparablement puissant : « car l'étendue disproportionnée des États éparpillés de la Turquie est une des causes principales de son affaiblissement et de sa ruine ; il en est de cet empire comme de ces corps disproportionnellement organisés auxquels il faut ôter les parties malades pour conserver le reste en vie... L'Égypte, sous la domination du plus grand monarque de l'Europe, deviendrait l'entrepôt universel de tout le commerce de l'Asie et de l'Europe. Et l'empire de Constantinople, sous la puissante

garantie de la France et sous l'administration d'un prince sage et éclairé auquel on donnerait le titre d'empereur des Grecs, deviendrait une puissance respectable à ses voisins, utile à ses alliés et digne enfin d'être comptée parmi les titres glorieux de son illustre fondateur ».

M. d'Hauterive, qui adoptait quelques-unes des idées de Codrika, dans un rapport adressé plus tard à l'Empereur, estimait sans doute ce moyen au moins chimérique, car il ne retenait que l'autre, beaucoup plus réaliste et pratique en effet. Il consistait à donner satisfaction aux désirs d'autonomie des diverses provinces chrétiennes, en formant autant de gouvernements qu'il y avait de pays rebelles : il fallait organiser l'administration de la Moldavie et de la Valachie d'une façon définitive, fonder une principauté grecque de Morée, une autre de la Grèce continentale jusqu'aux Thermopyles, un gouvernement général chrétien des Iles et des Cyclades. « Les Grecs ainsi ne seront plus des esclaves, mais des sujets fidèles. » Ailleurs la Bulgarie, la Serbie, l'Albanie, la Bosnie avaient une indépendance réelle : « dans l'état actuel de la Sublime Porte, la souveraineté de cette puissance est purement et simplement idéale et imaginaire ; quant au fait, elles sont exposées au fléau destructeur de l'anarchie la plus complète ». Il fallait organiser cette anarchie : nommer Pasvan-Oglou gouverneur à vie de la Bulgarie, sous la garantie de la France ; il fallait instituer l'autonomie de la Serbie, établir l'Albanie sous le gouvernement d'Ali-pacha ; la Roumélie, en grande partie turque, demeurerait gouvernée directement par la Porte, par l'intermédiaire de l'un de ses principaux ministres.

Pour faire ainsi aisément sortir l'ordre du désordre, « pour effectuer cette réforme salutaire dont la gloire est sans doute réservée à ce génie surnaturel de l'empereur des Français, je pense, terminait Codrika, qu'il est nécessaire que Sa Majesté Impériale et Royale, en qualité d'allié naturel de la Sublime Porte et de Restaurateur de l'ordre public de l'Europe, daigne prêter sa haute et puissante *médiation* pour conclure entre la Porte ottomane et ses États un *Acte solennel de Médiation,* par lequel les limites et la constitution du

gouvernement de chaque province, les droits du souverain et ceux du pacha ou du prince gouvernant, les droits de propriété et la sûreté individuelle des sujets gouvernés soient irrévocablement établis ; par ce même acte seraient fixés et statués, dans les plus grands détails, la forme d'élection, de nomination et de révocation des gouverneurs, les devoirs et la durée de leurs fonctions, les tributs ordinaires et extraordinaires à acquitter ». En échange du service qu'ainsi la France rendrait à la pacification et à la régénération de son empire, la Sublime Porte renouvellerait en les améliorant les Capitulations d'autrefois, et la France reprendrait pour longtemps dans le Levant son ancienne prépondérance commerciale et morale, dans le plus grand intérêt de la civilisation.

Ce qui, dans un pareil plan, pouvait plaire à Napoléon, c'était l'accord où il se trouvait avec la réalité des faits et le parti qu'il permettait de tirer de la dissolution fatale et déjà commencée de l'empire ottoman. C'était aussi le contraste qu'il faisait avantageusement avec les desseins poursuivis par la Russie depuis Catherine II : la Russie prétendait délivrer les sujets grecs du sultan en les arrachant à la domination de celui-ci ; la France assurerait la délivrance des sujets chrétiens du sultan, leur entente harmonieuse avec leur souverain, sous la haute protection de l'Empereur. Cela se conciliait bien avec la réforme militaire encouragée en Turquie depuis le XVIII[e] siècle par les agents diplomatiques de la France, avec le protectorat maintes fois exercé par eux sur le gouvernement de Constantinople ; c'est une politique que la France devait reprendre encore plus tard, après la guerre de Crimée. Ce n'est pas à dire cependant que ce fut la pensée exacte de Napoléon I[er] ; on affirme seulement pour le moment que ces idées attirèrent l'attention des rédacteurs ordinaires de ses desseins politiques.

Un M. La Rue d'Héricourt présentait dans le même temps à Talleyrand un autre projet : la Turquie serait partagée entre deux empereurs, l'un séculier, l'autre ecclésiastique, « comme au Japon ». La maison ottomane, actuellement menacée de ruine, « sa succession étant dès lors assurée, en

serait très heureuse ». L'Europe aussi serait heureuse de voir « régénérer ainsi ces incommodes voisins qui ne cultivent rien et qui nous donnent la peste ». Ces contrées redeviendraient « une charmante portion du globe ». — « Jérusalem en soupire ! Ce lieu révéré serait un présent bien précieux à faire au Saint-Père, que Sa Majesté Impériale et Royale aime tendrement[1]. » En un mot, tout le monde serait content ; on pourrait appeler ce projet le projet sentimental. Il n'est pas parmi les plus sérieux.

En arrivant à Constantinople, Sébastiani, parlant à Talleyrand du nouveau patriarche qui venait d'y être intronisé, le disait disposé à travailler à l'union des églises grecque et latine : « opération qui n'est pas impossible, ajoutait-il, à laquelle l'Empereur pourrait songer et qui serait un bon moyen de chasser les Russes de tout l'Orient.[2] »

Quelques mois plus tard, de Varsovie, Talleyrand écrivait à d'Hauterive : « Je ne crois pas que quelque chose puisse relever la puissance ottomane ; elle est, à mon sens, perdue ; et la question est de savoir quelle portion la France en aura dans le partage qui *nécessairement* (Talleyrand souligne lui-même ce mot) doit être fait de nos jours. Je trouve tout bien parce que je trouve toute diversion excellente, quelque peu importante qu'elle soit. Aveuglément ou non, ni l'Autriche, ni la Prusse, ni la Turquie même, ni l'Angleterre, ne veulent plus de l'empire ottoman[3]. » On sait, par le Mémoire que Talleyrand adressait à l'Empereur en octobre 1805, qu'il était d'avis de pousser l'Autriche vers le Danube et de lui donner une part de l'empire turc, afin de la mettre en rivalité avec la Russie et de rejeter celle-ci sur l'Asie et l'Inde.

Cependant, après quelques jours seulement, de Varsovie encore, le 31 janvier 1807, il écrivait à d'Hauterive, à propos de quelques tentatives de négociations : « Mon cher d'Hauterive, le principal objet est de faire sentir que

1. Aff. étr. Corr. de Turquie, vol. 215, p. 300.
2. *Id.*, *id.*, Sébastiani à Talleyrand, 10 oct. 1806.
3. *Id.*, *id*,, Supplément n° 24, 1806-1810, du 25 janvier 1807, p. 89.

l'Empereur, en faisant tout pour rétablir la paix, a dû ne vouloir qu'une paix solide et durable ; qu'il n'exige, pour qu'elle soit faite, que des conditions indispensables et que, si elle n'a point lieu, c'est que la Russie ne la voudra point. Ce ne sont plus quelques provinces ottomanes ; c'est tout cet empire qui est menacé. La disparition d'une première puissance — sans doute la Pologne — a amené de nouvelles guerres ; la disparition d'une seconde les rendrait plus longues et plus désastreuses et ne permettrait jamais de compter sur la paix.

« C'est pour l'affermir que l'Empereur veut l'existence de l'empire ottoman ; il la veut pour empêcher que d'autres ne s'enrichissent de ses dépouilles et ne deviennent plus redoutables à leurs voisins ; il la veut, pour conserver à notre commerce du midi la première, la seule source de sa prospérité. La conservation de l'empire ottoman devient sous ce rapport le premier de nos intérêts, et Sa Majesté ne peut point l'abandonner. Il devient nécessaire que la Russie s'engage à s'abstenir désormais de toutes les entreprises qu'elle a faites depuis trente ans et qu'elle poursuit et renouvelle en ce moment sur les États qui l'avoisinent au midi, et à reconnaître l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman [1]. »

Mais toutes ces considérations sont antérieures à l'alliance de Tilsit. N'en ont-elles pas été modifiées ? Le système politique de Napoléon, comme il disait lui-même, n'en a-t-il pas été changé ? Évidemment, il en a été changé au regard de la Russie, avec laquelle il a voulu entretenir des rapports cordiaux ; mais ce n'est qu'en apparence que ce système a été changé au regard de la Turquie, et cet apparent changement était destiné justement à assurer les nouveaux rapports avec la Russie. Pourquoi d'ailleurs ce changement eût-il été si radical que d'entraîner un partage de l'empire turc ? Parce que Sélim III avait été renversé du trône ? En vérité, on a le droit de douter que Napoléon ait eu jamais pour Sultan Sélim une amitié si profonde que sa chute fût

1. Aff. étr. Turquie, Suppl. nº 24, du 31 janvier 1807, p. 93.

capable de bouleverser tous les plans politiques de l'Empereur. Puis, si l'Empereur avait été dès lors disposé à un partage de la Turquie entre la France et la Russie, pourquoi toutes les précautions prises par le traité de Tilsit lui-même pour renvoyer tous les vaisseaux russes dans la mer Noire et la mer Baltique, pour chasser les Russes de toutes leurs positions dans la Méditerranée, Cattaro, les îles Ioniennes ? Il eût été plus logique au contraire de les y garder ; ils pouvaient être utiles contre les Anglais.

Napoléon a pu faire au tsar de belles promesses : — il fallait bien payer son alliance de quelque monnaie — ; le tsar a pu affirmer ensuite que l'Empereur lui avait fait des promesses plus belles encore et tâcher de les prendre pour des engagements fermes : — c'était de sa part aussi langage diplomatique. Il est impossible de s'appuyer sur des paroles en l'air, fût-ce « l'air de Tilsit ». Napoléon ne voulait connaître que « l'air noté ». En étudiant tout cela, l'historien ne connaît que les faits, que la lettre des documents.

Au mois d'octobre 1808, lors de l'entrevue d'Erfurt, au moment où Napoléon eut le plus grand besoin de l'alliance russe et craignit d'être obligé d'y faire les plus sérieux sacrifices, il demandait au comte d'Hauterive un Mémoire sur la situation, et le chef de la division politique rédigeait un important travail sous ce titre : Sur un projet d'union entre les deux grandes puissances continentales dans la vue d'amener l'Angleterre à des vues de pacification [1].

Le Mémoire commence par des considérations longues sur le caractère de la politique anglaise et sur celui de la politique russe, qui toutes deux pour des raisons diverses sont entraînées à des accroissements sans limites. « La Russie est aussi une puissance isolée, dit-il, parce qu'elle est inaccessible ; mais, comme l'accès sur les autres États lui est incessamment ouvert, elle est par la nature de sa

1. Affaires étrangères. Turquie, Mém. et Doc., 1800-1813 : Mémoire demandé par l'Empereur au comte d'Hauterive et envoyé à Sa Majesté à Erfurt, octobre 1808, f°s 275-300.

position toujours agressive et par conséquent toujours envahissante. Elle peut bien s'engager avec d'autres États par les liens d'un intérêt commun ; mais ces intérêts ne sont jamais pour elle qu'accidentels, secondaires et temporaires, et, indépendante des liens fragiles et fortuits qu'elle aura formés, on la verra toujours s'affranchir et changer de rapports au gré du temps et des circonstances, ou même par la mobilité seule des goûts et des vues personnelles de ses souverains. La Russie n'a pas besoin de ses amis, de ses alliés pour se défendre, et le motif de ses agressions ne peut être tiré que de ses propres intérêts. Elle est reléguée dans un pays immense et sauvage. Depuis un siècle, son gouvernement fait de constants efforts pour le civiliser. Ne pouvant que lentement en changer les mœurs, il s'est servi du courage de ses habitants pour conquérir de meilleures contrées et des sujets plus policés. Dans cette entreprise, qui est le grand et l'unique ressort de sa politique extérieure, le gouvernement de la Russie a eu et aura de constants succès ; car une puissance qui est toujours agressive arrive toujours, un peu plus tôt, un peu plus tard, à son but. Pour un tel État, les revers ne sont qu'une occasion manquée et un désavantage négatif. Elle ne perd rien ; ses vues ne sont que différées ; c'est ainsi que les peuples du Nord ont envahi l'empire romain, et c'est ainsi, il faut le dire, que l'Europe civilisée, si une politique forte, prévoyante et soutenue ne la préserve, sera un jour envahie par les Russes. »

Ensuite, admettant pour un moment l'hypothèse d'un démembrement de l'empire ottoman, le comte d'Hauterive en étudie les conséquences : « Par le partage de la Turquie, la Russie devient nécessairement puissance maritime ; elle acquiert des flottes, des côtes étendues, des villes littorales, des ports, des rades et une population de 150 000 matelots. — Des mers fermées à tout abord étranger procurent à la Russie un asile sûr où elle peut construire, armer des vaisseaux et former par une pratique facile et une instruction constante sa population maritime aux arts qu'elle ignore de la navigation commerciale et de la guerre de mer. —

Toutes les barrières orientales et septentrionales du monde seront rompues ; quelles que soient les divisions résultant du partage, il est probable que la part de la Russie sera tellement prépondérante qu'elle entrera en possession avec une disposition dominante et des moyens puissants de rallier à son lot les parties adjugées aux puissances copartageantes ; et, si les circonstances de temps et de lieu la favorisent, la Russie, maîtresse de l'Empire d'Orient et de celui du Nord, ne sera plus aux portes de l'Europe, mais dans son sein, et alors il est possible qu'un jour la France s'affaiblisse, que les États du continent ne soient plus garantis par les moyens de force et de résistance qui peuvent résulter d'un grand système de confédération, et qu'enfin les Russes ne suivent la trace des Wisigoths leurs ancêtres, qui, après être sortis des Palus-Mœotides, passèrent le Danube, et, après avoir obtenu des empereurs de Constantinople de s'établir dans la Thrace, exterminèrent d'abord l'empereur Valens et son armée, ensuite sous la conduite d'Alaric désolèrent l'Illyrie, passèrent de là en Italie, pillèrent Rome, s'établirent dans la Gaule et finirent par conquérir l'Espagne et une partie de l'Afrique. La progression des conquêtes de la Russie se projette exactement aujourd'hui sur la même ligne géographique. — La Russie étant une puissance dominante dans l'Orient, deux des principales sources de la prospérité du commerce du continent sont à sa disposition ; elle devient l'arbitre des importations et des exportations du midi de la France, du commerce de la partie occidentale de l'Allemagne, de celui de l'Autriche et de celui de l'Italie. — La Russie, étant établie dans la Turquie européenne, circonvient l'Europe par tous les points sur lesquels la sécurité d'un voisinage tel que celui de la Sublime Porte avait accoutumé les peuples à n'avoir besoin d'aucune défense ; elle investira l'Autriche sur toutes les frontières ; elle menacera l'Italie. »

D'ailleurs il ne suffit pas de partager ; il faudra ensuite que les puissances copartageantes prennent possession de leurs lots ; sur ce point, M. d'Hauterive montre avec une réelle éloquence que cette prise de possession sera aussi

facile à la Russie que difficile à la France, et il reprend quelques-uns des arguments opposés par Caulaincourt à Roumiantzov dans les Entretiens de Saint-Pétersbourg. Il écarte d'abord comme vaine l'idée de réserver Constantinople : « Morceler la Turquie européenne sans attaquer Constantinople est une proposition déguisée, ou une idée de cabinet. Du moment que la puissance ottomane sera attaquée, soit à Traunik, soit à Janina, soit à Widdin, il faut que le trône des Ottomans s'écroule. Les Turcs de toute la Roumélie se soulèveront jusqu'au dernier et se rangeront autour de l'étendard de Mahomet ; s'il en sort encore quelque étincelle de fanatisme, ils viendront se faire égorger au pied de la longue chaîne du Balkan qui s'étend de la mer Noire au golfe Adriatique, et ils arroseront l'Albanie, la Bosnie et la Bulgarie de leur sang et de celui des chrétiens. S'ils sont arrivés au dernier terme de la dégradation, ils passeront le Bosphore en suivant l'étendard du prophète au delà des montagnes de la Bithynie. » Il ne peut donc s'agir que d'un partage complet et de l'occupation même de Constantinople. Mais alors voici quels sont les désavantages de la France : « La Russie est, pour ainsi dire, déjà présente à l'expédition. Elle a 60 000 hommes sur le Danube ou près du Danube. Son lot est un territoire libre et ouvert. Elle n'a que le Danube à passer et le Balkan à franchir et elle est aux portes de Constantinople. — La Russie a derrière elle les magasins de la Pologne et de la Moldavie et à sa gauche une mer qu'elle peut couvrir de vaisseaux, soit pour appuyer les opérations de ses armées de terre, soit pour assurer leur subsistance. — La Russie va dans un pays qu'elle connaît, où elle a fait la guerre pendant cinquante ans, où elle a vaincu les Turcs, où elle a battu leurs armées, enlevé leurs camps et détruit plusieurs fois le peu de forteresses qui s'y trouvent. — La Russie va seule et pour son compte seul à l'expédition. Elle n'a ni voisins ni alliés pour qui elle ait à stipuler ; son intérêt est isolé ; elle n'a à compter avec personne du résultat de l'entreprise projetée. — La Russie entre immédiatement en possession de la totalité du lot qu'elle réclame ; la mer et les provinces qui lui reviennent sont,

dans la conquête qui est à faire, la partie la plus facile à envahir, à occuper, à conserver.

« Maintenant, si l'on veut avoir une idée du rôle qui, dans la scène de cette grande entreprise, est imposé à la France par la nécessité de sa position géographique, on n'a qu'à prendre le contre-pied de ce qui vient d'être dit. Un point de départ éloigné, des dispositions insuffisantes, de grandes difficultés au début, des montagnes inabordables, des défilés, un pays inconnu, une population aguerrie par le brigandage qui est pour elle une école de guerre perpétuelle, des caractères façonnés et des contrées propres à une résistance formidable, point de ressources pour la subsistance des armées, point de stations intermédiaires propres à assurer les premières conquêtes et à faciliter les dernières, point de rivage pour concourir par les moyens maritimes au succès de l'expédition. Telle est la première perspective qui se présente à la France.

« Si l'on considère ensuite cette entreprise sous le point de vue de l'assistance qu'elle peut recevoir de son associé, on trouve que les premiers succès de cet associé, loin d'être de quelque secours pour elle, ne font qu'augmenter ses embarras par l'affluence des ennemis vaincus et repoussés, qui, connaissant tous les avantages que les montagnes de l'Albanie, de la Bosnie, de la Macédoine, offrent pour la résistance, doivent nécessairement y accourir en foule après la première défaite et doubler les difficultés que la France aura à vaincre pour les franchir.

« Si on la considère encore sous le rapport de son but final, on trouvera que, lorsque la Russie aura tout conquis pour elle, la France, après même le succès de la seule expédition qu'elle puisse aujourd'hui tenter, n'aura obtenu que la plus faible partie des résultats auxquels elle doit prétendre, la Syrie, l'Égypte et les Iles ne pouvant pas être immédiatement conquises et devant former, par suite de l'exécution actuelle du partage, le lot d'un troisième ou quatrième copartageant qui n'aura besoin ni d'être appelé ni d'être autorisé pour s'arroger la part de ce lot qu'il trouvera à sa convenance.

« Sous un point de vue encore plus complet du but final de la France, je veux dire celui qui présente la perspective d'une expédition dans l'Inde, l'entreprise du partage, loin d'y apporter des facilités, n'est propre qu'à en rendre l'exécution plus difficile. Cette entreprise en effet tend à rejeter sur l'Asie une population guerrière et exaspérée dont les malheurs et les ressentiments rallumeront dans ce pays toutes les passions du fanatisme, et ces passions dirigées par la politique de l'Angleterre ne pourront que multiplier les obstacles sur la marche de l'armée combinée. »

Et le Mémoire, résumant d'après tout cela la situation, la ramène à trois possibilités : 1° laisser la Turquie telle qu'elle est et l'abandonner à sa destinée ; mais ce serait l'abandonner à la ruine et ainsi aux ambitieux desseins que la Russie poursuit ; — 2° venir au secours de la Turquie en organisant sa puissance en Europe « dans le système qui fut soumis à l'Empereur il y a trois ans[1] », et qui était une division de la Turquie européenne en trois souverainetés musulmanes : l'Albanie (Janina) ; la Roumélie (Routchouk, Widdin ou Sophia) ; la Bosnie (Traunik), — et en trois souverainetés chrétiennes : la Morée, l'Attique et une partie de l'Albanie (Athènes) ; la Serbie (Belgrade) ; et les Iles, le tout sous la suprématie impériale musulmane de Constantinople. C'est la politique de l'autonomie qui a pris depuis un tel développement ; — 3° partager la Turquie. Si ce partage ne peut être évité, le comte d'Hauterive estime que du moins il faudra y intéresser l'Autriche : « La Russie se projette dans le Midi sur les mêmes latitudes que les parties méridionales des États civilisés de l'Europe ; si sa puissance prend de ce côté une nouvelle étendue, il faut que la barrière se prolonge dans le même sens. Il est donc dans l'esprit, dans l'intérêt et les besoins de la politique européenne, que l'Autriche suive la Russie dans sa nouvelle ligne d'extension et qu'à son exemple elle aboutisse jusqu'à la mer Égée. » Mais M. d'Hauterive ne pense pas qu'il soit urgent d'entrer dans le détail d'un projet éventuel de partage que, dit il, « je

1. Voir plus haut, le mémoire Codrika.

voudrais bien pouvoir finir et que je ne suis pas même capable de commencer ». Et il conclut : « Le partage de la Turquie européenne est un événement qu'il est à désirer que l'on puisse arrêter en simple projet exécutable seulement dans de meilleures circonstances... Il doit être présenté à l'Angleterre comme un acte comminatoire, destiné à une exécution immédiate s'il ne produit pas sur elle l'effet de vaincre l'obstination de son gouvernement à refuser à l'Europe et au monde la paix dont l'un et l'autre ont besoin. »

On sait les résultats de l'entrevue d'Erfurt. Il n'est point question de partage turc dans la convention qui en fut le résultat, et l'Empereur réussit à ne faire à l'alliance russe, encore utile, que des sacrifices insignifiants. Au sujet de la question d'Orient, il réserva tout l'avenir et garantit encore une fois à peu près complètement l'intégrité de l'empire ottoman.

Dans le même temps, Sébastiani, revenu de Constantinople, encourageait les desseins que sans doute Napoléon entretenait sur l'Orient. « Sultan Mustapha régnant n'a point la lumière de son prédécesseur et en a toute la faiblesse. Son règne me paraît devoir amener la fin de cette dynastie ; car, si un mouvement populaire le renversait lui-même et plaçait sur le trône Sultan Mahmoud son frère, la Turquie serait gouvernée par un prince faible, doux et valétudinaire, atteint d'une épilepsie incurable. La famille des Ottomans est menacée de s'éteindre tout naturellement. » Et plus loin : « Le Divan ne s'écartera pas de l'union avec la France. Je suis même obligé de dire à Votre Majesté une vérité bien constante et universellement reconnue : l'Europe est pleine d'admiration pour le vaste génie de Votre Majesté ; mais l'Orient reconnaît dans votre personne sacrée l'envoyé de Dieu... Les Arméniens, véritablement attachés à la France, la serviraient avec zèle et fidélité, si la France occupait quelques-uns des pays qu'ils habitent. Les Grecs de l'Archipel, depuis la dernière guerre d'Orlof, sont détachés de la Russie et maintenant leurs regards sont tournés vers la France. D'ailleurs, doués d'une imagination mobile et active, ils s'entretiennent chaque jour des victoires de Votre Majesté,

s'exaltent par des récits et nourrissent le désir et l'espoir de faire partie de son vaste empire, surtout depuis la conquête des îles Ioniennes... Les Turcs eux-mêmes regardent tout le reste de l'Europe comme appartenant à la France, et cette opinion est infiniment avantageuse[1]. »

Voici enfin un mot que Talleyrand met dans la bouche de l'Empereur. C'était à la veille des négociations d'Erfurt, auxquelles Talleyrand avait été appelé : « Sur l'affaire du Levant, lui dit Napoléon, il ne faut pas nous presser. Vous insisterez beaucoup sur cela, car le comte de Roumiantzov est ardent dans la question du Levant. Vous direz qu'on ne fait rien sans l'opinion publique et qu'il faut que, sans être effrayée de notre puissance réunie, l'Europe voie avec plaisir se réaliser la grande entreprise que nous méditons. La sûreté des puissances limitrophes, l'intérêt bien entendu du continent, sept millions de Grecs rendus à la liberté, etc., voilà un beau champ pour faire de la philanthropie. Je vous donne sur cela carte blanche ; je veux seulement que ce soit de la philanthropie lointaine. Adieu[2]. » C'est tout à fait le ton d'un ajournement aux calendes grecques.

III. — Napoléon empereur.

Est-il possible, d'après ces faits et ces opinions, de définir la politique orientale de Napoléon ? S'il est facile de déterminer ce qu'il a fait, il est plus délicat de dire ce qu'il voulait faire ; on ne peut, pour ainsi dire, raisonner que par approximation, en écoutant ce qui se répétait couramment dans son entourage politique immédiat et en prolongeant par la pensée le sens des résultats acquis dans les faits. Il y a évidemment dans cette manière de faire une part d'hypothèse toujours sujette à discussions.

Il est pourtant acquis que Napoléon considérait la Russie

1. Mémoire de Sébastiani adressé à l'Empereur, 12 juillet 1808. — Cf. Testa, *Recueil des Traités de la Porte Ottomane*, II, 310-329.
2. *Mémoires de Talleyrand*, I, 412-413.

comme une puissance barbare, étrangère à l'Europe, et qu'il avait la mission de tenir à l'écart du monde civilisé. C'était l'opinion de beaucoup de ses contemporains ; c'était, on l'a vu dans les pages précédentes, l'opinion du comte d'Hauterive. L'Empereur écrivait le 29 janvier 1807, dans un message au sénat, daté de Varsovie : « Nous avons ordonné que le rapport de notre ministre des relations extérieures sur les dangers de la Porte Ottomane fût mis sous vos yeux... Qui pourrait calculer la durée des guerres, le nombre de campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et les délices de la grande ville l'emportaient sur les conseils d'une sage prévoyance? Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait, de nos jours, nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de barbares. Et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, cette coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité et serait un titre d'opprobre dans l'histoire[1]. »

Sans doute le ton ne fut plus le même à partir de Tilsit ; et les termes de la plus cordiale amitié furent alors échangés entre les deux empereurs. Mais Napoléon n'embrassait-il pas Alexandre pour le mieux contenir? Il obtenait en somme par des caresses ce qu'il voulait, l'écrasement de la Prusse, l'évacuation de la Méditerranée par les Russes ; il ne sacrifiait même pas l'idée de l'intégrité de l'empire ottoman, puisque le tsar promettait l'évacuation aussi des principautés de Moldavie et de Valachie. Il ressort nettement de l'examen des faits que, si Napoléon a quelquefois parlé du partage ottoman, il ne l'a jamais en rien favorisé, qu'au contraire il a en réalité arrêté les Russes sur le chemin de Byzance. Il est douteux qu'il ait jamais voulu consentir au démembrement de la Turquie.

Mais puisque la Turquie était unanimement alors consi-

1. Message au Sénat, 29 janvier 1807 : *Corresp. de Napoléon*, 11722. — *Moniteur* du 18 février.

dérée comme perdue, que ses continuelles révolutions paraissaient les signes avant-coureurs de sa remise, qu'est ce que Napoléon pensait donc en faire ?

Il pensait la prendre pour lui tout entière, ou presque tout entière, directement ou indirectement. Il voulait l'absorber dans son Empire, sous une forme quelconque. Il voulait réunir l'empire d'Orient à l'empire d'Occident qu'il avait restauré. Empereur, il voulait réaliser toute la signification de ce titre. Était il donc plus difficile de restaurer l'ancien empire d'Orient que l'empire d'Occident ? Pour faire l'empire d'Occident et reprendre la puissance de Charlemagne, il avait fallu détruire le Saint Empire romain germanique, écraser l'Autriche et la Prusse, et le résultat avait été la domination de l'Allemagne et de l'Italie. En quelques coups d'épée, Napoléon avait atteint et dépassé les frontières de l'empire de Charlemagne, et l'on sait qu'il aimait à se dire l'héritier du grand Empereur. Et il n'était encore qu'au commencement de sa carrière impériale.

Comment n'aurait-il pas été tenté de reprendre aussi l'empire d'Orient. L'empire ottoman était il donc plus redoutable que le Saint Empire des Habsbourg ? Il l'était beaucoup moins ; il était comme une proie qui n'attendait que le ravisseur. Successeur de Charlemagne, Napoléon pouvait l'être aussi de Constantin. Alors seulement il eût été vraiment l'Empereur.

Il faut nous abstraire de nos définitions contemporaines ; il y a de nos jours parmi les maîtres de la terre un si grand nombre d'empereurs que le mot a perdu sa signification véritable. Mais dans la pensée des contemporains de Napoléon, il ne pouvait y avoir qu'un empereur ; l'empereur était le souverain, le maître unique des autres princes. C'était la tradition classique, venue, à travers les siècles, des temps de l'empire romain.

Et Napoléon, par sa naissance, par ses origines, par tous les caractères de son génie, tout pénétré du sentiment de l'ordre, de la passion de l'unité, était véritablement un Romain. Ces dispositions naturelles étaient fortifiées en lui par le milieu. La génération à laquelle il appartenait était tout

imprégnée de l'esprit classique ; elle l'appliquait à tout, aux lettres, aux arts, à la politique, aux formes mêmes du langage. On construisait des palais, des colonnes, des arcs de triomphe à la façon des Romains ; on empruntait aux Romains les plus nobles inspirations de la sculpture et de la peinture ; on représentait les Sabines, le Serment des Horaces. David, pour peindre le sacre, dissimulait les formes gothiques de Notre-Dame sous des colonnades et des tentures classiques. On reparlait de Tribunat, de Sénat, de Consuls ; on construisait une Rome nouvelle sur les ruines de la Révolution. Il n'y avait qu'à suivre cette pente pour aboutir à la Rome impériale. Le Consulat conduisait à l'Empire, et l'Empire, pour les Romains, c'était l'unité de domination assurée par le prestige militaire des aigles. L'*Imperator,* c'était le vainqueur montant au Capitole, tête du monde. Napoléon noua autour de son front le diadème impérial, conçut en sa pensée l'ambition de toute la fonction impériale ; par son profil net, son menton volontaire, son regard hautain, sa face glabre et ses cheveux tondus, il était le type de l'empereur. Il voulut être l'Empereur.

Il le fut vraiment, autant qu'il était possible de l'être, plus qu'il ne paraissait possible de l'être au milieu des temps modernes. Il y avait trois empereurs à la bataille d'Austerlitz ; Napoléon vainquit les deux autres. Il détruisit le Saint Empire, vieux de plus de huit siècles, et saisit son héritage ; il prit l'Italie ; il eut comme Charlemagne la couronne de fer des rois lombards ; il respecta encore un temps le pape ; comme Charlemagne il étendit déjà son empire jusqu'à la mer Adriatique et à la mer Ionienne. Il prit l'Allemagne ; il fut le protecteur de la Confédération du Rhin ; il en porta la frontière à l'Elbe. Il écrasa la Prusse, qui osait arrêter ses destinées impériales ; il redressa la Pologne sous le nom de grand-duché de Varsovie ; il en fit une marche militaire de son empire ; l'ancien empire d'Occident avait aussi des marches aux confins de la barbarie. Il ne refit point la nation polonaise ; il ignora les droits des nationalités, il prétendit les broyer dans l'unité impériale ; car il ne fut pas de son temps, et c'est pourquoi lui-même il fut ensuite brisé.

Empereur romain, il voulut régner sur la Méditerranée qui fut jadis un lac romain ; il eût voulu, lui aussi, l'appeler « mare nostrum ». Donc il voulut l'Orient. Il avait Aix-la Chapelle. Il voulut Constantinople, alors seulement il serait l'Empereur, et non pas seulement un empereur. Dans le même temps, comme le couronnement de son ambition, il voulut Rome ; il la prit. Désormais il dépassait Charlemagne, qui avait laissé le pape à Rome. Il dépouilla le pape : il transporta les archives pontificales à Paris. Du temps de Constantin, le pape était l'humble serviteur de l'Empereur, recevait de lui l'investiture de sa fonction, ne brisait point de ses prétentions la majestueuse unité impériale. Il demanda pour un second mariage la main d'une grande-duchesse russe ; c'était une faiblesse personnelle ; il eût été plus fier d'épouser une grande-duchesse qu'une archiduchesse, fille d'un empereur déchu ; peut-être songeait-il à rallier à sa couronne les orthodoxes de l'Orient, à s'approprier quelques-uns des droits historiques des tsars sur Sainte Sophie. Rebuté, il épousa la fille de l'Empereur ; il fut content, le jour du mariage, que le chancelier autrichien Metternich portât la santé du roi de Rome ; il y vit une abdication anticipée de tous les droits des Habsbourg à l'Empire, une confirmation des résultats d'Austerlitz. Son fils, le roi de Rome, fils d'empereur, petit-fils d'empereur, lui succéderait plus naturellement à l'Empire.

Tout occupé de ces pensées antiques, d'ailleurs brillamment renouvelées, il ne fit rien directement contre l'Angleterre. Elle ne rentrait pas dans le cercle de l'activité impériale. En cela encore, il n'était pas de son temps, et devait être vaincu.

Comment aurait-il partagé l'empire ottoman avec la Russie ? L'empire ottoman était sa chose à lui, son bien réservé, puisque c'était l'empire d'Orient ? Comment aurait-il pu fonder une alliance sincère et durable avec le tsar, qui voulait aussi être empereur d'Orient ? Selon la conception classique, il n'y a pas de place dans le monde pour deux empereurs : ce serait une monstruosité politique, une sorte d'hérésie.

Et Napoléon fut en effet un solitaire, il n'eut jamais d'al-

lié, au sens vrai du mot ; il n'y eut pas, de son temps, d'alliance franco-russe ; il y eut une combinaison franco-russe, que l'Empereur tenta de concilier avec une combinaison franco-turque et une combinaison franco-persane.

De tous ses moyens, il écarta la Russie de Constantinople. Il redressa quelque peu la Turquie, tenta de la réformer, en attendant qu'il fût prêt à régler ses destinées. Il retint la Russie le plus longtemps qu'il put dans son alliance, l'arrêta sur le Danube pour pouvoir achever ailleurs, vers l'Espagne, la construction de son édifice impérial, pour pouvoir écraser l'Autriche qui ne voulait pas encore en 1809 être réduite à la condition de vassale du nouvel Empire.

Enfin, quand il se crut prêt à l'accomplissement de toute sa destinée, il arma toute l'Europe civilisée contre la barbarie russe, il fut content de conduire tous les peuples européens, un moment confondus dans l'Empire, même les Autrichiens, même les Prussiens, vers l'est, pour refouler les Russes en Asie. La mission des empereurs romains avait été de contenir la barbarie, de protéger la civilisation sous les lois d'une autorité unique, magnifiquement ordonnée. S'il eût vaincu la Russie, sans doute il eût pu régler la condition définitive de l'Orient. Qui donc alors l'aurait empêché de fonder à Constantinople un régime régulier, avec administration solide, capable de rendre à ces pays épuisés la prospérité des temps anciens ? Non pas même l'Angleterre. La fatalité, dont il croyait personnifier l'irrésistible puissance, eût fait tomber en ses mains avec Constantinople tout l'Orient, c'est-à-dire enfin tout l'Empire.

On le voit à la veille de l'expédition de Russie essayer d'enlever aux Russes, à son profit, leur influence en Serbie, entretenir avec Kara-Georges des relations suivies, envoyer des agents à Saint-Jean d'Acre, en Égypte, M. de Nerciat et le capitaine Boutin, préparer le terrain en Orient pour le lendemain de la défaite des Russes, car il ne prévoyait pas son désastre [1].

1. *Documents inédits sur les relations de la Serbie avec Napoléon Ier* (1809-1814), publiés par Auguste Boppe, Belgrade, Imprimerie d'État,

Il fut arrêté, au moment même où il voyait le but de plus près. Il ne fut pas l'empereur qu'il aurait voulu être ; la réalité, si brillante qu'elle ait été, demeura inférieure aux conceptions de son génie. Empereur jusqu'au bout, il ne voulut pas se renfermer dans les étroites limites d'une nation, fût-ce la France. Comme disait Talleyrand, en 1814, l'Empereur ne peut pas devenir le roi de France. Du moins il est possible ainsi de mesurer historiquement le domaine de son ambition, le champ de sa carrière. Il a emporté ce secret dans le tombeau. Pour grandir encore sa gloire, par une sorte de compensation de son échec suprême, il garda comme en auréole autour de son nom « ce vague qui enchaîne les multitudes ». Peut-être cette auréole se peut-elle définir en la couronne de laurier de l'empereur romain.

IV. — Le rôle historique de l'empereur Napoléon.

Napoléon d'ailleurs en tout cela ne fut que l'agent de l'évolution historique ; il joua un rôle considérable parce que la Révolution avait préparé à travers l'Europe des changements considérables ; avec toute la force révolutionnaire qui était en lui parce qu'il en était issu, il accéléra des transformations politiques qui étaient en germe depuis longtemps.

Il disait lui-même en 1815, dans le préambule de l'acte additionnel, pour s'excuser d'avoir tant « ajourné l'introduction d'institutions libérales en France » que « jusqu'ici il s'était efforcé d'organiser en Europe un grand système de fédération qu'il croyait en harmonie avec l'esprit de l'époque, et favorable au progrès de la civilisation ». — « Sa carrière n'est sans rivale, écrit justement M. Seeley, que parce qu'une convulsion sans précédents l'a déterminée. Les temps de révolution offrent des occasions exceptionnelles, et, si la carrière

1888. — Cf. aussi Aff. étr. Turquie, Mémoires et Documents, 1800-1813 ; Historique des relations de la France avec la Porte Ottomane, par M. Roux de Rochelle, chef de division au ministère des relations extérieures, en date du 22 avril 1811 (p. 301-317).

de Napoléon n'a pas été seulement exceptionnelle, mais absolument unique, c'est que la Révolution française présente aussi un caractère unique. » — « C'est à la Révolution française et à la direction qu'elle suivit, dit encore le même historien, qu'il faut demander l'explication de la grandeur qui nous étonne dans cette carrière. Une convulsion sans égale souleva les vagues, et il arriva que toutes les forces et les passions sauvages déchaînées par la Révolution se condensèrent en puissance militaire. Le résultat fut une armée incomparable qui tomba, en même temps que le gouvernement d'un grand État européen, aux mains d'un spécialiste militaire consommé, doué du caractère le plus énergique. Il put manier cette arme absolument à son gré, et il s'en servit pour exécuter une série d'entreprises militaires gigantesques, toujours conduites avec habileté, mais aussi, pour la plupart avec une imprudence extrême, et qui eurent pour résultat quelques triomphes prodigieux, suivis d'une série de désastres plus prodigieux encore[1]. »

A la fin des temps anciens, l'empire romain avait donné au monde l'unité politique nécessaire à la diffusion des principes d'unité morale et religieuse que la philosophie antique avait lentement mûris et que le christianisme représentait. A la fin de ce que nous appelons l'ancien régime, l'empereur Napoléon donna pour un temps au monde historique l'unité nécessaire à la diffusion des principes de la révolution politique et sociale que la philosophie du XVIIIe siècle avait proclamés et qui depuis n'ont cessé de transformer l'Europe. C'est là proprement toute l'importance historique du rôle de l'Empereur; elle suffit à sa grandeur ; il a été comme le prophète des temps nouveaux.

Quand la France fut rentrée dans des limites étroites, épuisée et mutilée par la grande influence qu'elle venait d'exercer, les résultats de son action révolutionnaire par l'Empire purent être un moment suspendus. Ils ne se firent pas attendre bien longtemps ; car toute l'Europe était demeurée comme imprégnée de l'esprit de la Révolution, et il y accomplit son

1. Seeley, *Courte histoire de Napoléon Ier*, trad. Baille, p. 251, 279, 288.

œuvre malgré toute réaction, de l'Espagne à la Russie. Les nationalités italienne et allemande, en particulier, surgirent de nouveau contre la Sainte-Alliance et conquirent peu à peu leur droit à l'indépendance : Napoléon Ier les y avait préparées sans le vouloir ; Napoléon III les y aida avec une sorte d'inconscience. C'était du reste le terme naturel de la destinée qu'elles poursuivaient depuis plusieurs générations.

L'Orient pourtant, au premier abord, semble avoir été arrêté par Napoléon dans son évolution historique normale. Il était entraîné rapidement dans les voies russes. On se rappelle à cet égard la situation de l'empire ottoman en 1806 : les pachas insoumis, le territoire déjà effectivement démembré, le pouvoir du sultan méprisé, moqué par les janissaires, pendant que la Russie suscitait la révolte en Moldavie, Valachie, Serbie, enveloppait le divan d'intrigues et de cadeaux, menaçait le Danube, s'engageait avec une décision redoutable sur le chemin de Constantinople, préparait la restauration de l'empire d'Orient. Que l'on y compare la situation en 1815, à la fin du règne de Napoléon.

En 1815, les pachas ne sont pas aussi dangereux. Le pacha d'Égypte, Méhémet-Ali, est ambitieux ; il n'est pas encore rebelle ; il vient de vaincre les Wahabites pour le compte du sultan, de rouvrir aux pèlerinages la route des villes saintes de La Mecque et Médine, et le prestige du Grand Seigneur en est comme restauré dans tous les pays de l'Islam. Ali-pacha se contente de sa situation en Albanie, du moins pour le moment. La Serbie est vaincue, Kara-Georges est en fuite. Le sultan Mahmoud contient la turbulence des janissaires et des ulémas, prépare la réforme militaire de son empire. Et si le gouvernement de la Porte sort ainsi, contre toute attente, de la crise que chacun lui croyait mortelle, c'est qu'il a fait bonne contenance dans la guerre contre les Russes. Depuis 1809 jusqu'à 1812, la Russie s'est jetée sur la Turquie, dans l'espérance d'en avoir facilement raison ; en fait, préoccupée des événements de la politique générale, inquiète dès 1810 des intentions de Napoléon, elle n'a obtenu dans la guerre du Danube que des succès très disputés et balancés, et, par le traité de Bucharest (1812), signé hâtivement pour lui per

mettre de consacrer toutes ses ressources à la lutte contre Napoléon, elle a rendu la Moldavie et la Valachie. L'expédition de Russie indirectement sauva l'intégrité de l'empire turc, selon les promesses que Napoléon en faisait jadis à son ami Sélim III, ou plutôt selon sa conception politique qu'il ne pouvait pas permettre la restauration de l'empire d'Orient par les Russes.

Depuis ce temps, les Russes n'ont pas fait de progrès dans la solution de la question d'Orient. Napoléon leur a marqué un temps d'arrêt qui dure encore : en ce sens, la campagne de Russie a eu un succès décisif. Ce fut la ruine du « projet grec ».

Cependant, comme partout ailleurs en Europe, les germes révolutionnaires ont fermenté dans la péninsule des Balkans. Les premiers efforts des nationalités du temps de l'Empire n'ont pas été perdus. Méhémet-Ali, Pasvan-Oglou, Kara-Georges ont été les précurseurs de la résurrection et de l'autonomie de l'Égypte, de la Bulgarie, de la Serbie. L'Albanie n'est pas aujourd'hui beaucoup plus docile qu'au temps d'Ali. Le conseiller grec de M. d'Hauterive, Codrika, quand, selon le spectacle qu'il avait sous les yeux, il traçait le tableau des souverainetés musulmanes et chrétiennes qu'il fallait organiser dans l'empire ottoman, prédisait en quelque manière la condition politique où cet empire s'est établi depuis. Il y manque la protection de l'empereur des Français dont Codrika faisait la garantie du nouvel état de choses ; elle manque de même aux nationalités allemande et italienne dont Napoléon fut aussi comme le précurseur. Aussi bien, après la mort de l'Empereur, ne faut-il pas oublier que la France a puissamment contribué à l'indépendance de la Grèce et de la Roumanie.

Toutes ces nationalités balkaniques ont pris la place que les tsars convoitaient. Et si de nos jours, lentement, les couleurs chrétiennes reparaissent sur la carte de l'ancien empire turc, comme les peintures de Sainte-Sophie reparaissent plus fraîches sous la chaux musulmane qui s'effrite (Lavisse), si la Russie n'a pas pu tout effacer dans un gigantesque panslavisme où beaucoup d'autres races, Roumains et Grecs surtout, ris-

quaient d'être perdues, si elle a dû, bon gré mal gré, refluer sur l'Asie selon le chemin où l'Empereur la poussait, vers l'Inde et non vers Byzance, il le faut attribuer au moins en grande partie à Napoléon, qui a dressé, peut-être à jamais, une barrière infranchissable devant l'expansion de ce qu'il appelait la barbarie russe.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'Empire ottoman en 1806.

CHAPITRE II

Déclaration de guerre de la Turquie à la Russie.

(Décembre 1806.)

CHAPITRE III

Les Anglais devant Constantinople et en Égypte.

(Janvier-avril 1807.)

CHAPITRE VII

La Fin de l'ambassade de Sébastiani.

(Janvier-avril 1808.)

CHAPITRE IX

Les Révolutions de 1808 à Constantinople.
La paix des Dardanelles.

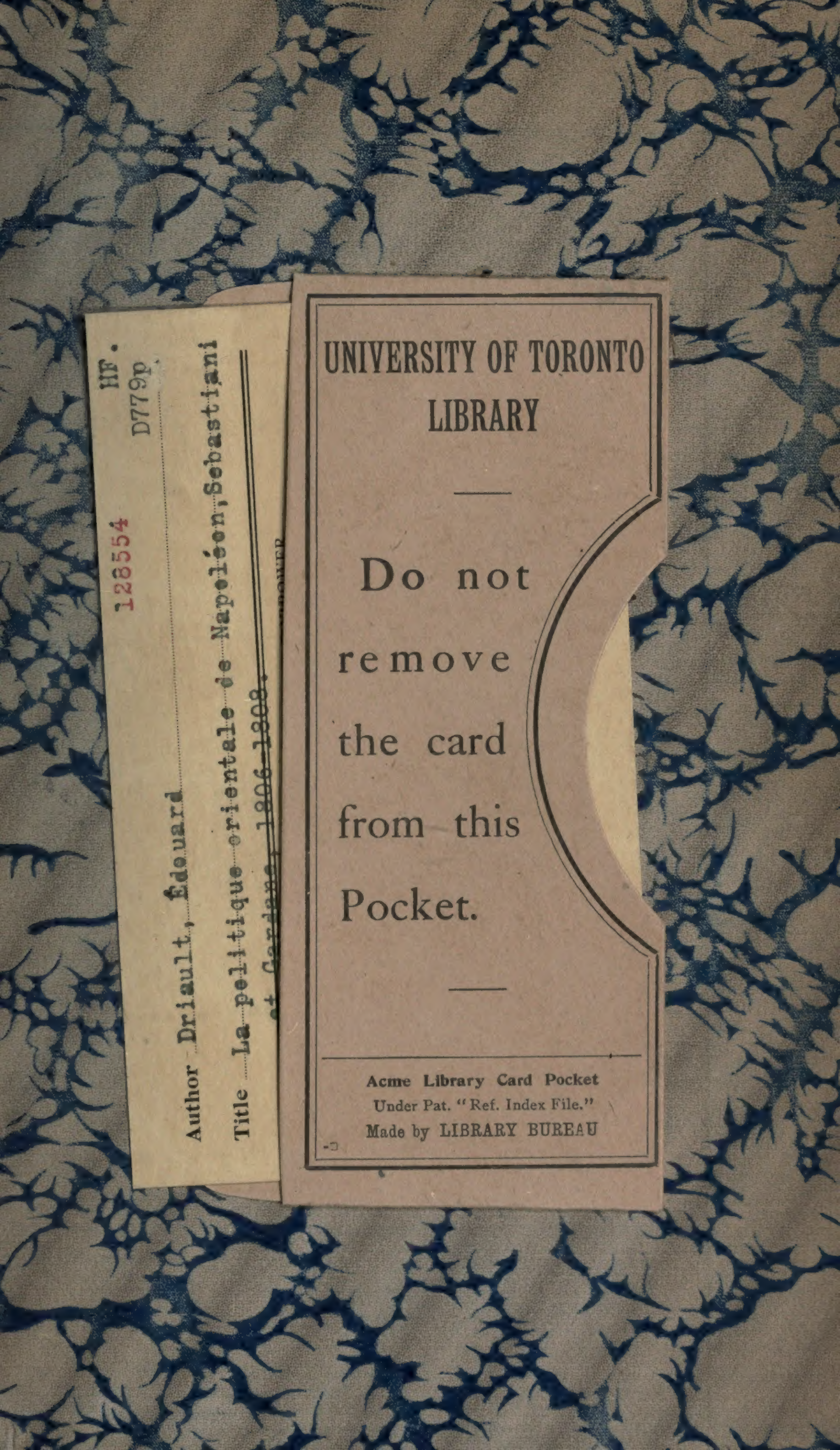
(Juillet 1808-janvier 1809.)

CHAPITRE X

Définition de la politique napoléonienne.

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.




HF.
D779p
128554
Author Driault, Édouard
Title La politique orientale de Napoléon, Sebastiani
et Gardane 1806-1808.
UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not
remove
the card
from this
Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

